

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 40-41

JUILLET - AOUT 1988

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Étranger) 30 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) : (France) 240 FF, (Étranger) 265 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE - 106, rue La Fayette - 75010 PARIS - FRANCE**  
**tél : (1) 48 24 64 64**

## **SOMMAIRE :**

- IRAK - IRAN : PAIX OU TREVE ?
  - O.N.U. : LA SITUATION DES KURDES EST JUGEE "NON URGENTE"
  - TURQUIE : UNE INTERVIEW AVEC MEHDI ZANA
  - L'IRAK RECONNAIT L'UTILISATION DES ARMES CHIMIQUES
  - A SIGNALER
  - LA REVUE DE PRESSE, EN BREF
  - LES PUBLICATIONS EN VENTE
- 

## **IRAK - IRAN : PAIX OU TREVE ?**

Après 8 années d'une guerre particulièrement meurtrière et destructrice, l'Irak et l'Iran ont enfin accepté d'arrêter les hostilités. Le cessez-le-feu conclu sous les auspices des Nations-Unies devrait être suivi de pourparlers de paix qui s'annoncent des plus difficiles. Aucun des belligérants n'est sorti vainqueur de cette guerre. En déclenchant le conflit, en septembre 1980, le régime Irakien voulait renverser la République Islamique ; il n'y est manifestement pas parvenu. De son côté, l'Iman Khomeiny, ne cessait de réclamer la tête de Saddam Hussein et le remplacement de la dictature du Parti Baas ; après avoir saigné à blanc son pays, il a dû renoncer à cet objectif déclaré de sa "guerre sainte". Une guerre absurde, où à part les marchands de canons de tous bords, Iraniens, Irakiens, Kurdes, tout le monde aura été perdant.

Les Kurdes ont certainement été parmi les populations les plus touchées par la guerre: situé à cheval sur la frontière irako-iranienne, sur plus de 500 km, leur territoire a été l'un des principaux théâtres des opérations. Tour à tour bombardé par l'aviation Irakienne et l'artillerie Iranienne, leur pays a été largement dévasté. L'Irak a mis à profit cette guerre pour se livrer à une destruction systématique des villages kurdes, à l'arabisation accélérée des zones pétrolifères du Kurdistan, à des déportations massives des civils kurdes vers les camps d'internement installés à la frontière jordanienne, ou en bordure des axes routiers ou des grandes villes. La paysannerie kurde a été déplacée de la terre de ses ancêtres, coupée de ses racines millénaires, détruite en tant que classe sociale. Des dizaines de milliers de Kurdes ont péri, victimes des bombardements aux armes conventionnelles ou chimiques, des exécutions sommaires, d'effroyables conditions de vie dans les camps d'internement. Près de 30.000 Kurdes, dont 8.000 appartenant à la tribu des Barzani, sont portés disparus. Parmi des milliers de Kurdes torturés à mort dans les geôles Irakiennes, on compte environ 300 enfants et adolescents ; leurs corps n'ont été remis à leur famille que moyennant paiement d'une "indemnité pour frais d'exécution."

Dans ce contexte, le cessez-le-feu aurait dû être accueilli avec soulagement et espoir par les Kurdes. En fait, il n'a fait que raviver leurs craintes et appréhensions. Car tout au long du XXème siècle, ils ont toujours été les boucs émissaires tout désignés dans les conflits opposants les Etats du Proche-Orient et ceux-ci ont toujours fini par s'entendre sur leur dos. Victimes de choix en temps de guerre, les Kurdes sont hélas également très souvent les perdants de la paix. D'ailleurs le cessez-le-feu intervenu sur le front irakien, que nombre d'observateurs prudents qualifient de trêve, est loin de signifier la paix pour les Kurdes.

En effet, la guerre déclenchée en août 1979, (plus d'un an avant la guerre du golfe) par Khomeiny contre les autonomistes Kurdes d'Iran se poursuit toujours, de même que les affrontements entre la guérilla kurde irakienne et le gouvernement de Bagdad, une guérilla qui entre ces jours-ci dans sa 29ème année. Dans un premier temps, chacun de ces deux gouvernements va mettre à profit le cessez-le-feu pour intensifier la guerre contre les Kurdes, dans l'espoir de remporter une victoire définitive ou de régler une bonne fois pour toutes, la question kurde. Comme l'accord irako-iranien de mars 1975 et les ententes antérieures entre les deux états, (pacte de Saadabad en 1937, de Bagdad en 1956), un nouveau traité de paix risque fort d'être conclu au détriment des Kurdes. A moins de fortes pressions de la communauté internationale, pour que le problème kurde soit également pris en compte lors de futures négociations de paix, et qu'une solution équitable lui soit trouvée. Pour que, après tant d'années de guerres, de destructions, de tueries, il y ait enfin une paix véritable, générale, pour tous les peuples de la région, kurde y compris.

C'est, en résumé, le sens des messages que les dirigeants kurdes d'Iran et d'Irak viennent d'adresser au secrétaire général des Nations Unies. Pour une fois, seront-ils entendus ?

### **O.N.U. : LA SITUATION DES KURDES EST JUGEE NON URGENTE :**

Le sort des Kurdes Irakiens a été évoqué dans la 40ème session de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'O.N.U. Plusieurs organisations humanitaires internationales dont Amnesty, la Fédération Internationale des droits de l'homme et la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, sont intervenues pour informer la Sous-commission des violations massives et multiples des droits de l'homme par le gouvernement Irakien contre "sa minorité" kurde. Le professeur Heindryx, expert belge de renommée internationale de toxicologie, a apporté un témoignage précis, étayé par des données scientifiques sur l'utilisation par l'armée irakienne des armes chimiques contre la population kurde. Soulignant l'extrême gravité de la situation, tous les intervenants non gouvernementaux ont appelé la Sous-commission à saisir d'urgence la commission des droits de l'homme de l'O.N.U. pour que des mesures concrètes et urgentes soient prises, afin d'empêcher la détérioration du sort des Kurdes et dissuader l'Irak d'avoir à nouveau recours à ces armes de destruction massive, prohibées par la Convention de Genève de 1925.

A la suite de ces auditions, le 29 Août, la Sous-commission a procédé à des délibérations. Plusieurs de ses membres ont affirmé que la situation des droits de l'homme en Irak et le sort de la population kurde n'avait pas de "caractère urgent". A leur initiative, une motion demandant à ne prendre aucune action contre l'Irak a été présentée et votée par 11 voix contre 8. Ainsi donc, malgré le gazage de 5 000 d'entre-eux à Halabja, malgré la destruction de leur pays, les déportations et les exécutions sommaires, les Kurdes constatent une fois de plus, que pour un grand nombre d'Etats, leur situation n'a rien d'urgent, et ne nécessite, ni des actions particulières, ni même un débat devant la Commission des Droits de l'homme.

Les pays qui ont voté pour la motion de non urgence, sont : Algérie, Chine, Cuba, Japon, Maroc, Jordanie, Roumanie, Somalie, Togo, U.R.S.S., Yougoslavie.

Ceux qui ont voté contre la motion et estimé que la situation des Kurdes en Irak nécessissait des actions urgentes : Colombie, France, Grèce, Norvège, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Philippines, U.S.A.

Les représentants d'Argentine, de Costa-Rica, d'Ethiopie, du Mexique et du Nigéria se sont abstenus lors de ce vote.

### **TURQUIE : UNE INTERVIEW AVEC MEHDI ZANA**

L'ancien maire de Diyarbakir est sans doute le prisonnier politique kurde le plus célèbre, tant en Turquie, que dans le monde. Depuis son arrestation au lendemain du coup d'état militaire du 12 Septembre 1980, de très nombreuses personnalités politiques étrangères, en particulier des maires, sont intervenues après des autorités d'Ankara pour d'abord, l'arracher à la mort sous la torture, et puis réclamer sa libération. Militant socialiste, défenseur des droits de la communauté kurde de Turquie, il avait, en décembre 1977, été élu, au suffrage universel, maire de Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan turc. A ce titre, il avait établi des relations de coopération avec des municipalités françaises d'Union de la gauche

(Clermont-Ferrand, Grenoble, Rennes). Pour mieux se faire comprendre de ses administrés, qui dans leur grande majorité ne parlent pas le turc, langue officielle du pays, Mehdi Zana n'hésitait pas à s'adresser à eux en kurde, langue interdite en Turquie. En sa double qualité de militant socialiste et de patriote kurde, populaire dans l'ensemble de la Turquie, Zana est devenu une victime de choix de la répression, déclenchée par les généraux turcs : soumis pendant de longs mois à des tortures sévères, isolé, cet élu du peuple a été jusqu'ici condamné à un total de 32 ans de prison, pour avoir parlé kurde à ses administrés, et revendiqué pacifiquement les droits de son peuple.

A la suite d'une mission conjointe de la Fondation Danielle Mitterand et de la Fédération Internationale des droits de l'homme, la Cour d'Appel militaire d'Ankara avait réduit cette peine à 26 ans 8 mois. Depuis, de nouveaux procès ont été intentés à Zana, et devant son insistance à plaider en kurde, il a été muté à ESKISEHIR, ville située entre Ankara et Istanbul, à environ 1700 km de Diyarbakir le Tribunal d'état de siège de Diyarbakir poursuit désormais son procès, *in absentia*.

Pour la première fois depuis son incarcération, un journaliste a pu récemment le rencontrer et l'interviewer. Ce témoignage est paru dans la revue *Medya Günesi* (le soleil de Médie) qui paraît en turc, à Istanbul. Le texte intégral de cet entretien est reproduit page 26-27 de la Revue de Presse du mois d'août du bulletin. Nous en avons extrait les passages suivants :

**Question : Pourriez-vous nous expliquer les raisons de votre incarcération ?**

**ZANA :** La raison de mon incarcération est très claire. Avant tout, parce que je suis un Kurde. Puis, pour la première fois, un progressiste a pu devenir maire d'une grande ville comme Diyarbakir. Mon action de maire, la sensibilité exprimée à l'étranger, à travers ma personne, envers la question kurde sont les raisons principales.

**Question : Tout au long de votre procès, vous étiez écroué à la prison militaire de Diyarbakir, plus précisément dans les cachots N° 5, là où l'on torturait d'une manière très systématique les prisonniers, sans distinction d'âge, ni de sexe. Vous faites partie des personnes qui ont subi des sévices. Pouvez-vous nous évoquer ce qui se passait dans la prison militaire de Diyarbakir ?**

**ZANA :** Je suis en effet bien placé pour savoir ce qui se passait dans la prison militaire n° 5 de Diyarbakir, car j'ai personnellement vécu ces événements. Ce qui se dit à propos de ce que nous avons vécu dans cette prison reste très en-dessous de la vérité. Des tortures, tant physiques, que psychologiques inimaginables ont été pratiquées.

Je n'ai pas encore pu me défaire des effets de cette période là. Je crois que je ne pourrais pas l'oublier jusqu'à ma mort. Ce n'est pas à cause de ce que j'ai subi personnellement, j'ai déjà oublié ce qui m'a été infligé. Ce que j'ai pu voir de mes yeux, les sévices infligés aux autres et la barbarie engendrée par les sévices, tout cela reste fixé devant mes yeux. J'entends encore les cris... Comment vous dire, on ne peut pas raconter en quelques pages tous ces sévices et tortures, toute cette barbarie inhumaine, tout ce déshonneur. Ce n'est pas possible de raconter, c'est iracontable.

**Question : Sans nul doute, vous avez été témoin de toute une série d'évènements. Pouvez-vous nous parler d'un évènement qui vous ait marqué au point de ne plus s'effacer de votre mémoire ?**

**ZANA :** Oui, il y a beaucoup d'évènements qui ne pourront pas s'effacer de la mémoire. Mais il y en a un qui reste à jamais dans ma mémoire: je crois que c'était début 1982, je revenais du Tribunal; dans le couloir situé au sous-sol de la 38ème chambrée, 7 ou 8 gardiens de prison, commandés par 2 lieutenants, ligotaient un prisonnier et introduisaient dans son anus leurs cigarettes allumées, ça sentait la fumée et la chair brûlée, le prisonnier hurlait, des cris de douleurs épouvantables. Mais les soldats lui ont fermé la bouche ; alors il s'est mis à gémir et à se débattre convulsivement. Et plus il se débattait, plus les officiers et les soldats y prenaient plaisir. Ce jour là, devant cette scène de barbarie, j'ai pu voir le degré de bestialité dont l'homme pouvait être capable.

**Question : Jusqu'à quand la pratique de la torture a-t-elle continuée ?**

**ZANA :** Tortures et mauvais traitements ont été pratiqués du 12 Septembre 1980 jusqu'à la fin de l'année 1983. A partir de cette date, la résistance s'est manifestée.

**Question :** Quand est-ce que le premier mouvement de résistance a commencé ?

**ZANA :** Le 5 septembre 1983

**Question :** D'après ce que nous avons compris au cours de cet entretien, le mouvement du 5 septembre avait un caractère massif. Notre impression est-elle fondée ?

**ZANA :** En effet, le mouvement de résistance du 5 Septembre avait véritablement un caractère massif. Ce mouvement était une révolte pour dire non à la persécution, à la torture, à l'oppression, une véritable révolte de la dignité humaine.

**Question :** Est-ce qu'à la suite des acquis de cette résistance massive, les tortures que l'on vous infligeait ont été interrompues ? Si oui, avez vous pu, un tant soit peu, vous sentir mieux ?

**ZANA :** Naturellement, à la suite de notre résistance du 5 Septembre, nous avons obtenu satisfaction sur certains points. Les méthodes grossières de tortures pratiquées dans la période allant de septembre 1980, jusqu'à la fin de 1983 ont été suspendues, mais elles ont été remplacées par des pressions psychologiques. Si vous voulez, la torture a changé de nom. Et une période de véritable guerre psychologique a commencé.

**Question :** Comment a évolué cette guerre psychologique ? Qu'est-ce- qu'elle a donné ?

**ZANA :** Tout en pratiquant les tortures psychologiques, l'administration pénitentiaire s'est livrée à des provocations, à l'intérieur de la prison. Les dirigeants de la prison, que le mouvement de résistance du 5 Septembre avait contraint à des concessions, ne pouvaient accepter l'amélioration relative du sort des prisonniers. A vrai dire, dans leur esprit, la reculade devant le mouvement du 5 Septembre, les concessions qu'ils avaient dû faire ne devaient être qu'un stratagème tactique provisoire. Ils pensaient que la mobilisation du 5 Septembre de tous les prisonniers en une voix unanime, en un cri de masse, ne pouvait conserver longtemps sa puissance et pour cette raison, ils avaient suspendu les tortures grossières. Mais ils ne pouvaient absolument pas digérer cela, ils se sont mis à manigancer toute une série de stratagèmes pour en revenir aux pratiques anciennes (...) La relative amélioration du sort des prisonniers les dérangeait. Le commandant de sécurité intérieure de la prison a personnellement avoué cette vérité: "Ceux d'en haut sont mécontents de votre situation actuelle, ils trouvent trop laxiste la façon dont les prisonniers sont actuellement traités". Dans ce climat, un jour les tortures psychologiques et les manigances ont suscité une nouvelle explosion. La résistance du 3 janvier a commencé.

**Question :** Quelle a été l'attitude des dirigeants pénitentiaires face à ce mouvement ?

**ZANA :** Les dirigeants déclaraient que les pratiques anciennes restaient absolument valables, que les règles inscrites dans le règlement militaire seraient appliquées. L'attitude de l'Administration consistait à aggraver et intensifier la torture pour pouvoir nous diviser et ôter à notre mouvement de résistance son caractère de masse. A cette fin, elle a fait tout ce qu'elle pouvait. A la suite de ces tortures, nombre de prisonniers ont été estropiés, certains de nos camarades sont morts au cours de la grève de la faim ou sous la torture, certains autres, pour témoigner de leur détermination extrême, se sont immolés par le feu, ou se sont suicidés par pendaison. Constatant que leur tactique ne pouvait avoir raison de l'unité résolue de la solidarité et de la résistance digne des prisonniers, l'Administration a été obligée de faire machine arrière. Ils se rendaient une nouvelle fois compte que ce n'était pas facile de vaincre l'unité consciente et résolue de la masse des prisonniers.

**Question :** Vous avez vraiment beaucoup souffert....

**Est-ce-que ceux qui malgré leurs martyrs ont poursuivi résolument leur résistance du 3 Janvier ont pu obtenir la satisfaction de toutes leurs revendications ?**

**ZANA** : Nous avons effectivement eu beaucoup de martyrs. Un grand nombre de nos camarades ont payé de leur vie, d'autres sont restés estropiés, la plupart des survivants sont en mauvaise santé. Nous souffrons à présent de maladies diverses. Mais même si nous n'avons pu obtenir satisfaction sur tout, je peux dire, que grâce à notre résistance, nous avons pu obtenir nombre de nos droits, et nous sommes déterminés à défendre ces droits coûte que coûte.

**Question** : A présent, nous voudrions vous interroger sur une autre question très importante. Après tant d'années passées en prison, vous avez encore plusieurs procès. Au cours de ces procès, l'opinion publique a eu connaissance d'un développement très intéressant, vous voulez plaider dans votre langue maternelle, en kurde. Quels sont les arguments qu'on vous oppose ? Pourriez-vous nous en parler ?

**ZANA** : Oui... Lors du premier procès, au cours duquel j'ai plaidé dans ma langue maternelle, les forces de l'ordre et la cour ont essayé de me faire taire, et j'ai été expulsé de l'audience. Lors de ma dernière comparution, la même situation s'est reproduite et la cour a décidé de m'interdire définitivement d'assister à mon procès. L'objectif de la cour est évidemment d'éviter que l'on parle la langue du peuple kurde dans un lieu officiel, c'est-à-dire d'éviter de légitimer la langue parlée par le peuple kurde.

## **L'IRAK RECONNAIT L'UTILISATION DES ARMES CHIMIQUES :**

Au cours d'un voyage officiel en Allemagne Fédérale, le Vice-Président Irakien TARIQ AZIZ a reconnu, le 1er Juillet, que son pays avait bien utilisé des armes chimiques dans la guerre du Golfe (cf. The International Herald Tribune du 2 3 88, in p 31 de ce bulletin).

Parlant au cours d'une conférence de presse donnée au terme de sa visite à Bonn AZIZ a notamment déclaré : "je suis un homme franc, et je dis que de telles armes chimiques ont été utilisées dans ce conflit. Nous croyons que chaque nation a le droit de se protéger contre des invasions. Vous vivez dans un continent civilisé, vous vivez dans un continent pacifique; Vous avez vos propres valeurs. Nous les respectons, mais vous ne devriez pas oublier le fait qu'il y avait une invasion barbare, vague après vague, venant d'Iran pour envahir notre pays.". Monsieur AZIZ n'a pas expliqué pourquoi son gouvernement avait massivement utilisé ces armes contre ses propres citoyens kurdes, qui eux, ne risquaient pas d'envahir "vague après vague" son pays. Son argument de "légitime défense" est également largement démenti par les enquêtes successives diligentées par les Nations-Unies sur l'usage des armes chimiques. D'après les conclusions de ces enquêtes, et les déclarations du gouvernement américain, l'Irak a eu recours aux armes chimiques, dès 1982. En avril 1985, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies a formellement condamné l'Irak pour avoir utilisé des armes chimiques contre une partie de sa propre population.

Malgré cette reconnaissance publique de l'usage des armes chimiques, malgré une nouvelle résolution adoptée le 26 Août par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, menaçant de mesures "appropriées et effectives", tout Etat qui aurait à nouveau recours aux gaz, l'Irak ne craint aucune sanction. Des Etats Arabes à une vaste coalition, regroupant aussi bien, les pays de l'Est et certains pays occidentaux, il y a un grand nombre d'alliés et clients puissants, qui lui assurent une quasi-impunité.

## **A SIGNALER**

### **CAMPAGNE EN FAVEUR DE GÜNEY EN TURQUIE**

A l'initiative de plusieurs artistes et intellectuels turcs de renom, une campagne d'opinion vient d'être lancée en Turquie, pour demander aux autorités de lever l'interdiction, qui, depuis le coup d'Etat militaire de Septembre 1980, frappe l'ensemble des films et des livres du cinéaste kurde Yilmaz Güney, décédé en 1984 à Paris. Tandis que les partis de l'opposition se prononcent en faveur de l'autorisation de l'oeuvre du plus illustre artiste produit dans l'histoire du pays, et demande sa réintégration, à titre posthume, dans la nationalité Turque, le ministre de l'Intérieur a déclaré à l'hebdomadaire NOKTA, que pour l'instant, les "voies légales sont fermées". Cet hebdomadaire a consacré un numéro spécial, daté du 21 août à cette question.

Dans la diaspora, des soirées spéciales sont organisées pour appuyer cette demande. De nombreux artistes et comédiens étrangers ont également adressé des télégrammes aux autorités turques, leur demandant la fin de l'interdiction des oeuvres de Güney (cf. Revue de presse, p. 37 - 42).

## **TATLISES PERSISTE ET SIGNE "CE N'EST PAS MOI QUI AI INVENTE LE KURDE"**

Le chanteur le plus populaire de Turquie, appelé le "roi de l'arabesque", Ibrahim Tatlis est poursuivi par la Cour de Sûreté de l'État, pour avoir chanté en kurde, lors de ses tournées en Europe. Dans une interview à l'hebdomadaire turc NOKTA, du 14 août (cf. p 34 de la revue de presse), le célèbre chanteur d'origine prend en ces termes, la défense de la langue kurde : "Je connais évidemment le kurde et je le pratique. Je l'ai appris de ma mère, la connaissance du kurde m'a beaucoup apporté. Quand quelqu'un veut apprendre l'anglais, nous lui disons "connaître une langue de plus, c'est être un homme de plus". La connaissance du kurde est également un plus. Et puis, qu'est-ce qu'ils veulent au juste ? Si cette langue existe, elle sera parlée. De même qu'il y a des gens qui veulent parler l'anglais, d'autres voudront parler le kurde. Pourquoi l'anglais serait-elle une langue, et pas le kurde ? Est-ce moi qui ai inventé cette langue ? Bien sûr que non, je l'ai apprise, et ce n'est pas un crime, ils me reprochent d'avoir chanté en Kurde en France (...). Les gens veulent m'écouter en kurde. Je ne leur dis pas d'agir politiquement, dans tel ou tel sens. D'ailleurs nos chansons kurdes parlent presque toutes de l'amour. Parfois aussi des gendarmes et des militaires !!

## **REVUE DE PRESSE**

**JUILLET 1988**

**TEHERAN DE NOUVEAU SUR LA DEFENSIVE. L'IRAK affirme avoir récupéré la région de Mawat dans le Kurdistan Irakien. L'IRAK RETROUVE SES FRONTIERES.** Après le nouvel insuccès iranien les Irakiens ont repris l'initiative en occupant en quelques jours 6 hauteurs stratégiques dans la région frontalière de Sulaymaniyeh, dans le Kurdistan irakien. **L'IRAN SE RETIRE D'HALABJA** qu'elle occupait depuis mars dans le Kurdistan irakien. (LE MONDE - LE FIGARO - COURRIER DU SAONE ET LOIRE- 02, 06, 07, 13.07.1988 AFP 12.07.1988)

**CINQ REBELLES KURDES ONT ETE TUES EN TURQUIE**, dans le village d'Omerli, dans la province de Mardin. Ils appartiendraient au PKK. Selon un bilan non officiel, depuis 1984, près de 1500 personnes (militaires, policiers, civils et rebelles) ont trouvé la mort lors des accrochages entre l'armée et les rebelles kurdes. (LIBERATION - AFP - VOIX DU NORD -05, 06juillet1988- EL PAIS 24 mai 1988)

**SEPT KURDES EN INSTANCE D'ETRE EXPULSES.** Le statut de réfugié leur a été refusé. (L'Echo républicain - République du Centre 4, 13.07.1988)

**UNE DIZAINE DE MILITANTS KURDES OCCUPENT DEPUIS LUNDI LES LOCAUX DE LA DEUXIEME CHAINE DE LA TELEVISION ALLEMANDE.** Ils ont déclaré qu'ils demandaient la libération de 13 militants kurdes incarcérés en RFA. Ces militants se présentent comme sympathisants du ERNK (Front National de Libération du Kurdistan) proche du PKK. **UNE VINGTAINE DE MILITANTS KURDES** ont occupé à Bâle le consulat de RFA pour demander la libération de 13 membres du PKK en Allemagne. (AFP 11.07.1988).

**130 REBELLES KURDES** ont été tués par les forces de l'ordre, et 291 ont été inculpés par les tribunaux de sûreté d'Etat pour acte de complicité avec les rebelles kurdes depuis 1987. (AFP 13.07.1988)

**UN MILITANT SEPARATISTE KURDE A ETE CONDAMNE A MORT**, 8 autres à la réclusion à perpétuité, et 23 à des peines de 3 à 24 ans de prison, par un tribunal du Sud-Est de la Turquie. (LES ECHOS 21.7.1988)



**LE GUIDE FRANCAIS ACQUITTE.** Monsieur Michel Caraminot accusé de faire de la propagande anti-turque pour des terroristes kurdes a été acquitté par la cour de sûreté d'Etat à Diyarbekir. (TELEGRAMME DE BREST 19.7.88)

**PLUS DE TROIS MILLES KURDES IRAKIENS REFUGIES EN IRAN** pour fuir le combat qui se déroule dans la région de Souleymanieh (LIBERTE 18.6.1988)

**GUERRE CHIMIQUE, QUELS GAZ UTILISE L'IRAK ?** A la fin du mois de mars dernier, l'aviation irakienne a selon les Iraniens, déversé des bombes à gaz sur plusieurs bourgades du Kurdistan, des journalistes occidentaux ont été autorisés à se rendre dans la région sinistrée, ce qu'ils ont vu semble attester les accusations de Téhéran. (SCIENCES ET VIE Juillet 1988).

**GENOCIDE CHIMIQUE CONTRE LES KURDES.** La guerre Iran-Irak se poursuit contre les populations civiles exterminées par toutes sortes de gaz toxiques. Le conflit du Golfe a dépassé le conflit conventionnel. **UN PEUPLE ENTRE DEUX FEUX.** Persécutés dans cinq pays, les Kurdes sont victimes de la guerre du golfe (CAMBIO 16 avril 1988)

**UNE INTERVIEW DU CHEF DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN** entraîne la saisie du quotidien "Milliyet", au nom de l'article du code pénal qui réprime l'affaiblissement des sentiments nationaux, L'interview avait été réalisée par l'un des journalistes turcs les plus célèbres Mehmet Ali Birand (LE MONDE 19.6.1988)

**BIENVENUE EN TURQUIE MALGRE UNE VIEILLE ANIMOSITE.** Les réfugiés exigent l'aide du pays hôte. Horreurs de la guerre chimique (WALL STREET JOURNAL, juillet 88)

**IRAK :** Exposé oral adressé à la Sous-Commission des Nations-Unies pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités (AMNESTY INTERNATIONAL août 88)

**NOUVELLES DE TURQUIE :** la Turquie signe l'accord contre le recours à la torture; quelques récits sur des cas de torture (HELSINKI WATCH, mai 88)

**UN MINISTRE IRAKIEN AVOUE L'USAGE D'ARMES CHIMIQUES PAR SON PAYS PENDANT LA GUERRE** (HERALD TRIBUNE )

**BAGDAD, DANS SON "ELAN" DE VICTOIRE, EST A LA RECHERCHE D'UNE PREDOMINANCE REGIONALE** (page 32)

**LA POUSSEE SOUDAINE DE L'IRAK SURPREND KHOMEINY** (page 33)

**LES KURDES SERONT LES VICTIMES OUBLIEES DE LA PAIX DU GOLFE** (Times, juillet)

**LA POLICE ETAIT AU COURANT DE MENACES CONTRE PALME** (Times, 24.8.88)

**APPEL INTERNATIONAL POUR LA DEFENSE DE LA CULTURE KURDE EN TURQUIE** (HERALD TRIBUNE, 29 juin 1988)

**APPEL INTERNATIONAL POUR LA DEFENSE DE LA CULTURE KURDE EN TURQUIE** (THE GUARDIAN 12 juillet 1988)

**L'IRAK PRECIPITE L'OFFENSIVE CONTRE LES REBELLES AVANT LES NEGOCIATIONS SUR LA PAIX** (Washington Times 16.8.88)

**DES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT U.S. PARLENT A DES GAUCHISTES KURDES** (INSIGHT, juillet 1988)

## LA PRESSE TURQUE

**MEME LE DIRECTEUR DU BALLET DU FESTIVAL D'ISTANBUL**, Maurice Béjart, s'est révélé être d'origine kurde. Il a signé l'appel pour la défense de la culture kurde en Turquie, avant sa venue à Istanbul. (SABAH 03.07.1988)

**LES ENNEMIS DE LA TURQUIE SONT ENRAGES.**

**LA CAMPAGNE DE SIGNATURES** des séparatistes pour la défense de la culture kurde en Turquie : cet appel lancé par l'Institut Kurde de Paris porte la signature de plusieurs ex chefs d'Etats, et des ministres, ainsi que des personnalités renommées. (TERCUMAN 01.07.1988) **CAMPAGNE DE SIGNATURES** dans la presse étrangère pour la culture kurde (CUMHURRIYET 01.07.1988). **L'OEIL DE L'HISTORIEN SUR LA CULTURE KÜRDE.** En Turquie quelle est la culture d'une partie des Turcs d'Anatolie, qu'on désigne avec insistance comme Kurdes ? Je dois le dire, c'est un ensemble d'éléments folkloriques. Ces semi - personnalités internationales qui demandent la reconnaissance de la langue kurde prennent les Turcs pour des naïfs. En réalité ils en veulent aux Turs. (TERCUMAN 7.07.1988)

**LE PRESIDENT DE SHP (PARTI POPULISTE SOCIAL)** Erdal İnönü : La culture kurde est notre richesse. L'ancien premier ministre M. Ecevit fait une déclaration dans le même sens. **INTERVIEW** avec Sheik Abidin Inan (frère aîné du ministre d'Etat Kamuran Inan) : ma langue maternelle est le kurde, je n'ai appris le turc qu'à la fin de l'école primaire; alors que Kamuran Inan se refuse à répondre à l'enquête journalistique concernant la langue maternelle, des membres du parlement turc. (2000 e DOGRU 3.07.1988)

**LE VICE PRESIDENT DU DYP** Mehmet Dulger (Parti de la voix juste-Conservateurs), et le député d'ANAP (Parti au Pouvoir) de la province de Mardin N. Yilmaz "la culture kurde est une partie de la mosaïque colorée de la Turquie. (2000 e DOGRU 17.07.1988)-

**LA LETTRE INCONNUE DE NAZIM HIKMET** envoyée au kurdologue Kamuran BEDIRHAN : les frères kurdes et turcs ensemble vers la liberté (2000 e DOGRU 31.07.1988). Un hebdomadaire turc reproduit ce texte du grand poète turc paru d'abord en 1983, dans le numéro 1 de la revue littéraire de l'Institut Kurde.

**LES ETATS UNIS ET LES PARLEMENTS EUROPEENS** agissent en concert pour créer une question kurde en Turquie. (TERCUMAN 13.7.1988)

**TALABANI**, chef d'UPK, veut négocier avec l'Irak, mais ses conditions paraissent inacceptables pour le gouvernement. (TERCUMAN 12.07.1988).

**L'ORGANISATION KURDE D'IRAN KOMELA ACCUSE TALABANI** de se mettre à la solde des USA. Sa visite dans ce pays est inexcusable !

**UNE LETTRE OUVERTE DE RIZGARI**, (organisation politique kurde de Turquie) à TALABANI : le PKK est sous le contrôle de la Syrie. (2000 e DOGRU 03.07.1988)

**LE RAPPORT DE HELSINKI WATCH (DECEMBRE 1987).** Les droits de l'homme en Turquie; la minorité kurde, la prison de Diyarbakir, et les activités de la guerilla au Sud-Est. (DIRILIS 15.07.1988)

**ONZE MEMBRES DU PKK ARRETES A SEMDINLI**, lors de leur passage clandestin à la frontière. **UN MILITANT DU PKK ARRETE** à Marmaris (11.07.1988). **VINGT MEMBRES DU PKK** sous la surveillance de la justice allemande. **UN AVIS DE RECHERCHE LANCE CONTRE UNE MILITANTE** (MILLIYET 12.07.1988). **TREIZE MILITANTS DU PKK TUES** à Siirt lors d'un accrochage avec l'armée (MILLIYET 13.07.1988). **LA POLICE EN ETAT D'ALERTE**, 30 militants du PKK se préparent à des actions terroristes. **OPERATIONS MILITAIRES** contre les séparatistes à SIIRT et à BINGOL. **PANIQUE AU SEIN DU PKK**, le super-préfet a donné le bilan d'une année : "133 militants tués". (MILLIYET 14, 15, 16 juillet 1988).

**LE PKK EST PROTEGE PAR LA SYRIE**, selon l'ambassade d'Irak à Ankara. **30 MEMBRES DU PKK ARRETES A ANKARA.** **22 MEMBRES DU PKK ARRETES A MARDIN.** (TERCUMAN, HURRIYET

20.07.1988). LE MINISTRE DE L'INTERIEUR A PUBLIE UN DECRET contre le PKK, afin de prévenir d'éventuels actes de sabotage pendant les fêtes contre les militaires, et leurs installations. (MILLIYET 25.07.1988)

CINQ MILLE MEMBRES DE FORCE DE L'ORDRE étaient en état d'alerte pendant les fêtes dans le sud-est du pays. Les protecteurs de villages ont participé à ces opérations. (TERCUMAN 29.07.1988)

LE DRAME DE L'EDUCATION AU SUD-EST. Plusieurs centres d'habitations n'ont pas d'école. (HURRIYET 28.07.1988)

QUE FONT LES CENT AMERICAINS DANS L'EST ? Venus dans la région du Mont Ararat 10 d'entre eux étaient déjà considérés comme suspects, les activités des autres étant sous surveillance. (TERCUMAN 29.7.1988).

DERNIERE VICTIME DE L'ASSASSINAT D'OLOFF PALME. La désignation par le ministre de la justice, (social-démocrate), d'un détective privé afin d'enquêter sur la participation éventuelle du PKK à l'assassinat d'Oloff Palme a fait scandale, car cette piste avait été abandonnée. (NOKTA 03.07.1988).

PLUS D'UNE CENTAINE D'ARRESTATION A DIYARBEKIR, dont l'épouse de l'ancien maire Mehdi Zana, (condamné à 26 ans de prison) lors de la visite aux prisonniers des membres de leurs familles. (MILLIYET 29.07.1988)

## AOUT 1988

GOLFE : UN SOUDAIN RETOURNEMENT DE CHANCE : pourquoi l'Irak triomphe-t-il maintenant dans sa longue guerre avec l'Iran (TIME MAGAZINE, 11 juillet 88)

A PROPOS DE L'ETONNANTE HISTOIRE DU VRAI GAGNANT DE LA GUERRE DU GOLFE (THE INDEPENDENT 11.8.88)

LES KURDES A LA RECHERCHE D'UN ASILE EN TURQUIE (THE INDEPENDENT 12.8.88)

Communiqué de la Commission des droits de l'homme aux Nations-Unies (Conseil Economique et Social, 16.8.88)

LE CESSEZ-LE-FEU DANS LE GOLFE MENACE 2 FORCES : LES MOUDHAHIDINE ET LES KURDES (HERALD TRIBUNE 25.8.88)

LA REGULARITE DOMINE LES POURPARLERS POUR L'ARRET DU CONFLIT IRAN-IRAK (THE INDEPENDENT 26.8.88)

L'Irak blâmé pour l'usage de gaz chimiques (GUARDIAN, 27.8.88)

La crédibilité des Nations-Unies est en jeu (FINANCIAL TIMES 31.8.88)

Le marché de paix annonce le massacre des Kurdes (OBSERVER SUNDAY 28.8.88)

Les Kurdes font pression sur la Turquie pour laisser entrer les victimes du gaz irakien (FINANCIAL TIMES 30.8.88)

L'IRAN SEMBLE IMPATIENT QUANT AU PIETINEMENT DES POURPARLERS SUR LA PAIX (SYDNEY MORNING HERALD 28.8.88)

DURS COMBATS EN IRAK : l'abri turc pour accueillir l'affluence des Kurdes (THE TIMES WEDNESDAY, 31.8.88)

Les Kurdes, alléguant l'usage d'armes chimiques par l'Irak, racontent l'attaque menée par 60,000 soldats irakiens (THE ASSOCIATED PRESS, 31.8.88)

ISMAIL BESIKÇI : L'idéologie d'Etat et les Kurdes (MIDDLE EAST REPORT, juillet-août 1988)

ENTRE LA GUERRE DE GUERILLA ET LE MEURTRE POLITIQUE : Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (MIDDLE EAST REPORT, juillet-août 1988)

LES DIVISIONS FONT VITE SURFACE DANS UN GOLFE SOUS CESSEZ-LE FEU (THE INDEPENDENT)

L'AJUSTEMENT DES EQUATIONS POLITIQUES (MIDDLE EAST EDITOR)

UN REPORTAGE AVEC MEHDI ZANA - Ancien maire de DIYARBEKIR en prison depuis le 12 9 1980, et condamné à 32 ans d'emprisonnement. (medyagunesi).

A LA MEMOIRE D'UN GRAND COMBATTANT DU PEUPLE : Muhterem Bicimli décédé en juin 1978 à la suite d'un accident de voiture, c'était une figure connue de la lutte indépendantiste kurde.

AIDE HUMANITAIRE AUX PESHMERGAS "tuez nous, mais ne nous livrez pas à Saddam Hussein déclarent les réfugiés Kurdes en Turquie aux autorités turques" (Milliyet 1.08.88) GRAVES ACCUSATIONS CONTRE LES PROTECTEURS DE VILLAGE (un père déclare : les protecteurs de village ont tué mon fils de 19 ans pour bénéficier d'une prime accordée par l'Etat. (Milliyet 1.08.88)

LE PKK ET L'ETE 1988, L'ANALYSE D'UN JOURNALISTE. Le PKK veut instaurer son autorité dans les prisons (Tercuman 4, 5 août 1988)

L'ARRESTATION DE 71 VISITEURS à LA PRISON DE DIYARBEKIR. Les parents des prisonniers : "c'est une provocation pour la mise en place d'une politique encore plus répressive, les événements ont commencé après que les gendarmes s'en soient pris aux femmes "(2.000' e Dogru 7.08.88).

KAWA, UNE ORGANISATION POLITIQUE KURDE DE TURQUIE, vers une nouvelle forme d'organisation à la veille de son congrès. (2000'e Dogru 7.08.88).

DES COMBATS SANGLANTS A NOS FRONTIERES ENTRE LES FORCES D'IRAK ET LE PDK - LES KURDES ENCEINTES PAR LES FORCES IRAKIENNES ET IRANIENNES PRES DE NOS FRONTIERES ( Hurriyet - Milliyet 8.08.88). DES KURDES FUIENT L'IRAK EN TRES GRAND NOMBRE LES KURDES SE REFUGIENT EN TURQUIE, suite à des opérations de vengeance des forces irakiennes - L'ATTAQUE DES UNITES IRAKIENNES CONTRE LES PESHMERGAS (Hurriyet-Milliyet-Tercuman 10. 11. 12 août 88)

OPERATION DANS LA REGION D' EGEE CONTRE LE PKK : 40 militants arrêtés - DEUX JEUNES CIVILS ENLEVES PAR PKK A SIRNAK (Tercuman-Milliyet 9 08 88)

DEUX ATTAQUES DU PKK, un soldat et une militante tués à Elazig, (Milliyet 6.08.88) TROIS BANDITS MEMBRES DU PKK tués à Adiyaman (Tercuman 13.08.88).

REPORTAGE AVEC UN CHANTEUR D'ORIGINE KURDE. Ma mère m'a appris le kurde, alors ce n'est pas moi qui ai inventé cette langue..., l'anglais est une langue, le kurde aussi, déclare Ibrahim Tatilises (Nokta 14.08.88)

UN MOMENT DE REFLEXION SUR UNE QUESTION D'ACTUALITE. Le Parlement européen a souhaité dans sa dernière décision que le gouvernement turc reconnaisse la minorité kurde, en même temps le même souhait se trouve dans le rapport annuel du ministre de l'intérieur américain qui demande la reconnaissance des Kurdes (Dirilis 15.08.88).

LES TERRORISTES ARRETES lors d'une série d'opération militaire à Mardin (Tercuman 18.8.88).

**S.O.S. LANCE A KIZILAY** (Croissant rouge turc, équivalent à la Croix Rouge française) par BARZANI leader des Kurdes en Irak (Hurriyet 17 8 88)

**LA DEMOCRATIE ET L'ANATOLIE DU SUD-EST, une analyse de la situation de l'Est de la Turquie.** (Tercuman 21.08.88).

**LE RETOUR DU ROI LAID** Campagne de liberté pour Yilmaz Guney'e (cinéaste kurde). Une série de témoignages sur l'artiste, sa vie, ses oeuvres, son combat politique, et les interdictions qui le frappent, même 4 ans après sa mort. La campagne est destinée à la suppression des interdictions frappant ses oeuvres, à la restitution de sa qualité de citoyen, et au transfert de sa dépouille mortelle de Paris en Turquie. (Nokta 21.08.88).

**LES KURDES, UN PEUPLE EN ETAT D'URGENCE** (Républicain Lorrain 24.08.88)

**LE PLAN SECRET DE PALME SUR LES KURDES** (Hurriyet 24.8.88)

**LE NEVEU D'AHMET TURK**, député de Mardin du SHP, tué lors d'un affrontement avec les forces de sécurité à Kiziltepe (Tercuman 24.08.88)

**L'IMAM** (prêtre musulman) **ETAIT EN FAIT UN MEMBRE DU PKK** (Tercuman 25.8.88)

**UNIFORME CARCERAL** : un article sur le modèle d'uniforme imposé aux prisonniers en Turquie qui a donné lieu à des révoltes des prisonniers. (Milliyet 26.08.88)

**DES MILLIERS DE KURDES IRAKIENS SE SONT REFUGIES EN TURQUIE** à la suite de la contre-attaque des unités irakiennes. Le gouvernement turc décide d'ouvrir ses frontières aux réfugiés, c'est la vengeance terrible du gouvernement irakien (Cumhuriyet 31.8.88).

**AYSE, REFUGIEE KURDE D'IRAK** a mis son enfant au monde sur la frontière, l'enfant est nommé "génocide" (en kurde "FERMAN") (Cumhuriyet 31.8.88).

## PUBLICATIONS EN KURDE

EN KURMANCÎ	Fêrbûna zimanê kurdî - Grammaire kurde, A. Cantekin	30 F
	Em hîn dibin - Grammaire kurde, A. Cantekin	25 F
	Tu - Roman, M. Uzun	40 F
	Mirina kalekî rînd - Roman, M. Uzun	40 F
	Hêsir û Baran, Bavê Nazê	30 F
	Dengê Roja Dîl - poésie, Derwêş Ferho	30 F
	Girtî - Roman, Firat Cewerî	55 F
	Komara Dêmkokratîk a Kurdistan "Mahabad", K. Hûsamî	30 F
	Em û pirsra me, Ş. B. Soreklî	30 F
	Zend-Avista - Poésie, Cigerxwîn	35 F
	Ronak - Poésie, Cigerxwîn	35 F
	Hêvî - Poésie, Cigerxwîn	35 F
	Şêx Sen'an - Poésie, Feqê Teyran	60 F
	Wenda bûn, Ş. B. Soreklî	40 F
	Jiyana rûşenbîrî û siyasî ya Kurdan..., Dr Celîlê Celîl	40 F
	Dengê Xêzikan - Caricatures	30 F
	Dîwana Rûhî, Sêx Abdurahmanê Aktepi	40 F
	Roja Nû, revue culturelle, Edts. Roja Nû	15 F
	Têkoser, revue culturelle kurde de Belgique	15 F
	Carçira, revue culturelle	20 F
	Mîrkuç - Revue humoristique, M. Lewendî, n°1, 2 et 3	15 F
	Isot, Revue humoristique, n°2 à 5	15 F
	Zengil, Revue humoristique	15 F
	Ronahî de 1942 à 1945, les frères Bedirkhan, réédition	100 F
	Roja Nû de 1943 à 1946, Kamuran Bedirkhan, réédition	100 F
	EN DUMILI	Na xumxum a..., Koyo Berz
Herakleîtos, Malmîsanij		20 F
EN SORANI	Halwest, Zencîra Hawar, n°1 et 5	30 F
	Cîrokî kurt Kazêwe, Rizgar Abdullah	25 F
	Du taqlayî bê sut, S. Galib Abdullah	30 F
	Peyv, revue périodique du Centre Culturel kurde de Londres, n°8	40 F
	Komara Kurdiyekey Mahabad, A. Roosewelt	30 F
	Gerran le Behcet Hîkmet, poésie, Kenan Medhat	40 F
	Yekgirtin, revue périodique du Centre Culturel kurde de Danemark	40 F
	Zerdik, poésie, Ahmedê Mela	40 F
Mamostay Kurd, revue des enseignants kurdes de Suède n°1 à 3	30 F	
LIVRES D'ENFANTS	Keça Şerrût Lotta, Astrid Lindgern	40 F
	Spî û res	40 F
	Bavo were derve!	40 F
	Emîl mîha nîvçe	40 F
	Nebezê li çiyayê mazi	40 F
	Şev baş Alfons	40 F
	Kundirê helez	40 F
	Tuân	40 F
	Masiyê reşê piçûk, Samed Behrengî	30 F
	Pênc saherên me, Ahmet Cantekin	15 F
	Hirç û Daristan, " "	15 F
	Qesmer, " "	15 F
	Panda, " "	15 F
	Hêlîn	10 F

### BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.

Je vous envoie un chèque de ..... FF.

Je souhaite recevoir régulièrement le Bulletin de liaison et d'information de l'Institut. Je vous envoie un chèque de 240 FF, représentant l'abonnement annuel de 12 numéros (en France) ou 265 FF, pour un abonnement à l'étranger.

NOM :

ADRESSE :

### BON DE COMMANDE STUDIA KURDICA

Je souhaite recevoir :

.... exemplaires de **Studia Kurdica n° 1**, en persan et arabe, au prix de 40 FF.

.... exemplaires de **Studia Kurdica n° 2**, en arabe, au prix de 30 FF

.... exemplaires de **Studia Kurdica n° 3**, en turc, au prix de 30 FF

.... exemplaires de **Studia Kurdica n° 4**, en arabe, au prix de 30 FF

Je vous adresse le règlement correspondant de ..... FF, par chèque bancaire, chèque postal, mandat-lettre ou mandat international, à l'ordre de l'INSTITUT KURDE DE PARIS, 106, rue la Fayette, 75010 PARIS.

NOM

ADRESSE

### BON DE COMMANDE HEVI (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir, au prix unitaire de 50 FF

..... exemplaires de HEVI n° 2

..... exemplaires de HEVI n° 3

..... exemplaires de HEVI n° 4

..... exemplaires de HEVI n° 5

..... exemplaires de HEVI n° 6

et je vous adresse mon règlement de ..... FF, par chèque bancaire, chèque postal, mandat-lettre ou mandat international, à l'ordre de l'Institut kurde de Paris, 106, rue la Fayette, 75010 PARIS.

NOM :

ADRESSE :





# Téhéran de nouveau sur la défensive

Les opposants iraniens au régime de Téhéran, basés en Irak, ont affirmé, hier, avoir capturé la ville frontalière iranienne de Mehran, dont la chute, si elle se confirmait, constituerait une nouvelle et grave défaite iranienne, moins d'une semaine après l'échec d'une vaste offensive dans le sud du front.

Les moudjahidin du peuple, mouvement de Massoud Rajavi, basé à Bagdad, ont affirmé avoir conquis à 10 h 30 locales (8 h 30, heure de Paris), cette localité montagneuse, située à une dizaine de kilomètres de la frontière irano-irakienne, et à 550 kilomètres au sud-ouest de Téhéran, moins de onze heures après le début de l'offensive « Tchehel Setare » (40 Etoiles) lancée par sa branche armée, l'Armée de libération nationale iranienne (A.L.N.I.).

L'Iran n'a pas confirmé la chute de Mehran, un enjeu plus symbolique que militaire de cette guerre de sept ans et demi, mais a admis que la ville était attaquée et que de « violents combats » se poursuivaient dans la région. Téhéran a imputé la responsabilité de ce nouvel assaut à l'armée irakienne, sans souffler mot des moudjahidin, et déclaré l'avoir « mis en échec ».

Répondant à Téhéran, Bagdad a nié la participation de ses

troupes aux combats. Le ministre irakien de l'Information, M. Latif Nassif Jassem, a publié un « démenti catégorique » à ce sujet, affirmant avoir simplement « appris » que les moudjahidin avaient lancé leurs troupes à l'assaut de Mehran.

## Armes chimiques

Ennemis irréductibles du régime de Téhéran, les moudjahidin affirment avoir déclenché l'offensive, à partir de leurs bases en Irak, dans la nuit de samedi à dimanche, et avoir engagé vingt-deux brigades dans cette opération, la plus importante depuis la création de l'A.L.N.I., il y a tout juste un an.

Confrontés aux troupes iraniennes de la division blindée de Ghazvine et de la 11<sup>e</sup> division Amir Al-Mo'Menine des gardiens de la Révolution, les moudjahidin indiquent qu'ils se sont emparés de plusieurs hauteurs stratégiques avant de se diriger vers Mehran.

Dans un second communiqué de victoire, M. Rajavi, 40 ans, chef politique et militaire des moudjahidin, affirme que « la prise de Mehran est un avant-goût pour la ville de Téhéran ».

D'après l'Iran, c'est l'armée

irakienne qui a franchi la frontière internationale pour attaquer Mehran, recourant « massivement » aux armes chimiques. Mais, selon l'agence officielle « Irna », l'assaut a été « mis en échec » et « contenu sur tous les flancs ». Des combats se poursuivaient cependant à la mi-journée « avec les restes des troupes irakiennes ».

Mehran avait été capturée en mai 1986 par l'Irak qui espérait l'échanger contre l'évacuation par les troupes iraniennes de la péninsule de Fao, au sud du front, mais les troupes de Bagdad n'avaient pu résister à la contre-offensive de Téhéran et avaient dû l'abandonner six semaines plus tard.

## Nombreuses victimes

Après une succession de revers militaires à partir de la mi-avril avec la perte de Fao, l'Iran avait lancé, il y a une semaine, une vaste offensive à l'est du lac des Poissons, dans la région frontalière méridionale de Chalamchek, reconquise par l'Irak le 25 mai.

Première opération d'envergure lancée par l'Iran depuis la nomination de l'hojatoleslam Hachemi Rafsanjani, au commandement suprême de l'ar-

mée, au début de juin, l'offensive « Beit ol moqaddass-7 » a rapidement tourné court, mise en échec, à l'issue de combats très meurtriers, par l'Irak. Téhéran a affirmé que plus de 18 200 soldats irakiens ont été tués ou blessés et Bagdad a avoué des « centaines de victimes » dans ses rangs lors de ce sanglant assaut.

Minimisant l'absence de gain territorial, M. Rafsanjani avait affirmé qu'il ne s'agissait que d'un « test », au demeurant « positif », d'une « nouvelle tactique » militaire. La « réponse appropriée » aux attaques irakiennes de Fao et Chalamchek interviendra « dans un avenir proche », a-t-il promis.

Mais, ce sont les Irakiens, presque immédiatement après ce nouvel insuccès iraniens, qui ont repris l'initiative en occupant, en quelques jours, six hauteurs stratégiques dans la région frontalière de Sulaymaniyeh, dans le Kurdistan irakien, au nord-est du front. Fort de ses spectaculaires victoires, encouragé par le soutien du sommet arabe d'Alger, il y a dix jours, Bagdad a annoncé que son armée allait se lancer à la reconquête de l'importante localité kurde de Halabja, depuis trois mois aux mains des Iraniens.

LE MONDE 2 - 07 - 1988

Liberation

## La guerre du Golfe

### L'Irak affirme avoir récupéré la région de Mawat dans le Kurdistan irakien

6-07-1988

L'armée irakienne a « libéré », le jeudi 30 juin, la cuvette de Mawat et les hauteurs avoisinantes dans une région montagneuse du Kurdistan irakien, située à une vingtaine de kilomètres de la frontière iranienne, a affirmé un communiqué militaire irakien cité par l'agence irakienne INA. Les unités du premier corps d'armée ont terminé dans l'après-midi de libérer la région de Mawat, ainsi que quinze hauteurs surplombant cette région du nord de l'Irak. Des hélicoptères, l'artillerie et des unités de commandos ont participé aux assauts, ajoute le communiqué.

Cette région avait été occupée par l'Iran au cours des offensives de février et mars derniers dans le Kurdistan irakien.

L'Irak a annoncé, par ailleurs, la libération de la hauteur stratégique

de Shahabi, située au centre du front, à moins de 5 kilomètres de la frontière irako-iranienne.

D'autre part, au moins treize ouvriers sud-coréens ont été tués et plus d'une quarantaine d'autres blessés, jeudi, en cours d'une attaque de l'aviation irakienne contre une raffinerie en construction à Kangan, sur les bords du Golfe, a annoncé, vendredi à Séoul, le ministre sud-coréen des affaires étrangères. Huit appareils irakiens ont mitraillé et attaqué avec des roquettes la raffinerie, dont l'édification a été confiée, en 1984, à la société de construction sud-coréenne Daelim. La société a précisé qu'un ouvrier irakien avait également été tué et cinq autres blessés ; 932 personnes, dont 381 Sud-Coréens, travaillent sur ce site. — (AFP.)

### Rebelles kurdes tués en Turquie

Cinq rebelles kurdes ont été tués et un autre blessé dans la nuit de lundi à Omerli (sud-est de la Turquie) par des policiers en patrouille qui ont ouvert le feu sur un groupe de sept Kurdes armés. Selon un bilan non-officiel, près de 1 500 personnes ont trouvé la mort depuis 1984 au cours d'accrochages entre les forces de l'ordre et les rebelles du PKK (Parti ouvrier kurde).

## Guerre du Golfe

# L'Irak retrouve ses frontières

*Trois revers successifs et cuisants pour Téhéran.  
L'époque des grands affrontements s'achève.  
L'Iran est tenté de se réfugier dans le terrorisme militaire.*

L'Irak n'a pas de visées territoriales en Iran, mais poursuivra, au-delà de ses frontières, ses coups de boutoir contre les objectifs stratégiques iraniens, vient d'affirmer l'ambassadeur d'Irak en France, Abdel Razzak al-Hachemi.

Une déclaration qui intervient à la veille de l'arrivée en France du nouvel ambassa-

deur iranien, Ali Ahani. Un haut responsable irakien a précisé en outre qu'une pause militaire, après trois défaites militaires infligées à l'Iran, pourrait favoriser le nouvel homme fort de Téhéran, Ali Ratsandjani. Une trêve, estime-t-il, qui répondrait aux vœux de Washington, mais pourrait conduire, au détriment de l'Irak, à un nouvel arrangement entre l'Irak et les pays occidentaux. L'Irak,

a-t-il affirmé, ne tolérera pas qu'une éventuelle normalisation se fasse à ses dépens.

Rétirant l'engagement de Bagdad d'appliquer la résolution 598 du Conseil de Sécurité prévoyant un retour des armées aux frontières internationales, ce haut responsable préconise un règlement s'articulant autour du principe : « Ni vainqueur ni vaincu ».

**BAGDAD :**  
de notre envoyé spécial  
**Pierre BRANCHE**

« La prochaine fois, et c'est pour bientôt, nous serons à Alapcha et les Iraniens n'occuperont plus un centimètre carré du territoire national. » Cela se dit, se scande et se chante dans les souks grouillants d'une foule exubérante et partout dans les rues en liesse de la capitale irakienne où l'on brandit par milliers les portraits de Saddam Hussein, le chef victorieux et adulé.

Oui, Bagdad n'en finit pas de laisser exploser sa joie de voir son armée, semaine après semaine, infliger de cuisants défaites aux troupes iraniennes.

En quatre mois, une situation jusque là favorable à l'Iran s'est totalement retournée. Car l'année avait mal commencé pour l'Irak. Le 15 mars, aidé par les Kurdes pro-iraniens de l'UPK de Talabani, les armées khomeynistes avaient investi au nord Alapcha, prenant au piège les 2 000 défenseurs de cette garnison. Sérieux revers militaire pour Bagdad, mais coup sévère aussi pour son image dans l'opinion mondiale puisque ses dénégations d'avoir utilisé des gaz mortels, contre les populations civiles restées sur place à l'arrivée des Iraniens, n'ont pas convaincu.

Tout cela tandis que se poursuivait l'atroce guerre des villes entamée le 27 février par l'Iran avec l'envoi d'un missile sur Bagdad. Dans l'échange incessant de ces engins, l'Irak finissait par prendre le dessus : qu'il s'agisse du nombre de missiles ou de leur portée.

Et puis tout s'inverse quand la péninsule de Fao est reconquise le 19 avril. En trente-six

heures de combat, les Iraniens sont chassés de ces marais stratégiques pour lesquels, deux ans plus tôt, ils avaient combattu de longs mois et sacrifié des centaines de milliers d'hommes... et d'enfants.

Tandis que Saddam Hussein décide de mettre un terme le 20 avril à la guerre des villes, on s'interroge : la victoire de Fao sera-t-elle un succès sans lendemain ou le signe d'un renversement durable ?

## Grâce aux canons français

La réponse arrive le 25 mai : malgré la reprise en main des armées iraniennes par Rafsanjani, celles-ci sont battues à nouveau à Chalamchah, dans le marais devant Bassorah. Puis, le 25 juin, les irakiens récupèrent les îles 'Majnoun, riches en pétrole. Dans la foulée, ils éliminent toute présence iranienne dans ce secteur marécageux du sud-est, au dessus de Bassorah.

« C'est un fait que les armées iraniennes sont démoralisées, explique un observateur militaire qui revient de ce secteur du front. Si les pasdarans donnent encore du fil à retordre et luttent généralement jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, les armées régulières n'ont plus de combativité. Démoralisées, les unités décrochent, s'enfuient quand elles le peuvent et préféreraient se rendre plutôt que de résister. »

On dit aussi que les nouveaux canons de 155 autoportés achetés à la France font merveille par la précision de leur tir et qu'ils ont contribué à briser les Iraniens à Fao, Chalamchah et Majnoun.

Dorénavant, la seule enclave iranienne subsistant en territoire irakien est une bande de terre

dans le Kurdistan qui englobe Mawat, Alapcha et descend jusqu'aux montagnes à l'est du lac de Derbandikan. L'armée irakienne en prépare méthodiquement la reconquête en s'emparant un à un des sommets d'où elle se trouvera en position de force pour l'offensive finale.

Lorsque cette ultime enclave sera résorbée, la condition clef de la résolution 598 du Conseil de Sécurité, qui prévoit un retour des deux armées ennemies à la frontière internationale, sera réalisée.

Mais dans les milieux diplomatiques de la capitale irakienne, on ne croit pas, comme l'hypothèse en a été avancée récemment avancée par une agence de presse, que cette série de défaites iraniennes s'explique par un accord tacite entre Téhéran et Bagdad.

## Tuer Saddam Hussein

Ici, on pense plutôt que les Iraniens ne sont pas près de baisser les bras. On fait deux remarques.

D'abord, en déclarant bien fort ne vouloir récupérer que le territoire national, l'Irak s'est lié les mains et s'interdit toute occupation territoriale en Iran, même pour se préserver d'éventuels « coups de boutoir ». Pour exploiter ses succès actuels, il lui faut des « comparses ». Par exemple, les moudjahedine du Peuple de Mansour Radjavi, des Iraniens en lutte contre le régime khomeyniste qui depuis leurs bases irakiennes lancent des offensives de plus en plus audacieuses. Le 19 juin, ils ont pu occuper Mehran et infliger des graves revers à leurs compatriotes et ennemis. (Nos éditions du 22 juin). Même chose

plus au nord avec les Kurdes iraniens et pro-irakiens du PDKI dirigés par Gassems Lou, dont Bagdad peut toujours prétendre qu'ils échappent à son contrôle...

Ensuite, on peut redouter, devant ses revers sur le front, que Téhéran ne se lance dans le terrorisme militaire, une sorte de fuite en avant. C'est ainsi que l'on interprète la récente tentative de tuer Saddam Hussein : le 3 juin dernier, un F4 iranien solitaire a manqué de peu la résidence d'été du chef d'État, située dans son village natal de Ouja, à 20 km au sud de Tikrit. Saddam Hussein s'y trouvait avec son épouse. Ce type de mission-suicide laisse redouter d'autres actions du même type.

« Peut-être que l'ère des grands affrontements est révolue, estime un observateur étranger, mais cela ne signifie pas pour autant que la paix est imminente. En surface, c'est un conflit local. Plus profondément, il fait partie du grand affrontement est-ouest. Et cela explique par exemple que l'URSS qui, dans la période 86-87, avait aidé l'Irak a par la suite assisté l'Iran. Comme si elle tenait à ce que le conflit perdure. Et puis, côté occidental, cyniquement, on ne peut que se réjouir, devant l'abondance de l'offre pétrolière, des problèmes irakiens : la guerre actuelle, c'est 3 millions de barils/jours en moins sur le marché international... »

Il conclut : « Il est vrai que l'Irak, 16 millions d'habitants, un million d'hommes sous les drapeaux, est épuisé humainement et matériellement par sept années de combat. Le pays veut la paix. Mais pour cela, il faut que l'Iran la veuille aussi. Et cela se situe plutôt dans l'après-khomeynisme ».

P. B.

Le statut de réfugié  
politique  
leur a été refusé

# Sept Kurdes doivent quitter le territoire

**V**IVE émotion au sein de la communauté kurde de Dreux. Sept d'entre eux sont priés de quitter le territoire français après s'être vu refuser le statut de réfugié politique en deuxième instance, par la commission des recours. Parmi eux, deux enfants et une femme enceinte. Plusieurs associations se mobilisent pour tenter d'obtenir des délais et un réexamen des demandes de statut.

Conférence de presse, samedi après-midi, au centre socio-culturel du Lièvre d'Or, à l'initiative du MRAP drouais, pour alerter l'opinion sur le cas de sept kurdes de la communauté turque drouaise. Le président départemental du MRAP, M. Alliot était présent. La Ligue des droits de l'homme et l'union locale CGT étaient représentées. La FEN départementale et Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, avaient envoyé des messages de solidarité.

Sur le plan juridique, l'affaire peut être considérée comme close. Ces sept personnes ont fait une première demande de statut de réfugié politique auprès de l'OFPPRA, office français de protection des réfugiés et apatrides. Demandes refusées par cette instance. Une deuxième demande, suspensive de la décision, a ensuite été présentée auprès de la commission des recours. Dans ces sept cas, la décision de l'OFPPRA a été confirmée. A compter de la notification de décision, l'intéressé dispose d'un mois pour quitter le territoire de son plein gré. Passé ce délai, qui expire le 22 juillet pour certains des kurdes drouais



Les responsables du MRAP : « Faudra-t-il que les kurdes demandent des attestations à leurs tortionnaires pour justifier de leur demande de statut de réfugié politique ? ».

concernés, le maintien sur le territoire devient illégal et la reconduite à la frontière peut être ordonnée.

« Certaines des décisions de l'OFPPRA ne nous semblent pas justifiées », déclare Gérard Rousseau, président du MRAP de Dreux. « Un des ressortissants turcs s'est vu justifier le refus par le fait qu'il ne pouvait prouver de façon claire qu'il a été torturé. Aurait-il fallu que ses tortionnaires lui signent une attestation ? Un autre s'est fait dire que le récit de ses activités

politiques n'était pas assez convainquant. Comment aurait-il pu les convaincre alors qu'il ne parle pas français et que l'OFPPRA n'a pas d'interprète turc ? ».

Les responsables du MRAP souhaitent intervenir par les moyens légaux de recours pour que ces décisions soient revues. Mais toute démarche, maintenant, n'est plus suspensive et, à expiration des délais, ces sept kurdes seront en situation illégale. « Le préfet dispose du droit de ralonger le délai en

fonction de situations spécifiques. C'est ce que nous allons lui demander », ajoute Gérard Rousseau en invitant tous les adhérents des associations présentes à envoyer des télégrammes à la préfecture pour appuyer cette demande.

Que peut-il advenir de ces sept kurdes si l'administration ne décide pas de réexaminer leur statut ? « Retourner en Turquie signifie pour eux la prison et la torture », déclare Ali Sengul, président de l'association des tra-

vailleurs Turcs. « Il leur sera difficile de trouver un autre asile en Europe car on assiste actuellement à une harmonisation des législations à ce niveau », précise Gérard Rousseau. Quoi qu'il en soit, la présence d'une cinquantaine de personnes, dont une quarantaine de chefs de famille turcs, à la conférence de presse de samedi, prouve que les décisions de l'OFPPRA ont créé une vive émotion au sein de la communauté drouaise.

G.D

MARDIN (Turquie), 5 Juil (AFP) - Cinq rebelles kurdes ont été tués et un autre blessé, dans la nuit de lundi à mardi, dans le village d'Omerli (province de Mardin, sud-est de la Turquie), a indiqué l'agence turque Anatolie.

Selon une déclaration du gouverneur régional de l'état d'urgence, les gendarmes en patrouille ont ouvert le feu contre sept rebelles kurdes armés, vers 23 H 00 heure française. Cinq rebelles ont été tués sur le coup et deux autres ont été arrêtés.

Selon un bilan non-officiel, depuis 1984, date de la reprise des opérations armées du PKK (Parti Ouvrier du Kurdistan) près de 1.500 personnes (militaires, policiers, civils et rebelles) ont trouvé la mort lors des accrochages entre les forces de l'ordre et les rebelles kurdes dans l'Anatolie orientale, soumise à un régime d'état d'urgence depuis juillet 1987. De son côté, M. Abdullah Ocalan, leader du PKK, qui mène la lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara, avait affirmé en juin dernier, que 2500 personnes, dont 500 rebelles avaient été tués au cours des quatre dernières années.

## Sept Kurdes en instance d'expulsion

L'O.F.P.R.A. leur a refusé le statut de réfugiés politiques.

DREUX. — Samedi, au centre socioculturel du Lièvre-d'Or de Dreux, la section locale du M.R.A.P., par l'intermédiaire de son président, M. Rousseau, avait convié la presse pour alerter l'opinion à propos de la décision de l'O.F.P.R.A. de refuser le statut de réfugiés politiques à sept Kurdes de Dreux. Cette décision juridiquement établie est considérée comme définitive. Passé un délai d'un mois (soit avant la fin juillet), les sept Kurdes de Dreux devront avoir quitté le territoire national sous peine d'être reconduits à la frontière et expulsés. Parmi ces réfugiés, deux enfants et une femme enceinte.

La décision de l'O.F.P.R.A. a fait beaucoup de bruit dans les milieux kurdes de Dreux. Samedi, aux côtés de M. Rousseau, on remarquait la présence de M. Alliot, président départemental du M.R.A.P., des représentants de la C.G.T. et de la ligue des Droits de l'homme. La F.E.N. et Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, avaient envoyé des messages de solidarité. Actuellement, plusieurs associations se mobilisent pour tenter d'obtenir un réexamen des demandes de statuts pour ces réfugiés.

Les sept Kurdes concernés

avaient fait une première demande auprès de l'Office français de protection de réfugiés et apatrides. Elle avait été refusée. Une seconde demande suspensive de la décision a été alors présentée auprès de la commission des recours. Dans les sept cas, la décision de l'O.F.P.R.A. a été confirmée.

Selon M. Rousseau, « la décision de refuser le statut de réfugié politique n'est pas justifiée. Pour l'un des Kurdes, c'est parce qu'il ne pouvait pas prouver clairement qu'il avait été torturé, que sa demande a été refusée. Fallait-il que ses tortionnaires lui signent une attestation ? Pour un autre, c'est le récit de ses activités politiques qui n'a pas été jugé assez convaincant. Comment convaincre quand on ne parle pas français et que l'on s'adresse à quelqu'un de l'O.F.P.R.A. qui n'a pas d'interprète. »

Les responsables du M.R.A.P. souhaitent intervenir par les moyens légaux de recours pour que ces décisions de l'O.F.P.R.A. soient revues. Quant à un retour de ces Kurdes dans leur pays, cela signifie, selon M. Sengull, président de l'Association des travailleurs turcs, « l'emprisonnement et la torture ».

## Turquie : 5 rebelles kurdes tués

Cinq rebelles kurdes ont été tués et un autre blessé, dans la nuit de lundi à mardi, dans le village d'Omerli (province de Mardin, sud-est de la Turquie).

Les gendarmes en patrouille ont ouvert le feu contre sept rebelles kurdes armés. Cinq rebelles ont été tués sur le coup et deux autres ont été arrêtés.

## COURRIER DU SAONE ET LOIRE 13.7.88

### L'IRAN SE RETIRE DU HALABJA

Le front irako-iranien a connu une métamorphose radicale mardi avec un retrait, volontaire mais inexplicable, des troupes iraniennes de la ville de Halabja qu'elles occupaient depuis mars dans le Kurdistan irakien et une nouvelle victoire-éclair remportée par l'Irak à 400 km plus au sud en reprenant le contrôle de Zoubaidat à proximité du port de Bassorah.

La chute de Halabja (70.000 habitants) aux mains des gardiens de la Révolution iranienne, il y a à peine quatre mois, avait été présentée par l'ayatollah Khomeiny comme étant un « cadeau de Dieu » à l'Iran. Pour le guide de la Révolution islamique, elle promettait la « victoire finale » contre l'Irak et pour l'hodjatoleislam Hachemi Rafsanjani, nommé entre-temps commandant en chef par intérim des forces armées, elle allait « influencer le cours de la guerre ».

## AFP 9.7.88

MANAMA - La nomination, le 2 Juin dernier, de M. Rafsanjani au poste de commandant par intérim des forces armées était consécutive à deux graves revers militaires de l'Iran face à l'Irak, avec la perte, le 18 avril, de positions dans la péninsule irakienne de Fao, puis, le 25 mai, de celles qu'il occupait dans la région de Chalamchek.

Cependant, la première tentative du nouveau commandement de reprendre l'initiative avait fait long feu après l'échec d'une contre-attaque dans la région de Chalamchek, qualifiée toutefois par M. Rafsanjani de "test positif" de la "nouvelle tactique" qui devrait être employée dans les futures opérations.

L'Iran devait cependant subir deux nouvelles défaites avec l'évacuation, le 25 Juin, des îles Majnoun, et, cinq jours plus tard, la perte de dizaines de hauteurs stratégiques dans le Kurdistan irakien, au nord-est du front.

Au cours de la prière du vendredi à Téhéran, M. Rafsanjani semble avoir cherché à tempérer les ardeurs de ceux qui crient vengeance après la catastrophe de l'Airbus d'Iran Air. Il semble donc favoriser, vis-à-vis des Etats-Unis, la voie diplomatique en remettant à plus tard l'éventuelle riposte iranienne. M. Rafsanjani a laissé entendre que celle-ci dépendra de la position du Conseil de sécurité, auquel l'Iran a recours pour la première fois depuis 1981. Téhéran demande au Conseil, qui se réunit mardi prochain, une condamnation des Etats-Unis et une demande de retrait américain du Golfe.

Les Etats-Unis, dont une commission de la Marine enquêta depuis quatre jours dans le Golfe sur les circonstances de la catastrophe, ont affirmé à plusieurs reprises leur détermination à maintenir leur présence dans les eaux internationales du Golfe.

BAGDAD, 9 Juil (AFP) - Bagdad a affirmé samedi avoir "libéré" de nouvelles zones du Kurdistan irakien, précédemment occupées par l'Iran, notamment la cuvette de Pasni et la chaîne montagneuse frontalière de Sarkaou, dans le nord-est de l'Irak.

Selon un communiqué militaire irakien diffusé par l'agence irakienne INA, après quatre jours de combats, le premier corps d'armée irakien a réussi à libérer la cuvette de Pasni, et la chaîne montagneuse frontalière de Sarkaou, culminant à 2.231 mètres et s'étendant sur 25 kilomètres, et à reprendre possession de ses postes-frontières dans ce secteur.

L'Irak avait affirmé le 30 Juin dernier avoir libéré la cuvette et la chaîne montagneuse de Mawat située à une dizaine de kilomètres en amont de la cuvette de Pasni.

PARIS, 10 Juil (AFP) - Plusieurs civils ont été tués ou blessés samedi après-midi à la suite du pilonnage par l'artillerie irakienne des villages iraniens de la région de Sardacht (nord-ouest), a annoncé dimanche Radio-Téhéran captée à Paris.

"Plusieurs personnes ont été tuées ou blessées et des habitations ainsi qu'une partie de la récolte des agriculteurs ont été endommagées, samedi, à la suite du bombardement par l'artillerie irakienne de plusieurs villages de la région de Sardacht", a précisé la radio.

Par ailleurs, selon la radio, l'aviation iranienne a bombardé dimanche à treize reprises des concentrations de troupes irakiennes à Fao (sud-est de l'Irak), à Chalamchek (est) et à Chiler (nord-est).

"Les appareils iraniens ont regagné indemnes leur base, après avoir infligé de lourdes pertes humaines et matérielles aux forces irakiennes", a indiqué la radio.

Selon la radio, l'aviation irakienne a "survolé dimanche matin, plusieurs villes iraniennes de la province d'Azerbaïdjan occidental et du Kurdistan (nord-ouest)". "Volant à haute altitude, les appareils irakiens, repoussés par la DCA iranienne, ont franchi le mur du son", a précisé la radio.

MANAMA, 10 Juil (AFP) - Les combats sur le Front irako-iranien ont connu durant le week-end un regain d'intensité, alors que l'Irak a engagé une vaste campagne diplomatique contre l'Iran, l'accusant d'avoir exécuté des prisonniers de guerre.

L'armée irakienne a affirmé avoir poursuivi dimanche sa progression dans la région montagneuse du Kurdistan irakien, dans le nord-est du pays, et avoir atteint les postes frontaliers du secteur de Banjwin.

Selon l'Irak, les opérations qu'il a engagées depuis la mi-Juin dans ce secteur lui ont déjà permis de reprendre aux Iraniens près d'une centaine de hauteurs, deux cuvettes --Mawat et Bissan-- et une chaîne montagneuse frontalière de 25 kilomètres de long.

Si les affirmations irakiennes se confirment, l'armée irakienne ne serait plus qu'à une trentaine de kilomètres en amont de la ville de Halabja, seule agglomération importante que l'Iran occupe toujours en territoire iranien.

De son côté, l'Iran a affirmé avoir mené samedi à 21 reprises des raids contre des concentrations de troupes irakiennes à Fao et Chalamchek (sud de l'Irak) et Mawat, des secteurs récemment repris par l'Irak aux Iraniens.

BAGDAD, 10 Juil (AFP) - L'Irak a affirmé dimanche avoir libéré de nouvelles hauteurs occupées par l'Iran dans le Kurdistan dans le secteur de Banjwin, au nord-est de l'Irak.

Un communiqué militaire irakien, cité par l'agence irakienne INA, a précisé que les forces armées irakiennes avaient récupéré quatre nouvelles hauteurs et atteint des postes-frontaliers avec l'Iran dans ce secteur. Bagdad avait indiqué samedi avoir récupéré la chaîne montagneuse frontalière de Sarkaou, située à quelques km en amont de Banjwin.

D'autre part, l'état-major irakien a démenti que son artillerie ait bombardé la région iranienne de Sardacht (nord-ouest).

(Radio-Téhéran avait indiqué que plusieurs personnes avaient été tuées ou blessés et des récoltes détruites par le bombardement de cette région samedi après-midi).

PARIS, 11 Juil (AFP) - Une dizaine de militants kurdes occupent depuis lundi en milieu d'après-midi les locaux de la 2ème chaîne de la télévision ouest-allemande, la ZDF, rue Goethe à Paris (16ème), apprend-on de source policière.

Ces militants, joints par téléphone, ont déclaré à l'AFP qu'ils demandaient la libération de treize militants kurdes incarcérés en RFA.

KARLSRUHE (RFA), 11 Juil (AFP) - Une ressortissante turque soupçonnée d'appartenir à un groupe terroriste au sein du Parti communiste kurde (PKK) a été arrêtée à Wuppertal (Rhénanie-Westphalie, nord-ouest de la RFA), a annoncé lundi le porte-parole du parquet fédéral de Karlsruhe (sud-ouest).

Selon le porte-parole, M. Alexander Prechtel, la jeune Turque de 28 ans, dont l'identité n'a pas été révélée, a appartenu à un groupe du PKK qui, réuni en "Tribunal du Peuple" à Cologne, a "condamné" à des peines allant jusqu'à la mort des dissidents du PKK vivant en RFA.

20 ressortissants turcs d'origine kurde membres du PKK sont sous les

BAGDAD, 11 Juil (AFP) - Une mission d'enquête des Nations Unies, chargée de vérifier les accusations de Bagdad sur l'usage récent par l'Iran d'armes chimiques en territoire irakien, se trouve actuellement en Irak, où elle a visité, lundi, des soldats irakiens hospitalisés dans le Kurdistan (nord), a annoncé l'agence irakienne INA.

Cette mission, composée de trois experts, a également inspecté certaines armes chimiques, utilisées par les troupes iraniennes contre les forces de Bagdad dans le secteur de Sulaimaniyeh (Kurdistan irakien), a ajouté l'agence.

L'ONU avait décidé l'envoi en Irak de cette mission d'enquête, à la suite d'une demande des autorités de Bagdad.

PARIS, 11 Juil (AFP) - La quinzaine de militants kurdes qui occupait depuis le milieu de l'après-midi de lundi les locaux de la ZDF, la deuxième chaîne de la télévision ouest-allemande, rue Goethe à Paris (16ème), a quitté les lieux peu après 18h15, a-t-on constaté sur place.

Ces militants, qui se présentent comme sympathisants du Front national de libération du Kurdistan (ERNK) en France, réclamaient la libération de treize militants kurdes incarcérés en RFA.

BALE (Suisse), 12 Juil (AFP) - Une vingtaine de militants kurdes ont occupé pendant plusieurs heures mardi à Bale le consulat de l'Allemagne fédérale afin de demander la libération de 13 militants kurdes actuellement emprisonnés en RFA.

Après trois heures d'occupation la police a évacué le consulat et interpellé ces militants pour vérification d'identité.

Les militants kurdes emprisonnés en RFA, membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de tendance marxiste, sont soupçonnés de vouloir assassiner des opposants ou des dissidents du PKK.

Lundi après-midi, une dizaine de militants kurdes avaient également occupé, à Paris, les locaux de la deuxième chaîne de télévision ouest-allemande ZDF.

MANAMA, 12 Juil (AFP) - Le front irako-iranien a connu une métamorphose radicale mardi avec un retrait, volontaire mais inexplicable, des troupes iraniennes de la ville de Halabja qu'elles occupaient depuis mars dans le Kurdistan irakien et une nouvelle victoire-éclair remportée par l'Irak à 400 km plus au sud en reprenant le contrôle de Zoubeidat à proximité du port de Bassorah.

La chute de Halabja (70.000 habitants) aux mains des Gardiens de la Révolution iraniens, il y a à peine quatre mois, avait été présentée par l'ayatollah Khomeiny comme étant un "cadeau de Dieu" à l'Iran.

Pour le guide de la révolution islamique, elle promettait la "victoire finale" contre l'Irak et pour l'hodjatoleslam Hachemi Rafsanjani, nommé entre-temps commandant en chef par intérim des forces armées, elle allait "influer le cours de la guerre".

Mardi matin, Halabja a été évacuée par les troupes iraniennes sans même que l'Irak ait eu besoin d'engager le combat.

Le commandement iranien a indiqué, dans un communiqué, que ses forces armées ont "jugé bon" de se retirer de la ville, l'une des dernières positions importantes occupées par l'Iran après ses récentes défaites majeures au sud du front, pour "se replier sur des positions plus sûres afin d'assurer leur défense".

L'annonce surprise de l'évacuation de Halabja et les "explications" iraniennes n'ont manifestement pas convaincu Bagdad.

MANAMA - Les médias irakiens ont passé sous silence ce qui aurait dû être célébré comme une très grande victoire comparable à la reprise de la péninsule de Fao en avril puis de la région de Chalamchah en mai et des îles Majnoun et des marais de Howeizah, en juin.

L'Irak avait payé cher la prise de Halabja : l'Irak avait repris ses tirs de missiles contre Téhéran, l'arrosant de plus d'un centaine d'engins pendant 34 jours consécutifs.

La "guerre des missiles", les bombardements continus de l'aviation irakienne et le recours par l'Irak, selon Téhéran, aux armes chimiques contre Halabja où près des 5.000 habitants auraient péri, n'avaient pas empêché les troupes iraniennes de progresser au delà de la ville, située à 25 km des frontières.

En l'espace de trois jours, les Gardiens de la Révolution avaient, selon Téhéran, occupé mille km<sup>2</sup>, dans la province de Suleimaniyeh à 300 km de Bagdad, avant de foncer sur les rives du lac de Darbandikhan dont le barrage alimente en électricité la capitale irakienne. L'armée irakienne, acculée à se battre le dos au lac, a dû alors battre en retraite, laissant les troupes iraniennes étendre leur emprise sur 1.500 km<sup>2</sup>, selon Téhéran.

Handicapé par la configuration du terrain et les eaux du lac qui font de cette région aux accès difficiles une véritable "souricière", l'Irak avait en quelque sorte renoncé à la libérer et n'avait tenté, depuis, aucune opération d'envergure pour le faire.

MANAMA - Le commandement général iranien maintient le mystère sur l'ampleur réelle de cet acte sans précédent mais il est exclu estime-t-on généralement dans la région, que l'Iran se désiste aussi facilement de l'une de ses cartes maîtresses, sinon la seule, dans la guerre qui l'oppose depuis près de huit ans à l'Irak.

L'état-major irakien a d'ailleurs annoncé mardi la libération en quelques heures de la région de Zoubeidat, à proximité du port de Bassorah, reprenant ainsi le contrôle total de toute la zone qui constitue son unique débouché maritime sur le Golfe.

A cette occasion, l'armée irakienne a renouvelé mardi ses conditions de paix, "exigé" de l'Iran d'accepter la paix "avant qu'il ne soit trop tard" et reprenant les conditions édictées par le président irakien Saddam Hussein en

DIYARBAKIR (Turquie), 13 Juil (AFP) - Au total 130 rebelles kurdes ont été tués, cinq blessés et deux autres arrêtés par les forces de l'ordre depuis le 19 juillet 1987 --date du passage de l'état de siège à un régime d'état d'urgence dans les provinces de l'Anatolie orientale-- a-t-on appris mercredi auprès des autorités locales de Diyarbakir (sud-est de la Turquie).

Par ailleurs les forces de l'ordre ont saisi en un an, 236 fusils d'attaque, 63 revolvers, 11 lance-roquettes, 39 roquettes, 64 grenades, 23.000 projectiles et des explosifs.

Durant la même période, 291 personnes ont été inculpées par les tribunaux de sûreté de l'état pour acte de complicité avec les rebelles kurdes.

Ce bilan non-officiel concerne les militants armés du PKK (Parti Ouvrier du Kurdistan, de tendance marxiste-léniniste).

Depuis la proclamation en juillet dernier, de l'état d'urgence dans les huit provinces orientales (Bingol, Diyarbakir, Elazig, Hakkari, Mardin, Tunceli, Siirt et Van), les forces de l'ordre ont intensifié les opérations d'encercllement contre les militants du PKK, qui s'infiltrent en Turquie par la frontière syrienne, estiment les observateurs.

PARIS, 14 Juil (AFP) - Les forces iraniennes se sont installées dans de nouvelles "positions défensives" au centre de front, dans la région de Haj-Omran (est de l'Irak), a rapporté jeudi l'agence iranienne IRNA, reçue à Paris.

"L'évacuation de cette région par les combattants de l'Islam a été faite afin de leur permettre de mettre en oeuvre des moyens plus appropriés", a ajouté IRNA. Le retrait des troupes iraniennes est en relation, a indiqué l'agence iranienne, "avec la politique qui consiste à trouver de nouvelles tactiques aboutissant à une meilleure stratégie".

Depuis le revers subi par l'Irak à Fao, en avril dernier, les forces de Téhéran se sont retirées de certaines régions qu'elles occupaient en territoire irakien. Elles ont évacué Chalamchah (nord-est de Bassorah) et les îles Majnoun (est de l'Irak) en juin dernier et la ville kurde de Halabja (nord-est de l'Irak) mardi.

Bagdad avait annoncé mercredi dans la soirée avoir occupé la ville iranienne de Dehloran (Lorestan, sud-ouest), tandis que Téhéran faisait état de "durs combats" dans cette région.

L'hojatoleslam Hachemi Rafsanjani, président du parlement et commandant en chef par intérim des forces armées iraniennes, avait annoncé mercredi que son pays avait décidé d'"opérer de sérieux changements dans ses plans militaires", pour se préparer à une "longue guerre contre l'Irak".

# Irak-Iran : l'étonnant recul de Téhéran

**Le front irako-iranien a connu une métamorphose radicale hier avec un retrait, volontaire mais inexplicable, des troupes iraniennes de la ville de Halabja qu'elles occupaient depuis mars dans le Kurdistan irakien.**

● La chute de Halabja (70 000 habitants) aux mains des gardiens de la révolution iraniens, il y a à peine quatre mois, avait été présentée par l'ayatollah Khomeyni comme étant un « cadeau de Dieu » à l'Iran.

Pour le guide de la révolution islamique, elle promettait la « victoire finale » contre l'Irak et pour l'hodjatollah Hachemi Rafsanjani, nommé entre-temps commandant en chef par intérim des forces armées, elle allait « influencer sur le cours de la guerre ».

Hier matin, Halabja a été évacuée par les troupes iraniennes sans même que l'Irak ait eu besoin d'engager le combat.

Le commandement iranien a indiqué, dans un communiqué, que ses forces armées ont « jugé bon » de

se retirer de la ville, l'une des dernières positions importantes occupées par l'Irak après ses récentes défaites majeures au sud du front, pour « se replier sur des positions plus sûres afin d'assurer leur défense ».

L'annonce surprise de l'évacuation de Halabja et les « explications » iraniennes n'ont manifestement pas convaincu Bagdad.

Les médias irakiens ont passé sous silence ce qui aurait dû être célébré comme une très grande victoire comparable à la reprise de la péninsule de Fao en avril puis de la région de Chalamchek en mai et des îles Majnoun et des marais de Howeizah, en juin.

L'Irak avait payé cher la prise de Halabja : l'Irak avait repris ses tirs de missiles contre Téhéran, l'arrosant de plus d'une centaine d'engins pendant 34 jours consécutifs.

La « guerre des missiles », les bombardements continus de l'aviation irakienne et le recours par l'Irak, selon Téhéran, aux armes chimiques contre Halabja où près de 5 000 habitants auraient péri, n'avaient pas empêché les troupes iraniennes de progresser au-delà de la ville, située à 25 km des frontières.

19.7.88

## TURQUIE : le guide français acquitté

Le guide de touristes français, Michel Caraminot, accusé de faire de la propagande anti-turque, a été acquitté par la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (sud-est de la Turquie).

Le procureur de la cour, dans son réquisitoire, a affirmé qu'il n'y avait aucune preuve concrète pour condamner l'accusé et a demandé l'acquittement de M. Caraminot. Le juge a suivi le réquisitoire du procureur.

M. Caraminot, 30 ans, résidant à Nantes, travaillait comme guide d'un groupe de touristes français dans l'est et le sud-est de la Turquie. Il avait été arrêté à Urfa (sud-est de la Turquie) en juillet 1987 par la police, suite aux renseignements d'un informateur qui prétendait que le guide faisait de la propagande au nom des « terroristes kurdes ».

## LES ECHOS 21.7.88

### TURQUIE : Kurdes

Un militant séparatiste kurde a été condamné à mort, 8 autres à la réclusion à perpétuité et 23 à des peines de trois à vingt-quatre ans de prison par un tribunal militaire du sud-est de la Turquie, a rapporté hier l'agence Anatolie.

## LIBERTE 18.6.88

► PLUS DE TROIS MILLE KURDES irakiens se sont réfugiés en Iran cette semaine pour fuir la répression irakienne et les combats qui se sont déroulés ces derniers jours dans la région de Soulemanieh, annonce Téhéran. Bagdad affirme avoir repris à l'Iran une « montagne stratégique » au nord de cette ville.

BAGDAD, 14 Juil (AFP) - L'état-major irakien a confirmé Jeudi soir le retrait des troupes iraniennes de certaines positions dans la région de Haj Omran, à l'extrémité nord du front.

Un porte-parole militaire à Bagdad, cité par l'agence irakienne INA, a indiqué que les forces irakiennes s'étaient installées dans de nouvelles positions défensives dans la région de Haj Omran, après que les "Iraniens eurent pris la fuite vers leur territoire".

(En rapportant le retrait des forces iraniennes, l'agence iranienne IRNA a précisé que cette "évacuation avait été faite afin que ces forces mettent en oeuvre des moyens plus appropriés").

L'Irak avait évacué depuis la déroute de ses troupes à Fao (sud de l'Irak), en avril dernier, les régions de Chalamchek, des îles Majnoun (sud) et la ville kurde de Halabja (est).

Par ailleurs, le communiqué quotidien de l'état-major irakien a indiqué que l'aviation irakienne a mené au cours des dernières 24 heures 235 missions de combat sur le front, dont un raid contre des positions iraniennes dans le Kurdistan, et ajouté que 37 soldats iraniens avaient été tués au cours de ces opérations.



## ● Nouveau « repli tactique » iranien au Kurdistan

### ● Débat modéré au Conseil de sécurité

Tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU abordait, le jeudi 14 juillet, l'examen de la plainte iranienne au sujet de la destruction de l'Airbus d'Iran Air par la marine américaine, les forces de Téhéran procédaient à un nouveau repli tactique dans le Kurdistan irakien, dans le cadre de la nouvelle stratégie militaire annoncée la veille par M. Rafsandjani, nouveau commandant en chef par intérim de l'armée iranienne.

Le nouveau repli iranien a été annoncé jeudi après-midi par un communiqué de l'état-major de Téhéran précisant que ses forces avaient évacué le secteur de Hadj-Omrane, dans le Kurdistan irakien, dans le but de permettre « un déplacement plus approprié de nos forces de combat sur d'autres lignes défensives ». Dans la soirée, l'état-major irakien confirmait le retrait des troupes iraniennes de certaines positions dans la région de Hadj-Omrane, à l'extrémité nord du front et indiquait que les forces de Bagdad s'étaient installées dans de nouvelles positions « défensives » dans ce secteur, après que les « Iraniens eurent pris la fuite vers leur territoire ».

L'évacuation de Hadj-Omrane, près de quarante-huit heures après celle de la localité kurde de Halabja, semble conforme à la nouvelle politique de M. Rafsandjani, qui a apparemment opté pour une stratégie de repli tactique sur des positions plus facilement défendables, en attendant de mener à terme la difficile tâche de réorganisation des forces militaires islamiques actuellement en plein désarroi.

Cette stratégie comporte cependant deux graves dangers pour le régime de Téhéran. Elle implique d'abord, de la part de Téhéran, l'abandon de ses alliés kurdes irakiens, qui pourraient se sentir sacrifiés sur l'autel des impératifs de la réorganisation militaire iranienne, mettant ainsi fin à une alliance conclue il y a près de deux ans. Elle rend possible en outre des percées localisées irakiennes en territoire iranien du genre de celles effectuées il y a deux jours dans la région de Zoubeidate, où les blindés de M. Saddam Hussein, continuant sur leur lancée, ont franchi la frontière et progressé en territoire iranien sur un front de 100 km pour finalement occuper la ville iranienne de Dehloran, à 40 km de la frontière internationale.

ran, à 40 km de la frontière internationale.

Les Irakiens ont affirmé à plusieurs reprises avec solennité qu'ils ne franchiraient pas la frontière internationale. Mais l'appétit vient en mangeant, et il semble que, en dépit des déclarations officielles selon lesquelles l'occupation de Dehloran ne serait pas « longue durée », celle-ci pourrait s'éterniser. C'est ce qu'a laissé entendre le président du Parlement irakien, M. Saadoun Hammadi, en visite à Moscou, en expliquant au cours d'une conférence de presse que l'entrée des troupes irakiennes en territoire iranien était dictée par des « nécessités tactiques ». Il a cependant ajouté que cette situation pouvait durer « des semaines ou des mois ».

La tentation semble donc grande à Bagdad d'occuper certaines portions du territoire iranien pour une période plus ou moins prolongée. Les dirigeants irakiens commettraient alors la même erreur qu'ils ont faite en 1980 en pénétrant en Iran, provoquant ainsi dans la République un sursaut nationaliste qui, finalement, leur a coûté cher. En juillet 1982, les Iraniens ont fait le même faux calcul en portant la guerre en territoire irakien, après leur victoire de Khorramchahr, qui avait pratiquement rejeté l'armée irakienne sur ses bases de départ. On sait ce qu'il est advenu par la suite des efforts de Téhéran à vouloir à tout pris remporter en territoire ennemi une guerre qui ne peut être gagnée sur le plan militaire.

#### Le débat sur l'Airbus

L'implantation éventuelle de forces irakiennes en territoire iranien rendrait, de toute façon, un immense service aux dirigeants de Téhéran qui, procédant récemment à une révision déchirante de leur politique, ne parlent plus de victoire militaire, mais seulement de « défense sacrée » du territoire national, un thème mobilisateur par excellence.

De toute manière, l'hodjatoleslam Rafsandjani est décidé, parallèlement à ses tentatives de réorganiser les forces militaires, à utiliser toutes les possibilités diplomatiques en vue de convaincre l'opinion publique internationale que l'Iran n'exclut pas une solution négociée du conflit sous l'égide des Nations unies.

Ce souhait explique pourquoi, pour la première fois en sept ans depuis le début du conflit Iran-Irak, le gouvernement iranien a, à propos de la destruction de l'Airbus d'Iran Air, saisi le Conseil de sécurité de l'ONU, dont il avait jusqu'à présent toujours critiqué le manque d'impartialité face à cette guerre.

Dans cet esprit, le chef de la diplomatie de Téhéran, M. Velayati, s'est efforcé, au cours de la réunion du Conseil de sécurité, de tenir un langage relativement modéré. Après avoir accusé Washington d'avoir commis « l'attaque la plus inhumaine de toute l'histoire de l'aviation civile », il a demandé au Conseil de condamner les Etats-Unis pour cette action « lâche et injustifiée » et de les contraindre à retirer immédiatement leurs forces du Golfe. « Toute réaction moindre a-t-il ajouté, constituerait une nouvelle dérobade du Conseil de sécurité devant ses responsabilités, une dérobade qui ne pourrait être pardonnée dans les circonstances présentes après le tragique massacre d'innocents passagers ».

Comme l'Iran l'avait déjà fait la veille à Montréal devant le conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), M. Velayati a fourni aux membres du Conseil de sécurité la transcription des communications échangées entre le pilote de l'Airbus iranien et la tour de contrôle de Bandar-Abbas. Il s'est efforcé de démontrer que les explications américaines sur les causes de la catastrophe ne tenaient pas debout et il a accusé Washington d'en avoir « fabriqué » les preuves, citant, pour donner foi à ses dires, les nombreuses déclarations parfois contradictoires avancées depuis dix jours par divers milieux responsables américains. Les observateurs ont noté l'absence d'invectives superflues de part et d'autre.

Bien que M. Bush, qui a tenu également un langage modéré, ait déclaré avant l'ouverture des travaux du Conseil qu'il ne pensait pas qu'une résolution soit soumise aux « quinze », le président du Conseil, M. Paulo Nogueira-Baptista (Brésil), travaille, selon l'AFP, à un projet de texte dont il devait discuter avec ses collègues au cours de consultations à huis clos le vendredi après-midi. Ce serait peut-être une occasion unique de relancer des négociations sur un règlement du conflit Iran-Irak.

JEAN GUEYRAS.

# GUERRE CHIMIQUE QUELS GAZ UTILISE L'IRAK ?

*A la fin du mois de mars dernier, l'aviation irakienne a, selon les Iraniens, déversé des bombes à gaz sur plusieurs bourgades du Kurdistan. Pour la première fois, des journalistes occidentaux ont été autorisés à se rendre dans la région sinistrée. Ce qu'ils ont vu semble attester les accusations de Téhéran. Mais quels gaz ont utilisés les Irakiens ?*

**B**ien des points demeurent flous dans cette tragique affaire, hormis l'horreur. D'abord, il y a désaccord sur la date des bombardements. Selon certaines sources, ils auraient eu lieu les 16 et 17 mars ; selon d'autres, les 17 et 18. Quelques agences de presse parlent même du 20 mars, voire du 22.

En analysant dépêches et témoignages, en les rapprochant de faits avérés, telle la visite des journalistes occidentaux le dimanche 20 mars, on peut établir la chronologie suivante. Le premier raid de l'aviation irakienne a eu lieu, selon toute vraisemblance, le mercredi 16 mars, aux environs de 14 heures. Des bombes à charge chimique ont été larguées sur Halabja (prononcez Halabché), ville de 70 000 habitants du Kurdistan irakien, située à proximité de la frontière iranienne, et qui venait d'être occupée par des pasdarans (gardiens de la révolution) iraniens. C'est donc bien une ville irakienne qu'a bombardée l'aviation de Bagdad, mais aussi une ville kurde accusée d'avoir accueilli avec un peu trop d'empressement les envahisseurs. Ce même après-midi, d'autres bombes à gaz sont tombées sur Dojaila, Khormal et Anap, gros villages agricoles proches de Halabja.

Un second raid a été effectué le lendemain, jeudi 17 mars, avec pour objectifs d'autres quartiers de Halabja. Enfin, le mardi 22 mars, ce sont six villages du Kurdistan iranien, donc situés de l'autre côté de la frontière, qui ont été arrosés avec des armes chimiques.

La seconde imprécision concerne le nombre des victimes. Il semble en

caractéristiques de l'intoxication au gaz moutarde — lésions de la peau et difficultés respiratoires — mais que la rapidité avec laquelle étaient mortes la plupart des victimes laissait supposer que d'autres produits avaient été employés, notamment des neurotoxiques ou des hématotoxiques.

L'envoyé spécial de l'agence Reuter semble être parvenu, lui aussi, aux mêmes conclusions. Ayant rencontré quelques survivants des quartiers bombardés de Halabja, il a été frappé par « leur respiration sifflante et leur peau en lambeaux ». Mais il a également vu, parmi les victimes, « plusieurs tout petits enfants au visage de poupée, dont le teint cireux, d'après les médecins, est caractéristique d'un empoisonnement au cyanure ».

Même du côté des médecins, l'incertitude subsiste. Le Dr Hamid Sohrabpour, de l'hôpital Labbafi Nedjad de Téhéran, affirme que la majorité des morts ont succombé à des gaz innervants au cyanure. En revanche, selon un praticien occidental ap-

partenant à une antenne médicale de secours, seule l'utilisation d'ypérite a pu être établie avec certitude. De fait, tous les rescapés soignés dans les hôpitaux, que ce soit en Iran ou aux Etats-Unis (une centaine de victimes de Halabja ont en effet été envoyées dans divers établissements étrangers, faute de place dans les hôpitaux iraniens), présentent les mêmes symptômes, révélateurs de l'ypérite : troubles ophtalmologiques, brûlures de la peau et lésions des poumons. Mais ceux qui sont morts en quelques minutes ou en quelques heures n'ont-ils pas été victimes, eux, d'autres toxiques encore plus dévastateurs ?

Ce que l'on peut dire en tout cas, sans risque de se tromper, c'est que les Irakiens ont utilisé des gaz destinés à tuer. Il existe en effet, grosso modo, deux catégories d'agents chimiques : les agents létaux (qui entraînent la mort) et les agents incapacitants (qui mettent les individus hors de combat, sans nécessairement attenter à leurs jours), parmi les-

quelques agents neutralisants (qui n'ont qu'une action passagère sur les fonctions motrices et ne laissent généralement aucune séquelle).

tout cas qu'il ait été très élevé, principalement à Halabja. Le correspondant du *Washington Post* parle de « centaines et peut-être de milliers de morts ». Le représentant de l'Iran à l'ONU, M. Mohammad Mahalati, cite les chiffres de 5 000 morts et 5 000 blessés. Les Kurdes ralliés à l'Iran estiment que plus de 5 000 civils ont péri à Halabja ainsi que quelques centaines de gardiens de la révolution. A comparer les diverses sources, il ressort qu'au moins 3 000 personnes ont trouvé la mort au cours des différents raids. C'est du reste l'évaluation qu'a faite sur place une équipe de l'organisation humanitaire française Médecins sans frontières.

Tout aussi imprécises, enfin, sont les informations ayant trait à la nature des gaz employés. Le correspondant du *Washington Post* rapporte que les habitants d'Halabja ont vu « un nuage jaune et blanc ». Les journalistes du *Financial Times* disent avoir vu des centaines de corps inanimés « sans blessures apparentes » et concluent que les bombes contenaient des « agents chimiques létaux » (mortels). L'envoyé spécial de *Jeune Afrique*, qui s'est rendu à Halabja quatre jours après le bombardement, décrit en ces termes le spectacle auquel il a assisté : « Partout, des dizaines, des centaines de corps figés par le nuage de cyanure, les yeux ouverts sur l'horreur, la peau étrangement décolorée, la bouche maculée d'un filet de salive rouge... » Or, le cyanure, mot anglais, ne désigne aucun produit chimique précis, mais des dérivés du gaz HCN (acide cyanhydrique ou « prussique ») et se traduit en français par « cyanure » (pour les sels de cet acide) ou par « cyanogène » (pour d'autres dérivés) (1).

Même mise en cause du cyanure par le correspondant du quotidien britannique *The Guardian*. En revanche, l'envoyé spécial du *Sunday Times* parle d'une « combinaison de gaz moutarde (ypérite) et d'autres agents chimiques », ajoutant que les blessés traités dans les hôpitaux présentaient les signes

(1) Le terme anglais « cyanide », comme en français « cyanure » ou « cyano », est aussi parfois synonyme de « nitrile », surtout dans l'ancienne nomenclature. Les composés organiques comportant la fonction chimique - C ≡ N, sont aujourd'hui appelés « nitriles ». Le plus simple d'entre eux est l'acétonitrile, CH<sub>3</sub> ≡ N, qui ne possède aucun caractère toxique (dose létale orale chez le rat DL 50 = 3,8 g/kg). Le benzonitrile (cyanobenzène), à forte odeur d'amande, a un DL de 180 mg/kg, à comparer à celle du cyanure de potassium par exemple (10 mg/kg) ou d'un poison violent comme la strychnine (5 mg/kg). Les toxines sont encore plus fatales : 1 mg/kg (chez le lapin) pour l'ergotoxine (mélange de toxines de l'ergot du seigle, dérivés de l'acide lysergique, psychotrope plus connu sous sa forme amide, le LSD), 0,18 mg/kg (chez le chat) pour la digitaline, 0,1 mg/kg (souris blanche) pour l'amanitine (amanite phalloïde), 10 microgramme/kg pour la tétrotoxine (toxine du poisson japonais « tugu », ou tétrodon).

Ne perdons pas de vue qu'un produit chimique a « droit » à l'appellation « poison » lorsque la dose létale est suffisamment faible, mais que cette dose existe pour presque tous les produits chimiques, l'eau exceptée. Tout est question de quantité. Si le coma éthylique est bien connu de tous, peu de gens savent, par exemple, qu'un additif alimentaire édulcorant (controverté, il est vrai) comme le cyclamate de sodium n'est guère que 1 500 moins toxique que le cyanure précité (DL 50 = 15 g/kg chez le rat). Quant aux médicaments, la nécessité d'une stricte posologie va sans dire. Toujours à titre comparatif, la DL 50 chez la souris est de 0,5 g/kg pour la morphine et de 0,25 g/kg pour l'héroïne (diacétylmorphine).

(suite)

subdivise en incapacitants psychotropes et incapacitants physiques. Parmi les psychotropes, on peut citer la mescaline, la psilocybine, l'ibogaïne, les dérivés de la pipéridine et les dérivés de l'acide lysergique (LSD). Actifs à très faible dose, ils perturbent le raisonnement, paralysent la volonté, engendrent des états dépressifs ou provoquent des hallucinations. Parmi les "physiques", mentionnons le décaméthonium (qui fait chuter la tension artérielle), l'apomorphine (qui occasionne des nausées et des vomissements), l'ésérine (qui provoque le sommeil), la trémorine (qui produit à peu près les mêmes effets que la maladie de Parkinson), etc.

L'ypérite, mise en cause en Irak, appartient à la catégorie des vésicants, qui attaquent l'épiderme. C'est en 1886 qu'un chimiste allemand du nom de Meyer fit une communication dans la revue *Berichte der Deutschen Chemischen Gesellschaft* (Comptes rendus de la Société chimique allemande) sur la synthèse d'un produit à fort pouvoir vésicant (occasionnant des vésicules ou ampoules sur la peau), obtenu par action du gaz chlorhydrique HCl sur un dérivé du sulfure d'allyle (huile d'ail), le sulfure de bis(chloro-2 éthyle). Ce produit fut utilisé pour la première fois en juillet 1917, et fut plus tard appelé ypérite, en souvenir de la première attaque allemande au chlore le 22 avril 1915, près de la ville d'Ypres. Les Allemands, quant à eux, l'avaient dénommé *kampfstoff LOST* (substance de combat LOST), et les Anglais le baptisèrent *mustard gas* (gaz moutarde) à cause de sa faible odeur de condiment.

Ce "gaz" est en réalité un liquide (point d'ébullition 215 °C), d'aspect huileux et se solidifiant au-dessous de 10 °C. Il est épanché sous forme de fines gouttelettes qui, en contact avec la peau, provoquent d'énormes érythèmes et un prurit sévère dans un délai de 1 à 12 heures. S'y ajoutent des œdèmes des paupières, ainsi que des ulcères et des nécroses tant de l'épiderme que des voies respiratoires. Le sujet touché tousse beaucoup et est atteint de conjonctivite aiguë pouvant aller jusqu'à la cécité. Ces effets vésicants sont souvent mortels, la dose létale percutanée étant estimée à 4 ou 5 grammes pour un homme de corpulence moyenne.

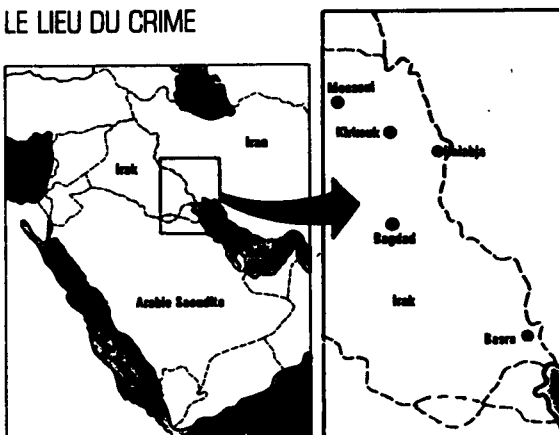
Il n'existe encore aujourd'hui aucune thérapeutique efficace contre les lésions cutanées dues à

l'ypérite (?). On ne peut qu'éliminer les excès de produit au moyen d'une solution basique (eau de javel diluée ou lessive), maintenir la plaie stérile et soulager la douleur. Dans les meilleures conditions, deux ou trois semaines sont nécessaires pour la cicatrisation, sauf pour les yeux qui ne guérissent que très lentement.

L'ingestion du gaz moutarde ou d'aliments contaminés par lui est rarement mortelle : elle n'occasionne généralement que des nausées et des vomissements, mais elle peut parfois entraîner des troubles respiratoires et des lésions oculaires durables.

En revanche, ce qui rend l'ypérite particulièrement maléfique, c'est sa persistance. Très peu soluble dans l'eau et extrêmement stable, elle peut s'accrocher sur le sol et les objets pendant une dizaine d'années lorsque la pluviométrie est faible — ce qui est le cas dans le Kurdistan. La décontamination est difficile, car les particules de gaz moutarde ne réagissent avec l'eau qu'en milieu basique et oxydant (hypochlorite de sodium, lessives). En conséquence, toute zone touchée par ce toxique demeure

## LE LIEU DU CRIME



impraticable pour de longues périodes.

Contre une attaque à l'ypérite, un masque à gaz ne suffit pas ; il faut aussi une combinaison parfaitement étanche, recouvrant tout le corps. Seules certaines troupes spécialement entraînées à la guerre chimique

(2) Le processus de vésication par l'ypérite est encore mal connu, malgré le nombre impressionnant de sujets qui ont été "brûlés" par ce gaz au cours de la Première Guerre mondiale et qui ont donc pu faire l'objet d'observations cliniques. On pense généralement que l'ypérite attaque certains groupements fonctionnels de protéines et, de ce fait, altère les enzymes protéiniques et les acides nucléoprotéiques. Il en résulte un blocage respiratoire et un arrêt de la mitose (division cellulaire), effets comparables à ceux qu'engendrent les rayonnements ionisants.

ques par les Irakiens est peu probable, ces armes ayant été plus ou moins délaissées au profit des neurotoxiques, ces "gaz nerveux" évoqués par quelques-uns des journalistes qui se sont rendus à Halabja, et dont l'emploi paraît compatible avec les images parvenues du Kurdistan.

C'est en 1937 qu'un chimiste allemand de la firme I.G. Farben, Gerhard Schrader, découvrit, en faisant des recherches sur les insecticides organophosphorés, les premiers neurotoxiques létaux : le tabun (diméthylamino-cyanophosphinate d'éthyle) et le sarin (méthylfluorophosphinate d'isopropyle). Ces gaz furent aussitôt produits par l'Allemagne hitlérienne. Viendront s'y ajouter un peu plus tard le soman, mis au point par l'ingénieur Kuhn, et le DFP, découvert à Cambridge.

Devant la menace que faisaient peser ces nouveaux produits, tous les pays se mirent à l'ouvrage. Non point tant pour leur trouver des antidotes que pour "inventer" des substances encore plus toxi-

ques. Ce fut l'avènement des agents "V", dont les "VX" américains (phosphorylthiocholines), de cent à mille fois plus virulents que le sarin.

Tous ces agents ont reçu le nom de "neurotoxiques" parce qu'ils agissent au niveau des jonctions neuro-musculaires, bloquant la transmission de l'influx nerveux (?). A faible dose, ils provoquent des contractions musculaires et une oppression pulmonaire ; à dose plus forte, des convulsions et la mort par arrêt respiratoire. Leur seuil d'efficacité est extrêmement bas, puisqu'un concentration de 0,1 mg de sarin par litre d'air peut tuer en 1 minute. Pour les gaz "V", la dose létale est encore plus faible.

Tous les neurotoxiques sont des liquides très peu volatils, qui sont diffusés sous forme de gouttelettes ou de nuages. Ils sont actifs aussi bien par inhalation que par voie cutanée. De plus, les agents "V" sont particulièrement persistants : un composé comme le "VX", répandu sur le sol à la dose de 300

disposent de cette protection. Dès lors, bombarder des civils non équipés et non prévenus (on ne leur a pas laissé le temps de se réfugier dans les montagnes avoisinantes) avec un tel poison, c'était à coup sûr rechercher délibérément l'hécatombe !

L'horreur qu'inspirent les effets de l'ypérite et la réprobation qu'attire son usage expliquent sans doute la grande discrétion, pour ne pas dire le mutisme, des utilisateurs. Ainsi Mussolini n'a jamais voulu reconnaître que du gaz moutarde avait été employé par le général Badoglio contre les Ethiopiens, au cours de la campagne d'Abyssinie en 1936, et les Japonais ont toujours nié s'en être servis contre les Chinois à Ichang en 1941. A cet égard, le silence des Irakiens n'est pas loin de ressembler à un aveu.

Cela dit, à côté de l'ypérite, il existe d'autres vésicants, comme la trichloréthylamine ou la léwisite. Cependant l'un et l'autre sont peu utilisés, le premier parce qu'il n'est pas très stable, le second parce qu'il est contrecarré par un antidote très efficace, le BAL (*British Anti-Lewisite*).

Mais, répétons-le, les incapacitants n'ont pas pour objectif premier de donner la mort (sauf accident ou dosages mal calculés). Ce n'est donc pas parmi eux qu'il faut chercher les agents chimiques utilisés par les Irakiens.

Venons-en donc aux agents létaux et, plus particulièrement, à ceux dont on a soupçonné l'emploi à Halabja et dans les bourgs des alentours, à savoir le soi-disant "cyanure" et les "gaz nerveux".

Ces gaz mortels, toxiques généraux, appartiennent à la catégorie des hémotoxiques et des neurotoxiques. L'agent chimique que les commentateurs ont nommé "cyanure" pourrait être un hémotoxique. Les plus connus sont l'acide cyanhydrique (HCN) et le chlorure de cyanogène (CICN). Ces deux produits sont des inhibiteurs de la cytochrome-oxydase, une enzyme responsable du transfert dans les cellules de l'oxygène apporté par les globules rouges. Leur effet est rapide et radical : 60 milligrammes suffisent à entraîner la mort si l'on ne dispose pas d'antidotes (thiosulfate ou nitrite de sodium, injection de bleu de méthylène). L'action de ces toxiques peut être rapprochée de celle de l'oxyde de carbone, qui prend la place de l'oxygène dans l'hémoglobine, de façon irréversible.

Les hémotoxiques sont surtout dangereux quand ils sont inhalés. Pour s'en préserver, il faut porter un masque spécial, car les charbons des masques classiques ne les arrêtent pas. Toutefois, d'un point de vue militaire, l'acide cyanhydrique a un sérieux inconvénient : il est extrêmement volatil, ce qui rend difficile la réalisation de concentrations efficaces durables et pose des problèmes de dispersion. Le chlorure de cyanogène est, lui, plus lourd que l'air, mais il est facilement détectable, car il est lacrymogène et suffocant.

Pour toutes ces raisons, l'emploi des hémotoxi-

kg par kilomètre carré, peut demeurer mortel — par simple contact avec la peau — pendant plusieurs semaines. La dose mortelle percutanée est de l'ordre de 15 mg pour un homme, soit 300 fois moins que dans le cas de l'ypérite.

Les seuls antidotes des "gaz nerveux" sont des substances qui sont capables de contrarier leur mécanisme d'action : des antagonistes, comme l'atropine, qui diminuent le taux d'acétylcholine, ou des "oximes" qui réactivent la cholinestérase, tous remèdes qui, on en conviendra, ne courent pas les rues dans les bourgades du Kurdistan !

(3) Les composés organophosphorés sont tous des inhibiteurs de la cholinestérase, l'enzyme qui détruit le médiateur chimique responsable des contractions musculaires, à savoir l'acétylcholine. Quand la cholinestérase est inhibée, l'acétylcholine n'est plus détruite et entretient de façon durable la dépolarisation de la cellule musculaire, empêchant toute nouvelle stimulation nerveuse. Il en résulte une paralysie des muscles.



De ce rapide examen des effets produits par les principaux agents létaux et des observations faites sur place par les médecins et les journalistes étrangers, il ressort que les Irakiens ont de toute évidence utilisé deux catégories de "gaz de combat": un vésicant (sans doute l'ypérite) et un neurotoxique létal (vraisemblablement le tabun ou le sarin, ou les deux à la fois).

Cette conclusion est d'ailleurs corroborée par un article paru en février dernier dans la revue britannique *Jane's Weekly Defense*, spécialisée dans les armements et qui fait autorité dans tous les états-majors. Cet article précisait que l'Irak était devenu le plus important producteur d'armes chimiques du Moyen-Orient, avec une capacité mensuelle de fabrication de 60 tonnes de gaz moutarde, de 4 tonnes de tabun et de 4 tonnes de sarin. Les deux principaux centres de production, toujours selon le *Ja-*

*ne's*, sont situés à Samarra, à 100 km au nord-ouest de Bagdad, et à Al-Fallujah, à 65 km à l'ouest de la capitale.

Comment les Irakiens ont-ils acquis leur savoir-faire en matière d'armes chimiques? La réponse est simple: qui sait fabriquer des insecticides ou des pesticides est également capable de produire des agents toxiques. D'ail-

leurs l'usine de Samarra, implantée au bord de la route qui mène à Mossoul, est officiellement une fabrique d'insecticides. D'autre part, si l'on en croit certaines informations, les Irakiens auraient été aidés, depuis 1975, par des sociétés privées allemandes, italiennes, suisses, hollandaises, anglaises et américaines. La presse suisse révélait.

(suite)

tout récemment que, de 1981 à 1987, des industriels helvétiques avaient exporté des tonnes de produits chimiques considérés comme des substances clés pour la fabrication de gaz toxiques (produits interdits d'exportation depuis 1987). Destinataires: l'Irak et l'Iran.

Car l'Iran, lui aussi, s'est constitué un arsenal chimique. Selon le quotidien britannique *Observer*, des têtes de missiles sol-sol à charge chimique seraient fabriquées à Damghan, dans l'est du pays, à mi-chemin entre Téhéran et Meshed. L'Iran a également été identifié par les autorités judiciaires de plusieurs pays comme étant l'acheteur de différentes cargaisons d'armes chimiques, dont la dernière en date, composée de huit conteneurs, a été saisie à la fin du mois de février à Rotterdam.

Depuis le début des hostilités, il y aura bientôt dix ans, l'Irak et l'Iran se sont accusés mutuellement à plusieurs reprises d'avoir utilisé des armes chimiques. La première fois, ce fut en mars 1984, lors des grandes offensives iraniennes dans le sud de l'Irak: pour riposter à l'"agression", Bagdad aurait eu recours à des gaz toxiques (gaz moutarde et tabun). Depuis lors, à peu près chaque année, Téhéran a dénoncé l'emploi par l'Irak d'armes interdites par le protocole de Genève de 1925. L'Irak a toujours démenti, soutenant que c'étaient les forces iraniennes qui utilisaient des gaz.

Par quatre fois, en 1984, 1985, 1986 et 1987, l'ONU a envoyé une mission d'enquête dans les deux pays afin

de vérifier l'exactitude des accusations. En mars 1986, le Conseil de sécurité a condamné l'Irak pour avoir employé des armes chimiques contre les Irakiens lorsque ces derniers avaient lancé une offensive dans la péninsule méridionale irakienne de Fao. Par contre, en juin 1987, la commission d'enquête des Nations unies a confirmé que des soldats des deux pays avaient été victimes d'armes chimiques.

Mais aucun des belligérants n'avait osé jusqu'ici utiliser des gaz contre des populations civiles. A Halabja, sur son propre territoire, contre ses propres citoyens, l'Irak a osé...

Philippe Mourgues



## MISSILES : LA FILIERE CHINOISE

*La prolifération des missiles balistiques n'est pas moins inquiétante que celle des armes nucléaires : transportant aussi bien un explosif puissant qu'un gaz de combat ou une arme nucléaire, ils enrichissent actuellement les panoplies meurtrières de très nombreux pays, du Pakistan à l'Arabie saoudite. A l'origine de cette dangereuse course, l'ombre chinoise du cinquième vendeur d'armes du monde.*

**P**lus rien ne paraît empêcher le président Zia ul-Haq de faire accéder son pays au club encore restreint des puissances nucléaires. Le missile mis à feu le 25 avril, dans le désert de Thar, a montré que le Pakistan, déjà capable, semble-t-il, de fabriquer une bombe atomique, aurait désormais les moyens de la transporter. Selon un haut fonctionnaire de l'administration Reagan, qui a tenu à rester anonyme, ce missile, conçu par des experts chinois, a en effet une capacité nucléaire.

A priori, rien ne distingue cependant un missile à tête nucléaire d'un missile porteur d'un explosif classique. Le seul indice d'une telle capacité réside dans la charge utile que peut emporter le missile. L'informateur américain, qui tirait lui-même ses sources d'un rapport pakistanais, a précisé que les caractéristiques de l'engin du 25 avril ressemblent fortement à celles d'un missile soviétique de type SCUD. Mais le SCUD est un missile sol-sol qui peut transporter une tonne; or, si les Pakistanais possèdent quelques bombes A, elles sont certainement de "première génération", donc très lourdes: *Little Boy* et *Fat Man*, les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, pesaient 4,5 t l'une, 5 t pour l'autre. En 1965, les bombes A françaises pesaient encore plus d'une tonne alors que le CEA avait déjà procédé à huit explosions pour maîtriser les procédés de miniaturisation. Il est donc improbable qu'un pays qui n'a jamais réalisé de tests nucléaires soit déjà parvenu au même degré de miniaturisation. Conclusion: le Pakistan ne peut pas encore, mais pourra un jour.

Par ailleurs, Israël, l'Inde, le Brésil, la Syrie, l'Irak, l'Arabie saoudite et maintenant donc le Pakistan sont en train de modifier l'équilibre des forces à travers le monde, en se dotant de missiles balistiques qui pourraient être équipés de charges conventionnelles, chimiques et même, pour certains, nucléaires. Pourquoi? La volonté de se doter de missiles balistiques, c'est-à-dire propulsés par un

ou deux étages en dehors de l'atmosphère et suivant une trajectoire prédéterminée jusqu'à leurs objectifs, répond à des besoins militaires précis: pour les pays détenteurs de bombes atomiques ou thermonucléaires, c'est le moyen le plus sûr d'expédier leurs bombes sans interception envisageable par la défense antiaérienne ennemie.

En effet, en attendant les lasers, canons électromagnétiques, missiles antimissiles et autres projets futuristes des concepteurs de l'Initiative de défense stratégique (la "guerre des étoiles"), il est actuellement impossible de stopper un missile balistique (sauf par les défenses ABS ou Anti-Balistic Missile réparties autour de Moscou). Pour des pays comme l'Inde et Israël, dont on est quasiment certain qu'ils possèdent des bombes A, il est donc vital de maîtriser la technologie de ces missiles, seuls capables de leur assurer une véritable capacité de dissuasion nucléaire.

La même raison prévaut pour des pays comme le Pakistan qui sont au "seuil" nucléaire, c'est-à-dire ont, ou sont sur le point d'avoir la bombe et planifient déjà leur futur force de frappe sans attendre le moment où ils auront acquis la technologie de la miniaturisation.

Pour les pays enfin comme l'Arabie saoudite, l'Irak et l'Irak, qui n'ont pas encore atteint ce seuil nucléaire, deux raisons au moins expliquent leur intérêt pour les missiles balistiques: préparer le jour où ils accéderont, eux aussi, au rang de puissances nucléaires et, dans l'immédiat, se doter des seules armes capables d'aller frapper sans risques (un avion peut se faire abattre) un adversaire sur ses arrières. Et cela, soit pour y semer la terreur comme c'est le cas dans la "guerre des villes" que se livrent l'Irak et l'Irak; soit pour détruire des centres de commandement, aérodromes ou points de concentration des troupes, encore que cela réclame des missiles autrement plus précis (les missiles irakiens tombent à peu près au hasard dans un périmètre d'une dizaine de kilomètres) et une technologie

## Welcome in Turkey, Despite Old Animosity

### Refugees Strain Resources Of Their Host Nation; But Where Can They Go?

### Horrors of Chemical Warfare

By KATHRYN CHRISTENSEN

Staff Reporter of THE WALL STREET JOURNAL  
HAKKARI PROVINCE, Turkey — For thousands of desperate Kurds, the exodus from Iraq and the horror of death by chemicals end here at the Yueksekoa refugees camp.

Turkey, which for hundreds of years has resisted the idea of a Kurdish nation, is welcoming and sheltering the refugees. They promise to impose a heavy political and economic burden on Turkey. It increases with each cattle truck grinding to a halt to unload its bedraggled human cargo here.

The refugees have lost their guns but not their will to fight. Some 10,000 are here. Inside a tent, a dozen men in guerrilla khaki insist that it was a barrage of chemical bombs dropped by the Iraqi air force that drove them from their homes in Iraq.

#### The Specter of Poison Gas

"We are *Pesh Merga* [Forward to Death] fighters," says Mehmet Selman, 30 years old. "We'll only stop fighting when they have finished off the entire Kurdish nation." Vows Mecit Ibrahim, recalling the execution of women in his village. "We are ready to fight another 100 years."

Just as it appeared that Iraq and Iran might be ending their eight-year-old war, finally bringing peace to this region, Iraq has started yet another war—against its own Kurdish minority. Despite official denials, Iraq appears to be using poison gas on the Kurds, just as it did against Iranians, further raising the risk that chemical warfare will become routine in Third World conflicts.

For hundreds of years the Kurds have struggled to establish an independent Kurdistan in a territory that straddles parts of Turkey, Iraq and Iran. Like the Palestinians, the world's 20 million Kurds share a religion, a culture, a language and a passion for autonomy. Nearly half live in Turkey, which refuses even to recognize them as a distinct national minority and refers to them only as "mountain Turks." Though the Kurds outnumber the Palestinians by a ratio of 5 to 1, the Kurdish cause has attracted little global attention.

#### Bread, but Not Peace

With all its economic troubles, and its fear of Kurdish nationalism, Turkey can hardly afford to offer the Iraqi Kurds a permanent home. Yet failing to offer them sanctuary would undermine Prime Minister Turgut Ozal's carefully cultivated image as a defender of human rights. Turkey's reputation in this area is a source of concern to the government; Turkey aims to establish itself as a first-class citizen of the world in all respects. Delivering the hostile Kurds to Iraq's Iranian enemy would also jeopardize Turkey's role as a friend to both nations.

"It is only a fragile cease-fire between Iran and Iraq," says Aydin Alacakaptan, a retired Turkish diplomat. "How can we transfer the combat potential of these guerrillas from one country to another

without approval from Iraq?"

The Kurdish refugees say they are grateful for their sanctuary here. In Cigli, a Turkish village on the Iraqi border, some 19,000 have been waiting 12 days for trucks to take them to a camp. They subsist mainly on bread made from flour brought by the Turks. Only 30% of those who started the journey survived the chemical and artillery attacks along the way, says Kamiran Beryari, a 26-year-old Pesh Merga. He and others here say they will "do whatever Turkey says." But these are fighting men, who won't become passive peasants. "We are strong," Mr. Beryari says, "and we are tired and we are impatient."

In little more than two weeks, 60,000 to 100,000 Iraqi Kurds have walked across the mountains to Turkey. No one in the region disputes their accounts of gassing. "Even the birds were falling from the sky," says Mehmet Seven, a Turkish Kurd in Hakkari, capital of Turkey's most remote province. "We have seen the burned faces and arms. The Pesh Merga are here to lick their wounds, then return to fight."

#### U.S. Sanctions

Though Turkey says it has no definitive evidence that chemical weapons were used, the horror of the refugee reports led the U.S. Senate to vote last Friday to impose economic sanctions against Iraq until it stops using poisonous gas and ceases its "campaign of genocide" against the Kurds. If enacted, the bill would cut \$800 million in credits, ban the import of Iraqi



oil and require the U.S. to vote against loans to Iraq by international agencies.

None of this, however, will ease the economic burden on Turkey. Its economy is already so strained that Prime Minister Ozal faces what some characterize as a vote of confidence this month. Housing and feeding perhaps 75,000 refugees, even temporarily, seems nearly impossible.

Then there is the political problem. For years, Turkey has been struggling to control its own Kurds, estimated at 18% of its population. The addition of the Iraqi Kurds, at least 20% of whom are Pesh Merga fighting for an independent Kurdistan, could pump new vigor into Turkey's indigenous Kurdish extremists.

At the moment, however, Turkey has little choice. The Kurds say their troubles now are the worst in their history as one of the world's most luckless peoples.

For 3,000 years, they have lived in the rugged corner where Turkey, Iran and Iraq now meet. They are Moslems, early converts who produced Saladin, Richard I's foe in the Crusades. While most are Sunni Moslems, a minority adhere to the Shiite sects predominant in Iran and Iraq. Not until the defeat of the Ottoman Empire in 1918 did an independent Kurdistan seem possible. A 1920 treaty promised independence, but the treaty and the promise was scuttled three years later.

In Iraq, the Kurds continued their war for independence, helped for a time by the late Shah of Iran. But in a deal with Iraq, the Shah agreed to cut off supplies to the

Kurds in return for control over part of the Shatt al-Arab waterway between Iraq and Iran. Iraq and Turkey subsequently gave each other the right of "hot pursuit" of Kurdish terrorists into each other's territories. Turkey, which has exercised that right three times in the last four years, now has suspended the agreement.

Despite Turkey's help, many here fear that the Iraqi attacks will unite Kurdish factions and make them tougher to deal with. And without some Turkish concessions to Kurdish aspirations, it is feared, the Kurds may resort to the kind of organized terrorism sponsored by other Middle Eastern minorities.

Here in southeastern Turkey, where the largely Kurdish population is almost completely cut off from the rest of Turkey by mountain peaks some 13,200 feet high, no one yet whispers such threats. But frustration is growing.

#### 'World Has Turned Its Back'

"Why is it," asks Naif Yildiz, a Kurdish shopkeeper in Bitlis, "that the world wails over a Polish labor union but raises no voice when 50,000 Kurds are massacred?" Late at night, in the Yueksekoa refugee camp, Pesh Merga silently dab their tears when asked about their future. "A dozen Palestinians are killed, and the world sees it on television and protests," says Vahit Mustafa, who has fought Iraqis for most of his 24 years. "Our struggle is deeper than the Palestinians', but the world has turned its back on us."

Another 15,000 refugees are expected in the camp soon, and supplies already are short. Today's menu is limited mostly to beans. Inside a dark tent, Kayitan Kavas, a county commissioner, shouts into a telephone for more help. On the other end of the line, a voice promises 8,400 more blankets. Not enough, says Mr. Kavas. "The whole town has come to aid, but even that is insufficient," he says.

gun nest" with orders to fire on any headlights after dark.

Once the 60,000 refugees who crossed the border at Cukurca are relocated, the trucks will pull into the valley near Cigli to transfer the thousands waiting there. Sheepskins litter the ground where the animals the refugees brought were butchered. Branches woven into lean-tos and topped with blankets offer the only shelter. Doctors in the medical tent are too busy to talk. At least, says Mr. Beryari, the Pesh Merga, "we are safe."

But soon there will be a new enemy, the Turkish winter that brings more than six feet of snow and temperatures of 20 degrees Fahrenheit. "These people can live only another month in tents," says Mr. Seven in Hakkari. "It will be a big problem, a very big problem, to feed and take care of them."

With Turkey's \$38 billion in foreign debt, 78% inflation and 20% unemployment, the refugees could hardly arrive at a worse time. Prime Minister Ozal is putting the brakes on growth, a move that will increase hardship for Turks and erode his own popularity.

On Sept. 25, the country will vote in a referendum on whether to advance local elections to November from March. Mr. Ozal wants to get the elections out of the way as soon as possible, before he squeezes the economy more. A big loss in the local elections, whenever they are, could bring a shift in party alliances that would require early general elections.

Opponents have successfully cast the referendum issue as a vote of confidence in the Ozal government. Mr. Ozal appears resigned to losing the referendum, but will consider the defeat fixable if he matches the 36% popular vote that won him his sec-

(suite)

ond term last year.

Accepting the Iraqi refugees probably increased his support for the September vote, and his political opponents unanimously endorse the decision. But all wonder what will happen to the refugees after the election.

#### Kurdish Poverty

Erdal Inonu, leader of the biggest opposition party, says Turkey's decision to accept the refugees, "was inescapable; some

are relatives of Turks." But the financial repercussions could be significant, he adds, depending on how long they stay. "Turkey is not a rich nation, but of course," he says, "these things usually don't happen to rich countries, do they?"

The political fallout could be as costly. Though Mr. Ozal himself is said to be of Kurdish origin, and many parliamentary deputies are Kurds, the Kurdish issue is extremely sensitive.

Turkish Kurds dominate the poor and rugged southeastern quarter of the coun-

try, where per capita annual income is about \$650, half that of Turkey as a whole. Like their income, their civil rights lag behind most Turks'. Martial law was lifted in the area only a few years ago, and 30,000 Turkish soldiers and several thousand non-Kurdish police monitor all movement. Until recent years, Hakkari was Turkey's Siberia, geographic exile for officials who had fallen from favor. Kurds are officially forbidden from teaching their culture as well as speaking their language. Some of the "leftist" music popular in Istanbul is

## Cambio 16

04.1988

### INTERNACIONAL

# Genocidio químico contra los kurdos

La guerra Irán-Irak se ceba en poblaciones civiles enteras exterminadas con todo tipo de gases tóxicos

Juan Carlos Gumucio

(Beirut)

**L**AS imágenes del horror parecen viejas fotografías de las trincheras de la primera guerra mundial. Los cuerpos retorcidos, cubiertos por un polvillo blanco, los rostros de los cadáveres con los ojos desmesurados, la piel cubierta de ampollas. Vuelve a ondear al viento el gas de mostaza, el flagelo que fue luego prohibido como innecesariamente cruel. Pero ahora las víctimas son civiles e in-res. La prensa oficial de Irak ha expresado que 88 supervivientes están a la espera de una inspección.

Las acusaciones iraquíes hay que tomarlas con una buena dosis de escepticismo. Los heridos iraquíes bien podrían haber sido víctimas de sus propios gases, apuntan expertos de la guerra Irán-Irak. Basta un cambio de viento para que el gas de mostaza, el VX o gas nervioso, o cualquier otro agente químico se convierta en un arma traicionera.

Los iraquíes lo siguen negando, pero lo que han constatado periodistas y expertos occidentales es que kurdos e iraníes siguen llegando a hospitales de Teherán con heridas producidas por armas químicas, mientras la última edición de la guerra de las ciudades entra furiosamente en su segundo

cluyen mujeres, niños y ancianos. La guerra química es una pesadilla tan espantosa como la atómica. Las grandes potencias albergan toda clase de gases tóxicos y epidemias que ahora tienen que ser negociados en el contexto de la reducción de armamento nuclear y convencional que llevan adelante Reagan y Gorbachov.

**UN PUEBLO MARTIR.** Pero en los frentes de la guerra entre Irán e Irak, el gas de mostaza, convenientemente mezclado con cianuro para hacerlo todavía más siniestramente eficaz, está siendo mes. Las bajas civiles se cuentan por millares.

**FASE CRÍTICA.** El viejo conflicto, cuya estrategia de ojo por ojo, misil por misil, guía bombardeos, ofensivas y ataques contra la navegación en el golfo

utilizado para aniquilar a los kurdos, un pueblo mártir, como los palestinos o los armenios.

En la guerra química, Irak ha pasado rápidamente a la ofensiva verbal. Bagdad no sólo niega haber usado armas químicas contra kurdos e iraníes, sino que acusa a Teherán del uso indiscriminado de agentes químicos contra tropas iraquíes.

Al igual que Teherán, Bagdad ha invitado a expertos de las Naciones Unidas a constatar los atroces efectos de las bombas químicas que, afirma, Irán lanzó contra concentraciones militares. El uso de armas químicas por parte de Irak ya ha generado advertencias de que a Teherán no le faltan medios para producir armas químicas. El ministro iraní de Asuntos Exteriores, Ali Akbar Velayati, ha declarado enfáticamente que su país jamás usó ni usará armas químicas.

Por primera vez desde el estallido del conflicto en 1980, Turquía enfrenta temores de que el conflicto entre sus vecinos termine por filtrarse a su territorio. Poco después de que la aviación iraní bombardeara un puente en la frontera turco-iraquí cerca de Habur la semana pasada, Ankara advirtió que la próxima incursión sería respondida con fuego. En una declaración que procuró calmar a sus conciudadanos, el primer



El conflicto en el Golfo ha superado la guerra convencional.



(suite)

ministro turco, Turgut Ozal, declaró este fin de semana: «Nadie nos arrastrará a la guerra.»

El último espasmo de la *guerra de las ciudades* comenzó el 27 de febrero, cuando la aviación iraquí bombardeó suburbios de Teherán. Los iraníes respondieron con misiles sobre Bagdad y, para su sorpresa, Irak comenzó a disparar más de 150 cohetes tierra-tierra sobre la capital iraní.

El duelo de misiles desató importantes ofensivas en el frente norte y en las aguas del Golfo. A fines del mes pasado, la aviación iraquí lanzó un macizo ataque sobre la terminal petrolera iraní de la isla de Jark. Fue un hito en la *guerra de los petroleros*: por lo menos 46 tripulantes de dos barcos cisterna perecieron en ese ataque, que además causó graves daños al trampolín del petróleo iraní hacia el estrecho de Ormuz.

Las represalias iraníes fueron inmediatas. Sus lanchas rápidas intensificaron la guerrilla naval averiando por lo menos seis naves, una de ellas el frigorífico español *Iberia Reefer*, la tercera nave de España golpeada en el Golfo.

Contrariamente a todos los pronósticos, Irán no lanzó su largamente anunciada gran ofensiva sobre Basora. Apoyados por guerrilleros del Kurdistán iraquí, los iraníes desencadenaron más bien un avance bifurcado en la provincia de Sulemanya en el nordeste iraquí. Las fuerzas iraníes apoyadas por rebeldes del Kurdistán capturaron la ciudad de Halabja y aldeas aledañas, destrozando de hecho defensas iraquíes en las montañas del Kurdistán rebelde.

El precio fue enorme. Según Irán, bombas de base de cianuro, gas nervioso y mostaza mataron a por lo menos 5.000 personas, en su mayoría kurdos iraquíes, e hirieron a una cantidad similar. Los primeros informes de los pocos periodistas que Irán invitó el mes pasado trazan un espeluznante cuadro de muerte y destrucción en Halabja.

**JUEGOS PROHIBIDOS.** Informes de expertos occidentales del grupo *Medicina sin Fronteras* no dejan dudas acerca del uso de agentes químicos prohibidos por la Convención de Ginebra en 1925. En una declaración que irritó a Bagdad, el secretario general de las Naciones Unidas, Javier Pérez de Cuéllar, dijo la semana pasada que existía «considerable y muy seria evidencia» sobre el uso de

armas químicas por parte de Irak, que en 1984 y 1986 ya había sido condenado por esa práctica.

El presidente Saddam Hussein ha declarado que Irak no vacilará en usar «toda su potencialidad» para impedir nuevos avances iraníes y la letra fina de esas palabras sugiere que podría volver a recurrir al arsenal químico, especialmente ante nuevos avances iraníes en el norte.

Si bien la ofensiva iraní y la escalada de ataques en el Golfo hablan por sí solos de la determinación iraní de mantener la presión en todos los fren-

Con ese trasfondo, los esfuerzos diplomáticos emprendidos por la ONU pueden ser considerados —al menos por el momento— como un mero ejercicio político.

Javier Pérez de Cuéllar ha invitado a representantes de Irán e Irak para una nueva ronda de conversaciones en Nueva York, pero nadie se hace ilusiones.

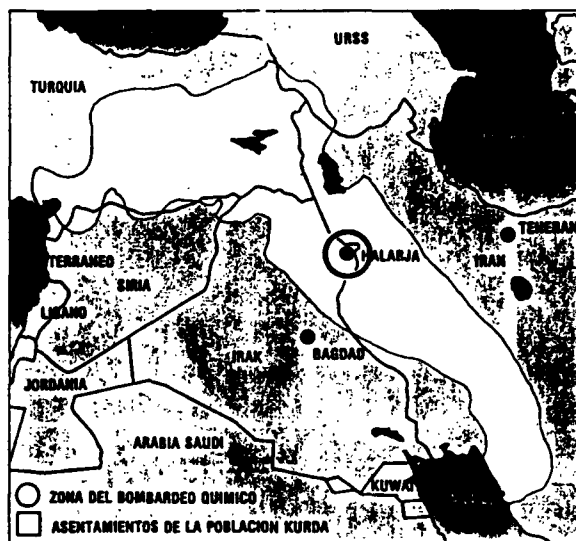
**LA UTOPIA DE LA 598.** Irán insiste en que la comunidad internacional identifique a Irak como el agresor en el conflicto antes de considerar la resolución 598 con la que el Consejo de Seguridad de la Organización de las Naciones Unidas está tratando de conseguir una tregua desde julio pasado.

La más reciente campaña de Irak ha estado obviamente orientada a aumentar la presión sobre Teherán para que acepte la resolución 598 sin condiciones. Analistas regionales creen, sin embargo, que en ese empeño Bagdad puede haber cometido un enorme error de cálculo.

Los ataques sobre ciudades (que según correspondientes occidentales en Teherán parecen haber causado al menos mil muertos en la capital iraní) y el uso de armas químicas ciertamente no mejoran la posición de

Bagdad en el concierto internacional.

Desde esa perspectiva es posible deducir que, a los efectos prácticos, a Saddam Hussein puede haberle salido el tiro por la culata. ■



tes posibles, los misiles y bombardeos químicos de Irak no dejan la menor duda de que Bagdad está decidido a mantener las hostilidades en su más pavorosa intensidad.

## Un pueblo entre dos fuegos

Perseguidos en cinco países, los kurdos son víctimas de la guerra del Golfo

**P**RIVADOS de todos sus derechos en Turquía, atacados con armas químicas en Irak, perseguidos en Irán e ignorados en el resto del mundo, los kurdos no se rinden. Su campaña lleva siglos. La larga marcha de los kurdos es una historia compleja y violenta como pocas, una cruel cronología de derrotas y traiciones que no han logrado destruir el ideal de autonomía. En la guerra del Golfo son víctimas tanto de Irán como de Irak.

Los vasos de *ayran*, ese yogurt salado, bebida favorita entre los kurdos

abstemios, llegaron a la mesa en una bandeja transportada por una mujer. Los diez comensales reunidos en la casa de un dirigente de la proscrita Unión Patriótica de Kurdistán, en el remoto pueblo de Marga, en el norte de Irak, discutían sobre política. Nadie detectó nada hasta que tres de los invitados quedaron tiesos en sus sillas.

El raticida, a base de thalium, actuó con la misma rapidez con la que la mujer, una agente del Jiraz al Rasd, el servicio secreto del Ejército iraquí, se esfumó, dejando atrás a siete kurdos

(suite)

agonizantes. El incidente ocurrió en noviembre pasado, pero salió a la luz hace poco en un informe de Amnistía Internacional que ayuda a ilustrar uno de los aspectos de la implacable campaña contra los kurdos.

La campaña antikurda iraquí es sin duda la más brutal que se libra en la zona contra un pueblo de catorce millones de personas.

Los kurdos, como los cinco millones de palestinos, quisieran vivir en su propio país, Kurdistán. Pero Kurdistán no figura en el mapa. Es una fuerte noción geográfica, étnica y cultural que abarca 74.000 kilómetros cuadrados en la zona montañosa común a Turquía, Irak e Irán y en algunos sectores de Siria y la Armenia soviética.

Atrapado en el campo de batalla entre Irán e Irak, el conflicto kurdo es una guerra en el seno de otra más grande. Es una marcha igualmente tenaz, pero más silenciosa y silenciada y ciertamente más complicada y desatendida.

Los kurdos se han convertido en soldados de conveniencia de los dos grandes antagonistas del Golfo. Los kurdos de Irak son aliados

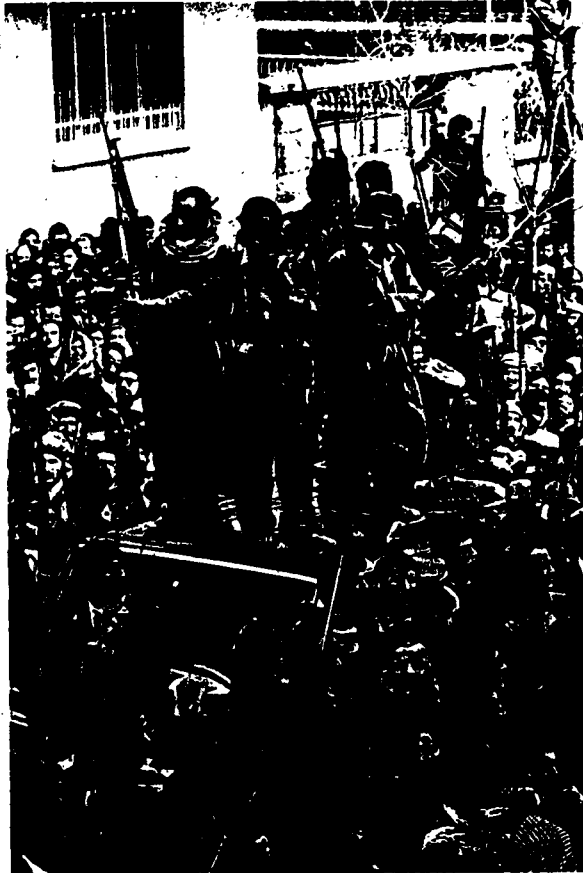
de Irán y combaten contra el régimen de Bagdad. Los kurdos de Irán reciben ayuda iraquí para luchar contra la revolución islámica.

Soliviantar a los kurdos del país vecino es un viejo juego político en una región regida por aquel axioma de que «el enemigo de mi enemigo es mi amigo».

La última partida en ese juego parece estarla ganando Irán. Con armas iraníes, los guerrilleros kurdos de Irak han logrado asestar duros golpes al régimen de Bagdad, generando al mismo tiempo un importante impacto estratégico en el conflicto.

Los *peshmergas* (los que enfrentan la muerte) sorprendieron hace algunos meses a estrategias iraquíes con macizos ataques contra instalaciones militares, petrolíferas y estaciones de radar en el norte de Irak.

El oleoducto por el que Irak exporta dos terceras partes de su petróleo vía Turquía y la importante carretera paralela son hoy blanco fácil para los obuses de 122 milímetros generosamente donados por Irán a la floreciente alianza de la Unión Patriótica de



Los kurdos se encuentran inmersos en una guerra fratricida.

Kurdistán (UPK) de Jalal Talabani y el Partido Democrático Kurdo (PDK) de Massoud Barzani, hijo del legendario general Mustafá Barzani, quizá el más famoso combatiente kurdo desde Saladín.

Esa alianza, forjada el año pasado en Teherán, ha creado una fuerza de cerca de 30.000 guerrilleros que no sólo puso fin a once años de hostilidad entre la UPK y el PDK, sino que también abrió un corredor a los aguerridos guardias revolucionarios iraníes a las montañas del norte de Irak.

**TRAMPOLIN ESTRATEGICO.** Operando detrás de las líneas iraquíes, las fuerzas islámicas del ayatola Jomeini tienen un trampolín para sus acciones 150 kilómetros dentro del territorio iraquí.

Analistas militares occidentales dicen que la nueva campaña kurda ha obligado a Irak a enviar cerca de 35.000 soldados a la zona norte.

La última idea del presidente iraquí Sadam Hussein para aplastar la guerrilla kurda es una combinación de técnicas medievales con maquinaria del siglo XX. Un diplomático occidental en

Bagdad la describe como una «*política de pacificación despiadada*». En menos de un año Hussein ha arrasado centenares de aldeas y caseríos kurdos como parte de un programa sistemático de reasentamiento de millares de familias en áreas fáciles de controlar. Esto, naturalmente, amén del constante ataque aéreo contra poblaciones *sospechosas* y el uso frecuente de armas químicas. Fuentes kurdas en Irán dicen que el empeño de Hussein ha costado la vida a millares de civiles.

Irak, por su parte, tiene su propia carta kurda en una facción del Partido Democrático Kurdo, dirigida por Abdulraman Qasemlou, que ha estado luchando contra los iraníes. Las arengas de Bagdad encuentran tierra fértil entre los kurdos de Irán, que no olvidan la *traición* de Irán desde los tiempos del sha Mohamed Reza Palhevi.

Irán tiene unos cuatro millones de kurdos que buscan cierto grado de autodeterminación. Al igual que en los tiempos del Sha, los líderes del Irán de hoy temen que una concesión hacia los kurdos, que son predominantemente sunnitas, sienta un

precedente de tratamiento extraordinario para una de las minorías iraníes. Además, Irán es consciente de que el movimiento kurdo es esencialmente nacionalista, y ello es un factor que el clero chiíta en el gobierno ve con gran recelo, pues choca con el carácter esencialmente religioso de la revolución iraní.

Confinados en las montañas del norte, los kurdos iraníes han forjado alianzas con las fuerzas izquierdistas de los muyahidines, pero con ello sólo han logrado acentuar la represión del gobierno sobre sus bases y aldeas.

La suerte y destino de los kurdos están ligados de muchas maneras a las volátiles relaciones entre los árabes de Irak y los persas de Irán, pero es sumamente improbable que saquen tajada al conflicto del Golfo.

La rebelión de los kurdos en 1970 fue uno de los factores de la guerra Irán-Irak. Fue precisamente la campaña kurda contra Bagdad lo que llevó a Irak a firmar el tratado de Argel de 1975, que dio al sha de Irán control sobre el canal de Sat al-Arab a condición



(suite)

de que Teherán cesara de apoyar a los kurdos. Cinco años más tarde, sin embargo, Hussein cambió de parecer e invadió Irán, provocando el conflicto más cruento y largo desde la segunda guerra mundial.

Pero donde la campaña kurda además de violenta es verdaderamente absurda es en Turquía.

A todos los efectos legales, los aproximadamente ocho millones de kurdos que viven esparcidos en un área de 192.000 kilómetros cuadrados en las montañas del sureste turco simplemente no existen. En Turquía, la Constitución prohíbe la lengua kurda, y la más mínima referencia a la gente y la cultura kurdas es un delito.

En Turquía, los kurdos son oficialmente definidos como «turcos de las montañas», y el que se oponga a ser asimilado y a renegar de sus orígenes arriesga la libertad y la vida.

La implacable campaña turca, basada en un recalcitrante concepto nacionalista, ha radicalizado la guerrilla hasta extremos pavorosos. Cada semana se registran choques entre guerrilleros kurdos y el ejército turco, y lo poco que se filtra a la prensa refleja, naturalmente, sólo el lado oficial. El costo de la campaña en las filas turcas es

algo que sencillamente no se discute. Muchas veces sólo se sabe de enfrentamientos cuando se realizan pomposos entierros de militares.

Hasta hace poco, los guerrilleros del temible Partido Kurdo de los Trabajadores —más conocido por sus siglas, PKK— habían extendido su control hasta el monte Ararat, considerado por algunos estudiosos como el sitio donde se posó el arca de Noé después del diluvio universal.

**GUERRA SIN CUARTEL.** La campaña del PKK es una guerra sin cuartel que se ha extendido a Europa en los últimos años. El gobierno turco presenta al PKK como una organización terrorista empeñada en el establecimiento de un régimen marxista con apoyo de la Unión Soviética y campos de entrenamiento en Siria y Líbano. La revista *The Middle East* citó en diciembre pasado informes de que asesores cubanos estaban entrenando guerrilleros kurdos en el valle de la Bekaa y que Siria se había convertido en un importante refugio de miembros del PKK buscados en Turquía y otros países.

Encabezado por Abo, Abdula Ocalan, el PKK promueve la lucha armada contra «la ocupación turca de Kur-

distán» y contra todos aquellos que apoyan «el feudalismo turco».

El PKK tiene una larga historia de violencia y atrocidades. Kurdos pagados por el gobierno para defender sus aldeas de ataques guerrilleros son las principales víctimas de la implacable política de escarmiento del PKK.

El verano pasado, guerrilleros kurdos cometieron masacres en los pueblos de Pecenek, Yuvali y Pinarçik, en la provincia de Mardin. Pero en un país donde hay millares de kurdos encarcelados, algunos por el único delito de hablar en kurdo, la campaña del PKK no es del todo aborrecida, especialmente en los sectores más empobrecidos.

La represión turca es una bendición para Bagdad, que en 1983 firmó un acuerdo autorizando *raids* turcos contra guerrilleros kurdos dentro del territorio iraquí. Pero ni esa conjunción de fuerzas parece haber hecho mella a la campaña kurda. Explotados por vecinos en guerra, debilitados por luchas internas y aislados de la gran ecuación política regional, los kurdos siguen aferrados a sus montañas, combatiendo contra el enemigo de turno, pues la guerra es para los kurdos una cuestión de supervivencia.

J. C. G.

## La guerra desangra el Kurdistán turco

1.500 muertos desde el inicio de la lucha, en 1984

EL PAÍS, martes 24 de mayo de 1988

HAYRI KORAY, Ankara

Los ataques armados de la guerrilla kurda y los enfrentamientos con las fuerzas de seguridad, que se han multiplicado con la llegada de la primavera, *prometen* incrementarse en los próximos meses en el este y el sureste de Turquía. Se trata de una plaga que desangra la región y que no parece tener un final próximo, como testimonia el balance no oficial: cerca de 1.500 víctimas mortales entre militares, policía, civiles y rebeldes kurdos, desde que empezaron las acciones de la guerrilla independentista, en agosto de 1984.

Para el *militar vestido de civil*, el presidente Kenan Evren, autor del golpe de Estado de 1980, y para el primer ministro, el conservador Turgut Ozal, Turquía no verá revivir jamás el terrorismo de derecha y de izquierda que causó cerca de 5.000 muertes entre 1976 y 1980, pero el clima de guerra que reina en el sureste del país desmiente cada día a las autoridades, que se empeñan en declarar que el país se mece en "la estabilidad" y que "reina la seguridad".

El enfrentamiento del pasado 14 de mayo en la provincia de Mardin (al sureste del país), que se saldó con la muerte de siete rebeldes independentistas kurdos y de un militar, ha sido uno de los más importantes de los 12 choques armados que enfrentaron a las fuerzas del orden y las guerrillas del Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK, marxista-leninista) desde el levantamiento de la ley marcial en Anatolia oriental, el pasado 19 de julio. Los últimos enfrentamientos son reveladores de que

los dos campos están determinados a librar un combate sin piedad en los próximos meses.

Desde julio pasado, las ocho provincias de Anatolia oriental (Bigol, Diyarbakir, Elazig, Hak-kari, Mardin, Tunceli, Siirt y Van), con población mayoritariamente kurda, y en las que el PKK es muy activo, se encuentran en estado de emergencia.

El enfrentamiento más cruento se produjo el pasado 1 de abril cerca de Nusaybin y Midyat, en la provincia de Mardin, donde hallaron la muerte 20 rebeldes kurdos y tres militares. Para vengar las muertes de sus miembros, el PKK asesinó el 10 de mayo a 26 civiles en esta misma región.

### Nueve millones

Llamados durante mucho tiempo "turcos de las montañas" por el Estado, actualmente el Gobierno de Ankara reconoce con desgana que los ciudadanos kurdos viven en esta región y se habitúa cada vez más a convivir

con el problema kurdo. Entre ocho y nueve millones de kurdos (sobre 52 millones de habitantes de Turquía) viven en esta región.

Una crisis de confianza reina entre ambas partes. El Estado turco ve en los kurdos a cómplices de los rebeldes y colaboradores en potencia. Durante largo tiempo abandonados a su destino, considerados ciudadanos de segunda clase y oprimidos, la mayor parte de los kurdos no cree ya en el Estado turco. No es partidaria de la creación de un Estado kurdo independiente. Quiere que sus condiciones de vida mejoren, que el clima de inseguridad que reina en la región termine y que el Estado cumpla su palabra y la proteja de los ataques sangrientos del PKK, que costaron la vida a cerca de 500 civiles en cuatro años, de los cuales la mayor parte son mujeres y niños kurdos.

La mayor parte de esta población parece haberse distanciado de los rebeldes —orientados decididamente hacia acciones terroristas como secuestros y ase-

sinatos de civiles— sin por eso simpatizar con el Ejército turco.

Pero la lucha contra los terroristas kurdos no es fácil en esta región de montañas áridas surcadas por numerosas grutas y recovecos donde pueden esconderse fácilmente los rebeldes. Sólo las Fuerzas Especiales de Operaciones Antiterroristas de la policía turca, desplegadas hace un año en las provincias orientales, son capaces de llevar a cabo un combate eficaz con la guerrilla, ya que los inexpertos soldados del Ejército son impotentes ante la *profesionalidad* de los separatistas.

Para coordinar más efectivamente las fuerzas del orden, Ozal nombró el año pasado un *super-gobernador* para el sureste del país, que controla las ocho provincias sometidas al estado de urgencia, llamado también "estado de sitio de los civiles".

# amnesty international

## IRAQ

### ORAL STATEMENT TO THE UNITED NATIONS SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF MINORITIES

AUGUST 1988

SUMMARY

AI INDEX: MDE 14/05/88

DISTR: SC/GR/CO

Amnesty International presented its concerns about human rights violations in Iraq in an oral statement delivered before the 40th Session of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities during the discussion of Agenda Item 6 on 17 August 1988.

Amnesty International drew the attention of the Sub-Commission to what it believes to be a systematic and deliberate policy on the part of the Government of Iraq to eliminate large numbers of Kurdish civilians, both as punishment for their imputed political sympathies and in retaliation for the activities of opposition forces. The statement referred to a number of incidents which had taken place in the northern Kurdish region of Iraq since 1985 in which unarmed civilians, including women and children, were the victims of deliberate killings by government forces. Amnesty International concluded by urging the Sub-Commission to seek to ensure that appropriate and effective action is taken by United Nations human rights bodies to encourage Iraq to abide by its international obligations and to guarantee the full protection of fundamental human rights to all its people.

On 18 August 1988, the observer delegation of Iraq at the Sub-Commission exercised the right of reply under Rule 69 of the Rules of Procedures in response to references to Iraq made by non-governmental organizations and members of the Sub-Commission. Attached to this document is the text of the Iraqi delegation's response.

This summarizes an eight-page document, Iraq: Oral Statement to the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, AI Index: MDE 14/05/88, issued by Amnesty International in August 1988. Anyone wanting further details on this issue should consult the full document.

#### HUMAN RIGHTS VIOLATIONS IN IRAQ

Mr Chairman,

Careful scrutiny by the United Nations of the human rights situation in specific countries with a high level of grave violations of human rights can be crucial to re-building respect for and ensuring the greater protection of fundamental human rights and to preventing further deterioration in an already serious situation.

Recently the Commission on Human Rights has refrained from undertaking specific monitoring of countries not already on its agenda. As a result, countries where egregious and flagrant human rights abuses persist have never been the subject of any special attention - despite the often overwhelming evidence of such abuses from a number of sources, including the Commission's own thematic monitoring mechanisms. We believe that this represents a serious gap in the existing framework for the international protection of human rights.

Mr Chairman, one of the great strengths of the Sub-Commission has been its role in identifying such gaps - both normative in the field of standard setting and substantive in the machinery of implementation. The Commission on Human Rights, in its Resolution 1988/43, has welcomed this special contribution of the Sub-Commission. In that resolution the Commission stressed the "valuable role" that the Sub-Commission can play "in initiating new developments in the field of human rights", inviting it to give due regard to such developments and to concentrate "on those specific human rights issues on which it can make a distinctive contribution". We consider that the Sub-Commission can - as it has in the past - make a significant contribution to the Commission's work by helping to identify situations which merit the Commission's attention.

It is in this context that we wish to draw the attention of this Sub-Commission to a situation which Amnesty International believes deserves urgent scrutiny. This is the persistent and shocking level of human rights abuses that continue to occur in Iraq. While this is not the only country where Amnesty International currently has a serious and high level of concerns, we believe that the gravity of the situation in Iraq demands immediate attention particularly in view of the recent political developments concerning the Iran/Iraq conflict. Amnesty International has already communicated information on Iraq to the United Nations Secretary-General but our statement today contains additional more recent information that goes beyond that contained in our earlier communication and merits the Sub-Commission's consideration under this agenda item.

Mr Chairman, Amnesty International welcomes the proposed ceasefire and the steps being taken towards a peaceful settlement of the Iran/Iraq conflict. The Security Council and the Secretary-General have played a key role in the negotiations and the United Nations will continue to be closely involved in the implementation of the peace plan. It is therefore, particularly important at such a time of transition that careful attention is given to the protection of human rights and to the prevention of further violations.

Serious human rights problems persist in both countries. The Commission on Human Rights properly maintains special scrutiny of the human rights situation in Iran by means of its Special Representative. The situation in Iraq has not been similarly examined despite the fact that all three of the Commission's so-called theme mechanisms - the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances and the Special Rapporteurs on summary or arbitrary executions and on torture - have repeatedly drawn attention in their reports to allegations of violations within their mandates occurring in Iraq.

Amnesty International has over a number of years continued to receive disturbing reports of widespread deliberate killings of unarmed Kurdish civilians by Iraqi government forces and of the mass execution of political prisoners without prior legal proceedings. Such killings appear to have continued unabated. In this statement Amnesty International wishes to draw the attention of the Sub-Commission to what it believes to be a systematic and deliberate policy on the part of the government of Iraq to eliminate large numbers of Kurdish civilians, both as punishment for their imputed political sympathies and in retaliation for the activities of opposition forces.

Large numbers of unarmed Kurdish civilians, including women and children, wounded as a result of chemical attacks by government forces in 1987 and earlier this year were reported to have been detained and that many were subsequently executed. In March this year, several hundred people, perhaps as many as four hundred, were said to have been apprehended as they made their way to the city of Sulaimaniya to seek medical treatment for wounds inflicted by Iraqi forces using chemical weapons. They were reportedly taken to the military garrison of Tanjaro, located 4 kms. outside the city, and executed by firing squad on 2 April.

In another incident in mid-April 1987, following a chemical attack on the Balisan Valley in Arbil province, some 360 people from the village of Shaikh Wasanan, wounded as a result of the attack, were transferred to Arbil's hospitals for treatment. According to accounts received by Amnesty International, including one from an eye witness, the victims were denied medical treatment and were transferred by the security forces to a detention centre in Arbil. They reportedly "disappeared" several days later after being transferred to an unknown destination outside the city. Their fate and whereabouts remain unknown, and it was alleged that they may have been executed. Amnesty International has received the names of 48 of the victims.

Over the years, Amnesty International has documented many such incidents of deliberate killings which could not be attributed to fighting. In October 1985, over 300 Kurds were reported killed in the cities of Sulaimaniya and Arbil following the killing of two army officers by opposition forces. Some of the victims were arrested, lined up and shot. Others were allegedly buried alive, or died when troops fired directly into crowds of demonstrators. More recently, an estimated 100-150 Kurds, including women and children, were said to have been summarily executed following house-to-house searches in the village of Jiman, Kirkuk province, in November 1987. Jiman is one of hundreds of Kurdish villages declared by the authorities since March 1987 as 'prohibited for reasons of security' and whose inhabitants have been forcibly resettled. The village was bombarded after its inhabitants had returned there, having earlier been evicted.

Amnesty International believes that government forces deployed in northern Iraq have for many years enjoyed wide powers to take punitive measures, including by summary execution, against Kurdish civilians in retaliation for attacks perpetrated by opposition forces. In April 1986, for example, 15 students were arrested and summarily shot in public in Arbil, and in May 1987, eight civilians were similarly arrested and publicly executed in Sulaimaniya in retaliation for such attacks. Civilians suspected of supporting or sympathizing with the opposition have been arrested and in a number of cases executed without trial. Relatives of suspected opponents have also been the target of such violations. Detainees have been executed en masse in prisons without prior legal proceedings, or after having been sentenced to terms of imprisonment. Amnesty International has the names of 46 Kurds, among them eight children, who were among some 150 prisoners reportedly executed in Abu Ghraib Prison in Baghdad in the last two days of December 1987. Kurdish opponents have died in custody as a result of torture, while others are said to have been poisoned by government agents. The fate of several thousand Kurds, reported to have "disappeared" following their arrest in 1983, remains unknown. Amnesty International has regularly submitted details of these abuses to the Commission's "theme" mechanisms as well as raising them with the Government of Iraq, which has generally dismissed such allegations but acknowledged a number of executions.

Mr. Chairman, it is to be hoped that the war between Iraq and Iran is about to end. However, there are grave fears that in the aftermath of the war a further significant deterioration in human rights could occur in Iraq if the government takes further action against its internal critics and opponents. Consequently, Amnesty International feels strongly that there will be a need for close monitoring of the situation. Recent years, and particularly recent months, have seen the most deliberate and systematic killing of Kurds, notably unarmed civilians. A number of instances when Iraqi forces repeatedly used chemical weapons in the Kurdish region, ostensibly for military purposes, suggest strongly and clearly the existence of such a government policy. The killing of an estimated 5,000 civilians following a chemical attack on the town of Halabja in March, as well as the killing of hundreds of others in similar attacks reported since April 1987, speaks for itself. The most recent attack of this kind was reported to have taken place earlier this month.

Mr Chairman, these abuses must no longer go unnoticed and unchecked by the international community. The United Nations has a special responsibility to ensure that, as peace negotiations seek to resolve the external conflict, this does not result in a further deterioration of human rights inside Iraq. We urge this Sub-Commission to seek to ensure that appropriate and effective action is taken by UN human rights bodies to encourage Iraq to abide by its international obligations and to guarantee the full protection of fundamental human rights to all its people.

STATEMENT DELIVERED BY THE OBSERVER DELEGATION OF IRAQ AT THE 40TH SESSION OF THE UNITED NATIONS SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF MINORITIES DURING THE DISCUSSION OF AGENDA ITEM 6. (Geneva, 18 August 1988).

[Original statement in Arabic; unofficial translation by Amnesty International].

Mr. Chairman,

My delegation takes this opportunity to speak for the first time before the Sub-Commission in order to congratulate its members on their

---

election, and particularly the members of the Sub-Commission's Bureau under your leadership. We are confident that your direction of this session will constitute an important step towards the consolidation and protection of human rights in the world.

Mr. Chairman, my delegation listened with interest to the interventions of various non-governmental organizations which have dealt with the so-called human rights situation in Iraq.

Mr. Chairman, before replying in detail to the information and allegations made by these organizations, my delegation wishes to bring to the attention of the experts on the Sub-Commission and to stress two fundamental points:

First: the principal task of the Commission on Human Rights and of the Sub-Commission is the consolidation and protection of human rights in the world. Peace is regarded as a fundamental human right, and war by its very nature is a violation of human rights. War will inevitably have negative consequences for human rights no matter how far the state concerned strives to protect these rights in time of war.

My country has done its utmost in striving to adhere to its international obligations in accordance with international human rights treaties even during the war which has lasted eight years. Iraq has not suspended the application of the International Covenant on Civil and Political Rights, as provided for in Article 4 of the Covenant.

Iraq has also presented during the war regular reports on the application of the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination. These reports have earned the approval of the committees which discussed them.

Iraq has also affirmed its positive cooperation with the Centre for Human Rights, the Special Rapporteurs and the Working Groups, and provided them with the information requested, just as it has cooperated with international non-governmental organizations, among them Amnesty International.

At the same time as striving to guarantee human rights, [Iraq] was defending its sovereignty against the enemy for eight years, and has responded to the international will for peace since this is one of the fundamental human rights.

Mr. Chairman, the second fundamental point which my delegation wishes to raise is the importance of the non-politicization of the discussions and resolutions of the Sub-Commission, as many experts on the Sub-Commission stressed at the start of this session.

What we mean by non-politicization is that the Sub-Commission should refrain from dealing with issues put forward with a political motive or which may be used for purely political ends.

If we return, Mr. Chairman, to the interventions of some organizations which made reference to Iraq, we note with regret that one of these organizations, which enjoys a wide reputation, has gone down a clearly political path on more than one occasion in its statement. For the statement said that the human rights situation in Iran has been dealt with by the United Nations through a Special Representative of the Secretary-General, whereas the human rights situation in Iraq has not been similarly examined. This indicates very clearly that the aim behind this is political, and is intended to create a political balance and not to defend human rights.

This organization then concludes by saying that the human rights situation in Iraq will not improve once the war comes to an end, but on the contrary it will be aggravated. This expectation on the part of the organization is an expression of a preconceived judgement, reflecting a biased political position and lacking in objectivity. We wonder how it is possible for the human rights [situation] in a country at war to be better than it would be in time of peace. No, these two examples convince us that behind these allegations are clear political aims which have lost this organization lose its credibility.

Mr. Chairman, through this introduction my delegation wished to draw the attention of the experts on the Sub-Commission to the atmosphere which prevails in the United Nations and which the whole world welcomed following

---

---

negotiations between Iraq and Iran to achieve peace in accordance with Security Council Resolution 598 of 20/7/1987.

It is essential that all organs and committees of the United Nations work to support this positive atmosphere in order to bring about peace, to avoid anything that may be aimed at obstructing this [process] by whatever means, which would have negative results for peace since this is one of the fundamental human rights, and not to be dragged along behind political motives which bear no relation to human rights.

Mr. Chairman, as for the allegations mentioned in the interventions of some organizations, these are not new to my delegation for they have been responded to in the last session of the Commission on Human Rights. Detailed responses have also been submitted to the Centre for Human Rights.

What is new and noticeable in this matter are the allegations relating to the use of chemical weapons in the Iraq-Iran war, and particularly in the town of Halabja.

Mr. Chairman, my delegation brings to the attention of the experts on the Sub-Commission that the issue of the use of chemical weapons in the war is within the competence of the Security Council and the Committee On Disarmament at the General Assembly.

With respect to the town of Halabja, my delegation makes clear that this town was the site of military operations, and that it was occupied during these operations by Iranian troops which used various weapons, including chemical weapons, against its Iraqi civilian inhabitants. It is natural, then, that these statements should have been addressed to the aggressors which occupied the town and violated every single article of the United Nations Charter.

My delegation will not go into further detail as it does not wish to occupy the Sub-Commission with a matter which falls outside its competence.

However, Mr. Chairman, my delegation wishes to question the experts on the Sub-Commission on a legal point: if international humanitarian law and the humanitarian aspects relating to the victims of war constitute the basis on which the issue of the use of chemical weapons in the war is raised, then one should not raise certain subjects while ignoring others, because international humanitarian law is an indivisible whole.

From this premise, we seek clarification from you and from some non-governmental organizations, what is the importance of the Third Geneva Convention Relative to the Treatment of Prisoners of War and the Fourth Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War, as well as other conventions applicable in time of armed conflict?

We put this question before the experts. If they decide to examine any issue relating to international humanitarian law or to the victims of war, my delegation would be obliged to open the file of the victims of war in its entirety and without excluding [any issue], particularly the question of the prisoners and their treatment and the civilian victims of the rocket attacks, because international humanitarian law is indivisible and these matters cannot be examined in a selective manner.

Mr. Chairman, my delegation concludes this statement by affirming [its] responsiveness to the international will for peace since this is one of the fundamental human rights. Let us all cooperate in order to bring about total and lasting peace, and remain aware of anything which may obstruct the peace negotiations due to be held at the United Nations headquarters in Geneva within seven days from today.

Thank you, Mr. Chairman.

### Turkey Signs Conventions Against Torture; Reports of Torture Continue

In January 1988 Turkey signed both the European and the United Nations conventions for the prevention of torture. Both conventions hold the potential for significantly affecting the practice of torture in Turkey. The European Convention provides for visits to a signatory country by a committee that has the authority to inspect police stations as well as civilian and military prisons when allegations of torture have been made. The investigating committee can also take testimony from individual prisoners and others. On a two-thirds vote, the committee could make public its findings.

In February the Turkish Parliament ratified the European Convention, making Turkey the first country to adhere formally to the Convention. The European Convention will not take effect, however, until ratified by additional member states.

On April 21, 1988, the Turkish Parliament ratified the United Nations Convention. The U.N. Convention sets up a Committee Against Torture which has the power to investigate complaints of torture from individuals or from other states. A member state, however, must specifically recognize the competence of this committee to investigate allegations against it; Turkey has not yet done this. The U.N. Convention has been signed by more than twenty member states, and is in effect now.

Meanwhile, Helsinki Watch continues to receive reports of torture by Turkish security forces and police. In December 1987 Amnesty International reported that torture continued unabated in Turkey; in January 1988 Amnesty reported that in April 1987 Turkish security forces had repeatedly tortured four young Anatolian boys with electric shocks to the mouth in response to Kurdish guerrilla activity in eastern Turkey. On December 29, 1987, torture was the subject of a debate in the Turkish Parliament; opposition members of Parliament accused the government of not taking measures to stop torture. Recently, Social Democratic Peoples' Party (SHP) officials in Siirt in southeastern Turkey reported that 57 people, including eight SHP members, had been detained and tortured for sixteen days by security forces in January 1988.

### Hunger Strikes in Prisons

Inmates in Diyarbakir Prison in southeast Turkey went on a hunger strike in February 1988 to protest prison conditions and, for the first time, to protest the outlawing of the use of the Kurdish language by prisoners and their families and lawyers. Reports reaching Helsinki Watch indicated that all 2,000 prisoners took part. At least one inmate, Mehmet Emin Yarus, died as a result of the hunger strike in Diyarbakir Prison. The hunger strike spread to prisons in Mersin, Sagmalcilar, Edirne, Bursa, Aydin and Malatya prisons.

Family members of prisoners and two members of Parliament, Adnan Ekmen and Mehmet Alniak, joined in the strike, supporting the prisoners. The hunger strikes received a good deal of publicity and the government responded by meeting a number of the prisoners' demands. Prisoners in Diyarbakir then called off the strike, which had lasted about 16 days. Press reports indicate that prisoners will now be allowed to speak in Kurdish with relatives and lawyers, an extraordinary development. In addition, prison visits have been extended from 30 minutes to an hour; prison uniforms will no longer be required; telephone booths will be installed so that prisoners can call their families; prisoners will be allowed to receive more pocket money from relatives. If these reforms are indeed carried out, conditions in prison will improve considerably. However, recent reports of hunger strikes in Sanliurfa and other prisons in April which were joined by 48 SHP member in Diyarbakir indicate that problems continue. In addition, eight family members of prisoners went on trial in April in Canakkale for staging hunger strikes in support of their relatives.

### Freedom of Association

A highly restrictive Law on Associations has been in effect in Turkey since October 4, 1983. Associations must have permission from the Ministry of the Interior to operate, and are strictly limited in the goals and activities they can pursue. No association is allowed to engage in political campaigns or to support parties.

In practice, the situation of associations varies. Some new associations have been allowed to open, while

---

others, although continuing to function, have seen members prosecuted for association activities. A Turkey-Greece Friendship Association was permitted to hold meetings in March, and a Turkish-Greek Business Council was permitted to form in the same month.

The Human Rights Association (HRA) continues its activities -- issuing statements, holding news conferences, and, on occasion, conducting demonstrations. In December 1987 it held a two-day conference on human rights in Ankara. During the same month, two rallies were held in Istanbul, one by the HRA and one by the Association of Families of Detainees and Convicted Prisoners (TAYAD -- see below), seeking freedom for political prisoners and protesting torture. A few days later the public prosecutor launched an investigation of the Istanbul HRA. Chairman Emil Galip Sandalci and six other board members were questioned about slogans shouted during the HRA's rally that had not been cleared ahead of time with authorities. On January 28, 1988, a trial of several HRA officials began in a criminal court in Istanbul. On February 17, 1988, three members of the Istanbul HRA were sentenced to three-month prison terms for having collected signatures for a general amnesty campaign; in addition, the public prosecutor opened a new legal proceeding against two leading members of the association.

In December the Ankara HRA was investigated for issuing a "communique" without prior permission; HRA officials described it as a press release. During the same month, the HRA presented to Parliament a petition with 130,000 signatures asking for a general amnesty and an end to capital punishment. The HRA noted that 250,000 people have been detained by police since the 1980 military coup.

In February 1988 the HRA held a news conference in Ankara on the situation in Diyarbakir Prison and described the conditions that the prisoners wanted changed. On February 5, 1988, five members of the Ankara HRA received three-month sentences for distributing leaflets.

TAYAD has been increasingly active, holding press conferences and demonstrations and submitting to Parliament a petition signed by 25,000 people asking an end to torture and ill-treatment in prisons. Seven leaders of TAYAD were brought before a State Security Court in Istanbul in February in connection with activities undertaken by the association; each faces the possibility of a prison term of up to three years.

In other freedom of association developments, the Ankara governor's office refused in December 1987 to allow an SHP group to hold a protest march about the high cost of living. On February 11, 1988, 24 university students were arrested for taking part in a rally to protest Israel's actions toward Palestinians. On March 9, 1988, police refused to permit a student demonstration in Ankara about the arrest of students in other parts of the country.

## Freedom of the Press and Publishing

Minister of Justice Oltan Sungurlu announced in January 1988 that the Justice Ministry was preparing a draft bill that would provide a fine of five to ten million Turkish lira (approximately \$5,000 to \$10,000) for the publication of "false news" (not defined in the bill); he said the government was still considering whether to add a possible prison sentence as well. A number of journalists, writers and others protested the draft bill. As of this writing, it has not yet been introduced in Parliament.

Meanwhile, journalists, writers and publishers continue to be investigated and tried for writings, both old and new. A few examples from the many accounts we have received will illustrate the kinds of problems involved.

- On December 14, 1987, authorities confiscated newsstand copies of the weekly magazine, *2,000'e Dogru*, on charges that the cover story "incited people to hatred and animosity toward each other by emphasizing regional differences." The articles described secret government documents written in the 1970's that distinguished Kurdish tribes by how loyal they were to the Turkish government. Editor Fatma Yazici has been convicted and sentenced to prison terms for two earlier articles in *2,000'e Dogru*: one year for an article about the prophet Mohamed, and one year and four months for a piece on President Kenan Evren's purchase at an unusually low price of an apartment for his daughter. Both cases are on appeal.
- On January 19, 1988, Aziz Nesin, a humorist and writer who chairs the Turkish Writers' Union; Mehmet Ali Aybar, former chair of the defunct Workers' Party of Turkey; and Fatma Yazici, the editor of *2,000'e Dogru*, were charged with "attempting to weaken and destroy national feelings by means of publication" for statements on the Kurdish issue published in a recent issue of *2,000'e Dogru*. All three face possible prison terms of up to fifteen years.
- On January 20, 1988, economist Arslan Baser Kafaoglu, journalist Emil Galip Sandalci, publisher Ragip Zarakolu, Arslan Kahraman and Adnan Aktas were charged in a criminal court in Istanbul with giving support to a leftist organization and making communist propaganda in articles that appeared in the daily *Demokrat* before the 1980 coup. Each could be sentenced for as long as ten years. The *Demokrat* was shut down by the military eight years ago.
- A State Security Court confiscated two issues of *Yeni Demokrasi* on January 26, 1988, on charges that they contained communist propaganda.



The Law to Protect Minors, an obscenity law that went into effect in March 1986, has resulted in fourteen newspapers receiving very heavy fines, totaling about seven million U.S. dollars. The heaviest fines have gone to the Turkish edition of *Playboy*, which has been fined eleven times for a total of 3,946,054,160 Turkish lira (about \$4 million).

Books, too, have been affected by this law. At the beginning of April 1988 a novel by Asmet Altan, published by Erdal Oz, was confiscated. Author Pinar Kur has been charged with obscenity for two novels; she was acquitted in March 1988 on *The Woman to be Hanged*, but the case based on *Unending Love* is continuing.

Books continue to be banned for political reasons as well. In November 1987 the National Education Ministry banned from public schools Moliere's *Le Bourgeois Gentilhomme*, Voltaire's *Candide*, and Camus's *La Peste*, on the ground that they contain anti-Turkish or anti-ethnic statements.

In January 1988 authorities in Izmir distributed to librarians and book stores a new list of 2,028 books which cannot be sold or distributed. The list contains the works of many famous Turkish and foreign authors, poets, political leaders and scholars; it includes Albert Einstein's *Theory of Relativity*. On January 11, 1988, the daily *Cumhuriyet* reported that 440 different publications had been banned by the Turkish government since the 1980 coup. The list included 195 books, 106 periodicals, 46 pamphlets, 22 newspapers and other publications.

## Two Returning Communist Leaders Imprisoned

Haydar Kutlu, general secretary of the outlawed Turkish Communist Party (TKP), and Nihat Sargin, general secretary of the Turkish Workers' Party (TIP), returned to Turkey in December after seven years of exile in Western Europe and were detained by police at the Ankara airport. Before Kutlu and Sargin returned to Turkey the TKP and the TIP had joined together in Turkey to create the United Communist Party of Turkey (TBKP). Kutlu and Sargin said they were returning to Turkey to establish the party legally in Turkey. Both men are in Ankara State Prison; both allege they have been tortured. The Public Prosecutor has denied the use of torture. Two lawyers who represented the men, Rasim Oz and Attila Coskun, were detained by police for two days after meeting with their clients for the first time.

In March Kutlu and Sargin were formally indicted and charged with committing a constitutional crime by leading two illegal parties; the prosecution has asked 66-year sentences for each. The cases are being closely watched by European Parliamentarians, some of whom accompanied the men on their return to Turkey.

## Socialist Party Established and Promptly Shut Down

In another development relating to political freedom, a socialist party was established by 84 people on February 1, 1988; two weeks later a public prosecutor moved to shut it down.

## Security Investigations

In March 1988 Prime Minister Turgut Ozal, in a welcome development, announced that the National Intelligence Organization (MIT) would no longer carry out security investigations on Turks other than high-ranking officials. SHP leader Erdal Inonu had said in December 1987 that security files had been opened on close to one million individuals, including writers, university professors, students and others. Because of negative information in the security files, about 300,000 Turks have reportedly been denied passports and, therefore, the right to travel.

## The Kurdish Minority

A guerrilla war continues unabated in southeastern Turkey, and a state of emergency still exists in eight provinces in the area, as well as in Istanbul. The separatist terrorist organization, the Kurdish Workers' Party (PKK), continues to attack and kill security forces and civilians, including children. Security forces respond by killing, capturing and arresting PKK terrorists and arresting hundreds of peasants who they believe are helping the terrorists. Government forces killed 20 terrorists in an eight-hour battle in Mardin in March; three military men also died in that action. More than 950 people (civilians, soldiers and terrorists) have been killed in the fighting in southeast Turkey since 1984.

The Kurdish issue, long prohibited from any public discussion, is beginning to be discussed more openly in Turkey. In a hard-hitting and highly unusual speech, Istanbul Member of Parliament Mehmet Ali Eren of the SHP discussed the Kurdish issue on the floor of Parliament on January 19, 1988. Eren said:

Parliament must overcome this taboo [on discussion of the Kurdish question]. The Kurdish problem should be dealt with in all its facets, realistic solutions proposed, and debated in detail. ... So far realistic approaches to the issue have not been forthcoming and the existence of Kurds has been continually denied. These fellow countrymen of ours have always been viewed with

suspicion and subjected to political and economic policies not implemented elsewhere in the country. The region has been kept undeveloped and people have been banned from speaking and writing in their native language. The population is held responsible for even the simplest of offenses. Whole villages are detained, mistreated and tortured, including women and children and without differentiating between old and young. Assimilation is being pursued at a frantic pace ... people are unable to freely name their children. The regional governor's office is dividing citizens into the suspicious and the trusted and is arming various tribes. A new security system is being imposed on the population under the name of village guards and people are being pressured to provide security for themselves. *Cumhuriyet*, January 20, 1988

Eren also criticized the brutal treatment meted out to the Turkish minority in Bulgaria and the mistreatment of Greece's Turkish minority. Throughout the speech parliamentarians belonging to the ruling Motherland Party and other rightist parties continually objected and, at one point, started beating on their desks as a sign of protest.

In a speech in Parliament on January 26, 1988, SHP leader Erdal Inonu defended Eren, but criticized his use of the term "national minority" in describing the Kurds. Inonu asked that Eren be disciplined by relevant organs of the party and that his punishment be restricted to a warning and criticism of his speech. The matter was not, however, forwarded to the party's disciplinary committee. In early February Parliament invoked Article 83 of the Constitution and prohibited Eren from repeating portions of his speech outside Parliament. The SHP has formed a commission on the East.

In other developments in the Kurdish situation, a number of articles on the Kurds have been published in *2,000'e Dogru*, *Yeni-Gundem* and other publications, leading to more public discussion. Unfortunately, as noted above, several issues of these magazines have been confiscated as a result and writers and editors prosecuted. The Kurdish issue clearly continues to be an extremely sensitive one for the Ozal government.

*News From Turkey* is a publication of the U.S. Helsinki Watch Committee, a non-governmental organization founded in 1979 to promote domestic and international compliance with the human rights provisions of the 1975 Helsinki accords. The Chairman of Helsinki Watch is Robert L. Bernstein; its Vice Chairman is Alice H. Henkin; its Executive Director is Jeri Laber; its Research Director is Catherine A. Fitzpatrick; its Washington Representative is Holly J. Burkhalter. The editor of *News From Turkey* is Lois Whitman, attorney and consultant to Helsinki Watch. Helsinki Watch is affiliated with Human Rights Watch.

#### Recent Helsinki Watch Publications about Turkey:

*Destroying Ethnic Identity: The Kurds of Turkey*, March 1988, 77 pages. \$6.00.

*State of Flux: Human Rights in Turkey*, December 1987, 159 pages. \$8.00.

*Violations of the Helsinki Accords: Turkey*, November 1986, 91 pages. \$8.00.

*Freedom and Fear: Human Rights in Turkey*, March 1986, 122 pages. \$6.00.

# DIRITTI dei Popoli

Mai 1988

## I kurdi: una nazione dime

Più di venti milioni di persor in un territorio di oltre 500.000 kmq, i kurdi non hanno avuto visto riconosciuta la propria identità nazionale. La separazione fra cinque stati, le divisioni al loro interno, le manovre strumentali dei governi rendono difficile la loro lotta, soggetta da decenni ad una repressione feroce.

di Mauro Rosi



# Il popolo che non esiste

## I kurdi di Turchia fra repressione e lotta di liberazione

Dieci milioni, secondo stime del governo di Ankara; quattordici milioni, secondo i dati dell'opposizione: i kurdi vivono in Turchia come in una vera e propria colonia, dalla quale gli occupanti ricavano forza lavoro, mais e petrolio a buon mercato.

L'imposizione di questa spartizione diseguale, che da Mustafà Kemal in poi ha caratterizzato tutta la storia politica della Turchia moderna, viene garantita da un'articolata strategia di repressione. L'esistenza stessa dei kurdi viene negata già a partire dalle scuole elementari:

gramma di resistenza politica e militare: l'obiettivo finale è quello della liberazione del Kurdistan turco. Manca dunque un progetto di coordinamento, di collaborazione o di unità con i kurdi dell'Iraq, della Siria e dell'Iran.

Le prime azioni militari sistematiche del Pkk sono dell'agosto del 1984. L'Unità di liberazione, braccio armato del Pkk, dichiara ufficialmente aperta la guerra contro Ankara e muove alla conquista delle 11 province kurde. Il governo turco, all'inizio, rilascia una dichiarazione in cui si afferma che la rivolta sarà sedata in pochi giorni. Una serie di pesanti insuccessi porteranno però, in seguito, alla graduale sostituzione di tutto lo stato maggiore di Ankara.

Per ottenere una più vasta base di consenso popolare, il Pkk decide, già dopo i primi successi, l'adozione di una strategia di ampie convergenze, e dà vita al Fronte di liberazione nazionale del Kurdistan (Ernk), caratterizzato da un'impostazione «indipendentista, antiimperialista, antifascista e socialista». Con la fondazione dell'Ernk (21 marzo 1985), la guerriglia inizia a generalizzarsi. Gli indipendentisti si oppongono alle truppe governative in modo sempre più massiccio: dal 1986 il governo invia in Kurdistan due terzi dell'intero esercito turco. Una delle province, e cioè quella che i kurdi chiamano «Botana», è inoltre oggi sotto pieno controllo dell'Ernk.

Per reazione, il numero dei detenuti politici kurdi e dei processi «per attentato all'unità della nazione» è negli ultimi anni paurosamente cresciuto. Assai diffuse, inoltre, la pratica della tortura, la deportazione, l'espulsione. A capo di ogni distretto kurdo il governo di Ankara ha messo un governatore con poteri speciali e di polizia.

Il 5 febbraio 1988 venti detenuti del carcere di Diyarbakir, tutti quadri del Pkk, sono stati sottoposti al giudizio del tribunale militare e condannati a morte. Nello stesso giorno, altri 15 detenuti vengono condannati all'ergastolo. Cinque giorni dopo, 146 detenuti iniziano uno sciopero della fame per protestare contro la pena di morte e per chiedere, con l'abolizione delle pratiche di tortura, il miglioramento generale delle condizioni di detenzione. Nel giro di una settimana, si uniscono allo sciopero della fame circa duemila detenuti; ai prigionieri di Diyarbakir si sommano quelli del carcere di Eskisehir, e la protesta inizia ad essere rilevata sia dalla stampa turca che da quella internazionale.

Pur non avendo raggiunto, a tutt'oggi, gli obiettivi prefissati, la protesta carceraria ha ottenuto una certa risonanza sui giornali e a livello politico; sulla stampa e all'interno dell'Assemblea nazionale turca, anzi, si è creato uno schiera-

sui sussidiari e sugli atlanti, essi vengono definiti «turchi della montagna». Ogni ulteriore studio relativo ai kurdi come tali, poi, viene vietato grazie ad una legge che impedisce la realizzazione di qualsiasi ricerca etnologica sul Kurdistan. Vietato, infine, è l'uso, anche solo parlato, della lingua kurda; è mutabile chiunque venga sorpreso a dire una sola parola, una sola imprecazione in kurdo.

La legge turca, del resto, prevede severe punizioni (dai 5 ai 15 anni di reclusione) per chiunque «propaganda una cultura o lingua che non sia turca» mi-

mento di «colombe», favorevole alla concessione di maggiori libertà culturali per i kurdi e, quindi, al dialogo con lo stesso Fronte di liberazione nazionale. Non mancano, inoltre, quei parlamentari che vedono nella riforma carceraria una legittimazione della Turchia come «stato occidentale affidabile», in vista di una sempre più stretta collaborazione di Ankara con la Cee.

Al di là delle dichiarazioni di disponibilità, però, il Kurdistan turco continua a rappresentare un'entità territoriale troppo ricca e troppo strategica per essere lasciata all'autodeterminazione: la morsa turca sul Kurdistan, perciò, non si allenta, e la guerra continua. L'Ernk si trova di fronte un esercito rifornito ed addestrato ufficialmente dagli Usa (in ambito Nato) e una serie di difficoltà organizzative e politiche. Accanto al Fronte di liberazione nazionale, infatti, permangono altre formazioni che, seppur minoritarie, continuano a dividere il movimento.

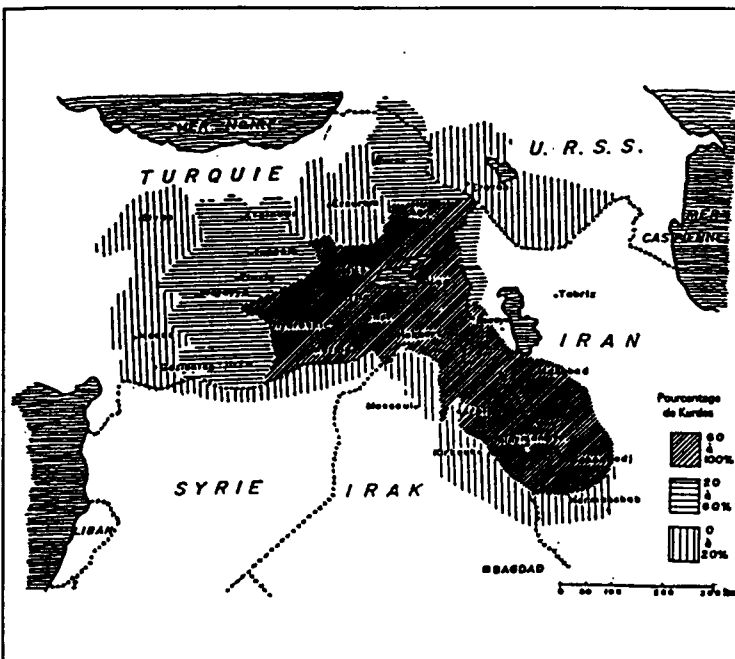
In secondo luogo, l'unità o, almeno, il coordinamento tra kurdi di Turchia, iraniani, iracheni e siriani appare — per ammissione esplicita dei dirigenti dell'Ernk — difficilissima. I rapporti di buon vicinato e, in qualche caso, di effettiva collaborazione tra Ernk e Unità patriottica del Kurdistan (Upk) irachena sono garantiti più dalla necessità di fronteggiare un nemico comune (Ankara e Baghdad dal 1979 collaborano militarmente sul fronte anti-kurdo) che dalle affinità ideo-

logiche. La collocazione «antimperialista» e «socialista» del Fronte di liberazione dei kurdi di Turchia si differenzia, infatti, dal più generico nazionalismo dell'Upk così come dalle posizioni, ritenute conservatrici, dei kurdi iraniani.

Le divisioni sono aggravate dall'attivo spionaggio di Ankara, da sempre mirante a creare contrasti tra i diversi movimenti nazionali. A questo proposito, l'Ernk denuncia addirittura l'esistenza di accordi segreti tra alcune formazioni kurde iraniane e il governo turco.

Migliori sembrano i rapporti fra L'Ernk e il Partito democratico kurdo di Siria (Pdk), il cui programma presenta punti di contatto con gli obiettivi dei kurdi di Turchia. Il Pdk, però, non è per l'indipendenza, ma per l'autonomia linguistica e culturale all'interno di una Siria «multietnica e democratica».

E' dagli anni Sessanta che le autorità di Damasco tentano di isolare i kurdi siriani da quelli turchi e, secondariamente, da quelli iracheni. L'isolamento è stato tentato, in particolare, mediante il cosiddetto «Piano cintura araba», che prevedeva lo svuotamento dell'area frontiera nordorientale, denominata, in kurdo, Djezirah. Attraverso la creazione della «cintura» (350 Km di lunghezza, 15 di larghezza) si sarebbero dovuti sostituire, circa 140.000 kurdi con altrettanti siriani di lingua e cultura araba. A tutt'oggi, sembra che il piano sia stato realizzato solo parzialmente.



# In lotta contro tre stati

## Il difficile cammino dei kurdi verso una coscienza e una liberazione nazionale

La questione nazionale kurda percorre tutta la storia moderna, dal crollo dell'impero ottomano ad oggi. La spartizione e l'uso strategico del Kurdistan, però, risale già al XVI secolo; a quando, cioè, gli ottomani, per opporsi alla crescente influenza della Persia, cercarono di stringere dei trattati di collaborazione con i principati kurdi promettendo di garantirne l'autonomia.

Alla fase delle alleanze diplomatiche subentrò ben presto quella dell'aggressione. Preoccupata di controllare meglio i propri possedimenti e minacciata da un avanzato processo di decadimento, la Sublime Porta cerca di sottomettere i kurdi militarmente. All'invasione, i kurdi reagiscono con una serie di rivolte guidate dai capi tradizionali (1826, 1834, 1853/55, 1880). Queste rivolte non esprimono ancora una coscienza nazionale in senso moderno; si tratta soprattutto di tentativi di restaurazione delle vecchie usanze, di carattere particolaristico.

Nel 1881 Obeidullah di Sahmdinam riesce per la prima volta a superare tutti i particolarismi e a costruire un progetto di rivolta unitario: contro la spartizione turco-persiana, Obeidullah si pone a capo di un movimento che vuole la libertà da ogni oppressione e per tutti i kurdi. L'orizzonte ideologico dei kurdi comincia così ad assorbire quei concetti di popolo e nazione che caratterizzano i processi di liberazione europei.

Obeidullah propone una politica di collaborazione con tutte le altre minoranze nazionali. A chi gli consiglia di combattere gli assiri, risponde che i turchi si sono sempre serviti delle divisioni tra popoli minoritari per rafforzare il proprio potere imperiale. Contro Obeidullah, alla Turchia e alla Persia non rimane che la scelta obbligata dell'alleanza, grazie alla quale riescono a soffocare nel sangue la rivolta.

Gli albori del XX secolo vedono la crescente influenza delle potenze coloniali, in lotta fra loro per la spartizione delle risorse dell'impero ottomano. Contemporaneamente, il potenziale economico e strategico del Kurdistan viene ulteriormente rafforzato dalla sempre più vasta

utilizzazione del petrolio, di cui la regione è ricchissima. Nel 1912 viene fondata a Londra la Turkish petroleum company (con capitale turco, inglese, olandese, tedesco), che ottiene vaste concessioni anche nell'area kurda del Mossul.

Del 1916 è l'accordo Sykes-Picot, mediante il quale Francia e Inghilterra si spartiscono praticamente tutto il Medio Oriente. Siria e Libano vanno alla Francia, Mesopotamia, Palestina e Giordania all'Inghilterra; quanto alla regione kurda del Mossul, di grande ricchezza petrolifera, essa viene divisa tra i due paesi. Nel 1918, il primo ministro francese



Illustrazione del kurdo iracheno Fuad Ali

tari. Siamo di nuovo al tentativo di ricompattare i diversi kurdi sparpagliati dalle potenze occupanti e liberare l'intero Kurdistan.

Nel 1943 scoppia in Iraq una nuova insurrezione, a capo della quale si pone il leader Mustafa Barzani. I grandi successi dei partigiani kurdi, che liberano la maggior parte dei territori occupati, vengono però ben presto bloccati dall'intervento dell'aviazione. A questo punto, Barzani sceglie di entrare in Iran per appoggiare il movimento dei kurdi iraniani.

In Iran il Komala jani Kurdistan, che è diretto da intellettuali di estrazione cittadina, è riuscito nel frattempo ad acquisire un'ampia base popolare anche nelle campagne. Nell'agosto del 1945, l'organizzazione fa un salto di qualità: viene fondato il Partito democratico del Kurdistan (Pdk), che è appunto una fi-

liazione e una sintesi del vecchio Komala. Su questa base viene proclamata, il 22 gennaio 1946, la prima repubblica kurda della storia. Prima e ultima, a tutt'oggi. La repubblica, denominata di «Mahabad» dal nome della capitale (oggi in Iran), attrae esuli da tutte le regioni periferiche del Kurdistan. Contemporaneamente, viene creata una repubblica indipendente nell'Azerbaigian, con capitale Tabriz. La situazione precipita nel maggio del 1946, quando l'Urss ritira le proprie truppe di stanza in Iran in cambio della promessa, da parte di Teheran, di concedere a Mosca l'autorizzazione a ricercare petrolio nelle province settentrionali. Il 30 marzo 1947 i dirigenti della repubblica di Mahabad vengono impiccati pubblicamente dalla milizia iraniana. Barzani riesce a rifugiarsi in Urss con 500 uomini. Nell'immediato dopoguerra, nasce il Partito democratico del Kurdistan

Clemenceau cede alla Corona britannica i diritti sul Kurdistan meridionale a condizione che la Francia possa avere «la sua parte di petrolio dalla Mesopotamia e dal Kurdistan». La spartizione verrà regolata dalla conferenza di Sanremo nel 1920.

Nel 1922 prende il potere in Turchia Mustafa Kemal. Lo sciovinismo kemalista annulla di fatto quanto stabilito due anni prima dal trattato di Sèvres, che, sancendo la fine dell'impero ottomano, garantiva (art. 62) l'autonomia locale per le regioni kurde e, in prospettiva, la possibilità di accedere all'indipendenza (art. 64). Nel 1923 il trattato di Losanna abroga di fatto quello di Sèvres e sancisce la spartizione del Kurdistan ex ottomano fra Turchia, Iraq e Siria. La pressione turca sulle regioni kurde si fa sempre più dura. Nel 1923 viene ufficialmente proibito l'uso della lingua kurda, mentre nel 1925 scoppia una rivolta guidata da Sheikh Said. Diyarbakir viene liberata e poi riconquistata: 250.000 kurdi vengono uccisi nella repressione. Due anni dopo la rivolta di Sheikh Said, gli inglesi scoprono a Baba Gurgur (a nord di Kirkuk, in Iraq) uno dei giacimenti petroliferi più ricchi del mondo. La Corona britannica, che precedentemente aveva manifestato la volontà di sottoporre alla Società delle Nazioni un progetto di autonomia per le aree kurde, mette improvvisamente da parte la questione. Nel trattato anglo-iracheno del 1930 il problema kurdo viene completamente ignorato. Il Kurdistan diventa «Nord dell'Iraq». Ma immediatamente dopo la stipula dell'accordo, i kurdi di Sulaimaniyah scendono in piazza a manifestare per l'autonomia. L'esercito iracheno spara ed uccide trenta persone. Scoppia allora un'altra rivolta guidata da Sheikh Said, al quale si affianca un altro capo kurdo, Shaikh Ahmed Barzani. Questa volta interviene l'aeronautica: nel 1934 la Royal air force bombarda alcuni villaggi kurdi e la stessa città di Sulaimaniyah. Così l'insurrezione viene domata e i capi costretti alla fuga.

In tutto il Kurdistan le rivolte e i tentativi di insurrezione continuano a divampare; Ankara, Baghdad e Teheran reagiscono con la violenza. Tra il 1925 e il 1940 si registra un numero di vittime impressionante: secondo alcuni calcoli, sarebbero stati uccisi un milione e mezzo di kurdi.

Nel 1941, le potenze alleate penetrano in Iran al fine di garantirsi gli approvvigionamenti di petrolio durante la guerra contro il nazismo. Approfittando della situazione favorevole seguita all'abdicazione di Reza Scià, nel settembre del 1942 prende vita il Komala jani Kurdistan, organizzazione di liberazione con obiettivi rigorosamente nazionali ed uni-

iracheno (Pdkil), che vive nella clandestinità fino al colpo di Stato di Abdul Karim El Kassem (1958). Con l'instaurazione della «repubblica» kassemiana, che il Pdk appoggia, sembra aprirsi per i kurdi un'era di tolleranza e di rispetto. In realtà, il regime finisce presto per contraddire tutte le sue promesse in fatto di autonomia etnica, e la situazione precipita. Nel 1961, Kassem scatena l'esercito contro i kurdi. Barzani, che nel frattempo era ritornato in Iraq, è costretto a riprendere la via dell'esilio. Le diversità di valutazione sul regime di Kassem tra partito comunista kurdo e Pdk spingono intanto a destra il movimento dei kurdi iracheni. Nel 1963 un nuovo colpo di Stato porta al potere il partito Baath. Da allora alle promesse e alle trattative si alterna la repressione. L'instabilità politica generata da una serie di conflitti violenti all'interno del partito Baath peg-

(suite)

giura la situazione.

Nel 1967, il governo di Ankara costituisce le prime unità antiguerriglia per impedire ai kurdi di Turchia d'imitare quelli dell'Iraq, che sono riusciti ad intavolare delle trattative col governo dopo tre guerre consecutive. Nel 1971, dopo un nuovo colpo di stato militare, l'Organizzazione per il progresso culturale dell'Anatolia dell'est (Ddko) viene messa fuori legge. Proibito anche il Partito operaio turco (comunista), che ha instaurato dei rapporti di collaborazione con i kurdi.

Dalla metà degli anni Sessanta, intanto, l'Iran inizia ad appoggiare i kurdi iracheni; lo scopo di Teheran è l'indebolimento del regime di Baghdad, al quale l'oppongono una controversia di frontiera e, più in generale, un conflitto per l'egemonia nella regione del Golfo. In cambio dell'aiuto che riceve, Barzani contribuisce a bloccare il movimento in Iran (fino a consegnare ai servizi segreti dello scia alcuni quadri del fronte curdo iraniano), ma il sostegno di Teheran ai kurdi iracheni cessa nel 1975 con il Trattato di Algeri, fra Saddam Hussein e lo scia, che dovrebbe porre termine alla controversia di frontiera.

Sul fronte iraniano, la politica oppressiva dello scia, che non riconosce ai kurdi alcun diritto, provoca una sequela di rivolte. Quella del 1967 è particolarmente violenta e dura 18 mesi. La caduta dello scia (febbraio 1979) lascia sperare in un miglioramento delle condizioni di vita per tutte le minoranze dell'altopiano iranico. I kurdi, che inizialmente appoggiano la repubblica islamica e presentano propri candidati alle elezioni, devono tuttavia ben presto ricredersi: la presa del potere di Khomeini viene seguita da una serie di veri e propri massacri (particolarmente feroci quelli dell'80, a Sanandaj e Senne). Da allora, la prassi del governo islamico è sempre stata repressiva nei confronti dei kurdi, nonostante la nuova costituzione dell'Iran proclami che «la popolazione dell'Iran, a qualsiasi stirpe o tribù appartenga, gode di uguali diritti» (art. 19) e che al di là dell'uso del persiano negli atti e nei testi ufficiali, «è libero l'uso delle lingue locali e autoctone nella stampa, nei mezzi di comunicazione e nell'insegnamento delle relative letterature nelle scuole» (art. 15).

Con l'attacco iracheno all'Iran (1980), che dà origine al conflitto tra Teheran e Baghdad, tutt'ora aperto, la vicenda dei kurdi di entrambi i paesi entra in una nuova fase. Si tratta di un momento di speranza, ma anche carico di ambiguità e di contraddizioni. Da una parte, l'instabilità che la guerra apporta all'interno dei due stati belligeranti favorisce le iniziative della guerriglia; dall'altra, l'utilizzazione strumentale della causa kurda da parte dei governi torna a farsi sentire, come già più volte in passato, forte e pericolosa. Teheran riprende ad appoggiare i kurdi iracheni, vedendo in essi — e non a torto — un importante fattore di instabilità del nemico. Lo stesso fa Baghdad con i kurdi iraniani. I kurdi sono coscienti di questa contraddizione, ma considerano tali alleanze un semplice espediente tattico in vista di una destabilizzazione dell'area che rimetta in causa i vecchi assetti statali.

## Armi chimiche contro i villaggi

### La guerra sporca di Saddam Hussein contro i kurdi dell'Iraq

I kurdi dell'Iraq hanno recentemente goduto di un breve momento di celebrità, sulla stampa nazionale, grazie al rapimento di tre tecnici italiani, Roberto Diotallevi, Sergio Comine e Giuseppe Carrara. Prelevati in territorio iracheno nel settembre (Diotallevi) e nell'ottobre 1987 (Comine e Carrara), i tre sono stati rilasciati alla fine dello scorso febbraio, dopo circa quattro mesi di prigionia. Il gruppo che ha rivendicato il rapimento è l'Unione nazionale kurda-irachena, una sigla nuova nel panorama delle formazioni politiche dei kurdi d'Iraq.

Più note e importanti, invece, sono l'Unione patriottica del Kurdistan (Upk), nazionalista, guidata dal leader Jalal Talabani, e il Partito democratico del Kurdistan iracheno (Pdki), diretto da Masoud Barzani, figlio del famoso capo storico kurdo Mustafà. Gli obiettivi di queste organizzazioni, diverse e tradizionalmente in cattivi rapporti reciproci (Pdki e Upk hanno un accordo di collaborazione, ma non fanno fronte unico), sono simili a quelle dei kurdi turchi. Come questi ultimi, infatti, anche i kurdi iracheni chiedono di essere riconosciuti come popolo; vogliono, cioè, il rispetto dei

loro diritti culturali e linguistici. Diritti che oggi, come del resto da un secolo, vengono ignorati e calpestati.

Dapprima i kurdi si sono battuti contro la monarchia hascemita (1933-1958), che aveva aderito insieme a Turchia e Iran all'alleanza «Cento», voluta dagli Usa. Nel 1958, il generale Kassem, «repubblicano e progressista», promette il rispetto dei diritti etnici dei kurdi. L'illusione dura pochi mesi, poi le promesse si rivelano propagandistiche, e la repressione continua. Nel 1968, un colpo di Stato porta al potere il partito Baath, di ideologia nazionalista-araba e socialista. Un anno dopo, tra il nuovo governo e i kurdi scoppia un conflitto armato. Gli iracheni fanno uso di napalm e acido fosforico. Nel 1970, i kurdi riescono a portare il governo al tavolo delle trattative. Nasce un progetto di autonomia per il Kurdistan, l'idea di un «Iraq dei due popoli», degli arabi e dei kurdi. Nel 1974, il governo smentisce l'autonomia kurda. E' di nuovo guerra.

Dopo lo scoppio del conflitto fra Iraq e Iran (1980) e la ripresa degli aiuti di Teheran (interrotti nel 1975) ai kurdi iracheni, il governo di Baghdad reagisce ai

disordini «interni» colpendo i villaggi kurdi iracheni con la stessa durezza con cui attacca gli obiettivi strategici iraniani. I kurdi d'Iraq inoltre, devono spesso vedersela con l'armata turca.

Nel 1979, infatti, il generale Evren, capo di Stato Maggiore di Ankara, ha incontrato a Baghdad il suo omologo iracheno, avviando una cooperazione «antiterroristica» finalizzata ad una più razionale opera di repressione nelle zone di confine. Da allora, le truppe speciali dell'esercito turco sono entrate in Iraq più volte: nel 1982, nel 1983, nel 1984 e nel 1987. L'accordo tra Ankara e Baghdad è stato rinnovato nell'ottobre del 1984.

Il resto è cronaca recente. Tra l'86 e l'87, l'esercito iracheno tenta l'evacuazione di ampie zone del Kurdistan: vengono distrutte 136 scuole e 300 edifici di culto della regione kurda. Nel luglio 1987, il governatore militare iracheno Ali Hassan Majid stabilisce che chiunque venga trovato nelle aree evacuate sarà fucilato. Contemporaneamente, le ditte Spie, Copeg, Saipem, Snamprogetti, Italsider e Mitsubishi firmano con Baghdad un contratto per la costruzione di un oleodotto che da Kirkuk (Kurdistan) porta al Mar Rosso. L'Upk, per bocca del segretario generale Jalal Talabani, dice che «sarà fatto di tutto per fermare

la costruzione dell'oleodotto». E' la prima manifestazione della polemica contro l'atteggiamento delle imprese occidentali (e, in particolare, italiane): una critica che inasprendosi condurrà, più tardi, al rapimento dei tre italiani.

Il 22 marzo, approfittando dell'occupazione iraniana della città kurda irachena di Halabiya, le truppe irachene attaccano la popolazione civile della zona con le armi chimiche, provocando una strage: 5000 morti, secondo dati Onu. 400 persone si rifugiano nell'ospedale militare: vengono arrestate e condannate a morte. Nei giorni successivi Saddam Hussein dà inizio ad un'operazione militare su due fronti, in direzione nord e nord-est. L'obiettivo è quello di rafforzare il confine col nemico iraniano a est, attaccando nel contempo le basi kurde irachene nordorientali.

Il 2 aprile l'Iraq attacca l'Iran sul fronte del Kurdistan (a est di Sulaimaniyah) utilizzando l'aviazione e le armi chimiche; poco lontano da Sulaimaniyah, in territorio kurdo iracheno, i generali di Saddam hanno la peggio e la guerriglia guadagna terreno. In una dichiarazione del 5 aprile, il rappresentante a Parigi dell'Upk, Ahmad Bamarni, dichiara liberate le zone di Qara Dagh e l'area a est di Sulaimaniyah; dice che lì i kurdi hanno «basi militari, ospedali, stazioni radio, tipografie».

(suite)

## Il Kurdistan

**Il territorio.** Il Kurdistan comprende tutto il sud-est anatolico, una parte dell'Urss (in corrispondenza dell'area a ovest di Erevan), il nord dell'Iraq, la punta est della Siria e una lunga striscia sul lato ovest dell'altopiano iranico che scende poco più a sud di Isfahan. In totale, circa 550.000 Km<sup>2</sup>.

**La popolazione.** I kurdi, secondo indicazioni degli stati che ne occupano il territorio, sarebbero 3 milioni in Iraq, 6 milioni in Iran, 10 milioni in Turchia, 1 milione in Siria, 320 mila in Urss e 100 mila in Libano. Secondo fonti d'opposizione, invece, sarebbero molti di più: 14 milioni solo nell'area turca, 24 milioni in tutto. Sarebbe improprio chiamarli una minoranza, numericamente vengono dopo arabi, persiani e turchi tra i popoli del Medio Oriente.

**Lingua.** Il kurdo è un idioma di origine indoeuropea, del gruppo iranico. Esiste anche una notevole produzione letteraria kurda, che risale già al 1600, e tutta una produzione giornalistica e pamphletistica. Il primo giornale kurdo è apparso nel 1898.

**Religione.** I kurdi sono, tradizionalmente, musulmani sunniti. In quanto tali, sono una minoranza religiosa in Iran, dove la maggioranza è sciita.

**Kurdistan turco.** La comunità dei kurdi di Turchia è la più numerosa e meglio organizzata. Principale formazione politica del Kurdistan turco è il Fronte di liberazione nazionale del Kurdistan (Ernk), promosso nel 1985 dal Partito dei lavoratori del Kurdistan (Pkk). Caratterizzato da un programma rigoroso (Unità di liberazione e di tendenza socialista, l'Ernk ha anche un braccio armato (Unità di liberazione) che controlla, più o meno stabilmente, la provincia del Botan; parzialmente sotto controllo i distretti di Mardin, di Nusaybin, di Batman, Sirnak e Siirt. Altra organizzazione dei kurdi di Turchia è il Partito socialista kurdo-turco, autonomista. Favorevoli all'autonomia anche i comunisti kurdi, attualmente fuorilegge. Ai kurdi di Turchia non è riconosciuto alcun diritto.

**Kurdistan iracheno.** Anche ai kurdi iracheni non è riconosciuto nessun diritto culturale o linguistico. La principale organizzazione è l'Unione patriottica nazionale (Upk), indipendentista e nazionalista. Importante è anche la formazione armata dell'Unione nazionale kurda irachena, che ha rivendicato il rapimento dei tre tecnici italiani rilasciati alla fine dello scorso febbraio. I guerriglieri kurdi iracheni controllano la regione del Qara Dagh, tra Kirkuk e Bandikhan. Oltre a dover fronteggiare l'esercito iracheno, i kurdi d'Iraq devono combattere contro le truppe di Ankara, che un accordo «antiterrorismo» del 1979 autorizza a penetrare in Iraq per alcune decine di chilometri.

**Kurdistan iraniano.** Oppressi prima dall'impero persiano, poi da Reza Scià e da Mohammed Reza Pahlavi, poi dal regime di Khomeini, i kurdi d'Iran hanno conosciuto un momento di libertà solo nel 1946, quando instaurarono una repubblica autonoma con sede a Mahabad. L'organizzazione politica storica dei kurdi iraniani è il Partito democratico del Kurdistan iraniano, fondato nel 1945 e caratterizzato da un programma autonomistico. Oggi i kurdi dell'Iran sono forse i più isolati rispetto al movimento kurdo internazionale.

**Kurdistan siriano.** Anche in Siria, per i kurdi non c'è libertà culturale, né linguistica, né educativa. Forza politica principale dei kurdi siriani è il Partito democratico kurdo (Pdk), di tendenza socialista e autonomista. Dal momento della sua fondazione, però, il Pdk è stato ininterrottamente fuorilegge.

**I kurdi in Urss.** In Urss vivono circa 300.000 kurdi, sparsi nelle repubbliche dell'Armenia, della Georgia e dell'Azerbaijan. L'Urss è l'unico paese in cui i kurdi vengono riconosciuti come un'etnia. Vi sono scuole primarie e secondarie in lingua kurda, un giornale (Reja taze, «Il nuovo cammino»), programmi radio e libri in kurdo. Facoltà di lingua e letteratura esistono in alcune università, tra cui Mosca, Leningrado, Erevan e Tashkent.

**I kurdi in Libano.** In Libano vivono circa 70.000 kurdi. La stragrande maggioranza proviene da Mardin (Turchia orientale) e dalla Siria. I primi arrivati, durante il mandato francese, ottennero la cittadinanza (circa 10.000 su 15.000). Dal 1961, solo poche migliaia hanno ottenuto i permessi di residenza. In Libano, a tutt'oggi, i kurdi sono privi dei diritti più elementari, come la libertà d'associazione.

## TURQUIE

## Une interview du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan entraîne la saisie du quotidien « Milliyet »

ISTANBUL

de notre correspondant

L'incroyable n'aura donc pas lieu : la police est intervenue, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 juin, aux imprimeries du quotidien *Milliyet* (centre gauche) pour empêcher, au nom de l'article du code pénal qui réprime l'« affaiblissement des sentiments nationaux » la publication d'une interview d'Abdullah Ocalan, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). Le reportage avait été réalisé dans la plaine de la Bekaa, au Liban, sous contrôle syrien, par l'un des journalistes turcs les plus célèbres, Mehmet Ali Birand.

Cette saisie d'un journal dont le tirage quotidien est d'environ 300 000 exemplaires intervient alors que la position gouvernementale sur la question kurde, traditionnellement niée dans sa dimension culturelle et réduite à un problème de développement économique, semblait donner, depuis quelques mois, des signes d'assouplissement : le premier ministre, M. Turgut Ozal, avait donné satisfaction aux grévistes de la faim de la prison de Diyarbakir en leur permettant, pour la première fois officiellement, de parler kurde pendant les heures de visite ; la diffusion d'une cassette folklorique en kurde avait été, officiellement aussi, autorisée ; les tribunaux abandonnaient les poursuites contre les parents donnant des prénoms kurdes à leurs enfants. La semaine dernière, un des historiens turcs les plus connus démontrait dans le quotidien *Cumhuriyet* la thèse officielle selon laquelle les Kurdes seraient ethniquement et linguistiquement un rameau des Turcs.

Au même moment, le procès continuait contre les publications qui, comme l'hebdomadaire *Vers l'an 2000*, osaient aller plus loin

dans la destruction des tabous en parlant de « peuple » ou de « nation » kurde. La tolérance cessait à la frontière entre le culturel et le politique, et elle disparaissait dès qu'il s'agissait du PKK. Après les massacres de civils, perpétrés sans interruption depuis l'année dernière, le Parti des travailleurs du Kurdistan reste, pour le gouvernement comme pour l'opinion, une bande de tueurs, manipulés de l'extérieur contre l'intégrité de l'Etat turc.

Pourtant, la publication, voici trois semaines d'un communiqué commun signé par le PKK et l'Union des patriotes du Kurdistan, active dans le nord de l'Irak, avait suscité un intérêt nouveau : sous l'influence de cette deuxième organisation, dirigée par Jalal Talabani, le PKK semblait faire sienne la « condamnation des massacres de civils ». L'entretien accordé la semaine dernière à M. Talabani par des responsables du département d'Etat américain avait déclenché les foudres d'Ankara, inquiète de la respectabilité internationale qui pourrait ainsi rejaillir sur le PKK.

Un éventuel changement de tactique du PKK ôterait aux autorités un prétexte pour éluder un débat démocratique sur le problème kurde, dont la nécessité est soulignée par de nombreux commentateurs. Lorsqu'il a aperçu, dans l'avion qui le ramenait d'Athènes, le numéro du quotidien *Milliyet*, annonçant pour le lendemain le début de la série d'interviews, c'est M. Ozal lui-même, pourtant réputé être une « colombe » sur la question, qui a le premier parlé de saisie : la manchette du journal était d'autant plus spectaculaire qu'elle annonçait : « Le PKK a quelque chose à proposer. » L'interview a été censurée et l'opinion devra attendre pour connaître la teneur de ces propositions.

MICHEL FARRÈRE.



## Iraqi Official Acknowledges Chemical-Arms Use in War

By Robert J. McCartney

Washington Post Service

BONN — Iraq admitted publicly on Friday for the first time that it has used chemical weapons against Iran in the Gulf War, but it contended that Iran had used them first.

The Iraqi foreign minister, Tariq Aziz, said at a news conference that use of chemical weapons, such as poison gas, "might be controversial." He said their use had to be understood in terms of Iraq's right to defend itself against what he called the threat of a "barbarian" invasion by Iran.

Mr. Aziz's admission, at the end of a three-day official visit to West Germany, appeared to mark a significant shift in Iraq's handling of long-standing accusations by Iran, the United Nations and the United States that it has used mustard gas and nerve gas in the war that began nearly eight years ago.

In the past, Iraq has answered such charges by saying only that it reserved the right to use whatever means were necessary to defend itself.

"I am a frank man, and I say that such weapons were used in this conflict," Mr. Aziz said. "The Iraqis started the use. The Iraqis were invaders of Iraq, and they still declare their intentions to invade our country, to destroy our civilization."

His claim that Iran initiated the use of chemical weapons appeared designed to keep Iraq within the terms of the 1925 Geneva Protocol, which bars the use of chemical weapons. Iraq signed the protocol, but, like many other countries including the United States, it reserved the right to use chemical arms if an enemy uses them first.

Nevertheless, both the U.S. government and UN investigative

teams have concluded that Iraq was first to use chemical weapons in the war.

U.S. officials have said that Iraq first used such weapons in 1982, whereas Iran's earliest use was in 1987 or afterward.

In April 1985, the UN Security Council formally condemned Iraq, but not Iran, for using chemical weapons.

A report in April by a two-man UN team found that people in both Iran and Iraq had suffered from mustard gas and possibly from a form of nerve gas, but the report did not say who had used them.

The most recent UN Security Council resolution on the subject, on May 9, called on both sides to refrain from using chemical weapons.

"We believe that every nation has the right to protect itself against invasion," Mr. Aziz said.

"You are living in a civilized continent," he added. "You are living in a peaceful continent. You have your own values. We respect them. But you should not forget the fact that there was a barbarian wave after wave from the Iranian side to invade our country."

### ■ Iran Vows to Strike Back

President Ali Khamenei, saying Iranian leaders were not tired of war, vowed Friday that Iran would strike back for recent Iraqi victories, Reuters reported from Nicotia.

"This time, we will force the enemy down to its knees as we did before by relying on the Almighty and the power of people's faith in Islam," the Iranian news agency IRNA quoted him as saying.

On Thursday, Iraq said its forces recaptured the garrison town of Mawat in Iraqi Kurdistan and surrounding peaks.

# Baghdad, in flush of 'victory', seeks regional dominance

IN IRAQ, as elsewhere in the Arab world, the name Gamal Abdel Nasser evokes a special response. He was the inspiration for Iraq's own revolution in 1958 against Nuri Pasha's royalist regime. And his name conjures up freedom from the colonial yoke and a strong and united Arab world.

What word went round that Iraqi state television broadcast a message from his son Khaled Abdel Nasser congratulating President Saddam Hussein on his great victory in the war with Iran, the implication was clear. Here was the son announcing Mr Saddam as heir to the leadership of the united Arab nation. Mr Nasser had said his was a role in search of an actor; now one had been found in Baghdad. The reports sent shivers down the spines of the few diplomatic observers in Baghdad who heard the reports. Had not Khaled Abdel Nasser been declared Egypt's main public enemy? Was he not said to be leader of Egypt's Revolution, a dissident group which attacked US, Israeli and Egyptian targets in Cairo?

How could Iraq do this when Egypt had been one of Baghdad's most loyal Arab supporters throughout the eight years of war with Iran? What kind of political ineptitude could have permitted such insensitivity?

"Look what they just rubbed in Egypt's face —" one observer commented, "a piece of donkey shit." The reaction reveals underlying scepticism about whether Iraq has yet found the political

As the war with Iran recedes, there are signs that Iraq's president may try to assume the mantle of Nasser, as leader of the Arab world. Charles Richards reports from Baghdad.

maturity to match its enhanced military and strategic importance in the region. Iraq has moderated its foreign policy through pragmatism and self-interest over the past eight years. It has tempered its strident rejection of any accommodation with Israel. It now officially backs any line the PLO takes, including recognising Israel. Ties have been spun and strengthened with Egypt. Relations were restored with the US, while special relationships were maintained with the Soviet Union and France. It takes pride in the Non-Aligned Movement. Support for the more extreme Palestinian groups has been dropped.

But Iraqis still make little effort to be liked. Direct and methodical, they are known as the Prussians of the Middle East. They assume, as a matter of historic destiny, that they have a wider regional role to play. Mr Saddam has frequently invoked Iraq's history through the ages as the dominant power at one end of the fertile crescent. And he has compared the eight-year war with Iran with Al-Qadisiya, the seventh-century victory of the Arab armies over the Persians.

The end to hostilities frees Iraq to resume the more interventionist role it always played in other areas, with two important qualifications. First, it is generally accepted, the war is not over. The negotiations which have started in Geneva to build a peace out of a ceasefire could drag on for months. They could break down.

Iraq's main preoccupation will be a diplomatic campaign to whip up support. And while officials talk of wanting "an honourable peace" for both sides, they remain wary of Iran's commitment to such a peace. "We are seeking a dialogue and hope to reach mutual trust," a senior Iraqi official told *The Independent*. "This is our aim. We are neighbours. We don't wish to repeat history. But much depends on Iranian behaviour... if they want peace or not." Any delay is likely to have Iraqi generals champing to follow up the military initiative they feel was denied them.

Secondly, the past eight years should be seen as a fleeting moment in the thirteen-century hostility between Arabs and Persians. The most that can be expected from the talks is a peace treaty. They will not remove centuries of mistrust and enmity between the two nations. Iraq would view with misgiving any rapid improvement in relations between Iran and Western countries, either to help release hostages or to benefit economically from the reconstruction of Iran. Officials are confident that neither Saudi Arabia nor some Gulf states would hurry to restore

"Khomeini's revolution", from preventing a war between two combatants developing into a Gulf War, and accordingly seek favours in return. Iraq is also strong. No-one expects it to withdraw into itself and concentrate on reconstruction and development. It has oil, a diversified economy and educated people. How this is translated into action is less clear. Officials say that talks of joining the Gulf Cooperation Council, or playing the role designed for the Shah as regional policeman is "premature." They talk of a loose axis of the countries that supported Iraq — Jordan, Egypt and Saudi Arabia — to counter moves by Iran.

Iraq and Egypt are already co-operating on military projects, including missile development and eventual production. Parity with Israel in sophisticated arms production remains a dream, given the technological gap.

The relationship with Saudi Arabia is ambivalent. Iraqis recognise the Saudi's key role in financing the war. There is a note of reproach in Iraqi comments about Saudi pressure to agree to a ceasefire, depriving them, as they see it, from a greater victory.

Further difficulties lie ahead within Opec, with all countries seeking to maximise revenue. Observers in Baghdad generally subscribe to the conventional wisdom that it is Iraq's historic legacy to reassume a regional role. They are all desperately looking for indications of what the new era will bring. If indeed this is a new era.

or improve relations with Iran. Iraq's vision of its post-war diplomatic posture comprises little more than grand gestures towards elusive concepts as "collective Arab leadership and action". The main aim will be to enforce any agreement with Iran. Diplomatically, this will mean working on the UN Security Council to guarantee any deal that is struck. Militarily, Iraq will probably maintain its large army on a high level of preparedness along the 700-mile border with Iran. It will not be able to transfer many of its 590 battle-hardened divisions elsewhere, whether to the Syrian border or to Arab sheikhdoms and emirates along the Gulf.

A secondary task will be to counter its other main rival, Syria, where historic differences take modern expression through the split between opposing wings of the Baath party, the personal animosity between the two leaders, and Syria's threat to Iraq's security by being Iran's main Arab backer. Iraqi officials are pleased that Syria's star in the Arab world has dimmed over the past couple of years. Iraq is pressing the advantage by assuming a more active role in Lebanon to undermine both Syrian and Iranian activity there.

Iraq feels it deserves a wider role in Arab affairs. It believes it has saved the entire Arab world from the export of



# Iraq's sudden push surprises Khomeini

IRAQ was last night withdrawing its troops from southern Iran, according to an Iraqi military spokesman. The forces began their withdrawal after seizing large quantities of Iranian military equipment and sending an unknown number of prisoners of war back to Iraq.

Earlier, Iraq claimed its forces had penetrated deep into Iran — further undermining hopes of an early settlement to the Gulf war. In response, Tehran urged all able-bodied men to go to the battlefield to fight what it described as an invasion.

Iran, which accepted a UN ceasefire call last Monday, reported that hand-to-hand fighting was raging 25 miles from Ahvaz, the provincial capital of the southern Iranian province of Khuzestan. It said its forces had repelled Iraqi troops in the region of Shal-ainch, further to the south, but had lost two villages to Iraqis using chemical weapons on the central front.

As fighting spread inside Iran's borders, Tehran Radio interrupted programmes to blast out martial music and a string of appeals to take up arms to defend the homeland. It repeatedly broadcast a message from the Ayatollah Khomeini: "Hesitation today means enslavement tomorrow."

The battles marked the second consecutive day of fierce fighting, which Iraq said was aimed at strengthening its position before peace negotiations.

Insisting that Baghdad had no territorial ambitions in

by Marie Colvin  
Middle East  
Correspondent

Iran, Latif Nassif al-Jassem, the Iraqi information minister, said: "Entering deeply into Iranian territory is dictated to us by military operations. It is only temporary and accompanied by no premeditated intentions against the Iranian people or their land." He said Iraq's aim was to achieve complete and comprehensive peace as quickly as possible.

Correspondents are not allowed at the battlefield, so the picture of the fighting presented to the outside world depends on Iraqi and Iranian news agencies.

Iraq said the push towards the city of Ahvaz was to "liberate" national territory and to take as many Iranian prisoners as possible "to facilitate the achievement of a lasting and comprehensive peace". It said it captured 8,635 Iraqis on Friday.

Iraq holds about 13,000 prisoners while Iran holds 50,000, according to International Red Cross figures re-

leased before the fighting of the past two days.

Tehran said Iranian fighter-bombers flew 25 missions yesterday morning, heavily bombing Iraqi positions in the southern and central areas.

It said that in a disputed border area about 100 miles northeast of Baghdad, Iraqi warplanes used chemical weapons to capture two Iranian villages, "wounding a large number of villagers".

Tehran said Iraqi troops along the northern front were shelling the border town of Sardasht and 90 others around it. For its part, Iraq accused the Iraqis of using long-range artillery against a housing complex in Bimalik, in its northern Sulimaniyah province. It said three civilians were killed and four were wounded in the attack.

As the fighting intensified, a UN team trying to arrange a ceasefire prepared to leave for the Gulf to launch a week-long peace mission. The team is scheduled to arrive in Tehran today to begin three days of talks on implementing UN resolution 598, and is then expected to go to Baghdad.

Resolution 598 calls for an immediate ceasefire, the exchange of prisoners, withdrawal of forces to international boundaries and an inquiry by an impartial body into which side started the war.

But Iranian fears grew last week that, although Iraq accepted the UN proposals a year ago, President Saddam Hussein will resist the new

peace process. The Iraqi leader delayed giving the UN team permission to visit Baghdad and insisted on direct talks with Iran, something known to be unacceptable in Tehran.

Both Baghdad and Tehran have agreed to send their foreign ministers to New York, probably this week, to meet Javier Perez de Cuellar, the UN secretary-general. But the continued fighting serves as a reminder that, after eight years, the war is far from over.

The Iraqis began their latest offensive 24 hours after Iran accepted resolution 598. Baghdad is exultant at how it has turned the war around in the past four months and seems reluctant to enter peace negotiations while making so many gains.

Hussein was reported yesterday to be personally directing the Iraqi offensive in the central sector, where his troops on Friday battled 25 miles into Iranian territory and captured a border town.

For the moment, the Iranian war effort appears to have collapsed, in part because the army's morale has been shattered by heavy losses on the battlefield and at sea, and in part because its troops lack armour, air support and supplies.

Iraqi troops have reported finding Iranian equipment in working order but abandoned because soldiers were too exhausted by continual frontline duty to use supplies.

*Why Khomeini called a halt, page B5*



## Iraqi troops scent victory

SHYAM BHATIA ■ Baghdad

IRAQI troops buoyed by their recent successes have pushed into Iran, east of Qasr Shireen, to extract every possible strategic advantage before a United Nations-sponsored ceasefire can be implemented.

Both Iraq and Iran have agreed to send their foreign ministers to New York to hold discussions with Perez de Cuellar, the UN Secretary General. But Iraq, applying lessons learned from past Arab-Israeli wars, has opted for an aggressive military strategy

until the last possible moment.

The Iraqi Army's second corps, advancing along a 110-mile stretch, claims to have captured about 8,000 Iranian prisoners with virtually no resistance from the enemy. There has been fighting further south, near Basra, with weak Iranian counter-attacks that the Iraqis say have been easily repulsed.

Radio Tehran, monitored in Baghdad, has been playing martial music — usually the sign of a national catastrophe — interrupted by appeals for volunteers to join up and save the country from an Iraqi invasion.

The ease with which the Iraqis have broken the Iranian army's will to resist has aroused suspicions that Baghdad has once again been using chemical weapons.

The Iraqis say chemical weapons certainly were used, though they have not specified which ones, and the Iraqis have added to existing suspicions by refusing to take reporters to the central front where fighting still rages.

"God helped us over our enemies, and the land is liberated and their forces crushed,

with thousands captured and a huge quantity of weapons seized,' said a communiqué issued by the military high command in Baghdad.

Most Iraqis believe Iran started the war, and few are prepared to accept that Ayatollah Khomeini is sincere about seeking peace. Any celebrations at this stage, therefore, would be premature although, if the government so decreed, there would be fireworks every night over Tahrir Square in anticipation of the war ending.

Iraq says one of the objectives of its latest offensive is to capture as many Iranian soldiers as possible, to match the Iraqi prisoners held by the other side. The Iranians, according to International Red Cross estimates, have about 60,000 Iraqi PoWs. But Baghdad, despite its recent successes, has only about 20,000 Iranians.

Military experts in Baghdad say the real significance of Iraq's latest offensive is that Iran has been pushed back to its own frontiers. Iranian Revolutionary Guards have only held on to small, insignificant pockets

of territory in Kurdistan, in the north of the country.

Increasingly, Iraq has been trying to take this last gasp of war into Iranian territory to demoralise the Iranians still further. The usual pattern is for the Iraqi Army to cross into Iran, encircle and disarm Iranian troops, and then withdraw.

Last Friday, however, the Iraqis captured and held on to the area of Seif Saad, claiming it as their own, although it was awarded to Iran under 1975 Algiers peace accord.

---

THE TIMES (Juillet)

---

# Kurds will be forgotten victims of a Gulf peace

THE UN Secretary General, Javier Pérez de Cuéllar, will meet Iranian and Iraqi foreign ministers separately this morning, before the first round of official talks to end the eight-year Gulf war starts this afternoon.

The Iranians caused a stir by including in their advance delegation Ayatollah Sadegh Khalkhali, the president of the Foreign Affairs committee of the Iranian parliament, who was known as the "hanging judge" for the role he played in the early days of the revolution, ordering the execution of several hundred Iranians.

Mr Pérez de Cuéllar warned yesterday that the negotiations could take some time. "If they really want to resolve the problem, it could be done in months," he told *Le Monde*. "Otherwise it could last years and then I would have to name a personal representative to follow the negotiations."

He told reporters he was satisfied pleased with the progress of the ceasefire on the war front, despite accusations by both sides that there had been breaches. "I

---

From Safa Haeri  
in Geneva

---

must say that so far I am pleased that the ceasefire has been observed by both sides. I think you have to understand that after more than eight years of war it is not just enough to say that the hostilities are over. It takes some time. But nothing really important has happened and today everything is under control. I am monitoring the situation from here."

With the negotiations due to start, there were expressions of concern among Kurdish observers, who voiced the fear that their people would become pawns in the peace process. "Like chickens that are served at funerals or weddings, the Kurds get massacred every time Iran and Iraq go to war or make peace," said one Kurd in Geneva yesterday.

Iraq's President Saddam Hussein has been waging war on his Kurdish minority since before the Gulf war began. According to Iranian and Kurdish sources, more

than 25,000 villages in the three Kurdish provinces of Iraq have been completely destroyed, leaving 800,000 people homeless. It is alleged that half of them were forcefully moved to southern provinces.

Thousands of acres of dense mountain forests were burned down to make way for new roads, helping speedy Iraqi army troop movement. This was a systematic depopulation, pacification and transformation of the Iraqi Kurdish provinces.

During these years, hundreds of thousands of Iraqi Kurds fled to Iran. When Iraq attacked Iran in September 1980, Iranian and Iraqi Kurds once again took up arms against their respective countries, accepting assistance from the opposite side. The Tehran regime has also been at war with Iranian Kurds who were, although on lesser scale, helped from Iraq. The Iranian Kurds are more confident of survival than their Iraqi brothers, who are now likely to face a Saddam Hussein emboldened by what he regards as victory in the Gulf war.

---

THE TIMES 24.8.88

---

## Police Knew Of Threats To Palme

Reuters

STOCKHOLM — Sweden's security police came under attack Tuesday for failing to protect the murdered prime minister, Olof Palme, after threats were made by a Kurdish extremist.

Prime Minister Ingvar Carlsson announced the appointment of a special investigator to head a new inquiry into alleged secret service bungling after studying a report

into Mr. Palme's murder by a lone gunman in February 1986.

Details of the report leaked to the press indicate the security police found out shortly before the assassination about a threat to kill Mr. Palme by a former member of the extremist Kurdistan Workers Party.

"The new information drastically changes the picture of the known threats against Olof Palme's life," Foreign Minister Sten Andersson said on television. "If all the details are correct, extra precautions should have been taken to protect him."

The Kurdish group long been suspected of involvement in the unsolved killing but prosecutors have never brought charges. Mr. Palme

had sent his security guard home for the day when he was shot and killed while walking home from the cinema in Stockholm with his wife Lisbet.

Mr. Carlsson said he had discussed the report with other political leaders. "We have concluded that a special investigator should be appointed to try to establish the concrete threat which existed," he said.

The security services have been under constant attack in recent weeks over their alleged involvement in a covert and privately funded inquiry set up by leading members of the Social Democrats into the murder.

Like every human community, the Kurdish people have the right to preserve their cultural heritage and to freely express their identity. The Kurds' ancient culture is part of the world's cultural patrimony. The product of centuries of history, the work of generations, it deserves, like all other cultures, respect and protection. That is why the undersigned, guided by the principles proclaimed in the United Nation's Charter, the Universal Declaration of Human Rights and the international covenants on human rights, opposed to all forms of intolerance and discrimination, concerned with justice and democracy, urge the Turkish authorities to abolish all constitutional and legal bans on the use of the Kurdish language and, more generally, on all cultural expressions of the millions of Kurdish citizens of Turkey.

# Herald INTERNATIONAL Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

PARIS, WEDNESDAY, JUNE 29, 1988

## INTERNATIONAL APPEAL IN DEFENSE OF KURDISH CULTURE IN TURKEY

### FIRST SIGNATORIES

Faruq ABU-ISSA, former Minister, Chairman of the Arab Lawyers' Union, Sudan; Abdul-Karim AL-TZRI, former Minister, Iraq; Adib AL-JADIR, former Minister, Vice-Chairman of the Arab Organization for Human Rights; Abolhassan BANI SADR, former President of Iran; Ahmad BEN BELLA, former President of Algeria; Jean CHARBONNEL, former Minister, MP, France; Ramsey CLARK, Attorney, former Secretary of Justice, USA; Michel CREPEAU, former Minister, MP, France; Mohamed FAIQ, former Minister, Chairman of the Arab Organization for Human Rights, Egypt; Luigi GRANELLI, former Minister, MP, Italy; Michel JOBERT, former Minister, France; Edward M. KENNEDY, Senator, USA; Bernard KOUCHNER, Secretary of State, France; Edouard LEEEMANS, Minister of State, former Spokesman of the Senate, Belgium; Winnie MANDELA, South Africa; Pierre MAUROY, former Prime Minister, First Secretary of Socialist Party, France; Danielle MITTERRAND, President of the France-Libertés Foundation; Véronique NEIERTZ, Secretary of State, MP, France; Laila SHARAF, former Minister, Jordan; Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, former Minister, MP, France; Omar SIBAT, former Minister, Syria; Bernard STASI, former Minister, MP, Vice-chairman of the CDS, France; Dr J. VALKENIERS, Minister, Belgium.

### MEMBERS OF PARLIAMENT

**BELGIUM:** Magda AELVOET; Vic ANCIAUX; Franz BAERT; Dr M. COPPIETERS; Jo CUYFERS; W. DE VliegHERE; Eric GRYP; Guido JANZEGERS; W. LUYTEN; Nelly MAES; Gaston PAQUE; Théo TOUSSAINT; Hugo VAN DIENDEREN; P. VAN GREMBERGEN.

**FRANCE:** Claude ESTIER; Maxime GREMETZ; Guy MALANDIN; Georges MESMIN; Jean PROVEUX.

**F.R.G.:** Jürgen MARI; Regina MICHALIK; Johann MÜLLER; Jürgen REERTS; Christian SCHMIDT; Renate SCHMIDT; Eberhard WALDE.

**ITALY:** Michele ACHILLI, Chairman of Senate Foreign Affairs Committee; Giacchè ALDO; Silvano ANDRIANI; Giorgio Carlo ARGAN, former Mayor of Rome; Arrigo BALDRINI; Ugo BENAM; Giovanni BERLINGUER; Lonello BERTOLDI; Romana BIANCHI; Giuseppe BOFFA; Aroldo CASCIA; Giuseppe CHIARANTE; Gerardo CHIAROMONTE, director of "Unità"; Giorgio CISBANI; Vecchi CLAUDIO; Vito CONSOLI; Armando COSSUTA; Salvatore CROSETTA; Angelo DIONISI; Isa FERRAGUTI; Antonio FRANCHI; Menotti GALEOTTI; Carmine GAMOFALO; Guido GEROSA; Lorenzo GIANOTTI; Franco GIUSTINELLI; Antonio GRAZIANI; Franco GRECO; Nicola IMBRIACO; Raniero LA VALLE; Luciano LAMA, Vice-Chairman of Senate; Franco LONGO; Pasquale LOPS; Maurizio LOTTI; Archimede Casadei LUCCHI; Francesco MACIS; Ettore MASINA; Gianni MATTIOLI; Luigi MERIGGI; Giorgio NAPOLITANO; Carla NESPOLO; Adalberto NINUCCI; Gian-Carlo PAJETTA; Ugo PECCHIOLO; Onofrio PETRARA; Piero PIERALLI; Mario PINNA; Renato POLLINI; Giovanni RANALLI; Margherita RICCARDO; Dr Hans RÜBNER; Ersilia SALVATO; Franco SALVI, vice-Chairman of Senate Foreign Affairs Committee; Massimo SCALLA; Umberto SCARDAONI; Giovanna SENERI; Rino SERRI; Stojan SPETIC, Secretary of the Senate Foreign Affairs Committee; Ugo SPOSETTI; Antonio TARAMELLI, former President of the Region of Milano; Giglia TEDESCO; Giorgio TORNATI; Graziella TOSSI BRUTTI; Tullio VERCHIETTI; Ugo VETERE; Giuseppe VIGNOLA; Roberto VISCONTI; Giuseppe VITALE; Paolo VOLPONI; Benigno ZACCAGNINI, former Secretary of the Christian Democracy.

**NETHERLANDS:** Ria BECKERS, President of the Radical Party Parliamentary Group; B. GAAYFORTMAN; E. RENSMAN.

**SPAIN:** Lluís RECODER, President of the JNC.

**UNITED KINGDOM:** Diana ABBOTT; Peter AREMER; Lord AVEBURY; Tony BANKS; Harry BARNES; John BATTLE; Tony BENN; Keith BRADLEY; Sir Bernard BRAINE, Vice-Chairman of the Human Rights Parliamentary Group; Ron BROWN; Dennis CANAVAN; Bob CLAY; Ann CLWYD; Harry COHEN; Frank COOKE; Jeremy CORBYN; John CUMMINGS; Terry FIELDS; George GALLOWAY; Lord GIFFORD; Mildred GORDEN; Burny GRANT; Peter HARDY; Jerry HAYES; Eric HEFFER; Stewart HOLLAND; Doug HOYLE; J. HUGHES; Lord KILBRACKEN; Anthony LLOYD; Eddy LOYDEN; J. MAC ALLION; Max MADDIN; Bill MICHIE; Chris MULLIN; Bob PARRY; Martin REDMOND; J. RUDDOCK; Brian SEDGEMORE; Clare SHORT; Dennis SKINNER; Chris SMITH; Dafydd Elis THOMAS; Pat WALL; Jimmy WAY; Dafydd WIGLEY.

**EUROPEAN PARLIAMENT:** Luciana CASTELLINA, Italy; Gianni CERVETTI, Italy; H. D'ANCONA, Netherlands; Dr Joachim DALSASS, South-Tyrol, Italy; Winifred EWING, Chairman of the Scottish National Party, UK; Stanley NEWENS, UK; Eddy NEWMAN, UK; Jiri PELIKAN, Italy; Marisa RODANO, Italy; Henry SABA, Vice-Chairman of the Socialist Group, France; Lalla TRUPLA, Italy.

**AUSTRIA:** Josef CAP; Dr Heinz FISCHER, President of the Socialist Group in Parliament; Herbert FUCHS; Walter GEYER; Arnold GRABNER; Walter GUOGENBERGER; Fritz HOCHMAIR; Freda MEISSNER-BLAU, President of the Grünen Group in Parliament; Dr Lothar MÜLLER; Peter PILZ; Karel SMOLLER; Manfred SRB; Andreas WABL.

**SWEDEN:** Lohja EXVER; Hans-Göran FRANCK; Olaf JOHANSSON, Chairman of the Centre Party; Oskar LINDKVIST; Bert SVENSSON; Göran SVENSSON; Eekki TAMMENOKSA; Lars WERNER, Chairman of the VPK; Bengt WESTERBERG, leader of the Liberal Party.

**USA - SENATORS:** Brock ADAMS; Kent CONRAD; Wendell FORD; Albert GORE; Bob GRAHAM; Daniel K. INOUE; Carl LEVIN; John MELCHER; Clairborne PELL, Chairman of Senate Foreign Affairs Committee; William PROXMIER; Donald W. RIEGLE.

**USA - CONGRESSMEN:** John CONYERS; George CROCKETT; James J. JEFFORDS; Tom LANTOS, co-Chairman of the House "Human Rights Caucus"; Joe MOAKLEY; Constance A. MORELLA; James OBERSTAR; Nancy PELOSI; Ted WEISS.

### ORGANIZATIONS

Nuri ABDUL-RAZAQ, Chairman of the Africa-Asia Solidarity Organization; Amar BENTOUMI, Secretary General of the International Association of Democrat Lawyers; Pierre BERCIS, Chairman of "Nouveaux Droits de l'Homme", France; Michel BLUM, Attorney, Chairman of the Special Committee of Non Governmental Organizations at the United Nations; Pierre-BRANA, National Secretary for Human Rights, Socialist Party, France; Jason W. CLAY, Cultural Survival inc., Harvard, USA; Harlem DESIR, Chairman of SOS Racisme, France; Raphaël DOUEB, General Secretary of the France-Libertés Foundation; Julio Anguita GONZALES, General Secretary of the Spanish Communist Party; Dr Bruno HOSP, General Secretary of SVP, South Tyrol, Italy; Yves JOUFFA, Chairman of the French League for Human Rights; G. LE NEOUANNIC, National Secretary of the FEN, France; Leo MATARASSO, Attorney, President of the International League for the Peoples' rights and liberation, France; Yannick SIMBRON, General Secretary of the FEN, France.

#### NOBEL LAUREATES

Christian B. ANFINSEN, USA; Kenneth J. ARROW, USA; Herbert C. BROWN, USA; Herbert A. HAUPTMAN, USA; François JACOB, France; Sir John KENDREW, UK; Jean-Marie LEHN, France; Salvador E. LURIA, USA; André LWOFF, France; Mairead Corrigan MAGUIRE, Ireland; Louis NEEL, France; Adolfo PERES ESQUIVEL, Argentina; J.C. POLANYI, Canada; Ilya PRIGOGINE, Belgium; Carlo RUBBIA, Italy; Claude SIMON, France; Desmond TUTU, South Africa; S. VAN DER MEER, Netherlands; George WALD, USA; Elie WIESEL, USA.

#### ARTISTS

Nestor ALMENDROS, Argentina; BARBARA, France; Maurice BEJART, France; Ingmar BERGMAN, Sweden; Jane BIRKIN, UK; Juan CEDRON, Argentina; Gérard DEPARDIEU, France; Miguel Angel ESTRELLA, Argentina; France GALL, France; Francis GIROD, France; Roger HANIN, France; HIGELIN, France; Malak-Djahan KHAZAL, Iran; Parviz KIMIAVI, Iran; Catherine LARA, France; Ariane MNOUCHKINE, France; Yves MONTAND, France; Hugo SANTIAGO, Argentina; Ettore SCOLA, Italy; Mrinal SEN, India; Fernando SOLANAS, Argentina; Bertrand TAVERNIER, France; TAVIANI Brothers, Italy; Gian Maria VOLONTE, Italy.

#### WRITERS AND JOURNALISTS

Rodney AITCHTEY, UK; Hani AL-FIKAIKI, Iraq; Kadim AL-SAMAWI, Iraq; Rafael ALBERTI, Spain; Jorge AMADO, Brazil; Giancarlo ANGELONI, Italy; Father Ernesto BALDUCCI, Italy; Salim BARAKAT, Syria; Ruben BAREIRO-SAGUIER, Paraguay; Caroline BEHR, UK; Marshall BERMAN, USA; Jean BERTOLINO, France; Claude BOURDET, France; Robert BRECHON, Secretary of the French Pen Club; Gérard CHALIAND, France; Didier DECOIN, France; Régine DESFORGES, France; Margaret DRABBLE, UK; Umberto ECO, Italy; Salim FAKHRY, Iraq; Jean-Pierre FAYE, France; Michel FLEURET, France; Lady Antonia FRAZER, President of the British Pen Club; Marisa GIOFFRE, USA; Victoria GLENDINING, UK; André GLUCKSMANN, France; Alan GUINSBOURG, USA; Nora GUTTMAN, USA; HAJI-SEYED-DJAVADI, Iran; Marek HALTER, France; Michael HOLROY, UK; Bernard LANGLOIS, France; Claude LANZMANN, France; Penelope LIVELY, UK; Joyce LUSSU, Italy; M. MAHMOODI, Iran; Eduardo MANET, Cuba; Claude MAURIAC, France; Emily Arnold McCULLY, USA; Juliette MINCES, France; Alberto MORAVIA, Italy; Abdul-Rahman MUNIF, Saudi Arabia; Jan MYRDAL, Sweden; Esmail NOORIALA, Iran; Manuel Zapata OLIVELLA, Columbia; Juan Carlos ONETTI, Uruguay; Grace PALEY, USA; Octavio PAZ, Mexico; Gilles PERRAULT, France; Harold PINTER, UK; Augusto ROA-BASTOS, Paraguay; Bernice Ruth RUBENS, UK; Severo SARDUY, Cuba; Tom STOPPARD, UK; René TAVERNIER, International Vice-Chairman of the Pen Club; Hélène TOURNAIRE, France; Kathryn WATTERSON, USA; Linda WOLFE, USA; Sa'di YOUSSEF, Iraq.

#### ACADEMICS

Samuele Sabino ACQUAVIVA, University of Padova, Italy; Richard ADAMS, University of Texas, USA; Jalal Sadiq AL-ADM, University of Damas, Syria; Hadi AL-ALAWI, historian, Iraq; Michel BANKS, London School of Economics; Hanna BATATU, Georgetown University, USA; Cyril BELSHAY, British Columbia University, Canada; M. BENCHIKH, Algiers University; Terry CANNON, Thames Polytechnic, UK; Gustave CHOQUET, member of l'Académie des Sciences, France; Claude COHEN-TANNOUJII, Collège de France; Harvey COX, Harvard, USA; Vincent CRAPANZANO, Columbia University, USA; Stanley DIAMOND, New School for Social Research of New York, USA; Lion EISENBERG, Harvard Medical School, USA; Didar FAWZY, historian, Egypt; Roderick FLOUD, Birkbeck College, UK; René GALLISSOT, Paris University; Burhan GHALIOUN, sociologist, Syria; Myriam GOHEEN, Harvard, USA; Mahdi HAFEZ, economist, Syria; Fred HALLIDAY, London School of Economics; David HAMLIN, Birkbeck College, UK; Mohammed HARB, historian, Algeria; Hans-Georg HEINRICH, Austria; Guy HERAUD, University of Pau, France; Paul HIRST, Birkbeck College, UK; Mark HOFFMAN, London School of Economics; François HOUTART, Catholic University of Louvain, Belgium; Deell HYMES, University of Virginia, USA; Edmond JOUVE, Sorbonne University, France; Edgar LEDERER, Member of l'Institut de France University; Linda MAYOUX, Cambridge, UK; Pierre METGE, Research Fellow, France; Alexandre MINKOVSKY, René Descartes, France; Maxime MOLYNEUX, Exeter University; Théodore MONOD, member of l'Institut de France; Lucia MORA, University of Castilla-La Mancha, Spain; Kichiro NAKAHARA, University of Tokai, Japan; professor, France; Roger OWEN, professor, UK; Nasser PAKDAMAN, Paris VII, France; Antonio PAPISCA, University of Padova, Italy; Gérard PIERRE-CHARLES, sociologist, Haiti; Maxime RODINSON, Ecole pratique des Hautes Etudes, France; Julio RODRIGUEZ-PUERTOLAS, Autonomous University of Madrid, Spain; Laurent SCHWARTZ, mathematician, France; Léon SCHWARTZENBERG, cancerologist, Faculté de Médecine de Paris, France; William A. SHACK, University of California, USA; Michael M.J. SISCHER, University of Houston, USA; N. SMITH, Harvard Law School, USA; Paul Patrick STREETEN, Director of World Development Institute, USA; Eugenio SUAREZ-GALBON, University of Madrid, Spain; L.V. THOMAS, Sorbonne University, France; Gemma TILLION, sociologist, France; Alain TOURAINE, sociologist, France; Armando URIBE, professor, Chile; Peter UTTING, Essex University, UK; Carmen VERGARA, University of Madrid, Spain; Pierre VIDAL-NAQUET, historian, France; Paul VIEILLE, sociologist, CNRS, France; Richard VOKES, Kent University, UK; Kazuo YAMAUCHI, University of Tokai, Japan; Sami ZUBAIDA, Birkbeck College, UK.

#### AND ALSO:

Gianfranco BARTOLINI, President of the Regional Government of Toscana, Italy; Baroness Teasa BLACKSTONE; Alberto BRASCA, President of the Province of Florence, Italy; Bernard DORIN, Ambassador of France; Jacques GAILLOT, Bishop of Evreux, France; Luciano GUERZONI, President of the Emilia-Romagna Region, Italy; Dr Silvius MAGNAGO, President of South-Tyrol, President of SVP, Italy; S. PATJN, Governor of The Hague, Netherlands; Alfonsino RINALDI, Mayor of Modena, Italy; Antoine SANGUINETTI, Admiral, France; Philippe TEXIER, Judge, France; Dr Luis ZINGERLE, President of the Trentin Region, South-Tyrol, Italy.

\* US Senators also urge the governmental authorities in Iran, Iraq and Syria to abolish all the restrictions on the use of the Kurdish language and, more generally, to lift all prohibitions on cultural expression of their Kurdish citizens.

THIS CAMPAIGN WILL CONTINUE UNTIL THE CULTURAL RIGHTS OF THE KURDS ARE RECONGNIZED. PLEASE SEND SIGNATURES AND FINANCIAL SUPPORT TO: THE KURDISH INSTITUTE, 106, RUE LAFAYETTE, 75010 PARIS. TEL. 48 24 64 64.

# The Guardian

## INTERNATIONAL APPEAL IN DEFENSE OF KURDISH CULTURE IN TURKEY

Like every human community, the Kurdish people have the right to preserve their cultural heritage and to freely express their identity. The Kurds' ancient culture is part of the world's cultural patrimony. The product of centuries of history, the work of generations, it deserves, like all other cultures, respect and protection. That is why the undersigned, guided by the principles proclaimed in the United Nation's Charter, the Universal Declaration of Human Rights and the international covenants on human rights, opposed to all forms of intolerance and discrimination, concerned with justice and democracy, urge the Turkish authorities to abolish all constitutional and legal bans on the use of the Kurdish language and, more generally, on all cultural expressions of the millions of Kurdish citizens of Turkey.

### FIRST SIGNATORIES

Faruq ABU-ISSA, former Minister, Chairman of the Arab Lawyers' Union, Sudan; Abdel-Karim AL-YZRI, former Minister, Iraq; Adib AL-JADIR, former Minister, Vice-Chairman of the Arab Organization for Human Rights; Abolhasan BANI SADR, former President of Iran; Ahmad BEN BELLA, former President of Algeria; Jean CHARBONNEL, former Minister, MP, France; Ramsey CLARK, Attorney, former Secretary of Justice, USA; Michel CREPEAU, former Minister, MP, France; Mohamed FAIQ, former Minister, Chairman of the Arab Organization for Human Rights, Egypt; Luigi GRANELLI, former Minister, MP, Italy; Michel JOBERT, former Minister, France; Edward M. KENNEDY, Senator, USA; Bernard KOUCHNER, Secretary of State, France; Edouard LEEMANS, Minister of State, former Spokesman of the Senate, Belgium; Winnie MANDELA, South Africa; Pierre MAUROU, former Prime Minister, First Secretary of Socialist Party, France; Danielle MITTERRAND, President of the Franco-Liberte Foundation; Veronique NEIERTZ, Secretary of State, MP, France; Laila SHARAF, former Minister, Jordan; Leon SCHWARTZENBERG, Professor of cancerology, Minister, France; Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, former Minister, MP, France; Omar SIBAI, former Minister, Syria; Bernard STASI, former Minister, MP, Vice-Chairman of the CDS, France; Dr J. VALKENIERS, Minister, Belgium.

### MEMBERS OF PARLIAMENT

BELGIUM: Magda AELVOET; Vic ANCIAUX; Laurens APPELTANS; Franz BAERT; Henri de BELDER; Dr M. COPPIETERS; Jo CUYFERS; W. DE VLEIGHERE; Jaak GABRIELS, President of Volksunie Party; Eric GRYP; Guido IANZEGERS; W. LUYTEN; Nelly MAES; Gaston PAQUE; Paul PEETERS; Théo TOUSSAINT; Hugo VAN DENBERGEN; P. VAN GREMBERGEN.

FRANCE: Michel COFFINEAU, Vice-Chairman of Assemblée Nationale; Claude ESTIER; Maxime GREMETZ; Gérard GOUZES; André LAJOINIE; Hélène LUC; Guy MALANDIN; Georges MESMIN; Jean PROVEUX.

F.R.G.: Rudolf BINDIG; Monica GANSEFORT; Jürgen MARI; Regina MICHALIK; Johann MÜLLER; Jürgen REERTS; Christian SCHMIDT; Renate SCHMIDT; Eberhard WALDE.

ITALY: Michele ACHILLI, Chairman of Senate Foreign Affairs Committee; Giacchè ALDO; Silvano ANDRIANI; Giorgio Carlo ARGAN, former Mayor of Rome; Arnio BALDRINI; Ugo BENAM; Giovanni BERLINGUER; Lonello BERTOLDI; Romana BIANCHI; Giuseppe BOFFA; Arnoldo CASCIA; Giuseppe CHIARANTE; Gerardo CHIAROMONTE, director of "Unità"; Giorgio CISBANI; Vecchi CLAUDIO; Vito CONSOLI; Armando COSSUTA; Salvatore CROCETTA; Angelo DIONISI; Isa FERRAGUTI; Antonio FRANCHI; Menotti GALEOTTI; Carmine GAMOFALO; Guido GEROSA; Lorenzo GIANOTTI; Franco GUSTINELLI; Antonio GRAZIANI; Franco GRECO; Nicola IMBRIACO; Raniero LA VALLE; Luciano LAMA, Vice-Chairman of Senate; Franco LONNO; Pasquale LOPS; Maurizio LOTTI; Archimede Casadei LUCCHI; Francesco MACIS; Ettore MASINA; Gianni MATTIOLI; Luigi MERIGGI; Giorgio NAPOLITANO; Carlo NESPOLO; Adalberto NINUCCI; Gian-Carlo PAJETTA; Ugo PECCHIOLI; Onofrio PETRARÀ; Piero PIERALLI; Mario PINNA; Renato POLLINI; Giovanni RANALLI; Margherita RICCARDO; Dr Hans RUBNER; Emilia SALVATO; Franco SALVI, vice-Chairman of Senate Foreign Affairs Committee; Massimo SCALIA; Umberto SCARDAONI; Giovanni SENNER; Rino SERRI; Stojan SPETIC, Secretary of the Senate Foreign Affairs Committee; Ugo SPOSETTI; Antonio TARAMELLI, former President of the Region of Molise; Gigliola TEDESCO; Giorgio TORNATI; Grazziella TOSSI BRUTTI; Tullio VERCIHETTI; Ugo VETTERE; Giuseppe VIGNOLA; Roberto VISCONTI; Giuseppe VITALE; Paolo VOLPONI; Benigno ZACCAGNINI, former Secretary of the Christian Democracy.

NETHERLANDS: Ria BECKERS, President of the Radical Party Parliamentary Group; B. GAAYFORTMAN; E. RENS-MAN.

SPAIN: Joan COLOMINES I PUG; Lluís RECODER, President of the INC.

UNITED KINGDOM: Diane ABBOTT; Peter AREMER; Lord AVEBURY, Chairman of the Human Rights Parliamentary Group; Tony BANKS; Henry BARNES; John BATTLE; Tony BENN; Keith BRADLEY; Sir Bernard BRAINE, Ron BROWN; Dennis CANAVAN; Bob CLAY; Ann CLWYD; Harry COHEN; Frank COOKE; Jeremy CORBYN; John CUNNINGHAM; Terry FIELDS; George GALLOWAY; Lord GIFFORD; Mildred GORDEN; Benny GRANT; Peter HARDY; Jerry HAYES; Eric HEFFER; Stewart HOLLAND; Doug HOYLE; J. HUGHES; Anthony LLOYD; Eddy LOYDEN; J. MAC ALLION; Max MADDEN; Bill MICHIE; Chris MULLIN; Bob PARRY; Martin REDMOND; J. RUDDOCK; Alex SALMON; Brian SEDGEMORE; Clare SHORT; Dennis SKINNER; Chris SMITH; Dafydd Elis THOMAS; Pat WALL; Andrew WELSH; Jimmy WRAY; Dafydd WIGLEY.

EUROPEAN PARLIAMENT: Elise BOOT, Belgium; Luciana CASTELLINA, Italy; Gianni CERVETTI, Italy; H. D'ANCONA, Netherlands; Dr Joachim DALSSASS, South-Tyrol, Italy; Winifred EWING, Chairman of the Scottish National Party, UK; Stanley NEWENS, UK; Eddy NEWMAN, UK; Jini PELIKAN, Italy; Maria RODANO, Italy; Henry SABY, Vice-Chairman of the Socialist Group, France; Lalla TRUPIA, Italy.

AUSTRIA: Josef CAP; Dr Heinz FISCHER, President of the Socialist Group in Parliament; Herbert FUCHS; Walter GEYER; Arnold GRABNER; Walter GUGENBERGER; Fritz HOCHMAIR; Freda MEISSNER-BLAU, President of the Grünen Group in Parliament; Dr Lothar MULLER; Peter PILZ; Karel SMOLLER; Manfred SRB; Andreas WABL.

SWEDEN: Lohja EKVER; Hans-Göran FRANCK; Olaf JOHANSSON, Chairman of the Centre Party; Oskar LINDKVIST; Bert SVENSSON; Göran SVENSSON; Edith TAMMENOKSA; Lars WERNER, Chairman of the VPK; Bengt WESTERBERG, leader of the Liberal Party.

USA - SENATORS\*: Brock ADAMS; Kent CONRAD; Wendell FORD; Albert GORE; Bob GRAHAM; Daniel K. INOUE; Carl LEVIN; John MELCHIER; Clairborne PELL, Chairman of Senate Foreign Affairs Committee; William PROXMIRE; Donald W. RIEGLE.

USA - CONGRESSMEN: John CONYERS; George CROCKETT; James J. JEFFORDS; Tom LANTOS, co-Chairman of the House "Human Rights Caucus"; Joe MOAKLEY; Constance A. MORELLA; James OBERSTAR; Nancy PELOSI; Ted WEISS.

### ARTISTS

Nestor ALMENDROS, Argentina; BARBARA, France; Maurice BEJART, France; Ingmar BERGMAN, Sweden; Jane BIRKIN, UK; Juan CEDRON, Argentina; Gérard DEPARDIEU, France; Miguel Angel ESTRELLA, Argentina; Franco GALL, France; Francis GIROD, France; Roger HANIN, France; HIGELIN, France; Malak-Djahan KHAZAL, Iran; Parviz KIMIAVI, Iran; Catherine LARA, France; Ariane MNOUCHKINE, France; Yves MONTAND, France; Satyajit RAY, India; Hugo SANTIAGO, Argentina; Ettore SCOLA, Italy; Minnal SEN, India; Fernando SOLANAS, Argentina; Bertrand TAVERNIER, France; TAVIANI Brothers, Italy; Gian Maria VOLONTE, Italy.

\* US Senators also urge the governmental authorities in Iran, Iraq and Syria to abolish all the restrictions on the use of the Kurdish language and, more generally, to lift all prohibitions on cultural expression of their Kurdish citizens

#### NOBEL LAUREATES

Christian B. ANFINSEN, USA; Kenneth J. ARROW, USA; Baruj BENACERRAF, USA; Herbert C. BROWN, USA; Herbert A. HAUPTMAN, USA; François JACOB, France; Sir John KENDREW, UK; Jean-Marie LEHN, France; Salvador E. LURIA, USA; André LWOFF, France; Mairead Corrigan MAGUIRE, Ireland; Louis NEEL, France; Adolfo PERES ESQUIVEL, Argentina; J.C. POLANYI, Canada; Ilya PRIGOGINE, Belgium; Carlo RUBBIA, Italy; Claude SIMON, France; Desmond TUTU, South Africa; S. VAN DER MEER, Netherlands; George WALD, USA; Elie WIESEL, USA.

#### ORGANIZATIONS

Nuqi ABDUL-RAZAQ, Chairman of the Africa-Asia Solidarity Organization; Ahmad AL-KHAWAGA, Dean of Egyptian Lawyers; Suhair AL-QALMAWI, Chairman of the Organization of Arab Women, Egypt; Amar BENTOUMI, Secretary General of the International Association of Democrat Lawyers; Pierre BERCIS, Chairman of "Nouveaux Droits de l'Homme", France; Michel BLUM, Attorney, Honorary President of FIDH, France; PierreBRANA, National Secretary for Human Rights, Socialist Party, France; Jason W. CLAY, Cultural Survival inc., Harvard, USA; Harlem DESIR, Chairman of SOS Racisme, France; Raphaël DOUEB, General Secretary of the Franco-Liberte Foundation; Julio Anguita GONZALES, General Secretary of the Spanish Communist Party; Clara M. GYORGUEY, President of International PEN Writers-in-Exile Center, USA; Dr Bruno HOSP, General Secretary of SVP, South Tyrol, Italy; Daniel JACOBY, President of International Federation of Human Rights, France; Yves JOUFFA, Chairman of the French League for Human Rights; G. LE NEOUANNIC, National Secretary of FEN, France; Leo MATARASSO, Attorney, Honorary President of the International League for the Peoples' rights and liberation, France; Jean-Pierre PIERRE-BLOCH, former Minister, President of LICRA, France; Yannick SIMBRON, General Secretary of FEN, France.

#### WRITERS AND JOURNALISTS

Rodney ATTCHET, UK; Hani AL-FIKAIKI, Iraq; Kadim AL-SAMAWI, Iraq; Rafael ALBERTI, Spain; Jorge AMADO, Brazil; Giancarlo ANGELONI, Italy; Father Ernesto BALDUCCI, Italy; André BALLAND, France; Russell BANKS, USA; Ruben BAREIRO-SAGUIER, Paraguay; Caroline BEHR, UK; Marshall BERMAN, USA; Jean BERTOLINO, France; Claude BOURDET, France; Robert BRECHON, France; Robert CARNEVALE, USA; Gérard CHALLIAND, France; Didier COOIN, France; Régine DESFORGES, France; Margret DRABBLE, UK; Umberto ECO, Italy; Richard ELMAN, USA; Salim FAKHRY, Iraq; Jean-Pierre FAYE, France; Michel FLEURET, France; Lady Antonia FRAZER, President of the British Pen Club; Marisa GIOFFRE, USA; Victoria GLENDINING, UK; André GLUCKSMANN, France; Alan GUINSBOURG, USA; Nora GUTTMAN, USA; HAJI-SEYED-DJAVADI, Iran; Marek HALTER, France; Michael HOLROY, UK; Jan KEMP, USA; Esmail KHOI, Iran; Lord KILBRACKEN, UK; Bernard LANGLOIS, France; Claude LANZMANN, France; Penelope LLEVELY, UK; Joyce LUSSU, Italy; M. MAHDOOBI, Iran; Eduardo MANET, Cuba; Claude MAURJAC, France; Emily Arnold McCULLY, USA; Juliette MINCES, France; Alberto MORAVIA, Italy; Abdul-Rahman MUNIF, Saudi Arabia; Jan MYRDAL, Sweden; Marnel Zapata OLIVELLA, Columbia; Juan Carlos ONETTI, Uruguay; Jean ORIZET, General Secretary of the French Pen Club, Grace PALEY, USA; Octavio PAZ, Mexico; Sheila C. PELLEGRINI, USA; Gilles PERRAULT, France; Harold PINTER, UK; Augusto ROA-BASTOS, Paraguay; Bernice Ruth RUBENS, UK; Severo SARDUY, Cuba; Tom STOPPARD, UK; Andrew SULLIVAN, USA; René TAVERNIER, International Vice-Chairman of the Pen Club; Hélène TOURNAIRE, France; Tomas VENCLOVA, USA; Kathryn WATTERSON, USA; Linda WOLFE, USA; Sa'di YOUSSEF, Iraq.

#### ACADEMICS

Sarrale Sabino ACQUAVIVA, University of Padova, Italy; Richard ADAMS, University of Texas, USA; Jalal Sadiq AL-ADM, University of Damascus, Syria; Hadi AL-ALAWI, historian, Iraq; Michel BANKS, London School of Economics; Hanna BATATU, Georgetown University, USA; Cyril BELSHAY, British Columbia University, Canada; M. BENCHIKH, Algiers University; Terry CANNON, Thames Polytechnic, UK; Gustave CHOQUET, member of l'Académie des Sciences, France; Claude COHEN-TANNOUDJI, Collège de France; Harvey COX, Harvard, USA; Vincent CRAPANZANO, Columbia University, USA; Stanley DIAMOND, New School for Social Research of New York, USA; Lion EISENBERG, Harvard Medical School, USA; Didar FAWZY, historian, Egypt; Roderick FLOUD, Birkbeck College, UK; René GALLISSOT, Paris University; Burhan GHALJOUN, sociologist, Syria; Todd GITLIN, University of California, Berkeley, USA; Myriam GOHEEN, Harvard, USA; Mahdi HAFEZ, economist, Syria; Fred HALLIDAY, London School of Economics; David HAMLIN, Birkbeck College, UK; Mohammed HARBI, historian, Algeria; Hans-Georg HEINRICH, Austria; Guy HERAUD, University of Pau, France; Paul HIRST, Birkbeck College, UK; Mark HOFFMAN, London School of Economics; Françoise HOUTART, Catholic University of Louvain, Belgium; Doell HYMES, University of Virginia, USA; Edmond JOUVE, Sorbonne University, France; Walid KHALIDI, Harvard, USA; Edgar LEDERER, Member of l'Institut de France University; Linda MAYOUX, Cambridge, UK; Pierre METGE, Research Fellow, France; Alexandre MINKOVSKY, René Descartes, France; Maxine MOLYNEUX, Essex University, UK; Théodore MONOD, member of l'Institut de France; Lucia MORA, University of Castilla-La Mancha, Spain; Kichiro NAKAHARA, University of Tokai, Japan; professor, France; Roger OWEN, professor, UK; Nasser PAKDAMAN, Paris VII, France; Antonio PARISSCA, University of Padova, Italy; Gérard PIERRE-CHARLES, sociologist, Haiti; Maxime RODINSON, Ecole pratique des Hautes Etudes, France; Julio RODRIGUEZ-PUERTOLAS, Autonomous University of Madrid, Spain; Laurent SCHWARTZ, mathematician, France; William A. SHACK, University of California, USA; Michael M.J. SISCHER, University of Houston, USA; N. SMITH, Harvard Law School, USA; Paul Patrick STREETEN, Director of World Development Institute, USA; Eugenio SUAREZ-GALBON, University of Madrid, Spain; L.V. THOMAS, Sorbonne University, France; Germaine TILLION, sociologist, France; Alain TOURAINE, sociologist, France; Armando URIBE, professor, Chile; Peter UTTING, Essex University, UK; Carmen VERGARA, University of Madrid, Spain; Pierre VIDAL-NAQUET, historian, France; Paul VIELLE, sociologist, CNRS, France; Richard VOKES, Kent University, UK; Kazuo YAMAUCHI, University of Tokai, Japan; Semi ZUBAIDA, Birkbeck College, UK.

#### AND ALSO:

Gianfranco BARTOLINI, President of the Regional Government of Tuscany, Italy; Baroness Tessa BLACKSTONE, UK; Alberto BRASCA, President of the Province of Florence, Italy; Bernard DORIN, Ambassador of France; Harald EDELSTAM, former Ambassador of Sweden; Jacques GAILLOT, Bishop of Evreux, France; Luciano GUERZONI, President of the Emiglia-Romagna Region, Italy; Dr Silvius MAGNAGO, President of South-Tyrol, President of SVP, Italy; S. PATIJN, Governor of The Hague, Netherlands; Alfonsina RINALDI, Mayor of Modena, Italy; Antoine SANGUINETTI, Admiral, France; Philippe TEXIER, Judge, France; Dr Luis ZINGERLE, President of the Trentin Region, South-Tyrol, Italy.

THIS CAMPAIGN WILL CONTINUE UNTIL THE CULTURAL RIGHTS OF THE KURDS  
ARE RECOGNIZED. PLEASE SEND SIGNATURES AND FINANCIAL SUPPORT TO:  
THE KURDISH INSTITUTE, 106, RUE LAFAYETTE, 75010 PARIS. TEL. 48 24 64 64.

Türkiye düşmanları  
azdılar

# Bölücülerin imza kampanyası



## DIŞ HABERLER SERVİSİ

Türkiye'de Kürt kültürünün (1) savunulması iddiasıyla Avrupa'da imza toplayan bölücü bir teşkilât, "International Herald Tribune" gazetesinin dünkü sayısına geniş bir ilân verdi.

İlânın giriş bölümünde, çağrıya imza stantların BM Yasası ve Evrensel İnsan Hakları Beyannamesi doğrultusunda ha-

reket ettikleri iddia edilerek, Türk yetkililerinden, Kürt dili üzerindeki her nevi kanunî baskıları kaldırması isteniyor.

Merkezi Paris'te bulunan Kürt Enstitüsü'nün sözcü "Milletlerarası Çağrı"na imza koyanlar arasında, İran eski devlet başkanı Beni Sadr, Cezayir eski cumhurbaşkanı Ahmed Bin Bella, İtalya eski başbakanı ve milletvekili Luigi Granelli, ABD senatörü Edward Kennedy, Winette Mandel, Fransa eski başbakanı Pierre Mauroy, Danielle Mitterrand, Belçika bakanlarından Dr. J. Vankaters ve Belçika, Fransa, İtalya, Hollanda, İngiltere, Avusturya, İsveç, ABD parlamentolarından üyeler bulunuyor.

Sözde "Milletlerarası Çağrı"ya imza koyan yazarlar ve gazeteciler arasında Jorge Amado, Umberto Eco, Alan Ginsbourg, Octavio Paz, Alberto Moravia, Jan Myrdal, Harold Pinter, René Taver-

Tercüman 1.7.88

## Şemdinli'de 11 PKK'lı yakalandı

### HABER MERKEZİ

Şemdinli'nin Şirnak ilçesinde PKK'nın yola döşediği mayına basan bir kişi öldü, bir kişi ağır yaralandı.

Hakkâri'nin Şemdinli ilçesinde de, biri yaralı olmak üzere 11 PKK militanı yakalandı.

### MAYIN PATLADI

Muhabirimiz Emin Batmaz'ın haberine göre, önceki akşam Şirnak'ın Kızılsu nahiyesinden Dereci TRT İstasyonu istikametine giden Ali Erik ile Salt Erik, daha önce PKK tarafından yola döşendiği sanılan mayına bastı. Patlama sonucu Ali Erik olay yerinde hayatını kaybederken, Salt Erik ağır yaralı olarak Cizre Devlet Hastanesi'nde tedavi altına alındı.

### YAKALANAN MİLTANLAR

Tercüman Diyarbakır bürosu-

nun haberine göre, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'ne bağlı, sınırda devriye görevi yapan güvenlik kuvvetleri, önceki gün Hakkâri'nin Şemdinli ilçesi Yeşilova bölgesinde, yurda kaçak giriş yapan 11 PKK militanı ile karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "Dur" ihtarına ateş ile karşılık verilmesi üzerine silâhlı çatışma çıktı.

Güvenlik kuvvetleri, başarılı bir operasyon sonucu biri yaralı olmak üzere 11 teröristi yakaladı. Teröristlerle birlikte 11 Kalanikof, 2 el bombası, çok sayıda şarjör ve mermi de ele geçirildi. Teröristlerin kimlik tespiti için, çalışmalarını sürdürdüğü kaydedildi.

Tercüman 12.7.88

## Bölücü lider tükendi

# Talabani, Irak ile anlaşma istiyor

**B**AGDAT, (A.A)- Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Dr. Said Celal Talabani'nin, Irak yönetimi ile görüşmeler yaptığı öğrenildi.

Bağdat'taki Kürt kaynaklara göre, görüşmelerde Irak yönetimi Talabani'den, silâhlı mücadeleye son vermesini istedi.

Talabani'nin ise, bağımsızlık yerine, daha geniş bir muhtariyet ve kendi kolluk kuvvetlerini oluşturmak istediği bildiriliyor.

Gözlemciler, Talabani'nin, bu isteğiyle halen emrinde bulunan ve "terörist, asi, Peşmerge" olarak nitelenen kanun dışı kuvvetlerini meşrû güvenlik gücü haline dönüştürmek istediğini savunuyorlar.

Talabani muhtar Kürt bölgesi sınırlarının, bazı petrol bölgelerini de içine alacak şekilde genişletilmesini talep etti.

Talabani'nin istediği petrol bölgeleri arasında Musul ve Kerkük de bulunuyor. Talabani, muhtar yönetimin ekonomik bağımsızlığını garanti altına almak amacıyla bu petrol gelirlerinin otonom bölgenin kalkınması için harcanmasını istedi.

Irak yönetiminin ise, Talabani'nin bu isteklerini kabul edebileceğine ihtimal verilmiyor.

Irak'ta hükümet kuvvetlerinin, ayrılıkçı Kürt gerillalarına karşı en son operasyonu geçen nisan ayında Süleymaniye yakınlarındaki önemli bir Kürt karargahına düzenlenmişti. Bu operasyondan sonra Talabani kuvvetlerinin tamamen dağıldığı bildirilmiş ve bunun Talabani'nin sonu olduğu öne sürülmüştü. Ancak Irak'ın şartlar elverişli iken neden Talabani'yi sıkıştırmaktan vazgeçtiği Bağdat'ta merak edilen konulardan biriydi.

Irak'ın düzenlediği nisan operasyonu sırasında Londra'da olan Talabani'nin önce Moskova'dan, kabul edilmeyince Washington'dan siyasi sığınma istediği haberleri çıkmıştı.

Bu haberlere göre, ABD Talabani'den kuzey Irak'taki eylemlerine son vermesini ve Irak hükümetiyle görüşmelere başlamasını istemişti.

ABD ile Talabani arasındaki bu görüşmeleri haber alan Irak yönetimi ise, tepkisini diplomatik yollardan değil, televizyonda yayınlanan bir siyasi forumda "İçişlerine müdahale" şeklinde ifade etmişti.

# Marmaris'te PKK militanı yakalandı

Militanın Alman turistlere ateş açtığı belirlendi

Ahmet KOCABEY

**M**MARMARIS, (Tercüman) Muğla'nın Marmaris ilçesinde şüphe üzerine emniyet görevlileri tarafından yakalanan şahıs, PKK militanı çıktı. Şahsın üzerinde ele geçirilen Belçika yapısı tabanca ile, bir süre önce Kardere mevkiinde Alman turistlerin bulunduğu karavana ateş ettiği tespit edildi.

Gece devriye gezen polis memurları, şüphelendikleri şahsın üzerini aramak istedikler. Ancak "dur" ihtarına uymayan şahıs kaçtı. Polisler bir saatlik bir kovalamacadan sonra kaçan şahsı silâhı ile birlikte yakaladılar.

Cemalettin Nergiz adındaki PKK militanı, silâhın, iki şarjörün ve 13 adet merminin kendisine ait olduğunu söy-

ledi. Nergiz, Alman turistlerin karavanına ateş edenin de kendisi olduğunu itiraf etti.

1961 Siirt Kurtalan ilçesi doğumlu olduğunu belirten Cemalettin Nergiz, daha önceleri PKK üyesi olduğunu,

Türk bayrağını yırtmaktan 3 yıl cezaevinde yattığını, ancak şu anda PKK örgütü ile bir ilişkisinin bulunmadığını söyledi. Tahkikat çok yönlü olarak sürdürülüyor.

Milliyet 12.7.88

Federal Savcılık, bir kadın militan hakkında tutuklama emri çıkardı

## 20 PKK'lıya Alman takibi

● Tutuklama emri çıkarılan, ancak adı açıklanmayan kadın militanın PKK'nın Avrupa'da gerçekleştirdiği çok sayıda öldürme olaylarında önemli rol oynadığı bildiriliyor

• Bülent ZARIF

• BONN

**B**AŞTA Federal Almanya olmak üzere, Avrupa'nın çeşitli ülkelerinde giriştikleri şiddet eylemleri nedeniyle uzun bir süredir PKK'ya ilişkin yoğun bir soruşturma sürdüren Federal Savcılık, dün terör eylemlerine karıştığı şüphelenen 28 yaşındaki bir kadın militan için tutuklama emri çıkardı.

İsmi açıklanmayan kadın militan

nın Avrupa'da PKK'nın gerçekleştirdiği çok sayıda öldürme olaylarında önemli rol oynadığı ve Almanya'nın Wuppertal kentinde yaşadığı bildirildi.

Alman makamları kadın militan dışında şiddet eylemlerini gerçekleştirdikleri belirlenen PKK ve bunun destekçisi diğer örgütlere üye toplam 20 kişinin daha arandığını açıkladı.

Tercüman 13.7.88

Tercüman (II)



YORUM

PROF. FAHIR ARMAOĞLU

### KÜRT SORUNU(!)

"Türkiye, babalarının çiftliği değil"

**B**ir yandan Amerika, öte yandan Avrupa Parlamentosu Türkiye'nin başına "Kürt sorunu" diye bir mesele çıkarmak için kolları sıvamış görünüyorlar.

Bundan bir ay kadar önce Amerika Dışişleri Bakanlığı yetkilileri İran pasaportu taşıyan Celâl Talabani'yi "resmî" bir şekilde kabul etmişler ve hatta bakanlıkta kendisine bir de konferans vermişlerdi. Türk hükümeti buna sert tepki gösterdi. Fakat bu tepkilere rağmen, Dışişleri Bakanlığı'ndaki bazı ağzular, susmasını bilmeyip, Türkiye'de bir "Kürt azınlığı"ndan söz edip, sanki bir azınlık meselesi varmış gibi bir hava yaratmaya devam ettiler.

Şimdi de Avrupa Parlamentosu'nun birtakım komünist milletvekilleri harekete geçtiler. Bunlardan bir 30 kadarı, bir komite oluşturmuşlar ve Türkiye'ye "özel" olarak gelip "Kürt sorunu"nu özel olarak inceleyeceklermiş. Şüphesiz Türkiye'nin kapıları her "turiste" açıktır. Lâkin turistlerin amacı gezmek, görmek ve eğlenmek olursa. Turist bu amacın dışına çıktığı takdirde, turist olmaktan da çıkar. O zaman ona

başka türlü muamele yapılır. Bu sebeple, gelecek olan bu milletvekillerine, "Canım, turist olarak geliyorlar" deyip başımızı çeviremeyiz. Çünkü bunların geliş amaçları, açıkça ve resmen Türkiye'nin "işlerine müdahale"den başka bir şey değildir. Niyet kötü olunca; mûsamaha da ortadan kalkar. Dolayısıyla, bu gelecek olan milletvekillerine Türk hükümeti münasip bir tepki göstermek ve bir uyarıda bulunmak zorundadır. Türkiye, istedikleri gibi girip çıktıkları babalarının çiftliği değildir. Bunu kendilerine anlatmak gerek. Ama bundan dolayı, AT ile münasebetlerimiz şekerrenk olacakmış, varsın olsun. Türkiye'nin bağımsızlık ve egemenliğini korumak hiçbir melseleden daha az ehemmiyetli değildir.

Gerek Amerikan Dışişleri Bakanlığı çevrelerinde, gerek Avrupa Parlamentosu'nda bu Kürt sorunu (!) ile ilgili olarak son zamanlarda bir "Sevres Antlaşması" lâfıdır, gidiyor. Bilmeyen de sanacak ki, gerçekten böyle bir anlaşma vardır. Sevres Antlaşması denen belge, tarihin çöplüğüne atılmış, hukuken geçerli olmayan bir kağıt parçasından başka bir şey değildir. Bir defa, Amerika, Birinci Dünya Savaşı sonrasında hiçbir barışını onaylamış değildir. Senato bunların hepsini reddetmiştir. Türkiye'ye teşrif (!) etmek isteyen AT milletvekillerinden bazılarının ülkeleri Sevres'i imza etmiş ise de, sonradan yine bu devletler Lozan'a imza koyarak, Sevres'in geçersizliğini kendi imzaları ile tescil etmişlerdir. Öte yandan, bu belgeyi İstanbul hükümetinin temsilcileri imza etmiş iseler de; bizim bildiğimiz kadarı ile, bu belge İstanbul hükümeti tarafından da anayasa çerçevesince onaylanmış değildir. Yani yürürlüğe konulmamıştır. Kaldı ki, Sevres belgesine imza koyan devletler de, bu belgeyi onaylamamışlardır. Dolayısıyla, nereden bakarsanız bakın, Sevres diye bir belge yoktur ve bundan dolayı da, hiç kimsenin iddialarına dayanak olamaz. Mesele bu kadar basittir.

Türkiye, birtakım oyunlarla 70 sene öncesine getirilmek isteniyor. Hükümetin dikkatini çekmek isteriz.

### Almanya'da "esrarengiz" dişi PKK'lı

1983-1984 yılları arasında PKK'nın Avrupa Teşkilatı Yürütümünde yer aldığından şüphelendiği açıkladı. Sağanın, Karlsruhe'deki Federal Savcılığın emri ile Wuppertal Polisi tarafından gözaltına alındığı vurgulandı.

Federal Savcılık yüksek savcılarından Alexander Prechtel, pazartesi günü Karlsruhe'de PKK'lı kadın yöneticinin yakalanışı ile ilgili bir açıklama yaparak, ayrı-

lıkçı terör örgütünün yöneticilerinden olduğu sanılan kadın ile birlikte, şimdiye kadar PKK üyesi olduğu ve terör olaylarına karıştığı şüphesi ile yakalanan veya haklarında tutuklama kararı olanların sayısının 20'ye çıktığını bildirdi.

Kadın PKK şefinin yakalanması için Federal Savcı Kurt Rebmann'ın cumartesi günü emir verdiğini de açıkladı.



# 13 PKK'lı ölü

## SIİRT, MİL-HA

**S**İİRT'in Kozluk ilçesine bağlı Tuzlagözü bucağı yakınlarında dün sabah erken saatlerinde güvenlik kuvvetleriyle PKK militanları arasında başlayan ve gün boyu devam eden çatışmada 13 PKK militanı ölü olarak ele geçirildi, çok sayıda militan da yaralandı.

Saat 07.30 sıralarında bir grup PKK militanının eylem hazırlığı içinde olduklarına ilişkin ihbar alan güvenlik kuvvetleri, Melefan Dağı'nı kuşattılar. Güvenlik güçlerinin "Teslim ol" çağrısına militanların ateşe karşılık vermesi üzerine çatışma başladı. Çatışma bölgesine helikopterle özel harekât timleri ve komando birlikleri indirildi. Sabah saatlerinde başlayan ve gün kararınca kadar süren çatışmada 13 PKK militanı ölü olarak ele geçirildi, çok sayıda militan da yaralandı.

Siirt'in Kozluk ilçesinde gece geç saatlere dek süren çatışmada bir erle üç korucu yaşamını yitirdi.

## İKİ KÖYLÜ ÖLDÜRÜLDÜ

Elazığ'ın Palu ilçesine bağlı Akbulut köyünü basan PKK militanları, Hanifi Güngör (35) ve Ahmet Bozkurt adlı iki köylü yurttaşını kurşuna dizdi.

## BİR PKK'LI ÖLÜ ELE GEÇİRİLDİ

Mardin'in Kızıltepe ilçesine bağlı Yeşilyurt bucağı, Akdoğan mevkinde güvenlik kuvvetleriyle PKK militanları arasında çatışma

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, çatışmayı doğrulayarak, şunları söyledi:

"Güvenlik timlerimiz bugün erken saatlerinde PKK militanlarını Raskaca aldı. Çatışma hava kararınca kadar sürdü. Çatışmada ölü ve yaralı sayısı hakkında kesin bilgi yok. Havanın kararması nedeniyle çatışma durdu. Bu sabah güvenlik kuvvetlerimiz militanları ele geçirmek için operasyonlara devam edecek. Çatışma tamamlandıktan sonra açılacak. Şu anda verebileceğimiz rakam sağlıklı olmaz. Ölü militan sayısı artabilir veya çok az da olabilir. Elazığ ve Tunceli bölgesinde korucu bulunmamaktadır. Elazığ'ın Palu ilçesine bağlı Akbulut köyünde iki vatandaşımız öldürülmüştür. Olayın siyasi yönü araştırılıyor."

çıkı. Çatışmada bir PKK'lı militanın ölü olarak ele geçirildiği açıklandı.

## İPLE BOĞULDU

Mardin'in Cizre ilçesindeki bir inşaatçı Abdülaziz Timurtaş adlı bir kişi iple boğulmuş şekilde bulundu. Cesedin üzerinde bulunan bir notta "Cezası halk mahkemesi tarafından verilmiştir" yazıldığı görüldü. Cinayetin PKK tarafından işlenmiş olabileceği öne sürüldü.

## PKK'ya 22 saat yumruğu

Kozluk İlçesi'nin Tuzlagözü Bucağı yakınlarındaki dağlık ve kayalık arazide dün sabah görülen bir grup teröriste önce "teslim ol" çağrısı yapıldı. Ancak teröristler, bu çağrıya ateşe karşılık verdi. Bunun üzerine Pazartesi sabahı saat 09.00 sıralarında silahlı çatışma başladı. Çatışma bölgesine, Siirt ve Diyarbakır'dan takviye birlikler sevk edildi. Jandarma Asayiş Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın'ın yönettiği çatışma, gece de kısa aralıklarla sürdü. Güvenlik kuvvetleri, çatışma bölgesinin çok geniş bir alanda olduğunu belirledi ve güneşin ilk ışıklarını bekledi. Güneşin ilk ışıklarıyla noktalanmış çatışmada, ilk belirlemelere göre 9 PKK militanı ölü olarak ele geçirildi. Ölü ele geçen teröristlerden başlangıçta sadece, Sason olarak bilinen Eyaletin sorumlusu "Kasım" kod adlı Numan Bağcı'nın kimliği saptanabildi. Diğer 8 PKK'nın kimlik belirlenme çalışmalarına devam ediliyor.

Çatışmada, adları açıklanmayan üç köy korucusuyla bir erin şehit olduğu öğrenildi. Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, çatışmanın bitiminden sonra dün sabah erken saatlerde

olay yerine hareket etti. İlgililerden bilgi aldı.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, konuyla ilgili açıklamanın yapılacağını bildirdi. Numan Bağcı'nın Sason, Kozluk, Baykan bölgelerindeki PKK eylemlerinin planlayıcısı ve faili olduğu belirtildi. Konuyla ilgili araştırma ve operasyona devam edilirken, teröristlere ait birer uzun namlulu silah, el bombaları, mermiler, örgütsel doküman ve tahrip kalıntıları bulundu.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, dün, geç saatlerde yaptığı açıklamada, 24 saate yakın süren çatışmada ölü ele geçirilen 9 PKK'lıdan birinin Numan Bağcı, diğerinin ise Garzan Eyalet Askeri sorumlusu "Rizgar" kod adlı Ahmet Görnü olduğu bildirdi.

Açıklamada, teröristlerin 1960'den bu yana 9 güvenlik görevlisi ve halktan 17 kişi olmak üzere 27 toplam 6 kişiyi öldürdükleri, aynı çatışmada Mehmet Yalçın adlı jandarma onbaşı ile Resul Vanlı, Kemal Türkeş ve Süleyman Budak adlı korucuların hayatlarını kaybettikleri bilgisi yer aldı.

## 30 militan eyleme hazırlanıyor

# Emniyet'te PKK alarmı

• Adnan GERGER • ANKARA

**T**ÜRKİYE'ye gerek kentlerde eylem yapacakları öne sürülen PKK militanları için polis alarma geçti.

Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki sınır bölgesinde en uç noktalarda ve belirlenmiş giriş güzergâhlarında alınan olağanüstü güvenlik önlemlerinden sonra PKK militanlarının, yeni sızma yolları aramaya başladığı belirlendi.

Irak ve Suriye'deki kamplardan Batı Avrupa ülkelerine geçen PKK militanlarının, "Hem dikkati çekmemek, hem de deşifre olmamak için" Türkiye'ye, Trakya'daki sınır kapılarından giriş yapmak istedikleri öğrenildi.

Türk güvenlik birimlerinde elde edilen bilgilere göre PKK yöneticileri tarafından çizilen yeni giriş güzergâhlarından, 30 kişiden oluşan bir militan grubun eylem yapmak üzere Türkiye'ye geleceklere öğrenildi.

30 kişilik PKK'lı militan grubun Edirne'den "normal işçi ya da vatandaş" gibi sahte pasaportlarla giriş yapacakları da saptandı.

Militanlardan bir grubun Türkiye'ye İstanbul trafiğine kayıtlı bir plaka taşıyan ve ismi belirlenen bir şoför tarafından kullanılan bir otobüsle gireceği yolunda da bazı bilgiler elde edildi.

10'ar kişilik üç grup halinde Türkiye'ye gerek kentlerde eylem yapmayı planladıkları ve kaybolan prestijlerini yeniden sağlamaya çalıştıkları öğrenilen PKK militanları için polisin teyaküz duruma geçirdiği bildirildi.

Emniyet Genel Müdürlüğü tarafından konuyla ilgili olarak bir uyarı yazısı gönderildi. Yazıda, şüpheli şahıslara karşı duyarlı olunması istendi. Trakya Bölgesi'nde görev yapan polislerin daha da duyarlı olması istenen yazıda, sınırdaki polislere otomatik silahların dağıtılması gerektiği belirtildi.

Alınan istihbarat uyarınca Trakya Bölgesi'ndeki başta Kapıkule olmak üzere İpsala ve Aziziye sınır kapılarında yoğun güvenlik önlemleri alındı.

## Bölücülere operasyon

**G**ÜNEYDOĞU Anadolu yöresinde son günlerde PKK militanları eylem hazırlığı içinde sıkışırken yer yer çıkan çatışmalar, dün de devam etti.

Bingöl ve Siirt bölgelerindeki deşifre noktalarında güvenlik kuvvetleri ile PKK militanları arasında çarışmalar sürerken, akşam saatlerinde son ayların en büyük operasyonu Cudi ve Cevizdüzü mevkinde başlatıldı.

Edinilen bilgiye göre Bingöl'ün Yayladere ilçesi yakınlarında güvenlik timleri ile PKK militanları arasında çatışma çıktı. Aynı saatlerde Siirt'in Şırnak ile Erzurum ilçeleri karayolu arasındaki Çakırsöğüt köyü ile Kaymakam çemesi yakınlarında bir grup PKK militanı kısırdı ve güvenlik kuvvetleriyle militanlar arasındaki çatışmada Astsubay Ramazan Aktaş'ın şehit olduğu, bir erin de yaralandığı bildirildi.

Akşam saatlerinde de Cevizdüzü köyü ile Cudi dağı çevresinde büyük bir operasyonun başlatıldığı bildiriliyor. Suriye'den sızdıkları öne sürülen bir grup PKK militanının ele geçirilmesine yönelik hareket için Siirt, Şırnak ve Erzurum komando birlikleri ile motorize ekipler sevk edildiği belirtildi. Ayrıca hava kararmışken helikopterlerle özel timlerin de sınır noktasındaki Cudi dağına indirildiği bildirildi.

## ● Süper Vali Kozakçioğlu: "Bir yılda 133 militan ölü olarak ele geçirildi"

### "PKK panikte"

**G**ÜNEYDOĞU Anadolu Bölgesi'nde, olağanüstü hal döneminin bir yılı tamamlanırken, "süperler" bu süreyi değerlendirdiler. Süper Vali Kozakçioğlu, "Örgütü artık biz kovuyoruz" derken, Süper Komutan Korgeneral Sayın, "Küçük piyonlar değil, katliamı sevk ve idare eden lider kadrolar yok edildi" dedi.

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçioğlu, hassas noktalarda operasyona giderken barınma, haberleşme ve ulaşım gibi önemli sorunlarla karşılaşmalarını, ancak bir yıllık dönemde bunların kademe kademe aşıldığını söyledi. Kozakçioğlu şöyle konuştu:

"İç güvenlik birimleri tek tek yeniden düzenlenirken, sınır birlikleri de aynı paralelde yeniden teşkilatlandırılarak organize edildi. 850 km'lik İran-İrak ve Suriye hududu boyunca çok yönlü alınan güvenlik tedbirleriyle bu geçişleri sindirmek mümkün oldu."

Bölgede köy koruculuğu sisteminin yeniden ele alındığını belirten Kozakçioğlu şunları söyledi:

"Planlı operasyonlar sonucunda, örgüte kırsal alanlarda önemli darbeler vuruldu. Bir yıllık dönemde 133 militan ölü olarak ele geçirildi. Yargı organlarında tutuklanan kişi sayısı 384. Halen gözaltında ise 56 kişi bulunuyor."

#### İSKÂN OPERASYONU

Süper Vali Kozakçioğlu, 140 noktada güvenlik karakol yapım çalışmalarının sürdüğünü belirterek, "Hassas noktalarda barınma, ulaşım, haberleşme

sıkıntılarımız var. 1990 yılına kadar bu sorun tümüyle çözümlenmiş olacak. Hudutta 0-600 metre arasında bulunan köylerde yaşayanlar ile bazı mezarlarda istekler olursa, başka yerlere iskânları düşünülmüş. Öyle ki, babasına kızan mezra kurmuş, hizmet götürmek güçleşiyor" dedi.

#### GAP ÜRKÜTÜYÜR

Güneydoğu yöresinde GAP'ın tamamlanmasıyla patlama olacağına dikkat çeken Bölge Valisi Kozakçioğlu, konuşmasını şöyle tamamladı:

"GAP ürkütücüdür. GAP ile Güneydoğu, kalkınma hamlesi yapacaktır. Yetki dağılımını düzenlemek ve bürokrasiyi ortadan kaldırmak için pek çok konunun gerek parasal, gerekse onay bakımından, Ankara'daki bakanlıklara ve genel müdürlüklere bağlanması, başarılı bir uygulamacının gözlerini bu konuda bağlıyor. Planlanan hizmetin bölge valiliği kapsamında, bölge çapında planlanması, koordinesi ve ıcrası öngörülmelidir."

#### SÜPER KOMUTAN: "PKK, DIŞ MIHRAKLAR TARAFINDAN YÖNETİLİYOR"

Olağanüstü hal kapsamı içinde, geçen yıl oluşturulan Asayiş Jandarma Kolordu Komutanlığı'na getirilen Korgeneral Hulusi Sayın, makamını adeta dağılık ve hassas bölgelere taşıyarak, yılbaşı da çatışma bölgesinde hareketi yöneterek geçirdi. Bir yıllık görevin 10 ayını en ücre karakollarda timlerle birlikte geçiren Sayın'a "Uçan Komutan" adı takıldı.

Korgeneral Sayın, olağanüstü hal döneminin bir yıllık değerlendirmesini yaparken, "Militanlar, yö-

renin arazi yapısı ve coğrafi koşullarına, tertip ve özelliklerine göre tertibat almıştı. Vatandaş mı, terörist mi sıkıntıları vardı. Örgüte arka arkaya büyük darbeler vuruldu" dedi.

En ücre köşelerdeki alt komutanlarla işe başladıklarını ifade eden Korgeneral Sayın, şöyle dedi:

"Örgüte karşı taktik değişikliği organize oldu. Kritik bölgelere yeni güvenlik karakolları kurulurken, 8 kişilik karakollarda jandarma sayısı 80-100'e çıkarıldı. Bütün bunları yaparken, halka sıcak yaklaşımda bulunuldu. Sosyal ve ekonomik sorunlarının çözümlenmesi için uğraştık. Bölge Valimiz ile bürokrasi rahatlıkla aşıyor. Tepeden inme talimatları ile kitlenen sosyal içerikli pek çok sorun rahatlıkla aşıldı."

#### 24 ÜST DÜZEY YÖNETİCİ ÖLDÜRÜLDÜ

Bir yıllık dönemde, terörle mücadelede büyük mesafeler alındığını kaydeden Korgeneral Sayın, konuşmasını şöyle sürdürdü:

"Örgüte büyük darbeler indirildi. Küçük piyonlar değil, katliamları sevk ve idare eden lider kadrolar yok edildi, örgütün alt kadroları panik ve korku içinde kaldı. 24 civarında üst düzey yönetici ve merkez komite üyesi ölü olarak ele geçirildi. Lider kadro yetiştirilmesi kolay değil. 7 yılda yetiştiriliyor. Örgütün en çok geceyi kullandığı dik-kate alınarak, geceye hâkim olmamız sağlandı. Harekât kontrolü gece ve gündüz, güvenlik kuvvetlerinin misyafetine geçti. Lojistik destek kesildi. İkmal yolları her noktada kontrol altına alınırken, örgütün kullandığı güzergâhlar belirlendi."

## PKK'yı şam kıskırtıyor

**K**UZEY Irak'ta bir Kürt devleti kurmak amacıyla Irak yönetimine karşı gerilla savaşı yürüten Talabani ile Güneydoğu Anadolu'da terör faaliyetlerini sürdüren PKK arasındaki dayanışmayı kırmak için Türkiye ile Irak yakın bir işbirliğine girdi. Irak'ın Ankara Büyükelçisi Tank Abdülcabbar Cevat, Milliyet'e verdiği demeçte, iki ülke

arasındaki işbirliğini açıkladı, PKK - Talabani dayanışmasının ardında Suriye rejiminin olduğunu öne sürdü.

Irak Büyükelçisi, savaş ve PKK - Talabani dayanışması konusundaki sorularımıza şöyle yanıtladı:

Soru: "Başbakan Özal, Irak ile Irak arasındaki savaşın sonu-

na gellendiği kanısında, siz ne diyorsunuz?"

Cevat: "Son zamanlarda cepheye meydana gelen gelişmeler İran'a Irak topraklarında barınmayacağına göstermiştir. Biz de savaşın sonuna geldiği kanısındayız, çoğu geride kaldı."

Soru: "Genel Sekreter'in yeni bir girişimi var mı?"

Cevat: "Genel Sekreter elinden geleni yapıyor. Ama İranlılar reddediyor. Zaman kazanmak istiyorlar. Çünkü dünyada saygınlıkları kalmadı. Halklarının bile kanını emiyorlar. Böyle bir rejim."

#### "TALABANI-PKK İŞBİRLİĞİ"

Soru: "Talabani ile PKK arasında işbirliği başladı. Sizin bu konudaki istihbaratınız nedir?"

Cevat: "Şam'da bir protokol

imzaladılar zannediyorum. Talabani sadece PKK ile değil bölgedeki tüm kirli kuruluşlarla işbirliği halinde. Suriye rejimi de bunun arkasında."

Soru: "Türk hükümeti ile PKK - Talabani işbirliğine karşı temasınız var mı?"

Cevat: "İmzaladığımız bir protokol var. Güvenlik dahil her alanda işbirliği yapıyoruz. İstihbarat alışverişi yapıyoruz. Kanuna karşı gelenleri ortaklaşa takip ediyoruz."

Soru: "Peki, Türkiye'nin tarafsızlık politikasında bir değişiklik oldu mu sizce?"

Cevat: "Evet. Türkiye tarafı... Birçok ülke arabuluculuk yapmak istiyor. Eğer bir ülke arabuluculuk misyonu üstleniyor ve

aynı zamanda da bu misyonunu taraflardan biriyle ekonomik ve siyasi ilişkilerini geliştirmek için kullanıyorsa biz bunu kabul etmeyiz. Türkiye ve başkası olsun fark etmez. Arabuluculuk yapıp, çıkar sağlamak... Bunu kabul etmiyoruz."

Tercüman 23.7.88

## PKK dâvâsında 1 idam 8 müebbed

**D**İYARBAKIR, (A.A.)- Diyarbakır Askeri Mahkemesi'nde karara bağlanan yasa dışı PKK örgütüyle ilgili 53 sanıklı İdil Grubu dâvâsında, bir sanık idam, 8 sanık da ömür boyu hapis cezasına çarptırıldı. Dâvâda, 21 sanık beraat etti.

13'ü tutuklu 53 sanığın katıldığı dünkü duruşmada, söz isteyen tutuklu sanıklardan İbrahim Malgir, iki gündür açlık

grevinde olduklarını belirterek, "Şanlıurfa Cezzevi'ndeki arkadaşlarımızın açlık grevini destekliyoruz. Biz de açlık grevindeyiz ve devam edeceğiz" dedi. Bu sırada mahkeme heyeti, sanığın sözlerinin dâvâyla ilgili olmadığını belirterek, sanığın konuşmasını engelledi.

Kısa bir aradan sonra kararını açıklayan mahkeme heyeti, sanıklardan İbrahim Malgir'i idam cezasına çarptırdı. Tutuklu sanıklardan Mehmet Adıbelli, Havit Adıbelli, Mehmet Çağrı, Ahmet Karagül, Bisar Hazer, Halef Cesur, Ömer Abay, Hüseyin Gezer'i önce idam cezasına çarptıran mahkeme heyeti, daha sonra hafifletici sebepleri gözönünde bulundurarak, bu cezayı ömür boyu hapse çevirdi.

Milliyet 23.7.88

## PKK dâvâsında 1 idam

**D**İYARBAKIR 7. Kolordu Askeri Mahkemesi'nde 1986 yılında başlayan 53 sanıklı PKK-İdil grubu dâvâsı dün karara bağlandı. Mahkeme, bir sanığa idam, 8'ine ömürboyu, 23'üne de 3 ila 24 yıl arasında değişen ağır hapis cezası verirken, 21 sanığın da beraatini kararlarştırdı. Davanın dünkü duruşmasında kararın açıklayan mahkeme heyeti, sanık İbrahim Malgir'i idam cezasına, Havit Adıbelli, Mehmet Çağrı, Ahmet Karagül, Bisar Hazer, Halef Cesur, Ömer Abay, Hüseyin Gezer ile Mehmet Adıbelli'yi ömürboyu hapis cezasına mahkûm etti.

Hürriyet 20.7.88

## PKK'ya Ankara darbesi

**A**NKARA, (Hürriyet) - Anadolu Bölgesi'nde darbe üstüne darbe yiyen bölücü PKK örgütüne, bir darbede Ankara'da indirildi.

Kırsal kesimdeki başarı-sızlıkları üzerine büyük kentlere inme kararı alan PKK'nın, kanlı eylemler planladığı ortaya çıkarıldı. Ankara'da 30'u aşkın PKK militanı, suç unsuru araç ve gereçleriyle birlikte yakalandı.



**YÜZLERİNİ SAKLADILAR** Bölücü örgüt PKK'nın strateji değiştirerek büyük şehirlerde örgütlenme ve eylem

hazırlıklarına giriştiğinin tespit edilmesinden sonra, Ankara'da 20 gün sürdürülen operasyonlarda yakalanan 24 örgüt militanı basına gösterildi.

## İşte PKK'nın şehir militanları

● Ankara'da 20 gündür sürdürülen operasyonlarda yakalanan, örgütlenme çalışmalarını tamamlamış ve eylem için yurt dışından talimat bekleyen 24 PKK militanı basına gösterildi.

## Yataklılara suçüstü

● Öldürülen teröristler, 22 PKK'lıyı ele verdi

### İşte PKK'nın şehir militanları

**ANKARA, (Hürriyet) -** Bölücü PKK örgütünün büyükşehirlerde de eylem yapma kararını almasından sonra, Ankara'da yapılan operasyonlarda yakalanan 24 militan dün basına gösterildi. Ankara Emniyet Müdürlüğü Siyasi Şube'den yapılan açıklamada, yaklaşık 20 gündür sürdürülen operasyonlarda yakalanan militanların Ankara örgütlenmesini tamamladıkları ve eyleme geçmek için yurt dışından talimat bekledikleri belirtildi. Operasyonlarda çok sayıda örgütsel döküman ve iki silah ele geçirildiği, örgütün Ankara sorumlusu Mehmet Nuri'nin de yakalandığı bildirildi.

PKK lideri Abdullah Öcalan'ın bir süre önce, "İstersek büyük şehirlerde de eylem yapabiliriz." sözünden sonra Temmuz başında Ankara'da bir dizi operasyon başlatıldı. Emniyet istih-

barat birimlerine gelen bilgilerden yola çıkan Ankara Emniyet Müdürlüğü Siyasi Şube ekipleri, gece gündüz sürdürdükleri çalışmalarda 4 militanı, Maltepe semtinde duvarlara bükürü yapıştıran suçüstü yakaladı. Alınan ifadeler doğrultusunda araştırmaları derinleşene sürdürülen ekipler, yine Maltepe semtindeki bir örgüt evine baskın yaptılar. Baskında PKK örgütüyle ilgili çok sayıda döküman, örgütün Ankara arşivi, örgütün üyelik formları ve şemayla iki silah ve bu silahlara ait mermiler ele geçirildi.

Öte yandan, beyinleri yakanarak örgüte kazandırılan militanların, teorik ve pratik eğitim yapmak üzere Almanya'ya gönderilecekleri öğrenildi.

PKK Ankara kanadının çökertilmesinden sonra, İstanbul'da da operasyonların başlatıldığı bildirildi.

### Yataklılara suçüstü

**DIYARBAKIR, (hha) -** Mardin'de "Şehir Komitesi" oluşturarak, PKK'ya yardım ve yataklık ettikleri belirlenen 22 örgüt üyesinin eylemleri açıklandı. Olağanüstü Hal Bölge Valiliğinden yapılan açıklamada, 14 Mayıs'ta Derik'in Bayraklı Köyü'nde ölü olarak ele geçen 7 teröristin üzerinden çıkan notlar değerlendirildi. Düzenlenen operasyonlarda, PKK'ya yardım ve yataklık yapan 22 kişi yaka-

landı. Yakalananlardan 6'sının PKK "şehir komitesi" oluşturdukları, çeşitli tarihlerde Derik'te pullama yapıp bildiri dağıttıkları, bombalı süsü verilmiş pankart astıkları ve Derik İlçe Jandarma Bölük Komutanlığı ve Emniyet Komiserliği'ne saldırı ile Etibank Fosfat Tesisi'nde soygunu hazırlığı içinde buldukları açıklandı. 2 mazer, 2 tabanca, 1 telsizle yakalanan sanıklar savcılığa sevk edildi.

# 22 PKK eşkiyası yakalandı

Tercüman 20.7.88

**DIYARBAKIR, (Tercüman) -** Güvenlik kuvvetlerince Mardin'in Derik ilçesi ve çevresinde yapılan arama ve operasyonlar sonucu PKK'lı 22 kişi yakalandı. Alınan bilgiye göre, "Bayrak-1" operasyonu adı altında güvenlik kuvvetlerince Derik ve kırık alanında yaklaşık 10 gündür beri sürdürülen arama ve operasyon sonucu, PKK örgütüne üye olan, örgüte yardım ve yataklık yapan 22 kişi yakalandı.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin kuruluşunun birinci yıldönümünü doldurması sebebiyle her basın toplantısı düzenleyen Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozaklıoğlu, bölge olaylarının 1 yıllık bilançosunu açıkladı.

"Kozaklıoğlu "Eşkiyanın her bir ye ilçelerle bağlantısı kesilmiş durumda" dedi.

Hayri Kozaklıoğlu, Bölge Valiliği'nin kuruluşuyla bölgedeki olayların giderek düşüş kaydettiğini belirterek, "Eşkiya bölgesinde artık hayvanlara saldırma, dağda çaresizlik içinde bulunan çobanlara saldırma gibi pasif olaylara başlamıştır. İkinci bir uygulamaya başladık. Bu da eşkiyanın yiyeceğini, haberişeme imkânını sağlayan ve güvenlik güçlerini buldukları mevzileri bildiren yataklılarına yakalanmamasıdır. Bu uygulama ile terörün en kısa

zamanda çözümleneceği kanısına vardık" şeklinde konuştu.

Vali Kozaklıoğlu, bölgede son bir yıl içinde terörle yapılan mücadeleler sonucunda elde edilen başarıların çok olduğunu belirterek, şunları söyledi:

"1987 ve 1988 yılında Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'mize bağlı Murde 315 olay meydana gelmiştir. Bu olaylarda 844 olarak ele geçirilen terörist sayısı 133, sağ olarak yakalanmış 44 kişi, kendiliğinden teslim olan ise 8 kişidir. Bu olaylarda güvenlik güçlerimizden 50 kişi şehit olmuş, 78 kişi de yaralanmıştır. 167 vatandaş ölmüş, 66 kişi yara-

lanmıştır. Son bir yıl içinde bölgede yapılan operasyonlar sırasında 1566 kişi yakalanmış, bunlardan 814'ü serbest bırakılmış, 386'sı tutuklanmış, 80 kişi gözaltında bulunmaktadır. Devlet Güvenlik Mahkemesi'ne 19 kişi sevk edilirken, C. Savcılığı'na ise 267 kişi sevk edilmiştir. Yine arama ve operasyonlar ve çalışmalarda silah ve mühimmat olarak 173 adet Kalashnikov silah, 29 adet G-3 Averof, 72 tabanca, 432 şarjör, 14 R. sevk fişegi, 110 el bombası, 251 tahrip kabu, 179 dinamit tokumu, 8 telsiz, 1 adet M-16, 15 adet G-1, 52 tane uzun namlulu silah, 25 bin

237 tane çeşitli mermi, 13 adet roketatar, 33 roketatar mermisi, 6 tüfek bombası, 888 adet fûnye, 9 mayın ve 24 adet dürbün ele geçirilmiştir" dedi.

## İçişleri Bakanlığı genelge yayınladı

## PKK ALARMI

## İSTİHBARAT SERVİSİ

**P**KK militanlarının bayramda askeri birlik ve tesislere yönelik sabotaj yapabileceği yolunda bazı bilgiler edinilmesi üzerine, İçişleri Bakanlığı bir genelge yayınlamak üzere özel güvenlik önlemleri alınmasını istedi.

İçişleri Bakanlığı ile 1. Ordu Komutanlığı tarafından yayınlanan genelgede, PKK militanlarının bir süredir sessiz kaldıkları belirtilerek, "Askeri tesislere sansasyonel eylemler düzenleyerek seslerini duyurabilecekleri bildiril-

miştir" denildi. Genelgede girişilecek saldırı ve sabotaj eylemlerine karşı, özel güvenlik önlemleri alınması istendi.

## SINIRDA YOĞUN ÖNLEMLER

Mil-Ha Diyarbakır muhabirleri Fadullah Buluttekın-Sıraç Çalık'ın bildirdiğine göre, PKK militanlarının bayramda sağlık kuruluşları, polis ve jandarma karakollarına yönelik eylemler dü-

zenleyeceği yolunda alınan istihbaratlar üzerine, Suriye-Irak-İran sınırındaki olası sızmalara karşı yoğun önlemler alındığı belirtildi.

Bölgede güvenlik kuvvetlerinde düzenlenen son operasyonlarda ele geçen örgütlü dokümanlar, sağ olarak yakalanan militanların sorgulamalarından edinilen bilgiler ve alınan istihbaratlarda, PKK militanlarının bayram gün-

lerinde, sağlık merkezlerine, polis ve jandarma karakollarına yönelik saldırı düzenlemeyi planladıkları saptandı.

Suriye sınırında olmak üzere Irak ve İran sınır kesimlerinde güvenlik önlemleri artırılırken, iç kesimlerdeki stratejik bölgelerde de önlemlerin yoğunlaştırıldığı izleniyor.

Güvenlik birimlerinin olası eylemlere karşı sürekli alarm durumunda olduklarını belirten yetkililer, bayram günlerinde daha da dikkatli olunacağını bildiriyorlar. Hakkâri, Siirt, Mardin'in kır-

sal kesimleri ile Olağanüstü Hal Bölge Valiliği kapsamına giren diğer illerdeki duyarlı bölgelerde yurttaşların bayramı huzur ve güven içinde geçirmeleri için gerekli önlemlerin alındığı öğrenildi.

## ÇADIR KARAKOLLAR

Yetkililer, Türkiye-Irak sınırının sarp ve dağlık kesimlerinde çadır karakollar kurulduğunu, Cudi, Herkol, Tamin ile Cabar dağlarında ise özel hareket timleriyle takviyeli güvenlik birimlerinin gece gündüz aralıksız olarak devriye görevini sürdürdüklerini ifade ettiler.

Güneydoğu Anadolu'da son zamanlarda güvenlik kuvvetlerince peşpeşe gerçekleştirilen seri operasyonlarda PKK'nın askeri kanadının da aralarında bulunduğu çok sayıda militan ölü olarak ele geçirildi. Bunun üzerine, örgüt bu kez büyük kent merkezlerinde, özellikle üniversite gençliği içinde örgütlenme faaliyetine ağırlık verdi. Ancak, başta Ankara olmak üzere güvenlik kuvvetlerince büyük kentlerde de son günlerde gerçekleştirilen bir dizi operasyon sonucu örgütlenme aşamasındaki çok sayıda sempo-tizan yakalandı.

Örgüte ve taraftarlarına moral vermek amacıyla, PKK'nın bayram günlerinde güneydoğudaki kırsal kesimlerde ses getirebilecek bir intihar eylemine kalkışabileceği ihtimalini gözden uzak tutmayan güvenlik birimlerinin, bayram süresince alarma geçireceği belirtiliyor.

## 100'ü aşkın gözaltı



Bayramın ikinci günü Diyarbakır Cezaevi dışında, soyadı tutmayanların da görüş istemeleri üzerine çıkan olaylarda (Üstte) Diyarbakır eski Belediye Başkanı Mehdi Zana'nın eşi Leyla Zana da gözaltına alındı (Küçük fotoğraf).

## Diyarbakır huzursuz

● Bir grup tutuklu yakınının soyadları tutmadığı gerekçesiyle açık görüşe alınmaması üzerine Diyarbakır Cezaevi önünde taşlı-sopalı çatışma çıktı

## DIYARBAKIR, MIL-HA

**D**İYARBAKIR Cezaevi dışında bayramın ikinci günü tutuklu yakınları ile güvenlik güçleri arasında çıkan çatışmada biri ağır üç polis memuru yaralandı, 100'ü aşkın kişi gözaltına alındı. Gözaltına alınanlar arasında, Diyarbakır eski belediye başkanlarından Mehdi Zana'nın eşi Leyla Zana ile 25 kadının bulunduğu belirtildi.

Olaylar, soyadları tutmadığı için bir grup tutuklu yakınının açık görüşe alınmaması üzerine çıktı. Tutuklu yakınları ve güvenlik yetkilileri arasındaki tartışma çatışmaya dönüştü. 500 kadar tutuklu yakını taş ve sopalarla güvenlik güçlerine saldırdı. Güvenlik güçleri, kalabalığı

dağıtmak için havaya uyarı ateşi açtı. Olaylar sırasında güvenlik güçlerine ait bazı araçlar da tahrip edildi ve camları kırıldı. Kalabalık, tahriye güçlerinin gelmesiyle dağıldı. 25'i kadın 100'ü aşkın kişi gözaltına alındı. Olaylar üzerine Diyarbakır Cezaevi'nde açık görüş iptal edildi. Olayları izleyen gazeteciler de engellendi. Anadolu Ajansı muhabiri, Çevik Kuvvet Müdürlüğü nizamiesinde bir süre gözetim altında tutuldu, açık kimliği alındıktan sonra salverildi.

Diyarbakır Cezaevi'ndeki olaylardan sonra SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal'ın durumu ilgilendiği, Erdek'te tatilde bulunan Adalet Bakanı'yla temas kurduğu öğrenildi. Diyarbakır'da bulunan ANAP Milletvekili Nurettin Yılmaz da gözaltındakilerin bir an önce serbest bırakılması için il yöneticilerine başvurdu. Yetkililer, gözaltına alınanların sorgularının tamamlanmasından sonra DGM'ye sevk edileceklerini bildirdiler.

## Güneydoğu'da eğitim dramı

**SIIRT, ÇINAR (hha)** - Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde okulsuzluk had safhaya ulaştı. Bölgenin çoğu yerleşim birimlerinde binlerce çocuk okulsuzluk yüzünden eğitim ve öğretime gitmiyor.

Siirt il merkezi, ilçe ve bağlı köylerinde 480 ilkököl dersliğinin yapılması gerektiğini ve Siirt'te 19 bin 100 çocuğun okula gidemediğini belirten MEGS Müdürü Yusuf Sadık, okulların hizmete girmesiyle öğretime ihtiyaç duyulacağını açıkladı.

MEGS Müdürü Yusuf Sadık, şöyle konuştu:

"Eğitimin daha iyi imkânlarla kavuşması için 480 ilkököl dersliği, büyük köylere ortaokul, liselere ek bina, spor salonları, öğrenci yurtları yapılması gereklidir. Halen 19 bin 100 çocuk okula gidemiyor. Açılacak okullarla birlikte 500 ilkök, 190 ortaokul öğ-

retmenine ihtiyaç duyulacaktır."

## GÖÇERLER DE OKUL İSTİYOR

Hayvancılıkla uğraşan ve göçer hayatı yaşayan Beritanlılar Aşireti, çocuklarının da okula giderek okumalarını istedi. Çocuklarının cahil olacak yetişmesine üzüldüklerini söyleyen Beritanlılar, 60 çocuğun okula gidemediğini söylediler.

1985 yılında Çınar'ın Mollapolat Köyü'ndeki evlere yerleştirilen Beritanlılar Aşiret Reisi Cevher Uçucü, şöyle konuştu:

"Aşiret reisliğinin yanı sıra köy muhtarlığını da yapıyorum. Yerleştiğimiz köyde okul binası yapılmamış. Köyümüz, 105 haneli. Okul binasının olmaması sonucu 60 öğrencimizin okula kayıtlarını yaptıramadık. Okul binası olduğu takdirde öğrenci sayısı 200'ü bulacaktır."

# 100 Amerikalı Doğu'da ne yapıyor?

**Ağrı Dağı çevresine üşüşen 100 Amerikalı'dan 10'u önceden "sakıncalı" çıktı. Diğerlerinin çalışmalarını ise takip ediyor**

Yılmaz POLAT

WASHINGTON, (Tercüman)- Türkiye'de her yıl ilmi araştırma, inceleme yapmak ve film çekmek isteyen Amerikalıların sayısı giderek artıyor. Ağrı Dağı başta olmak üzere Amerikalılar genellikle müzeler, arkeolojik ve tarihi yerlerle arşivlerimiz ilgi duyuyorlar. Bunun yanı sıra hayvan bilimi veya klasik Türk müziğini incelemeye gideceklerini söyleyenler de var. Türkiye'ye gitmek isteyenlerin büyük bölümü üniversite çevresinden oluyor. Bu yıl da yaklaşık 100 Amerikalı, Türkiye'de Ağrı Dağı ile arkeolojik, tarihi, jeolojik ve sosyolojik konularda ince-

leme, araştırma, kazı yapma ve film çekme gibi faaliyetlerde bulunacaklarını bildirerek Türk hükümetinden izin aldılar. Ancak yaklaşık 10 Amerikalı'ya da sakıncalı bulunarak izin verilmedi. Türkiye'de bu faaliyetlerde bulunmak isteyen yabancıların, Bakanlar Kurulu kararı gereğince özel izin almaları gerekiyor. Sadece Ağrı Dağı'nda inceleme yapmak isteyenlere mihmandar veriliyor. Amerikalılar ülkelerine döndükten sonra, Türk temsilciliklerine yaptıkları çalışma ile ilgili birer rapor sunuyorlar. Ancak bu onların gerçek niyetini ortaya koymasına yetmiyor. İlimi araştırmaların yanısıra turist olarak Türkiye'ye gitmek isteyen Amerikalı sayısında da son yıllarda oldukça büyük artış kaydedildi. Turizm acenteleri bunların bir bölümünün özellikle Doğu Anadolu bölgesini tercih ettiklerini söylüyor. Yine son yıllarda Türkiye'deki Amerikalı diplomatların da Doğu bölgesine sık sık gittikleri biliniyor. Araştırma yapanlar arasında tarihi eser kaçakçılığı, bölücü faaliyetler, askeri bölgelere ilgi ve dini faaliyetler yaptıkları tesbit edilene de rastlanıldığı yetkililerce belirtiliyor.

İlimi araştırma, inceleme ve arkeolojik kazı yapmak isteyen kişiler, öncelikle bir müracaat formu doldurarak Türk temsilciliklerine başvuruyor. Bu başvuru Dışişleri Bakanlığının kanalıyla Genelkurmay, İçişleri Bakanlığı, MİT ve Kültür Bakanlığı'na gönderiliyor. Bu kuruluşlar incelemelerini yaptıktan sonra araştırmayı yapacak kişiye izin verilip verilmeyeceği kararlaştırılıyor. İzin verilmeyen Amerikalıların kimlikleri konusunda ise bir açıklama yapılmadı. Bunların bir bölümünün daha önceki yıllarda çalışmaları izni dışında faaliyet gösterdiklerinin belirlendiği bildirildi.

5 bin güvenlik görevlisi vazifeliydi

# PKK'ya bayram operasyonu

**DIYARBAKIR, (Tercüman) Güneydoğu bölgesinde yıllardan beri eylem faaliyetlerinde bulunan PKK militanlarına karşı Kurban Bayramı'nda 5 bin kişilik güvenlik gücü görev aldı. Düzenlenen operasyonlara köy korucuları da katıldı. Operasyonlarda 50 kişi gözaltına alındı.**

Uzun bir süreden beri sessizlik içinde bulunan ve sadece "Jam kaçırma, yola mayın döşeme gibi pasif eylemlerle varlığını gösteren yasa dışı PKK örgütünü; bayramda düzenleyebileceği herhangi bir eylemine karşı olarak bölgede geniş çaplı güvenlik tedbirleri alındı.

Siirt, Şırnak, Uludere, Beytüşşebap, Hakkâri, Çukurca, Şemdinli, Mardin, Cizre, Midyat, Ömerli, Bingöl, Kiğı, Genç, Tunceli, Ovacık, Diyarbakır bölgelerinde yasa dışı bölücü eşkiyanın herhangi bir eylemde bulunmaması ve vatandaşlara bayramlarını huzur ve rahat bir ortamda geçirmeleri için 5 bin kişilik güvenlik gücü görev aldı. 3 bin köy korucusu da güvenlik güçlerinin düzenledikleri operasyonlara katıldı. Diğer köy korucuları ise buldukları köy ve mezralara giriş çıkışları kontrol altında tuttu.

Bayram süresi içinde Güneydoğu bölgesinde sürdürülen sıkı güvenlik tedbirleri süresince düzenlenen seri arama ve operasyonlar sonucunda 50 kişinin gözaltına alındığı bildirildi.

Nokta 3.7.88

İSVEÇ / PALME CİNAYETİNİN SON KURBANİ

# "PKK saplantısı" skandalı...

İsveç'te resmi soruşturma makamları Palme cinayetinde PKK parmağı aramaktan bir süredir vazgeçti. Fakat hâlâ bu inançta olan sosyal demokrat Adalet Bakanı'nın bu iş için özel bir dedektif görevlendirdiği ortaya çıkınca skandal koptu

"Gangsterin biri, yolda çeteden arkadaşını görünce kulağına yavaşça fısıldamış:

—Sana iki haberim var. Biri kötü, biri iyi.

—Neymiş onlar?

—Kötü haber, polis peşimizde. İyi haber, peşimizdeki polis İsveç polisi."

Eski İsveç Başbakanı Olof Palme'nin öldürülmesinin üzerinden iki yılı aşkın bir süre geçmesine karşın, katilin bir türlü bulunamaması İsveç'te bu tür fıkraların yayılmasına yol açıyordu. Cinayet konusunda bilinen tek şey, Palme'nin 1986 Şubatı'nın son gecesinde Stokholm'ün göbeğinde kırısunlanarak öldürüldüğüydü. "Kim, neden öldürdü?" sorularına yanıt bulunamıyor, ya da bulunmak istenmiyordu. Sosyal demokratların kendi çabalarıyla katili bulma çalışmaları da geçenlerde Adalet Bakanı Anna Greta Leijon'un istifasıyla noktalanıyordu.

"PKK saplantısı." Leijon, Palme cinayetini soruşturmak üzere, yayıncı Ebbe Carlsson'u devlet kanallarının dışında özel dedektif olarak görevlendirmekle suçlanıyordu.

Sosyal demokratların öteden beri, Palme'nin Tahran'la işbirliği yapan PKK'lılar tarafından öldürüldüğü şeklinde bir iddiaları vardı. Çünkü Palme, İsveç'ten İran'a gizli silah satışını ortaya çıkarmış ve engellemişti. Oysa resmi soruşturma makamları, uzun süre bu iddiayı kovaladıktan sonra hiçbir ipucu ele geçiremeyince bu görüşten vazgeçmişti. Adalet Bakanı Leijon ise hâlâ bu konudaki inancını sürdürüyordu. Teröre karşı amansız mücadele yapmakla tanınan Leijon, şimdi ne pahasına olursa olsun Palme cinayetini aydınlatmak istiyordu. Bunun için de resmi kanalların dışına taşmaktan çekinmemişti.

Aslında, sosyal demokratların Palme cinayetini kendi başlarına çözmeye çabaları, İsveç Gizli İstihbarat Örgütü SAEPO'ya olan güven-sizliklerinden kaynaklanıyordu. Cinayetin işlendiği dönemde Stokholm Emniyet Müdürü olan sosyal demokrat Hans Holmer de suikastın PKK tarafından gerçekleştirildiğine inanıyordu. Palme suikastından çok önce ta 1984'ten beri gözü bu örgütün üzerindeydi ve şüpheli PKK'luların telefonlarını dinletiyor-

du. Daha o dönemlerde bile, PKK'nın Olof Palme'ye bir suikast planladığı şeklinde kuşkulardı. Buna rağmen SAEPO, tercüman bulunamadığı gerekçesiyle telefon konuşmalarının bantlarını çözmemiş, en önemli bilgileri Holmer'den saklamış, daha da vahimi cinayet gecesi Palme'yi korumasız bırakmıştı. SAEPO'nun kayıtsızlığı nedeniyle cinayetin PKK tarafından işlendiğini bir türlü kanıtlayamayan Holmer, sonunda istifa etmek zorunda kalıyordu. Böylece Palme cinayeti soruşturması ilk kurbanını veriyordu.

— **Özel dedektif işbaşında.**

Bunun üzerine sosyal demokratlar cinayetin sırrını çözmek için kendi başlarının çaresine bakmaya karar almış olmalıydılar ki, Adalet Bakanı Leijon, kendine bir özel dedektif aramaya koyulacaktı. Yakın dostu Ebbe Carlsson bu iş için biçilmiş kaf-

landı. Şimdi yayıncılık yapan Carlsson eski bir Adalet Bakanlığı görevlisiydi ve üstelik Hans Holmer'in de en yakın arkadaşıydı. Leijon, hiç tereddüt etmeden Carlsson'a Palme cinayeti konusunda ayrı ve özel bir araştırma izni veren bir belge imzaladı. Hem böylece, eski emniyet müdürü Hans Holmer de PKK konusunda yarım kalan araştırmasını bir arkadaşını sürdürdürebilecekti. Bir de soruşturmayı yürütmek için gerekli finansmanı sorunu vardı ki, onu da pek vergi vermemesiyle tanınan sosyal demokrat bir işadamı hemen halledivercekti.

Yayıncı-dedektif böylece en yüksek düzeydeki polis yetkililerinin, Adalet Bakanı'nın, hatta Başbakan'ın da bilgisi ve izni ile yasal olmayan, hukuk devleti anlayışına uymayan gizli bir örgütün sorunu oluyordu. Hemen kolları siva-

## Devam

yan Carlsson İsveç'in Paris Büyükelçiliği'ne yerleşerek aralarında İran'ın eski Devlet Başkanı Abdülhasan Benisadr'ın da bulunduğu bir dizi insanla görüşmeye başlıyordu.

Ancak evdeki hesap çarşıya uymuyor, İsveç'in en büyük akşam gazetesi Expressen olayı ortaya çıkarınca skandal patlıyordu. Adalet Bakanı Leijon olayı yalanlarken bu kez de Ebbe Carlsson'un koruma polisi gümrükte, İsveç'te kullanılması yasak dinleme cihazlarıyla ya-

kalanıyor, Leijon'un verdiği mektup ortaya çıkıyor, masrafların bir milyoner tarafından karşılandığı açıklanıyor ve mecliste sandaieye sahibi olan dört muhalefet partisi bakanın istifa etmesini istiyordu. Aksi takdirde güven oylamasına gitmeye karar vermişlerdi. Bu da hükümetin düşürülmesine yol açabilirdi. Böylece 7 Haziran 1988'de son sosyal demokrat hükümetin üçüncü Adalet Bakanı da istifa ediyordu.

Bu gürültü içinde Palme cinaye-

ti yine sessizliğe itiliyordu. Olof Palme cinayeti ile ilgili araştırmadan sorumlu polis şefi Ulf Karlsson ve sorumlu savcı Axel Morath bir süre önce kendileriyle görüşen Nokta muhabirine yeni bir şey söyleyemiyorlardı. PKK konusunda ise susmayı yeğliyorlardı. Haksız da değillerdi. PKK'nın suçluluğu bir türlü ispatlanamamıştı. Bu noktada ısrar edenlerin kendileri zararlı çıkıyorlardı. Savcı yalnızca, "Peki siz PKK'nın suçsuz olduğuna yüzde yüz emin misiniz?" sorusunu sormakla yetiniyordu.

## 2000'e Doğru 3.7.88

### ŞİH ABİDİN İNAN İLE GÖRÜŞME

# "Anadilim Kürtçe"

Abidin İnan yeni devlet bakanı Kâmrân İnan'ın özbeöz ağabeyi. Şih Abidin Türkçeyi ilkokul sonuna kadar zor konuşabildiğini söylüyor. Kâmrân İnan ise, 2000'e Doğru'nun "Anadiliniz nedir" anketine, "Beni affedin. Anket yaşıma geçtim" yanıtını vermişti.

**K**âmrân İnan'ı kim tanımaz? Bitlisli Nakşibendi şihlerinden Gavs Hazretleri'nin torunu, Şih Selahattin'in oğlu, Şih Abidin'in kardeşi. Şih sülalesinin Avrupa'da eğitim gören tek bireyi.

Kâmrân İnan, 2000'e Doğru'nun "Ana diliniz nedir" anketini yanıtlayan parlamenterlerden. Muhabirimizin sorusuna, "Beni affedin. Anket yaşıma geçtim" karşılığını vermişti. (2000'e Doğru, Sayı 19). Oysa ağabeyi Şih Abidin İnan, "Anadilim Kürtçe" diyor. İlkokulu bitirene kadar Türkçeyi zor konuşmuş.

11 Eylül parlamentosunda AP'li, şimdi ANAP'lı Kâmrân İnan'ın ağabeyi DYP'li Nakşibendi Şih Abidin İnan Gaydalı ile görüşmek üzere, yazları oturduğu Hizan'ın Kerp yaylasına tırmanıyoruz. Son yılları hastalıklarla, acılarıyla geçen Şih Abidin'i, dağlardan akan kaynak sularının sesleri arasında ve bir söğütün altında şezlonguna uzanmış buluyoruz.

"HER GÜN YUNAN. İSPANYOL MÜZİĞİ DİNLİYORUM"

Söze "Doğu sorununu nasıl değerlendirdiğini" sorarak başlıyoruz. Bir müridi ucu yapraklı küçük bir söğüt dalıyla Şih'in üzerindeki, sinekleri kovarken, yavaş, fakat duyabileceğimiz bir sesle konuşmaya başlıyor Abidin İnan Gaydalı:

"Bu keşmekeşin kökü ideolojik değil, ekonomiktir. Ekonomik zorunluluklar ve çalkantılar vatandaşı bu hale soktu. Adımı iki aylık kursa gönderiyoruz. Alfabeyle bile öğretmeden, okuyamaz oranı arttı diyoruz. Birbirimizi aldatmayalım. Benim ana dilim Kürtçe. İlkokulu bitirene kadar Türkçeyi zor konuşuyordum. Devlet baba beni atmış dağa, dağdaki kuşları görüyorum, o kadar. Bildiğim, havam başka, lisanım başka, ama ideolojik değil. Müzikle milliyet mi olur? Ben her gün Yunan, İspanyol müziği dinliyorum. Kürtçe dinleyemiyorum. Dağdaki vatandaş lisan öğrenemiyorsa devlet onu öcü gibi görmemelidir. Koskoca ABD milli bir

devlet değil, ekonomik bir devlettir. Dünyadaki her milletten adam var Amerika'da. Ama davaya geldiğinde direnir, öz kardeşmiş gibi hareket eder.

Devletin ne noksanı var. Gücü mü yetmiyor da, ayrı bir bölge ihdas ediyor? Burası ayrı bir bölge midir?

Türkiye'de Kürt sorunu diye bir sorun yok, ekonomik bir sorun var. Bitlis'e iki bin kişilik cezaevi yaptılar övünerek, törenle de açacaklar. Renault fabrikasını Muş ovasına, Şemdinli'ye, Yüksekova'ya neden kurmuyorsunuz?"

ŞİH SÜLALESİ 36 YILDIR PARLAMENTODA

İnan ailesi, Hizan'ın köyleri, Adilcevaz, Mutki ve Ahlat'ta çok etkin. 20 binden fazla oyu alarak bir milletvekilliğini garantiliyor. 1970'lerde Kâmrân İnan senatörken, abisi Abidin İnan da Bitlis milletvekilliği yapıyordu. İki kardeş uzun yıllar parlamentoda beraber bulunmuştu.

6 Kasım seçimlerinde Meclis'e MDP'den giren Kâmrân İnan'ın sonraları Şih ailesiyle arası bozuldu. İnanların büyükdeleri Gavs Hazretleri Nakşibendilik tarikatını bu bölgeye ilk getiren dini lidermiş. O zaman kendisi ve oğlu Celalettin Efendi, Ruslar'la Doğu cephesinde savaş vermişler. Şihlik bitmiş, ama Şih sülalesinden gelen İnanlar her zaman bölgede Şih olarak görülmüşler.

Şihlere karşı herkeste gizli bir saygı var. Bitlis'te Şih ailesi 36 yıldır parlamentoda. Aile şih olunca politika tekeli de bu ailenin elinde kalıyor. "Şih beddua eder, gözüm kör olur haa... Oğlum ölür haa... Yuvam yıkılır" diyen, seçimlerde Şih ne derse onu yapıyor. Parti farketmiyor. Şih'in muhalifleri de yok değil, ama onlar da temkinli konuşmayı yeğliyorlar: "Bunlar Şih olmuş da ne yapmış? Kimse bilinçlenmesin diye Bitlis'in gelişmesini engellemiş."

Bunları Şih Abidin'e soruyoruz: "Benim Şih'liğim falan yok. Sadece bana, o aileden geldiğim için saygı duy-

yorlar. Şihlik yapsam benim oyum yerinde sayar. Oysa her sene puan kazanıyorum. Politik adamın oyları düşüyor benimki yükseliyor."

İnanlar'ın babaları Şih Selahattin'in Meclis'e kabulü pek kolay olmuyor. "Tek parti, tek şef" döneminde Şih Selahattin uzun yıllar sürgünde yaşıyor. 10 yıllık sürgün yaşantısından sonra Bitlis'e dönen Şih Selahattin'in DP'den Meclis'e girmesi, her şeye rağmen engellenemiyor. 27 Mayıs ihtilalinde ise, Şih Selahattin'e bu kez Yassıada yolu görünüyor. Bu arada Şih Abidin de, önce Sivas'a ardından Afyon ve Bursa'ya sürülüyor. Yine de Şih ailesinin bölgedeki etkinliği kırılmıyor.

Yassıada'da müebbetle mahkûm olan Şih Selahattin, Gürsel'in özel affıyla kurtuluyor. 1966'da Bitlis'te örgütlenen Adalet Partisi, Şih Selahattin'in oğlu Şih Abidin'i başkan seçiyor. Şih Abidin 1969'da parlamentoya girerken, o zamanlar Belçika'da yaşayan kardeşi Kâmrân İnan da 1973'de senatör seçiliyor. 12 Eylül'e kadar iki kardeşin parlamenterliği sürüyor.

"KÂMRÂN'IN AKLI YOK"

Şimdi yolları ayrılmış. Kâmrân İnan'ın ANAP'a geçmesine karşılık Şih Abidin DYP ile ilişkide. Abidin İnan'ın kardeşiyle anlaşmazlığın: soruyoruz:

"Kâmrân gelinceye kadar MDP'yi ben kurduğum. Ben onun büyüğüyüm, her şeye kol kanaat gerdim, ama ilmen o benim babam ve önderimdir. Kâmrân'ın ilmi çok, ama kendisine yetecek kadar akı yok. Parti değiştiren bize bir şey sormadı. Kahrettim, arkadaşlar beni kınadılar. Ben de 'Bu at yürümez aslan gibi oğlu var' diyerek, götürüp oğlum DYP'ye yazdırdım. Ben Kâmrân'ı arşı âlâya çıkardım, o bana bir şey sormadı. Özel memleketi sattı, batırdı, karıştırdı. Gitti onun partisine girdi. Artık akı varsa gelmez Bitlis'e. O bizim yüzkaramız."

Şih Abidin'in küçük şatosunun bahçesinde çeşme başında bir "sol anahtarı" var. Çeşmeye baktığımızı görünce güler, "Burada sol anahtarı

var, ama solcu yok" diyor. Sık sık da Molière'in "Sevmek her şeyi yenmek demektir" sözünü tekrarlıyor.

Söz dönüp dolaşp yine Doğu sorununa geliyor. Şih Abidin daha hırslı konuşuyor bu kez:

"Şimdi her mezraya bir okul diyorlar. Bölgesel okullara yatılı topla yeter. Nereden bulacaksınız o kadar aracı, öğretmen, düşünen yok. Yörede mürek-

kep yalayamız yok. Bir Kâmrân çıktı, o da ne durumda. Bir köylüme bir meseleyi on defa anlatıyorum. 1980'den önce Bitlis'te bir hadise olmadı. 80'den sonra Evren Paşa Bitlis'e teşekkür etti. Peki neden olmadı? İlk kez size söylüyorum; sivil müfrezeler kurdurdum ve bastırdım. Şimdi bizim buralara giremezler."

Şih Abidin'le ayrılmadan önce birlik-

te bir fotoğraf çektiyoruz. Ayrıca torunları Berken ve Canan'la da beraber fotoğrafını alıyoruz. Küçük kızlar Ankara'da kolejde okuyor. Dedeleri aramızda doğru giderken aramızdan sesleniyor: "İkisi de Kürtçe bilir, yaz bunları da..."

IRFAN TAŞTEMUR

SHP GENEL BAŞKANI ERDAL İNÖNÜ

## Kürt kültürü zenginliğimizdir

Sosyal demokrasinin liderleri İnönü ve Ecevit'in son zamanlarda yaptığı açıklamalar ve dünya seçkinlerinin çağrısı içte ve dışta ortak bir demokratik kamuoyunun oluştuğunu gösteriyor.

**S**HP Genel Başkanı Erdal İnönü, son SHP Kurultayı'nda yaptığı konuşmada, Kürt sorununa ilişkin programını bir kez daha açıkladı. "Güneydoğu ve Doğu ila-  
leimizin bazılarında vatandaşlarımızın yıllardır çektiği huzursuzluk gerçekçi ve demokratik yaklaşımla giderilmelidir." sözünü söyleyen İnönü'nün öne sürdüğü çözümler şöyle sıralanabilir:

1. "Demokrasinin nimetlerinden herkesi yararlandırmak, herkesi birinci sınıf vatandaş olarak görmek, yasaları her yerde aynı şekilde uygulamak, halkın devlete olan güvenini arttıracak her önlemleri almak ve halka güvenmek..."

2. "...geçmişten gelen yerel kültür farklılıklarının çağdaş Türkiye Cumhuriyeti'nin kültür yapısını zenginleştirdiğini fark etmek, bir bütün içinde çeşitliliğin üniter devlet yapımızı zedelemeyeceğine inanmak..."

3. Türkçenin resmi dil hüviyetini keskinlikle korurken, Türkçeyi herkese öğretmek için bütün devlet olanaklarını kullanırken, Türkçeden farklı dillerin varlığına saygı göstermek..."

4. Bölgearası ekonomik ve sosyal eşitsizliklerin giderilmesi için devlet öncülüğünü ve katkısını hem özendirme, hem de altyapı ve sanayi yatırımları ile yürütmek."

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, son kurultaydaki bu görüşlerini daha önceki konuşmalarında da kamuoyuna açıklamıştı. 10 Ocak 1986 günü İstanbul'da yapılan Taksim toplantısında Doğu Perinçek'in Kürt sorunu konusunda Başbakan Turgut Özal ve SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'ye yönelttiği sorulara verilen cevaplar, basına da kısmen yansımıştı. İnönü "Kürtlerin ayrı bir dillerinin ve kültürlerinin olduğunu kabul etmeliyiz" diyordu. Bu açıklama 20 Ocak 1988 günü Tercüman gazetesinde ve 23 Ocak günü de Söz gazetesinde, Ahmet Taner Kışlalı'nın köşesinde yayımlandı. Ayrıca Bulvar gazetesi, SHP Genel Başkanı'nun "Kürtçe eğitim yapılmalıdır." görüşünü açıkladığını yazdı (13 Ocak).

22 Ocak günlü gazeteler ise İnönü'nün Kürt sorununa ilişkin daha kapsamlı açıklamalarını yayımladılar. İnönü şunları vurguluyordu:

— Ülkemizde TC vatandaşı olan bütün vatandaşlarımızın içinde tarihten gelen etnik farklılıklar, inanç farklılıkları olduğunu biliyoruz. Bu farklılıklar TC'nin kuruluş yıllarında düşmana karşı verilen mücadeleye hiçbir şekilde engel olmamıştır.

— Üniter devlet yapısı içinde farklı diller olamaz, farklı kültürler olamaz yaklaşımı yanlıştır. Farklı kültürlerin mevcudiyetini kabul ediyoruz ve onların Türkiye'nin ortak kültürünü zenginleştireceğini ifade ediyorum.

**ECEVİT: HERKES İSTEDİĞİ DİLDE YAZIP OKUYABİLMELİ**

Sosyal demokrasinin liderlerinden eski Başbakan Bülent Ecevit, Mayıs ayında Avrupa'ya yaptığı gezide, Kürt sorununa ilişkin somut önerilerde bulundu. Hollanda'da verdiği konferansta, "1982 Anayasası'nın Kürtçe konuşmayı yasaklayan akıl dışı maddesine karşıyım, herkes istediği dilde konuşup yazabilmesi ve okuyabilmelidir" dedi. Ecevit aynı konferansında "Türkle Kürt arasında ırkçı temele dayanan ayrım yapmayı" reddetti ve "Benim için ikisi de eşit haklara sahip insan. Baskı altında kalmalarına, anadillerini konuşmaktan ya da istedikleri ismi seçmekten men edilmelerine karşı çıkıyorum... Özellikle askeri rejim dönemlerinde, Güneydoğu'da etnik kökeni ne olursa olsun herkes üzerinde baskının tamamen gereksiz nedenlerle arttığını kabul ediyorum" dedi.

Erdal İnönü ve Bülent Ecevit'in görüşlerine paralel olarak bir kısım SHP milletvekili Kürtçe konuşma ve yazma yasağı getiren 2932 sayılı yasanın kaldırılması için bir yasa önerisi hazırladılar. Bu yasa önerisinin gerekçesinde, Kürtçenin yasaklanmasının, Anayasasının dillere eşitlik tanıyan hükümüne, Lozan Barış Antlaşması'na, Birleşmiş Milletler İnsan Hakları Evrensel Bildirisi'ne ve Helsinki Sözleşmesine aykırı olduğu belirtildi.

**ORTAK DEMOKRATİK KAMUOYU**

Dünya seçkinlerinin imzasıyla yayımlanan çağrıyla Erdal İnönü ve Ecevit'in görüşlerinin içerik olarak aynı olması, uluslararası ve ulusal kamuoyunda yeni demokratik oluşumların varlığına işaret ediyor. Bu yeni eğilimlerin ortak noktaları özetle şöyle sıralanabilir:

— Türkiye'de Kürtlerin kendilerine özgü bir dil ve kültürleri vardır.

— Bu dil ve kültür Türkiye için bir zenginlik unsurudur.

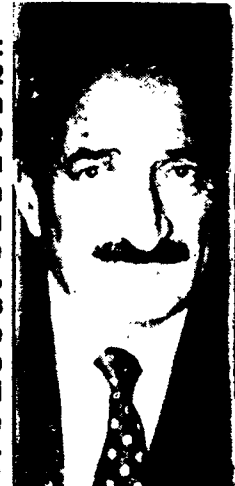
— Farklı dil ve kültürler üzerindeki baskı ve yasaklar, demokrasiye ve hukuka aykırıdır, bu nedenle kaldırılmalıdır.

Öte yandan gerek sosyal demokrat liderlerin gerek Dünya Seçkinlerinin Çağrısının Türkiye'nin bütünlüğünü zedeleyen ayrılıkçı eğilimlere karşı birleşme ve birliktelikten söz etmedikleri de görülmektedir

İnönü: "Geçmişten gelen yerel kültür farklılıklarının çağdaş Türkiye Cumhuriyeti'nin kültür yapısını zenginleştirdiğini farkedilmelidir."



Ecevit: "1982 Anayasasının Kürtçe konuşmayı yasaklayan akıl dışı maddesine karşıyım, herkes istediği dilde konuşup yazabilmesi ve okuyabilmelidir."



DÜNYA SEÇKİNLERİNİN TÜRKİYE YETKİLİLERİNE ÇAĞRISI

# Kürt kültürüne yasakları kaldırınız

İçinde Türkiye'ye karşı hiçbir bölücü talebin yer almadığı çağrının "Bölücü" ve "Küstah Kampanya" başlıklarıyla kamuoyuna duyurulması, Türkiye'nin ve basın bir sorunu.

**D**ünyanın seçkin devlet adamları, politikacıları, sanatçıları, yazarları, gazetecileri ve bilim adamları, "Türkiye'de Kürt kültürünün korunması için uluslararası çağrı" başlıklı çok kısa bir bildiri imzaladılar. Bildiri Amerika'da *International Herald Tribune* gazetesinde ve Fransa'da *Le Monde* gazetesinde 29 Haziran 1988 günü ilan yoluyla yayımlandı. Aynı bildirinin ilanı, Türkiye'de *2000'e Doğru* dergisine verildi ve 3 Temmuz 1988 günlü elinizdeki sayıda çıkıyor.

Bir imza kampanyasının başlangıcı olarak yayımlanan çağrı, Türkiye yetkililerinden isteklerle bitiyor. "Birleş-

miş Milletler Sözleşmesi, İnsan Hakları Evrensel Beyanname ve insan haklarına ilişkin uluslararası antlaşmaların tanımladığı ilkeler rehberliğinde, hoşgörüsüzlük ve ayrımcılığın her biçimine karşı, adalet ve demokrasiye bağlı olarak, aşağıdaki imzacı şahsiyetler, Türk yetkililerinden, Kürt dilini ve daha genel olarak Türkiye vatandaşı milyonlarca Kürdün her türlü kültürel ifadelerini yasaklayan anayasal ve yasal bütün yasaklamaları yürürlükten kaldırılmalarını isterler."

## SAYGIN İSİMLER

İmzacılar arasında dünya demokratik kamuoyunun saygın isimleri bulunuyor. Fransa'nın iktidar partisi olan

Sosyalist Parti'nin lideri eski Başbakan Pierre Mauroy, ABD'li Senatör Edward Kennedy, eski İran Cumhurbaşkanı Beni Sadr, eski Cezayir Devlet Başkanı Bin Bella, eski ABD Adalet Bakanı Ramsey Clark, Fransa Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın eşi ve Fransa Özgürlükler Vakfı Başkanı Danielle Mitterrand, Fransız hükümeti üyelerinden Bernard Kouchner, Veronique Neiertz ve Leon Schwartzberg, Belçika Devlet Bakanı Edouard Leemans, eski Fransa Dışişleri Bakanı Michel Jobert, Belçika'lı bakan J. Valkeniers, Güney Afrika lider Nelson Mandela'nın Türkiye'de de ünlü eşi Winnie Mandela, İtalya Hıristiyan Demokrat Partisi eski Sekreteri Benigno Zaccagnini, İngiliz İşçi Partisi Sol Kanat lideri Tony Benn, ünlü sinema sanatçıları Ingmar Bergman, Yves Montand ve Jane Birkin, yazarlardan Jorge Amado, Alberto Moravia, Jan Myrdal, Octavia Paz, Harold Pinter ve Umberto Eco Türkiye'de de iyi bilinen isimler. Çağrıya imza koyanların 5'i bakan, 216'sı parlamenter ve 15'i eski bakan. Nobel ödülü sahiplerinin sayısı ise 24. Toplam 430 imzanın yer aldığı çağrı, imza kampanyasının süreceği notunu da içeriyor. Bu amaçla Paris Kürt Enstitüsü'nün adres ve telefonları veriliyor.

## OBJEKTİF HABERİN BEDELİ: SUÇLAYAN BAŞLIKLAR

Çağrıyla ilgili haber 30 Haziran 1988 günlü *Hürriyet*, *Sabah* ve *Tercüman* gazetelerinde verildi. *Hürriyet*, çağrıyı "Küstah Kampanya" başlığıyla yayımladı. *Sabah*, "Bölücüler dünyanın her yanından imza topluyor" ve *Tercüman* "Bölücülerin imza kampanyası" başlığını attı. İçinde Türkiye'ye karşı hiçbir bölücü talebin yer almadığı bu çağrının bu tür başlıklarla Türkiye kamuoyuna duyurulması Türkiye'nin ve ülkemiz basınının bir sorunu.

Yorumcular, çağrıya yer alan bütün görüş ve taleplerin bir süreden beri Türkiye'nin yasal partileri ve liderlerince savunulduğunu belirtiyorlar. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün, eski başbakanlardan Bülent Ecevit'in konuşmalarında ve SHP'li bazı milletvekillerince TBMM'ye verilen ilgili yasa önerisinde çağrıyla aynı yönde programatik görüşler savunuluyor. □

İKİBİNE DOĞRU • 3 TEMMUZ 1988



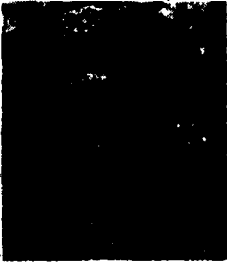
AHMED BEN BELLA



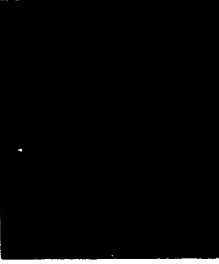
EBULHASAN BENİ-SADR



EDWARD KENNEDY



INGRID BERGMAN



DESMOND TUTU



ALBERTO MORAVIA



GERARD DEPARDIEN



YVES MONTAND



JIRI PELIKAN



İRAN KÜRT ÖRGÜTÜ KOMALA

# 'Talabani kolunu ABD'ye kaptırdı'

Örgüt lideri Huseyni, Talabani'nin ABD ziyaretini affedilmez bir hata olarak değerlendiriyor. ABD'nin Kürtlere üç beş köhnemiş silah ve uşaklık emrinden başka bir şey veremeyeceğini belirtiyor.

**I**ran Komala örgütü lideri Şeyh İzzettin Huseyni, Talabani'nin ABD'yle diyalog kurmasını eleştiriyor. Güney İran'da, Sanandaj ve Mahabat bölgelerinde Huseyni'ye karşı mücadele veren Komala'nın önderi Huseyni, 21 Haziran günü Komala Radyosu'nda bir saati aşan bir konuşma yaptı. Huseyni, konuşmasında "Mahabat Kürt Cumhuriyeti'nin ortadan kaldırılmasıyla birlikte, yabancı güçlere olan güvenlerinin de" ortadan kalktığını belirtiyor. Temel ilkelerinin kendi özgüçlerine dayanmak olduğunu vurgulayan Huseyni, "Bize geçmişte olduğu gibi bugün de yardım etmek isteyen bir sürü ülke var ama bunların hiçbirinin karşılıksız olmadığını biliyoruz ve reddediyoruz" diyor. Konuşmasının daha sonraki bölümünde Kuzey Irak Kürtlerinin mücadelesini ele alan Huseyni, "Bizim Kürtler, Irak'tan sonra şimdi de Amerika'yla hasbihale başladılar. Oysa bizim tarihimizde Amerika'nın unutulmaz ihanetleri vardır. Amerika'nın ihaneti bugün de Iraklı Kürt liderleri provoke ederek sürüyor" diyerek Talabani'yi eleştiriyor.

Saddam Hüseyin'e karşı mücadele eden Kürdistan Yurtseverler Birliği (KYB) önderi Celal Talabani, ABD'ye bir ziyaret yapmış ve ilgiyle karşılanmıştı. Huseyni, Talabani'nin bu girişimine karşı çıkıyor. ABD'nin geçmişte Kürtlere oynadığı oyunlara değiniyor ve "Ne Mesud ne de Talabani bunun far-

kinda değil" diyor. Huseyni'ye göre ABD, kendine yeni nöbetçiler arıyor. Oysa Kürtlere verebileceği, "üç beş köhnemiş silahla, uşaklık emri". Huseyni, ABD'nin bir yandan Türkiye'yi "kışkırtmaya devam ettiğini" söylüyor. Fakat ABD, Irak'ın elini bırakmış da değil. "Saddam'ın sıkıntılarını bittiğinde ona yardım" etmeye de hazır. Huseyni, ABD'nin Kürtleri kullanmaya çalıştığını belirtiyor: "Amerika, Kürtler eliyle nüfuzunu yeniden yerleştirmeye çalışıyor. Kürtlerin menfaatlarıyla Amerika'nınkiler aynı kapta bir araya gelemez. Amerika, Kürtlerin devletini hiçbir zaman içine sindiremez. Birleşen

kuvvetleri bölmeye çalışacaktır."

Huseyni, Talabani'nin ziyaretini ABD'ye inisiyatif vermek olarak değerlendiriyor ve "affedilmez bir hata" yorumunu yapıyor. Kürtlerin uzun zamandır devam eden mücadelesinden söz ediyor ve "Bu işlerin Amerika, Rusya, İran vs. devletlerine rağmen gerçekleşebileceğini Talabani'nin öğrenmiş olması gerekirdi" diyor. ABD'nin "menfaatleri gereği hep ikili" oynadığını vurguluyor. Huseyni'ye göre, "Talabani elini vakit varken Amerika'dan çekmeli, yoksa başına büyük belalar açabilir."

GÜNAY ASLAN

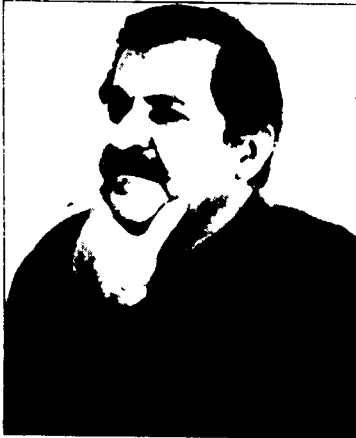
## RIZGARI 'PKK Suriye'nin denetiminde'

**K**ürt örgütlerinden Rızgari, Celal Talabani'ye bir açık mektup yayımladı: Talabani'nin "Türkiye Kürdistanlı tüm örgüt ve partilere" başlık çağrısına yanıt olarak yazılan açık mektupta, Kürdistan Yurtseverler Birliği'nin PKK'yla yaptığı ittifak eleştirildi. Açıklamada, "PKK, bütünü ile Suriye'nin denetimi ve kontrolü altındadır" denilerek Talabani'nin PKK hakkında daha önce söyledikleri hatırlatıldı. Talabani'nin *Kürdistan Press* te yayımlanan bir röportajında, "Ortadoğu'da bir devletin gölgesine sığınan Apo" dediği PKK ile yaptığı ittifakın Kuzey Irak'taki diğer Kürt

örgütlerini "çiğneyerek" gerçekleştirdiği söylendi.

Mektupta, Talabani'nin PKK ile yaptığı ittifakın bir "dayatma" olduğu belirtiliyor "KDP tarafından kurulan alanlardan dışarı atılan PKK, bu kez KYB'nin (Kürdistan Yurtseverler Birliği) ilişkileri içinde tekrar bu alanlara nasıl girecektir? Soran bölgesine yerleşmesi planlanan PKK'nın, Türkiye giriş çıkışı için KDP'nin denetimindeki Bahdınan'dan geçmesi gerekmeyecek midir? Böyle bir durumda KDP'nin olumsuz tavı KYB tarafından nasıl karşılanacaktır?" deniliyor.

CELAL TALABANI Kürtleri birleştiremiyor



• İKİBİNE DOĞRU • 10 TEMMUZ 1988

**AÇIK MEKTUP**

Talabani,  
Yurtseverler Birliği Genel Sekreteri

1982 yılında ve "Türkiye Kürdistanlı tüm örgüt ve partilere" ana başlıklı çağrınıza aldığımız kurtuluşunda dikkatle değerlendiren örgütümüz, varmış olduğu değerlendirme sonuçlarını tarafınıza iletme hakkınıza cevap olarak üzere sunmaktayız.

Genel Sekreteri'nin bile reddetmek zorunda kaldığı faaliyetleri ile, Türk devletinin uzun vadeli politikalarının hayata geçirildiği ve halen bu faaliyetlerine devam etmektedir. Türk devleti, PKK'nın yanında Kürt hareketini tarife gönmeye başlamıştır.

İle Kürdistan'da 300 bin aşkın bir ordu gücü oluşturuldu. Polis ve istihbarat örgütü ulağanüstü güçlendirildi. Koruculuğu Kürdistan'ın toplumsal örgütlenmesinde özerk bir rolü oynadı. Aynı zamanda Güney Kürdistan'ında mücadele istikrarı ve işareti kapandı.

İnan, Türkiye'deki demokratları ve sosyalistleri, kolu kanadı kırılmış ve bir burjuva demokrasisi düzeyinde frenledi ve onları rıza göstermeye mecbur etti.

İle PKK motifini ustaca kullanarak AT'ye Kürt sorunun çözümünde kendi programını dayandı. Kürdistan'daki Ulusal Kültürü ile, "Terörizm" in, "Bölücülük" ün dar kısıplama sokuldu.

**Kürdistan Kurtuluş Örgütü RIZGARI Genel Sekreterliği**

## TÜRKİYE'DE KÜRT KÜLTÜRÜNÜN KORUNMASI İÇİN ULUSLARARASI ÇAĞRI

Bütün insan toplulukları gibi, Kürt halkı da kendi kültürel mirasını muhafaza ve kendi kimliğini özgürce ifade etmek hakkına sahiptir. Binlerce yıllık bir geçmişi olan Kürt kültürü, evrensel kültürün bir parçasıdır. Tarihi, asırların ürünü, kadın ve erkek kuşakların eseri olan bu kültür, bütün kültürler gibi saygıya ve korunmaya layıktır. Bu nedendir ki, Birleşmiş Milletler Sözleşmesi, İnsan Hakları Evrensel Beyannamesi ve insan haklarına ilişkin uluslararası antlaşmaların tanımladığı ilkelerin rehberliğinde, hoşgörüsüzlük ve ayrımcılığın her biçimine karşı, adalet ve demokrasiye bağlı olarak, aşağıdaki imzacı şahsiyetler, Türk yetkililerinden, Kürt dilini ve daha genel olarak Türkiye vatandaşları milyonlarca Kürdün her türlü kültürel ifadelerini yasaklayan, anayasal ve yasal bütün yasaklamaları yürürlükten kaldırmalarını isterler.

### İLK İMZACILAR

Faruk ABU-İSSA, Eski Bakan, Arap Avukatlar Birliği Başkanı, SUDAN □ Abdülkerim AL-İZRA, Eski Bakan, İRAK □ Adib AL-JADIR, Eski Bakan, Arap İnsan Hakları Örgütü Başkanı Yardımcısı, İRAK □ Abolhasan BANISADR, İran Eski Cumhurbaşkanı □ Ahmad BEN BELLA, Cezayir Eski Cumhurbaşkanı □ Jean PIERRE PIERRE-BLOCH, Eski Bakan, Uluslararası Irkçlıkla Mücadele Ligi Genel Başkanı, FRANSA □ Jean CHARBONNEL, Eski Bakan, Milletvekili, FRANSA □ Ramsey CLARK, Avukat, Eski Adalet Bakanı, ABD □ Michel CREPEAU, Eski Dışişleri Bakanı, Milletvekili, FRANSA □ Mohamed FAIQ, Eski Bakan, Arap İnsan Hakları Örgütü Başkanı, MISIR □ Luigi GRANELLİ, Eski Bakan, Milletvekili, İTALYA □ Michel JOBERT, Eski Bakan, FRANSA □ Edward M. KENNEDY, Senatör\*, ABD □ Bernard KOUCHNER, Bakan, FRANSA □ Edouard LEEMANS, Bakan, Senato Eski Başkanı, BELÇİKA □ Bayan Winnie MANDELA, GÜNEY AFRİKA □ Pierre MAUROY, Eski Bakan, Sosyalist Parti Genel Sekreteri, FRANSA □ Bayan Danielle MITTERAND, Fransa Özgürlükler Vakfı Genel Başkanı □ Bayan Veronique NEIERTZ, Bakan, FRANSA □ Bayan Leyla SHARAF, Eski Bakan, ÜRDÜN □ Léon SCHWARTZENBERG, Kanser Profesörü, Sağlık Bakanı, FRANSA □ Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, Eski Bakan, Milletvekili, FRANSA □ Omar SIBAT, Eski Bakan, SURİYE □ Bernard STASI, Eski Bakan, Milletvekili, CDS-Sosyal Demokratlar Merkezi Başkanı, FRANSA □ Dr. J. VALKENIERS, Bakan, BELÇİKA □

### NOBEL ÖDÜLÜ SAHİPLERİ

Christian B. ANFINSEN, Nobel Biyoloji Ödülü, A.B.D. □ Kenneth J. ARROW, Nobel Ekonomi Ödülü, A.B.D. □ Herbert C. BROWN, Nobel Kimya Ödülü, A.B.D. □ Baruj BENACERRAF, Nobel Tıp Ödülü, A.B.D. □ Jean DAUSSET, Nobel Tıp Ödülü, FRANSA □ Herbert A. HAUPTMAN, Nobel Tıp Ödülü, A.B.D. □ Francois JACOB, Nobel Biyoloji Ödülü, FRANSA □ Sir John KENDREW, Nobel Tıp Ödülü, İNGİLTERE □ Jean-Marie LEHN, Nobel Tıp Ödülü, FRANSA □ Mairead Corrigan MAGUIRE, Nobel Barış Ödülü, İRLANDA □ Salvador E. LURIA, Nobel Bi-

yoloji Ödülü, A.B.D. □ André LWOFF, Nobel Tıp Ödülü, FRANSA □ Louis NEEL, Nobel Fizik Ödülü, FRANSA □ Adolfo PERES ESQUIVEL, Nobel Barış Ödülü, ARJANTİN □ J.C. POLONYI, Nobel Kimya Ödülü, KANADA □ İlyya PRIGOGINE, Nobel Kimya Ödülü, BELÇİKA □ Carlo RUBBIA, Nobel Fizik Ödülü, İTALYA □ Claude SIMON, Nobel Edebiyat Ödülü, FRANSA □ Desmond TUTU, Nobel Barış Ödülü, GÜNEY AFRİKA □ S. VANDERMEER, Nobel Fizik Ödülü, HOLLANDA □ George WALD, Nobel Fizyoloji Ödülü, A.B.D. □ Elie WIESEL, Nobel Barış Ödülü, A.B.D. □

### PARLAMENTERLER

#### AVUSTURYA

Josef CAP, Milletvekili □ Dr. Heinz FISHER, Milletvekili, Sosyalistlerin Parlamento Grubu Başkanı □ Herbert FUCHS, Milletvekili □ Walter GEYER, Milletvekili □ Arnold GRABNER, Milletvekili □ Walter GUGENBERGER, Milletvekili □ Fritz SCHMAIR, Milletvekili □ Freda MEISSNER, Milletvekili, Yeşillerin Parlamento Grubu Başkanı □ Dr. Lothar MÜLLER, Milletvekili □ Peter PILZ, Milletvekili □ Karel SMOLLER, Milletvekili □ Manfred SRB, Milletvekili □ Andreas WABL, Milletvekili □

#### BELÇİKA

Magda AELVOET, Senatör □ Vic ANCIAUX, Volkunie Partisi Eski Başkanı □ Franz BAERT, Senatör □ Dr. M. COPPIETERS, Senatör □ Jo CUYFERS, Milletvekili □ W. DE VliegHERE, Milletvekili □ Jaak GABRIELS, Milletvekili, Volkunie Partisi Genel Başkanı □ Eric GRYP, Senatör □ Guido JANZEGERS, Senatör □ W. LUYTEN, Senatör □ Nelly MAES, Milletvekili □ Gaston PAQUE, Senatör □ Paul PEETERS, Senatör, Belediye Başkanı □ Théo TOUSSAINT, Senatör, Belediye Başkanı □ Hugo VAN DIENDEREN, Milletvekili □ Dr. J. VALKINIERS □ P. VAN GREMBERGEN, Milletvekili □

#### İSPANYA

Lluís RECODER, Milletvekili, JNC Başkanı □

#### FRANSA

Michel COFFINEAU, Millet Meclisi Başkan

Vekili □ Claude ESTIER, Senatör, Senatoda Sosyalist Grup Başkanı □ Maxime GREMETZ, Milletvekili □ Hélène LUC, Senatoda Komünist Grup Başkanı □ Guy MALANDIN, Milletvekili □ André LAJOINIE, Milletvekili, Millet Meclisinde Komünist Grubu Başkanı □ Georges MESMIN, UDF Milletvekili, Belediye Başkanı □ Jean PROVEUX, Milletvekili □

### İNGİLTERE

Diana ABBOTT, Milletvekili □ Peter AREMER, Milletvekili □ Lord AVEBURY □ Tony BANKS, Milletvekili □ Harry BARNES, Milletvekili □ John BATTLER, Milletvekili □ Tony BENN, Milletvekili □ Keith BRADLEY, Milletvekili □ Sir Bernard BRAINE, İnsan Hakları Parlamento Grubu Başkan Vekili □ Ron BROWN, Milletvekili □ Dennis CANAVAN, Milletvekili □ Bob CLAY, Milletvekili □ Ann CLWYD, Milletvekili □ Harry COHEN, Milletvekili □ Frank COOKE, Milletvekili □ Jeremy CORBYN, Milletvekili □ John CUMMINGS, Milletvekili □ Terry FIELDS, Milletvekili □ George GALLOWAY, Milletvekili □ Lord GIFFORD □ Mildred GORDEN, Milletvekili □ Burny GRANT, Milletvekili □ Peter HARDY, Milletvekili □ Jerry HAYES, Milletvekili □ Eric HEFFER, Milletvekili □ Stewart HOLLAND, Milletvekili □ Doug HOYLE, Milletvekili □ J. HUGHES, Milletvekili □ Lord KILBRACKEN □ Anthony LLOYD, Milletvekili □ Eddy LOYDEN, Milletvekili □ J. Mac ALLION, Milletvekili □ Max MADDIN, Milletvekili □ Bill MICHIE, Milletvekili □ Chris MULLIN, Milletvekili □ Bob PARRY, Milletvekili □ Martin REDMOND, Milletvekili □ J. RUDDOCK, Milletvekili □ Brian SEDGEMORE, Milletvekili □ Clare SHORT, Milletvekili □ Dennis SKINNER, Milletvekili □ Chris SMITH, Milletvekili □ Dafydd Elis THOMAS, Milletvekili □ Pat WALL, Milletvekili □ Jimmy WAY, Milletvekili □ Dafydd WIGLEY, Milletvekili □

### İTALYA

Michele ACHILLI, Senato Dışişleri Komite Başkanı □ Giacche ALDO, Senatör, La Spezia Eski Belediye Başkanı □ Silvano ANDIANI, Senatör □ Giorgio Carlo ARGAN, Senatör, Roma Eski Belediye Başkanı □ Arrigo BALDRINI, Senatör □ Ugo BENAM, Senatör □ Giovanni BERLINGEUR, Senatör □

Lonello BERTOLDI, Senatör □ Romana BIANCHI, Milletvekili □ Giuseppe BOFFA, Senatör □ Aroldo CASCIA, Senatör □ Giuseppe CHIARANTE □ Gerardo CHIAROMONTE, Senatör □ "l'Unita" Gazetesi Direktörü □ Giorgio CISBANI, Senatör □ Vecchi CLAUDIO, Senatör, Ferrare Eski Belediye Başkanı □ Vito CONSOLI, Senatör □ Armando COSSUTA, Senatör □ Salvatora CROCETTA, Senatör □ Angelo DIONISI, Senatör □ Isa FERRAGUTI, Senatör □ Antonio FRANCHI, Senatör □ Menotti GALEOTTI, Senatör □ Carmine CAMAOFALO, Senatör □ Guido GEROSA, Senatör □ Lorenzo GIANOTTI, Senatör □ Franco GIUSTIHELLI, Senatör □ Luigi GRANELLI, Milletvekili □ Antonio GRAZIANI, Senatör □ Franco GRECO, Senatör □ Nicola IMBRIACO, Senatör □ Raniero LA VALLE, Milletvekili □ Luciano LAMA, Senatör, Başkan Yardımcısı □ Franco LONGO, Senatör □ Pasquale LOPS, Senatör □ Maruzio LOTTI, Senatör □ Archimede Casadei LUCCHI, Senatör □ Francesco MACIS, Senatör □ Ettore MASINA, Senatör □ Gianni MATIOLI, Milletvekili □ Luigi MERIGGI, Senatör □ Giorgio NAPOLITANO, Milletvekili □ Carla NESPOLO, Senatör □ Adalberto NINUCCI, Milletvekili □ Gian Carlo PAJETTA, Milletvekili □ Ugo PECCHIOLO, Senatör □ Onofrio PETRARA, Senatör □ Piero PIERALLI, Senatör □ Mario PINNA, Senatör □ Renato POLLINI, Senatör, Grasetto Eski Belediye Başkanı □ Giovanni RANALLI, Senatör □ Margherita RICCARDO, Senatör □ Dr. Hans RUBNER, Senatör □ Ersila SALVATO, Senatör □ Franco SALVI, Senatör, Senato Dışişleri Komisyonu Başkan Yardımcısı □ Massimo SCALIA, Milletvekili □ Umberto SCARDAONI, Senatör, Savone Eski Belediye Başkanı □ Stojan SPETIC, Senatör, Senato Dışişleri Komisyonu Sekreteri □ Ugo SPOSETTI, Senatör □ Antonio TARAMELLI, Senatör, Milano Bölgesi Eski Başkanı □ Giglia TEDESCO, Senatör □ Giorgio TORNATI, Senatör □ Graziella TOSSI BRUTTI, Senatör □ Tullio VERCHETTI, Senatör □ Ugo VETERE, Senatör □ Giuseppe VIGNOLA, Senatör □ Roberto VISCONTI, Senatör □ Giuseppe VITALE, Senatör □ Paolo VOLPONI, Senatör □ Benigno ZACCAGNINI, Senatör, Hıristiyan Demokrat Partisi Eski Sekreteri □

#### HOLLANDA

Ria BECKERS, Milletvekili Hollanda Parlamentosu Radikal Parti Grubu Başkanı □ B. GAAYFORTMAN, Milletvekili □ E. RENS-  
MAN, Milletvekili □

#### ALMANYA

Joshka FISHER, Milletvekili □ Monica GANSEFORT, Milletvekili, Profesör □ Jürgen MARI, Milletvekili □ Rudolf BINDIG, Milletvekili □ Regina MICHALIK, Milletvekili □ Johann MULLER, Milletvekili □ Jürgen REERTS, Milletvekili □ Christian SCHMIDT, Milletvekili □ Renate SCHMIDT, Milletvekili □ Eberhard WALDE, Milletvekili □

#### AVRUPA PARLAMENTOSU

Luciana CASTELLINA, Avrupa Parlamentosu Üyesi, İTALYA □ Gianni CERVETTI, Avrupa Parlamentosu Üyesi, İTALYA □ H.D'ANCONA, Avrupa Parlamentosu Üyesi, HOLLANDA □ Dr. Joachim DALSASS, Avrupa Parlamentosu Üyesi, Güney Tyrol, İTALYA □ Winifred EWING, İskoçya Ulusal Partisi Başkanı, İNGİLTERE □ Stanley NEWENS, Avrupa Parlamentosu Üyesi, İNGİLTERE □ Eddy NEWMAN, Avrupa Parlamentosu Üyesi, İNGİLTERE □ Jiri PELIKAN, Avrupa Parlamentosu Üyesi, İTALYA □ Marisa RODANO, Avrupa Parlamentosu Üyesi, İTALYA □ Henry SABY, Avrupa Parlamentosu Üyesi, Sosyalist Grup Başkan Yardımcısı, FRANSA □ Lalla TRUPIA, Avrupa Parlamentosu Üyesi, İTALYA □

#### İSVEÇ

Lahja EXVER, Milletvekili □ Hans Göran FRANCK, Milletvekili □ Olaf JOHANSSON,

Merkez Partisi Başkanı □ Oscar LINDKVIST, Milletvekili □ Bert SVENSSON, Milletvekili □ Goran SVENSSON, Milletvekili □ Erkki TAMMENOKSA, Milletvekili □ Lars WERNER, VPK Partisi Başkanı □ Bengt WESTERBERG, Liberal Parti Başkanı □

#### ABD'Lİ SENATÖRLER\*

Brock ADAMS, Senatör □ Kent CONRAD, Senatör □ Wendell FORD, Senatör □ Albert GORE, Senatör □ Bob GRAHAM, Senatör □ Daniel K. INOUE, Senatör □ Carl LEVIN, Senatör □ John MELCHER, Senatör □ Clairborne PELL, Senato Dışişleri Komitesi Başkanı □ William PROXMIRE, Senatör □ Donald W. RIEGLE, Senatör □

#### A.B.D. KONGRE ÜYELERİ

John CONYERS, Kongre Üyesi □ George CROCKETT, Kongre Üyesi □ James J. JEFFORDS, Kongre Üyesi □ Tom LANTOS, Kongre Üyesi □ Joe MOAKLEY, Kongre Üyesi □ Constance A. MORELLA, Kongre Üyesi □ James OBERSTAR, Kongre Üyesi □ Nancy PELOSI, Kongre Üyesi □ Ted WEISS, Kongre Üyesi □

#### KURULUŞLAR

Nuri ABDUL-RAZAQ, Afrika-Asya Dayanışma Örgütü Başkanı □ Amar BENTOUMI, Uluslararası Demokrat Hukukçular Derneği Genel Sekreteri □ Pierre BERCIS, Yeni İnsan Hakları Başkanı, FRANSA □ Michel BRUM, Avukat, Dünya İnsan Hakları Teşkilatının Birleşmiş Milletler nezdindeki Özel Komitesi Başkanı □ Pierre BRANA, Sosyalist Parti'nin İnsan Haklarıyla İlgili Ulusal Sekreteri, FRANSA □ Jason W. CLAY, Uluslararası Kültürleri Koruma Kurumu Yöneticisi, Harvard A.B.D. □ Harlem DESIR, S.O.S. Racisme (İmdat İrkçilik) Örgütü Başkanı, FRANSA □ Raphael DOUEB, Fransa Özgürlükler Vakfı Genel Sekreteri, FRANSA □ Julio Anguita GONZALES, İspanya Komünist Partisi Genel Sekreteri, İSPANYA □ Dr. Bruno HOSP, Güney Tyrol Halkçı Partisi'nin (SVP) Genel Sekreteri □ Daniel JACOBY, Uluslararası İnsan Hakları Federasyonu Genel Başkanı □ Yves JOUFFA, İnsan Hakları Fransız Ligi Başkanı, FRANSA □ G. LE NEOUANNIC, Milli Eğitim Federasyonu Ulusal Sekreteri □ Leo MATARASSO, Avukat, Halkların Özgürlüğü ve Hakları İçin Uluslararası Ligin Şeref Başkanı, FRANSA □ Yannick SIMBRON, Milli Eğitim Federasyonu (FEN) Genel Sekreteri, FRANSA

#### SANATÇILAR

Nestor ALMENDROS, Sinemacı, ARJANTİN □ BARBARA, Şarkıcı, FRANSA □ Maurice BEJART, Koreograf, FRANSA □ Ingmar BERGMAN, Sinemacı, İSVEÇ □ Jane BIRKIN, Sinema Oyuncusu, İNGİLTERE □ Juan CEDRON, Şarkıcı, ARJANTİN □ Gerard DEPARDIEU, Sinema Oyuncusu, FRANSA □ Migue! Angel ESTRELLA, Piyanist, ARJANTİN □ France GALL, Şarkıcı, FRANSA □ Francis GIROD, Sinemacı, FRANSA □ Roger HANIN, Aktör, FRANSA □ HIGELIN, Şarkıcı, FRANSA □ Melek Cihan KHAZAI, Sinemacı, İRAN □ Parviz KIMIAVI, Sinemacı, İRAN □ Catherine LARA, Şarkıcı, FRANSA □ Ariane MNOUCHKINE, Sinema ve Tiyatro Yönetmeni, FRANSA □ Yves MONTAND, Sinema Oyuncusu ve Şarkıcı, FRANSA □ Hugo SANTIAGO, Sinemacı, ARJANTİN □ Ettore SCOLA, Sinemacı, İTALYA □ Mirnal SEN, Sinemacı, HİNDİSTAN □ Fernando SOLANAS, Sinemacı, ARJANTİN □ Bertrand TAVERNIER, Sinemacı, İTALYA □ Freres TAVIANI, Sinemacı, İTALYA □ Gian Maria VOLONTE, Aktör, İTALYA □

#### YAZARLAR VE GAZETECİLER

Rodney ALTCHTEY, Yazar, İNGİLTERE □ Hani AL-FIKAIKI, Yazar, İRAK □ Kadim AL-SAMAWI, Şair, İRAK □ Rafael ALBERTI, Şair, İSPANYA □ Jorge AMADO, Yazar, BREZİLYA □ Giancarlo ANGELONI, Gazeteci, İTALYA □ Pere Ernesto BALDUCCI, Dinbilimci ve Filozof, İTALYA □ Salim BAKAT, Yazar, SURIYE □ Ruben

BAREIRO-SAGUIER, Yazar, PARAGUAY □ Caroline BEHR, Yazar, İNGİLTERE □ Marshall BERMAN, Yazar, A.B.D. □ Jean BERTOLINO, Gazeteci, FRANSA □ Claude BOURDET, Gazeteci, FRANSA □ Robert BRECHON, Fransız PEN Kulübü Sekreteri □ Gerard CHALIAND, Yazar, "ENA" da (Ulusal Yönetim Okulu) Konferans Başkanı, FRANSA □ Didier BECOIN, Yazar, Goncourt Ödüllü, FRANSA □ Régine DESFORGES, Yazar, FRANSA □ Margret DRABBLE, Yazar, İNGİLTERE □ Umberto ECO, Yazar, İTALYA □ Salim FAKHRY, Yazar, İRAK □ Jean Pierre FAYE, Yazar, FRANSA □ Michel FLEURET, Gazeteci ve Müzisyen, FRANSA □ Bayan Antonia FRAZER, Yazar, İngiltere PEN Kulübü Başkanı □ Marisa GIOFFRE, Yazar, A.B.D. □ Victoria GLINDINING, Yazar, İNGİLTERE □ André GLUCKSMANN, Filozof, FRANSA □ Alan GUINSBOURG, Şair, A.B.D. □ Nora GUTTMAN, Yazar, A.B.D. □ HAJI-SEYED-DJAVADI, Yazar, İRAN □ Marek HALTER, Yazar, FRANSA □ Michael HOLROY, Yazar, İNGİLTERE □ Bernard LANGLOIS, Gazeteci, FRANSA □ Claude LANZMANN, Yazar ve Sinemacı, "Shoah" filminin yapımcısı, FRANSA □ Penelope LIVELY, Yazar, İNGİLTERE □ Joyce LUSSU, Yazar, İTALYA □ M. MAHJOBBI, Yazar, İRAN □ Eduardo MANET, Yazar, KÜBA □ Claude MAURAC, Yazar, FRANSA □ Emily Arnold McCULLY, Yazar, A.B.D. □ Arthur MILLER, Yazar, A.B.D. □ Juliette MINCES, Yazar, FRANSA □ Alberto MOKAVIA, Yazar, İTALYA □ Abdul-Rahman MUNIF, Yazar, SUUDİ ARABİSTAN □ Jan MYRDAL, Yazar, İSVEÇ □ İsmail NOORIALA, Şair, İRAN □ Manuel Zapata OLIVELLA, Yazar, KOLMBİYA □ Juan CARLOS ONETTI, Yazar, URUGUAY □ Grece PALLY, Yazar, A.B.D. □ Octavio PAZ, Yazar, MEKSİKA □ Gilles PERRAULT, Yazar, FRANSA □ Harold PINTER, Yazar, İNGİLTERE □ Augusto ROA-BASTOS, Yazar, PARAGUAY □ Bernice Ruth RUBENS, Yazar, İNGİLTERE □ Severo SARDUY, Yazar, KÜBA □ Tom STOPPARD, Yazar; İNGİLTERE □ René TAVERNIER, Uluslararası PEN Kulübü Başkan Yardımcısı, Merkez Başkanı, FRANSA □ Hélène TOURNAIRE, Yazar ve Gazeteci, FRANSA □ Kathryn WATTERSON, Yazar, A.B.D. □ Linda WOLFE, Yazar, A.B.D. □ Sa'di YOUSSEF, Şair, İRAK □ William STYRON, Yazar, A.B.D. □ Richard ELMAN, Yazar, A.B.D. □

#### ÜNİVERSİTE ÖĞRETİM ÜYELERİ

Samuele Sabino ACQUAVIVA, Padua Üniversitesi Sosyoloji Bölümü Başkanı, İTALYA □ Richard ADAMS, Texas Üniversitesi, A.B.D. □ Jalal Sadiq AL-ADM, Şam Üniversitesi, SURIYE □ Hadi-AL ALAWI, Tarihiçi, İRAK □ Michel BANKS, Londra Ekonomi Okulu, İNGİLTERE □ Hanna BATATU, Georgetown Üniversitesi, A.B.D. □ Cyril BELSHAY, British Üniversitesi, KANADA □ M.BENCHIKH, Çezayir Üniversitesi, CEZAYİR □ Terry CANNON, Thames Politeknik, İNGİLTERE □ Gustave CHOQUET, İnsan Bilimleri Akademisi Üyesi, FRANSA □ Claude COHEN-TANNOUDJI, Fransız Koleji, FRANSA □ Harvey COX, Harvard Üniversitesi, A.B.D. □ Vincent CRAPANZANO, Colombia Üniversitesi, A.B.D. □ Stanley DIAMOND, New School for Social Research of New York, A.B.D. □ Lion EISENBERG, Harvard Eczacılık Okulu, A.B.D. □ Didar FAWZY, Tarihiçi, MISIR □ Roderick FLAUD, Birkbeck Koleji, İNGİLTERE □ René GALLISSOT, Paris Üniversitesi, FRANSA □ Burhan GHALIOUN, Sosyolog, SURIYE □ Myriam GOHEEN, Harvard Üniversitesi, A.B.D. □ Mahdi HAFEZ, Ekonomist, SURIYE □ Fred HALLIDAY, Londra Ekonomi Okulu, İNGİLTERE □ David HAMLYN, Birkbeck Koleji, İNGİLTERE □ Mohammad HARBI, Tarihiçi, CEZAYİR □ Hans Georg HEINRICH, AVUSTURYA □ Guy HERAUD, Paris Üniversitesi, Cumhurbaşkanı seçimlerinde eski federal aday, FRANSA □ Paul HIRST, Birkbeck Koleji, İNGİLTERE □

Mark HOFFMAN, Londra Ekonomi Okulu, İNGİLTERE □ François HOUTART, Louvain Katolik Üniversitesi, BELÇİKA □ Deel HYMES, Virginia Üniversitesi, A.B.D. □ Edmond JOUVE, Sorbonne Üniversitesi, FRANSA □ Edgar LEDERER, Fransa Üniversitesi Enstitü Üyesi □ Linda MYOUX, Cambridge Üniversitesi, İNGİLTERE □ Pierre METGE, Araştırmacı, FRANSA □ Alexandre MIN-KOVSKY, René Descartes Üniversitesi Şeref Profesörü, FRANSA □ Maxime MOLYNEUX, Exeter Üniversitesi, İNGİLTERE □ Theodore MONOD, Enstitü Üyesi, FRANSA □ Lacia MORA, Castilla-La Manche Üniversitesi, İSPANYA □ Kichiro NAKAHARA, Tokyo Üniversitesi, JAPONYA □ Andrei NICOLAI, Paris Üniversitesi, FRANSA □ Michel ORIOL, Paris Üniversitesi, FRANSA □ Roger OWEN, Profesör, İNGİLTERE □ Nasser PAKDAMAN, Paris VII. Üniversitesi, FRANSA □ Antonio PAPISCA, Padova Üniversitesi, İTALYA □ Gérard PIERRE-CHARLES, Sosyolog, HAITI □ Maxime RO-

DINSON, Pratique Yüksek Öğretim Okulu, FRANSA □ Julio RODRIGUEZ-PUERTOLAS, Madrid Otonom Üniversitesi, İSPANYA □ Laurent SCHWARTZ, Matematikçi, Politeknik Okulu'nda Profesör, Üniversiteler Konseyi Başkanı, FRANSA □ William A. SHACK, California Üniversitesi, A.B.D. □ Michael M.J. SISCHER, Huston Üniversitesi, A.B.D. □ N. SMITH, Harvard Hukuk Fakültesi Dekan Yardımcısı, A.B.D. □ Paul Patrick STREETEN, Dünya Kalkınma Enstitüsü Müdürü, Ekonomi Profesörü, A.B.D. □ Eugenio SUAREZ-GALBON, Madrid Üniversitesi, İSPANYA □ L.V. THOMAS, Sorbon Üniversitesi, FRANSA □ Germaine TILLION, Sosyolog, FRANSA □ Alain TOURAINE, Sosyolog, FRANSA □ Armando URIBE, Profesör, ŞİLİ □ Peter UTTING, Essex Üniversitesi, İNGİLTERE □ Carmen VERGARA, Madrid Üniversitesi, İSPANYA □ Pierre VIDAL-NAQUET, Tarihçi, FRANSA □ Paul VIEILLE, CNRS (Bilimsel Araştırmalar Ulusal Merkezi) Sosyolog □ Richard VOKES, Kent

Üniversitesi, İNGİLTERE □ Kazuo YAMACHI, Tokyo Üniversitesi, JAPONYA □ Sami ZUBAIDA, Birkbeck Koleji, İNGİLTERE

#### EK OLARAK

Gianfranco BARTOLINI, Toscana Bölgesi Hükümet Başkanı, İTALYA □ Baroness Tessa BLACKSTONE □ Alberto BRASCA, Floransa Eyalet Başkanı, İTALYA □ Bernard DORIN, Fransa Konsolosu □ Jacques GAILLOT, Evreux Piskoposu, FRANSA □ Susan GEORGE, Borç ve Kalkınma Sorunları Uzmanı, Yazar, A.B.D. □ Luciano GUERZONI, Emiplia - Romagna Bölgesi Başkanı, İTALYA □ Dr. Silvius MAGNAGO, Güney Tyrol Başkanı, SVP Başkanı, İTALYA □ S. PATIJN, La Haye Yöneticisi, HOLLANDA □ Alfonsina KINALDI, Modena Belediye Başkanı, İTALYA □ Antonie SANGUINETTI, Amiral, FRANSA □ Philippe TEXIER, Yargıç, FRANSA □ Dr. Luis ZINGERLE, Trentin Güney Tyrol Bölgesi Başkanı, İTALYA □

\* Amerikan senatörleri aynı zamanda İran, Irak ve Suriye hükümetlerine çağrıda bulunarak, vatantaşları olan Kürtlerin dil ve kültürü üzerindeki yasak ve kısıtlamaların kaldırılmasını önemle istemektedirler.

Bu imza kampanyası, Kürtlerin kültürel hakları tanınmaya kadar devam edecektir. İmza ve maddi yardımlarınız için aşağıdaki adrese başvurunuz:  
PARİS KÜRT ENSTİTÜSÜ, 106 Rue La Fayette, 75010 PARİS-FRANSA

Diriliş 15.7.88

## HELSİNKİ GÖZLEM RAPORU (1)

### AKINTININ İFADESİ

### TÜRKİYE'DE İNSAN HAKLARI

ARALIK 1987

#### KÜRT AZINLIĞI

Etnik kimliğin imhası:

Ortak bir dilleri, dinleri ve kültürü paylaşmalarına ve geniş bir coğrafik alana yayılan Kürtler, hiçbir zaman yönetimlerinin sahibi olamamışlar.

Kürtlerin, Kürdistan olarak adlandırılan petrolce zengin dağlık ülkeleri, 1. Dünya Savaşı'ndan sonra bölünerek Türkiye, İran ve Irak sınırları içinde kaldı. Bu ülkelerin yanısıra Kürtlerin az sayıda bir kesimi de Suriye ve Sovyetler Birliği'nde kalmaktadır.

Günümüzde dünyada ne kadar Kürt'ün yaşadığı kesin olarak bilinmiyorsa da, yaklaşık 20 milyon oldukları tahmin edilmektedir. 1979 yılından beri Kürtler üzerine yayın yapan, İngiltere'de üslenmiş Azınlık Hakları Grubu, 1980'de Türkiye'deki Kürtlerin sayısını 8.455.000, dünyadaki sayılarını da 16.320.000 olarak göstermiştir. Bazıları Türkiye'deki sayılarını 15.000.000 olarak veriyorlarsa da bu sayı genel olarak 8 ile 10 milyon arası olarak verilmektedir. Türk devleti, Kürtlerin varlığını reddettiğinden bu yana bu konuda resmi nüfus sayımı yapılmamaktadır.

Türkiye'de Kürt sorunu o kadar hassastır ki basın konuyu tartışması kısa bir zamana dayanmaktadır. Bu konuda basın zorlanmaktadır. Cumhuriyet gazete-

tesinden Hasan Cemal, Haziran 87'de bu gerçeği, "Kürt sorununun gerçek anlamda ele alınmadığını, gazetecilerin sorunu gerçekten tartışmalarının zaman alacağını" belirtti. Yalnızca son aylarda basın Türkiye'deki Kürtlere ilişkin olarak "Kürt" sözcüğünü kullanabilmiştir.

Kürt sorununun tartışılmasına tabusu "ileri gelenlerin" nezdinde devam ediyor. Siyasi liderler ve parlamento üyeleri, Kürt sorunu hariç bizlerle işkence, polis sert tutumu, cezaevlerinin durumu dahil her konuda görüşebileceklerini söylediler. Siyasi bir lider Kürt sorununun namusluca ve açık bir şekilde ele alınmasının yirmi seneyi alacağını söyledi. Bir parlamento üyesi, parlamento da söz alarak "Bir Kürt sorunu vardır" diyemez. Yakın geçmişte SHP'nin bir üyesi (Turgut Atalay) açıkça "Parti programının Türkçe gibi Kürtçe de hazırlanması önerisinde bulunduğunda, parti görevinden alınarak SHP Disiplin Kurulu'na havale edildi." Biz Türkiye'de kaldığımız Haziran ayına kadar herhangi bir tavir alınmamıştı. Ancak bazı SHP liderleri, "Eğer partiden ihraç edilmeseydi, partinin kendisi dağılmaya zorlanabilirdi" dediler. Buna rağmen, Kürt dili doğu bölgelerinde sıkça konuşulan tek dildir. Resmi yerlerde Kürt dili yasaktır (Ek

4 ve 5), Kürt folkloru ve müziği de yasaktır. (Ek 6) Bir Kürt kendi çocuğuna Kürtçe isim veremez, Kürtçe kitap veya gazete basımı yapılamaz, Kürt yeni yalı kutlanamaz.

Türk Hükümeti bir yandan Bulgar Hükümeti'nin azınlıklar tutumunu şiddetle kınar ve bundan vazgeçmesini derhal talep ederken, bu talebi, doğuda yaptıkları gözönüne alınca komik olmaktadır. (Eylül 1987, Etnik Kimliği Yoketme Bulgar Türkleri Helsinki Gözlem Raporu'na bakınız) baskılar, iyi tanınan sıradan insanlar üzerinde de benzer etkiler yapmaktadır. Eski parlamento üyelerinden Şerafettin Elçi'ye Parlamento'da "Türk mü yoksa Kürt mü olduğun" sorulmuştu. O da "Ben Kürdüm" diye yanıtlamıştı. Bu açıklaması nedeniyle 1981'de ağır ceza talebiyle yargılandı. 2 yıl 3 ay hapis cezasına çarptı. Türkiye'nin tanınmış ses sanatkarı İbrahim Tatlıses, yakın geçmişte İsveç'teki bir konserinde "Bir Kürt" ibaresini kullandığı için yargılandı. 24 yıla mahkûm olabildi. Tatlıses, pişmanlık gösterdikten sonra suçlama kaldırıldı.

Aşağıdaki örnekler hükümet politikalarını tasvir etmektedir.

Devlet İstatistik Enstitüsü yetkilileri 1980-85 nüfus sayımları için kullanılan formlara "Hangi dilleri konuşuyorsun-

## DEVLET

nuz?" başlığı altına Kürt dilini kaydettikleri için 'Bölücü' olarak suçlanarak Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargılandılar. Devlet Savcısı onları "Türk dilinin bir lehçesini" ayrı bir dil olarak kaydetmekle, suçladı. (Info-Türk, Haziran 1986) tutukular sonradan serbest bırakıldılar.

Denizli'nin Kolak köyü öğretmeni İsmail Kaya "Ben bir Kürt çocuğuyum Kürt olarak doğdum ve Kürt olarak öleceğim" dediği için yargılandı. Bu sözleri 2 Mayıs 1986 tarihinde Milli Marş okunurken kükürük gürlemlerle öğrencileri tartaklayan bir başka öğretmenle yaptığı tartışmada sarf etmişti. Devlet Güvenlik Mahkemesi sözlerin kinle sarfedilmediğini karar altına aldıktan sonra, öğretmen beraat etti. (Cumhuriyet 24 Ekim 1986)

SHP eski Genel Sekreter Yardımcılarından Edip Sever Devrimci, Parti Genel Merkezi'nde Kürtçe konuştuğu suçlamasıyla Marmara-Yalova'dan alınarak Ankara'da Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcısı Ülkü Coşkun tarafından yargılandı. (Özgürüğe, Eylül 1986)

Bir turist rehberi olan Ersin Konut, 1911'den önce Almanya'da basılan Doğu Anadolu'yu "Ermenistan" ve Güney Doğu Anadolu'yu "Kürdistan", olarak gösteren eski bir Osmanlı haritasını buldurduğu için, Kuşadası'nın küçük bir dinlenme kasabasında bölücülikle yargılanarak hakkında 15 yıl ceza istendi. (Özgürüğe Kasım 1986)

Eski Parlamento Üyesi Ahmet Türk üç yakınıyla alınarak daha sonradan evinin dışındaki çöp kutusunda bulunan bölücü bir video kaseti buldurulmaktan yargılandı. (Cumhuriyet 11 Şubat 1987) Haziran'daki ziyaretimize kadar hâlâ nezaretteydi.

Britis Polis Şefi Mustafa Üstün, çocuklarına Kürt isimleri veren 12 kişi hakkında ceza kesilmesini istedi. Ankara Savcısı durumu İçişleri Bakanlığı'na ilettili. İki yetkili isimlerin Türkçe olmadığını, "ulusal kültür, ahlak ve geleneğe karşı olan, kamuoyuna hakaret eden isimler resmi nüfusa kaydedilemez olarak belirlenen 1587 No.lu Kanunun 16/4 maddesinin ihlali edildiğini" bildirdiler. Mehmet Şeref Kocaman mahkemeye çağırılarak çocuklarının isimlerini değiştirmeye zorlandı. Dört ayrı baba daha aynı suçtan yargılandılar. (Nokta, 15 Şubat 1987) Bölgesel bir Türk mahkemesi iki çocuğun adını değiştirmiyor. (Ek. 7)

Marie Annick Lanternier, Medeciens Sans Frontieres, adlı bir Fransız tıbbi grup üyesi, Kürt müzik kasetini buldurduğundan dolayı 1982 yılında sekiz ay cezaevinde hapsedildi. (Le Quotidien de Paris, 25 Ocak 1982)

Lufthansa İstanbul Bürosunda çalışan bir Alman olan Franz Reissig, üzerinde "Kürdistan" yazılı bir antika özellikli kurenin ilan (reklam) resmini çektiği için 1983 tarihinde yakalandı. (The Guardian, 23 Mart 1983)

Türk otoriteleri birçok Kürt köyünün ismini değiştirmişler. 25 Mayıs 1986 tarihli Tercüman Gazetesi Adıyaman, Gaziantep, Urfa, Mardin, Siirt ve Diyarbakır eyaletlerinin her beş köyden dördünün -3.524 köyden 2.842 köyün- isimlerinin değiştirildiğini yayınladı.

Türk Sosyolog İsmail Beşikçi ve Türk Yayıncısı Recep Maraşlı, Kürtler hakkında yazmak ve yayın yapmakta her ikisi de uzun süre ceza aldılar. Beşikçi, Mayıs 1987 tarihinde serbest bırakıldı. Maraşlı ise hâlâ Diyarbakır Cezaevi'nde. 36 sene hüküm giymiştir.

Türkiye'den göç edenler, haksızlığını

onları dışarda da takip ettiğini görüyorlar.

Danimarka'da bir Kürt sığınmacısı Emin Bozarslan Kopenhag'da bir kurs açarak Kürt dilinin öğretmenlerini yetiştirmeyi istediğinde, Türk Elçiliği protesto etti.

İsveç Türk Büyükelçiliği Stockholm'deki Kürt Gündüz Çocuk Bakım Merkezlerini hedefledi. Almanya'daki Türk Elçiliği Alman makamlarından Almanya'da doğan çocuklar için Kürt isimlerini kabul etmemelerini istedi.

Amerika'daki Türk Elçiliği New-York'daki kutsal St. John Katedrali'nin açtığı Kürdistan resim sergisini protesto etti.

Kanada Türk Elçiliği, Kanada vatan-dışlığına geçen bir Kürt liticacının legal formlarını, sorulan anadil hakkında verdiği "Kürtçe" yanıtı sillep Türkçe yazılmasına kadar vermedi.

Ankara'da bir Kürt Avukat oğluna Kürtçe isim verdiğini söyledi. Nüfus dairesi nüfus cüzdanı alabilmesi için çocuğun ismini değiştirdi.

## DIYARBAKIR CEZAEVİ

Eski cezaevinde kalanlar ve binlerce tutuklu Diyarbakır Cezaevi'nde temsil eden avukatlara göre, cezaevindeki durum, Türkiye'de ve Dünya'da bilinen en kötü cezaevidir. 1984 yılından bu yana bazı saygın kişiler kanıtlamıştır. Gerçi Diyarbakır'a gittiğimizde bunları kendimizin görmesi olanaklı olmadı, seyahatimizden birkaç ay önce ilgili bakanlığa resmi müracaatta bulunmamıza rağmen, hükümet bizim cezaevini ziyaret etmemize izin vermedi.

Diyarbakır Cezaevi çoğunluğunun ayrınlığı 1000 kişi kadar tutuklunun yerleştirildiği askeri bir cezaevidir. Tutukular mahkeme esnasında cezaevine bulunuyorlar, bir sefer cezalarını çekmek için başka yere gönderilmeye mahkûm edildiler. Birçok mahkemenin uzamasından dolayı, özellikle toplu davalar- bazı tutukular yıllarca Diyarbakır'da kalarak iş-renc işkence metodlarına maruz kaldılar. Avukatlar bize tutukuların mahkemeye gelişlerinde hafif baygın yüzü, üzgün gözü olduklarını ve işkence edenlerin, onları yaralarının tutuklanmadan önce olduğunu belirleyen sahte bir kâğıt imzalamaya zorlandıklarını açıkladılar. Hakimlere şikâyet etmekten çekinmeyenler hemen mahkeme çıkılarda yeniden dövdürmüşler. Sürgün edilen tutukular Diyarbakır'da başka bir yerden daha fazla ceza çekecekleri için genellikle gitmek için müracaatta bulunuyorlar.

Diyarbakır'da hastalıklara yolaçan

duyduğumuz hikâyeler: Bir adam canlı bir sıçan yemeye zorlatılmış (Bu mahkeme tutanaklarında vardır). Çok iyi tanıyan savunmacı bir avukat yakalanarak vahşice cezaevinde işkence edilerek hayatına bağlanan biriple çevrede çekilmiş, tutukular ceza olarak mikroplu tanklara konmakta, pislik yemeye ve idrar içmeye zorlanmaktadır. 1981 ile 1984 arasında cezaevinde 32 ölümlü hükümet itiraf etmektedir, resmi olmayan çevreler daha fazla suistimallere tahammül etmeyerek kendilerini diri diri yakan birkaç tutukluyla beraber bu sayının 67 olduğunu söylüyorlar.

Diyarbakır'da biz yüzlerce tutuklu temelli eden üç avukatla görüştük. Hepsi 1984'den bu yana toplu açık grevleri ve uluslararası dikkatler sonucu Diyarbakır'da durumlarını iyi gittiğine hem-fikirdiler. Uzun süreli tutukular sürekli dövdürüyorlar işkence yapılmıyor. Fakat çok problemler görünüyor.

Son yıllarda Diyarbakır'a getirilen tutukular çeşitli sınıflardandı. Çoğunluğu köylü olup teröristlere sempati duydıkları ve eşya verdikleri için yargılanıyorlar. Bu köylüler sıkça kendi tüm aile fertleriyle alınarak dövdürmüşler, işkence edilmişler, basitçe tiraf ettirmek ve bilgi almak için jandarma tarafından suistimale uğramışlar. Bunların birçoğu da sonradan serbest bırakıldıklarında falaka, askı ve elektrik şoku gibi işkencele-re maruz kaldıklarını anlatmışlar. En etkileyici görünen, aile fertlerine karşı işkence tehdididir. Eski bir tutuklu, "Ben 100 kişiyi öldürdüğümü itiraf etmeye hazırım." "Çünkü kanımı ve kızkardeşimi içeri getirdiler. Çirli çıplak soydular, hemen orada tecavüz etme tehdidinde bulundular" haberini vermişti. Jandarma karakollarındaki işkencelerden sonra, bazı köylüler tutuklanarak Diyarbakır Cezaevi'ne alınıyorlar, orada usulca bir birinci "deneme celsesi" veriyorlar. Bir-gün süreli dövdürüyorlar.

Ahmet Karak (esas ismi değildir) bir avukattır, 1980 yılından bu yana Diyarbakır'dakilerin çoğunu temsil ediyor. Onun bilgi kaynağı haftada iki üç sefer görüştüğü milletvekilleri, cezaevi personeli ve tutukuların mahkeme açıklamalarıdır. 1984 öncesi ve sonrası Diyarbakır'daki durumu şöyle açıkladı: Diyarbakır'da sistematik işkence 1981'de başladı. Bu işkencenin tarif edilmesi mümkün değildir, bunu gören de yapamaz, TIKKO (Türkiye İşçi Köylü Kurtuluş Ordusu) savunucusu bir tutuklu Remzi Er-canlar, zorla sıçan yemeye zorlanmıştır. Bunun hakkında resmi mahkeme kararlarını okuyunuz. Tutukular için sidik dolu mikroplu tanklarda tutulmuş, tuvalete götürülerek yüzlerine pislik sürülmüş-tür. İnsanlara pislik yedirilmiş ve idrar içirilmiştir: Çok insan ölmüş ve birçoğu

## HELSINKİ GÖZLEME GRUBU NEDİR?

ABD Helsinki Gözlem Grubu, 1975'te Helsinki'de karar altına alınan İnsan Hakları ile ilgili ihlalleri dünya çapında incelemek ve gözlemek amacıyla 1979'da kuruldu. Uluslararası Helsinki İnsan Hakları Federasyonu içinde hükümsüz-bağımsız-bir örgüttür. Genellikle yaptıkları araştırmalarını bir yoruma tutmaktan ziyade olduğu gibi yayınlıyorlar.

Örgütün kurucusu ve mevcut yöneticileri Robert L. Bernstein (Başkan), Alice H. Henkin ve Aryeh Nerer (Başkan yardımcılar), Jeri Leber (Yürütme direktörü) ve Haily 3. Burbalter (Washington temsilcisi) dir.

Örgüt Türk devletinin Türkiye'deki İnsan Hakları'nın ihlallerini araştırarak birçok rapor hazırlamış; bunlar, Türkiye'de İnsan Hakları; demokrasiye Dönüş (Kasım 83), Rüzgârda Saman; Türkiye'de Demokrasi ve İnsan Hakları'ndan Görüntüler (Temmuz 84), Özgürlük ve Endişe; Türkiye'de İnsan Hakları (Mart 86) Helsinki Antlaşması İhlalleri Türkiye (Kasım 86).

## (devam)

aklı-dengesini veya sağlığını yitirmişti. Resmi raporlar 32 kişinin cezaevinde öldüğünü söylüyorlar. Orada yaşayanlara göre 1981 - 1984 arası 67 kişinin öldüğü söylenmektedir.

1984'te sorgulama merkezlerinde işkence durdurulmadı, fakat cezaevindeki işkence durdurulmuştur. Bu birçok faktörden dolayıdır. Birincisi, tutukluların açlık grevi ve diğer yakınlarının ziyaretine gitmeme, tutuklu çevreleri çok rahatsız oldular ve cezaevinin durumuna karşı muhalefetler bir çıkış yaptılar. İkincisi, Avrupa Parlamentosu ve Uluslararası Af Örgütü'nün baskıları, Üçüncüsü, Evren ve Özal'ın Türkiye'de demokrasinin olduğuna dair açıklamaları. Dördüncüsü, Türk hükümeti her Avrupa'ya gidişinde Türkiye'deki işkencelerden dolayı muhalefetle karşılaştı. Bu, özellikle Türkiye-Bulgar Türklerinin çıkışını Avrupa'ya götürürken oldu. Durumlar o kadar düzelmiştir ki, 1984 öncesi ve 1984 sonrası durumu karşılaştırmak çok zordur. Tutukluların direnişi cezaevi iç personelinin değişmesine neden oldu. 1984 öncesi personelden kimse kalmamıştır. Durumlar değiştiğinde tutuklular cennete yaşadıklarını sanmıştır. (Mecazi anlamda. b.n) Şimdiki şikâyetleri yeteri kadar yemek yoktur, 50 kişilik koğuşa 30 kişilik yemek dağıtılmaktadır ve istedikleri kitapları alamıyorlar.

Türkiye'deki Sicil Kanunları'na göre amca çocukları ve kız yeğenler "akrabadır", fakat cezaevinde yalnız ana-babalar, kocaları veya hanımları ve kardeşleri ziyaret edebilir. Amcalar veya teyzeler yapamaz. Evvelden eğer soyadı aynı olsaydı bir tutukluyla görüşebilirdi. Bu değişiklik tutukluları dünyadan tecrit etmek için yapılmıştır.

PKK'ya yardımcı olmanın yargılanan genellikle köylülerden oluşan bazı yeni tutuklulara ilk olarak Diyarbakır'a getirildiklerinde işkence ediliyor. Fakat bu genellikle fiziki işkenceden ziyade psikolojik baskıdır.

Bir diğer Diyarbakır Avukatı ise Mehmet Keskin'dir (esas ismi değildir) Ahmet Karak'ın verdiği düzelmeler için sonuçları teyit etti. Keskin, politik davaları ele almış, Diyarbakır'dakileri savunan çok sayıda avukat arkadaşları vardır.

Hasan Işık (esas ismi değildir) Diyarbakır'dan üçüncü bir avukatıdır. Tutukluların açlık grevleri ve protestoları sonucu 1984'ten bu yana durumlarının iyileştiğini tanımlıyor. "Bununla ben, Diyarbakır'ın Türkiye'de en iyi cezaevi olduğunu söylemiyorum. Fakat nispeten iyidir. Protestolar esnasında tutukluların tek bir istemi vardı, insanca muameleyle tabii tutulmak." Işık şöyle devam etti. "Diyarbakır halen normal bir cezaevi değildir. Örneğin, eğer Malatya'da cezaevindeyseyiz yemek sorunuz olmaz ve istediğin her türlü yayını alabilirsiniz. Ve askeri marşı okumana gerek yoktur. Diyarbakır'da 36 marş ezberle bilmen gerekiyordu. Şimdi yalnız bir tanedir. Türk Kurtuluş marşidir. Fakat yemekten önce dua etmen gerekiyor. Malatya'da milli marşı okumak, dua yapmak yoktur. Şimdi halen bir yemek sorunu vardır. İnsanlara etsiz kuru fasulye veriliyor. Aynı zamanda açlık grevine gidenler diğerlerinden daha iyi besleneceklerdi. Süt ve sağlıklı yemek verilecekti. Diğer tutuklular onlara (daha evvel açlık grevine gidenlere, b.n) yardımcı olmak istiyorlar, ama mücadele edilmiyor. Yani tutuklular ilk geldiklerinde halen dövülüyorlar. Bir odaya alınıyorlar, yeni elbise veriliyor ve

orada gardiyanlar tarafından bir gün dövülüyorlar. Bazen yalnız dört saatliğine dövülüyorlar. Eğer gardiyanlara karşı saygılı davranmazlarsa gardiyanlar onları falakaya yatırıyor. Bunlara "eğitim celsesi" denilir. 1984'ten evvel "eğitim celseleri" çok daha uzun süreriydi."

Biz İstanbul'da dört sene Diyarbakır Cezaevi'nde yatmış, 31 yaşındaki Kenan Şimşek ile (takma adıdır) görüştük. Ankara'da polislin evine yaptığı bir baskının sonucu sol içerikli bildiriler ve İsmail Beşikçi'nin Kürtler hakkında bir kitabı bulunduğu için 1979'da yakalanıyor ve Mart 1980'de Diyarbakır Cezaevi'ne gönderiliyor.

12 Eylül'den önce Diyarbakır'da oldukça kötü davranmak yoktu, baskılar 12 Eylül'den sonra başladı. İlk olarak koğuşlardan bahçelere kadar kapıları kapatıldı, daha sonra koğuştan koğuşa kapılar kapatıldı. Böylece her koğuş tecrite alındı. Daha sonra görüşme zamanı 15 veya 20 dakikadan üç veya dört dakikaya indirildi. Gardiyanlar içeriye geldiklerinde tutuklular ayağa kalkmaya ve selam vermeye zorlandılar. Ve her sabah bir ulusal marşı okumak zorundaydık. Biz gardiyanlara karşı direnmeye çalışarak askeri personel değil, siyasi tutuklu olduğumuzu belirttik. Bundan sonra direnişleri kırmak için tutukluları tek hücrelere aldılar ve bazı koğuşlara yakınlarıyla görüşmeleri yasaklandı. .

"1984'te yaptığımız 45 günlük açlık greviden sonra durumlar çok iyileşti. Cezaevi yönetimi dövmelere ve işkencelere son vermeye razı oldu. Ve bunların dövmeler ve işkenceler durdu. Ben, Ekim 1984 tarihinde serbest bırakıldım ama sonradan serbest bırakılan arkadaşlardan bunun sona erdiğini duydum. Bazı tek tek olaylar oldu. Sınırdaki bazı insanlar yakalanarak cezaevlerine getirilmişlerdi. Biz onların işkence altındaki çığlıklarını duyuyorduk, bunlara karşı protestolar yaptık, kötü davranmalar kaldırıldı. Tedricen, 1984'ten itibaren tüm personel yeniden değiştirildi. İki esas işkenceci Ali Osman Aydın ve Esat Oktay Yıldırım, dört kişi açlık grevinde öldükten sonra değiştirildiler."

İşkenceler durdurulmuş olmasına rağmen, tutuklular halen dışarıya temiz hava almak için çıkamıyorlardı. Daha sonra Avrupa Konseyi'nde bir ziyaret oldu. Tutuklular dışarıya çıkmaya serbest bırakıldı. Koğuşlara TV takımı verildi. Bunlar, ziyaretçiler gidene kadar devam etti. Eğer Türkiye'de durum kısmen iyileşmişse, bu Avrupa Konseyi ve Helsinki Gözlem Komitesi insanların dayanışmasında.

Diyarbakır'daki durumlar hakkında Türk basını kısa geçmiş zamanda karşılaştırma yaptı. Örneğin 2000'e Doğru'nun 12 Haziran 1987 sayısında uzun bir yazıda 1980 ve 1984 arası işkenceleri ve Diyarbakır'daki tutukluları küçültmeye uğratmayı açıklıyor. Yazı, kabüslü işkenceleri detaylandırıyor. Tutuklular ayak tabanlarından veya kıçlarından bayılana kadar dövülüyorlar, kolları kanayana kadar vudula süründürülüyorlar. Sidik dolu lağım suyuna kafalarını batırmaya, ölmüş farenin bir parçasını yemeye zorlanıyorlar.

Bu korkunç durumları protesto etmek için dört tutuklu Ferhat Kuntay, Mahmut Zengin, Eşref Anyak ve Necmi Öner -kâğıtları, yataklardaki pamukları ve elbise parçalarını yığın haline getirerek, yığının üzerine yanıcı madde serpip ateşe verdiler. 2000'e doğru bir başka tutuklunun

şu sözlerini aktarıyordu: "Ferhat Kuntay dedi ki, 'biz cezaevindeki insanlar için kendimizi feda ediyoruz. Bu cezaevinde kendimizi yakıyoruz, insanca yaşam koşullarını sağlamak için kendimizi yakarak ölüyoruz. Bu bilinmelidir. Ve sonra kafasını ateşin üzerine koydu. Her dördü de kendisini yakarak öldüler."

Yazıda dövmelerin ve işkencelerin sorumlu yöneticilerin isimleri verilmektedir. Aynı zamanda birkaç tutuklunun dövülerek öldürüldüğünü de açıklamaktadır. Abdurrahman Çeçen ve İbiş Uraz, giriş hücrelerinde dövülerek öldürülmüşlerdi. Ali Ereğ açlık grevcisidir. 1981'de iç güvenlik komutanı Esat Oktay Yıldırım tarafından itilerek öldürüldü. M.Emin Akpınar sorulan 56 marş hatırlayamadığı ve Türkçe konuşmadığı için bir çavuş tarafından dövülerek öldürüldü. Onun ölümü, tıbbi rapor tarafından "doğal" olarak adlandırıldı.

Bize Kürt kimliklerinde ısrar eden tutukluların kötü muameleden daha fazla çektikleri söylendi. Diyarbakır Cezaevi'ndeki tutuklular eğer Kürtçe konuşuyor, Kürtçe türkü söylüyor veya Kürt oyunlarını oynuyorsa karşı çıkılıyor. Birkaç kişi avukat ve eski tutuklular bize çocuklarını cezaevinde ziyaret eden ama onlarla Türkçe bilmedikleri için konuşamayan ailelerin, Kürtçe konuşmalarının yasak olduğunu söylediler. Bize çocukları zorlanmış, yanaklarından aşağıya göz yaşlarının aktığı bir vaziyette onların hapsedilmiş oğullarını seyir ekranında izledikleri söylendi. Avukatlar bize Türkçe konuşmayan müvekkillerini savunmanın imkansızlığını anlattılar. Çünkü temsilini tam sağlamlaştırmak için (Avukatların, b.n. Kürtçe konuşmaları yasak olduğundan) davada haklı gerekçe bulmalarının imkanı yoktu.

Yukarıda bahsedilen Diyarbakır'da eski tutuklu Kenan Şimşek bir Kürt olarak kendi deneyimlerini şöyle aktardı:

"Ben 1979'da yakalandım. Polis evime baskın yaparak sol içerikli bildiriler ve çok sayıda İsmail Beşikçi'nin Kürtler hakkındaki kitaplarını ele geçirdi... İki defa Kürtçe konuştuğumuz ve Kürtçe türküler söylediğimiz için Aralık 1980 tarihinde tüm vesayet altındakiler olarak toplu bir şekilde dövüldük. Yine biz koridor boyunca yürütülerek sağımız ve solumuzda bulunan askerler joplarda bizi dövüyordu. Biz her tecrit hücreleri ve özel hücrelere alındığımızda bu yapıldı."

Cezaevi disiplini hükümetin asimilasyon politikasını sürdürme amacını gütmektedir. Eski bir tutuklu cezaevi komutanının yanında şöyle bir konuşma yapmış: "Siz Türksünüz. Kürtçeyi unutacaksınız. Bu sizin için bir okuldur. Sizler Kemalist gençlik olarak eğitileceksiniz. Bizim sizi imha etmemiz gerekiyordu, ama bunun yerine Türk Ordusu sizi eğiterek topluma yararlı hale getirecek. Siz mutlaka asker gibi davranmalısınız. Askeri personel gördüğünüzde mutlaka selam vermelisiniz ve askeri tarzda yürümek zorundasınız."

## GÜNEYDOĞU'DA GERİLLA SALDIRILARI

1984'ten bu yana bölücü Kürt militanları Türkiye'nin Güneydoğusu'nda gerilla savaşı vermektedir. Genellikle dağlarında inerek, Irak ve Suriye'deki üs-

KURT KULTURU

## "Türkiye mozağının renkli bir parçası"

MEHMET DÜLGER

DYP Genel Başkan Yardımcısı

Türkiye'nin Osmanlı imparatorluğunun mirascısı olarak çok dinli, çok ırklı bir havası var. Çeşitli bölgelere yayılmış Kürt, Çerkez ve Abaza orjinli insanlarımız var. Bunlar kendi dillerin de konuşuyorlar? Kimsenin de bir şey dediği yok.

Kürtler, bu ülkede her kademe de görev almıştır. İçlerinde Cumhurbaşkanlığı yapanlar, Başbakan olanlar, Genekurmay Başkanlığı'na kadar yükselenler de var. Örneğin Cemal Gürsel Kürt orjininden gelen bir kimseydi. Orduda sevmişlerdi. "Cemal Ağa" adını vermişlerdi. Bunlar Türkiye'de sorun yaratmamış, genel kabul görmüşler.

1976'da Süleyman Demirel'le Muş'a gitmiştim. Demirel orada bir konuşma yapmıştı. Bu konuşmayı dinleyenlerin

## NURETTİN YILMAZ

(ANAP Mardin Milletvekili)

Çocukken annemden duyduğum ninniler hep Kürtçeydi. Ağlarken susturulmam için veya sevinirken okşanmam gerektiği için annemden hep Kürtçe terimler duyardım. Sokakta, çarşıda oynarken veya dolaşırken arkadaşlarımla Kürtçe konuşurdum. 7 yaşında ilkokula gittiğimde tek kelime Türkçe bilmezdim. Türkçeyi okulda öğrendim. Benim gibi milyonlarca insanın var olduğu Türkiye'de bu gerçeğin yok sayılması ve gözardı edilmesi, güneşin balçıkla sıvanmaya çalışılmasına benzer. Böyle bir olgu, halk ve devlet bütünleşmesi yerine ayırıcılığı, uzaklaşmayı, burukluğu ve bölücülüğü beraberinde getirir. Bir çiçek bahçesindeki rengarenk çiçeklerin var oluşu, o bahçe için bir eksiklik veya olumsuzluk değil, tam tersine uyumu süsleyen bir zenginliktir. Tıpkı bir mozağın değişik güzel taşlardan oluşması gibi.

yüzde 60'ı bir şey anlamamışlardı. Ama konuşma bitince hemen hepsi alkışlamışlardı. Yani birileri onlara orada söylenenleri anlatmıştı. Bu durumu kendi mozağımızın renkli bir parçası olarak görüyorum. Kürt orjinli bir Urfa türküsüdür" diye bir yere atamam.

Ama devletin bir resmi dili vardır. Siz Türkçe konuşan bir Fransız vatandaş olsanız Fransızca da bilmek zorundasınız. Evinizde Türkçe konuşursunuz ama, devletle olan işlerinizi Fransızca ile halletmek zorundasınız. Ben bu konulara daha yumuşak ve ayırıcı olmayacak ölçülerle yaklaşılmasından yanayım. Orada kabul edilemeyecek hadiseler var. Bu doğru, bunlara karşıyım. Ama derginizde ilanı çıkan Kürt kültürünü koruma çağrısı başlıklı bildiriyi de bu görüşlerim doğrultusunda imzalamam söz konusu değil. Bildiriyi de imza vermiyorum. □

lerden gelerek geceleri küçük köylere saldırarak köy korucuları ve devlet otoriteleriyle işbirliği içinde olduğuna inandıkları kişileri öldürüyorlar. Daha sonra da sınırları geçerek veya inlerine geri kaçıp saklanıyorlar. 30 Mart 1987 sayısında "Newsweek" Türkiye'yi dünyanın en acımasız gerilla savaşı celbiyle değerlendirdi. Bazı Türk yetkilileri "The Christian Science Monitor"da 27 Haziran 1987 sayısında gerilla savaşını Türkiye'nin elli yıldan beri karşılaştığı "en büyük tehlike" olarak değerlendirdiler.

Son aylarda terörizm had safhaya ulaştı. 21 Haziran 1987 tarihli Ankara yerli servisine (ajansı, b.n) göre 20 Haziran'da teröristler Suriye, sınırına yakın Mardin'in Pınarcık köyüne saldırılar düzenleyerek köy korucularıyla çatıştılar. Evlere otomatik silahlar ve molotof kokteyllerle saldırdılar. Yanan evlerden kaçan kadın ve çocuklara ateş açtılar. Sekiz erkek, altı kadın ve onaltı çocuğu öldürdüler. 8 Haziran'da Mardin'in iki diğer köyünde 11' çocuk olmak üzere 28 kişi öldürüldü. 9 Haziran'da Kırım köyünde aralarında üç aylık bir bebeğin de olduğu dört kişi daha öldürüldü. Mardin'de askeri araçlar için döşenen mayın üzerinden geçen araçlarda askeri personelin öldüğü, olaylardan oldu.

Olenlerin sayısı korkunç olmuştur. Türkiye günlük gazeteleri Haziran 1987 tarihinde öldürülenlerin sayısını 715 olarak verdiler. Bunların çoğunluğunun kadın ve çocuklardan oluştuğu 289'u sivil, 159'u askeri personel ve güvenlik güçleriyle çatışmada 267 terörist oldukları bildiriliyor. 10 Ağustos 1987 tarihinde Türk günlük basınında 1984 yılından bu yana 500 asker ve köylünün ve 290 teröristin öldüğünün resmi açıklaması yapıldı. Ondan bu yana otomatik ve ateşli silahlarla, ilkin köy korucularıyla çatışmaya girildiği ve sonradan köylülere ve askere saldırılarak 14'ünün çocuk olduğu, 25 kişinin öldüğü Siiirt'eki bir olay da dahil olmak üzere çok olaylar oldu. 21 Eylül 1987 tarihinde teröristler Irak'ın sınırına yakın Şırnak'ta 5'inin çocuk olduğu 11 kişiyi öldürdüler.

## TERÖRİSTLER SİVİLLERİ DE KAÇIRIYORLAR

30 Nisan 1987'de teröristler Hakkâri'nin Şemdinli ilçesinde yaşları 15 ile 25 arası olan 12 köylüyü kaçırdılar. İçlerinde ANAP İl Başkanının da bulunduğu, dört kişi kaçarak köye döndüler. Onlar, (dönenler, b.n) ve 9 diğerleri teröristlere karşı direnmediklerinden dolayı cezaevine kondular. (Cumhuriyet, 9 Haziran 1987)

Haziran'ın başlarında üç ayrı olayda Şemdinli'de teröristler 34 kişi kaçırdılar. 23'ü güvenlik kuvvetleri tarafından 5 Haziran'da kurtarıldı. (Anadolu Ajansı Ankara, 3,4,5 ve 8 Haziran 1987)

Temmuz'un sonlarında asiler Irak sınırına yakın yüksek yayladaki göçebe kampından 20 köylüyü kaçırdılar, bunların 17'si güvenlik güçleri tarafından kurtarıldı (Türk günlük haberleri, 1-2 1987).

Olayların Marksist-Leninist, Kürt İşçi Partisi PKK- tarafından yapıldığına inanılmaktadır. Parti, amacının Kürtlerin nüfus ettiği Türkiye alanlarını "kurtarmak" ve bağımsız bir devlet kurmak olduğu-

nu söylüyor. 24 Şubat 1987 tarihli Cumhuriyet'e göre, PKK, 12 Eylül cuntasından önce birçok silahlı olaya kanşan, Ankara Siyasal Bilimler Fakültesi öğrencisi Abdullah Öcalan tarafından 1978 yılında kurulmuştur. Cuntadan sonra liderler ülkeyi bırakarak Suriye ve Irak sınırları yakınlarında yeniden örgütlendiler. Ağustos 1984'te terörizmin akıntı dalgalan Eruh ve Şemdinli'de bir terörist eyleme başladı. 1984'ün sonlarında sürekli bir temelde askeri konvoylara ve jandarma karakollarına karşı saldırılar düzenlendi. Daha sonra saldırılar güvenlik kuvvetlerince korunması zor olduğu küçük köylere kayındı. Abdullah Öcalan'ın Suriye Şam'da üslendiğine inanılıyor.

Güneydoğu'da kaç teröristin gerilla savaşı verdiğini hiç kimse bilmiyor. Biz 200'den 1550'ye kadar olan tahminleri duyduk. Mardin polis şefi Aydın Genç sınırdan geçip gelenlerle beraber 220'den fazla terörist olmadığını ve bunların çoğunun 15 ile 16 yaşları arasındaki çocukları olduğuna inanıyor. Hükümet yetkililerinden tek konuşabildiğimiz Dışişleri Bakanlığı'nın Araştırma Bürosü Müdürü Ünal Maraşlı "Bizde var olan bilgilere göre 600 ile 700 arasında terörist vardır. Fakat bu veriler güvenilir olmaya bilir" dedi.

Haziran ve Temmuz katliamlarından sonra hükümet tahminlerini artırdı: 25-26 Temmuz 1987 tarihli "Türk günlük haberlerine" göre 10 Temmuz'da Diyarbakır'da yapılan bir basın konferansı esnasında Başbakan Turgut Özal Hükümetin 3.496 teröristi bildiğini ileri sürdü, 1.158'i terörist ve 2.338 kişi iltica etmiş. Ama her nedense 22 Ağustos 1987'de Başbakan Turgut Özal, "Türkiye'nin Güney-Doğu'ndaki elverişli alanlarda karşılıklı yaratan teröristlerin sayısı 300 veya 400 arasındadır" dedi.

PKK, genellikle kendi takipçilerinin sayılarını açığa vermiyor. Ama 1 Ağustos 1987 tarihinde her nedense Günaydın'ın bir muhabirine PKK'nın Irak'taki militanları PKK'nın 38 kampının ve Türkiye'de 8000 silahlı adamının olduğunu söyledi.

Aynı zamanda teröristlerin kim olduğu hakkında da kesinsizlik vardır. İranlı mıdır, Irak veya Suriye'li Kürtler mi veya Türkiye Kürtleri mi? Bunlar sınırın kaçan yalnız birkaç terörist misyonu için gelen Türkiye Kürtleri midir? Yoksa bunlar çift hayat yaşayan gündüz normal, gece militan terörist olan bölge halkı mıdır?

Dışişleri Bakanlığı'ndan Ünal Maraşlı'ya göre "Bazıları Türk bazıları değil. Onlar genellikle Suriye'de üslenmiş, fakat bazıları da Irak'ta üslenmiştir. Bazıları tarafından donatılmış, destekleniyor ve eğitiliyorlar. Fakat biz, kimler tarafından yapıldığını ve silahları nereden aldıklarını bilmiyoruz. Güneydoğu'da halkın çoğunluğu onları desteklemiyor. Çünkü onlar sivillere saldırıyorlar. Kadın ve çocuklara ve bölge halkını korkutmaya çalışıyorlar."

ABD Elçisi Robert Straus-Hupe'a göre, "Militanlar her gün sınırı delip giren teşkilatlı ve iyi koordine edilmiş silahlı bir grup adamdır." O ve onun personel üyeleri bunun bir ayaklanma olmadığına inanıyorlar. Eğer bu bir isyan olsaydı, şehire ait bölgelerde daha fazla protestoların olacağını teorisi yapıyor.

(devam)

Anadolu, Japonya gibi homojen bir ülke değildir. Yıllarca orduların, milletlerin savaşlarına, göçlere sahne olmuştur. Değişik kültürlerin var olması son derece doğaldır ve eşyanın tabiatına uygundur. Bence insanlar veya toplumlar için en makulü, kişiliğini koruyabilmektir. Evinde, pazarda ve özel yaşamında anadiliyle konuşan bir kişiyi veya toplumu ayrımcı olarak tanımlamak yanlış ve haksızlıktır. Ak-

sine, onu diliyle, var olan kültürüyle saygı ile anmak demokrat olmanın ve insana saygının bir gereğidir. Bu dile ve kültüre saygı o kişiye ve o topluma saygı ile eşdeğer anlamdadır. Bu tutum ise, insanlarımız arasında ayrımcılığı ve bölücülüğü değil bütünlüşmeyi sağlar. Dünyada bunun örnekleri çoktur. Ve hiçbir ülkede kültürü kabul edilen toplum ile devlet arasında uyumsuzluk pek fazla görülmez. Uyumsuzluk ve huzur-

suzluk kültürleri ve anadilleri görmezlikten gelinerek toplumların bulunduğu ülkelerde daha çok görülmektedir.

Sonuç olarak, benim her dile ve kültüre saygım olduğu gibi, herkesten de aynı hoşgörüyü, demokratalığı ve saygıyı bana göstermelerini beklemek en doğallıktır.

2000'e Doğru 31.7.88

NÂZİM HİKMET'İN BİLİNMEYEN MEKTUBU

## Kürt ve Türk kardeşler özgürlüğe elbirliğiyle...

2000'e Doğru okuyacağınız mektubu Nâzım Hikmet gerçeğinin her yönüyle aydınlanması gerektiği düşüncesiyle tarihsel bir belge olarak yayımlıyor. Nâzım Kürdolog Kamuran Bedirhan'a yazdığı bu mektupta Kürt sorununa ilişkin görüşlerini açıklıyor: "Türkiye Cumhuriyeti'nin kuruluşundan sonra, Türk yöneticiler Kürtlere vaadettikleri hakları tanımadı... Anadolu milli kurtuluş hareketi yalnız Türkler için değil, Kürtler için de tarihlerinin en şanlı sayfalarından biridir."

**B**akarsınız, Nâzım bir Japon balıkçısının teknesindedir. Yunanistan'da kurşuna dizilir. Gizenga'yı öldürmesinler diye çirpim. Madrid kapısındaki nöbetçidir. Sarı nehre akan ordunun neferi. Kalküta'da grevçidir. Hiroşima'da bir küçük kız. Roma'dan mektuplar yazar Afrika'ya. Küba'da Fidel'in sıkıdığı el olur. Haydii ordan İsviçre'ye. Ver elini Paris. Varna'da delidir, divanedir. Şu mavi atlastan kocaman beşikte, şiirine rüzgâr vermeyen halk kalmış mıdır Nâzım'ın? O ve mahalle bakkalı "kuvvetle meçhuldür" oralarında. Ama, yine de "aynı ekmeğe, aynı hürriyet, aynı hasret için" çarpışıp ölebilir, yüzünü dilini bilmediği insanların yanında.

*Hüsnü Çavuşla on beş yıl bayan  
hemsire  
kalmadı gezmediğimiz yer.  
Karadeniz'de içinden Lazların  
şarkta Kürtlerin arasında.  
Kürtlere kuyruklu derler,  
yalan  
Kuyrukları yok  
Yalnız çok asi, çok fakir insanlar  
Zenginleri de var  
ama az,  
beyleri...*

Ve yine aynı yerde, Diyarbakır Cezaevi'nde yatan bir devrimciyi, Halil'i anlatırken, bir iki kez geçen Kürt beyleri vardır.

"Kalbi en uzak yıldızla birlikte çarpan" Nâzım, Kürt sorununa gelince susmuş muydu? "Evet" yanıtı verenler çoğunlukta. Nedenlerini de açıklıyorlardı kendilerine göre. Birincisi, Nâzım Hikmet'in de safalarında yer aldığı TKP ulusal sorunda Kemalizmin etkisi altındaydı. İkincisi, Nâzım'ın bu konuda yeterli bilgisi yoktu. Bir diğer olasılık da, iktidarın ambargosuydu. Örneğin "Karayılan Türküsü"nun "Vurun Kürt uşağı namus gunudur" nakaratı, Nâzım'da "Vurun ha yigitler namus gunüdür" olmuştu. O, bunu sonradan "Türk idarecilerin yasaklamaları"yla açıklayacaktı.

Ünlü ozanı, zaman zaman "milliyetçilik"le suçlamaya kadar varan eleştiriler bugüne dek süregeldi. "Antep'i, Maraş'ı, Urfa'yı anlatmak, Kurtuluş Savaşı'nda Kürtleri anlatmak" yanıtı yeterli olamıyordu. Nâzım'ın bu konuya ilişkin açık bir görüşü yok muydu?

**"Anadolu'da yaşayan Türklerle Kürtlerin arasında nifak sokmak isteyen gerici, sömürücü, karantik kuvvetler, emperyalizmle el ele vererek halklarımızı daha kolayca ezme istiyorlar".**

Şimdi 2000'e Doğru, Türkiye'de ilk kez yayımladığı mektubu, Nâzım'ın bu konudaki net tutumunu kamuoyuna sunuyor.

Mektup, Nâzım tarafından, yakın dostu, ünlü Kürdolog Kamuran Ali Bedirhan'a yazılmış. Bedirhan'ın Paris Kürt Enstitüsü'ne bağışlanan kitaplığındaki belgeler arasında bulunarak, Enstitü'nün yayın organı *Hevi*'de yayımlanmış.

Nâzım'ın Kürt sorununa duyarlı kalmadığını gösteren tek belge bu mektup değil kuşkusuz. TKP arşivinde, konuyla ilgili başka çalışmaları da olduğu biliniyor. Bir gün hepsi gün ışığına çıkacak, eminiz. O'nu her yönüyle tanımak hakkımız, tanıtım görevimizdir.

## "İki halkın da özlemleri aynı"

*Kökleri çiyizellerin derinliklerine dalan,  
tarixiyle, küllüriyle Kürt milletinin ön  
li bir seçkinliği Anadolunun bir par-  
sında yaşar Anadolunun öbür parçalar  
da yaşayan Türk milletini Kürt milleti  
Kardesi sayar Her iki millet, bütün  
emperatorluklar gibi, halkların zindan-  
ı olan Osmanlı emperatorluğunda, Tür-  
ve Kürt derebeylerinin, Osmanlı empe-  
ratorluk idaresinin ağır zincirlerin  
Verilmişlerdir. Osmanlı empara-  
torluğuna hükümdardan sonra ise, her  
iki millet emperyalizme karşı tek*

"Gerçek Türk yurtseverleri Kürt kardeşlerinin milli haklarına kavuşmak için yaptığı kavgayı can ve gönülden nasil destekliyorsa, gerçek Kürt yurtseverleri de Türk halkının demokrasi ve milli bağımsızlık için yaptığı kavgayı böylece destekliyor."

Hele memleketi... Hele memleketinin insanları Şeyh Bedreddin Destanı ile Osmanlı dönemindeki halk hareketleri, Kuvayı Milliyet Destanı ile Kartal Savaşı'nı, Memleketimden İnsan Manzaraları ile Anadolu halkını unutulmaz dizelere döken O'dur.

Ya Kürtler? Aynı toprakları aynı ekmeği paylaştığı bu halktan neden yok denecek kadar az söz eder? Anadolu insanlarını destanlaştırırken, kafasında Kürtlerle ilgili düşünceler yok mudur? Bu soru hep sorulmuştur. Gerçekten de, Memleketimden İnsan Manzaraları'nda rastlanır yalnız Kürt sözcüğüne:



Ve insan haklarına tanınmadı, ~~hal~~ işi Kürt milletinin millet olarak varlığına ~~ve~~ bile inkârı katar götürdü. Bu devir, Türk idarecilerinin ve egemen sınıflarının emperyalizimle uzlaşmaya başlaması devridir. Bu inkârla bu uzlaşmanın aynı devirde başgöstermesi sadece bir rastlama değildir. Bugün Türkiye Cumhuriyeti'nin Orta ve Yakın Doğuda emperyalizmin kalelerinden biri haline gelmesi sadece bir rastlama değildir. Bugün Türkiye Cumhuriyeti'nin Orta ve Yakın Doğuda emperyalizmin kalelerinden biri haline gelmesi sadece bir rastlama değildir.

Her iki millet, bütün imparatorluklar gibi, halkların zindanı olan Osmanlı İmparatorluğu'nda, Türk ve Kürt derebeylerinin, Osmanlı İmparatorluk idaresinin ağır zincirlerine vurulmuşlardır. Osmanlı İmparatorluğu yıkıldıktan sonra ise her iki millet emperyalizmle karşı tek bir cephe kurup çarpışmışlardır. Anadolu milli kurtuluş hareketi yalnız Türkler için değil, Kürtler için de tarihinin en şerefli sayfalarından biridir. O dövüş yıllarının sonradan Türk idarecilerine yasak edilen en unutulmaz türkülerinden biri "Vurun Kürt uşağı namus gündür!" diye başlar.

Türkiye Cumhuriyeti'nin kuruluşundan sonra, Türk idarecileri ve egemen çevreleri, Kürt hareketinin tanımağı vaad ettikleri millet ve insan haklarını tanımadı, hatta işi Kürt milletinin millet olarak varlığını bile inkârı kadar götürdü. Bu devir, Türk idarecilerinin ve egemen sınıflarının emperyalizmle uzlaşmaya başlaması devridir. Bu inkârta bu uzlaşmanın aynı devirde başgöstermesi sadece bir rastlama değildir. Bugün Türkiye Cumhuriyeti'ni Orta ve Yakın Doğuda emperyalizmin kalelerinden biri haline getiren Türk politikacıları Kürt milletinin milli varlığını inkârda ısrar ediyor ve Türkiye Cumhuriyeti sınırları içinde öteki azınlıklara tanıdığı hakları bile Kürt milletine tanımıyor.

Türk ve Kürt halklarının Türkiye Cumhuriyeti'nin sınırları içinde dış ve iç politikada aynı emellere hasret çekmeleri bugünkü Türk idarecilerini korkutuyor. Her iki millet kardeş milli kültürlerini, milli ekonomilerini geliştirmek, toprağa, tarım araçlarına, hürriyete, demokratik haklara kavuşmak istiyor. Türk ve Kürt halkları Türkiye Cumhuriyeti'nin tarafsız bir dış politika gütesini, emperyalizmin üssü olmaktan kurtulmasını öz-

yaşamaya varmak için derebeylere, kara kuvvetlere, şehir ve köy ağalarına, gerici, sömürücü, karalık kuvvetlere, emperyalizmle elele vererek halklarımızı daha kolayca ezmeğe istiyorlar. Kürt ve Türk halklarının bahçırlığa insanca yaşamaya varmak için derebeylerine, kara kuvvetlere, şehir ve köy ağalarına, gerici, ırkçılara, milletlerin varlıklarını ve milli haklarını inkâr edenlere, halkları birbirine düşürüp sırtlarından rahatça geçinensine, emperyalizmin usaklarına karşı yürüttükleri yeni milli kurtuluş savaşının zaferi Kürt ve Türk halklarının elbirliğiyle kazanılır.

Ancak böyle bir elbirliğiyle kardeş iki millet hürriyete, milli ve insan haklarına kavuşabilir.

Nazım Hikmet

**K**ökleri yüzyılların derinliklerine dalar tarihle, köktürkiye Kürt milletinin önemli bir çoğunluğu Anadolu'nun bir parçasında yaşar. Anadolu'nun öbür parçalarında yaşayan Türk milletini Kürt milleti kardeş sayar. Her iki millet, bütün imparatorluklar gibi, halkların zindanı olan Osmanlı İmparatorluğu'nda, Türk ve Kürt derebeylerinin, Osmanlı İmparatorluk idaresinin ağır zincirlerine vurulmuşlardır. Osmanlı İmparatorluğu yıkıldıktan sonra ise her iki millet emperyalizmle karşı tek bir cephe kurup çarpışmışlardır. Anadolu milli kurtuluş hareketi yalnız Türkler için değil, Kürtler için de tarihinin en şerefli sayfalarından biridir. O dövüş yıllarının sonradan Türk idarecilerine yasak edilen en unutulmaz türkülerinden biri "Vurun Kürt uşağı namus gündür!" diye başlar.

Türkiye Cumhuriyeti'nin kuruluşundan sonra, Türk idarecileri ve egemen çevreleri, Kürt hareketinin tanımağı vaad ettikleri millet ve insan haklarını tanımadı, hatta işi Kürt milletinin millet olarak varlığını bile inkârı kadar götürdü. Bu devir, Türk idarecilerinin ve egemen sınıflarının emperyalizmle uzlaşmaya başlaması devridir. Bu inkârta bu uzlaşmanın aynı devirde başgöstermesi sadece bir rastlama değildir. Bugün Türkiye Cumhuriyeti'ni Orta ve Yakın Doğuda emperyalizmin kalelerinden biri haline getiren Türk politikacıları Kürt milletinin milli varlığını inkârda ısrar ediyor ve Türkiye Cumhuriyeti sınırları içinde öteki azınlıklara tanıdığı hakları bile Kürt milletine tanımıyor.

Türk ve Kürt halklarının Türkiye Cumhuriyeti'nin sınırları içinde dış ve iç politikada aynı emellere hasret çekmeleri bugünkü Türk idarecilerini korkutuyor. Her iki millet kardeş milli kültürlerini, milli ekonomilerini geliştirmek, toprağa, tarım araçlarına, hürriyete, demokratik haklara kavuşmak istiyor. Türk ve Kürt halkları Türkiye Cumhuriyeti'nin tarafsız bir dış politika gütesini, emperyalizmin üssü olmaktan kurtulmasını öz-

luyor. Gerçek Türk yurtseverleri Kürt kardeşlerinin Türkiye Cumhuriyeti sınırları içinde milli haklarına kavuşmak için yaptığı kavga için can ve gönülden nasıl destekliyorsa, gerçek Kürt yurtseverleri de Türk halkının demokrasi ve milli bağımsızlık için yaptığı kavgaı böylece destekliyor.

Anadolu'da yaşayan Türklerle Kürtlerin arasına nifak sokmak isteyen gerici, sömürücü, karalık kuvvetler, emperyalizmle elele vererek halklarımızı daha kolayca ezmeğe istiyorlar. Kürt ve Türk halklarının bahçırlığa insanca yaşamaya varmak için derebeylerine, kara kuvvetlere, şehir ve köy ağalarına, gerici, ırkçılara, milletlerin varlıklarını ve milli haklarını inkâr edenlere, halkları birbirine düşürüp sırtlarından rahatça geçinensine, emperyalizmin usaklarına karşı yürüttükleri yeni milli kurtuluş savaşının zaferi Kürt ve Türk halklarının elbirliğiyle kazanılır.

Ancak böyle bir elbirliğiyle kardeş iki millet hürriyete, milli ve insan haklarına kavuşabilir.

luyor. Gerçek Türk yurtseverleri Kürt kardeşlerinin Türkiye Cumhuriyeti sınırları içinde milli haklarına kavuşmak için yaptığı kavga için can ve gönülden nasıl destekliyorsa, gerçek Kürt yurtseverleri de Türk halkının demokrasi ve milli bağımsızlık için yaptığı kavgaı böylece destekliyor.

Anadolu'da yaşayan Türklerle Kürtlerin arasına nifak sokmak isteyen gerici, sömürücü, karalık kuvvetler, emperyalizmle elele vererek halklarımızı daha kolayca ezmeğe istiyorlar. Kürt ve Türk halklarının bahçırlığa insanca yaşamaya varmak için derebeylerine, kara kuvvetlere, şehir ve köy ağalarına, gerici, ırkçılara, milletlerin varlıklarını ve milli haklarını inkâr edenlere, halkları birbirine düşürüp sırtlarından rahatça geçinensine, emperyalizmin usaklarına karşı yürüttükleri yeni milli kurtuluş savaşının zaferi Kürt ve Türk halklarının elbirliğiyle kazanılır.

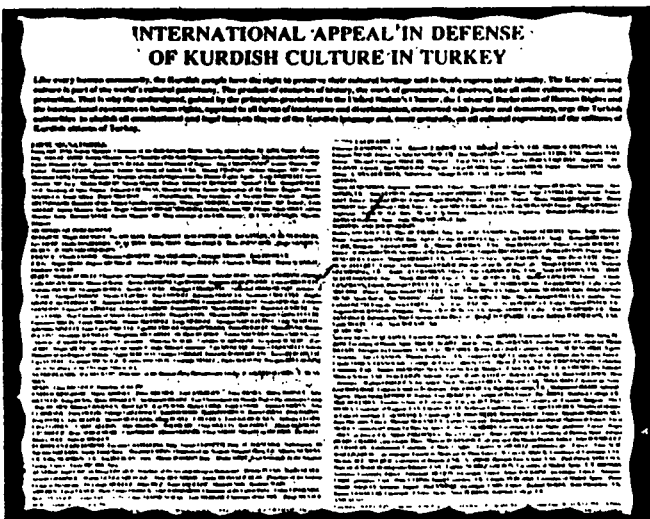
Ancak böyle bir elbirliğiyle kardeş iki millet hürriyete, milli ve insan haklarına kavuşabilir.

CUMHURİYET 1.7.88

Dış basında Kürt kültürü için imza kampanyası

Dış Haberler Servisi — Türkiye'de Kürt kültürünün korunması amacıyla çeşitli ülkelerden yüzlerce parlamenter, aydın, bilim adamı ve sanatçının başlatıldığı imza kampanyası sürüyor. Aralarında Fransız Le Monde ve International Herald Tribune Gazetesi'nin de bulunduğu çeşitli yabancı yayın organlarında yer alan bir ilanda, "Her insan topluluğu gibi Kürt halkının da kültürel mirasını koruma ve kimliklerini özgürce ifade etme hakkına sahip oldukları" belirtildi. İlanda Türk resmi makamlarının, Kürt dili üzerindeki tüm anlayış ve adli yasakları kaldırması çağrısı da yapılarak, söz konusu kampanyanın, Kürtlerin kültürel hakları tanınana kadar sürdürüleceği de kaydedildi. Çok sayıda ülkeden parla-

menter, Nobel ödülü sahibi sanatçı, bilim adamı ve gazetecilerin imzaladığı bildiriye, İran eski devlet başkanı Beni Sadr, Cezayir eski devlet başkanı Ben Bella, ABD'li senatör Edward Kennedy, Güney Afrika'nın siyah lideri Nelson Mandela'nın eşi Winnie Mandela, Fransa eski başbakanlarından Pierre Mauroy, Çekoslovak rejim karşıtı yazar Jiri Pelikan, ABD'li eski başkan aday senatör Albert Gore ile 18 senatör ve Temsilciler Meclisi üyesi, aralarında siyah rahip Desmond Tutu'nun da bulunduğu 20 Nobel ödülü sahibi, İsveçli yönetmen Ingmar Bergman, Ünlü koreograf Maurice Bejart, sinema oyuncusu Gerard Deperdieu, Yves Montand, Umberto Eco'nun da imzaları bulunuyor.



İlanın yer aldığı Herald Tribune gazetesinin kupürü.



## TARİHÇİ GÖZÜYLE YILMAZ ÖZTUNA

### KÜRT KÜLTÜRÜ

Fransa'nın Times'ı olan Le Monde gazetesinde tam yarım sahifelik bir ilan (Allahtan Le Monde, diğer gazeteler gibi değil, küçük ebatlıdır!) Kürt Kültürünü Korunması... Altında bir sürü kâzip ve ya gerçek şöhretin imzası...

Türkiye'de üzerine basıla basıla Kürt denen bir kısım Doğu Anadolu Türkü'nün kültürü ne olsa gerektir? Hemen söyleyeyim, bir yığın folklor malzemesidir. Ve bu malzeme elbette korunmalıdır. Edirne, Muğla, Hatay, Kars'taki halk kültürlerimizi muhafaza etmiyor muyuz? Tunceli'nde Selçuklu döneminde Türkçe, bugün nedense Kürtçe konuşan Türk'ün folklor değerlerini de aynı ihtimamla koruyacağız. Korumuyor muyuz?

Efendim, Kürtçe de konuşunlar! Elbette! Konuşuyorlar mı? Sonra?.. Sonra sıra istemiyen Türkçe öğrenmesin!.. İşte bakın bu olmaz sayın milletlerarası şöhretler... Niçin mi olmaz?..

Siz Birleşik Amerika ve İngiltere ve Kanada ve Avustralya'da mecburi İngilizce, Fransa'da mecburi Fransızca, Cezayir ve Fas'ta mecburi Arapça, Sovyetler'de mecburi Rusça, Almanya'da mecburi Almanca'yı kaldırın, küçük anadilleri de bu büyük diller yanında resmen kabul edin, Türkiye Cumhuriyeti hükümeti de elbette bir şeyler düşünsün!..

İmza sahipleri arasında kardeşimiz Cezayir'i'nin akli dengesi bozuk olduğu Cezayirli'ler'ce rivayet edilen- eski devlet başkanının imzasını görüyo-

rum. Fransızca'yı ikinci resmî dil olmaktan kaldırsın demiyorum da, gücü yeterse, Berberice'yi, Arapça'nın yanında resmî dil ilan ettirversin! Zira 24 milyon Cezayirli'den tam 7 milyonu Berberice konuşur ve bunun bir kaç milyonu hiç Arapça bilmez. Fas'ta da durum aynıdır.

Bir imza sahibi de Küçük Kennedy... Adam kolajden babasının ve büyük adamlar olan ağabeylerinin serveti sayesinde diploma almış. Türkiye hakkında ilkokul bilgisi yok...

Amerikan vatandaşlığına kabul edilmek için 5 yıl süre verilen 70 ve 80 yaşındaki göçmenleri, mecburen gece okullarında İngilizce ve Amerikan tarihi öğrenmeye tabi tutan, aksi takdirde vatandaşlığa alınmayan Birleşik Amerika... Azınlıklar folklor değerlerini, orflerini kısmen muhafaza ediyorlar... Ama haydi bakayım 10 milyon Amerikan vatandaşı İtalyan'dan biri bir mahkemede İtalyanca konuşmaya, bir devlet dairesine İtalyanca dilekçe vermemek kâsin, başına ne haller gelir...

Yves Montand... Fransız Komünist Partisi'nin eski aktörü... Fransız Komünist Partisi'nin eski ağır toplarından da, Macar ihtilâlindeki Rus zulmü üzerine partisinden istifa etmişti... Ama İtalya'da doğmuş bir İtalyan'dır. Fransa'da İtalyanca konuşmaya kalkışmasını isterdim. Korsika'nın bütün nüfusu İtalyan'dır ve Fransızlar; Korsikalılar'a, Bretonlar'a ne muamele yapıyorlar, hatırlatırım...

Eski İran cumhurbaşkanı Sadr'ın imzası, ancak kâhkaha uyandırıyor. Be adam, sen önce İran'daki Kürt azınlığına ve 15 milyon Türk'e dil hürriyeti tanı da, ondan sonra Kürt kültürü dediğin nesne neyse, onu himayeye kalkış!

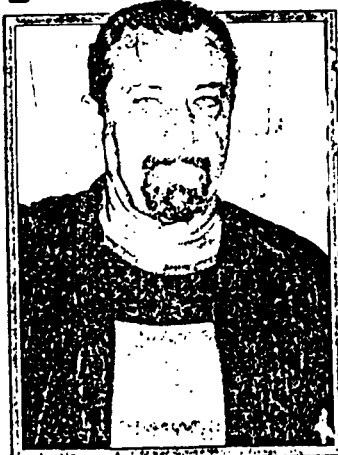
İmza sahipleri arasında bir Sudanlı avukat bile var. Anlaşılan belirli bir avukatlık ücreti karşılığında imza atmış. Aksi takdirde Sudan'ın Arapça konuşmayan 3 güney eyaletindeki halka yapılan muameleyi hatırlaması gerekirdi. Herif mutlaka komünist... Yoksa Sudanlılar'ı tanırız, Türkler'i severler ve antitürk bir beyannameye imza falan koymazlar...

Bir İngiliz yazar da var... Ona Büyük Britanya'da İrce, Galce, Şetlandca, Orkneyce, Ersce, Manska gibi otokton yerli diller konuşanların nasıl mecburen İngilizce öğrendiklerini hatırlatmak lâzım...

Türk'ü saf, gerçekleri savunamayan, dünyadan habersiz sayan bir avuç yarı aydın ki, bana göre asıl Kürt dedikleri Doğu Anadolu Türkü'nün başına belâ olmak istiyorlar. Herhalde onları çok seviyorlar ve herhalde Türkiye devletinden daha iyi himaye edecekler!..

SABAH 3.7.88

## Festivalin dahi bale yönetmeni Kürt çıktı



Bejart "Kürtler Fransa'dan toprak isterse buna karşı çıkarım" diyor.

■ İstanbul Festivali'nin yıldızlarından biri olan ünlü Fransız bale yönetmeni Maurice Bejart, anne tarafından Kürt asıllı çıktı.

■ Bale çevrelerinde dahi olarak tanınan Maurice Bejart, İstanbul'a gelmeden önce Avrupa gazetelerinde yayınlanan "Kürt Kültürüne Özgürlük" ilanına imza attı.

■ Bejart bu ilanı niye imzaladığını soran muhabirimize, anne tarafının Kürt olduğunu söyleyerek "Ben hiçbir kültürün yok olmasını istemiyorum" dedi.



### Seçkin Cıltzoğlu

Ünlü Fransız bale yönetmeni Maurice Bejart, 16. Uluslararası İstanbul Festivali'nin yıldızlarından biri oldu. Bejart'ın bale topluluğunu izlemek için İstanbullular günlerce bilet peşinde koştu, gösteriler sırasında bile, belki son anda kapılar açılır umuduyla Kültür Merkezi'nin önünde bekleyip durdular. Gerçekten de olağanüstü çalışmalarlarıyla sanatseverleri büyüleyen Bejart, İstanbul'da temsiller verdiği ve coşkuyla alkışlandığı günlerde, bir başka olayla da Türkiye'nin gündemine geldi. Avrupa gazetelerinde Kürt kültürüne özgürlük isteyen paralı bir ilan çıktı. Bu ilan altında Avrupalı ve Birleşik Amerikalı aydınların, sanatçıların, politikacıların imzaları arasında, Maurice Bejart'ın da imzası vardı.

Dünyanın çeşitli kültürlerine kapısını açan bir festivalin yapıldığı ve büyük coşkuyla karşılandığı bir ülke için böyle bir imza olayını nasıl açıklayacağını öğrenmek üzere Bejart'a başvurduk. Prova sırasında kendisiyle on dakika görüşme fırsatını yakaladık. Sanat ile politikanın birbirinden ayrılacağına inandığımızı, bu nedenle de sorumuzun politik olacağını belirterek

sorulara geçtik:

- Bu bildiriye nasıl imza attınız?

- Benim büyük annemin büyükannesi Kürtmüş. Bir yandan Kürt, öteki yandan da İspanyol kökenden geliyorum ben. Ama imzayı atma nedenim, bütün kültürlerin yaşamasından yana olduğum içindir.

- Kültür özgürlüğü kısıvesi altında, bölgeci bir mücadeleyi destekler misiniz?

- Kesinlikle hayır. Örneğin bizde Fransa'da buna benzer bir olay yaşıyoruz. Korsikalıların da benzer istekleri var. Onların da kültürlerini yaşatmasını isterim.

- Ya bu istek, Fransa'dan bağımsızlık istemeye kadar varırsa?

- Tabii buna karşıyım. Benim bu imza olayındaki görüşüm ve tutumum şöyle açıklanabilir:

Avrupa bir bütündür. Fransa, Türkiye, İngiltere gibi tek tek ülkeler ise ufak kalır.

Son yıllarda Avrupa ülkelerinde Amerikan kültür egemenliği giderek yaygınlaşıyor. Bir Avrupalı olarak, bu egemenliğe karşı direnmek için Avrupa ülkelerindeki büyükü küçüklü her kültürün ayakta tutulması gereklidir.

Ben buna inanıyorum.

**The Washington Times**

TUESDAY, AUGUST 16, 1988

# Iraq presses pre-truce offensive against rebels

By James M. Dorsey  
THE WASHINGTON TIMES

Iraq has launched a large offensive against Kurdish guerrillas in the north of the country aimed at quashing their rebellion before a formal truce in the Iran-Iraq war takes effect Saturday, according to administration officials and Kurdish rebel sources.

Heavy fighting has forced many Kurds to flee across the border into Turkey and Iran, the officials and sources said yesterday.

Turkey evacuated several villages on the Turkish side of the border after Iraqi bombers mistakenly attacked a Turkish village, the officials and sources said.

Kurdish town of Halabja.

Rebel sources in Western Europe said Iraq had employed chemical weapons since the beginning of the offensive on July 30.

"They are using all means at their disposal, including chemical weapons," one source said.

The sources said some 15 Iraqi battalions and up to 30,000 troops were involved in the offensive, in which the Iraqis were also employing airplanes, helicopters and tanks.

They said some 1,000 Iraqi soldiers had been killed in the fighting during the past two weeks.

There are 10,000 to 20,000 rebels in the area.

"The Iraqis are trying to neutralize the Kurds as an issue and as a

Turkish press reports said 400 Kurds had entered Turkey recently.

The Kurdish sources said the offensive was directed against strongholds of the Iranian-backed Kurdish Democratic Party (KDP) near the border with Turkey and against positions of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) near the cities of Kirkuk and Arbil.

KDP leader Massoud Barzani charged Aug. 9 in a letter to United Nations Secretary General Javier Perez de Cuellar that Iraq was employing chemical weapons in its offensive.

Mr. Barzani alleged chemical weapons attacks Aug. 6 on the villages of Sinozaraw and Mergesur, approximately 20 miles from the

Turkish border, which injured at least 63 persons, mostly women and children.

PUK sources said chemical weapons had been used on the village of Balisan, northeast of Arbil, on July 30-31 and Aug. 13. In the attack three days ago, a major base of Komela, an Iraqi-backed Iranian Kurdish group, was hit by mistake, and five Komela military commanders were killed, they said.

Iraqi officials said in telephone interviews they were unaware of an Iraqi offensive and denied the use of chemical weapons.

Earlier this year, PUK leader Jalal Talabani was received at the State Department shortly after Iraq had used chemical weapons against the

playing card for the Iranians before the negotiations start," said an administration official, referring to the Aug. 25 face-to-face talks between Iran and Iraq aimed at ending the Gulf War.

Kurdish rebels in Iraq and Iran have been waging decades-old separate struggles for greater autonomy in the two countries, where approximately half of the Kurdish population lives. Turkey, Syria and the Soviet Union also have Kurdish minorities.

Last week, Iran and Iraq promised to halt their assistance to each other's Kurdish rebels as part of the U.N.-sponsored efforts to bring an end to hostilities.

The administration officials said

Iraq was hoping to bring its offensive to a successful conclusion before U.N. observers begin arriving to monitor the cease-fire. Kurdish sources said they hoped the observers would also be stationed in Kurdish areas of the war front to ensure the safety of the Kurdish population.

The sources denied reports that Iran had already stopped aiding the Iraqi Kurdish rebels. They said they did not expect the aid to be halted until an independent committee has established to Iran's satisfaction who is responsible for the Gulf War.

Kurdish rebels warned that a genuine peace between Iran and Iraq would not be achieved if their grievances were not taken into account.

## State Officials Talk to Kurdish Leftists

State Department officials met quietly June 9 in Washington with Jellal Talabani, leader of the Iranian-backed Patriotic Union of Kurdistan, which is noted for its strident leftist line, a warm regard for the Soviet Union and employment of terrorist tactics. A week earlier, at a news conference in Belgium, a representative of Talabani's group announced that the union and

four other Iranian-armed Kurdish separatist guerrilla groups had formed the Kurdistan Front in Iraq May 7. Its stated purpose is to "liberate the territory occupied by Kurds" from Iraq's control. Other members of the front are the Popular Party of Kurdistan, the Socialist Party of Kurdistan and the Democratic Party of Kurdistan.

Following Talabani's meeting with the State Department officials, the Iraqi government protested vehemently, fearing, according to Baghdad's diplomatic sources at

INSIGHT / JULY 25, 1988

the United Nations, that this was another U.S. backdoor effort to establish contacts with the Iranians using the Kurds, a subgroup found mostly in Iran, Iraq and Turkey, as intermediaries. State officials said their only interest was hearing of human rights abuses against Kurds. During a subsequent interview in Washington, Talabani admitted his group was supported by Iran, Libya, Syria and the Soviet Union, commenting, "Necessity has no laws."

**REVUE DE PRESSE**

**Berhevoka Çapê**

**DENTRO DE LA PRENSA**

**Rivista Stampa**

**BASIN DERLEMESİ**

**Press Review**

**Août 1988**

# Los kurdos y la indiferencia universal

MADRID

Jomeini les prometió a los kurdos la autonomía cuando participaron en la caída del Sha, pero después lanzó sobre ellos la "guerra santa", que enfrenta a chiitas y sunnitas. Veinte millones de kurdos aspiran a su propio Estado y viven repartidos entre Turquía, Siria, Irak e Irán. Ningún gobierno ha querido defender su causa en las Naciones Unidas y ellos acusan a la ONU y a la Cruz Roja Internacional de no haber aceptado sus invitaciones para visitar los territorios que ocupan. Doce mil guerrilleros dirigidos por el Partido Democrático del Kurdistán de Irán luchan desde hace siete años contra doscientos mil soldados de Jomeini instalados en tres mil bases militares. Desde 1980, cuarenta mil kurdos no combatientes han sido asesinados en Irán. Pero Abdul Rahman Ghassemlou, Secretario General del PDKI, asegura a BRECHA que la única oportunidad del pueblo kurdo está ahora en Irán, por el prestigio internacional del régimen de Jomeini. Y añade que los siete millones de kurdos que viven en territorio iraní están identificados con la lucha del PDKI por la democracia para Irán y la autonomía para el Kurdistán. Abdul Rahman Ghassemlou habló para BRECHA al pasar por Madrid en una gira europea buscando el apoyo de la opinión pública internacional y de los medios de comunicación. En esta gira ha explicado que los militares turcos han decidido destruir el movimiento nacional kurdo; que en Siria les niegan la ciudadanía y que Irán e Irak pretenden utilizarlos en la guerra del Golfo, aunque reconoce que también los kurdos se beneficiarían de las contradicciones del enfrentamiento entre esos dos países. Lo que sigue es una síntesis de la entrevista:

—¿Por qué no han logrado ustedes darle una mayor repercusión internacional a la cuestión kurda?

—No hay ningún gobierno en el mundo que nos apoye y le voy a explicar por qué. Estamos repartidos entre Turquía, Siria, Irán e Irak. Turquía forma parte de la OTAN y con ese bloque no podemos contar. La Unión Soviética a veces ha ayudado a los kurdos (250.000 viven en su territorio) pero también nos ignora. Hace ocho años que luchamos contra Jomeini y no nos ayuda. Los países árabes pueden bloquear la solidaridad con nosotros de una gran cantidad de naciones a través de las complicidades del comercio del petróleo y de las armas. Hemos pensado mucho sobre esto en nuestras montañas, que en realidad son nuestros únicos aliados. Y se nos ocurrió recurrir a Suecia porque pensamos que es un país democrático, neutral y alejado del Oriente Medio. Pero todas nuestras gestiones (la última el año pasado) han fracasado. Un funcionario gubernamental sueco me lo explicó diciéndome: "Nosotros también vendemos armas y necesitamos el petróleo". Yo creo que la única oportunidad para la autonomía kurda, está ahora en Irán por el desprestigio internacional del régimen de Jomeini. Por eso nosotros luchamos por la democracia para Irán y la autonomía para el Kurdistán.

—¿No tienen ustedes ayuda ni de la Cruz Roja ni de las Naciones Unidas?

—Yo personalmente he invitado a los representantes de la Cruz Roja Internacional y de la Oficina de las Naciones Unidas para los Refugiados a que vengan a ver cuál es la situación en los territorios que nosotros ocupamos. Jamás han aceptado esa invitación. Nadie está interesado en patrocinar nuestra causa en las instituciones internacionales. Sólo la fuerza del movimiento kurdo podrá hacerlo algún día.

«Hay muchas organizaciones kurdas en los distintos países entre los que su pueblo está repartido, pero sólo ustedes aseguran tener la fuerza militar, el programa político y la oportunidad histórica para alcanzar una autonomía kurda. ¿Cómo es su lucha contra el régimen de Jomeini?»

—Al principio mantuvimos un enfrentamiento directo pero ahora desarrollamos la guerra de guerrillas. Golpeamos y nos retiramos. En las montañas somos invulnerables. Aunque el régimen de Jomeini mantiene en el Kurdistán doscientos mil soldados y tres mil bases militares, nosotros los tenemos en jaque con doce mil combatientes, doce mil guerrilleros-kurdos o "peshmergas", que significa "el que va delante de la muerte". Nuestro objetivo es debilitar al régimen hasta el punto en que podamos golpear mucho más duro y liberar el territorio. No es todavía posible pero los últimos años nos han demostrado que ese momento no está muy lejos. Nosotros decimos que el arma revolucionaria más eficaz es la paciencia. Los kurdos tenemos en Irán una oportunidad histórica porque en todo el mundo la opinión pública, a pesar de que hay muchos intereses por el negocio de las armas, está contra la política medieval y terrorista de Jomeini.

—¿Cuál es su programa político?

—En el PDKI hay tendencias e ideologías distintas. Caben, por ejemplo, musulmanes o marxistas. Pero somos fundamentalmente un partido democrático con un programa común para obtener la democracia para Irán y la autonomía para el Kurdistán. Somos un partido democrático que quiere cambiar no sólo la política sino también la vida social de nuestro país. Decimos que si llegamos al poder vamos a construir un socialismo democrático. No es cierto que haya contradicción entre el socialismo y la democracia. En nuestra lucha contra Jomeini no empleamos el terrorismo. En tanto que guerrilleros asumimos la violencia dirigida contra los instrumentos de la tiranía y de la dictadura, sus Fuerzas Armadas y sus agentes, pero rechazamos el terrorismo que amenaza la vida y la seguridad de ciudadanos indefensos.

—¿Tienen ustedes alguna alianza con otros grupos enfrentados a Jomeini?

—El actual régimen iraní está en crisis y debilitado pero no hay una fuerza capaz de derrocarlo. Jomeini no permanece en el poder porque sea fuerte sino porque la oposición está dividida y el pueblo iraní no ve ninguna alternativa democrática. Para encontrar esa alternativa estamos negociando con las otras organizaciones que están en contra del régimen de Jomeini pero que tampoco quieren que regrese la monarquía. Trabajar por esa alternativa no es fácil y puede costar muchos años.

—¿Les beneficia la guerra entre Irak e Irán?

—Hay muchas contradicciones. Por ejemplo, Jomeini apoya a la Unión Patriótica del Kurdistán que actúa en Irak. Nosotros tenemos buenas relaciones con el régimen de Bagdad. Y al mismo tiempo la UPK y el PDKI somos aliados. Podría parecer que nos conviene la guerra pero en realidad está arruinando nuestra patria de ambos lados. Queremos la paz entre Irak e Irán.

José Manuel Martín Medem

Neue Zürcher Zeitung 3.8.88

## Kurdischer Terrorist als Palme-Attentäter?

### Hinweise in einem Geheimmemorandum

R. F. L. Kopenhagen, 1. August

Die der sozialdemokratischen Regierungspartei nahestehende Stockholmer Abendzeitung «Aftonbladet» hat in ihrer Sonntagsausgabe einen 31-jährigen, seit 1982 in Schweden lebenden Kurden mit Namen genannt, der im Verdacht stehen soll, den schwedischen Ministerpräsidenten Olof Palme am Spätabend des 28. Februar 1986 in Stockholm auf offener Strasse erschossen zu haben. Die Zeitung zitiert aus einem geheimen Memorandum, das der sozialdemokratische Verleger Ebbe Carlsson im Zusammenhang mit der von ihm vorgenommenen Paralleluntersuchung des Mordfalles Palme an die Regierung gerichtet haben soll. Der von Ebbe Carlsson als Täter verdächtige, offenbar der Terrororgani-

sation PKK zugehörige Kurde, der jegliche Teilnahme an der Untat abstreitet, lebt in Malmo. Auf Grund eines Entscheids der schwedischen Sicherheitsbehörden steht der Angeschuldigte zusammen mit einigen weiteren terroristischer Tätigkeit verdächtigen kurdischen Asylanthen schon seit längerem unter «Kommunearrest» und muss sich einmal wöchentlich bei der Polizei melden.

### Nicht überraschend

Nach den Angaben des im «Aftonbladet» zitierten Memorandums sollen sich in der Mordnacht etwa zehn mit Sprechfunkgeräten ausgerüstete Kurden in jenem zentralen Stockholmer Stadtteil aufgehalten haben, wo das Revolverattentat auf Palme verübt worden ist. In unmittelbarer Nähe des Mordplatzes liegt auch eine von Kurden besuchte Gaststätte. Der Mord, so

**Suite)** heisst es, sei von den PKK-Aktivisten *auf Bestellung Teherans* ausgeführt worden, nachdem das Khomeiny-Regime infolge der Vermitteltätigkeit Palmes im Golfkrieg Schwierigkeiten beim Einkauf von Kriegsmaterial begegnet war. So jedenfalls lautet die Version Ebbe Carlssons laut «Aftonbladet».

All diese Angaben kommen eigentlich nicht überraschend: Sie sind schon in den ersten Stadien der Mordfahndung, noch im Jahre 1986, bekanntgeworden, als die polizeilichen Untersuchungen von dem Kriminalisten *Hans Holmér* geleitet wurden, der sich im Fahndungsverlauf immer mehr auf diese sogenannte PKK-Spur konzentrierte. Ebbe Carlsson, ein naher Freund Holmérs, folgte dieser Spur in seiner privaten, doch von der ehemaligen Justizministerin und einigen Polizeistellen unterstützten Paralleluntersuchung des Mordfalles.

#### Befragung des Regierungschefs

Das Bekanntwerden von Ebbe Carlssons privatpolizeilichen Aktivitäten, in die auch ausländische Polizeistellen eingeschaltet werden sollten, kostete vor knapp zwei Monaten der Justiz-

ministerin *Anna-Greta Leijon* den Posten. Der Verfassungsausschuss des Reichstags hat im übrigen eine Anhörung zum «Fall Ebbe Carlsson» angeordnet, die, wie berichtet, in der vergangenen Woche eingeleitet worden ist und ab kommenden Mittwoch fortgesetzt werden soll, unter anderem mit einer Befragung des Ministerpräsidenten *Ingvar Carlsson*. In der ersten Anhörungsrunde erklärte der ehemalige Fahndungsleiter Holmér, man wisse theoretisch, wer auf *Palmes* ~~den Mord des armenischen Vaters~~ «Aftonbladet» den Namen des armenischen Vaters.

*New York, 1. Aug. (ap)* Eine Untersuchungskommission der Vereinten Nationen hat festgestellt, dass im Golfkrieg sowohl von Iran als auch vom Irak chemische Kampfstoffe eingesetzt wurden, die nach dem Genfer Protokoll von 1925 verboten sind. In dem am Montag in New York veröffentlichten Abschlussbericht hiess es weiter, der Irak habe «intensiv» chemische Kampfstoffe in dem Krieg verwendet. Bagdad missachte immer noch alle Appelle der Uno und setze weiterhin chemische Kampfstoffe gegen iranische Streitkräfte ein.

## El País 4-8-88

### Vencedores y vencidos

JACOBO TIMERMAN

Quizá nunca sepamos quién es el vencedor en la guerra del golfo Pérsico. Pero ya sabemos quiénes son los derrotados: los kurdos. Irán no ha logrado derrocar al Gobierno de Sadam Husein en Irak, pero ha consolidado su propia revolución islámica. Gracias a ello la sucesión de Jomeini podría ser pacífica, pero el país está desangrado. La economía de Irán está paralizada, pero ponerla en marcha no es complicado: simplemente reanudar la producción de petróleo. A pesar de las compras de armas en los ocho años de guerra, no tiene deudas financieras importantes y ninguna deuda política.

Irak es quizá el vencedor militar, pero su régimen no está consolidado, tiene conflictos religiosos y políticos. La deuda con los países abastecedores de armas es enorme. Ha sido el primer país desde la guerra de 1914 en introducir armas químicas, y los portavoces militares israelíes han decidido que su actual capacidad ofensiva pone en peligro al Estado israelí e impone, por tanto, una solución del problema palestino.

Pero los 20 millones de kurdos que pensaban obtener un Estado independiente o alguna región autónoma de la derrota de Irak o de la derrota de los dos países por agotamiento, por destrucción mutua o simultánea ven una vez más que seguirán dispersos por la franja montañosa que recorre Turquía, Irak, Irán y pequeñas zonas de Siria y de la URSS.

En 1919, después de la I Guerra Mundial, varios mendi-

gos políticos lograron llegar a París, esperando ser escuchados por los aliados, reunidos para distribuir los despojos y ahogar la revolución bolchevique. En un hotelito de la Rive Gauche se conocieron David Ben Gurion y Ho Chi Minh.

#### Promesas y matanzas

Todos los mendigos recibieron solemnes promesas de liberación e independencia para sus pueblos, ninguna de las cuales fue honrada. El presidente de Estados Unidos, Woodrow Wilson, se comprometió personalmente ante los delegados kurdos —como también lo hizo ante la delegación armenia— de que el Kurdistán sería una nación independiente. Pero los intereses británicos en la región estaban demasiado ligados al petróleo como para preocuparse por los mendigos de la historia. Los judíos lograron un Estado independiente 30 años y seis millones de muertos después de la promesa británica. La región de Oriente Próximo y Asia Menor se desembarazó de ingleses y franceses, vio ingresar a los norteamericanos, los vio salir, pero kurdos y armenios siguen hostigados, asesinados, dispersos en aldeas montañosas de donde constantemente los expulsan y persiguen.

Irak aprovechó estos últimos años la guerra del Golfo para internarlos aún más en las altas montañas, destruyendo sus aldeas con el pretexto de una mayor seguridad en las fronteras. También encontró métodos para exterminar a la mayor cantidad posible, como el ataque con gas a la ciudad kurda de Halabja, donde murieron 2.000 civiles.

Las primeras noticias detalladas sobre la matanza se debió a Jalal Talabani, líder kurdo que logró atravesar las fronteras iraquí e iraní y llegar a Europa. Hace unas semanas, en Washington, Talabani y su representante en Europa, Shazad Saib, encontraron en los políticos demócratas y funcionarios de bajo nivel del Departamento de Estado el mismo oído atento y simpático que Woodrow Wilson había prestado a sus antepasados en París. Pero esta vez no hubo promesas ni compromisos. La ONU, que también les escuchó, encuentra prioritario buscar la paz entre los dos países.

Los kurdos perdieron una oportunidad que nunca pudieron repetir: cuando un guerrero y estadista kurdo, el famoso Saladino, reinaba sobre todo el Islam y había derrotado al cruzado Ricardo Corazón de León. Pero Salah al Din al Ayyubi (Saladino) hizo la guerra como

un musulmán y nunca pensó en establecer un reino kurdo. A lo largo del siglo XX los kurdos lucharon en todos los frentes, hicieron y deshicieron alianzas con la derecha y la izquierda, con el sha y con la URSS, crearon partidos políticos sofisticados, creció una clase intelectual europeizada, pero nunca lograron acercarse a la formación de una nación independiente. Tuvieron varios niveles de autonomía, e incluso en la década de los setenta el Gobierno de Irak contó con algunos ministros kurdos, fue legalizado el idioma, estableció la geografía de sus aldeas. Pero el Oriente Próximo es lo que es. Todo se perdió en la vorágine de los conflictos que afectan a las naciones árabes.

En 1920 el Tratado de Sèvres entre las potencias aliadas y el imperio otomano dejaba establecida la nación kurdistana en las zonas que los kurdos ocupaban en el territorio gobernado por el sultán. La revolución de los jóvenes turcos de Mustafá Kemal Ataturk y la negativa británica a ceder su dominio sobre los yacimientos petroleros de Kirkurk y Mosul terminó con ese documento y, como ocurrió tantas veces en la alegre Europa de entreguerras, dio a luz otro documento: el Tratado de Lausana de 1923. Esta vez los protagonistas se cuidaron de repetir el error. Solamente fueron fijadas las fronteras definitivas entre Turquía, Irán e Irak. A partir de este momento, todo intento de independencia fue aplastado por las tropas de los tres países.

World



Victory at Majnoun: Iraqi soldiers last week at a gun emplacement after the action

THE GULF

## A Sudden Change of Fortune

*Why Iraq is now winning in the long war with Iran*

Soldiers in Iraq's Third Army Corps peeped out of their trenches at the Majnoun Islands, mounds of desolate ground surrounded by reedy marshes that Iranian forces had captured from the Iraqis in 1984. As the Iraqi troops braced for what they anticipated would be a bloody advance, they suddenly heard voices from the other side. The message was unexpected. "When you attack," yelled an Iranian, "we are going to surrender!"

Within eight hours, the Iraqis had retaken the islands, killing or wounding thousands of Iranian troops. But what was most surprising was how quickly many Iranians, known as fierce fighters throughout most of the eight-year-long war, gave up the fight. More than 2,200 simply threw down their weapons. Many looked relieved as they walked with their hands held in the air toward the Iraqis. Some even waved and smiled. "The quick attack destroyed them," boasted Lieut. Colonel Khalid al-Douri, who met reporters near the front last week. "They had to quit."

The Majnoun victory is only the latest in a string of remarkable military triumphs for Iraq in the past three months. For the first time since 1980, Iraq is on the offensive in the ground war, quickly driving Iranians off its soil and thereby restoring Iraqi morale.

Meanwhile, Iran seems to be suffering from a lapse of will, its leaders increasingly concerned about who will succeed the ailing Ayatollah Ruhollah Khomeini. "The staying power of the Iraqi regime is much greater now than it was a year ago," says Tahsin Bashir, a retired Egyptian diplomat. "At the same time, the Iranians are clearly retrenching."

Though the war has decisively tilted

in Baghdad's favor, Iraq remains incapable of vanquishing Iran. Iraq, whose population is only 16 million, compared with Iran's 46 million, has difficulty penetrating and holding on to Iranian territory. Iraqi President Saddam Hussein learned this the hard way when he first invaded Iran in 1980. Within two years, Khomeini's forces had not only repulsed the enemy but had also drawn up plans for seizing Iraqi territory. Though Iraq's recent victories are significant, they all involve recapturing parts of southern Iraq that had fallen to Iran.

Still, Iraq's armed forces are better equipped both to regain the remainder of Iranian-held territory and to continue trying to coerce Khomeini's negotiators into peace talks. Iraqi commanders are



showing that better weapons and superior tactics, which had proved decisive in holding back Iran's "human wave" assaults earlier in the war, can now be used in taking the initiative. Before recapturing the Fao peninsula in April, for example, the Iraqis built a mock battlefield in the western desert of Iraq, flooding it to re-create Fao's marshy terrain, and then practiced their attack for a year. A more questionable tactic, acknowledged for the first time last week by Iraqi Foreign Minister Tariq Aziz, has been his country's use of chemical weapons on the battlefield. But he claimed that Iran had used them first.

Iraq has also benefited from the sharp deterioration in Iran's military effort, which has been attributed to such factors as increased internal opposition to the fighting and the bombardment of Tehran and other Iranian cities by Iraqi missiles. Morale began to erode early last year, when Iran failed to capture Basra, Iraq's second largest city. According to an Iranian lieutenant captured at Majnoun, some of his fellow officers now refer to the conflict as the "lost war."

Having won back its territory in the south, Iraq is targeting Halabja and other Kurdish towns in northern Iraq that were seized by Iran in March. Iran's occupation of the area threatens a dam on Lake Darbandikhan that supplies much of Baghdad's water and electricity. In the latest fighting, Iraq claimed to have recaptured 24 strategic heights in the region. The most important part of Iraq's strategy now, however, may be its continuing efforts to destroy Iran's oil and gas installations, which Tehran desperately needs to finance its military effort.

Last week Iraqi jets bombed a major gas-production plant and an oil platform in Iranian regions along the gulf. If bombing runs by Iraq's superior air force can demolish Iran's refineries and hinder shipping lanes in the gulf, Tehran may finally be compelled to call a halt to the war, which has so far claimed the lives of an estimated 350,000 Iranians and 150,000 Iraqis.

That day, however, could still be a long way off. Because Iraq has won back so much land, Iran is deprived of a bargaining chip that it could have used in negotiations. Iraq's successes also appear to have bolstered President Hussein, whose removal Khomeini has frequently listed as a condition for halting the war.

Iran will probably not negotiate an end to the conflict before Khomeini, 87, dies and a successor is chosen. According to various U.S. intelligence reports, the Ayatollah suffers from prostate cancer, which may have spread to his kidneys or his liver. He has a weak heart and may have a tumor or a blood clot in his brain. "He could go anytime," says a U.S. official. "But he could also be with us for a few more years."

—By Scott MacLeod.  
Reported by Dean Fischer/Cairo and David S. Jackson/Baghdad

## Harvey Morris on the bloody history of the Gulf war's real victor

The end of the Gulf war has been celebrated in the streets of Baghdad as a victory. If victory means avoiding defeat, then the outcome of the war with Iran must be deemed a victory for Iraq. To have survived the conflict is also a personal victory for Saddam Hussein al-Takriti, Iraq's president.

He has held power in Iraq for the best part of two decades, first as the strongman behind President Ahmed Hassan al-Bakr and, since 1979, as president in his own right. For eight of his nine years as president, Iraq has been at war. If political longevity is the hallmark of political success, then the career of Saddam Hussein must be deemed a success.

If the outcome of the war is judged in conventional terms against the extravagant war aims of the Iraqis when President Hussein sent his troops across the border in 1980, the victory was a hollow one and the success is questionable. He dreamed of becoming master of the Gulf, filling the power vacuum left by the Shah, and emerging victorious as a leader of the region and of the non-aligned movement. Instead, Iraq is withdrawing from the battlefield heavily indebted to its Gulf neighbours and party to an alliance of convenience with regimes once execrated by Baghdad as reactionary, even treasonous, in Cairo, Riyadh and Amman.

But in the Arab world, used to repeated indignities at the hands of its enemies, Saddam Hussein can expect to be hailed as a conquering hero. His war, at least, did not end in ignominious defeat. The war threatened to finish him but, through a combination of ruthlessness and nerve, he has emerged unbowed. Having survived the war, how will President Hussein tackle the peace?

He has held on to power with a lack of compassion which has been mythologised by the terrible Iranian opposition, which re-

by unleashing chemical warfare on the Iranian lines and even against his own population in Kurdistan.

Saddam Hussein was certainly goaded by the new regime in Tehran. Its brand of aggressive Islamic fundamentalism was anathema to his pan-Arab socialist ideals. He is a Sunni in a land where more than half the population are Shia. Although his ideology is based on pan-Arab socialism, Saddam Hussein has created, for his own security, an inner aristocracy of trusted relatives from his home town of Takrit. There is no dissent. The Baath is the Party and the Party is the state.

In the post-war period, Iraq will



Saddam Hussein: after eight years of war, he needs to become the new moderate of the Middle East

tails parables of his alleged brutality and paranoia. There is the tale of the young boy who ran up to the president during one of his innumerable walkabouts and told him: "I know you. My daddy always spits when we see you on the television." The family, it is said, was never seen again. And did not Saddam Hussein, you will be told, once pull out his pistol and shoot a recalcitrant minister across the cabinet table?

The mythology surrounding Saddam Hussein is the dark side of a personality cult which he has fostered during the war years — he is, at once, the father of his people and their strict master. His defenders say that he appears to be widely popular among the mass of the people in his frequent visits around the country. And ruthlessness, they add, is a regrettable part of the Iraqi political tradition rather than something introduced by Saddam Hussein.

But even if the parables of his brutality are nothing but the inventions of a disgruntled and exiled opposition, there is documented evidence of his harshness towards those who present a real or imagined threat. There were the public executions of communists, ostensibly for organising cells within the army but partly in belated retaliation

perhaps for the communist excesses inflicted on President Hussein's Baath party in the 1950s. There have been executions, purges and assassinations abroad. In 1983, his half-brother, Barzan Takriti, was accused of attempting a coup. He and a number of senior army officers were later said to have been executed. In 1980, the Shia religious leader Mohammed Baqer al-Sadr was executed, shot dead, according to opposition mythology, by the president's own hand.

Saddam Hussein had an early introduction to political violence. In 1959, at the age of 22, he was part of an eight-man Baathist hit squad which attempted to assassinate the military dictator, Abdel-Karim Qassem. Saddam Hussein is said to have walked coolly up to Qassem's car with two grenades stuffed into his pockets. The dictator was seriously wounded in the attack but the attempt was bungled. He survived. The would-be assassin and future president was also hit. Under sentence of death, he escaped to Syria.

Physical courage appears to have gone hand-in-hand with mercilessness in the character of the young Saddam Hussein. It is said that in 1964, he was cornered in a hideout where he fought off the police for a day until his am-

munition ran out. He was to spend the next two years in jail. Prison taught him that opponents who are not eliminated may live another day to mount a coup.

Throughout the war, President Hussein and members of his Revolutionary Command Council have appeared in public in the green military uniform of the Baath Party, fostering the president's image as a military leader. In fact, he has no military background. He studied law and fought his way to the top as a student activist and street-fighter until the triumph of the Baathist revolution in 1968.

It was probably his lack of military training that led him vastly to over-rate Iraq's chances of success in the reckless *blitzkrieg* which he launched against Iran in 1980. Iran, with its army in chaos and its revolution unresolved, must have been a tempting target. But perhaps he was too ready to listen to the advice of the exiled generals of the Shah's regime. And perhaps there were not enough of his own advisers with the inclination or courage to counsel restraint. During the war, he ordered his generals to implement strategies that nearly cost him Basra and Kurdistan. When the situation was at its bleakest, he again showed his ruthlessness.

try to step up the pace of rapid development which was under way in the 1970s and which began to revive in the latter half of the war. The economy has already moved away from its former Stalinist rigidity. The sale of state assets and the emergence of private enterprise are the first signs of what may become a fundamental change. Industrialisation is leading to the creation of a new middle class, with Baath party cards, which owes its success to Saddam Hussein.

Relations with the Soviet Union, President Hussein's biggest supporter at the start of the war, have been strained by Moscow's desire to woo Iran during

the conflict. Iraq has abandoned its former role as the scourge of Western imperialism; development, after all, requires Western technology. The radical, rejectionist stance which would accept no compromise in the Arab-Israeli conflict has also been dropped. Iraq now subscribes to the principle of a negotiated settlement which recognises Arab rights. With its enhanced standing in the Arab world, Iraq is already playing a growing role in the Palestinian question. Baghdad is now the *de facto* headquarters of the PLO. The tactical alliance with Jordan, Saudi Arabia and Egypt may well survive the ending of the war. Iraq promises, in short, to be-

come the new moderate of the Middle East.

Saddam Hussein, steeled by revolution and war, must now face the transition to a peacetime role. A liberalisation of the economy and a more moderate foreign policy may foster internal pressure for a relaxation of the present tight control. Will the president dare to rise to the challenge or will old habits die hard?



## Kurds seek Turkish refuge

MORE than 400 Iraqi Kurds have fled to Turkey since fighting broke out between Iraqi troops and Kurdish guerrillas, Turkey's Foreign Ministry confirmed.

Some of the refugees said the Iraqis had used chemical weapons against the guerrillas, reportedly members of the Kurdish Democratic Party. Similar allegations have been made by KDP spokesmen. Local officials said that until the fighting stopped, the refugees, mainly women and children, would be under the supervision of Turkish security forces in Derecik, a village in the south-eastern province of Hakkari.

Kurdish radio, monitored in Van, claimed that 1,500 Iraqi soldiers had died in the fighting,

From Tim Kelsey  
in Ankara

which began on 3 August. No mention was made of Kurdish casualties, although other reports suggest that 150, both soldiers and guerrillas, have died.

Some of the refugees, said to have arrived in Turkey with severe burns, claimed the Iraqis were using mustard-gas. Sources in Ankara said they had no information that would suggest the use of chemical weapons, "but," one said, "we might not be the first to know if they were".

An official in the Turkish town of Semdinli, the nearest to the fighting, confirmed that four days

ago the combatants strayed into Turkey, and 11 Iraqi soldiers were killed by guerrillas.

■ **DIYARBAKIR** — Iran and Iraq had agreed to halt military support for Kurdish rebels fighting the other's government, Kurdish sources in Turkey said yesterday, Reuter reports.

Iraqi Kurdish fighters, led by Massoud Barzani and backed by Iran, controlled a swathe of northern Iraq during the war between Iran and Iraq, tying down many Iraqi troops. The sources said Iran, which accepted a UN peace resolution last month, had cut support for Mr Barzani in return for Iraq's promise to end its backing for the Iranian Mujahedin opposition group.



### Economic and Social Council

Distr.  
GENERAL

E/CN.4/Sub.2/1988/NGO/9  
16 August 1988

ENGLISH  
Original: FRENCH

#### COMMISSION ON HUMAN RIGHTS

Sub-Commission on Prevention  
of Discrimination and Protection  
of Minorities  
Fortieth session  
Agenda item 6

QUESTION OF THE VIOLATION OF HUMAN RIGHTS AND FUNDAMENTAL FREEDOMS,  
INCLUDING POLICIES OF RACIAL DISCRIMINATION AND SEGREGATION AND OF  
APARTHEID, IN ALL COUNTRIES, WITH PARTICULAR REFERENCE TO COLONIAL  
AND OTHER DEPENDENT COUNTRIES AND TERRITORIES: REPORT OF THE  
SUB-COMMISSION UNDER COMMISSION ON HUMAN RIGHTS RESOLUTION 8 (XXIII)

Written statement submitted by the International League for the Rights  
and Liberation of Peoples, a non-governmental organization  
on the Roster

The Secretary-General has received the following communication, which is circulated in accordance with Economic and Social Council resolution 1296 (XLIV).

[12 August 1988]

The International League for the Rights and Liberation of Peoples wishes to raise again the serious problem of the use of chemical weapons in armed conflicts, an act which is a gross violation of the 1925 Geneva Protocol and the 1972 Convention, General Assembly resolution 37/98 and other international agreements. The disastrous consequences of this inhuman practice, which is directed, moreover, against civilian populations including children, were recently demonstrated to the international community on 16 and 17 March 1988.

---

The International League for the Rights and Liberation of Peoples, deeply shocked by the events which took place on those dates in Kurdistan, leading to 5,500 dead and wounded, wishes through this written statement to recommend to the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities that it should appeal to the conscience of the international community to make every effort to ensure that such atrocities, classified as genocide, will never happen again.

The International League for the Rights and Liberation of Peoples refers to the following:

The Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, adopted on 9 December 1948 by the General Assembly;

The Geneva Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or Other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare, of 17 June 1925, and resolutions 2162 B (XXI), 2603 A (XXIV) and 2603 B (XXIV), also adopted by the General Assembly;

Statement S/18863 adopted by the United Nations Security Council in May 1987, condemning the use of chemical weapons in the armed conflict between Iran and Iraq;

Numerous resolutions by the European Parliament on the total prohibition of chemical and bacteriological weapons.

The International League for the Rights and Liberation of Peoples notes that recently, one Government increased the horror of one war out of all proportion by using chemical weapons, in particular during air raids carried out on 16 and 17 March 1988 against a Kurdish town and Kurdish villages.

The air raids in question reportedly resulted in 5,500 dead and wounded and thousands of other victims among the Kurdish civilian population.

According to the findings of a scientific mission of inquiry led by Professor A. Heyndrickx, head of the Department of Toxicology of the University of Ghent (Belgium), from 24 to 27 March 1988, analyses of material from the bodies of patients who were victims of the above-mentioned air raids attest beyond any doubt to the use of the following gases:

Yperite, also called mustard gas;

Tabun gas;

Sarin gas;

Cyanide derivatives.

According to the same report (copies of which can be provided by the League), most of the Kurdish civilians affected by the toxicity and the lethal effectiveness of these substances died immediately or within a very short time and were surprised while going about their daily business (driving a car, at table, at the fountain, etc.). The survivors suffer from burns to the eyes, lungs and the entire body, and most of the ones who do not die later on will continue to suffer for the rest of their lives from the after-effects of the gases on their nervous and circulatory systems.

The Government responsible for these acts has once more provided proof that it has launched a veritable war of extermination against the Kurds, using chemical weapons and carrying out mass executions of prisoners.

The crime committed in Kurdistan cannot be considered as a war crime, since the victims were unarmed civilians. When the bombing took place, no war hostilities were in progress, either in the town attacked or its surroundings. The army had abandoned the affected town and villages; for this reason, there is no doubt whatsoever that the act in question was an act of pure vengeance against the Kurdish population, which had expressed its disagreement with the régime's policy in anti-Government demonstrations. The population had attempted to take control of the villages, to avoid their destruction and resist deportation.

On this point, further evidence is provided in a report dated 10 April 1988, by Dr. Rafique-Khan, UNHCR/WHO Co-ordinator, attesting to

(SUITE)

60,000 Kurdish refugees in the neighbouring country, and, more recently, a report by the United Nations Security Council.

In 1987, a United Nations mission of inquiry had noted the use of chemical weapons against Kurdish villages.

Such use of chemical weapons is not only a violation of a series of international instruments, but an act of utter contempt for all international law and values.

In view of the foregoing, the International League for the Rights and Liberation of Peoples invites the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities to recommend to the Commission on Human Rights that it should adopt a resolution by which the Commission would:

Urgently and insistently condemn the use of chemical weapons against the Kurdish civilian population, in gross violation of international law;

Call upon all Governments immediately to abandon the use of chemical weapons.

TAGES ANZEIGER 27.8.88

## Den Kurden drohen neue Massaker

Während die Aufnahme der Friedensgespräche zwischen Iran und Irak in Genf von aller Welt mit grosser Genugtuung registriert wird, droht abseits der von der Uno überwachten Kriegszone in den Bergen Kurdistans ein Massaker. In dringenden Appellen werfen kurdische Befreiungsorganisationen dem irakischen Regime vor, die Waffenruhe im Golfkrieg für einen Vernichtungskrieg gegen die Kurden zu missbrauchen. Meldungen, wonach im Norden Iraks erneut Giftgas gegen die Zivilbevölkerung eingesetzt wurde, sind mittlerweile von türkischen Parlamentariern bestätigt worden, die dem Grenzgebiet unlängst einen Besuch abgestattet haben.

■ VON WERNER VAN GENT, ATHEN

Die von Kurdenführern in der Vergangenheit wiederholt geäusserte Befürchtung, wonach der Frieden zwischen Iran und Irak für die kurdische Bevölkerung noch viel verheerendere Folgen als der Krieg haben würde, scheint sich zu bewahrheiten. Am vergangenen Donnerstag wiederholte der Führer der im Norden Iraks operierenden Demokratischen Partei Kurdistans (KDP), Massoud Barsani, seine dringenden Appelle an die Weltöffentlichkeit; das drohende Massaker an mindestens 100 000 Zivilpersonen zu verhindern.

Nach Angaben eines Militärberaters Barsanis soll Irak in den vergangenen Wochen 30 000 Mann mobilisiert haben, um das Gebiet südlich der türkischen Grenze zu entvölkern. Systematisch werde dabei Giftgas eingesetzt. Im März dieses Jahres war die Weltöffentlichkeit für kurze Zeit durch die Bilder der verreckten und aufgeschwollenen Leichen aus der kurdischen Kleinstadt Halabja aufgeschreckt worden, wo schätzungsweise 5000 Personen, hauptsächlich Frauen und Kinder, bei einem irakischen Giftgasangriff umgekommen waren.

Aus dem unwegsamen Gebiet dringen erschreckende Meldungen. Mindestens 100 000 Menschen hätten ihre Häuser aus Angst vor neuen Giftgasangriffen in Panik verlassen. Tausende Kurden hätten in der vergangenen Woche versucht, in die

Türkei zu fliehen, und seien von den entlang der Grenze konzentrierten türkischen Truppen zurückgeschickt worden. Da die Kurden-Dörfer mitsamt den für den herannahenden Winter gesammelten Vorräten systematisch vernichtet werden, spitzt sich die Lage der Bewohner tagtäglich zu.

Barsani richtete sich in seinen Appellen aus diesem Grund auch namentlich an das Rote Kreuz. Dieses soll mit der Türkei verhandeln und in Zusammenarbeit mit dem Roten Halbmond Flüchtlingslager entlang der Grenze erstellen. Türkische Parlamentarier hatten vor einigen Wochen das Grenzgebiet besucht und dabei Spuren von Giftgasangriffen jenseits der Grenze festgestellt. Ein von ihnen erstellter Bericht wurde aber bislang in der Türkei unter Verschluss gehalten. Die Türkei hofft, sowohl in Iran wie in Irak einen Grossteil der Aufbauarbeiten nach dem Krieg ausführen zu können, und hat bislang jede offene Einmischung vermieden.

Eine ähnliche Haltung nimmt auch die Uno ein. Die Uno-Friedenstruppe UNIMOG, habe vom Sicherheitsrat den Auftrag erhalten, die Armeen auseinanderzuhalten und die Waffenruhe zu überwachen, hiess es zu den Vorwürfen, wonach die Uno beim Völkermord wegschäue. Die Uno, so die offizielle Verlautbarung, könne sich nicht mit «innenpolitischen Problemen Iraks» beschäftigen.

Von den 137 in Irak stationierten Beob-



Irakische Kurden, die in die Nähe der iranischen Grenze geflüchtet sind.

(Bild Sven Simon)

achtungstruppen befinden sich 35 in Kurdistan, die aus dem Hauptquartier in Kirkuk die rund 500 Kilometer lange Front zu überwachen haben. Die Provinz Mosul, woher die meisten Meldungen neuer Giftgasangriffe stammen, gehört nicht

zum Einsatzgebiet der Uno-Truppen. Der Führer der grössten kurdischen Organisation in Irak, der Patriotischen Union Kurdistans (PUK), Jela Talabani, wies im Gespräch mit Journalisten das Argument zurück, wonach es sich um ein «innenpolitisches Problem» handle. Im Verlauf des ganzen Golfkrieges habe die kurdische Guerilla als Partei der Seite Irans am Krieg teilgenommen, sagt Talabani und fährt fort: «Der Vernichtungskampf gegen die Kurden war Teil des Golfkrieges und soll nun, im Schatten des Friedens, vollendet werden.»

Auf das Anfang August vom irakischen Führer Saddam Hussein gemachte Friedensangebot wollen Talabani und Barsani nicht eingehen. Im Tausch für die in Aussicht genommene Teilautonomie müssten die Kurden zunächst sämtliche Waffen niederlegen. Saddam Hussein will nur die bereits 1984 versprochene Teilautonomie verwirklichen, welche Barsani als Scheinautonomie bezeichnet. Talabani: «Wir haben die Wahl zwischen einer Scheinautonomie, die uns zu Arabern machen soll, und dem Gas Saddam Husseins.»

Auch das Mullahregime in Iran hat im Zuge der Genfer Friedensverhandlungen seine Haltung gegenüber den Kurden geändert. Im Krieg hatten die Revolutionsgardisten die Kurden einerseits mit Nachschub unterstützt, diese aber andererseits auch in den vordersten Reihen mitkämpfen lassen oder sich gar, wie zuletzt bei der Eroberung Halabjas, ihrer Siege bedient. Jetzt lässt Iran zwar Flüchtlinge aus Irak über die Grenze, duldet aber keine bewaffneten Kämpfer mehr. In Kreisen irakischer Kurden befürchtet man, dass in Genf ein Tauschgeschäft ausgehandelt wird. Falls Saddam Hussein seine Unterstützung für die in Irak stationierten bewaffneten iranischen Oppositionellen der Volksmudschaheddin kündigte, würde Teheran die Kurden fallenlassen.

# Gulf Cease-Fire Threatens 2 Proxies: Mujahidin and Kurds

By Patrick E. Tyler

Washington Post Service

BAGHDAD — The Mujahidin Khalq, an irregular Iranian opposition force that has fought on the side of Iraq against Iran during the last year, is facing curbs or expulsion by Iraq under the terms by which Baghdad and Tehran say they want to end their war, according to diplomats.

In turn, the diplomats added, Kurds from Iraq who led Iranian drives into Iraq's northern mountain ranges in 1987 and 1988 are being repressed as a United Nations-mandated cease-fire takes hold along the frontier.

Some powers had hoped that there would be "no winner and no loser" in the Iraq-Iran war. It now appears that the biggest losers are the Iranian and Kurdish "proxy" forces that the sides used in the battle, a Western analyst said.

Although these proxy forces played no significant role in most of the war, their impact on the battlefield was beginning to be felt this year, as Iran and Iraq sought to avoid high casualty rates at the front that could cause political turmoil.

tens of thousands of militants in the Revolutionary Guards.

One Westerner said that up to 2,500 Mujahidin Khalq members were killed in the offensive. The force acknowledges 1,000 dead or missing. Tehran's final report was that 1,734 attackers were killed.

Still, the Iranian rebel force insists that the offensive was a victory, one that shook the leadership in Tehran. A campaign of repression followed, rebel spokesmen said, including secret executions and public hangings of suspected Mujahidin Khalq sympathizers.

"When you consider the impact we had," Mr. Jafarzadeh said, "it was worth it."

Should peace talks in Geneva produce

The fate of both the Mujahidin Khalq and the Kurds is uncertain.

A spokesman for the Mujahidin Khalq said the rebel force would continue to fight for the overthrow of Ayatollah Ruhollah Khomeini, the Iranian Islamic leader. The rebel force had fielded 10,000 to 15,000 fighters on the frontier.

Although nominally an independent resistance movement, diplomats in Baghdad say the Mujahidin Khalq is controlled by the Iraqi high command.

A spokesman for the anti-Khomeini force, Ali Reza Jafarzadeh, said: "Our goals have not changed. We will continue our struggle, even if there is peace, until we overthrow the Khomeini regime."

If Iran and Iraq sign a peace treaty, he added, the rebels will "use new tactics."

Baghdad and Tehran have specified noninterference in internal affairs as an essential element in any peace accord.

Mr. Jafarzadeh said the Mujahidin Khalq had no plans to leave Baghdad. He said it was still possible the peace process could break down, creating a new opportunity for another operation against Iran.

Such an operation, begun on July 25,

turned into one of the most spectacular, if brief, offensives of the war when the Iraqi Army broke through Iranian lines. It sent a large armored column of Mujahidin Khalq on a three-day, 145-kilometer (90-mile) drive aimed at seizing Bakhtaran, a provincial capital formerly known as Kermanshah.

The outcome was the deepest penetration of Iranian territory during the eight-year war.

Western officials consider the assault a result of a joint decision by President Saddam Hussein of Iraq and Massoud Rajavi, the Mujahidin Khalq leader, to test support in Iran for a "liberating army."

But after impressive gains, which Western analysts said were made possible by Iraqi armor, air strikes, supply aid and the element of surprise, "the operation totally failed," a diplomat said.

The Mujahidin Khalq encountered strong opposition around the towns of Islamabad and Karand. As one part of the attack force made a final dash up the road from Islamabad to Bakhtaran, Western officials said, it was surrounded and mauled by counterattacking Iranians, who rallied

with Iran and Iraq. an accord committing the parties to noninterference, the Mujahidin Khalq will not be able to continue even the propaganda war it operates out of Baghdad, Western officials said.

For the Kurds of Iraq, there appears to be little to forestall Iraqi plans "to remake the face of Kurdistan" through large-scale resettlement. Baghdad's intention is to depopulate mountain regions of more than a million Kurds, a people who have struggled long for autonomy.

According to diplomats, the Iraqi Army initiated an offensive on Aug. 6 near the Turkish border to corner Kurdish guerrillas. Travelers returning from the area reported heavy fighting. Turkish authorities estimate that as many as 20,000 Kurds have fled into Turkey in an area of junction

with Iran and Iraq.

Powerful car bombs that shook Baghdad and Irbil, a Kurdish city, in August have been laid to Kurds.

Kurds have accused the Iraqis of using chemical weapons, and Western diplomats report evidence of this.

By some accounts, the strategy to break Kurdish resistance has resulted in a razing of Kurdish villages. This summer, Iraqi troops began destroying houses in the town of Dukan.

Diplomats have reported Kurdish residents in tent cities awaiting relocation to housing being built on flat land along main highways, which state security forces could more easily monitor.

The INDEPENDENT 26.8.88

## Businesslike start: to talks on ending Iran-Iraq conflict

AFTER almost eight years of a costly and ruinous war, which produced no clear winner, Iran and Iraq yesterday started, under the auspices of an invigorated United Nations, a peace process which could last from months to years, if the belligerents decide to make things difficult.

The Iranian Foreign Minister, Ali Akbar Velayati, and his Iraqi counterpart, Tariq Aziz, led their teams simultaneously into a UN conference chamber here. The 150 journalists were the only witnesses to the cold and cheerless opening ceremony. No one spoke and the silence continued as the television cameras rolled. Mr

Aziz puffed on his cigar.

The Iranian and Iraqi delegations walked in from opposite sides to take their places behind tables laid out like an upside-down triangle, with Javier Pérez de Cuéllar, the UN Secretary-General, and his five colleagues forming the base of the triangle, the Iranian delegation on his right and the Iraqis on his left.

"The atmosphere appears to be businesslike," the UN spokesman, François Giuliani, said after yesterday's first session. The talks will centre on Security Council resolution 598, which calls for withdrawal to international frontiers, exchange of prisoners and

From Safa Haeri  
in Geneva

resolution of outstanding issues. One of the thorniest problems will be sorting out where the border should lie. Another will be access to the Shatt al-Arab waterway, which divides the two countries and provides both with an important route for exporting oil.

The two sides are also expected to deal with the repatriation of about 80,000 prisoners, while resolution 598 provides for an independent body to examine who began the war. Iran has demanded Iraq be named the aggressor, but Baghdad says Iran provoked the conflict with border attacks. The Iraqis, a source in Geneva said,

have come under strong pressure to avoid "too much boasting and triumphalism". The fact that Baghdad has been condemned by the UN over its use of chemical weapons is considered an "unequivocal warning" from the Security Council.

"Iraqi superiority in the forthcoming complex negotiations lies in the fact that they have the backing of an experienced team of jurists and experts, while the Iranian delegation is made up mostly of inexperienced members, unfamiliar with such delicate matters," a Western lawyer said yesterday. An Iraqi official added: "If there is good will, all the questions, no matter how difficult, can be solved. Both peoples have suffered so much that peace and security is the only thing that matters for them."

# Wenn sie nicht spüren, geht's ins Geständnislabor

VON ERICH SCHMID

**A**n der Eisenschanke eines monumental-nebeneingangs zum Areal des Armeestützpunkts Mamak am Rand der türkischen Hauptstadt treten etwa 200 Menschen von einem Fuss auf den andern - vor dem Wachhäuschen am rechten Rand des Riesengitters die Frauen, links die Männer. Es ist Mittwochmorgen. Sie warten. Schon lange hatten nicht mehr so viele am Prozess gegen die 723 angeblichen Mitglieder der vor dem Putsch von 1980 aktiven Bewegung Devrimci Yol teilnehmen wollen. Doch heute tritt das langwierige Verfahren in eine entscheidende Phase. Nach siebenjähriger

## Massenprozess

*Aus politischen Gründen sind seit dem Militärputsch in der Türkei über eine Viertelmillion Menschen verhaftet und zum grössten Teil in den Gefängnissen gefoltert worden. Davon befinden sich zurzeit noch rund 15000 in Haft: zumeist Mitglieder und Sympathisanten inzwischen verbotener linker Gruppierungen und Parteien, aber auch Lehrer, Journalisten, Schriftsteller, Gewerkschafter, Anwälte und kurdische Separatisten. Mitte August haben mehrere Delegationen von Europaparlamentariern und von Juristen aus der Schweiz und der BRD den seit nunmehr sieben Jahren dauernden Massenprozess gegen 723 mutmassliche Angehörige der revolutionären Bewegung Devrimci Yol vor einem Militärgericht in Ankara beobachtet. Erich Schmid hat sie begleitet.*

Dauer mit aufwendigen Zeugeneinvernahmen und Beweisergänzungen sollen erstmals die Angeklagten zu ihrer Verteidigung sprechen dürfen. Die Erwartungen der Prozessbesucher, darunter viele Angehörige, aber auch inzwischen freigelassene Angeklagte, sind hoch. Denn vom Zeitpunkt der Verhaftungswelle im Jahr 1981 bis Anfang 1987 hatten die Gefangenen überhaupt keine Rechte. Sie waren in erbärmlichsten Verhältnissen untergebracht, wurden gefoltert und isoliert: zu viert für 24 Stunden pro Tag in einer Zelle von vier (!) Quadratmeter Grundfläche, ohne je im Freien spazieren zu können. «Nur wenn zwei von uns aufstanden, konnten die andern beiden sich niederlegen», hatte der er-

ste Hauptangeklagte, Oguzhan Müftüoğlu, früher Anwalt in Ankara, in der Befragung Anfang dieses Jahres ausgesagt.

Von den 723 Angeklagten sind heute nurmehr die Todeskandidaten inhaftiert; die Erhängung hatte der militärische Staatsanwalt im Jahr 1984 für 213 mutmassliche Mitglieder und Sympathisanten der Devrimci Yol gefordert. Nach einigen Verfahrenseinstellungen, Änderungen der Anklagen und Freisprüchen aufgrund offensichtlicher Verwechslungen der Personalien und dergleichen sind jetzt noch 74 vom Tode bedroht: wegen Staatsgefährdung im Sinne der Artikel 141 und folgende des türkischen Strafgesetzbuches, Gesinnungsparagrafen, die im Jahr 1936 aus dem italienischen Gesetz der faschistischen Ära Mussolinis zum grossen Teil wörtlich übernommen und auf das autoritäre Schutzbedürfnis des türkischen Staates zugeschnitten worden waren. Sie kommen regelmässig zur Anwendung, wenn das Militär einen Staatsstreich rechtfertigen muss. So nach 1960; nach 1971 und nach dem 12. September 1980. Auch die heutige Verhandlung dient diesem Zweck. «Die Militärjustiz», sagt ein freigelassener Angeklagter vor dem Tor zu Mamak, «will aus Gesellschaftskritikern und Veränderern Terroristen machen, die den Staat vor dem Coup d'Etat angeblich derart gefährdet hätten, dass die Armee zum Eingreifen gezwungen war.»

Die internationalen Delegationen in der Warteschlange, die den Prozess im Blick auf den geplanten Beitritt der Türkei in die Europäische Gemeinschaft auf die Anwendung demokratischer Grundsätze überprüfen wollen, haben bei Angehörigen, Angeklagten und Sympathisanten Hoffnungen geweckt. Doch die Sterne stehen schlecht. Selbst die Demokratischen Juristinnen und Juristen Schweiz (DJS) liegen seit ihrer Ankunft in Ankara ganz offensichtlich im Fadenkreuz sicherheitspolizeilicher Observation und haben auf Schritt und Tritt immer dieselben merkwürdigen Begleiter (Merkmale: schwarze Aktenköfferchen oder Lederhandtaschen). Weil die DJS-Delegation vorbereitet war, dass sie jetzt, beim Eintritt ins Militärgelände, bei entwürdigenden Leibesvisitationen alle schriftlichen Prozessunterlagen (und mitunter das Schreibzeug) ohne Empfangsschein deponieren muss, hat sie in mehr oder weniger schlauer Voraussicht einen Koffer voll Papiere aus Angst vor Beschlagnahme ihrer ahnungslosen türkischen Übersetzerin anvertraut. Sie hatte den Auftrag im Hotel auf die Rückkehr der Delegation zu warten; es sollte dann alles anders kommen...

Wie schon das Tor zu Mamak sind auch das Gefängnis und der Gerichtssaal zwei Kilometer im Innern des Militärgeländes unter strenger Kontrolle von Soldaten, die das Hauptgebäude, eine Art Hangar mit Blechdach, im Abstand von einigen Metern rundum mit Maschinenpistolen in Schach halten - ebenso das Publikum. Ganz vorne im Gerichtssaal, auf einer Empore unter dem Konterfei Kemal Atatürks, dem Vater der Republik, sitzen fünf Richter, rekrutiert aus Offizieren des Militärkommandos; mindestens einer von ihnen, nicht aber der Vorsitzende, soll Jurist sein, um dem Ganzen einen zivilen Anstrich zu geben. Neben der Empore auf der einen Seite die türkische Nationalflagge, auf der andern ein Dutzend Verteidiger in schwarzen Talaren und roten Stehkrägen. Ihre Bankreihen sind so angeordnet, dass sie im Disput mit dem hohen Gericht ihre Häuse wie Kücken emporstrecken müssen.

In einem Abstand davor, ganz unten in Fünferreihen, die Todeskandidaten, deren Gitterpferche sich im Lauf der Prozessjahre stark gelichtet haben: 25 von ihnen gelang die Flucht, sechs sind unter den Haftbedingungen umgekommen, einer wurde wahnsinnig und befindet sich in der Irrenanstalt. Dicht hinter den eingezäunten Angeklagten - beim Auszählen kommt man auf noch knapp 40 von 74 - schliessen zwei Reihen Soldaten auf. Quer zur Halle riegele sie ab. In der Höhe abgestuft. Das vordere Glied fusst auf dem Zementboden, das hintere auf Bänken. Zäckig stehen sie stramm, sobald die Angehörigen den Saal betreten, und im Handumdrehen ist der Hangar zweigeteilt durch eine martialische Mauer von Tarnanzügen, Helmen und Schlagstöcken. Das Ritual soll den Eingepferchten die Sicht auf ihre Ehefrauen nehmen. Trotzdem drehen sie sich nach ihnen um. Noch vor einem Jahr hätte dies den Ausschluss aus dem Verfahren zur Folge gehabt - und Disziplinarstrafen mit Folter und Isolation in der Zelle.

## Die Lautsprecher versagten

«Heute wird in den Militärgefängnissen nicht mehr so oft gefoltert wie bis Anfang 1987, dafür nun um so mehr auf Polizeistationen», sagt ein ehemaliger Verteidiger. Er sitzt zuhinterst auf der Besuchertribüne. Hierhin ist er verbannt worden, nachdem er einmal gegen ein Redeverbot seines Klienten protestiert hatte; und dabei hatte er Glück gehabt, dass er nicht wie viele seiner Berufskollegen in ein Verfahren verwickelt und selber verhaftet worden war



## (SUITE)

Zwei Schritte vor uns marschiert ein Behelmer die Zuschauertribüne auf und ab.

Die Verhandlung ist eröffnet. Wer nun aber erwartet hätte, und alle Anwesenden haben dies, dass die Angeklagten nun endlich zu ihrer Verteidigung sprechen könnten, sah sich einmal mehr enttäuscht. Nach sieben Jahren tadelloser Funktionstüchtigkeit versagt die Lautsprecherübertragung, als gehöre dies zur Regie. Es krächzt und pfeift bloss, wenn der Vorsitzende das Wort ergreift. Die Tribüne räumt. In die Talar kommt Bewegung. Anwälte tuscheln. Sie sind die einzigen, die den Richter verstanden haben. Einer protestiert, dass der Richter, statt seine Mandanten reden zu lassen, die Anklage erweiter: «Darauf waren wir nicht vorbereitet!»

Ein Angeklagter ruft: «Ich verstehe kein Wort!» Darauf der Vorsitzende: «Wenn du dich nicht sofort setzt, kann ich dich speziell behandeln.» In diesem Augenblick treten zwei Polizisten hinzu. Doch der Angeklagte hat sich rasch wieder gesetzt. Er kennt die «Spezialbehandlung». Jederzeit ist es den Richtern möglich, das sogenannte Reuegesetz anzuwenden und die Angeklagten zur Nachuntersuchung ins Emniyet Müdürlüğü (Staatssicherheitspolizei) zu schicken, wo sich das Derin Arastırma Labortuar (DAL) befindet. Mit «Geständnislabor» etwa müsste man DAL übersetzen; es wurde eingerichtet im Emniyet Müdürlüğü von Ankara unter Recep Ergün, von 1980 bis 1983 Kriegsrechtskommandant; heute ist Recep Ergün Vizepräsident der Mutterlandpartei Turgut Özal. Schon Tausende wären zur Spezialbehandlung im DAL, und längst nicht alle haben es überlebt. Rechtzeitig auf ihre Verteidigung kassiberten die Angeklagten umfangreiches Informationsmaterial über das Geständnislabor DAL aus dem Gefängnis - Beschreibungen über die Vorgänge in dieser Spezialabteilung des Emniyet Müdürlüğü, welche die Wochenzeitschrift «İkibin'e Dogru» am 7. August veröffentlicht hat. Der Bericht enthält 128 Namen und Vornamen von DAL-Polizisten mit Bezeichnung des Dienstgrades und Geburtsdatum sowie eine Skizze über die Anordnung von 31 Zellen, vier Toiletten, acht Duschen und den «Befragungszimmern». Dort wird die Folter während der Maximaldauer von 30 (früher 90) Tagen Polizeihaft an den Inhaftierten unter verbundenen Augen systematisch angewendet: Elektroschock, «Falaka» (auf zusammengebundene Füße schlagen), Hochdruckwasserstrahl, Zigarettenbrennen auf der Haut, Exkremente einflößen und immer neue ausgeklügelte Methoden, die nach «İkibin'e Dogru» Konterguerilla-Handbüchern des CIA und Forschungsberichten medizinischer Versuche aus der Nazizeit entnommen worden waren.

Am Nachmittag endlich spricht der erste Hauptangeklagte stellvertretend für die Devrimci Yol und alle andern Mitgefangenen ohne Mikrophon. Oguzhan Müftüoğlu lehnt das Militärgericht von Mamak ab, da die Türkei das Kriegsrecht 1983 aufgehoben habe. Er nennt die Anfang Jahr erfolgte Ratifizierung der Uno-Folterkonvention und der Europäischen Menschenrechte (EMRK) durch das türkische Parlament, die bestimmen, dass unter Folter erzwunge-

ne Aussagen im Prozess keine Verwendung als Beweismittel finden dürfen. Bisher ist das Gericht auf solche Vorstösse nie eingetreten, und auch die heutigen weist es rundweg zurück. Dann zählt der Hauptangeklagte alle (namentlich bekannten) Opfer auf, die im Emniyet Müdürlüğü beziehungsweise im DAL und in den Militärgefängnissen umgekommen waren: über 170 Namen. Während er spricht, patrouillieren in Zehnminutenintervallen Sechserformationen bewaffneter Soldaten demonstrativ am Zeugenstand vorbei. In längeren Ausführungen macht er für den Staatstreich 1980 die USA verantwortlich, die überall in der Dritten Welt und den Schwellenländern Militärputsche begünstigten, sobald eine Unabhängigkeitsbewegung in Opposition zur jeweiligen Regierung allzuweit fortgeschritten sei. Das US-Interesse an der Türkei liege auf der Hand - aufgrund ihrer strategischen Lage; einerseits als Pufferzone gegen die Sowjetunion, andererseits als Tor zum Nahen Osten.

Im Gegensatz zu den Interventionen des Gerichts und der Staatsanwaltschaft wird die Verteidigungsrede nicht protokolliert; doch zum erstenmal hat ein Angeklagter so lange reden dürfen. Offensichtlich nehmen die Richter Rücksicht auf die Anwesenheit unabhängiger Beobachter aus dem Ausland.

Unter dem sonnenbeschienenen Blechdach steigt die Hitze allmählich ins Unerträgliche. Die Luft im Gerichtssaal ist voll von Schweiß und gequältem Bemühen, wenigstens einen blossen Schein von Demokratie aufrechtzuerhalten. Ob sie sich jemals durchsetzt, ist fraglich, denn die Folge wäre wohl eine Bankrotterklärung der türkischen Militär- und Sondergerichtsbarkeit, die sich in Tausenden von Strafurteilen gegen politische Angeklagte auf Aussagen und Beweismittel stützte, die unter Folter und Manipulationen von Akten entstanden sind.

### Die Übersetzerin war weg

Schon nach einem Prozesstag in Mamak wird klar, dass noch ein hartes Ringen bevorsteht um die Fairness im Verfahren; es dürfte noch Monate, wenn nicht Jahre dauern. Hauptstreitpunkt werden auch hier die Foltervorwürfe sein. Doch die Verteidigung hat einen schweren Stand. Noch bis vor kurzem durften die Anwälte ihre Mandanten bloss zweimal wöchentlich für 15 Minuten sprechen - stehend in einer Kabine, am abgehörten Telefon. Und die Aufzeichnungen werden, wenn immer möglich, zuungunsten der Angeklagten verwendet. «Eine Strategie zu entwickeln, ist völlig unmöglich», erklärt uns ein Verteidiger auf dem Rückweg in die Stadt.

Bei der Ankunft im Hotel stehen Zimmertüren der Schweizer Delegationen sperrangelweit offen. Die Übersetzerin und der Koffer sind spurlos verschwunden. Die Schweizer Botschaft, gerade ausgelastet mit der Überführung eines Bären von Istanbul nach Bern (ein Geschenk der Türkei an die Schweiz), schaltet sich ein. Ebenso ein Journalist von BBC und ein

türkischer Parlamentarier. Rasch stellt sich heraus, dass sich die Dolmetscherin samt Papieren zum Verhör auf dem Emniyet Müdürlüğü befindet. Was sie dort erlebt hat, gelangt im Blick auf weitere Überreaktionen der türkischen Sicherheitspolizei besser nicht an die Öffentlichkeit. Nach 24 Stunden jedenfalls taucht ein Polizist mit ihr und der Habe im Hotel auf.

Da ich zufällig anwesend bin, wenden sie sich an mich. Der Beamte legt eine schwarze Handtasche auf den Tisch. Durch weiche Leder drückt der Lauf einer Pistole. Die Frau zittert. Es ist zu befürchten, dass der Mann sie wieder ins Emniyet Müdürlüğü schleppt, falls ich nicht rasch befolge, was er will: meine Unterschrift unter die Bestätigung in Türkisch, dass er alles, was sich vor der Beschlagnahme im Koffer befunden hatte, rechtmässig zurückerstattet. Wie ich signiere, ohne zu wissen was, sagt der Mann, ich solle fester drücken. Für die Durchschläge. Mir bleibt keine andere Wahl. □

THE GUARDIAN  
Saturday August 27 1988

# Iraq blamed over use of gas warfare

David Hirst in Nicosia

**U**SE of chemical weapons in the Iran-Iraq war was unanimously condemned by the UN Security Council yesterday, in a resolution that said it would immediately consider "appropriate and effective measures" if they were used again.

The motion was passed as Kurdish opposition forces in Iraq said Iraqi planes had dropped chemical bombs on 10 Kurdish villages, killing 88 civilians and wounding about 500. It did not blame either Iraq or Iran, but its preamble expressed "deep dismay" at its use in the Gulf war and that "such use against Iranians had become more intense and frequent."

The latest attacks — described by a spokesman for the Kurdish Democratic Party as the worst such episode since the chemical bombardment of Halabja in March, when an estimated 4,000 civilians died — were believed to herald a big new Iraqi offensive against rebel strongholds in the far north.

According to the spokesman, the Iraqi planes struck early on Thursday morning in the Badinan region, adjacent to Turkey, and in the Irbil region well to the south. In Badinan the planes hit three villages — Borjen, Dargel and Zerhawa — near the town of Zakhō, and two — Ekmala and Bere Gara — near Amadiyah. Five villages — Khatie, Ware, Heran, Nazanien and Balisan — were hit in Irbil province.

Heavy fighting has been going on between the Iraqi army and Kurdish guerrillas ever since Iran accepted the ceasefire. The latest attacks, the KDP spokesman said, were deliberately aimed at civilians outside the immediate areas of combat. "Our people have no protection against these weapons."

He appealed to the UN and the Red Cross to provide humanitarian assistance through the Turkish Red Crescent.

An unknown number of Kurds have fled across the border into Turkey. "We believe," he said, "that these attacks will continue and are a prelude to a coming large offensive on our liberated areas."

On Wednesday, the KDP reported that the Iraqi army was massing troops for an expected campaign against Kurdish "liberated zones" in the Badinan region.

"A bloody massacre is awaiting the (estimated 150,000) civilian population who are trapped in this land-locked area," the spokesman said.

So far the Iraqi army has apparently been concentrating its efforts against another "liberated zone," the vital Rawanduz area close to the Iranian frontier.

But, the Kurds say, it has made little progress in its bid to drive a wedge between Rawanduz and Badinan as well as to seal off the Iranian frontier.

*Burton Bollag adds from Geneva:* Iraqi Kurds have asked the UN Secretary-General, Mr Javier Perez de Cuellar, to use the Iran-Iraq peace talks to find a negotiated settlement for the Kurdish question.

In a letter to him earlier this week, the Kurds asked for the establishment of a committee to study a solution. They have received no reply.

The letter warned UN observers could be attacked by Kurdish guerrillas along the northern half of the Iranian-Iraqi border should they go in without consulting with Kurdish rebel leaders.

However, the UN Secretary-General's spokesman said, in answer to a query, that the Kurdish issue was not part of the peace talks and the UN Secretary-General was not working on the issue.

# UN credibility at stake

**LAST FRIDAY** the UN Security Council passed a resolution sponsored by four Western countries — Britain, West Germany, Italy and Japan — which not only condemned, once again, the use of chemical weapons in the Iraq-Iran war, but also stated for the first time that "appropriate and effective measures will be taken" if such weapons are used again by anyone anywhere in the future.

That needed saying because, given the repeated use of poison gas by Iraq in the closing stages of the war, mere retrospective condemnation had begun to look like impotent hand-wringing. Unhappily, however, it seems that this warning may not have had the desired effect and may have to be followed up with specific punitive action if the Security Council is to retain any credibility on this issue.

The fighting between Iraq and Iran has now stopped, but the Iraqi regime has taken advantage of this to intensify its operations against Kurdish insurgents, hitherto backed by Iran, in the north of the country. The leaders of these insurgents claim that chemical weapons have been used against them, and against the Kurdish civilian population, and that this use has intensified in the weeks since Iran agreed to a ceasefire. One of them, Mr Masoud Barzani, has even stated that more than 500 people have been killed and 3,000 wounded in the latest chemical offensive, which started only last Thursday.

## Prompt investigation

If that is true — and it has to be taken seriously: large numbers of Kurdish civilians are known to have died last March in the town of Halabja — there could hardly be a more brazen and provocative defiance of the Security Council's authority. It is therefore vital that these charges be promptly and credibly investigated. Up to now only complaints by the belligerent states about use of chemical weapons against their nationals have been taken up by the UN. But the wording of the latest resolution is broad enough to cover attacks by a state on its own nationals.

The fact that the Kurds have

the misfortune to be citizens of the state which is attacking them must not be allowed to deprive them of protection against a flagrant violation of international law. Any member state of the UN can take the initiative of demanding an investigation and it would seem appropriate that this be done by the governments which sponsored last week's resolution.

Iraq should be asked to allow UN investigators immediate access to the area in question. Refusal would be virtually tantamount to an admission of guilt, but in any case it would be appropriate for Turkey also to be asked to allow investigators to visit the Turkish-Iraqi frontier, since it is there that many of the Kurds fleeing the alleged chemical offensive are now to be found.

## Frontier closure

Turkey should also be asked to clarify, as a matter of urgency, the procedures applied to these refugees. The Kurds say that the frontier has been closed and that all would-be refugees are being either turned away or actually handed over to the Iraqi authorities. Turkish officials have denied this, saying that only able-bodied males are refused admission on the grounds that their presence in Turkey might aggravate the considerable problems already caused by Kurdish separatist guerrillas within that country.

The Turkish attitude is suspect because Turkey and Iraq share an interest in suppressing Kurdish nationalism on both sides of the border, and have co-operated in doing so in the past. But Turkey, a member of Nato, surely cannot condone the use of chemical weapons by Iraq, nor refuse sanctuary to women, children and wounded men who are fleeing for their lives.

The Turkish Red Crescent, with assistance from the International Committee of the Red Cross, should be encouraged to provide for the immediate needs of these desperate people and the international news media should be given unimpeded access to the Turkish side of the frontier so that the world can get a clearer idea of what is really happening.

# Peace deal signals slaughter of Kurds

AS THE guns fall silent between Iran and Iraq, there are fears that Iraqi President Saddam Hussein has taken off the gloves in readiness to deal a knockout blow to the Kurds.

The Kurdish Democratic Party is issuing desperate warnings that a massacre of 150,000 Kurdish civilians, mainly refugees, may be at hand. Saddam, they fear, will not hesitate to use chemical weapons against them. Meanwhile, the Iraqi army is massing near the northern Iraqi border with Turkey and Syria. The Defence Minister and the Chief of Staff are in Mosul nearby. A military onslaught against the remaining Kurdish 'liberated' zone — an area along 210 miles of the Iraqi border with Turkey which is in the hands of Kurdish guerrillas — is in preparation. The UN Iran-Iraq Military Observer Group, according to reports, has been refused access to the Kurdish areas by Baghdad.

The Iraqi army has already bombed guerrilla positions with chemical weapons. Turkish MPs report large areas of vegetation devastated on their side of the border and the hives of honey farms wiped out by the nerve and mustard gas blowing in from Iraq.

Small wonder that the shadow of Halabja — where 4,000 Kurdish civilians were killed by toxic gases, hundreds more sustained agonising injuries and birds dropped from trees in mid-song — now haunts the area.

Saddam Hussein has given notice of his intentions. According to informed reports, Saudi Arabia's King Fahd suggested about a year ago to the Iraqi President that they go easy on the Kurds. Saddam icily replied that once the war was over he would deal with them 'for once and for all'.

The 150,000 Kurdish civilians imminently at risk are only the tip of the genocidal iceberg. The massive deportation of Kurds away from their own areas in the north is expected soon.

There are two dimensions to the problem. One is that the Kurds are a people and a nation artificially divided between several countries. They are no more a minority than an oak sapling planted in a suburban garden is a shrub. In total, Kurds number at least 20 million.

In Iraq, there are between four and five million Kurds — a quarter of the population. If they had been given a satisfactory share of the spoils in the early days of the State, they might have integrated fully. But this was not the case. The Kurds' response was to demand autonomy within Iraq.

The second problem is that the Iraqi



## Viewpoint

revolution of 1958 was a democratic revolution hijacked by the Baath Socialist Party. The Baath bought off the Arabs with bread and circuses: a wide distribution of the new oil wealth and a violently rhetorical and at times hysterically overblown Arab nationalism that *ipso facto* excluded the Kurds.

The Kurds thus became the core of the democratic opposition in Iraq. Kurds are democrats not out of political virtue but rather by virtue of their minority status: only in democratic States can their political and economic rights be obtained.

Thus the so called Kurdish problem is more properly an Iraqi problem. It remains intractable for as long as there is no democracy in Iraq. The democratic autonomous Kurdistan for which the guerrilla organisations are fighting within Saddam's military dictatorship is like an elephant inside a boa constrictor — plain indigestible.

Now suddenly this old impasse has been sinisterly unblocked. Kurds are no longer safe in their mountains. The dire element is Saddam's readiness to use atrocious chemical substances against civilians. 'It's the first time in history a Government has used chemical weapons against its own citizens who are not on the battlefield,' says Talabani, one of the Kurdish leaders.

## Muted outcry

It is true that the use of chemical weapons, constant over the past year against Kurdish villagers, has been condemned — by the UN, by the European Parliament, unanimously by the US Senate foreign relations committee, by the British Government even. But the outcry has been less than deafening.

The truth is that unless Saddam is now forcibly restrained by the Western and Arab countries who are sustaining him militarily, technically and economically — us, in other words — the possibility that a terrible human tragedy may be imminent must be seriously considered. We are forewarned by Kurdish history and Saddam's character and current ambitions.

Let us not delude ourselves either, as we pack for the Tehran or Baghdad trade fairs, that this is some distant, dismal tribal quarrel we can dodge. There are now hundreds of thousands of Kurds in Europe — mainly Turkish Kurds working in Germany. In the event of another Halabja, the 'West's complicity' will not be forgiven.

Indeed, would we not be responsible?

**HELGA GRAHAM**



# Kurds urge Turkey to let in victims of Iraqi gas

By Our Foreign Staff

KURDISH nationalist leader Masoud Barzani yesterday appealed to Turkey to open its borders to the victims of chemical warfare after what he said were fresh poison gas attacks in neighbouring Iraq.

Mr Barzani said more than 500 people had been killed and 3,000 wounded in the latest Iraqi chemical warfare offensive against the Kurds.

"Turkey has closed its border with Iraq and denies refuge to tens of thousands of Kurdish refugees," he said.

Turkey denied that it had sealed its borders.

Mr Barzani is leader of the Iraqi-based Kurdish Democratic Party (KDP), which is fighting, along with other Kurdish groups, for autonomy in a region straddling Iran, Iraq and Turkey.

The Kurdish guerrilla leader asked the Turkish authorities to allow women and children as well as those affected by poi-

son gas to take refuge. He said Iraqi chemical attacks had intensified over the past two days in the districts of Zakho, Amadiyah and Sheikhan.

Turkey's Foreign Ministry yesterday denied that it had closed its border with Iraq but made it plain that Turkey reserved the right to deal on humanitarian grounds alone with Kurdish refugees seeking asylum. Turkey reserved the right to take any measures necessary for its security, the ministry added.

Reports in Turkey indicate that 6,000 to 8,000 Kurdish refugees have sought asylum in the past few days. The indications are that women, children, the aged and the infirm are being accepted, but that able-bodied men are being turned away.

Some of the refugees entering Turkey have been handed on to Kurdish villages in Iran, the reports add.

The ministry said Turkey would act in accordance with

its international obligations. However, when signing the 1951 Geneva Convention and its 1967 annexe, Turkey reserved its position on its south-east borders.

This means it is obliged under the convention to accept refugees from Europe but not from neighbouring countries in the south-east.

The Kurdish Democratic Party says it has 15,000 *pesh-mergas* - guerrilla fighters - and 30,000 militiamen under arms and controls about 4,000 square miles of northern Iraq.

In Geneva, where Iran and Iraq are holding UN-sponsored peace talks, Kurdish nationalists appealed last week to Mr Javier Perez de Cuellar, the Secretary-General of the United Nations, to help bring peace to their troubled region.

On Friday, the UN Security Council unanimously condemned the use of chemical weapons in the war between Iran and Iraq.

Sydney Morning Herald 28.8.88

## Iran impatient with pace of peace talks

GENEVA, Sunday: Iran has shown impatience with the pace of Gulf war talks, due to start again today after slow initial progress on a timetable to implement a United Nations peace plan.

The Iranian President, Mr Ali Khamenei, said in Tehran the two sides disagreed on the status of the 1975 Algiers agreement, which divided the Shatt al-Arab waterway between Iran and Iraq.

"We are not much pleased with the progress of the negotiations," Mr Khamenei told the Iranian news agency IRNA.

He said Iraq wanted to go back to the pre-1975 situation, when it controlled the waterway, its major route to the Gulf. Iraq tore up the internationally recognised agreement when it invaded Iran in 1980.

The UN Secretary-General, Mr Javier Perez de Cuellar, said an atmosphere of distrust in the first two days of talks on Thursday and

Friday had held up agreement on the timetable to implement the year-old UN Resolution 598 plan for peace.

"We are working, I have to admit, at rather a slow pace," Mr Perez de Cuellar told reporters.

The success of the second stage of the talks today hinged on Iranian and Iraqi consultations and the return of two Iraqi delegates from Baghdad with new instructions from President Hussein.

The Swiss Secretary of State at the Foreign Ministry, Mr Edouard Brunner, held talks with

the heads of the Iranian and Iraqi delegations, their Foreign Ministers, Mr Ali Akbar Velayati and Mr Tariq Aziz.

Iraq, which had the military edge when Iran reluctantly accepted peace talks, has made few comments on the talks.

"The Iraqis are trying to convert

their battlefield advantage into something tangible from the peace talks, like the Shatt. The Iraqis are trying to wrap themselves up in legality and the UN flag," said one Middle East expert.

The expert noted that now Iran had agreed to stop fighting, international pressure was now on Iraq not to block talks on the end to the eight-year-old war.

"If you tear up the 1975 agreement, you have to go back to the 1400s and start all over again," one UN source said.

While the two sides continued their battle of negotiating nerves, the UN-monitored August 20 cease-fire continued to hold well on the war front.

But Kurdish rebels said Iraqi operations in northern Iraq continued and that Iraqi chemical attacks on Kurdish villages killed 200 people and wounded 1,000 on Thursday and Friday.

"The Iraqi rulers are committing the most grotesque crimes," a Kurdish Democratic Party (KDP) statement said.

The KDP said several thousand refugees had fled across the Iraqi border into southern Turkey.

Reuter

Heavy fighting in Iraq

# Turkish haven for fleeing Kurds

By A Correspondent in Istanbul and Hazine Teimourian in London

Turkey yesterday officially opened its border with Iraq to Kurdish civilians fleeing from heavy fighting between the Iraqi Army and autonomy-seeking Kurdish guerrillas. Estimates of refugees wanting to seek asylum in Turkey rose to 150,000.

Parliamentarians who had visited the border near Cukurca were reported to have said at least 10,000 of the refugees had entered Turkey. On Monday, the mayor of the town of Hakkari said that 16,000 refugees were already being cared for in the district.

Mr Turgut Ozal, the Prime Minister of Turkey, said in Ankara that the region faced "a serious human problem".

The Government would let women and children among the refugees enter the country. "We will also try not to split families, by allowing in their men," Mr Ozal said.

A different impression of the status of the Kurdish refugees was given by the Defence Minister, Mr Ercan Yuralhan, who said that no decision had been made to let the refugees stay.

Mr Yuralhan told the national daily *Cumhuriyet*: "If you take all the people along the Iraqi border into Turkey, you would upset the balance in the Middle East."

The country's military-led National Security Council is expected to meet in the next

few days to consider the full implications of the Kurdish influx.

The Prime Minister's statement followed unofficial estimates by Turkish army officers along the 90-mile border that the number of Iraqi Kurdish refugees waiting to enter Turkey had risen by about half to some 150,000 over the previous 24 hours.

Indicating the degree of Turkey's anxiety, it was announced in Ankara that Mr Nuzhet Kandemir, the Under Secretary of State in the Foreign Ministry, had left for an urgent mission to Baghdad on Monday.

High-level sources in the ministry said Mr Kandemir would also go to Tehran.

Some reports in the Turkish press said Iran had closed its borders to the refugees from Iraq, even though it provided

the Kurdish nationalists with military aid over the past eight years of the Gulf War.

Ankara's decision to offer asylum caused relief among Kurdish spokesmen.

In Berlin, a member of the Central Committee of the Kurdistan Democratic Party of Iraq said that many of the refugees might have died of starvation on the desolate heights that make up much of the border.

Mr Hoshiyar Zibari told *The Times* that heavy fighting was continuing. According to information just received from his party's headquarters, the Iraqi Army's 66th Special Forces Brigade had been almost wiped out in a battle on Monday. Turkish Army sources said on Saturday that some 2,000 Kurdish guerrillas had been killed by the Iraqi Army and about 200 villages

had been destroyed. They said that the Iraqis continued to use chemical weapons in their latest offensive.

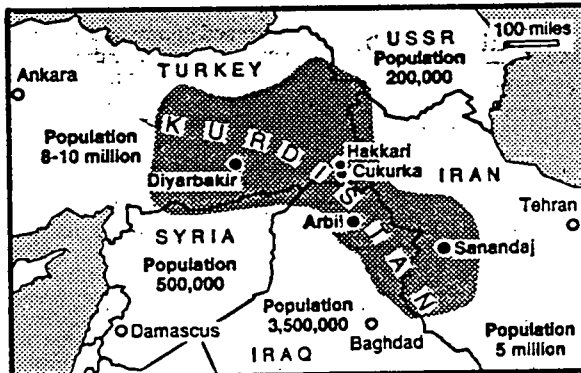
Turkish frontier villagers have in recent days been reporting skin and nerve disorders. A delegation of MPs that returned from the border region recently reported that honey farms had been "devastated and wild flowers and trees killed" by poisonous gases carried into Turkey by the wind.

Turkish reporters who have been allowed by the Turkish Army to enter Iraq to report on the fighting said yesterday that up to 5,000 Kurdish civilians may have died in the past week.

In London, the Foreign Office said that it had no new statement to add to that of last Wednesday, which said that the Government was "dismayed" that chemical weapons had been used against civilians.

● NICOSIA: Ayatollah Khomeini declared yesterday that the war with Iraq was not over yet, and accused the United States and the Soviet Union of plotting against Iran (AP reports).

His comments, reported by Tehran radio, came as the Geneva talks under United Nations auspices were suspended for the fourth day because of discord over troop withdrawals and a Gulf truce.



The Associated Press 31.8.88

## Kurds, Alleging Use of Poison Gas, Report an Attack by 60,000 Iraqis

The Associated Press

NICOSIA — A Kurdish spokesman said Wednesday that Iraq attacked Kurdish guerrillas in north-eastern Iraq with at least 60,000 troops backed by fighter-bombers and helicopter gunships dropping poison gas.

"Heavy fighting is taking place between our forces and the Iraqi Army on all fronts," the official of the Kurdish Democratic Party said by telephone.

The official said the Iraqi offensive, in which villages have been burned to the ground, was launched Monday across the 4,000 square miles (10,000 square kilometers) of Kurdish-held Iraqi territory.

There was no way to confirm the report independently. But Kurdish guerrilla groups have been bracing for an all-out Iraqi offensive for several weeks.

Meanwhile, officials in Ankara said Turkey had allowed thousands of Kurdish refugees into its territory because they were fleeing alleged chemical bomb attacks by the Iraqi military.

The officials said that Turkey had given temporary refuge to the Kurds on humanitarian grounds but that there was no question of granting them asylum.

Turkey has a sizable minority of 10 million Kurds in an overall population of 55 million. The Turkish armed forces have been fighting

Kurdish guerrillas in southeastern provinces since 1984. The clashes have claimed about 700 lives from each side so far.

Talking of the fighting, the Kurdish spokesman said casualty reports were sketchy because radio contact with the Kurdish stronghold south of the Turkish border was difficult. But he said Kurdish guerrillas destroyed Iraq's 66th Special Forces Brigade, killing at least 400 men in the mountainous Sidikan region Monday.

He said 54 guerrillas and more than 100 Kurdish civilians were killed and that the Iraqis suffered "heavy losses."

Diplomats in Baghdad said Iraq had taken advantage of the Aug. 20 cease-fire in the eight-year war with

Iran to intensify operations against the Kurds, who seek autonomy and who sided with the Iranians.

The Kurdish spokesman said the brunt of the Iraqi assault was aimed at rebel strongholds in Zakho, Dahok, Mosul and Erbil provinces.

He said that Iraqi jets dropped poison gas bombs, which were outlawed under a 1925 Geneva treaty, on villages and guerrilla positions in the Zakho region Monday and Tuesday.

It was not immediately known how many died from the gas attacks. Kurds have said that 500 were killed and 3,000 wounded in chemical attacks this month in the buildup to the offensive.

"We have no gas masks, protective clothing, or antidotes for the chemical weapons," the spokesman said. "It's causing panic among the population."

About 20 million Kurds live in the mountains where the Turkish, Iraqi and Iranian borders meet. Syria and the Soviet Union also have Kurdish enclaves.

## Ismail Beşikçi: State Ideology and the Kurds



Muhammad Higei (Egypt)

*Turkish sociologist Ismail Beşikçi, the country's foremost authority on Kurds, was born in Çorum in 1939. He recounts meeting Kurds for the first time as a student at Ankara University's Faculty of Political Science. Later he spent time in Turkey's eastern provinces as a student and during his military service. Out of these extended stays came his doctoral dissertation on the region's social structure. Published as a book in 1968, it remains the best study of its kind. His publications eventually cost him his post at Atatürk University in Erzurum.*

*The first of a series of prison terms connected with his studies on the country's Kurds came after the 1971 military intervention. Released in 1974, he was not accepted into Ankara University and continued his scholarly activities independently. A series of three books published on Kurdish and Turkish history and sociology led to further imprisonment in 1979-81. His letter to the president of the Swiss Writers' Union led to his rearrest just two months after his release, charged with discrediting Turkey's image abroad. Further prosecutions ensued from his own defense statements, and he remained jailed until May 25, 1987.*

*Beşikçi's studies of Kurds inevitably led him to consider questions of ideology, and his latest works have focused on epistemological questions. Turkey only now appears to be taking tentative steps come to terms with its Kurdish population, having long denied their very existence. Official ideology presents this ethnic group as a Turkic people and Kurdish as a dialect of Turkish. To Beşikçi this falsified history can only distort the totality of scientific inquiry in Turkey, and impede the strengthening of the democratic process. The following excerpts from an arti-*

*cle written by Ismail Beşikçi in October 1987 provide his indictment of the Turkish state's effort to deny Kurdish reality.*

The most important condition for the development and enrichment of a society's intellectual life is the existence of critical thought. In societies lacking critical institutions, ideas which are produced assume an untouchable, non-negotiable, and uncontradictable reality. Critical thought is an inseparable part of the scientific approach. Social and political analysis devoid of a critical approach cannot, by definition, be considered scientific.

The following example demonstrates this point: It has been asserted in Turkey that Kurds are really Turks, and that a Kurdish nation or a Kurdish language do not exist. This view is propagated by all the means at the disposal of the state, from the universities to the repressive apparatus. Any opposition to this view is considered subversive and is immediately punished. Official ideology thus presents itself as the greatest obstacle to scientific inquiry. This, of course, is not confined to Turkey. Official ideology stands as an obstacle to scientific inquiry in countries like Iran, Saudi Arabia, Syria, South Africa, Chile and the Eastern bloc countries as well as others.

Official ideology imposes itself on reality. Court decisions "prove" that Kurds do not exist and Kurds are imprisoned for laying claim to reality. In such a situation it is impossible for a scientist to claim objectivity since it becomes impossible to engage in the unrestrained criticism which characterizes scientific discourse.

Social phenomena are composed of a series of interrelated processes. By denying scholars the ability to study a portion of this complex reality, official ideology

leads to a false and distorted study. Looking at the 1920s, we observe many political movements such as those among Turks, Kurds, Arabs and Armenians within the Ottoman empire. There is also, among others, the influence of British and French imperialism as well as the impact of the Soviet revolution. If there is a prohibition on raising the Kurdish question, it is not possible to understand the 1920s correctly. A ban on studying a specific social phenomenon might suit a researcher's purposes but the study would not be an objective scientific product.

Official ideology also bends reality to fit the needs of the state. The official view in Turkey is that the Kemalist movement led the first anti-imperialist and anti-colonialist national liberation struggle, lighting the way for all oppressed nations. This ideological proposition, however, is refuted by the fact that the states formed in the region collaborated with French and British imperialism in dividing and subjugating the Kurds. Why do Iran, Iraq, Turkey and Syria have their separate Kurdistans today?

There is only one way to avoid this distortion: to reject the ban imposed by state ideology and declare it incompatible with a scientific approach. To believe in and follow scientific methods, to insist on a correct view of history, to insist on facts, all of this could be interpreted as a belief system and an ideology itself. But these beliefs and attitudes provide the basis for human rights and democracy.

—Introduction and translation  
by Lale Yalçın

# Les Kurdes, un peuple en état d'urgence

Républicain Lorrain 24.8.88

DIYARBAKIR. — Il y a toujours du vent en Anatolie, et c'est bien agréable en été. Mais aujourd'hui, les violentes bourrasques soulèvent des tourbillons de poussière grise qui s'infiltraient dans les yeux, le nez, la bouche. Le ciel est couvert et les antiques murailles de basalte noir qui encerclent la ville de Diyarbakir sur les bords du Tigre, le Dîdjîle en turc, prennent un air sinistre.

Mehmet, qui nous accompagne dans cette promenade au pied des remparts, répète pour la troisième fois : « Je n'aime pas cette ville ». Mais cette fois, il dit enfin pourquoi : « Ici, les gens sont presque tous des Kurdes. Et moi je suis turc ». Il se sent mal à l'aise devant leurs regards sombres ; il se sent oppressé d'avoir à passer encore un an à l'université de Diyarbakir et rêve à la fin de ses études comme à une délivrance.

## L'Est déshérité

Plus tard seulement, nous comprendrons l'angoisse de Mehmet, lorsqu'à Malatya, Adiyaman, Shaniurfa, Van ou Erzurum, les principales villes de l'est de la Turquie, nous rencontrerons d'autres Mehmet ou Hassan qui nous diront, dès la quatrième phrase échangée : « Je ne suis pas turc, je suis kurde ». Et une lueur de fierté et de colère passe dans leurs yeux.

Pour les habitants d'Istanbul ou d'Ankara, l'est de la Turquie est encore une terre d'aventures. Les gens y sont pauvres et les distractions rares. L'électricité n'arrive pas encore partout. Les routes ne sont souvent que des pistes de montagne défoncées. Le Turc moyen de l'Ouest ne se rend dans les provinces de l'Est que pour faire son service militaire, ou s'il est fonctionnaire. On a même vu des enseignants démissionner plutôt que d'accepter un poste au-delà de l'Euphrate. Cependant, l'Etat a décidé un important programme de développement pour faciliter l'assimilation de ces populations à majorité kurde.

## « Soyons fiers d'être turcs »

Mais, pour beaucoup de Kurdes, les Turcs sont des oppresseurs. « Nous n'avons pas le droit de parler notre langue ; il n'y a pas de journaux en kurde, pas de radio kurde, pas de télévision. Même la musique est interdite ». Ici, l'armée est partout. Dans le moindre village de montagne, une caserne de « Jandarma » exhibe ses barbelés, ses mitrailleuses et ses patrouilles, baïonnette au canon. On peut croiser aussi, au détour d'un sentier, un civil, moderne, carabine américaine à la main, souriant, qui va prendre l'autobus. Parfois, au-dessus des agglomérations, les soldats ont écrit en grandes lettres de pierres blanches disposées dans la montagne : « Once Vatan » (la patrie d'abord) ou encore cette phrase de Mustafa Kemal Atatürk : « Ne mutlu türküm diyene » qu'on pourrait traduire par « Soyons fiers d'être turcs ».

Pourquoi alors un tel déploiement de force ? Les gens, ici, seraient plutôt fiers d'être kurdes, même si Ankara ne veut pas le reconnaître. Les huit provinces de l'Est sont toujours placées en « état d'urgence » qui offre cette différence avec l'état de siège que c'est un civil, un super-préfet, plutôt qu'un militaire, qui est responsable de la sécurité, à savoir la « lutte antiterroriste ». Les terroristes, ce sont les maquisards kurdes. Sont-ils aussi omniprésents que l'armée et, paraît-il, les indicateurs de la police secrète ? En tout cas, près des frontières syrienne, irakienne et iranienne, dans le Sud-Est, on entend parfois le canon tonner dans la montagne. Le 5 juillet dernier, la télévision a longuement montré les corps de cinq membres d'un

commando rebelle abattus près de Mardine, à la frontière syrienne.

## 10 à 15 tués par semaine

« Chaque semaine, estime un journaliste d'Ankara, le terrorisme fait dix à quinze morts, des civils, des militaires et des rebelles ». Depuis août 1984, au moment où le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) du très controversé Abdullah Ocalan, réfugié en Syrie, a déclenché la lutte armée, on compte de 1500 à 2500 morts, selon les sources.

Les Kurdes sont loin d'être tous d'accord avec « la lutte armée » et le super-préfet joue de ces antagonismes. En effet, certains « aghas », chefs de clans ou chefs de village, n'aiment pas du tout le côté marxisant des rebelles du PKK. Ils ont donc accepté, ici ou là, de créer une milice locale. Ces « protecteurs de villages » et leurs familles sont souvent les premières victimes des maquisards. Ainsi, la rébellion du PKK prend-elle des aspects de guerre civile entre Kurdes à laquelle la majorité des gens ne veut pas se mêler.

Mais, même s'il se tient à l'écart de ces luttes, Hassan, qui a quitté ses chères montagnes d'Hakkari parce que la tension entre l'armée et les maquisards rend la vie difficile, défend avec ardeur la cause kurde : « Nous n'avons que la religion en commun avec les Turcs, et encore, y-a-t-il parmi nous un petit pourcentage de chrétiens. Nous, Kurdes, nous sommes des indo-européens. Notre langue a beaucoup de points communs avec vos langues européennes. Par exemple, le pied en kurde se dit « piye », frère se dit « brader » comme Bruder en allemand ou brother en anglais. Nos noms ont été turquifiés, mais nous ne voulons pas que notre culture disparaisse. Les Européens devraient nous aider ».

## Une résolution européenne

En juin 1987, le Parlement européen de Strasbourg, dans une résolution condamnant le génocide arménien de 1915-1918, qui a ensanglanté ces mêmes régions et auquel des bandes kurdes ont pris part aux côtés de la police ottomane, a reconnu le « fait kurde ». Les autorités turques ont violemment protesté, estimant que les députés européens encourageaient ainsi le terrorisme. Mais, comme la Turquie a déposé une demande d'adhésion à la Communauté européenne, le problème kurde risque de compliquer la tâche des diplomates.

En effet, près de 400.000 Kurdes vivent en Europe, dont plus de 30.000 en France. Ils ont plusieurs fois manifesté contre le « génocide culturel » de leur nation. A Paris, un Institut culturel kurde fonctionne depuis 1984 avec l'autorisation du gouvernement français. Il constitue une caisse de résonance pour tout ce qui se passe dans les régions peuplées par les Kurdes, que ce soit en Turquie, où ils sont de 8 à 10 millions (en gros un cinquième de la population), en Iran (6 millions), en Irak (3 millions), en Syrie et en URSS (quelques centaines de mille).

L'Institut estime à environ sept à huit mille le nombre de Kurdes prisonniers politiques en Turquie, notamment à Diyarbakir et à Mardine. Mais si, aux dires de voyageurs étrangers qui connaissent bien l'est de la Turquie, la tension est très vive cette année, la situation va devenir dramatique surtout pour les Kurdes d'Irak et d'Irak. Lorsque ces deux pays auront mis fin à leur guerre, ils auront le temps et les moyens de s'occuper de leurs propres rebelles kurdes qui, de part et d'autre, ont parfois fait le jeu de l'ennemi en croyant servir leur propre cause. Comme en 1975, lorsque le Shah avait passé un accord avec Bagdad, ils risquent de subir de terribles représailles :



villages rasés, populations déportées loin des montagnes où il est si facile de se retrancher

## Montagne sans visa

Ces sombres perspectives peuvent-elles freiner le nationalisme kurde ? Ni en Turquie ni ailleurs, l'intégration n'a réussi jusqu'à présent. Depuis le démantèlement de l'empire ottoman en 1918, il y a eu plusieurs soulèvements. Certains Kurdes rêvent sans doute encore à ce Kurdistan autonome que les premiers traités de paix de 1919 leur avaient promis. Les plus réalistes souhaitent simplement le droit de vivre en kurde, séparant l'idée de nation de celle d'Etat. Mais, pour Ankara, il n'y a pas de problème kurde, il y a seulement un problème de terrorisme et un problème de pauvreté ; les projets de développement et de modernisation, comme le barrage Atatürk en construction sur l'Euphrate, devraient venir à bout des résistances. Cela paraît, actuellement, illusoire.

Pour l'heure, en tout cas, les Kurdes, qu'ils soient de Turquie, d'Irak, d'Irak ou d'URSS, voyagent presque encore aussi facilement qu'autrefois à travers ces frontières : à cheval, par la montagne, et sans visa. « Pourquoi un visa ? Ce sont des Kurdes là-bas aussi. Nous sommes tous cousins ».

Roger WILTZ.

# Between Guerrilla War and Political Murder: The Workers' Party of Kurdistan

Martin van Bruinessen

**T**he most spectacular development of the past several years in Turkey's Kurdish provinces has been the resumption, in the late summer of 1984, of guerrilla activity. The attacks consist mainly of hit-and-run actions against military personnel and against Kurdish civilians considered "traitors" or "collaborators."

The Turkish press has given uncharacteristically extensive coverage of these developments. After a new wave of armed assaults in the spring of 1985, Interior Minister Yildirim Akbulut spoke of a guerrilla war instead of isolated actions by "bandits," as in the past.<sup>1</sup> Some newspapers even gave what seemed rather inflated estimates of the number of Kurdish partisans.<sup>2</sup> This guerrilla insurgency, unsettling though it must be in itself, has apparently provided the Turkish authorities with a welcome rationale for the violations of human rights that continue to arouse criticism from Europe.

These guerrilla activities were all carried out by members of the Workers' Party of Kurdistan (PKK). Prior to the 1980 *coup d'état*, the PKK had attracted attention because it was the most radical of the Kurdish organizations and most prone to violence, even against rival Kurdish organizations. In the name of the "anti-colonial liberation struggle" it carried out actions not only against the Turkish state but also against the various classes of "collaborators," "liquidationists," "social-chauvinists" and other opponents of its own brand of "revolution."

It was also the only organization whose members were drawn almost exclusively from the lowest social classes—the uprooted, half-educated village and small-town youth who knew what it felt

propaganda battle against the PKK. The PKK disclaimed responsibility for the killings, but hardly veiled its approval of them.<sup>4</sup> Given the centrality of revenge in recent PKK "theoretical" writings, and the equally self-righteous attitudes of some of its opponents, these killings will probably not be the last, further alienating European public opinion from the PKK and perhaps from the Kurds as well.<sup>5</sup>

## Followers of Apo

The PKK has gained committed supporters at a time when other organizations have crumbled. This may be because it is in some ways more "Kurdish," and reflects present-day Kurdish society better than the others. Some of its political activities resemble the ways in which an ambitious tribal chieftain imposes authority over an ever-widening territory: the same manipulation of violent conflicts, the same way of beating people into taking a position.

Not that the PKK represents in any way the Kurdish tribes. On the contrary, tribal elites are represented in various other parties but not in the PKK. Rather, this party represents the most marginal sections of Kurdish society, the ones who feel excluded from the country's social and economic development, victims of the rural transformation with frustrated expectations. The PKK offers them a simple and appropriate theory, and lots of opportunities for action, heroism and martyrdom.

When the PKK was formally founded towards the end of 1978, its core group had already been together for five years. They had met as members of a student union in Ankara that then incorporated many different left tendencies. Impatient with more experienced Kurdish activists who urged moderation and emphasized basic political education, they were looking for direct action. Members of this central group (among whom were several Turks) went to Kurdistan to find a field for revolutionary activities.

From the beginning, Abdullah Öcalan was the obvious leader of the group. After the short form of his first name, Apo (which also means "uncle"), members of this group came to be called Apocus, "follower of Apo." When various Kurdish organizations were established in the following years, the Apocus declined to join any of them. They had already decided that they themselves were

going to be the liberators of Kurdistan. They even signed some of their pamphlets as "National Liberation Army."

The Apocus' political ideas were laid down in the party's 1978 program, which remains unchanged. Kurdistan is seen as a "classic colony," divided among four colonizing states that keep it in a state of semifeudal backwardness. Feudal landowners and a sort of comprador bourgeoisie collaborate with the colonizers, betraying their national identity. Parliamentary representation and education are two other processes by which Kurdistan is integrated into the colonizing state, its national identity destroyed and its subjugation perpetuated. The revolution will have to be national and democratic, the national aspect predominating. "Feudal" landlords, being exploiters and collaborators, are among the chief enemies: the program says their lands will be expropriated except those belonging to "patriotic" landlords. (The founding congress was allegedly held on the estate of one such "patriotic" landlord. Within a year of its founding, the party was deeply involved in a tribal war between a "collaborating" and a "patriotic" chieftain.) Later books, brochures and periodicals elaborated upon these basic ideas, stressing the importance of violence as the sole road to liberation and adding ever more groups to the list of enemies of the revolution.

## First Offensive

In 1979, the Apocus apparently judged that the time for starting their war of liberation had arrived. For their first offensive they singled out Mehmet Celal Bucak, a powerful chieftain and landlord in Siverek district who was also a member of parliament for the liberal-right Justice Party, thus epitomizing their idea of a "collaborator." They accused Bucak of terrorizing the surrounding districts through a large band of outlaws working for him, and of extorting money and goods from the peasants. A group of Apocus made an attempt at Bucak's life but failed to kill him. The result was an extremely brutal blood feud between Bucak, aided by his allies (including police and military), and the PKK with one or two small tribes.

In the course of the conflict and the resulting social polarization, the PKK succeeded in drawing many of the youth of the

## suite

region away from other political organizations. According to a dissident who then belonged to the PKK's central group, they did not shy away from provocations: he claims that the PKK, in order to get the support of a particular tribe, killed one of its members, making it seem as if he had been murdered by Bucak's outlaws. He accuses the PKK, or more precisely its leader Öcalan, of systematically engaging in similar murderous provocations.<sup>6</sup>

Elsewhere, too, the PKK intensified its propaganda activities, usually trying to exploit local conflicts to the utmost. In Mardin province, the PKK became embroiled in a protracted blood feud with the KUK (National Liberationists of Kurdistan), an organization long entrenched there among almost all social strata. In other districts there were frequent violent clashes with other Kurdish or Turkish left organizations, similar to those taking place throughout Turkey between organizations contesting the control of rural districts or urban slum quarters. In Kurdistan, the ties of tribe or common locality are strong even under normal circumstances. These violent political conflicts had the effect of further strengthening tribal-regional loyalties and oppositions. The PKK ended up fighting with some tribes against other tribes. In fact, it was not unlike a new tribe itself.

There was also a definite aspect of class struggle to these conflicts. Although the PKK was occasionally allied with a "patriotic" chieftain, tribal or landed elites never gained much influence in it, distinguishing the PKK from most other Kurdish organizations, whose leaderships usually included at least a few such persons. Much of the PKK's violence was directed against the haves in the name of the have-nots. In districts it temporarily controlled, "people's courts" dispensed revolutionary justice (or revolutionary terror). In the mass trials against the PKK after the 1980 coup, most of the defendants belonged to the poorest strata of Kurdish society.

## Strong State

The PKK directed its activities not only against landlords and other "collaborators" or against rival organizations. It prepared for the armed struggle needed to separate Kurdistan from Turkey. In 1979, Öcalan, who had withdrawn to Syria, established relations with Palestinian groups as several Turkish organizations had done earlier. The PKK acquired facilities for guerrilla training in southern Lebanon or Syria, and some 300 PKK activists allegedly went briefly to Syria for training.<sup>7</sup> A guerrilla war proper had not yet begun; the state was so weak in the late 1970s that certain districts were virtually controlled by the PKK or other organizations anyway. Only when the army took over in 1980 and started combing the countryside did the PKK's activists see themselves facing an unexpectedly strong state. A few groups fought themselves to death; thousands of suspected members and sympathizers were arrested. Some groups remained at large, hiding in the mountains and occasionally carrying out a minor raid. In the course of 1981, the last of these groups withdrew to Syria and Iran.

Gradually improved relations with Palestinian groups, especially Nayif Hawatmeh's Democratic Front, secured the PKK excellent training facilities. Following the Israeli invasion into southern Lebanon in 1982—during which some ten PKK activists were killed and a somewhat larger number taken prisoner—the party's center of gravity shifted to northern Iraq. Members of the PKK had, especially after 1980, moved from Turkey into Iranian and Iraqi Kurdistan and established contacts with several Kurdish organizations there. The Iraqi KDP was most responsive to their approaches. It wanted a good working relationship with an organization in Turkish Kurdistan; its traditional partner, the KUK, seemed much weakened after the military coup, and had started criticizing some of the KDP's policies. The KDP gave the PKK facilities in its areas of Iran and northern Iraq, which prompted the Turkish military invasion into Iraq in May 1983 and an (alleged) minor operation in western Iran in 1984.

In the summer of 1984, the PKK announced the formation of the "Kurdistan Liberation Brigades" (HRK), which then carried

out their first attacks on army units and police posts in eastern Turkey from bases in northern Iraq. In spite of rapid and massive counter-measures by Turkey's military, the actions continued and spread over ever larger areas. After a winter lull, the guerrilla war resumed on a larger scale during 1985. A new "Front for the National Liberation of Kurdistan" (ERNK; in spite of its name it consists only of the PKK and possibly a few "independent" individuals) assumed control of guerrilla operations, claiming more than 50 separate actions from June through November 1985 in many different parts of Kurdistan that wiped out four army platoons and killed another 50 soldiers, over 10 policemen and more than 20 "traitors."<sup>8</sup> Its losses, understandably, have been considerable, too, and the consequent repression has worsened in many parts of Turkish Kurdistan. The severity of the reprisals, and the PKK's intolerance of those who do not support it, appear to have led many villagers to show their allegiance to the state and welcome the army. In several areas, paramilitary forces ("village protectors") have been recruited from among the village population, ostensibly to combat guerrilla activity. This gave certain landlords and chieftains the opportunity to legalize their armed retinues and further solidify their local political leverage.

## Trump Cards

It is almost impossible to carry out a guerrilla war without having a relatively safe hinterland to withdraw to. For a combination of reasons, the PKK seems to have lost its freedom of movement from and into northern Iraq, the most suitable base area. (The Iraqi-Turkish border is so mountainous that it cannot be completely controlled; the flat Syrian-Turkish border, by contrast, has been sealed with barbed wire and minefields.) Turkey threatened to invade again in order to compel the Iraqi KDP to cease its support of the PKK.<sup>9</sup> The PKK complicated its situation even more by clashing violently with several other political organizations present in the KDP-controlled zones. In the autumn of 1985, the KDP and its partners in the Iraqi Patriotic Democratic Front,<sup>10</sup> who saw their own struggle endangered by the PKK's presence, ordered it to leave the frontier zone base camps and to stop moving back and forth across the border. The KDP claims that since then the PKK fighters have been staying inside Turkish Kurdistan. If this is true, it does not seem to have hampered their activities much; after a few quiet winter months, the guerrillas launched an early spring offensive in the first weeks of March 1986, attacking several army patrols.

The Turkish press has for some time pointed to Syria (and indirectly, the Soviet Union) as the real force behind the PKK. It claims that the recent guerrilla raids were carried out from Syrian territory, across an almost impregnable border. The past year has seen much diplomatic traffic between Turkey and Syria, in which the PKK was undoubtedly one of the major topics of discussion. Like so many other Middle East opposition movements, the PKK has been welcome there, and apparently gets much friendlier treatment than the other organizations from Turkey, which are simply tolerated but have little freedom of movement. President Asad is probably using the PKK as one trump card in negotiations over Turkey's project to dam the Euphrates River, turning a vast dry area of Eastern Turkey into a major granary but thereby also depriving Syria of its chief supply of irrigation water. It seems unlikely that Syria will give up its support of the PKK and deliver Öcalan to Turkey, as demanded, unless Turkey is willing to make major concessions on the Euphrates issue. Until that time, Damascus will likely allow the PKK to be a serious nuisance to Turkey but not to the point of provoking Ankara to take military measures against Syria.

## Dissent, Revenge, Martyrdom

Much of the brutal violence and the political murders for which the PKK has become notorious stems from a competition for leadership within the party, and from the tendency to put party

discipline and unquestioning obedience above all else. According to dissidents, party members are brainwashed in the training camps: all reading is forbidden except the PKK's own publications; friendships are prevented by encouraging everybody to suspect their comrades as possible agents. Criticism of the party's policies is regarded as betrayal. Dissidents have published some 20 names of former members they say have been killed for defecting from the party or disagreeing with its policies.<sup>11</sup>

Policy disagreements and personal rivalries can hardly be distinguished since criticism of the party line amounted to an attack on the party chief. Öcalan had alienated several members of the original central group, but at the party's second congress in 1982 he emerged victorious. One of his most vocal opponents was allegedly imprisoned, tortured into signing a confession of immoral behavior, and finally killed. Several central committee members have since left the party; two of them went to Europe, where their accusations against the PKK and against Öcalan personally had great impact in the Kurdish community. Rival organizations echoed the accusations in the European and Turkish press. Neither the dissidents nor the rivals were entirely disinterested critics, of course. But apart from some obvious exaggerations, their charges are credible, and became even more so when one of these dissidents was murdered, promoting more bloodshed.<sup>12</sup> The PKK contented itself with denouncing the dissidents as Turkish agents and traitors and accusing its rival organizations of plotting with the Turkish authorities to destroy the Kurdish revolution.

Paranoia seems quite rampant among the members of the PKK. They see enemies and traitors everywhere, which is one reason for their violent tendencies. Other factors are the social backgrounds of most members and their youth. About half of the approximately 250 "martyrs" the PKK claims were below the age of 22 when they were killed, and almost all were described as of very humble origins.<sup>13</sup> These are precisely the groups most susceptible to rigorous indoctrination and most receptive to the party's romantic doctrine of revenge.<sup>14</sup>

The PKK's Kurdish rival organizations reproach it for taking up arms in the name of but without the Kurdish people, and even against their interests. Under the present conditions, they insist, the PKK's armed actions will never be more than an irritant to the Turkish army, but they do bring severe repression over Kurdistan. This not only alienates large segments of the population from the PKK itself but makes them shy away from all oppositional activities.

But the same repression has also contributed much to strengthening the PKK at the expense of more moderate and more "open" organizations. The latter crumbled, while the large PKK trials lent this party the reputation of being the only serious opposition force. Prison conditions in the Kurdish provinces have been even worse than elsewhere in the country; the trials against Kurdish organizations more in contravention of legal rules than others. One of several trials against the PKK, with almost 500 defendants, ended recently after five years with 23 death sentences; another 32 had meanwhile died in jail as a result of torture, hunger strikes or "suicide."<sup>15</sup>

While a certain liberalization has come to Turkey and newspapers can write more openly than before, it is clear that the Kurdish problem will remain largely excluded from this liberalization. The authorities will not allow critics to bring up the issue of cultural rights, let alone autonomy. Martial law, lifted in the other parts of Turkey, remains in force in most of the Kurdish provinces. A recent fact-finding mission of the parliamentary opposition party, the Social Democrat-Populist Party, reported that all of eastern Turkey had become a sort of concentration camp where every citizen is being treated as a suspect and where oppression, torture and insult by the military are the rule rather than the exception.<sup>16</sup> The province of Tunceli, always a hotbed of political dissent, was characterized as "Turkey's largest prison." The PKK could hardly wish a better illustration of its theory of "colonial oppression" than the brutal behavior of the army, police and some of the paramilitary "village protectors." The PKK's call to revenge these injuries had to fall on many willing ears. And the

absence of real economic development in the Kurdish provinces insures that the number of marginalized youth who are most receptive to the PKK's radical ideas only goes on increasing.

## Postscript

This article was written in the spring of 1986. Most of it still stands, but a few developments deserve some comment.

In spite of, perhaps partly because of, extensive Turkish military operations and severe pressure on the civilian population, the PKK has been able to consolidate itself and to step up its operations deep inside Turkey. Its major targets have been Turkish military patrols and the paramilitary "village protectors," but also include oil installations and radar stations (among them the US radar station in Mardin). Many of its actions have been spectacularly successful and widely reported in the Turkish press. In October 1986, the PKK held its third congress and confidently announced that its struggle would soon enter the next stage with the establishment of "liberated areas" in Turkish Kurdistan. To all appearances, PKK fighters continue to use northern Iraq as a relatively safe haven, but it is unclear whether they still have major bases there. Turkish military operations against alleged PKK bases in Iraq have not had any noticeable effect. In the May 1983 invasion the Turkish army suffered losses and failed to force the Iraqi Kurdish guerrillas to surrender the PKK activists there. In August 1986, the Turkish air force coordinated air raids with an Iraqi army attack on areas in northern Iraq that were held by the Iraqi KDP, causing many casualties (165 dead, according to radio Baghdad). Most or all victims were, however, Iraqi Kurds, not PKK fighters. On March

4, 1987, the Turkish air force again bombed alleged PKK camps in northern Iraq. The PKK retaliated almost immediately with a number of attacks on military personnel and government property in districts wide apart and far from the Iraqi border. Its European representatives claimed that their party had suffered no losses at all in the bombing and that its own actions had killed around 30 people.

Apart from these interventions in Iraq, Turkish attempts to break the backbone of Kurdish nationalism and of the PKK in particular have consisted of more forced assimilation, close and brutal police surveillance, and massive resettlement. Many families, sometimes entire villages, have been deported from districts where the PKK had been active. The population of most of the border districts is being resettled in strategic villages, and a strip along the border will be entirely depopulated. These policies are not restricted to the border areas. The mountainous province of Tunceli (previously Dersim), always a hotbed of political opposition and where both the PKK and a radical left group regularly carry out minor actions, will be among the first where a new "forest protection" law will result in more than half of the villages being deported.

In the Kurdish communities in Europe, the PKK continues to wield the greatest influence but fierce rivalries with other organizations have resulted in further bloodshed. In March and April 1987, young gunmen generally believed to be PKK members opened fire at several *Newroz* parties of the PKK's rivals in Germany and Holland, wounding many people. Unknown persons set fire to several offices of one organization and attempted to kill one of its leaders. The target organizations perceived in this new wave of violence a well-coordinated PKK offensive aiming at the "elimination of all enemies" as vowed at its third congress.

Because of the PKK's reputation for violence, it has become common to suspect it of many an unsolved crime. Such was the case with the murder of Swedish Prime Minister Olof Palme. Immediately after the murder, on February 28, 1986, public speculations about PKK involvement were rife. The motive was

believed to be the Swedish police's determination that the PKK was a "terrorist organization" and the refusal of a visa to PKK chief Öcalan. Hundreds of Kurds were interrogated but no tangible evidence was found. When all other lines of investigation came to dead ends, Stockholm's police chief publicly claimed he

had found a PKK connection; the evidence, however, seems extremely weak and the reasoning highly speculative. Nevertheless, it has reinforced in the public eye the association of the PKK, and by extension the Kurds, with blind political violence once again.

## Democracy and the Kurds

The Kurdish issue has become a daily staple of the Turkish press. At first focusing on PKK atrocities, coverage now allows many people to get a clearer view of the conditions facing the country's Kurdish citizens. Articles and interviews with tribal leaders, pro-government militia, local party leaders and state officials provide an understanding often at odds with official myths. For liberal and left-leaning journalists, this new opening has come as a welcome release from years of indirect reporting on the subject. Mehmet Ali Birand forcefully stated in July 1987 that the time for cryptic references was over. Columnist Mümtaz Soysal, also the country's foremost constitutional scholar, discussed the futility of continuing the ban on the Kurdish language. İlhan Selçuk, writing for the left-liberal daily *Cumhuriyet*, condemned chauvinism and the refusal to come to grips with reality.

The history of relations between the Turkish Republic and its Kurdish citizens is coming under closer scrutiny. The weekly *Nokta* ran an issue last summer which focused on the Kurdish uprising in Dersim in the 1930s. Sociologist İsmail Beşikçi has been released from jail and has given a number of frank interviews (see accompanying sidebar). But the topic remains sensitive and limits remain. Authorities have banned the leftist weekly *2000e Doğru* on a number of occasions, and in late January 1988 confiscated Professor Server Tanilli's book *What Sort of*

*a Democracy Do We Want?* for "encouraging divisiveness." The Kurdish opening is also reflected in the political arena. In mid-1987, the opposition Social Democratic Populist Party entertained an internal proposal which called for linguistic freedom. A number of MPs have called for the recognition of Kurdish aspirations for cultural and linguistic rights. While the party leadership has been reticent and disciplined a parliamentarian on this subject last year, things appear to be changing. In late January 1988, Istanbul SDPP parliamentarian Mehmet Ali Eren made a landmark speech demanding that parliament "overcome this taboo." "The Kurdish problem," he said, "should be dealt with in all its facets, realistic solutions proposed, and debated in detail. Otherwise democracy in Turkey will be unable to shake off its tutelary nature."

At one point during the speech, parliamentarians from the ruling Motherland Party leader İnönü called for the party's disciplinary committee to issue a formal warning, but he was unable to muster the necessary majority to carry this through. Finally parliament resorted to an obscure piece of legislation and forbade Eren to repeat portions of his speech outside of parliament. This debate within the SDPP and the establishment of an in-party "Commission for the East" is indicative

of the subtle changes taking place within the political establishment on the Kurdish issue. In February 1988, three Motherland Party MPs from the eastern provinces asked the government to initiate a special economic development plan for the region. Courts have handed down decisions upholding the use of Kurdish names, and in February a parliamentary human rights lobby including many Kurdish parliamentarians was formed. In April Mehmet Ali Eren proposed that parliament repeal the law which bans the Kurdish language.

İlhan Selçuk compares the present discussion over the Kurds with the debates in the early 1960s over Turkey's pro-American foreign policy. Foreign policy and security issues are no longer taboo. Blind and uncritical attachment to US policies, once a staple of Turkish politics, now constitutes a liability for even the most conservative of politicians.

Perhaps the most important implication of these developments is that the Kurds and their attendant grievances and aspirations are now part and parcel of the process of democratization in Turkey. To go back to the days when the very existence of Kurds was denied would require reversing virtually all of the democratic advances made since the mid-1980s. Now that Turkey has applied for full membership in the European Economic Community such a reversal appears unlikely.

—Ömer Karasapan

Sources: *Cumhuriyet*, January 20, 27, 28, 1988; *Nokta*, May 3 and June 28, 1987; February 7, 14, and April 17, 1988; *Yeni Dünya*, October 3, 1987; and *Milliyet*, July 10, 1987.

## POGROM Jahrgang 1988

Ellen Olms

### Der "heimliche" Völkermord

Im Schatten des Golfkriegs

Ende März 1988 erregten grauenhafte Bilder die internationale Öffentlichkeit. In der überwiegend von irakischen Kurden bewohnten Stadt Halabja konnten ausländische Journalisten auf Einladung Irans Hunderte von Leichen auf ihren Kameras festhalten – Frauen, Kinder, alte Männer – die alle an den folgenschweren Giftgasangriffen seitens der irakischen Luftwaffe starben.

Über 5000 Tote und ebenso viele Verletzte wurden nach dem Abwurf von Senf- und Blausäuregasbomben am 16. März 88 gezählt. Doch der Einsatz der international seit 1925 geächteten chemischen Waffen auf die Stadt Halabja ist weder ein Einzelfall, noch auf den "großen" Golfkrieg zwischen dem Irak und dem Iran zurückzuführen. Vielmehr führt das faschistische irakische Regime Saddam Husseins einen systematischen Vernichtungs-

und Vertreibungskrieg gegen die im Norden des Irak lebenden und um Autonomie kämpfenden Kurden, aber auch gegen die christlich-assyrischen Minderheiten in dieser Region.

Über 3000 Ortschaften im irakischen Kurdistan wurden systematisch zerstört, wahlweise durch "normale" Bomben, Phosphorgranaten oder chemische Waffen (Senfgas, Tabun). Von den etwa 3,6 Millionen irakischen Kurden flüchteten schätzungsweise 350 000 bis zu einer halben Million in den Iran, während die türkische Grenze verschlossen bleibt. Weitere 500 000 irakische Kurden wurden zwangsweise entweder in den Süden verschleppt oder aber in Internierungslager nahe der Städte Kirkuk und Arbil deportiert. Folter und Massenerschießungen auch von Frauen und Kindern sind ebenso Bestandteile eines planmäßigen Völkermords, einer "Endlösung" der Kurdenfrage seitens des irakischen Regimes, der sich klammheimlich im Schatten des Golfkrieges vollzieht. Die Zahl der durch Folter, Hinrichtungen, Bomben- und Giftgaseinsätze zu Tode gekommenen



irakischen Kurden, der Yeziden und der christlichen Assyrer geht in die Tausende, wobei bis heute noch keine genaueren Angaben über das Ausmaß des Völkermordes gemacht werden können.

## Der Einsatz chemischer Waffen

In der hauptsächlich von irakischen Kurden bewohnten Stadt Halabja nahe der iranischen Grenze lebten vor gut über einem Jahr noch 70 000 Menschen. Die Hälfte der Einwohner

mußte fliehen, nachdem die irakische Armee sich die Stadt im Mai 1987 blutig unterworfen hatte. Am 13. März dieses Jahres eroberten iranische Truppen mit Unterstützung der Patriotischen Union Kurdistan (PUK) Halabja zurück.

Postwendend, am 16. März, griffen irakische Bomber die Stadt mit Phosphorbomben ("Stuttgarter Zeitung", 26.3.88), Senfgas und Cyanid an. Auch die umliegenden Städte und Ortschaften Khormal, Tovaila und Dujayla wurden mit einem Giftgas-Teppich überzogen ("Süddeutsche Zeitung", 30.3.88). Die Stadt Halabja, von Leichenbergen übersät, ähnelt einer Geisterstadt, denn die Überle-

bende und Verletzten flohen vor den gelbweißen Giftgasschwaden.

Die Bilanz: 5 000 Tote und über 4 000 Verletzte.

Nach der Liquidierung der Stadt Halabja und der umliegenden kleineren Ortschaften sprach das irakische Militärkommuniqué von "Säuberungsaktionen" gegen Kurden in 21 Dörfern der Provinz Sulaimaniya, bei denen "sämtliche Verräter vernichtet" wurden ("Tagesspiegel", 3.4.88), und in der Zeit zwischen dem 25. März und 3. April 88 bereitete die "Gesellschaft für bedrohte Völker" von weiteren Giftgaseinsätzen der irakischen Armee gegen sechs Dörfer in der Umgebung von Kara Dagh, bei denen 64 kurdisch Partisanen (Peshmerga) ums Leben kamen und über 300 Zivilisten verletzt wurden. Am 26. März stießen die irakischen Truppen in das von Giftgas verseuchte Gebiet vor und deportierten etwa 400 Verletzte (darunter etwa 150 Kinder) in das Lager Tanjaro bei der Stadt Sulaimaniya, um sie dort alle umzubringen (nach "Frankfurter Rundschau", 5.4.88).

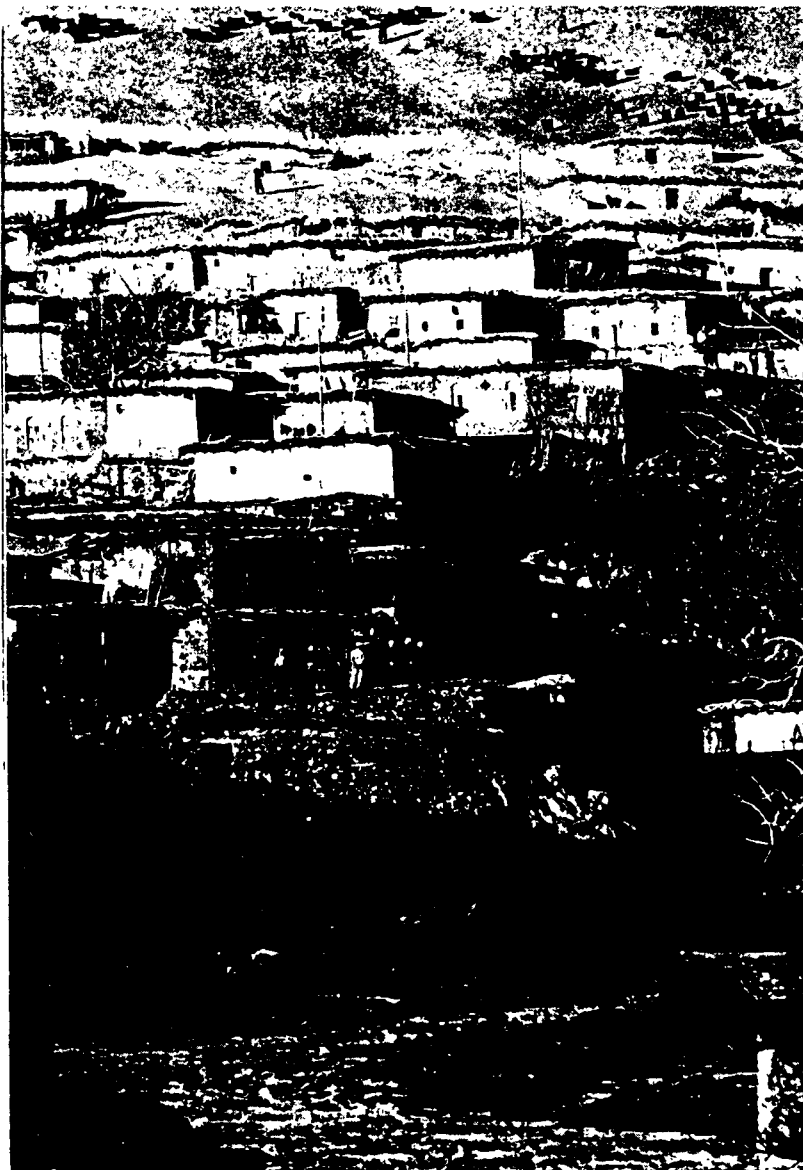
Zuvor, am 24. März, flogen irakische Piloten Giftgaseinsätze gegen die Stadt Mariwan auf iranischem Gebiet nahe der irakischen Grenze, um nachträglich – laut der irakischen Nachrichtenagentur INA in Kairo – dem Iran mit weiteren Giftgaseinsätzen zu drohen, die längst zum "normalen" Geschehen im Golfkrieg gehören ("Süddeutsche Zeitung", 29.3.88).

Die jüngsten Angriffe des Irak gegen die kurdische Bevölkerung im eigenen Land sind inzwischen eng mit dem "großen" Golfkrieg verquickt, was sich der Irak allerdings selbst zuschreiben hat. Die Eröffnung einer Nordfront im seit knapp acht Jahren währenden iranisch-irakischen Krieg wurde überhaupt erst dadurch ermöglicht, daß das irakische Regime den Kurden im Norden des Landes eine weitgehende Autonomie nicht zugestand, worauf die beiden wichtigsten kurdischen Organisationen, die PUK und die "Demokratische Partei Kurdistan" (DPK), die (bewaffneten) Kämpfe gegen den Irak nach 1980 wiederaufnahmen.

Das ungeheure Ausmaß der irakischen Repression schmiedete nicht nur die bis dahin zerstrittenen kurdischen Parteien zu einem Bündnis auf Basis einer Minimalplattform zusammen, sondern erst vor diesem Hintergrund kam es zu einem Arrangement unterschiedlicher Intensität zwischen den irakisch-kurdischen Parteien und dem Iran. Die iranischen Pasdaran unterstützten seitdem die Kurden im Widerstand gegen die irakischen Machthaber und gestanden ihnen auch eine relative Autonomie auf dem irakischen Territorium zu.

## Kurden: "Islamische Kämpfer des Irak"

Das Chomeini-Regime unterstützt die irakischen Kurden ausdrücklich nur als "islamische Kämpfer des Irak" und eben nicht als kurdischen Widerstand. Der Vorsitzende des iranischen Kriegs- und Informationsbüros, Kemal Harazi, stellte erst kürzlich klar, daß sein Land die irakischen Kurden zwar im Kampf gegen das irakische Regime unterstütze, aber "das heißt nicht, daß wir einen eigenständigen kurdischen Staat dulden werden" ("tagesspiegel", 5.4.88).



Seit 1974 hat die irakische Baath-Regierung zehntausende von Kurden ermordet. Plakat der Kurdischen Demokratischen Partei aus dem Jahr 1975, aus: M. Kahn: Children of the Jinn. In Search of the Kurds and their Country, New York 1980

Das gilt selbstverständlich auch für die etwa sechs Millionen im Norden Irans lebenden Kurden, die vom iranischen Regime bekämpft werden. Allein 1981 fielen 10 000 iranische Kurden den iranischen Revolutionswächtern zum Opfer.

Während die irakischen Kurden durch die Präsenz und das Eindringen iranischer Einheiten einen gewissen Schutz in den von ihnen kontrollierten Gebieten genießen, verfolgt das Chomeini-Regime wichtige Kriegsziele; zum einen bindet die Eröffnung der Nordfront irakische Einheiten, zum anderen liegen im Nordirak strategisch wichtige Ressourcen. Um die Stadt Kirkuk befinden sich die irakischen Ölfelder (ca. 50 Prozent der Ölvorkommen), und eine Öl-Pipeline führt von dort aus über die Türkei bis ans Mittelmeer.

In der Nähe der inzwischen durch Giftgasangriffe zerstörten Stadt Halabja liegen der Stausee Darbandikham und ein Wasserkraftwerk, das einen Teil der Energieversorgung Bagdads sicherstellt.

Vor allem diese beiden strategischen Punkte sind Kriegsziele des Iran, während der Irak mit einer Politik der "verbrannten" und "vergifteten" Erde die logistische Basis und Infrastrukturen der überwiegend von Kurden beherrschten Gebiete, die der Iran für seine Zwecke ausnützt, zerstört. Die Opfer dieser Auseinandersetzungen sind allemal die Kurden, zumal ihre physische Vernichtung und Vertreibung vor dem Hintergrund des Golfkrieges als bloßes Folgeproblem erscheint und so auch von einem großen Teil der Weltöffentlichkeit wahrgenommen wird. Denn das

Eindringen iranischer Kampfverbände in den Nordosten des Irak wird von dem Hussein-Regime als willkommener Vorwand betrachtet, vom Völkermord an "ihren" Kurden abzulenken.

Außerdem droht durch die Neueröffnung der Nordfront eine weitere Eskalation des Krieges; das angrenzende Nato-Land Türkei ist schon seit langem Komplize des Hussein-Regimes bei der Bekämpfung und Verfolgung der Kurden. So verwehrt die Türkei der kurdischen Bevölkerung die Fluchtmöglichkeit und kann auch, gemäß einem Vertrag mit dem Irak, seit 1984 die Kurden bis 30 km hinter die irakische Grenze verfolgen. Mindestens drei Bombeneinsätze startete die Türkei bereits auf dem Gebiet der irakischen Kurden (Stuttgarter Zeitung, 26.3.88). Die Türkei und die

hinter ihr stehenden Interessen der Nato sind an einem ungefähren militärischen Gleichgewicht der kriegsführenden Länder interessiert, so daß die Türkei kein Interesse an einer Schwächung des Irak und seiner im Norden liegenden strategischen Ressourcen hat.

### Planmäßiger Völkermord

Die jüngsten abscheulichen Giftgaseinsätze seitens des Irak gegen die im Norden lebenden Kurden laufen Gefahr, unter dem Stichwort "Golfkrieg" abgehakt zu werden und in der allgemeinen Kriegsberichterstattung unterzugehen.

Die Geschichte der Verfolgung und Unterdrückung der irakischen Kurden ist jedoch älter als der Golfkrieg und der Völkermord wurde bereits begangen, als der Iran sich noch nicht an der Eröffnung der Nordfront interessiert zeigte. Nach Untersuchungen der "Gesellschaft für bedrohte Völker" sind seit 1975 genau 3 159 Ortschaften im kurdischen Irak zerstört oder dem Boden gleichgemacht worden (Erklärung der GfbV vom 1.2.88). Die ersten Giftgaseinsätze des Irak werden auf Oktober 1983 datiert. Bis Ende März habe der Irak seitdem über 20 Giftgaseinsätze gegen die dort lebenden Kurden geloggen ("Frankfurter Allgemeine", 29.3.88).

Die irakische Armee trennte den kurdischen Teil Iraks durch einen 20 km breiten Sicherheitskordon ab. Das Gebiet wurde zwecks Geheimhaltung hermetisch abgeriegelt, die kurdischen Bewohner zwangsweise umgesiedelt.

Nachdem eine bereits unterschrittsreife Autonomieregelung zwischen der PUK und der irakischen Regierung scheiterte, kam es im Herbst 1985 zu verstärkten Übergriffen gegen die Peshmerga und zu einer Wiederannäherung der PUK an den Iran ("tageszeitung", 25.3.88). Im Frühjahr 1986 soll Saddam Hussein den irakischen Kurden mit der Vernichtung gedroht haben ("Frankfurter Allgemeine Zeitung", 22.12.87).

Ausmaß und Intensität des Völkermordes an den Kurden haben seit etwa zwei Jahren erheblich zugenommen, denn seit dieser Zeit wurden allein 685 Ortschaften zerstört oder dem Erdboden gleichgemacht ("Frankfurter Allgemeine Zeitung", 29.3.88).

### Giftgaseinsatz systematisch fortgesetzt

Im Jahre 1987 steigerte das irakische Regime die Vertreibung und Liquidierung der kurdischen Bevölkerung durch systematische Giftgasangriffe auf Städte und kleinere Ortschaften. Zwischen dem 16. und 29. April 87 warf die irakische Luftwaffe Kanister mit Senfgas und Tabun in weit über 100 Dörfer um Arbil, Kirkuk und Sulaimaniya, auf Komshin, Hiran, Balisan und Shewasan. Das Dorf Sheik Wazan wurde dabei am 20. April 87 völlig vernichtet. Im Mai 1987 wurde erneut Badinan angegriffen, am 24. Mai 87 die Ortschaften Gurkan, Tumar und Tamari im Gebiet Shwan. Die Giftgaseinsätze ebten danach etwas ab, im Juli 1987 sollen erneut die Provinzen Badinan und Koshnaweti mit Senfgas bombardiert worden sein.

Am 30. Juli 87 sind ca. 8 000 Kurden, die der DPK angehören sollen, von irakischen Armeeeinheiten aus einem Internierungslager mit unbekanntem Ziel abtransportiert worden. Die "Gesellschaft für bedrohte Völker" geht davon aus, daß alle 8 000 Kurden getötet wurden ("Gesellschaft für bedrohte Völker", 1.2.88).

Zwischen dem 3. und 17. September vergangenen Jahres startete die irakische Luftwaffe weitere massive Giftgaseinsätze in den Provinzen von Sulaimaniya, Arbil und Balisan ("Neue Zürcher Zeitung", 12.9.87 und "Gesellschaft für bedrohte Völker", 1.2.88). Allein am 3. September 87 wurden 30 Dörfer nahe der Stadt Sulaimaniya mit Senfgas und Tabun angegriffen ("Gesellschaft für bedrohte Völker", 1.2.88).

Die Bilanz der Giftgas-Offensive von April bis September 1987 lautet: Rund 200 Ortschaften wurden zerstört und mindestens 560 der "Gesellschaft für bedrohte Völker" namentlich



Die Romantik ist vorbei: Kurdisches Dorf im Irak – mehrere Tausend dieser Dörfer ließ Iraks Baathjunta zerstören und die Bergbewohner in neugebaute strategische Dörfer oder in die Steppen des arabischen Südirak deportieren. Foto: Gérard Klijn

bekannte Kurden starben qualvoll an den Kampfgasen ("Gesellschaft für bedrohte Völker", 1.2.88).

Die intervallartigen Giftgaseinsätze (April 1987 – September 1987 – März 1988) entsprechen der berüchtigten nationalsozialistischen Kriegsführung der "verbrannten Erde" – im Fall des Irak mehr noch der "vergifteten Erde".

Das Ziel der irakischen Diktatur ist offenkundig, mit der systematischen Vergasung der kurdischen Siedlungsgebiete im Nordirak die "Endlösung" des kurdischen Problems zu betreiben. Ein Teil der dort lebenden Kurden stirbt an den Giftgasen, da vor allem die Zivilbevölkerung weder über Gasmasken verfügt, noch eine ausreichende medizinische Be-

treuung vorhanden ist. Die Überlebenden werden dann in verschiedene Internierungslager verschleppt und bei Widerstand gegen die Vertreibung getötet. So etwa geschehen am 20. November 87 in Chimen, einem Dorf bei Kirkuk, wo irakische Soldaten ein Massaker an 205 Frauen, Kindern und alten Menschen verübten.

Die "Deutsche Volkszeitung" berichtete, daß die Kurden bis in Internierungslager im Süden, an der jordanischen Grenze, vertrieben wurden (22.5.87).

Bis heute sind nach Einschätzung der "Gesellschaft für bedrohte Völker" zwischen 60 und 80 Prozent aller Städte zerstört und deren Einwohner vertrieben worden. Eine halbe

Million Kurden, darunter auch eine Minderheit vor christlichen Assyrem, wurden zwangsweise umgesiedelt, während nach wie vor keine präzisen Angaben über die Zahl der Toten existieren.

## Unglaubliche Dementis

Die Kriegsverbrechen, die das irakische Regime am kurdischen Volk begangen hat und noch begeht, wurden seitens der Machthaber mehr schlecht als recht geleugnet. Erst einige Tage später, nach den grauenhaften Fotos über die jüngsten Giftgasopfer in Halabja, beschuldigte der Irak den Iran, die Verbrechen selber begangen zu haben ("tagesschau", 6.4.88). Überlebende Augenzeugen aus Halabja widerlegten diese irakischen Behauptungen ebenso wie der Umstand, daß der Irak erst einige Tage später diese Version präsentierte.

Als die UNO den Irak bereits vor vier Jahren verbrecherischer und völkerrechtswidriger Einsätze von chemischen Waffen beschuldigte, fiel das irakische Dementi eher wie eine Bestätigung aus: Der Irak habe das Recht, zu seiner Verteidigung "alle zur Verfügung stehenden Waffen" (also auch C-Waffen) einzusetzen ("Westdeutsche Allgemeine Zeitung", 30.3.88).

Doch der Einsatz chemischer Waffen, von Phosphor-Brandbomben, Napalm zur Vernichtung des Getreides und auch der biologischen Waffen (das Pilzgift Mykotoxin) sind erwiesen. Eine UN-Kommission erhielt im April 1987 Zugang zu den mit Giftgas angegriffenen Ortschaften und stellte zweifelhaft fest, daß das irakische Regime die Kampfgase, die bereits im Ersten Weltkrieg eingesetzt wurden, Senfgas und Tabun, verwendet hatte. Ein längerer Untersuchungsbericht erschien von einem Mitglied der UN-Kommission, dem Schweizer Oberst Imobersteg, in der "Neuen Zürcher Zeitung" am 19. Juni 87. Darüber hinaus existieren mindestens drei irakische Originaldokumente, die die Giftgas-Einsätze belegen. Zum einen dokumentierte der britische "Observer" ein Telegramm des irakischen Offiziers Mahmud Hussein an seinen Distriktvorgesetzten in Zakhq, wonach die DPK 4000 Gasmasken gekauft habe, um sich "gegen unsere chemischen Waffen zu wehren, wenn wir ihre Stützpunkte attackieren". Zweitens existiert eine Anordnung des irakischen Generals Ezzat über die Lagerung von B- und C-Waffen, die ebenfalls im "Observer" dokumentiert wurde (nach "Süddeutsche Zeitung", 30.3.88).

## Anordnung zum Massenmord

Das wohl eindrucksvollste Dokument über den irakischen Völkermord an den Kurden veröffentlichte die PUK am 10. August 87. Es handelt sich um eine Anordnung des Büros für die Angelegenheiten des Nordirak an das erste Armee-Korps vom 22. Juni 87, das übrigens von Ali Hassan Madjid, einem Cousin des Präsidenten, geleitet wird. Darin heißt es zunächst, daß "alle Dörfer, in denen sich Saboteure, Anhänger des Iran, die Verräter des Irak und ihresgleichen noch befinden, als sicherheitsgefährdete Dörfer betrachtet werden. Weiter heißt es in nicht zu überbietender

Deutlichkeit: "Die menschliche Existenz und der Viehbestand in den oben erwähnten Dörfern werden endgültig vernichtet. Diese Dörfer werden als Todeszone betrachtet, und es darf ganz frei und ohne Rücksicht auf Regelungen geschossen werden" (vgl. Pogrom 139/88, S. 8). Nichts anderes als eine Anordnung zum Massenmord ist es, wenn Armeeinheiten "spezielle Angriffe" gegen eine "möglichst große Anzahl derer führen" sollen, die sich in den "Todeszonen" befinden. Die in den "Todeszonen", wie der größte Teil des kurdischen Nordirak bezeichnet wird, Festgenommenen sollen durch Sicherheitskräfte verhört und, nachdem "man Informationen von ihnen herausbekommen hat", anschließend hingerichtet werden, was für alle Personen zwischen 15 und 70 Jahren gilt (Zitate nach: Informationsabteilung der PUK, 10.8.87).

Die Echtheit dieser Anleitung zum systematischen Völkermord wurde nach den bislang vorliegenden Informationen nicht dementiert; auch die "Gesellschaft für bedrohte Völker" geht von der Glaubwürdigkeit dieses Dokumentes aus, das im übrigen durch die bisherige Praxis des irakischen Regimes voll bestätigt wurde.

## Wer liefert die Anlagen für chemische Waffen?

Bekannt ist, wo sich die Produktionsstätten für die chemischen Waffen im Irak befinden. Es gibt deren zwei in Samarra bei Bagdad und in Fallujah sowie ein Forschungszentrum in Salman Pak, wo unter anderem auch ein Tierversuchs-Labor für die Giftgase bzw. Giftgas-Mischungen existiert. Vermutet wird, daß die Produktionsanlagen und Chemikalien aus Großbritannien, Belgien, Österreich, Italien, Indien und der Bundesrepublik stammen. Konkret werden schon seit langem diesbezügliche Beschuldigungen gegen den italienischen Chemiekonzern Montedison erhoben. Nach dem Bekanntwerden des Einsatzes von Chemiewaffen seitens des Irak vor etwa vier Jahren untersagten die britische und amerikanische Regierung den Export von Laboranlagen und Chemikalien, die zur Produktion von Senfgas und Tabun dienen können ("Frankfurter Allgemeine", 29.3.88).

Es waren ebenfalls die USA, die die Bundesregierung davon in Kenntnis setzten, daß auch westdeutsche Firmen Anlagen und Chemikalien an den Irak geliefert haben sollen. Tatsächlich laufen Ermittlungen wegen Verstoßes gegen das Außenwirtschaftsgesetz gegen mehrere Firmen. Nach einem Bericht des "stern" spielt bei diesem Deal die in Hamburg ansässige "Water Engineering Trading" (W.E.T.) eine zentrale Rolle, an der auch ein Iraker beteiligt ist. Die W.E.T. bot dem Irak zwei Chemie-Anlagen zur Pestizidproduktion sowie die Chemikalien Phosphortrichlorid und Phosphoroxidtrichlorid an. Ansprechpartner im Irak ist das "State Establishment for Pesticides Production" (SEPP), die Abteilung des irakischen Industrieministeriums für die Giftgasproduktion. Die W.E.T. soll ihrerseits Verbindungen zum Bauunternehmer Heberger, zur Preussag und zur Firma Kolb und deren Tochter "Pilot Plant" unterhalten ("stern" Nr. 51, 10.12.87). Der Firma Kolb wird unter anderem vorgeworfen, eine "Inhalationskammer" – eine Art Gaskammer

für Tierversuche – an den Irak geliefert zu haben. Die Problematik dabei: sowohl das Senfgas (ein Chloräthyl-sulfid) als auch Tabun (ein Phosphorsäureester) sind mit leicht zugänglichen Chemikalien, die in der chemischen und pharmazeutischen Industrie für diverse zivile Zwecke verwendet werden können, herstellbar. Bei Vorhandensein der entsprechenden Produktionsanlagen dürfte die Chemikalienbeschaffung auf dem Weltmarkt keine größeren Schwierigkeiten mehr bereiten. Die Laboranlagen- und Chemikalienexporte in den Irak können so ohne weiteres als Anlagen für die Pestizid-Produktion ausgewiesen werden.

## Wo bleibt der Aufschrei?

Nach dem Giftgaseinsatz gegen Halabja verurteilten die USA, die EG, UN-Generalsekretär Peres de Cuéllar und das Internationale Komitee des Roten Kreuzes (IKRK) die Verwendung chemischer Waffen gegen die irakischen Kurden – nicht jedoch den grausamen und verbrecherischen Sinn und Zweck des Einsatzes dieser C-Waffen: nämlich die "systematische Vergasung kurdischer und christlich-assyrischer Siedlungsgebiete" (Erklärung der "Gesellschaft für bedrohte Völker", nach "Bonner Zeitung", 24.3.88), die derzeit wohl "einmaligen Kriegsverbrechen", die der Irak an den Kurden verübt.

Die einhellige und eindeutige Verurteilung des vom irakischen Regime begangenen Völkermordes erfolgt nicht nur deshalb nicht, weil dem handfeste wirtschaftliche Interessen seitens der Industriestaaten entgegenstehen (Rüstungsexporte in den Irak). Ein weiterer Grund ist darin zu suchen, daß die Nato-Staaten an einem ungefähren militärischen Gleichgewicht der kriegführenden Staaten Irak und Iran interessiert sind, weil ein militärischer Sieg des einen oder anderen Landes die politischen Kräfteverhältnisse im Nahen Osten "destabilisieren" könnte. Eine internationale Verurteilung des Irak wegen des Völkermordes gegen die Kurden, das Erwägen von Sanktionen oder gar der Abbruch der diplomatischen und wirtschaftlichen Beziehungen gegen ein Land, daß tonnenweise chemische (und biologische) Waffen einsetzt, steht wegen der "übergeordneten" Interessenlage bezüglich des "großen" Golfkriegs daher nicht zur Disposition.

Genau das aber wäre dringend geboten, um dem Völkermord an den Kurden im Schatten des Golfkrieges endlich Einhalt zu gebieten. Der Schlüssel zur Beendigung des Völkermordes liegt bei den Nato-Staaten, die allein schon mit der Drohung der Einstellung von Rüstungsexporten und Chemikalienausfuhren Druck auf das Hussein-Regime ausüben könnten.

Eine politische Lösung erscheint nur möglich, wenn der Irak international wegen seiner an den Kurden begangenen Verbrechen verurteilt wird und eine Autonomielösung für die irakischen Kurden zustandekommt. Das schließt die Forderung mit ein, daß der Iran sich unverzüglich wieder aus dem Nordosten Iraks zurückzieht und alle Kampfhandlungen an der "Nordfront" zwischen dem Irak und dem Iran eingestellt werden. Dadurch wird dem Irak eine Begründung der militärischen Angriffe gegen die Kurden entzogen, die Kurden würden dem Iran überhaupt erst das Einfallstor in den Nordirak bieten.

# Divisions emerge quickly in a Gulf under ceasefire

SCARCELY 24 hours after a date had been set for a formal ceasefire in the Iran-Iraq war, sharp divisions were emerging between the two countries on the topics to be negotiated between their foreign ministers in Geneva on 25 August.

At the same time, advance parties of a UN observer force headed for Iran and Iraq. UN Under-Secretary-General Mårack Goulding announced the departure of the observers after the Security Council voted to set up the new peace-keeping force.

The peace-keeping force, called the UN Iran-Iraq Military Observer Group (Uniimog), will consist of about 350 unarmed observers assisted by a military and civilian support staff. Military experts noted that the team would have to police a 740-mile border of mountains, deserts and marshlands.

"It will be a very tough assignment, with innumerable military and political hazards," said one veteran soldier serving with UN forces in the Middle East. Uniimog is initially being deployed for six months, at a cost of an estimated \$74m (£43m) to the UN, which is already in a deep financial crisis due to the failure of some members, including the US, to pay their dues in full.

The peace-keeping force will have planes and helicopters and may also include a small unit to patrol the disputed Shatt al-Arab waterway.

Iraq has demanded that the issue of sovereignty over the Shatt al-Arab be renegotiated as part of the peace talks, while Iran insists that the 1975 Algiers Agreement giving it navigation rights in the waterway cannot be touched. Iraqi unhappiness with the Algiers Agreement led to the outbreak of the war in 1980, and in a dramatic gesture President Saddam Hussein tore up his copy of the agreement on national television. Unimpeded access to the waterway is a top priority for Iraq, because it is the country's only access point to international waters.

Despite stiff opposition from the Iranian Foreign Minister, Ali Akbar Velayati, the issue of the waterway is high on the agenda for the Geneva negotiations, according to diplomatic sources. Iraq is in a strong position to influence the terms of the talks because of its military dominance over Iran. Javier Pérez de Cuéllar, the UN Secretary-General, has sought assurances from Baghdad that it will not use the talks to humiliate Iran and pro-

From Leonard Doyle  
in New York

voke a reopening of hostilities.

A timetable for the implementation of crucial parts of the UN ceasefire resolution remains to be agreed on by both sides, it has been learned, although an outline agreement provides for a withdrawal of frontline forces "very shortly after 20 August". The registration of Iraqi and Iranian prisoners by the International Committee of the Red Cross is expected to begin as early as 5 September, although interviewing the PoWs and arranging for repatriation could take several months.

Iran's military chief, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, gave another signal of his country's ea-

**ON BOARD HMS MANCHESTER, IN THE GULF (Reuter) — Margaret Thatcher flew into the Gulf yesterday to pay a surprise visit to British warships, breaking her journey home from a trip to Australia and the Far East to spend two hours on board this destroyer. On arrival in the ship, command vessel of a force escorting British ships in the Gulf, Mrs Thatcher expressed delight that her visit came the day after the Gulf war ceasefire date was set. "I hope this will lead to an early end to this terrible conflict." Mrs Thatcher was flown to the destroyer, lying off Dubai, in a Lynx helicopter, the nose of which was emblazoned with the outline of a buxom female, with "Tart II" inscribed beneath.**

gerness to end the war in an announcement on Tehran radio yesterday in which he ordered the armed forces to avoid any confrontation with Iraq in the lead-up to the formal ceasefire, set for first light on 20 August. "The armed forces should not start any armed action as of today," Tehran radio quoted Hojatoleslami Rafsanjani as saying in a message to the armed forces.

At the UN, the Iraqi representative, Ismat Kittani, was reluctant to state that a *de facto* ceasefire was also in place in his country. He suggested however that the three-day holiday which was announced in Baghdad on Monday showed his country's genuine desire for peace. It showed that Iraq was not "taking poison" when it came to peace, he said in a pointed reference to

Ayatollah Khomeini's statement that making peace with Iraq was like drinking poison.

With the two countries heading into the Geneva talks with such sharply differing expectations, diplomats said there was no guarantee that a comprehensive settlement would be quickly agreed. Iraq appears to be bent on prolonging the negotiations in the hope of fomenting a social upheaval within Iran. At the same time, Iran is keen to see the peace talks concluded early so that it can get on with the job of rebuilding its economy and shoring up the fundamentalist revolution at a time of great discontent, according to diplomatic sources.

Differing moods in the two nations underlined lingering doubts that permanent peace could be established between two such hostile neighbours. Iraqis toasted the prospect of peace yesterday, but Iranians sombrely counted the cost of the war, one of the longest and bloodiest of modern times. Iraqis poured on to the streets of Baghdad to dance and cheer after the announcement of the ceasefire date. President Saddam Hussein declared the three-day national holiday "so that victorious Iraqis can celebrate the glory".

Yesterday Iraq did not issue a war communiqué for the first day since the war began almost eight years ago. Instead of the daily High Command communiqué which had always been the first item on its evening news bulletin, Baghdad television showed a picture of President Saddam. The last communiqué, number 3,288, was put out on Monday night a few minutes after Mr Pérez de Cuéllar announced the ceasefire date.

In contrast to the revelry in Baghdad, the streets of Tehran were reported to be relatively quiet and pictures of the war dead hung from some street corners. "How can we celebrate when we have lost more than half a million dead?" one Iranian businessman said. "Yes, we are happy the war ends, but so many people have lost those they loved."

In the Shatt al-Arab, the first ships and boats seen on the war-ravaged waterway since the war began blared their horns and sirens.

In the US, the Defence Secretary, Frank Carlucci, said Washington had no immediate plans to reduce its force of warships in the Gulf area, but hoped to pull some out as threats to shipping receded.



President Hussein of Iraq waves to crowds during a visit to a shrine in Samara to give thanks for the Gulf war ceasefire agreement.

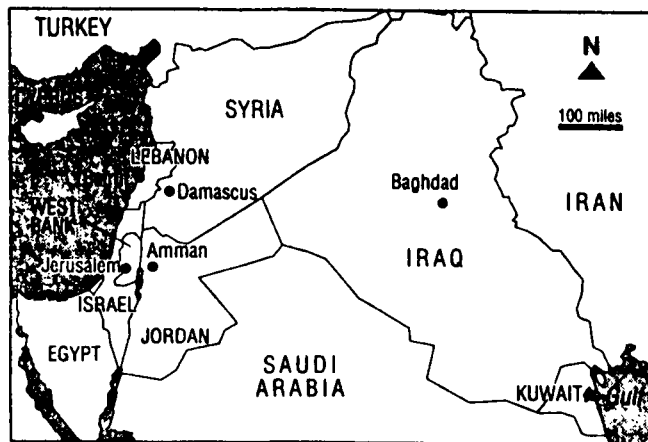
## Balancing the political equations

By Harvey Morris Middle East Editor

THE ISRAELI arms dealer, Yaacov Nimrodi, reflected recently that the end of the Gulf war would be a big blow to the arms industry. Perhaps he was being unduly pessimistic. As long as the underlying antagonisms in the Middle East remain unresolved, the world's arms dealers may confidently cross their fingers in the hopes of bigger sales to come.

Exhaustion and stalemate have brought Iran and Iraq to the conference table, rather than any mutual recognition of the other side's case; Israel is still technically at war with most of its Arab neighbours, 40 years after its foundation; in many countries, internal dissent threatens revolution and invites repression; from the Mediterranean to the Arabian Sea, the spectre of future conflicts clouds the optimism engendered by the Gulf ceasefire.

Throughout the Middle East, there is an often justified tendency to blame the region's problems on the outside world. For most of the post-war period, the region has been a focus of big power rivalry in which states were regarded as superpower assets rather than as independent nations in their own right. This precarious balancing act frequently collapsed when internal instability led to revolution or when one or other country switched its alle-



giance in the face of a better offer from the other side. In the Gorbachev era, however, the level of superpower tension has been breaking down. In the region itself, however, the underlying mistrust remains. The ending of the war inevitably alters the balance of power, but the Israelis may be overstating the case when they express concern that Iraq is now free to rejoin its Arab neighbours in the struggle against Israel.

The most powerful Arab state facing Israel is Syria but the

antagonism between Damascus and Baghdad remains as intense as ever, despite the efforts of King Hussein of Jordan to end the quarrel between his two neighbours. Syria is regarded in the Arab world as having lost credibility as a leader of the Arab world by backing Iran in the Gulf war. Damascus may now find it harder to establish its hegemony over Lebanon.

An unofficial axis developed during the war, linking Iraq with Jordan, Saudi Arabia and Egypt

but it is yet to be seen whether it will develop or wither now that the war is over. Iran may be temporarily marginalised by the failure of its war effort. But will it, at some future date, resume its efforts to intervene in the Arab world by exporting its revolution? Some Arab analysts regard it as significant that King Hussein has chosen to launch his initiative on the West Bank now, just as the Palestinian issue is likely to replace the Gulf at the top of the Middle East agenda. As a result of his initiative, a new entity may have emerged by the end of the year to add to the regional jigsaw — a Palestinian government-in-exile. But will the Arab states really allow the Palestinians to pursue independently their own cause or will they try to use the new situation to pursue their own interests?

Future prospects for peace may then depend on the outcome of two elections this November — in Israel and in the United States. Whatever the result of the Israeli poll, the new government will have to devise a new policy to adjust to Jordan's decision to opt out of its responsibilities towards the West Bank. The US will retain its role as Middle East peace-broker, whatever the outcome of the election. But the result will determine the pace and substance of its future peace efforts.

# MEHDİ ZANA İLE RÖPORTAJ

**MEDYA GÜNEŞİ:** Sayın Zana, Medya Güneşi için, sizinle bir röportaj yapmak istiyoruz.

**MEHDİ ZANA:** Medya Güneşiyle sohbet etmek beni mutlu eder.

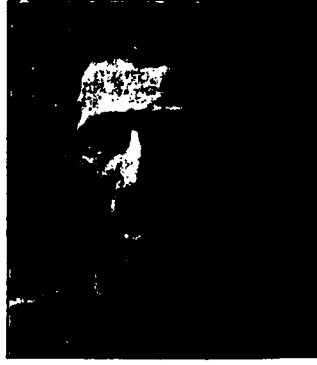
M. G.: Bizide.....

Sizi kamuoyuna tanıtmaya gerek yok sanıyoruz. Çünkü, gerek ülkemiz, gerek Türkiye ve gerekse Avrupa kamuoyu artık sizi çok yakından tanıyor. Öyle de olsa, sizin görüşleriniz, olaylara ilişkin tutumlarınız, bu tutumlarınızın dayandığı gerekçeler, daha önemli olarak dün ve bugün hakkında sahip olduğumuz zengin ve mücadele birikiminin eleştirel açıklaması, öyle sanıyoruz ki kamuoylarının en çok duyarlı olduğu bir konu. Biz de esas olarak bu ikincisinden hareketle kimi sorular yöneltceğiz size...

Bildiğiniz gibi ülkemiz özel bir konuma sahip, ulusal baskıyı en yoğun biçimlerde yaşıyor. Toplumumuzun tüm kesimlerine karşı, ayırım gözetilmeksizin baskılar uygulanıyor. Özellikle bu baskılar 12 Eylül'den sonra daha da bir şiddet kazanarak terör düzeyine sıçradı. İlerici güçler, devrimci demokratlar, ulusal bağımsızlık istemini dile getiren güçler, sindirilmeye çalışıldı. Ve 12 Eylülcüler bu taktiklerinde bir yere kadar başarıya da ulaştılar.

Soru şu olacak: Siz 12 Eylül öncesi politik ortamında canlı bir simgeydiniz. 12 Eylül sonrasında da estirilen terör ortamında gerek ülkemiz kamuoyu, gerek Avrupa kamuoyu sık sık isminizi duydu. Bu yüzden iki tarihsel kesitte de zengin deneyimleriniz ve tanık olduğunuz çok olay var. Önce bize, 12 Eylül'e kadar olan politik durumların genel-kısa bir değerlendirmesini yapar mısınız?

M.Z.: 12 Eylül'den önceki dönem hem siyasal partiler için, hem sağ ve sol örgütler için, bununla birlikte Kürt örgütleri için tam bir siyasal bunalım dönemi idi. Bu da işçi sınıfının uyanışı ve eylemlerinin, Türkiye'de gelişmekte olan sol akımın, burjuvaziye karşı yaratmış olduğu korkudandı. Bununla birlikte hem Türk milliyetçiliğini, hem de Türk ordusunu korkutan büyük bir tehlike de Kürt sorunuydu. Bu olguların yaratmış olduğu endişe... Burjuvazinin oyunları ve emrindeki devlet aygıtları bir de devrimci mücadeledeki yanlış tutumlar, o günlük ortamı yarattı.



Daha doğrusu 12 Eylül öncesi dönem tam bir kaos idi...

M.G.: 12 Eylül'ün başka amacı neydi? Bu konuda da söyleyecekleriniz olmalı.

M.Z.: 12 Eylül'ün esas amacı: Türkiye'de gelişmekte olan sosyalist hareketin ve işçi sınıfının gelişiminin gün be gün boyut kazanması, bununla birlikte Türk şovenizmini ve ordusunu korkutan Kürt sorunuydu. Bu saydıklarım temel nedenlerdi...

M.G.: Sizde 12 Eylül'de Militarizmin silah zoruyla nispi burjuva demokrasisini gasp eder etmez içeri alındınız. Genel hatlarıyla bilinmesine karşın, gerçekten hâlâ herkes merak ediyor. Tutuklanmanızın gerekçelerini bize açıklar mısınız.

M.Z.: Tutuklanmamın nedeni oldukça açıktır... Öncelikle Kürt oluşum... İkinci neden, ilk defa bir devrimci, Diyarbakir gibi büyük bir ilde Belediye Başkanı oldu. Başkan olmama yaptığım çalışmalar, bunun yanında dış ülkelerde şahsımda Kürt sorununa olan duyarlılık, bunlar ana nedenlerdir...

M.G.: Bu nedenlerle yargılandığınız süreçte Diyarbakir askeri cezaevindeydiniz. Ünlü 5 nolu zindanlarında, insanlara cins ve yaş gözetilmeksizin çok sistemli bir şekilde işkence yapıldı. İşkenceyi yaşayanlar arasında siz de vardınız. Öğrenmek istediğimiz şu: Diyarbakir askeri cezaevinde olup bitenler hakkında bir şeyler söyler misiniz?

M.Z.: Evet... Diyarbakir 5 Nolu zindanında, olup bitenleri çok iyi biliyorum. Bizzat yaşamış biriyim. Ve bu zindanlarda olup bitenlere ilişkin anlatılanlar çok azdır. İnsanoğlunun aklına hayaline gelmeyen gerek fiziki gerekse psikolojik her türlü zulüm yapıldı.

Hâlâ o günlerin etkisini üzerimden atmış değilim. Kanımca bu etkiyi ölüncüye kadarda üzerimden atamayacağım. Bu etkiler şahsıma yönelik uygulamalardan değil. Ben, bana yapılanları unuttum bile. Bizzat gözümle gördüğüm, başkalarına yapılan işkenceler ve iş-

kencelerin yol açtığı o, VAHŞET... hâlâ gözlerimin önündedir. Çılgınlıklar hâlâ kulağlarımdadır. Sizin anlayacağınız, yapılan zulüm ve işkence, insanlık dışı vahşet, o hayşiyetsizlik birkaç sayfayla anlatılabilecek gibi değil. Anlatılması mümkün değil...

M.G.: Kuşku yok burada tanık olduğunuz çok olay olmuştur. Hafızanızdan kolay kolay silinmeyecek kadar sizi etkileyen herhangi bir olayı anlatır mısınız?

M.Z.: Evet... Sizin de belirttiğiniz gibi hafızalardan silinmeyecek çok olay var. Ama bir olay var ki, o, hiç hafızamdan silinmez. Sanırım 1982 yılı başlarındaydı, mahkemenin geliyordum. 38. Koğuşun alt katlarındaki koridorda 7.8 gardiyan (ASKER) başlarında iki Üstteğmen olduğu halde bir tutukluyu kısıpırlak tutmuşlar. maktanda sigara yakıyorlardı. Duman çıkıyordu. Sigara tene bitmek üzereydi, ateş tenine değdiği için tutuklu acidan kıvrılıp duruyordu. Askerler ağzını sıkı tuttukları için fazla bağırıyordu. sadece iniltiyle kıvranıyordu. Ve o, kıvrandıktan, subay ve erler keyifleniyordular. O gün bu vahşete karşı insanoğlunun nasıl hayvanlaştığını gördüm orada.

M.G.: Peki devletin bu kadar baskı ve işkence yapmasının nedenlerine değinir misiniz?

M.Z.: 12 Eylül zihniyetinin hakim olduğu temel amaç: Türkiye'deki mevcut sosyalist potansiyeli, işçi sınıfının kazanımı olan sendik hakları, Demokratik kitle örgütlerini, ülkemizde gelişen ulusal ve toplumsal ilerlemeyi, kısaca, Demokrasiden yana olan tüm güçleri ortadan kaldırmaktır.

M.G.: Bize şunu açıklar mısınız? Sizin deyişinizle -ki çok doğrudur- insanın hayvan düzeyine düşecek kadar vahşileşmesi ve Askeri Cuntanın bu baskı ortamını bulması neye bağlanabilir? Yani Devrimci güçlerin yetersizliği mi, örgütsüzlüğü mü?

M.Z.: Evet, Devrimci güçlerin 12 Eylülle birlikte sinmesi, saklanması mücadele alanını bırakıp Avrupa'ya kaymaları, kitlelerle devrimci, güçlerin birbirinden soyutlanması, meydan tümüyle egemen güçlere kaldı. Yani, örgütsüz olan bir halk, kendisine yöneltilen baskıya kolay kolay başkaldıramaz. Böyle bir ortamda Cunta, kendisinden olmayan herkesi tüm olanaklarını kullanarak sindirme yoluna gitti. Ve bunda da büyük bir başarı sağladı. Tekrar etmek gerekirse: Cuntanın bu başarısını, Devrimci güçlerin örgütsüzlüğüne, dağınıklığına bağlamak gerekir

diyorum. Başka da bir açıklaması olamaz.

M.G.: 5 Nolu zindanlarında işkence fiili olarak ne zamana değin sürdü?

M.Z.: Baskı ve işkenceler 12 Eylül 1980 den 1983 yılına kadar sürdü. Bu tarihten sonra direniş başladı.

M.G.: İlk direniş hangi tarihte başladı.

M.Z.: 5 Eylül 1983'te

M.G.: 5 Eylül direnişi sohbetimizden çıkardığımız kadariyla kitlesel bir nitelik taşıyor. İzlenimimiz doğru mu?

M.Z.: Evet... 5 Eylül direnişi tam anlamıyla kitlesel bir nitelik taşıyordu. 5 Eylül direnişi, zulme, işkenceye, baskılara son demenin, yani insanlık onurunun tam bir işyanıydı.

M.G.: Bu kitlesel direnişin elde ettiği kazanımlardan sonra, yıllarca maruz kaldığımız işkencelere ara verildi mi? Verildiyse, azda olsa rahat bir ortama kavuştunuz mu?

M.Z.: Tabii ki, 5 Eylül direnişi sonucu bir takım kazanımlar elde ettik. Yani 1980 Eylülünden, 1983 yılına kadar devam eden o, kaba işkenceler uygulamadan kalktıysa da, bunun yerine psikolojik baskı dönemi başlatıldı. Anlayacağınız işkence isim değişikliği yaptı. Ve tam anlamıyla bir sinir savaşı dönemi başladı.

M.G.: Bu sinir savaşı nereye vardı? Sonunda neye dönüştü?

M.Z.: Bir taraftan bu psikolojik işkence devam ederken, cezaevi idaresi (emir ve komuta zinciri içinde) cezaevinde pravakasyon yaratmaya başladı. 5 Eylül direnişiyile gerilemek zorunda kalan idareciler, elde ettiğimiz kısmi rahatlamayı kabullenemiyorlardı, Esasında onlar, geri çekilmeyi 5 Eylülle bize bazı tavizler vermiş olmayı geçici bir taktik oyun olarak düşünmüşlerdi. Onlar sanıyorlardı ki 5 Eylül'de tüm cezaevinin top yekün bir ses, bir çılgılık halinde kitleselleşmesi bu gücü uzun süre koruyamayacak, onun için kaba işkenceye ara vermişlerdi. Ne var ki bunu kesinlikle sindiremiyorlardı. Eski uygulamaya geçmek için bir sürü oyun oynuyorlardı. Mahkeme gidiş gelişlerinde zorluklar çıkarılıyor, tutuklularla birlikte havalandırmalarda bulundurulacağı söylentileri çıkartılıyor, gün gün bu senaryolar uygulamaya konuyordu. Tutukluların rahatı onların gözlerine batıyordu. Bu gerçeği bizzat o dönemin iç emniyet amiri kendi ağzıyla itirafta etmişti: "Üsttekiler bu durumunuzdan rahatsızdırlar, bugünkü uygulamaları fazla esnek buluyorlar." Hâl

böyle iken günün birinde bu psikolojik işkence ve oynanan oyunlar bir noktaya geldi... ve patladı.

3 Ocak direnişi başladı...

**M.G.:** Bu direnişte idarecilerin tavrı nasıl oldu?

**M.Z.:** İdareciler kesinlikle eski uygulamaların geçerli olduğunu ve Askeri yönetmelikte yazılı kuralın uygulanacağını söylüyorlardı. İdarenin tavrı daha çok şuydu: Çok ağır baskı ve işkencelerle kitleyi bölüp parçalamak direnişi kitlesel karakterden uzaklaştırmak. Bunun için elden ne geliyorsa onu yapmaktan geri kalmıyordu, bunun sonucu, birçok insan sakat kaldı, ölüm orucunda ve işkenceyle arkadaşlarımız öldürüldü, kararlılıklarını en sert şekilde göstermek için kendini yakan, asanlar oldu. İdareciler başta hesapladığı taktiğin tutmadığını görünce, kitlenin kararlı birliği ve Devrimci dayanışması ve onurlu direniş karşısında geri adım atmak zorunda kaldılar. Kitlenin bilinçli ve kararlı birliğini yenilgiye uğratmanın hiç te kolay birşey olmadığını bir kez daha anlamış oluyordu...

**M.G.:** Gerçekten çok çekmişsiniz... Bu kadar şehit verdikten sonra, 3 ocakta direnişi ısrarla sürdürenler, sonuçta tüm isteklerine kavuşabildiler mi?

**M.Z.:** Sizde belirttiğiniz gibi çok şehit verdik. Bir çok arkadaşımız şehit oldu. Bir çoğu sakat kaldı. Şimdi kalan çoğumuzunda sağlığı pek iyi değil. Zaten şimdiden çeşitli hastalıklar bizde görülmeye başladı bile. Ama tümüyle olmasa da bile bir çok hakkımızı şanlı direnişlerimiz sonucu elde ettik diyebilirim. Ve bu haklarımızı ne pahasına olursa olsun korumaya da kararlıyız.

**M.G.:** Şimdi de çok önemli bir başka konu hakkında sizden bilgi almak istiyoruz. Bunca yattıktan sonra, halen devam eden Mahkemelerin var. Şimdi, yargılanıyorsunuz. Bu yargılanmanızı son zamanlarda kamuoyuna çok can alıcı bir sorun yansıdı. Siz anadiliniz olan Kürtçe ile savunmalarınızı yapmak istiyorsunuz. Kürtçe savunma yaparken ne gibi engellerle karşılaştınız? Bu engellerin gerekçeleri nelerdir, anlatır mısınız?

**M.Z.:** Evet... Kendi anadilimle savunma yaptığım ilk duruşmada, kolluk kuvvetlerince ve Mahkeme heyetinin emriyle hep susturulmaya çalıştım, duruşmalardan dışarı atıldım. Son duruşmamda da aynı durum oldu ve Mahkeme hakkımda bir daha duruşmaya almama kararı aldı. Mahkeme heyetinin engellemedeki amacı var olan Kürt halkının dilini konuşmaması, daha doğrusu Kürt halkının konuştuğu dili meşrulaştır-

tırmamak.

**M.G.:** Şimdi de gelin en az yakındaki sorun kadar önemli olan bir başka alan üzerine kaydıralım söyleşimizi... Biliyorsunuz, İran ve Irak savaşı yıllardır sürüyor, ortadoğuda da en büyük istikrarsızlığa denebilir ki başta bu savaş ve Filistin sorunu neden oluyor. Bu doğru. Ancak bununla birlikte bu iki savaş arasında çok önemli bir unsur daha vardır ki kanımızca bu unsur dikkate alınmadığı takdirde, sorunu sağlıklı biçimde tahlil etmek mümkün değil. Bu unsur, hiç kuşkusuz Kürt sorunudur. Siz bu gelişmeleri nasıl görüyorsunuz?

**M.Z.:** Bence, Kürt sorunu, geçmiş yıllara nazaran çok iyi bir gelişme içindedir. Dünya dengesine hükmeden ortadoğu, sorunları içinde Kürt sorunu da yerini almıştır. giderek gelişen, ağırlığını her gün biraz daha hissettirmektedir. Bu meyanda dünyadaki güçler, ortadoğudaki sorunlara eğilirken, Kürt hareketinin hesaba alınmak doğrultusunda hareket etmeye başlamışlardır. Bu da meselenin ciddi boyutlara vardığını ve Kürt ulusal hareketinin önemli mevziler elde ettiğini göstermektedir.

**M.G.:** Sizce önemli mevziler kazanmış bulunan Kürt ulusal hareketi için artık politik - taktik planda kendini istikrara kavuşturma ve uluslararası platformlarda daha etkin roller oynayabilme zamanı gelmiş midir? Politik ulusal Demokratik güçlerin bu gün ortak düşmana karşı daha yüksek yaklaşımlar ortaya koymaları bekleniyor mu?

**M.Z.:** Elbette. uluslararası platformlarda giderek daha yoğun çabalara girmelidirler. Hatta çalışma alanlarını genişletmelidirler. Bunu yaparken, bu mücadele içinde yer alan örgütlerin uluslararası platformlarda ortak bir program dahilinde çalışmalarını, daha yararlı, daha güçlü olur. Ayrıca mücadele veren güçlerin daha yüksek düzeyde yaklaşımlar sergilemelerinin zamanı gelmiştir. Ve bu olmalıdır.

**M.G.:** Ülkemize doğrudan etkisi olan bu gelişmelerin bazılarında sözeder misiniz? Gelişmelerin sonuçları hakkında düşüncelerinizi öğrenebilir miyiz?

**M.Z.:** Kuzey Kürdistan'ındaki gelişmelerden biri de "TEVGER" sorunudur. TEVGER ile ortak cepheleşmede önemli bir adım atılmıştır. Bu oluşum dar klikli bir zihniyetle hareket etmezse faydaları olacaktır. Zaman bunu gösterecektir.

**M.G.:** Güney Kürdistan'da ulusal güçlerin, bir bölümünün Sömürgeciliğe karşı güçlerini birleştirdikleri anlaşılıyor. TEVGER'in

oluşmasıyla belli önemde büyük bir adım atılmış olmakla birlikte genel olarak aynı taktiği ülkemizdeki tüm ulusal güçlerce de kullanılmasının koşulları yok mudur acaba?

**M.Z.:** Tabii ki Kürt ulusal Kurtuluş hareketinin bugünkü aşamada mücadeleyi yürüten güçlerin ortak bir cephede mücadele etme zamanı gelmiştir ve bunun koşulları vardır.

**M.G.:** TEVGER hakkındaki düşünceleriniz nedir?

**M.Z.:** Tevger'in oluşması isabetlidir, yani, şunu vurgulamakta yarar görmekteyim. Bir adım atarken o, adımın kendi başına görmeyip, adımın içinde bulunduğu koşulları - etkilerinin - iyi hesap edip, değerlendirmek gerekir. Bu harekette etki edecek ki oluşumun dışındaki diğer güçlerle ilişki ve yaklaşımları olumlu yönde etkileyecektir. Bence bu çok önemli bir sorundur. Yoksa, yapılacak herhangi bir yanlış ve ihmal düşmanın işine yarayabilir.

**M.G.:** Evet. İlk sorumuzu sorarken 12 Eylül öncesi süreçle ilgili olarak sizden kısaca bir değerlendirme yapmanızı istemiştik. Şimdi de bize, 12 Eylül sonrası süreç hakkında kısa bir değerlendirme yapar mısınız?

**M.Z.:** 12 Eylül yaptığı taktik hatalardan ötürü başında tasarladığı hedefe kavuşmuş değildir. Bu hem sosyalist hareket hem de Kürt sorunu açısından böyledir. Ve diyebilirim ki gelecek için bu iki harekette yararları da olmuştur.

**M.G.:** Son olarak söylemek istediğiniz birşey var mıdır?

**M.Z.:** Evet, var. Bilhassa, mücadelenin sıcak dönemlerinde çeşitli düşüncelerdeki örgütler, ortak hedefe karşı, ne yapılması gerektiğini bilmeli ve her türlü itifaka bozucu davranışlardan kaçınmaları gereklidir. Aksi halde doğacak sonuçlardan tarihin yakalarına yapışacağı kaçınılmazdır.

**M.G.:** Söyleşimiz, sohbetimiz çok güzeldi sayın Zana. Size ve tüm tutsak dostlarımıza özgürlükler dilerken, onurlu yaşamınızda başarılar diler, teşekkür ederiz.

**M.Z.:** Benimle yaptığınız söyleşiden dolayı, bende teşekkür ederim.

# BİR HALK SAVAŞÇISI: MUHTEREM BİÇİMLİ

Cemil ERZAN

Bundan 10 yıl önce 21 Haziran 1978 gecesi beraberindeki iki yeğeni ve bir arkadaşıyla Diyarbakır'dan Elazığ'a giderken, surmekte olduğu arabasının keskin bir virajda uçuruma yuvarlanması üzerine yitirdiğimiz direniş önderlerinden, örnek devrimci, Kürt halkının yiğit evladı Muhterem Biçimli'yi saygıyla anıyoruz.

Uğradığı kazada kafatası delinerek ağır yaralanan Muhterem yoldaş, acil müdahaleden yoksun kalarak can vermek üzereyken bile Kürt halkının geleceğini düşünüyordu. Kazada yaralanan yakınlarıyla yaptığı son konuşmasında Kürdistan halkının yüce davasından derin bir sevgiyle bahsetmesi ve son sözünün "Ben öleceğim, ama....., Kürt hakkı ve Kürdistan sağ olsun!" olması, O'nun büyük yurtseverlik duygusunu ve vatan aşkını ortaya koyuyordu.

Muhterem Biçimli'nin aramızdan ayrılış haberi ülkenin ucra köşelerine kadar hızla yayıldı. Derler ya "acı haber tez gelir". Bu kez de öyle oldu.

Binlerce ilerici, yurtsever O'nu uğurlamak amacıyla Silvan'a akın etti. Kalabalık bir kitlenin elleri

üzerinde toprağa verilmeye götürülürken binlerce insanın gözü ıslak, kalbi hüznü doluydu. Halk, direniş önderlerinden birini yitirmenin acısını sıkışan yüreğinin derinliklerinde hissetmenin matemine boğulmuştu. Kimse inanmak istemiyordu O'nun ölümüne. Daha düne kadar bu halka önderlik eden önemli insanlardan biriydi. Tüm yaşamını halkın kurtuluşuna adanmıştı. Atılgan, fedakâr ve cesaretli kişiliğiyle etrafına öylesine bir güven veriyordu ki, O'nu öylesine sevmiştik ki, aramızdan ayrılışını kimilerimiz çok uzun süre bir gerçek olarak kabul etmekte zorluk çekti. Oysa bedenen artık O yoktu. Anısı vardı. Yaşayan görüşleri ve mücadeleye devam eden ..... ve beraber çalıştığı yoldaşları vardı geride kalan. Bununla teselli bulunarak kalplere taş bastırıldı. Aradan 10 yıl geçti. Mücadele devam ediyor, anasını saygıyla yaşıyoruz.

60'lı yılların ikinci yarısında ilerici fikirler ülkemiz aydınları arasında hızla yaygınlaşırken, o sıralarda genç yaşta olmasına rağmen, Muhterem yoldaş, yurtsever hareketin önde gelen isimlerini arasında yer aldı. 20 Aralık 1970'de Sil-

van'da kurulan DDKO'nun kurucu üyeliğini yapan ve yönetim kurulunda yer alan Muhterem yoldaş; T-KDP arasında meydana gelen ayrışmalar sırasında Dr.Şivan'ın başını çektiği sol kanatta yer almıştı.

12 Mart 1971 darbesi yapıldığı zaman Irak Kürdistanına giderek (bu sıralarda radyo ve gazetelerde, duvar afişlerinde kendisinin arandığı, ihbar edene yüklü miktarda para verileceği sık sık ilan ediliyordu) Dr.Şivan, Çeko, Brüks, Necmettin Büyükkaya ve diğer bazı yoldaşlarıyla birlikte mücadeleye orada devam etti. Elde silah Irak'taki sömürgeci iktidara karşı savaştı.

1974'te "genel af" ilan edilmesi üzerine ülkeye geri dönen Muhterem yoldaş burada aktif bir çalışmaya girişti; o lanet olası kazada can vereceğinden habersiz... Ve o gün geldiğinde, yaşamı boyunca onurlu bir şekilde taşıdığı mücadeleye bayrağını yoldaşlarına devrederek aramızdan ayrıldı.

O'nu unutmayacak, halkımızın kurtuluş mücadelesinde yaşatacağız!...

Ömer BÜYÜKTİMUR  
Kemal DURMUŞ

**ÇUKURCA, (Tercüman)-** Irak askeri birliklerinin kendilerine kimyevi silahlarla saldırıklarını öne süren Kürt Peşmerge aileleri İran ve Türkiye'ye sığınıyor. Türk sınır köylerine sığınmalarına izin verilen 50 bin kadar Peşmerge ailesine yiyecek yardımı yapılmasına başlandı.

Irak hükümetinin en son 24 Ağustos 1988 günü Kuzey Irak bölgesindeki saldırılarının ardından Türkiye ve İran'a sığınmalar arttı. Irak'ın kimyevi silahlarla bombaladığı öne sürülen Süleymaniye mantıkasında bin 600 kişinin öldüğü belirtilirken, Duhuk, Dereloy, Zanur, Baze, Komri, Keşan köylerinden yaklaşık 50 bin kadar Peşmerge ailesi Türk sınırından sızarak, Çukurca, Şemdinli ve Uludere'deki sınır köylerine dağıldılar. Bu arada 80 bin kadar Peşmerge ailesinin ise daha önceden İran'a kaçtıkları belirtildi.

Türk sınır köylerine sığınan çoğunluğu kadın ve çocuktan oluşan Peşmerge ailelerine buradaki yöre halkının yanı sıra Türk yetkililerince ve güvenlik kuvvetleri tarafından yiyecek yardımı yapılmasına başlandı. Geri dönemeyceklerini be-

lirten Kürtler, "Türk yetkililerine yalvarıyoruz. Yarablarımızı kurtarınlar. Biz buradan başka yere gidemeyiz. Türkiye'yi kabul edin. Irak'a teslim etmesin. Biz Saddam rejimine teslim etmekte ise öldürün daha iyi olur" şeklinde konuşuyor. Bu arada Kuzey Irak'ta tek bir Peşmerge ailesi kalmadığı, kimyevi silah yüzünden bütün Kürt köylerindeki halkın göç ettiği bu köylerin yaşanamaz hale geldiği belirtildi.

Türkiye'ye sığınan bazı yaralıları Çukurca Sağlık Ocağı'nda tedavi altına aldı. Çukurca'ya Hakkâri İl Sağlık Müdürlüğü'nce ilaç ve personel yardımı yapıldı.

Kürtler, yaralıların kurtarılmasını için Türkiye'nin yardımını istedikleri.

## 15 BİN PEŞMERGE ÇEMBERDE

Bu arada Kuzey Irak'ta KDP'ye mensup 15 bin Peşmerge'nin Türkiye sınırına doğru kaçarken, Irak hükümet kuvvetlerince çembere alındığı bildirildi. Verilen bilgiye göre, bu 15 bin kişilik Kürt birliği ile Irak hükümet kuvvetleri arasında Türkiye sınırına çok yakın bir bölgede çarpışmalar sürüyor.

Bu çarpışmalara katılan Irak uçaklarının attığı bombaların

sınırdaki Türk köylerinin yakınına düştüğü bildirildi.

## İRAN'A GÖNDERİLECEKLER

Bölgede incelemelerde bulunan SHP MYKY üyesi ve Hakkâri milletvekili Cumhur Keskin, Irak birliklerinin yoğun saldırıları karşısında Türkiye'ye sığınan Kuzey Iraklı Kürtler'in, bölgede belli bir süre barındırılacaklarını ve daha sonra da İran'a sevk edileceklerini öğrendiğini söyledi.

Öte yandan, Çukurca'ya bağlı Çağlayan, Çınarlı ve Pınarlı köylerinin de Irak uçaklarının attığı kimyevi bombalardan etkilendiği öğrenildi. Yetkililer, bu köylere de gerekli yardımın ulaştırılması için çalışmalarını sürdürdüğünü bildirdiler.

Milliyet 1.8.88

"Bizi Saddam'a teslim etmeyin, öldürün" diyorlar

**Peşmerge'ler'e  
insanî  
yardım...**



# Koruculara korkunç itham

## "Oğlumun ödül almak için öldürdüler"

**ANKARA, ANKA**  
**D**OĞUŞTAN çolak olduğu ve silah kullanamayacağı gerekçesiyle askere alınmadığı öne sürülen Adıyaman'ın Yassıkaya köyü nüfusuna kayıtlı 19 yaşındaki Kenan Özçakmak'ı Çamlıca köyü korucularının ödül almak için öldürdükleri iddia edildi. Köy korucuları ise, "Karanlıktı, kim olduklarını bilemiyoruz ama teröristlerdi. İki kişilerdi, dur dedik durdular, ateş ettik biri vuruldu" biçiminde kendilerini savundular.

Kenan Özçakmak'ın babası Kamber Özçakmak, konu ile ilgili olarak bilgi verirken, oğlunun köy korucuları tarafından pusuya düşürülerek, ödül karşılığı öldürüldüğünü iddia etti. Kenan Özçakmak'ın doğuştan kolunun çolak olduğunu ve silah kullanmadığı için de askere alınmadığını iddia eden Kamber Özçakmak, oğlunun daha önce de polislerce gözaltına alındığını, günlerce işkence yapıldığını öne sürerek, şöyle konuştu:

"İşkenceden yılan oğlum polislerin ellerinden kaçtı. Eve geldi. Ben de kanundan kaçılmaz diye oğlumu Cumhuriyet Saraylığı'na ellerimle teslim ettim. Malatya'da yatırdılar 2.5 ay cezaevinde yatı. Cezaevinden çıktıktan sonra Bursa'ya gitti. 50 gün önce Adıyaman'a gelmiş, kendisine ebiye yaptırmış. Sonra öldürüldüğü köyden Mahmut Akbaba evine yemeğe davet etmiş. Eve gidince pusuya düşürmüşler, bacadan kaçmaya çalışmış satırla bacaklarını kesmişler, cesedine bakulun bacaklarında satır izleri görülecektir. Sonra da dışarı çıkarıp taramışlar. Oğlum ödül parası için öldürüldü. Sorumlular bunun hesabını vermeli. Şikâyetçiyim. Köydekiler olayı görmüşler ama,

Adıyaman'ın Çamlıca köyünde bir süre önce korucular tarafından öldürülen 19 yaşındaki Kenan Özçakmak'ın babası, oğlunun çolak olduğunu, teröristlerle hiçbir ilgisi bulunmadığını belirterek, "Onu ödül almak için öldürdüler" dedi

korkularından ifade vermemişler."  
**KORUCULAR SAVUNMADA**

Adıyaman Merkez Çamlıca köyü korucuları Hasori Arslan, Hasan Polat, Nevzat Çelik ve Mahmut Kaya da Kenan Özçakmak'ın terörist olduğunu, çıkan çatışmada vurularak öldüğünü, diğer arkadaşının ise kaçarak kurtulduğunu öne sürdüler. Özçakmak'ın babasının iddialarını reddeden köy korucuları, Kenan Özçakmak'ın ölümünden sonra Adıyaman İl Jandarma Alay Komutanı'nın kendilerine toplam 1.6 milyon lira ödül verdiğini de doğruladılar. Korucular, söz konusu ödülü 400'er bin lira şeklinde paylaştıklarını da anlattılar. Koruculardan Mahmut Kaya ise Kenan Özçakmak'ın öldürülmesi olayını şöyle anlattı:

"Saat 21.00 - 22.00 aralarıydı. Köyün dışında biz 4 korucu bekleyiyorduk. Bir çocuk geldi, köye iki silahlı terörist geldiğini söyledi. Hangi evde olduğunu öğrendik. Pusu kurduk evin etrafında, karanlıktı. Ben ve Hasori Arslan evin yakınında, Nevzat Çelik ve Hasan Polat aşağıda pusu kurduk. Evden çıktılar, karanlıktı kim olduklarını bilemiyoruz. Ama silahları ve sırt çantaları vardı, terörist olduklarını anladık. Dur çektik. Durunca ilk atışı ben yaptım, bir şarjör boşalttım. Sonra diğerleri de ateş ettiler. Onların ateş edip etmediklerini bilemiyorum.

Arkadakini vurduk, yıkıldı. Diğer kaçtı. Yemek yediği evin sahibi söyledi. Birinin üzerinde G-3, diğerinin üzerinde ise Map varmış."

Korucu Mahmut Kaya, sorularla yanıtlandı:

Anka: Size ateş ettiler mi?  
 Korucu: Bilemiyorum. Biz dur çekince bize ateş etme fırsatı bulamadılar. Onlar da ateş ettiler bizi vurabiliyorlardı.

Anka: Olenin babası oğlunun çolak olduğunu, silahın olmadığını, silah kullanamayacağını söylüyor, ne dersiniz?

Korucu: Silahla mı köye geliyor? Yemek veren adam elinde silahın olduğunu söylüyor.

Anka: Babası Kenan'ın bacağına satır izlerini bulunduğunu söylüyor.  
 Korucu: Onlar mermi izleridir.

Anka: Olaydan sonra ne kadar ödül aldınız?

Korucu: 1.6 milyon lira. Alay komutanı bildirdi. 400'er bin lira adam başı aldık.

**KİM VURDU?**

Öte yandan, 26.3.1988 günü meydana gelen olaydan sonra yapılan resmi açıklamada ve Cumhuriyet Savcılığı'nca verilen defin ruhsatında Kenan Özçakmak'ın güvenlik güçleriyle çıkan çatışmada öldüğü belirtilirken, köy korucularının da, "Bizimle çatışma çıktı. Kenan'ı biz öldürdük" demeleri dikkat çekiyor.

Adıyaman İl Jandarma Komutanı da, "Kenan Özçakmak adlı terörist, jandarmayla çıkan çatışmada vurularak öldürülmüştür" dedi. Ancak çatışmada jandarma öldürdüyse, köy korucularına neden 1.6 milyon lira ödül verildiği sorusu yanıtsız kalıyor.

Tercüman 4.8.88



**KÖŞEBAŞI**

**ERGUN GÖZE**

### PKK VE 1988 YAZI...

TRT'nin gözbebeği Sayın Mehmed Ali Birand, "Bölge halkını henüz ne güvenlik kuvvetleri, ne de PKK kazanabilirdi. Amma, 1988 yazında PKK kazanabilir" diyerek, 1988 yazının PKK için bir büyük ümit kaynağı olduğunu âdeta sevinçle belirtiyordu. Bununla da kalmıyor güvenlik kuvvetlerimizin faaliyetini ve eşkıyayı tenkil hareketlerini "insan avı" diye niteliyor ve "Bu iş böyle halledilemez, gerçekçi olmak gerekir" buyuruyordu...

TRT'nin gözbebeği Sayın Birand'ın teklif ettiği çare ise net ve basittir... TC Devleti, çocuk kasabı Abdullah Öcalan ile bir masaya oturup onun tekliflerini kabul edip anlaşmalı idi... Hatta Sayın Birand bu neticeyi temin etmek için, çocuk kasabı Abdullah Öcalan'ın inine kadar gitmeyi göze almış ve onun hasta Galatasaraylı olduğu gibi masumane şeyleri yazarak, eğer onunla görüşülmezse işin sonunun, yani bu 1988'in iyi geçmeyeceğini ve

PKK'nın, işi büyüteceği ve devlet adamlarına bile saldırılar düzenleyeceği tehdit dolu mesajını da iletmişti...

Asrımız bir bakıma terör asrıdır. Her şey mümkündür. Amma, teröre teslim olmak bir devlet için mümkün değildir. Çocuk kasabıyla bir masaya oturan devlet artık devlet değildir diyebilirsiniz...

V e işte 1988 yazının en sıcak ayı da bitti. Şurada iki, bilemediniz üç ay daha var PKK'nın kendisine kampanya mevsimi olarak seçtiği günlerden... Belki yine bazı şeyler yapabilir. Amma, bugüne kadar olanlar manzaranın çok değiştiğini ve artık PKK'nın çözümünün kesilmeye başladığını göstermektedir...

Bir defa eskisi gibi bir köye girip yirmi otuz kişi, dedeler, bebeler dahil, öldürüp tek bir kayıp vermeden kaçmak gibi hadiseler artık bitmiş görünüyor. İkincisi artık eskisi gibi asker, polis ne bulursa öldürüp, kayıp vermeden kaçmak da yok artık... Bazen beş, on kişi öldürüp, bir kişi falan kayıp vermek de yok artık... Yine eskisi gibi asla teslim olmamak da yok... Ya ne var?

Şimdi, daha "eyleme" girişmeden enselemek var... (Diyarbakır'da 59 kişi).

Çatışmaya girince eskisi gibi kolay kaçmak yok... (Mardin'de 9 kişi). Ölü vermek var. Hele şu son günlerde sekizer, onar ölü vermek

var... Nisbetlerde değişme var. Eskiden bir ölüp, on öldürmek vardı, şimdi, on ölüp bir öldürmek.

Eskiden teslim olmak yoktu, şimdi teslim olmaları başladı...

Ve teslim olanların verdiği haberler neticesinde, başka PKK'cılar, silahlarıyla, roketleriyle enseleniyorlar.

E vvelki gün öldürülen on PKK'cı için yine TRT'nin gözbebeği Sayın Birand, "İnsan avıdır bu" diyebilir. Veya PKK'cıların katlettikleri masum çocukları, kadınları ve ihtiyarları insan ve vahşet avı saymayabilir... Amma, şu ana kadar Sayın Birand'ın tahmin buyurduğu, sonra naklettiği ihtimaller gerçekleşmemiş bulunmaktadır. Bilakis Türk güvenlik kuvvetleri büyük bir fedakarlıkla içerdeken ve dışarıdan destekli bu büyük ihanet şebekesine, cinayet makinesine karşı Türk vatandaşının canını, Türk devletinin şerefini korumaktadır... Hem de büyük bir başarıyla...

Bunun ne kadar büyük bir başarı olduğunu anlamak için Rusya'nın güneydoğudaki Türk askerinin "Rus hududuna kaydırılabilir" olması sebebiyle bölgeden çekilmesini isteyişinde görüyor ve anlıyoruz ki, PKK ümidini şimdi Sayın Birand'ın yazlarına değil ve fakat Rus hükümetinin silâsızlanma görüşmelerindeki başarısına bağlamış bulunmaktadır.

Koşuylarda hâkimiyet kurmak istiyorlar

## Cezaevlerinde PKK belâsı

Hikmet SEPEL

ZMİR, (Tercüman)- Diyarbakır, Bartın ve Güneydoğu'daki cezaevlerinden Ege illerine gönderilen PKK militanlarının, Ege'deki cezaevlerinin huzurlarını kaçırdığı öne sürüldü. Cezaevlerinde hâkimiyet sağlamak isteyen PKK militanlarının, Dev-Sol ile işbirliği yaptıkları da iddialar arasında.

Sızan habere göre çoğunluğu idam mahkûmu olan PKK'lı teröristler, gönderildikleri Ege illerindeki cezaevlerini hâkimiyetleri altına almak amacıyla kendileri gibi kanlı bir örgüt olan Dev-Sol ile işbirliğine girerek, kaldıkları cezaevlerinde diğer mahkûmları "işkenec yapmak ve baskı kurmak suretiyle" kendi safına çekmek istiyorlar. Ege'deki çeşitli cezaevlerinde bulunan ve sayıları 40'ın üzerinde olan PKK militanları, Cezaevleri Genel Müdürlüğü'nün emri ile Çanakkale Cezaevi'nde toplanıyor.

Bu konuda isminin açıklanmasını istemeyen bir yetkili, şunları söyledi:

"Güneydoğu illerinden Ege illerine gönderilen PKK militanları, bütün cezaevlerinde hâkimiyeti kendi ellerine geçirmek ve sözsahibi olmak istiyorlar. Bu sebeple de kendilerine en yakın buldukları Dev-Sol ile işbirliği yapıyorlar. Diğer sol gruplar, yani TKP-TDKP, Dev-Yol, Halkın Kurtuluşu, TIKKO gibi örgüt üyeleri de bunlara karşı cephe alıyor ve cezaevlerinde devamlı huzursuzluk çıkıyor. Genel müdürlüğün emri ile şimdiki Aydın ve diğer illerdeki PKK militanları Çanakkale'ye sevk ediliyor."

DIYARBAKIR CEZAEVİ

## Tutuklu yakınları:

### "Olay bir provokasyondur"

İki tutuklu yakını, bayram görüşmesini anlattılar. Olaylar, bayramın ikinci günü jandarmanın kadın ziyaretçilere sarkıntılık etmesiyle başladı. Ardından joplama. 71 ziyaretçi tutuklandı.

Diyarbakır Belediye eski Başkanı Mehdi Zana, savunmasını Kürtçe yaptığı için mahkemeye çıkarılmıyordu. Bu durum, kamuoyunda yarattığı tepki nedeniyle belki bir sorunda ama, artık çözülmüş sayılır. Çünkü eski Belediye Başkanı şu anda Eskişehir'de. Zana gibi 7 kişi daha Eskişehir ve Bursa'ya gönderildi. Gerekece bayramın ikinci günü cezaevinde çıkan olaylar. Bu arada, aralarında Mehdi Zana'nın eşi Leyla Zana'nın da bulunduğu 105 ziyaretçi gözaltına alındı. Bunların da 71'i daha sonra tutuklandı. Diyarbakır Cezaevi'ndeki tutuklu ve mahkûmların bir bölümü, sürgünleri protesto için açık grevi başlattı.

Diyarbakır Cezaevi'nde tutuklu bulunan Mahmut Şahin'in annesi Rahime Şahin olayları 2000'e Doğru'ya anlattı: "Olay bir provokasyondur. Mahkûm aileleri olarak çocuklarımıza iyi destek verdik. Cezaevinde durum bir parça düzelmisti. Amaçları bizi yıldırma ve cezaevinde eski günlere dönme".

Tutuklu Mehmet Şener'in annesi Salih Şener de aynı görüşü paylaşıyor.

Rahime Şahin de "Cezaevine gidince rahat görüş yaptırılmayacaklarını anladık" diyor. "Kadınlarla erkekleri ayırdılar. Erkekleri dışarda bıraktılar, kadınları içeri aldılar. Erkekler dışar-

da, biz içerde öğlen saat bir buçuğa kadar bekledik. Jandarmalar önceden hazırlanmış. Kadınlara sarkıntılık etmeye başladılar. Bizler de müdahale ettik.

"Cezaevinin karşısında bir inşaat var. Erkekler, iç avluda ne olduğunu öğrenmek için inşaata çıkmışlar. Jandarmanın, kadınlara sarkıntılık yaptığını görmüşler. Kadınlar dışarı diye slogan atmaya başladılar".

Rahime Şahin ve Salih Şener'in belirttiğine göre, erkeklerin çağrısına uyan kadınlar dışarı çıkmaya yönelince "coplayın" emri verilmiş. Bu beklemedik saldırı karşısında tutuklu yakınları da kendilerini korumak için taşlara sarılmış. "Önce kum torbalarının arkasından bir çavuş ateş etti. Sonra da polisler başladı" dedi iki tutuklu annesi. Çevik kuvvet de olaya karşınca kentte tutuklu aileleri avı başlatıldı.

Yine de olayı tezgâhlayanlar, ilk gün umduklarını bulamamışlar. Sadece 10 kadar tutuklu yakını gözaltına alınabilmiş.

Asıl polis terörü ise ertesi gün: Ziyaretçiler, cezaevine giden yollarda barikat kuran çevik kuvvete karşılaşıyorlar. Aramalar, operasyonlar sonucunda 105 tutuklu yakını gözaltına alınıyor. Görevliler, kim olduklarına

## Sınırımızda kanlı çatışma

İran'ın ateşkesi kabul kararından yararlanan Irak, ülkenin kuzey kesiminde yeni bir cephe açarak Irak Kürdistan Demokratik Partisi'ne karşı temizlik hareketine girişti. Hükümet kuvvetleriyle ayrılıkçı güçler arasında meydana gelen şiddetli çatışmalar çarşamba günü Deyasor, Geliyires ve Destabezargir mıntıklarında devam etti, dün sabah da sınırımıza üç kilometre uzaklıktaki Şiro mevkiinde yoğunlaştı.

Havadan helikopter, karadan da bölgenin arazi yapısına uygun zırhlı araçların desteği altında ilerleyen Irak kuvvetleri, bu arada uzun menzilli toplarla da bölgedeki yüksek tepeleri yoğun top ateşine tutuyor. Top mermilerinin atıldığı tepelerde meydana gelen patlamalar, sınır

köylerimizden de rahatsızlık izleniyor.

Kuzey Irak'ta korsan yayın yapan Irak Kürdistan Demokratik Partisi'nin Sesi Radyosu, dün sabah zafer marşları arasında yaptığı yayında tüm Kürt gruplarını Irak'a karşı savaşa çağırdı. Radyo, çarşamba günü çatışmalarda peşmerge kayıpları konusunda açıklama yapmadı. Ancak, 123 Irak askerinin öldürüldüğü, 40 Irak askeri ile milisin esir alındığını öne sürdü.

Irak hükümet kuvvetlerinin ülkenin kuzeydoğusunda çarşamba günü giriştikleri ani harekattan kaçan 100 kadar Iraklı, çarşamba akşamı Türkiye-İrak sınırını oluşturan Hacıbey Suyu'nu geçerek Samanlı Köyü'ndeki karakolumuza sığındı. Karakol yakınındaki Hacıbey Vadisi'nde denetim altında tutulan Iraklıların çoğunluğunu kadın ve çocukların oluşturduğu belirtildi. Karakolumuza sığınan Ömer Rahman adlı bir Iraklı, çarşamba günü Şemdinli Sağlık Ocakı'nda tedavi edildi.

bile bakmaksızın Mardin plakalı arabaları içindekilerle birlikte yakalıyor.

2000'e Doğru muhabiri ile Ankara'da görüşen SHP Parti Meclisi Üyesi, Turgut Atalay, gelişmeleri şöyle anlattı:

"Polis kim önüne gelirse rastgele gözaltına almıştı. Mardin 47 AU 465 plakalı minibüse el koydu. Şoförünü ve içinde bulunan üç yaşındaki bir çocuğu annesiyle birlikte gözaltına aldılar. Bütün uğraşlarımıza karşın bırakmadılar."

Atalay'ın belirttiğine göre, SHP Genel Merkezi'nin Olağanüstü Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu ya da yardımcılarıyla görüşme talebi yarım kalıyor. Atalay, Diyarbakır SHP Milletvekili Salih Sümer ve ANAP Milletvekili Nurettin Dilek savcıyla görüşebiliyorlar.

Olaylı ilk iki günden sonra normale dönen görüşler sırasında, daha fazla tutuklu yakını gözaltına almak için yoğun bir "teşhis" faaliyeti sürdürüldü.

Turgut Atalay konuyu 1 Ağustos'ta toplanan SHP Parti Meclisi toplantısında gündeme getirdi. Cezaevi yönetimi hakkında soruşturma açılmasını isteyen Atalay, olay sonrasında tutuklu ve mahkûmların başka cezaevlerine sürülmesini kınadı.

# Yeni bir oluşuma doğru

Konferansın gündem maddeleri: Geçmişin eleştirisi, bölünmeler, örgütlenme, Kürdistan'ın ekonomik ve sosyal tahlili, dünya çapındaki saflaşmalar...

**T**ürkiye'de Kawacılar olarak bilinen ve 12 Eylül öncesinde üçe ayrılmış olan grup Mart-Nisan 1988 tarihinde yurtdışında gerçekleştirdiği "Birlik Konferansı"nın ardından Kürdistan Proletarya Birliği'nin (Yetiya Proletarya ye Kürdistan) kurulduğunu açıkladı. Birliğin, dolayısıyla Kawa'nın merkez yayın organı işlevini görecek *Ala Yekiti* dergisinin ilk sayısında Birlik Konferansına geniş yer verildi.

Adını efsanevi bir Kürt halk kahramanından alan Kawa hareketi, 1976 yılında Sovyetler Birliği'nin dünya çapındaki faaliyetlerini eleştirerek, sosyal-emperyalist olarak nitelendiren bir grup tarafından kurulmuştu. Özellikle Doğu bölgesinde faaliyet gösteren Kawa hareketi 1977 yılına gelindiğinde, Mao Zedung'u ve Üç Dünya Teorisini savunarak Dengé Kawa adını alanlarla, bunu reddedenler olarak bölünmüştü.

Reddedenler temel siyaset olarak Arnavutluk Emek Partisi'nin çizgisini savunuyorlardı. Daha sonra bu grupta da 1979'un sonlarında bir ayrılık meydana gelmişti.

*Ala Yekiti* dergisi geçmişteki bu bölünmelerde değinerek, teorik ve örgütsel planda ortaya çıkan zaafın kaynağını Kawa hareketinin "doğru Marksist-Leninist örgüt normlarına uygun olarak kurulmamış" olmasına görüyor. Harekette yaşanan saflaşma ve bölünmelerin uzun süre giderilememesi de, "yoğun ideolojik, teorik, örgütsel ve siyasi krizin varolduğu o günkü Türkiye koşullarının doğrudan etkisine bağlanıyor. Konferansta geçmiş çok yönlü ve kapsamlı aşmanın gerekliliği tespit ediliyor ve eleştiri-özeleştiri olmaksızın eylemine uygun bir devrimciler örgütü yaratılmayacağı görüşü savunuluyor. *Ala Yekiti*, geçmişin eleştirisiyle inkarcılık arasında büyük fark olduğunu belirterek, temel nitelik ve geleneklerin reddedilmemesi gerektiğini söylüyor.

## "SINIF ÖRGÜTÜ"

Konferansın tartışma noktalarından biri de örgüt sorunu. Konferans sonrası oluşturulan birliğin bir üst aşaması olarak örgütsel birlik hedefleniyor. Örgütün niteliği olarak, ulusal kurtuluş ve sınıf mücadelesi sorunlarını çözebile-

• İKİBİNE DOĞRU • 7 AĞUSTOS 1988

BO KURDISTANÊKÎ SERBIXWE AZAD DEMOKRATİK

# ala yekiti

BAĞIMSIZ BİRLEŞİK DEMOKRATİK KURDISTAN İÇİN

## KAWA HAREKETİNİN BİRLİK KONFERANSI YAPILDI

1979'un sonlarında bulunan KAW A örgütü 1987'de dağılan bu bildiriyle tek bir birleşme kararını aldığı durumunu  
Konferans Meclis Çöküşünü açıkladığını bu kez daha netleştirdi  
Aslında dağılan bildiri yayımlanıyor

KAWA'NIN MERKEZ YAYIN ORGANI ALA YEKİTİ'NİN İLK SAYISI.

cek, doğru siyasetler üretebilecek yete-  
nekte olmasının altı çiziliyor. *Ala Yekiti* "Kürdistan için gerekli sıradan bir örgüt değil, sınıf örgütüdür" diyerek, faaliyetinin merkezine geçmiştekinden farklı olarak işçi sınıfını ve sosyalizmin kuruluşunu temel alan bir partinin gerekliliğini yerleştiriyor. Doğu bölgesinin sosyal, ekonomik ve sınıfsal yapısının tahlilinin de yapıldığı konferansta, bölgede şehirleşmenin ve tarım işçiliğinin hızla arttığı ve bu bölgelerde hareketlerin, sınıfsal bir nitelik kazanmasına yol açtığı vurgulandı. *Ala Yekiti*, çalışma tarzının "başlıca içeriği"nin kitlelerin bilincinin geliştirilmesine yönelik olmasını savunuyor. "Partizan savaşı" ancak böyle bir çalışmanın sonunda uygulanabilir, deniliyor. "SOVYET VE ÇİN REVİZYONİZMİ"

Uluslararası durum ve dünya üzerindeki saflaşmaların tahlil konferansın bir başka gündem maddesini oluşturdu. Kapitalizmden kaynaklanan çelişmelerin uzlaşmaz niteliğini koruduğu; bu çelişmelerin yumuşadığı tespitinin yanlış olduğu; aksine gün geçtikçe keskinleştiği savunuldu. Bundan hareketle *Ala Yekiti* çelişmeleri şu şekilde formüle ediyor: "Bir yandan kapitalist, revizyo-

nist ülkelerde proletarya ile burjuvazi arasındaki çelişki, ezilen halklar ile emperyalizm arasındaki diğer çelişki, öte yandan emperyalist devletlerin kendi aralarındaki çelişkiler ve sosyalizm ile kapitalizm arasındaki temel çelişkiler..."

Ortadoğu'da Sovyetler'in statükoyu savunmasını, buna karşın ABD ve Batı devletlerinin Filistin ve Kürdistan'a özeleştiri verilmesi yönünde siyasetler izlediği, bu siyasetlerin de "karşı devrimci" olarak değerlendirildiği konferansta Türkiye, İran, Irak ve Suriye'deki sol güçlerin konuları da tartışma konusu oldu. Adı geçen ülkelerde gerçek anlamda komünist partilerin olmadığı ve gelişmekte olan devrimci güçlerin ise ideolojik ve siyasi krizlerini aşamadıklarına değinilerek "olabilecek olumlu gelişmeleri destekleme" kararı alınıyor.

Uluslararası Komünist Hareket'e (UKH) ilişkin fikirlerin de yer aldığı *Ala Yekiti*'de hareketin örgütsüzlüğünden ve dağınıklığından söz edilerek, Sovyet modern revizyonizmine, Eurokomünizme, Troçkizme ve Çin revizyonizmine tavrı alınacak bir UKH'ya omuz verilerek, onun bir parçası olunacağı belirtiliyor. □

Milliyet 8.8.88

# Kürtler kışkırtıldı

• **DIYARBAKIR, (MİL-HA)**  
**I**RAK-İran savaşının gevşemesi ve cephelerin daralmaya başlaması üzerine, her iki ülke de adeta gizli ve sessiz bir ittifak içerisinde, silahlı Kürt gruplarına karşı harekâta giriştiler.

Irak hükümet kuvvetleri ülke-

• Irak hükümet kuvvetleri ülkenin kuzey bölümünde ve sınırlarımızın yakınındaki Barzani, Talabani Peşmergeleri'ne karşı harekete geçerken, İran birlikleri de Körfez savaşında kendi saflarında yer alan Kürtlere karşı saldırıya başladı

nin kuzey bölümünde ve sınırlarımız yakınında Barzani-Talabani Peşmergeleri'ne karşı saldırıya geçince, Kürt grupları si-

nin aşp İran'a kaçmaya başladılar. Ancak, savaş boyunca İran'ın saflarında yer alan, Irak'a karşı savaşan Barzani-Talabani Peş-

mergeleri, burada tatsız bir sürprizle karşılaştılar. Humeyni rejimi, Kürt gruplarına "Silahı bırak" ultimatını verince, İran'ın güneybatısında da çatışmalar başladı. Bu kez İran Ordusu ve Devrim Muhafızları silahlarını Peşmergelere çevirdiler, onları geldikleri Kuzey Irak yönüne itmeye başladılar.

40 militan yakalandı

# PKK'ya Ege operasyonu

*Güneydoğu'da darbe üstüne darbe yiyen şer örgütünün Batı'ya sıçrama çabaları önlendi. Gözaltına alınan 40 militanla birlikte örgüte ait önemli dokümanlar da ele geçirildi*

**İZMİR, (Tercüman)-** Güneydoğu'da darbe üstüne darbe yiyen PKK'nın Batı'ya sıçrama hevesi İzmir polislerinin çalışmaları sonucu kursağında kaldı. İzmir ve ilçelerinde polisler düzenlediği seri operasyonlarda 40 PKK militanı yakalanarak gözaltına alındı.

Edinilen bilgiye göre Güneydoğu'da kısıpaca alınan PKK'nın eylem bölgesi olarak Batı'yı seçtiğini tespit eden İzmir polisi, şehrin Gültape, Çimentepe ve Çiğli semtleriyle başta fakülte ve yüksek okulların bulunduğu Bornova olmak üzere bazı ilçelerinde bir dizi operasyon düzenledi. Operasyonlar sonucunda 40 PKK'cı yakalanarak gözaltına alındı.

Bu arada, gözaltına alınan militanların ev ve işyerleriyle üzerlerinde yapılan arama da çeşitli silâh, örgüte ait dokümanlar ele geçirildi. Soruşturma ve operasyonların devam ettiği öğrenildi.

Bu arada, yasadışı PKK militanları, Tunceli'de İl Özel İdare Müdürlüğü'ne ait bir süt üretme çiftliği ile tavuk üretme çiftliğini yaktı.

Edinilen bilgiye göre, önceki gece saat 01.00 sıralarında,

Tunceli İl Özel İdaresi'ne ait Meslek Bahçe Süt Üretim Çiftliği ile Tavuk Üretim Çiftliği'ne gelen yaklaşık 12 PKK militanı, çiftliklerde görevli 3 bekçiyi etkisiz hale getirdi. Militanlar daha sonra çiftlikte bulunan 1400 tavuk ve 6 dana ile birlikte kümes ve ahırları ateşe vererek yaktı. Çiftlikleri yaktıktan sonra olay yerinden hızla uzaklaşan militanların aranması için güvenlik güçleri tarafından çevrede başlatılan operasyonların sürdürüldüğü bildirildi.

Gaziantep'in Oğuzeli ilçesi sınırında, Suriye'den Türkiye'ye kaçak olarak geçmek isteyen kaçakçı veya teröristlerle güvenlik kuvvetleri arasında çıkan silâhlı çatışmada, bir onbaşı şehit oldu, bir er ise yaralandı.

Edinilen bilgiye göre, Gaziantep'in Oğuzeli'nin Tilkiler köyü civarındaki Suriye-Türkiye sınırından, dün sabaha karşı yurda kaçak olarak girmek isteyen beş kaçakçı veya teröristlerle güvenlik kuvvetleri arasında silâhlı çatışma çıktı. Çatışma sonunda piyade onbaşı **Bırol Doğan** olay yerinde şehit olurken, er **Adem Sarıkanca** ise ağır yaralandı.

Karanlıktan istifade eden kaçakçı veya teröristler, tekrar Suriye'ye kaçtılar. Olay üzerine bölgede geniş çaplı bir operasyona başlandı bildirildi.



## PKK Şırnak'ta iki kişiyi kaçırdı

ŞIRNAK, (MİL-HA)

**S**İİRT'in Şırnak ilçesinde iki genç, PKK militanları tarafından kaçırıldı.

Edinilen bilgiye göre, ilçeye bağlı Güneyce köyü Kurdele mezrasında hayvanlarına kışlık ot toplamak için ormana giden Süleyman Coşkun (15) ile Edip Çoker (20) adındaki gençler, yolda karşılaştıkları sayıları tespit edilemeyen bir grup PKK militanı tarafından kaçırıldı.

Yetkililer, PKK militanları tarafından kaçırılan iki vatandaşın bulunması için yörede arama ve operasyonlara başladığını bildirdiler.

Tercüman 9.8.88

### Güneydoğu'da Malta humması salgını

**DIYARBAKIR, (Tercüman)-** Sıcakların artması ile birlikte Güneydoğu Anadolu'da salgın hastalıklar da kol gezmeye başladı. Bu arada, özellikle Malta hummasının yaygın şekilde görüldüğü kaydedildi.

Türk Tabipler Birliği Diyarbakır Şube Başkanı Dr. A.Selam Yüksel, bölgede hijyenik şartların yetersiz olması dolayısıyla yaz aylarında bulajıcı hastalıkların daha da arttığını söy-

ledi. Bulajıcı hastalıklar arasında tifo, bağırsak enfeksiyonları, sarılık ve Malta hummasının ilk sıraları aldığını kaydeden Yüksel, "Şu anda bölgede özellikle Malta humması salgın halde. Yüksek ateş, terleme ve mafsâl ağrıları ile ortaya çıkan hastalığa, kaynatılmış süt, taze peynir gibi gıda maddeleri sebep oluyor. Bölge halkının başbelası ve tedavisi hayli pahalı olan Malta humması ile mücadele için, önce hasta hayvanların imha edilmesi gerekir. Aksi halde hastalığın önüne geçmek mümkün değildir" dedi.

Hürriyet 10.8.88

## Irak'tan kaçan kaçana

Deryasor muntıkalarında tüm şiddetle devam ediyor. Tarafların kayıpları konusunda henüz kesin bilgi alınmadı.

Bağdat Radyosu, ülkenin kuzeydoğusunda altı gün önce başlatılan harekâtle ilgili suskunluğunu sürdürürken, bölgede korsan yayın yapan Irak Kürdistan Demokratik Partisi'nin Sesi Radyosu, zafer marşları çalarak kendine bağlı kuvvetlerin moralini yüksek tutmaya çalışıyor. Radyo dün sabah verdiği haberde, Deryasor muntıkasında devam eden çarpışmalarda en az 200 Irak askerinin öldürüldüğü, çoğunluğu subay 42 Irak askerinin de esir alındığını duyurdu. Radyo, Irak'ın bölgede kimyasal silah kullandığını da iddia etti.

Çarpışmalardan kaçan bir grup Iraklı, önceki gün Türkiye-İrak Sınırı'nı oluşturarak Ceman, Gelişen ve Belidyen köylerine sığındı.

M. Veysel GÖZ

**SEMDİNLİ, (Hakkâri) (MHA)-** Irak'ın, ülkenin kuzeyinin rejim aleyhtarı ayrılıkçı güçlerden temizlenmesi için altı gün önce başlattığı temizlik harekâtı, taraflar arasında yer yer çarpışmaların devam ediyor. Irak birliklerinin ayrılıkçı güçlere karşı ağır silahlar kullandığı çarpışma bölgesinde, önceki gün de çoğunluğu kadın ve çocuk olan 150 kadar Iraklı, sınırdaki karakollarımıza sığındı.

Irak hükümet kuvvetlerinin, bölgedeki 5'inci Ordu'nun havadan ve karadan desteği altında, rejim aleyhtarı Barzani yanlı ayrılıkçı güçlere karşı başlattığı harekât, Desteberazjir ve

Irak birliklerinden  
'intikam operasyonu'

# Kürtler Türkiye'ye sığınıyor



● Ateşkesten sonra Irak ordusunun kuzeyde Kürt ayrılıkçılara karşı askeri harekete başlaması, Türk sınırındaki sızmaları artırdı

ANKARA, ÖZEL

**I**RAN ile Irak arasında ateşkes kararından sonra Irak ordusunun ülkenin kuzeyindeki ayrılıkçı Kürt kuvvetlerine yönelik geniş bir askeri harekete başlaması, Türkiye'nin Güneydoğu sınırları ve bölgedeki illerin güvenliği açısından yeni sorunlar yaratıyor.

Irak hükümetinin, İran tarafında serbest kalan askeri birliklerini kuzeyde İran'la işbirliği yapan Kürt gerillaları üzerine yürütmesi, bu ayrılıkçıların Türk sınırlarından sızmalarına yeni bir ortam oluşturdu.

İran'dan destek gören Kürt gerillaların lideri Mesut Barzani, önceki gün 30 binden fazla askerden oluşan Irak birliklerinin Erbil yöresindeki Kürt mevzilerine saldırdığını açıklamıştı. Bu konudaki haberleri doğrulayan Dışişleri Sözcüsü İnal Batu, "Ancak, bugüne kadar bu sızmalar küçük gruplar halinde oluyor ve kaçınlar Türkiye'de kalma ya da yerleşme amacıyla gelmiyor. Ahaman bölge, bunların geri döndüklerini, yerleşim amacı taşımadıklarını gösteriyor" dedi.

Herde Irak ordusunun Kürt ayrılıkçılara karşı çok daha geniş ve etkin bir harekât gerçekleştirilmesi halinde Türkiye'nin sınırlarını korumasının söz konusu olup olmadığı sorusunu, "İki ülke arasında böyle bir durum henüz gündeme gelmiş değil, maar açıktır" diye yanıtlayan Batu, Türkiye ile Irak arasında bu gibi sızmaları önlemek için yapılmış olan "Sıcak Takip" Anlaşması'nın yürürlükte olduğunu anımsattı. Batu, "Ancak, bugün için ne Türkiye, ne de Irak, Sıcak Takip Anlaşması'nı uygulamayı düşünmemektedir. Anlaşma geçerli ama, uygulamaya gerek görülüyor" dedi.

İLTİCA TALEBİ

Dışişleri Sözcüsü, Kürt ayrılıkçıların Türkiye'den siyasi iltica hakkı istemeleri halinde nasıl bir tutum takınılacağı sorusuna karşı da "İlticalar için şuomuş bir karar yok, bugüne kadar maar sızmalarının çapsi, yeni bir değerlendirilmeye gitmemizi gerektirecek nitelikte değil" dedi.

Tercüman 11.8.88

Irak birlikleri Peşmergeler'e  
karşı saldırıya geçti

## Sınırdaki çatışma

Ömer BÜYÜKTİMUR  
bildiriyor

**D**İYARBAKIR, (Tercüman)- İran'ın ateşkesi kabul etmesi ve savaşın sona ermesinin gündeme gelmesinden sonra, Irak yeni bir cephe açtı. Ülkenin kuzeyinde yer alan ayrılıkçı Peşmergeler'e karşı Irak hükümet birliklerinin başladığı "temizleme harekâtı" şiddetli çarpışmalarla sürüyor. Çarpışmalarda çok sayıda Peşmergenin öldürüldüğü ileri sürüldü.

Alınan haberlere göre, Irak'ın kuzeyinde Türkiye sınırına yakın "Gine" ve "Başyan" bölgelerinde, geçen hafta Irak hükümet kuvvetleriyle Kürt lideri Mesut Barzani'ye bağlı

Peşmergeler arasında başlayan çatışmalar, önceki geceden itibaren "Gino" ve "Beruc" havalesinde yoğunlaştı. Çarpışmalarda, Peşmergelerin büyük kayıplar verdiği ancak ölü sayısının henüz kesin olarak belirlenemediği bildirildi.

Irak hükümet kuvvetlerinin, Türk sınırına 4-5 kilometre mesafedeki Gino, Başyan ve Beruc yörelerindeki dağlık bölgeleri ve tepeleri de yoğun top ateşine tuttuğu, patlamaların sınır köylerinden duyulduğu ifade edildi.

**TÜRKİYE'YE  
SİĞİNDİLER**

Bu arada çarpışmalarda büyük güç kaybına uğrayan Peş-

mergeler sığınacak yer aramaya başladılar. Önceki gün 22 Peşmerge 21 kadın ve 16 çocukla birlikte Türk sınırını geçerek Şemdinli'nin Samanlı köyündeki jandarma karakoluna sığındılar. 20 adet uzun menzilli silâhla birlikte Türk karakoluna sığınan bu Peşmergelerin Türk vatandaşları oldukları, uzun süreden beri Irak'taki Peşmerge kamplarında yaşadıkları belirtildi.

Öte yandan, Kuzey Irak'ta korsan yayın yapan ve Türkiye'nin sınıra yakın bölgelerinde rahat ve net dinlenebilen Irak Kürdistan Demokrat Partisi'nin Sesi radyosu, önceki günkü yayınında Irak kuvvetlerinin çarpışmalarda kimyasal silâh kullandığını ileri sürdü.

Radyo, Beruc bölgelerinde yoğunlaşan şiddetli çarpışmalar için diğer bölgelerdeki Peşmergeleri de yardıma çağırdı.

1 erimiz şehit oldu  
kadın militan ölü ele geçirildi

# PKK'dan 2 saldırı

MİLLİYET HABER AJANSI

**E**LAZIĞ'ın Karakoçan ilçesinin dağlık kesiminde güvenlik kuvvetleriyle PKK militanları arasında meydana gelen çatışmada bir er şehit oldu, bir astsubay, iki er yaralandı, bir kadın militan ölü ele geçirildi. Bu arada Kars'ın Göle ilçesinde seyyar jandarma birliğine saldıran PKK militanları beş eri yaraladı.

Edinilen bilgiye göre, önceki gece saat 20.00 sıralarında Karakoçan'ın dağlık kesiminde devriye görevi yapan güvenlik kuvvetleri, bir grup PKK'lı militanla karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "Teslim ol" çağrısına ateşe karşılık veren militanlarla çatışma çıktı. Çatışmada Emin Sentel adlı bir er şehit oldu. Bir astsubay ve iki er yaralandı. Çatışmada PKK'lı bir kadın militan ölü olarak ele geçirildi.

Çatışmadan sonra gecenin karanlığı ve dağlık arazi yapısından yararlanarak kaçmayı başaran PKK'lı militanların yakalanması için bölgede geniş çaplı operasyonlara başlandı.

Kars'ın Göle ilçesinde PKK militanları ile jandarma arasında çıkan silâhlı çatışmada biri PKK militanı, beş kişi ağır şekilde yaralandı. Yetkililerden alınan bilgiye göre, olay önceki gün akşam saat 10.30 sıralarında meydana geldi.

Göle'ye bağlı Çamlidere köyü, Orman İşletmesi'ni basan PKK militanları, lojmanda görevli beğcinin silâhını alarak uzaklaştılar. Durumun güvenlik güçlerine iletilmesinden sonra bölgeye jandarma timleri gönderildi. Güvenlik kuvvetlerinin Çamlidere mevkiine kaydırılmasından sonra, aynı saatlerde başka bir militan grubu Göle-Şenkaya sınırında bulunan Akyol mevkiinde-Mart ayında yerleştirilen jandarma komando timine baskın yaptı. 30 kişi oldukları sanılan militanlarla jandarma-komando timi arasında çıkan silâhlı çatışmada bir astsubay, bir çavuş ve iki er ağır şekilde yaralandı. Çatışmada ayrıca bir PKK militanı vuruldu. Yaralanan PKK militanı ve diğerleri çatışmadan sonra kaçtılar.

Çatışmada yaralanan dört kişi Kars ve Göle devlet hastanelerinde tedaviye alındı. Olaydan sonra bölgeye çok sayıda özel tim sevk edildi. Güvenlik kuvvetleri geniş çaplı bir operasyona girdiler. Kaçan PKK militanlarının yakalanmasına çalışılıyor.

Tercüman 13.8.88

## Üç eşkiya ölü ele geçti

**A**diyaman'da ölü ele geçen PKK örgütü üyesi 3 teröristin kimlikleri ile katildikleri eylemler belirlendi. Teröristlerin 4 jandarma eri ve 12 vatandaş öldürdükleri bildirildi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, Adiyaman'ın Yaylakonak köyünde önceki akşam güvenlik kuvvetleriyle girişimleri silâhlı çatışmada ölen teröristlerin, bölge sorumlusu Mehmet Emin Taştan, Mehmet Ali Kahraman ve Yusuf Rençber olduklarını

açıkladı.

Teröristlerin, çeşitli tarihlerde Adiyaman yöresinde 12 vatandaş öldürdükleri, 1986 yılında Tetikan mezrasında 4 jandarma erinin şehit edilmesi olayına katıldıkları bildirildi.

Teröristlerin üzerlerinden, iki adet uzun namlulu silâh, bir adet tabanca, bu silâhların ait çok sayıda mermi ve örgüte ait doküman bulundu. Olayla ilgili operasyona ve ayrıntılı soruşturmanın sürdürüldüğü belirtildi.

## NOKTA 14.8.88

**Nokta: Sanatçılığının yanı sıra Güney'in Doğu halkı ile ilgili verdiği mesaj konusunda ne düşünüyorsunuz?**

Tatlıses: Aslında hepimiz Doğu'ya sahip çıkmak isteriz. Ama bir tek kişi bir şey yapamaz. Bir insan vardır, sivrilmiştir, etrafında birtakım insanlar toplar. Yani bir kitle arkasına alır. Bir başbakan dahi bir kitleyle gelmiştir. Sanatçı da aynıdır. Bir şeyler verecek, vermiş olduğu mesaja bağlı. Hiç unutmam "Umut" filmi seyretmiştim. Onu Yılmaz Güney haricinde kimse çekmezdi. Çünkü hiçbir yönetmen leğenin içinde yıkanmadı biliyor musun? Avluda, hiçbir leğenin içinde, böyle üç-dört tane kardeşinin etrafında annesi de onu tutmuş,

**"Anam Kürtçe'yi öğretti bana. Ne demek yani, Kürtçe'yi bilmesin. Ben mi icat ettim?"**

kendisi de şalvarlı. Bunu kimse çekmez, bir de ben çekerim. Çünkü ben yıkandım. Çünkü hiçbir yönetmenimize bakın Doğulu değil yani... Köyün sorunlarını bilemez. Köydeki adam sakalını nasıl kaşır bilemez. Simsirdiği zaman, o burnuna yapışır, mendili alır, böyle siler bilemez... Peçeteye almış, anlatabildim yani... Doğu sorunları önemlidir, yani o da halkın bir dilidir. Ama bunu nereye kadar götüreceğiz? Zaten çektiği sinema değil, oydu... Yani o zamanki sansürle şimdiki farklı. Şimdi sansür görüşümüz çok sıkı yani. Şimdi sansüre uymak mecburiyetindedir. Ben istediğim kadar istediğim şeyi çekim, Yani Türkiye'yi kötüleyici bir şey değil. Yani var.. Şimdi var olan bir şeyi inkâr etmeyelim yani... Inkâr edemeyiz, var yani, var birşey var... Bir olay var, bu olay gerçek. Buna yok dersek olmaz. Ama bunun yardımı nasıl? Şanssızlığımız burda. Yani bi deniz bizde yok mesela. En ufak uçra bir köşeye gidiyorsun, deniz var, moteller yapılıyor. Denizi sömürürsünüz. Ee, biz toprağı sömürmüyoruz. Toprak, kuru topraktır...

**Nokta: Sen müziğinle Doğu sorunlarını gündeme getiriyor musun?**

Tatlıses: Nasıl getireyim? Ne getireceğim yani? Bütün oradaki yüz sene, beş yüz sene evvel yapılan türküler, benim gibi üç yüz kişi okuyor. Yani şimdi ben de bir başkasının okuduğunu okumak istemiyorum. Ancak bir "Burası Muş'tur, yolu yoktur..." okuyorum. Ama bu hiçbir türkücüye mal olmamış. Tam özgün, halkın malı... Ama bir "Ayağındaki Kundura" bana mal olmuş. Yani kendi müziğimle de yapamam, o zaman beste olur, türkü olmaz... Geçmez denetimden, biliyor musun?

**Nokta: Siz Kürt müsünüz?**

Tatlıses: Evet. Anam Kürt, babam Arap.

**Nokta: Kürtçe konusunda ne düşünüyorsunuz?**

Tatlıses: Şimdi bak, Kürt vardır, Kürtçülük vardır. Şimdi ben Kürtçe biliyorum ve konuşuyorum. Anam Kürtçe'yi öğretti bana. Kürtçe'yi öğrenmek bana çok şey kazandırdı. Nasıl şimdi bir İngilizce'yi bilmiyoruz, bir lisan bir insan diyoruz. Kürtçe'yi bilmek de onun gibi

bir şey. Kürtçe'yi bilmesin, ne demek yani? Bu dil varsa, konuşulacak... İngilizce nasıl merak ediliyorsa, o da ediliyor. Bir İngilizce dil de o değil mi? Ben mi icat ettim? Ben etmedim, öğrendim. Bu suç değil. Yani bana diyorlar ki Fransa'da niye okudun Kürtçe, ben okumasam beş yüz kişi ölecek... Kürtçe dinlemek istiyor. Ben demiyorum ki Türkiye'yi böyle yapın, edin. Zaten hiçbir Kürt ezgimizde yoktur o. Hepsini aşk üstüdedir. Jandarmayı anlatır, askeri anlatır...



Diriliş 15.8.88

# GÜNCEL BİR SORUN ÜZERİNE KISA BİR DEĞİNME

★ **AT Parlamentosu aldığı son kararlarda Türk Hükümetinin Kürtleri azınlık olarak tanımasını istedi. Yine ABD Dışişleri Bakanlığı'nın yıllık raporunda da aynı istekler var ve Kürtlerin tanınması isteniyor.**

**Sedat Ziya GÖK**

İlk kez 1984'ten sonra, Kürt sorunu hem içte ve hem de dışta yaygın olarak tartışılmaya başlandı. Bu tartışmalar son günlerde daha değişik boyutlar kazandı. Bu konu üzerine yazılan ve söylenenler oldukça artmaya başladı.

Ben de bu konu üzerine görüşlerimi açıklamak istiyorum. Türkiye açısından Kürt sorunu yeni bir olay değil. Ama günümüzde bu sorunun kazandığı boyut ile geçmişte bu sorunun boyutu arasında oldukça farklılıklar var. Şeyh Salt, Ağrı, Seyit Rıza Hareketlerinde de görüldüğü gibi en yakın tarihlerle 1925-1940 yılları arası bir dizi ayaklanma olmuştur. Bunların her birinin ömrü kısa da olsa, Kürt varlığı ve ayaklanmalarını değerlendirme açısından önemle ele alınması gereken gelişmelerdir.

Kürt sorunu karşısında bilinen güçleri üç kısma ayırabiliriz. Birincisi; devletin resmi görüşü olan ve uzun süreden bu yana devam eden Kürtlerin Türk kökenli olduğu yönündeki görüşüdür. Aziz Nesin mahkemede ifadesi alınırken şimdiye kadar böylesine bir mizah yazısı yazmadım diye değerlendirip "dağda yaşayan ve karın basılınca kart-kurt etmesinden adını alan Kürtler, dağ Türkleridir" görüşü, devletin resmi görüşü olarak hala savunulmaktadır. İkincisi ise, Amerika'dan, Batı Avrupa ülkelerine ve en son SHP tarafından da kısmen dile getirilen Kürtlerin azınlık haklarının tanınmasıdır. Bunlara göre Kürtler ayrı bir halk olup, devlet şimdiye kadar bu halka uyguladığı

üvey evlat muamelesinden vazgeçip, dil kültür haklarını tanımalıdır. Yine, bu görüşü destekleyen geniş çaplı imza kampanyası 2000'e Doğru dergisi ile Avrupa'da Le Monde gazetesinde de yayınlandı. Üçüncü görüş ise, PKK, son dönemlerde başka örgütlerce de savunulan ayrı bir bağımsız Kürt Devletinin kurulması görüşüdür.

2000'e Doğru dergisinin baş yazarı Doğu Perinçek geçtiğimiz günlerde yayınladığı bir makalesinde, ABD'den daha birçok güce kadar herkesin Orta Doğu politikası çerçevesinde Kürtlere rol tanıdığı ve önemli bir öge olarak, mutlaka Kürtlere kendi politikası içerisinde bir rol tanıdığı yazdı. Son dönemlerde Kürtlere yönelik olarak birçok çevreden artan ilginin varlığına dikkat çekiyor. Perinçek, buna dikkat çekmek istemekle birlikte, devletin resmi politikasının değiştirilmesini de savunuyor.

Bir bakıma devletin karın kart-kurt ses çıkarmasından gelen Kürt adı biçimindeki görüşü artık fazla bir değer taşıyor. Her ne kadar, "bizde Kürt yoktur" biçiminde açıklamalar yapılsa da, buna kimse inanmıyor. En son Diyarbakır Cezaevinde Kürtçe konuşmanın serbest bırakılması, bir anlamda Kürt varlığının itirafından başka bir şey değildir. Eğer ayrı bir dili kabul ediliyorsa, bu dili konuşan halkta kabul ediliyor demektir. Bu anlamda devletin kendisinin bile inmadığı ve doğru olmadığını bildiği, görüşünü bu şekilde sürdürmesi tepkilere yol açan bir durum.

## Devam

SHP, yaptığı son Kongrede bizzat Genel Başkanları Erdal İnönü'nün ağzından iktidara geldiklerinde Kürtçenin konuşulmasını serbest bırakacaklarını açıkladı. Erdal İnönü de daha önce, parti içerisinde Kürt sorununun konuşulmasına tepki duyuyordu. Nitekim Siirt parti toplantısında T. Atalay'ın Kürtler'den bahsetmesi İnönü'nün de tepkisine yol açmıştı. Benzer görüşlere Ecevit ve Demirel'in de sahip olduğu görüldü. Nitekim Ecevit sık sık yaptığı açıklamada başka bir dil konuştuğundan dolayı halka baskı yapılmaması gerektiğini belirtiyor.

Kürt sorunu konusunda en canlı tartışmaların bayraktarlığını şimdilik 2000'e Doğru dergisi elinde bulunduruyor. 2000'e Doğru dergisi, anadili Kürtçe olan Milletvekillerini bile tespit edip açığa çıkardı. Yine sözkonusu dergi Atatürk'ün Kürtlere özerklik vaat ettiğini, ama şimdiki yöneticilerin bu halkın varlığını bile kabul etmediğini yazdı.

Okuyunlar da bu derginin başarılı bir çalışma yaptığını ve gerçek bir gazetecilik örneği sergilediğini sanacak. Bu dergi çok gerilerde değil, 1980'ler öncesinde en fazla Kürtleri inkâr eden ve devletin resmi görüşüne sahip çıkan bir çevrenin şimdiki sözcüsü. Geçmişleri bunların öyle pek de samimi olmadığını gösteriyor. Yine de, bir şeyler yaptıkları, en azından bugün "Kürtler vardır" dedikleri için dikkate alınmaları gerekir.

### KÜRTLERE YENİ BİR ELBİSE BİÇİLİYOR

Aslında Türk resmi görüşünde, Kürtlerin varlığı tümden inkâr edilmiyor. İran, Irak ve Suriye'deki Kürtlerden bahsediliyor. Ama iş Türkiye'ye gelince durum değişiyor. Aziz Nesin'i bile aşan mizah örneği ortaya çıkıyor; Aziz Nesin'in deyimleriyle.

Türk hükümeti I-KDP ile olsun diğer bazı Kürt örgütleriyle olsun resmi düzeyde görüşmelere bile oturmuştur. Mesela Irak sınırındaki komutanları ile Irak Kürtlerinin ilişkisi vardır. Yine bir NATO Parlamenterler toplantısında Paris'teki Kürt Enstitüsü'nün Başkanı Kendal ile Türk heyeti görüşme yapmıştır. Bütün bunlar da gösteriyor ki devletin kendisi bile kendi görüşünü çürütür tavırlar içerisine giriyor.

AT Parlamentosu aldığı son kararlarda Türk Hükümetinin Kürtleri azınlık olarak tanımaması istedi. Yine ABD Dışişleri Bakanlığı'nın yıllık raporunda da aynı istekler var ve Kürtlerin tanınması isteniyor. Bunun yanı sıra, ABD Helsinki Gözlem Grubu raporunda da aynı yönlü talepler var. Ayrıca Güney-Doğu ve Doğu Anadolu'da Türk hükümeti tarafından Kürtler üzerinde baskı yapıldığı da yazılıyor, aynı raporda.

Bütün bu değerlendirme ve gelişen olaylardan bazı sonuçlara varmak mümkündür. ABD, Avrupa çevreleri başta olmak üzere Türkiye içinde de bir kesim Kürtlere yeni bir elbise hazırlıyor. Bu elbise şimdilik Doğu ve Güney Doğu'da yaşayan Kürtler için hazırlanıyor, Irak ve İran'daki Kürtler için de düşünüldüğü gözlerden uzak bir durum değil. Bu elbiseyle dil-kültür hakkı, ya da özerklikte diyebiliriz.

Burada sorunun esas olarak iki biçimde ortaya çıktığı ve dev-

letin resmi görüşünün bu maça diskalifiye olarak, yarışma dışı kaldığı görülmektedir. "Kürt yoktur" demek artık kimseyi inandırmadığı gibi, birçok kişi bunu kendi elbiselerini giydirmekte bir engel olarak da görüyorlar. ABD'nin son dönemlerde Kürt sorununa artan ilgisi ve azınlık haklarının tanınmasını istemekle kalmayıp, resmi görüşünü değiştirmesi için devlete baskı da yapması bunun bir işaretidir.

O zaman sorunun geriye iki boyutu kalıyor. Dayattığı çözüm ile sözkonusu çevrelerin dayattığı dil-kültür hakları.

Hangisi kazanır, onu şimdiden bilemeyiz. Ama burda Kürt halkı açısından yararlı bir durumu görüyoruz. Şimdiye kadar varlığı inkâr edilen bu halkın var olduğunun anlaşılması iyi bir şeydir.

Dünya ilk kez bir Kürt sorununun varlığını duydu ve bu sorun üzerine ciddi ciddi düşünmeye başladı.

### KÜRTLER İÇİN NE YAPILABİLİR?

En başta hance, varlığı ve bütün diğer halklar gibi özgür ve insanca yaşama hakkı gözardı edilmemelidir. Hoş ya.. devlet bu konuda gerekli muameleyi gösteriyor (!).. Doğu köylerinde baskı ve işkenceyi eksik etmiyor. En son Ağrı Valiliği, çevre köylerin Ağrı dağı yaylalarına çıkmasını yasakladı. Şırnak'ta çocukları PKK'ye katıldı diye aileleri gözaltına alındı, işkenceden geçirildi. Şemdinli'de oğlu PKK'li diye Dursun Öpengil tutuklandı. Ceylanpınar'da öldürülen kaçakçıların cesetleri mayın tarlasına atıldı. Birçok köylü ve köy sürgün edildi.

Bütün bu uygulamalar yöre halkına karşı devletin hala nasıl bir gözle baktığını göstermektedir. Her gün bunların daha fazlası yaşanıyor. Bu durumda bölge halkı için baskının kol gezdiği yaşam bitmiyor.

Kürt olduğu veya Kürtçe konuştuğu için kişilere baskı yapılması insanlıktan değildir. Bu insanların da, insan oldukları kendi dilleri ve kültürleri olduğu dikkate alınıp diğer halklar gibi insanca bir yaşama kavuşma hakkı bulunduğu gözardı edilmemelidir.

Sonuç olarak sözlerimi şu konu ile bağlamak istiyorum: Biz istemek de istemeseğiz, yine devlet hala kart-kartın Kürt tür-türse türetsin; Kürt meselesi her geçen gün daha fazla gündemleşiyor ve tartışma konusu haline geliyor. Dikkat edelim; bu tartışmalar Kürt var mıdır, yok mudur tartışması değildir. Kürtlere nasıl bir elbise giydirilecek ya da bu halkın sorunlarına ne gibi bir çözüm getirileceği hususu tartışılıyor ve çok geçmeden bir sonuca varılmak isteniyor.

Tren depart aldıktan sonra, bazıları buna yetişmemişler, vagona yolculuk yapanları hiç ilgilendirmez. Çünkü, bunlar garda hazır bekleyen trene binmek için önce tren var mı, yok mu tartışmasıyla zaman kaybetmediler. Biletlerini keserpek trene bindiler. Bazıları treni kaçıırken, bazıları arasında da kavga'nın kızışacağı görülüyor. Trenin istikameti, rotası ne olacak? Şimdi bu tartışılıyor. Kürt sorununda düğümünün de burası olduğu söylenebilir. Acaba kördüğümü kim çözecek? □

# 12 terörist yakalandı

Omer BÜYÜKTİMUR

**D**IYARBAKIR, (Tercüman)- Mardin'in Cizre ilçesinde güvenlik kuvvetlerince sürdürülen bir dizi arama ve operasyonlar sırasında yasa dışı örgütün Cizre ilçesi şehir komitesini oluşturan ve birçok öldürme eylemlerine karıştıkları tespit edilen 2'si bayan 12 terörist sağ olarak yakalandı. Otağüstü Hal Bölge Valiliği'nden alınan bilgiye göre, bir süreden beri Mardin ili Cizre ilçesinde güvenlik kuvvetlerince yapılan araştırmalar ve değer-

lendirme sonucunda, yasa dışı PKK örgütünün Cizre ilçesi şehir komitesini oluşturan ve birçok katliamlara katıldıkları tespit edilen 2'si bayan 12 terörist sağ olarak yakalandı.

Güvenlik kuvvetlerince yakalanan teröristlerin katıldıkları eylemler şunlar:

16 Mayıs 1988 tarihinde Mardin ili Cizre ilçesinde Ahmet Zeyre, Mehmet Zeyrek, İdris Zeyrek ve Abdullah Gezen'in öldürülmesi.

18 Haziran 1988 tarihinde

Mardin ili Cizre ilçesi merkezinde Mehmet Kalkan adlı vatandaşın öldürülmesi.

1 Temmuz 1988 tarihinde Mardin ili Cizre ilçesi merkezinde eski buğday pazarında Ebubekir Emlek'in öldürülmesi.

14 Temmuz 1988 tarihinde Mardin ili Cizre ilçesi merkezinde Şirin Mungan isimli kadının öldürülmesi.

18 Temmuz 1988 tarihinde Mardin ili Cizre ilçesi merkez-

zinde Mehmet Sinan İvrendi'nin öldürülmesi, Abdücelil İvrendi ve Arif Ofraz'ın varolanması.

Yakalanan teröristlerle birlikte 3 adet Kalashnikov marka uzun namlulu silah, 3 adet 9 mm çapında, 14'ld tabanca, 6 adet el bombası, 19 adet fütüye, 25 kilo patlayıcı madde yapımında kullanılan kimyevi malzeme ve 6 metre saniveli fişli, bu silahlara ait şarjörler ile 600 miktarda mermi ilk yarıdında kullanılacak sıhhi mal-

zemeler ele geçirildi. Olayla ilgili soruşturma ve tahkikat sürdürülmekte.

### PKK MAYININA BASAN ASKER ŞEHİT OLDU

Öte yandan Siirt'in Şırnak ilçesinde PKK militanlarınca yola döşenen mayının patlaması sonucu bir asker şehit oldu.

Alınan bilgiye göre, önceki gün akşam saatlerinde Şırnak'ın Cevizdüzü mevkiinde daha önce PKK militanlarınca yola döşenen mayına basan ikinci tabur komutanlığına görevli astğemmen Basri Kurtuluş mayının patlaması sonucu olay yerinde şehit oldu.

Ölâydan sonra güvenlik kuvvetlerince bölgede geniş çaplı araştırma ve tahkikata başlandı.

Tercüman 18.8.88

## Barzani'den, Kızılay'a S.O.S.

HABER MERKEZİ

İRAK Kuvvetleri'nin, İran'la sekiz yıldır devam eden savaşta ateşkes kararının alınmasından sonra, ülkenin Kuzeydoğu kesiminde ayrılıkçı güçlere karşı giriştiği harekattan kaçan Kürtlerin sınırımızı geçmeleri üzerine, Irak Kürdistan Demokrat Partisi (IKDP) Lideri Mesut Barzani, Kızılay'ın, Türkiye'ye sığınan Kürtlere yardım etmesini istedi. Bu arada ayrılıkçı güçlere karşı Irak birliklerinin başlattığı harekât devam ederken, önceki akşam Irak savaşı uçaklarından biri, sınırda bulunan Samanlı Köyü yakınlarına bir bomba attı. Olay, köyde büyük heyecan yaratırken, yanlışlıkla atıldığı ifade edilen bombanın boş araziye düşmesi can kaybını ve hasarı önledi. Olaydan sonra Irak sınırına yakın sınır noktasında bulunan üç köy "geçici" olarak boşaltıldı. Türkiye'nin geçen nisan ayında "tehlikeli hava sahası" ilan ettiği bu bölge, 23 Ağustos günü de iki uçak tarafından bombalanmış, daha sonra Dışişleri Bakanlığı bu uçakların Irak'a ait olduğunu açıklamış ve Bağdat'ı uyarmıştı.

İran-İrak savaşında 20 Ağustos'ta yürürlüğe girecek "ateşkes"le ilgili hazırlıklar devam ederken, İran ve Irak'taki Kürt hareketlerinin zor duruma düştüğü, özellikle Irak Hükümeti'nin, Irak Kürtleri'ne karşı başlattığı geniş çaplı temizlik hareketinin devam bildirildi. Hürriyet Ankara Bü-

rosu'nun haberine göre, ateşkes kararından sonra İran'ın da desteğini çektiği Irak Kürtleri'nin, aileleriyle birlikte Türkiye'den sığınma talep ettikleri, ancak bunların sınırından girmelerine izin verilmediği, girmeyi başaranların ise bir gün ağırlandıktan sonra geri gönderildikleri öğrenildi.

Askeri ve diplomatik kaynaklar, Irak Kürtleri'nin sığınma amacıyla gruplar halinde Türk sınırını geçtiklerini ve bölgede bu nedenle büyük bir yığılma olduğunu doğruladılar. İran, Irak ve Türkiye sınırının keşitliği Hakkari'nin Şemdinli yöresinde ise yoğun çatışmalar olduğu. Irak'ın bu bölgede yer alan Kürt yerleşim birimlerinden Kelha Kurmî, Hacı Umran, Darasor, Destade-zargir, Gino, Başvan ve Kanıması'de saldırılarını yoğunlaştırdığı bildirildi. Mesut Barzani ise Irak'ın ilk saldırısı 15 bin kişilik bir güçle başladığını, daha sonra bölgedeki asker sayısını iki katına çıkardığını ve kimyasal silah kullandığını öne sürdü. Geçtiğimiz günlerde uluslararası basın mensuplarına bir açıklama yapan Barzani, bölgeyi "Irak'ın "Ağır ve yakıcı" saldırılar, yaptığını belirttik, Fegmergelerin "kurtarılmış bölgeler"i savunduklarını söyledi.

## KIZILAY'DAN YARDIM TALEBİ

Ateşkesle birlikte Kürt bölgelerine saldıran Irak Or-

dusu'nun 4 bine yakın ölü ve yaralı verdiğini öne süren Barzani, Irak güçlerinin Siro, Zerva ve Mergasor'da kimyasal silah kullandığını iddia etti. Bu saldırı sonucu 63 kişinin öldüğünü açıklayan Irak Kürdistan Demokrat Partisi (IKDP) Başkanı Mesut Barzani, "Acil bir çağrı" yayınlayarak Kızılay'ın, Türkiye'ye sığınan Kürtlere yardım etmesini istedi.

Barzani'nin çağrısında şu görüşlere yer verildi: "Bu saldırılarda Irak Ordusu'nun baş hedefi İran'la yapılacak olan ateşkes anlaşmasından önce ulusal sınırlarına kavuşmaktır. Biz Türkiye'de bulunan yabancılara gazetecilere, bu insanlık trajedisini görmeleri için savaş alanına davet ettik.

Kimyevi silahlardan korunmak için Türkiye'ye sığınan Kürt mülteci ailelerine İran, Suriye ve Türk Kızılaylarının yardım etmesini diliyorum.

Birleşmiş Milletler'den ve diğer uluslararası kuruluşlardan görevlerini yerine getirmelerini, Kürt halkına karşı kullanılan kimyevi silahların kullanılmasını durdurulmasını, Kürt halkının temel demokratik ve insan haklarının güvenceye alınmasını istiyorum."

Kürdistan Haber Ajansı ise Barzani'nin bu çağrısı üzerine Birleşmiş Milletler'in bir heyet oluşturarak, inceleme yapmak üzere çatışma-

rın sürdüğü bölgeye gönderdiğini bildirdi. Ajans, geçen mayıs ayında oluşturulan "Kürdistan Cephesi"ne, bağlı örgütlerin, Irak saldırıları karşısında güç birliği yaptıklarını da duyurdu.

## "ULUSLARARASI ÇAĞRIYA CEVAP VERİRİZ"

Kızılay Genel Başkanı Kemal Demir ise Hürriyet'in, Barzani'nin çağrısıyla ilgili sorusunu yanıtlarken, Kızılay'ın ancak uluslararası kuruluşların çağrısı üzerine harekete geçebileceğini söyledi. Demir, "Bize bu konuda ulaşılmış bir şey yoktur. Kaldı ki biz, uluslararası Kızılay'ların ve Kızılay'ların çağrısı üzerine harekete geçiz; bu çağrıları dikkate alırız. Yani bu çağrının bu kuruluşlar ya da devlet tarafından yapılması gerekir. O zaman bu çağrıyı değerlendiririz. Ancak bu istek bile yerine getirilecek diye bir kural yoktur. Barzani'nin talebi de bizi etkilemez. Kaldı ki, böyle bir şey gerek olduğunu da sanmıyorum" dedi.

Kızılay Genel Müdür Başyardımcısı Fadıl Ünver ise, Türkiye'ye sığınanlara Kızılay'ın yardıma başlayabilmesi için, ilgili Valilik ya da İçişleri Bakanlığı'nın resmi müracaatının olması gerektiğine işaret etti.

## TÜRKİYEYE SIGINANLAR

Bölgeden gelen habere göre, çatışmaların yoğunlaştığı yerlerde barınmakta güçlük çeken bazı Kürt aileleri yirmişer, otuzar kişilik gruplar halinde, sınırı geçerek Türk köylerine sığınıyorlar. Türk yetkililer Türk köylerine sığınan Irak Kürtleri'nin durumunun ne olacağı konusunda bir açıklama yapmıyorlar, ancak Kürt kaynakları Türkiye'ye sığınanların sayısını 15-20 bin olarak veriyorlar.

İrak'tan sınırı geçen Kürtlerin daha çok Hakkari'nin Şemdinli ilçesine bağlı Beliyden, Samanlı, Ceman ve Gelisen köylerine sığındıkları belirtiliyor. Ancak Dışişleri ve Genelkurmay çevrelerinden edinilen bilgilere göre, sınırı geçen bu kişilerden özellikle silahlı olanlar derhal geri gönderiliyor.

## SAMANLI'YA BOMBA

hha'nın haberine göre, Irak Hükümet Kuvvetleri'nin kendi topraklarında havadan ve karadan sürdürdüğü operasyonlar sırasında, Irak Hava Kuvvetleri'ne ait bir savaş uçağı, önceki akşamüstü saat 18.00 sıralarında yanlışlıkla Türk sınırlarına ihlal ederek Şemdinli'nin Samanlı Köyü yakınlarına bir bomba attı. Hızla gelen uçağı gören köylüler, korkuyla kaçışırken, atılan bomba boş bir alana düştü. Bombanın köyün üzerine düşmesi durumunda can kaybının büyük olabileceği kaydedildi. Can ve mal kaybının olmadığı olaydan sonra sınırın sıfır noktasında bulunan Beledyan, Beğendik ve Koryürek köyleri önlem olarak kısmen boşaltıldı. Üç köyümüzde yaşayan kadın ve çocuklar bölgeden uzaklaştırılarak, köylerde çok az sayıda erkek bırakıldı.

## Tercüman 21.8.88

## Güneydoğu ve demokrasi

SHP Parti Meclisi'nin Urfa'da toplanması girişiminin nedenleri arasında elbette ki referandum kampanyası ve GAP tartışmaları ağırlık taşıyor. Ama bunlarla bitmiyor. Bölge sorunlarının çözümünde "demokrasi"yi temel bir tedavi aracı olarak kabul eden yaklaşım da, Urfa'daki toplantının önemli sebepleri arasındadır.

SHP'nin yeni yönetimi, yalnız ekonomik konularda değil, kültürel ve etnik konularda da, demokrasinin kaynaştırıcı ve pekiştirici bir etkisi olduğunu düşünüyor.

Biz bu düşüncüyü SHP'lilerden önce Güneydoğu'da çeşitli yerlerde görev yapmış, siyasi eğilimi sağa yaklaşan bir kaymakamdan dinlemiştik:

"Ülkenin demokrasisinden uzaklaştığı devrelerde etnik sorunlar ve bölücülük keskinleşiyor" demişti bu tecrübeli yönetici, "Demokrasinin ve parti hayatının kuvvetlendiği zamanlarda ise durum yumuşuyor. İnsanlar kendilerini Kürt kökenli, Arap kökenli, Türk kökenli diye ayırmıyorlar. DP'li, CHP'li diye tarif ediyorlar... Mücadele demokraside etnik olmaktan çıkıyor, insanlar ırklara değil, partilere bölünüyor."

Kaymakamın yukarıdaki görüşlerine yakın bir yaklaşımla, daha sonra Denizli'de yapılan bir SHP toplantısında Deniz Baykal'dan dinlemiştik.

Deniz Bey eski bir siyaset bilimi hocası olarak daha derli toplu ve düzgün bir anlatımla demokrasinin soruna getireceği olumlu etkileri ortaya koymuştu.

Ne var ki, SHP daha sonra Doğu ve Güneydoğu sorunları üzerinde soğukkanlı ve üretken bir tartışma ortamına giremedi.

12 Eylül yönetiminde bölgede keskinleşen atmosfer, bölgeden seçilen SHP milletvekillerini çözüm aramaya de-

ğil, kamuoyunda ses getirecek radikal ve sivri çıkışlara itiyordu.

Çünkü sabırı yitiren bölge halkı milletvekillerini, "Bir an evvel bir şeyler yap, kendini rahata kaptırma" baskısı altında tutuyordu.

Devlet artık Güneydoğu'da birkaç yıl öncesinde olduğu gibi "panik" halinde değildir. Ayrılıkçı teröristlerle mücadelede klasik ordunun sorumluluk dışına çıkarılması ve görevin uzmanlaşmış çevik güvenlik güçleriyle Bölge Valiliği'ne verilmesi bazı ilerlemeler sağlanmıştır.

Askeri idareten sonra gelen sivil yönetimde başbakanın Doğu kökenli olması da bazı iyi etkiler yaratmıştır. Mesela, Diyarbakır Cezaevi'ndeki aykırı uygulamalara, muhalefetteki bölge milletvekillerinin de ricası üzerine Turgut Bey'in müdahalesi bazı olumlu kıpırdamalar getirmiştir.

Daha sonra Anavatan iktidarının, bir bölge milletvekilini, Bitlisli Kâmrân İnan'ı bölge sorunlarını bakan olarak koordine etmekle görevlendirmesi, Anavatan'ın oy kaygısıyla da izah edilse, son tahlilde demokratik rekabetin sağladığı bir kıvılcıktır.

Bu arada SHP, yönetime aday olan kanatların mesajlarını en sivri şekillerde yükselttikleri "kurultay öncesi"ni geride bırakmış, Deniz Baykal, Atı Topuz gibi itimlik ve tecrübeli politikacılar yönetime gelmiştir.

Şimdi bakıyoruz Deniz Bey de görüşlerini daha açık söylüyor, tartışmayı gündeme getirmeye hazırlanıyor. Demokrasinin kaynaştırıcı, bütünlüyle özelliğiyle birlikte bölge için sanayinin kritik görevini hatırlatıyor.

Bölgenin ilkel ve feodal yapısının sanayileşmeyle aşılabileceğini söylüyor Baykal.

Başbakan'ın ve ana muhalefet liderinin "bölge çocuğu" olduğu, yavaş yavaş sorunların bırakıldığı bir sivil dönemde girişilen "Urfa'da parti meclisi toplantısı" deneyinin başarılı olmasını diliyoruz.

Partilerin Güneydoğu insanına hizmet için yarışa girmeleri korkulacak değil, umut sağlanacak bir olaydır.



"ÇİRKİN KRAL"IN DÖNÜŞÜ

# YILMAZ GÜNEY'E ÖZGÜRLÜK

Yılmaz Güney'in eserlerine konan yasakların kalkması, vatandaşlık hakkının iade edilmesi ve mezarının Paris'ten Türkiye'ye getirilmesi için yurtdışında kampanya başlatılıyor.



"Bizim, ülkemize dönme, hem de zaferle dönme umudumuz ve güvenimiz vardır. Ama sizler bir gün kaçacak ve bir daha dönemeyeceksiniz. Beyaz Ruslar'a bakın. Kral Faruk'a, Şah'a, Somoza'ya bakın ve geleceğinizi görün." Bu meydan okuyan sözlerin sahibi Türk sinemasının önce vurdulu kırıldı, silahlı filmleriyle Çirkin Kral namını kazanan sonra da sosyal ve toplumsal içerikli filmleriyle Altın Palmiye'ye kadar tırmanan ünlü yönetmen Yılmaz Güney'in ta kendisiydi. Yılmaz Güney, ülkesine dönemeyecek ve 1984'ün 9 Eylül günü Fransa'da kansere yenik düşecekti ama onun "umudu" sürecektir ve eserlerinin Türkiye'de yeniden gösterilmesini ve vatandaşlık hakkının iadesini amaçlayan kampanya ile dönüş süreci başlayacaktır.

**Kurufasulye.** "Siz hiç Türkiye'de kurufasulye yediniz mi?" "Evet" diye yanıtladı Alman spiker bu soruyu. "Peki Almanya'da yediniz mi?" Yine yanıt olumlu oldu. "Peki Almanya'daki fasulye hiç Türkiye'dekinin tadında oluyor mu?" Peş peşe gelen sorulardan terleyen spiker bu kez yutkundu, düşündü ve "Hayır. Aynı tadı hiç bulamadım" dedi.

Bu konuşma Alman televizyonu ikinci kanalı ZDF'de Yılmaz Güney ile yapılıyordu. Güney'in son filmi "Duvar" yayınlanmış, ardından

sanatçı ile bir söyleşi yapılıyordu. Spiker, filmi aldığı olumsuz eleştirilerin nedenini sorduğunda, Yılmaz Güney yukarıdaki soruları peş peşe sıralıyor ve "İşte" diyor, "Aynı malzeme, aynı yönetmen, ama Türkiye'de çektiğim filmlere benzemiyor, aynı tat olmuyor..."

1982 yılının Ekim ayında, Türkiye'den ayrılışının birinci yıldönümünde, Paris'te yaptığı bir konuşmada ise Türkiye'den ayrılışını şöyle anlatıyordu Yılmaz Güney:

"Ben bir sanatçıyım ve sanatımın odak noktası sinema. Sinema yapmak benim için hayat bulmaktır, yeniden hayat kazanmaktır. Ne yazık ki, son uygulamalar beni can damarımdan koparttı... Benim için sürgün, bir anlamda sansürlü film yapabilmek ve özgürce düşünebilmek demektir... Benim için sürgün, sürgün demek değildir..."

Bu sürgün olmayan sürgün, artık şimdilerde ölü olmayan bir ölüydü. Ama gene de dönmeliydi. Onu ölümsüzleştiren eserleri, sanatı yaşamalı ve genç kuşakların izlemesine olanak sağlanmalıydı. Ancak kampanya, salt filmlere özgürlük kampanyası değil, Yılmaz Güney'e özgürlük kampanyasıydı. Kampanyayı düzenleyenlerden, Almanya'daki Demokratik Sanatçılar Birliği'nden Ozan Ceyhan ve Tohum dergisinden Özgen Utku, Nokta'ya şu açıklamayı yapacaklardı:

"Kampanyanın üç temel amacı var: Yılmaz Güney'in tekrar Türk vatandaşı olarak hukuki konuma sahip olabilmesi ve bu gerçekleşinceye kadar Paris'te bulunan meza-

rın anıt mezar haline getirilebilmesi ve yapıtları üzerinde uygulanan yasakların kaldırılması."

Kampanyanın şimdilik imza toplama aşamasında olduğunu söyleyen Ozan ve Özgen, programı şöyle sıralıyorlar: "İlk toplantı 3 Eylül Cumartesi günü Berlin'de. Buna Türkiye'den Demirtaş Ceyhan, Hale Soygazi, Barış Pirhasan katılacaklar. 9 Eylül Cuma günü Frankfurt'ta Türkiye'den gelen davetlilerle birlikte basın toplantısı yapılacak. 10 Eylül Cumartesi günü de Heidelberg kentinde Yılmaz Güney gecesi. Bu geceye Türkiye'den Kemal Anadol, Hakan Balamir, Demirtaş Ceyhan, Mehmet Ali Eren, Onat Kutlar, Aziz Nesin, Barış Pirhasan, Arif Sağ, İlyas Salman, Hale Soygazi, Deniz Türkali, Rahmi Saltuk katılacak. Nihat Behram, Melike Demirağ, Şinasi Dikmen, Fuat Saka gibi isimler de Avrupa'dan. Yeşiller Partisi kampanyayı destekliyor. 11 Eylül günü bu ekiple birlikte Paris'e gidilecek ve Yılmaz Güney'in mezarı ziyaret edilecek. Aynı akşam Paris'te, 17 Eylül'de Basel'de bir gece yapılacak.

Fatoş Güney de bu kampanyaya Paris'ten itibaren katılacak ve Serv Tanilli başta olmak üzere yurt dışındaki birçok aydın da destekleyecek. Daha sonra da hükümete resmen başvuru yapılacak. Peki bu çabaları, çalışmalarını Türkiye'deki "makamlar" nasıl karşılayacak?

"Ölmüş adamın ardından..." 1987 yılında başbakanlık başkanışmanı iken "Yılmaz Güney'in eser-

lerine uygulanan yasağın" kalkmasına sıcak bakan Adnan Kahveci, o günlerde Nokta'nın sorularını "Evet, bu konuda ciddi çalışmalarımız var" diye yanıtlamıştı. Bugün, Devlet Bakanı olan Kahveci'nin kampanya ile ilgili yanıtı ise oldukça ilginçti: "Önümüzde uğraşacak daha ciddi meseleler var." ANAP'lı Mustafa Taşar ise Yılmaz'ın vatandaşlık hakkının da verilmeyeceğini, yasaklarının da kaldırılmayacağını söylerken, "Ölmüş adamın arkasından beni daha fazla konuşturmayın" diyordu. İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli de "Kanın uyarınca ölmüş bir adamın vatandaşlığa kabulü mümkün olmayacağını" belirtiyordu. ANAP'ın tavrı oldukça açıktı. Muhalefet partileri ise konuya sıcak yaklaşıyor. Avrupa'daki kampanyaya konuşmacı olarak katılan üç SHP'li milletvekili yan sıra SHP Kültür Komisyonu Başkanı Sabahattin Çetin, Türkiye'de sanatçıların öncülük edeceği bir kampanyada SHP'nin de yerini alacağını söylüyordu.

"Yılmaz Güney'e özgürlük" için Nokta muhabirlerinin görüş aldığı sanatçıların tümü ise "Evet" diyor. "Her şey yapmaya hazırız." ANAP milletvekili adayları Hülya Koçyiğit'i de içine alan geniş bir sanatçılar yelpazesi idi bu.

**Gidenler, gidemeyenler...** Avrupa'da 3 Eylül günü başlatılan toplantılara ise 22 davetliden ancak 11'i gidebiliyordu Türkiye'den. Bir kısmı pasaport alamadığını gerekçe gösterirken, bir bölümü ise, o tarihlerde yoğun çalışmalarını olduğunu ilah ediyorlardı. Mehmet Ali Eren, Onat Kutlar, Aziz Nesin, Demirtaş Ceyhan, Arif Sağ, İlyas Salman, Hale Soygazi, Deniz Türkali, Barış Pirhasan, Kemal Anadol ve Rahmi Saltuk toplantıya katılacaklarını bildirirken, mazeret ileten ünlüler arasında Timur Selçuk, Türkkan Şoray, Atilla Dorsay, Cüneyt Canver, Hakan Balamir, Tarık Akan, Zeki Ökten, Aytaç Arman, Arif Keskiner, Atif Yılmaz ve Kadir İnanır yer alıyorlardı.

Bu arada İsviçreli yönetmen Claude Weisz, "anıt mezar" projesine katkıda bulunabilmek için bir belgesel film hazırlamıştı. Güney

Filmcilik adına çekilen bu belgesel "Yılmaz Güney ve Ülkesi" adını taşıyor, Güney'i, filmlerini ve 1922 yılından 1984 yılına dek Türkiye'nin geçirdiği siyasi evreleri anlatıyordu. Bu filmde sağlanacak gelir tümüyle "anıt mezar" için kullanılacaktır.

Dünyada barış rüzgârlarının estiği 1988 yılında, ülkeler açıklık politikasında hızla yol alırken, hatta

bazı ülkelerde kurşuna dizilen insanların itibarlarını geri verme çabaları sürerken, Yılmaz Güney için hükümetin ne yapacağı merak konusuydu. Ama sonuç ne olursa olsun herkes tahtsız ve tahtlı krallar arasındaki farkı çok iyi biliyordu. Tahtsızlar sinemanın "çirkin" kraları olsa da.

Emine TANRIYAR  
Ayda Özü ÇEVİK

## Ne dediler?

Hülya Koçyiğit  
(Sinema oyuncusu)

Yılmaz Güney'in Türk sanatçısı, değerli bir Türk sanatçısı olduğunu bildiğim için sineması, mezarının Türkiye'ye nakli ve Türk vatandaşlık hakkının iadesi için gerekli tüm faaliyetlere katılıyorum.



HÜLYA KOÇYİĞİT: "Gerekli tüm faaliyetlere katılıyorum"

**Atuf Yılmaz**  
(Film yönetmeni)

Yılmaz haksız muameleye uğradı. Eserlerinin, kişiliğinin yasaklanması çok yanlış, bu yasak kaldırılmalı. Filmlerinin sıkıyönetim dönemindeki akıbeti açıklanmalı. Bütün bunların yapılabilmesi için gerekli tüm toplu kampanyalara katılıyorum.

**Memduh Ün**  
(Yapımcı ve yönetmen)

Bu konuda yorum yapmak istemiyorum, ama bana göre filmleri Türkiye'de oynatılabilir.

**İşıl Özgentürk**  
(Yazar)

Böyle bir kampanyaya katılmak ve desteklememek olanaksız. O, halkın gönlünde zaten Türk vatandaş, yasal durumu bir aydın olarak beni ilgilendirmiyor. Nâzım Hikmet'in mezarı gibi onunki de Türkiye'ye getirilmeli. Filmleri ise inanıyorum ki, tüm sanatçıların baskılarıyla oynamaya başlayacak.

**Müjdat Gezen**  
(Oyuncu)

Yılmaz Abi çok eski bir aile dos-

tum. Kuşkusuz böyle bir kampanyaya doğrudan "evet" derim. Onunla ilgili yapılacak her şeye düşünmeden imza atarım.

**Kemal Anadol**  
(TYS üyesi ve SHP İzmir milletvekili)

Yılmaz Güney Türkiye sinemasının ve Türkiye sanatının çok değerli isimlerinden biridir. Sanatçılarımıza ideolojileri ne olursa olsun hor bakan anlayışımız devam ettiği sürece uygar toplum olma savımız boşta kalır. Nâzım Hikmet'ten Necip Fazıl'a kadar uzanan sağlı solu sanatçı zinciri içinde tüm değerlerimize sahip çıkmalıyız. Bu zincirin en son halkası Yılmaz Güney'dir.

**Mustafa Taşar**  
(ANAP Ankara milletvekili)

Böyle bir kampanyanın üç hedefine de karşıyım. Bir adam vatandaşlıktan çıkarılmışsa bunun sebepleri vardır. Yılmaz Güney filmleri seyretmediğimiz zaman da kıyamet mi kopuyor? Sanatını bir ideolojiye karıştırdığı için, ona ben sanatçı olarak bakmıyorum. Sanat, toplumun bütün kesimleri tarafından

rahatlıkla izlenebilmeli. Bir kısmının sözcüsü gibi olan sanata da sanat demek mümkün değil. Herkesin beğenisini kazanmalı. Bir mini referandum yaparsanız, Yılmaz Güney'in filmlerinin burada oynanmasının çoğunlukla karşısında olduğu görülecektir. Türk olması için de Türk'e has unsurlara sahip olması lazım. Keşke sağ olsaydı daha fazla şeyler söyleyebilirdik ama, ölmüş bir insanın arkasından konuşmanın doğru olmadığı kanaatindeyim.

*Mustafa Taşar: "Ben ona sanatçı olarak bakmıyorum"*



**Prof. Faruk Erem**  
(Basın Konseyi Başkanı-ceza avukatı)

Filmlerinin gösterilmesinde bir kanuni engelin olduğunu zannetmiyorum. Filmleri oynatılabilir demek için, bütün filmleri görmek ve o filmlerde Ceza Kanunu'nun 141. ve 142. maddelerine giren bir şey olup olmadığını bilmek lazım. Filmlerinde 141. ve 142'ye aykırı bir şey yoksa gösterilmesinde mahzur-yoktur. Türkiye'de, isim olarak, bu isimli adamın şu yapıtları yasaktır diye bir uygulama mümkün değildir.

**Adnan Kahveci**  
(Devlet Bakanı)

Eski yaralar, yeni yaralar açılmadan tamir edilmelidir ama şu anda hâlâ bazı hassasiyetler var. Bu konuda cevap vermek istemiyorum. Şu anda daha önemli konular var. Bu dönemde çok önemli konular olarak bunların gündeme gelmesini üzülmüyorum. Şu anda en önemli sorun bu değil.

**Galip Demirel**  
(TBMM İçişleri Komisyonu Başkanı-ANAP Malatya milletvekili)

## Vatandaşlık hakkı

*Prof. Çetin Özek, Yılmaz Güney'in Türkiye'deki yasal haklarını Nokta'ya açıkladı.*

Türk Vatandaşlığı Kanunu'nun 25. maddesinin g bendi uygulanarak, Yılmaz Güney'in Türk vatandaşlığını kaybettiğine karar verilmiştir. Türk Vatandaşlığı Kanunu'nun söz konusu hükmü, vatandaşlık hakkını hiçe sayan, siyasal iktidara keyfi davranış olanağı sağlayan, demokrasi kavramıyla bağdaşmayan niteliktedir. Yılmaz Güney'e Türk vatandaşlığını kaybettiren idari işlem ise, bu antidemokratik yasa maddesinin koşullarına dahi aykırı olarak gerçekleştirilmiştir. Böylece Yılmaz Güney, yasal dayanakta yoksun, açıkça hukuka aykırı bir idari işlem sonucunda vatandaşlık hakkını geriye yitirmiştir.

Yılmaz Güney vefat ettiği ve askeri yönetim sırasında gerçekleştirilen idari işlemlere karşı hak

arama yolları önlendiği için, Yılmaz Güney'in yurttaşlık hakkına kavuşması konusunda yargı yolu tıkalıdır. Buna karşılık, hukuka aykırı bir idari işlemin, idare tarafından geriye alınması olanağı mevcuttur. Bu olanak çerçevesinde, idare, kuramsal olarak, Yılmaz Güney ile ilgili "vatandaşlığı kaybettirme" kararını geri alabilir. Uygulama açısından hukuk ve demokratik siyasal sistem ile bağdaşmaz işlemleri olağan hale getiren bugünkü siyasal iktidarın söz konusu idari işlemi geri alacağı konusunda umutlu değilim. Gerçekten de, Yılmaz Güney'in vatandaşlığı kaybetmesine yönelik idari işlemin geri alınması şöyle dursun, vatandaşlığı kaybettirme kararının kapsamı dışında kalan uygulamalar söz konusudur. Gerçekten, Yılmaz Güney'in yönettiği veya oynadığı filmlerin sinemalarda gösterilmesi fiilen engellenmektedir. Sansürden geçmiş, zamanında oynatılmış film-



lerin dahi yeniden oynatılmasına engel olunmaktadır. Askeri yönetim döneminde, Sıkıyönetim Komutanlığı'nın aldığı ve Yılmaz Güney isminin anılmasını dahi yasaklayan karar bugün için geçerli değildir.

İdarenin yasal dayanakta yoksun, Yılmaz Güney adına ve anısına karşı gerçekleştirdiği uygulamaya fiili bir uygulamadır. Bu hukuka aykırı idari uygulamaya karşı, doğal olarak yargı yoluna başvurulabilir, başvurulmalıdır, başvurulacaktır.

Komisyonumuza bu konuda gelen herhangi bir şey yok. Yalnız ben şunu söyleyeyim, evvelki sene müsteşar olarak yurtdışındaydım, Fransa'daydım. Fransız televizyonu, Yılmaz Güney'in başrolünü oynadığı bir film gösterdi. O filmde öyle sahneler var ki, hayret edersiniz. Filmde, Türkiye'nin güneydoğusunda bir otobüs yolculuğu yapıyor, "Kürdistan" diye filmin başına koca başlık atılıyor.

Türkiye için iş, tazyikle halledilecek diye düşünülürse, hiçbir tazyik sonuç vermez. Ama Tür-

kiye'deki yetkili makamlar konuyu incelerler, genel menfaatler milli çıkarlar yönünden herhangi bir mahzur görmezlerse mesele kalmaz. Ama kalkıp da bir baskıyla bu konuyu halledelim derlerse, son bilirsiniz Nihat Sargın'la şeyde olduğu gibi vermedik...

**Mehmet Dülger**  
(DYP Genel Başkan Yardımcısı)

Kampanyayı öncelikli bulmuyorum. Yani, Yılmaz Güney'in mezarı geldiğinde, filmlerinin gösterimine izin verildiğinde, vatandaşlık

hakkı geri verildiğinde memleket demokrasi gelmiş olacak mı? Hayır. Belki bir işaret olabilir. Demokratik manada konuşmak icap ederse, tabii bir eksiklik, böyle bir şey olması. Tabii zat-ı muhterem çok önemli şartlar içerisinde, bugün bizim kolaylıkla tasvip edemeyeceğimiz bazı angajmana girdi.

Dün akşam Carlo Ponti'nin bir filmi seyrettim, TV'de. Orda, orijinalinden dinledim, sosyal demok-

rat dediği komünist. TV bunu veremedi. Türkiye'nin şartlarında TV bunu veremeyecek halde.

141-142 komünistler falan filan biz demokrasiyi yıkılmayacak şekilde kurduğumuz zaman ve demokrat olan ülkeler içerisinde yer aldığımız zaman bunların hepsi inanamayacağınız bir süratle kaybolacak, biz bunlarla uğraştığımız o zaman kahkahalarla güleceğiz. "Biz ne enayilik etmiş nelerle uğraşmışız" diyeceğiz.

## "40 yıllık tanışım"

*Demirtaş Ceyhan, Demokrat Sanatçılar Birliği'nin kampanyasında Yılmaz Güney ile ilgili yapacağı konuşmayı Nokta'ya aktardı.*

**"1977** yılında Vatan gazetesinde yazıyordum. Yılmaz Güney'in (yarıda kalan Endişe'yi saymazsak) son



filmi Arkadaş, nedendir bilmem, şu son günlerde hep gözlerimin önünde. Oysa ilk günler ne de çok konuşmuştum hakkında. Bir dolu sosyolojik, ekonomik hatalar bulmuştum. Bu sosyolojik, ekonomik hatalarından dolayı da yerden yere vurmaya çalışmışım filmi. Ama bakıyorum şimdi, aradan bunca zaman geçmesine karşın gene de unutamamışım. Bulduğum (bulduğuma inandığım) sosyolojik, ekonomik hataları unutmamışım da, filmi silip atamamış belleğim. Filmin yüceliği de burada olsa gerek ya...

Şunu hemen belirteyim ki, o yıllarda Yılmaz'la aramız biraz şekerrenkti. Galiba 1966-67'lerde, Yılmaz'ın ilk romanı 'Boynu Bükükler' i yayımlamak için özel bir yayınevi kurmuştuk. Ama türlü acemiliklerimiz yüzünden başaramadık, top attık. Bu yüzden de aramızda birtakım sürtüşmeler oldu. Uzun yıllar konuşmadık. Arkadaş filminde, zorlama sosyolojik, ekonomik hatalar bulmaya

çalışmam, birkaç küçük ayrıntıyı ballandıra ballandıra abartarak filmi yerden yere vurmaya kalkışmam da, tabii hiç kuşku yok ki, bu duygusal öfkemdi. Ama ne var ki, bütün bu olumsuz duygularıma, hatta hıncıma, öfkeme karşın, film gene hükmünü yürütmüş bende de... İşte, sanatın gücü denilen şey de bu olsa gerek...

Sinemayla seyircilikten öte fazla bir ilgim olduğunu söyleyemem. Ama ne var ki, edebiyata ve sanata olan kırk yıllık tutkum ve çeşitli rastlantılarla, sinemamızın nerdeyse kırk yıllık tanışım diyebilirim. İşte bu tanışığımıza dayanarak diyorum ki, Yılmaz Güney, bence Türk sinemasının ayaklarını yere bastıran ilk sanatçılardandır, hatta ilk sanatçısıdır.

Hemşehrim, arkadaşım, meslektaşım, kardeşim Yılmaz Güney, halkın büyük oğullarından biridir. Onu halkından koparmaya, halkını onun sanatından mahrum etmeye hiç kimsenin gücü yetmez. Yılmaz Güney'in bizlere borcu yok, biz borçluyuz ona... Yılmaz Güney'i er geç götüreceğiz Anadolu'ya!... Hiç kimsenin kuşkusu olmasın!.."

## "Yasal yollar kapalı"

*İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, Yılmaz Güney ölmüş olduğundan yeniden Türk vatandaşlığına alınmasının yasal olarak mümkün olmadığını söyledi.*

*Yılmaz Güney kampanyası ile ilgili olarak Nokta'nın sorularını yanıtlayan Kalemli şunları söyledi.*

**Y**ılmaz Güney, Bakanlar Kurulu'nun 6.12.1982 gün ve 8/5762 sayılı kararıyla 403 sayılı Türk Vatandaşları Kanunu'nun 25/G maddesi uyarınca Türk Vatandaşlığı kaybettirilmiştir.

403 sayılı Türk Vatandaşlığı Kanunu'nun 8. maddesi, Türk va-

tandaşlığını kaybetmiş olanları ikamet şartı aranmaksızın Bakanlar Kurulu'nun yeniden vatandaşlığa alabileceği öngörülmüş ise de, aynı kanunun vatandaşlığa alınmada usulü düzenleyen 10. maddesine göre ilgilinin bir dilekçeyle yurtdışında konsolosluklara, yurtdışında de mülki idare amirliklerini başvurması gereklidir. Bu duruma göre Türk vatandaşlığına geçmek isteyen kişilerin hayatta olması gerekmektedir. Ölü kişilerin Türk vatandaşlığına alınmaları kanunda öngörülmemiştir.

Bu hükümlere göre Yılmaz Güney ölmüş olduğundan, 403 sayılı Türk Vatandaşlığı Kanunu hü-



kümleri uyarınca vatandaşlığınıza alınması mümkün değildir.

## "SHP destekler"

*SHP İstanbul Kültür Komisyonu Başkanı Sabahattin Çetin, "Yılmaz Güney'e Özgürlük" kampanyası ve SHP'nin tavrı ile ilgili sorularımızı yanıtladı.*

**Nokta:** Avrupa'da başlatılan "Yılmaz Güney'e Özgürlük" kampanyasına SHP'nin yaklaşımı nedir?

**Çetin:** Yılmaz Güney'in üzerindeki yasakların kaldırılması kampanyasının ulusal sınırlarda başlaması ve bu yasakları ortadan kaldıracak olan devlet, hükümet otoritelerini etkilemesi açısından zorunludur. Böyle bir kampanya-



ya SHP'nin kültür komisyonu başkanı olarak ben, tabii ki olumlu bakıyorum. Güney'in üzerindeki yasağın kaldırılması, Türkiye'de demokrasinin sınırlarının genişletilmesi anlamına gelir.

Güney'in yasaklarının kaldırılması konusunda SHP de mutlaka destek verecektir.

**Nokta:** Nasıl bir destek?

**Çetin:** Bu konuda bazı görüşmeler yaptık. Sayın Genel Başkanımın bilgisi dahilinde. Ama biz bu kampanyayı öncelikle ülkemizin sanatçıları tarafından başlatılmasını ve onların bu kampanya için bir örgütlenme içerisine girmelerini ve mümkünse bir komite oluşturmalarını bekliyoruz. Biz de parti olarak o çalışmalar içerisinde yerimizi alırsak. Ama bunu öncelikle partinin yapmasını doğru bulmuyoruz. Sanatçıların kendilerine ait çok önemli bir meslede bir adım ileri gitmelerini ve sonra da bizimle birlikte ortak bir çalışma içine girmeleri bu işin en doğal yoludur diye düşünüyorum.

## VE ANILAR...

BİLGE OLGAÇ:

### Bir yürüyüş

İlk önemli kompozisyonu "Kon-yakçı" filminde oynadı, ondan sonra da benim ilk filmim olan "Üçünüzü de Mıhlarım" da başladık. İlk başrolü sayılabilir. Sonra "Krallar Kralı" nı çalıştık beraber. "Üçünüzü de Mıhlarım" filminden

Bilge Olgacı: "Yılmaz'la ilgili her türlü kampanyaya katılmım"



bir anı aktarabilirim. Senaryoda bir sahne vardı. Yılmaz annesinin ırzına geçildiğini öğreniyor, koşarak intikam almaya gidiyordu. Yılmaz dedi ki: "Koşmasam yürüsem olmaz mı?" dedi. "Bir görelim" dedim. Kalktı, bir yürüdü. İnanılmaz bir şeydi. "Yılmaz Güney yürüyüşü" diye isim taktım. Daha sonra da senaryolara Yılmaz Güney yürüyüşü koyduk.

Yılmaz'la ilgili yapılacak her türlü kampanyaya imza atarım. Böyle bir kampanyayı mutlaka öncelikle sanatçılar başlatmalı. Aslında Yılmaz'da affedemediğim tek konu, sanatçı Yılmaz Güney'i yeterince anlamamış olmasıdır.

MAHMUT TALİ ÖNGÖREN:

### "Güney'i taklit eden Tatlıses"

1971 Ekim'i Adana Cezaevi'nde yiz. Moral günü var. Yılmaz Güney beni de götürdü. Yolda halk arabamızı çevirdi. Açık pencereden yoksul insanlar ellerini uzatıp ona dokunmak istiyorlar... Cezaevinde de aynı durum. Hükümlüler ona önce şöyle bir yaklaşıp dokunuyorlar sonra işlerini izlesin diye dilekçeler veriyorlar. O kalabalığın arasında göz ucuyla bakıyorum. Yüzünde tatlı bir gülümseme dilekçe-

leri bir bir topluyor. "Takip edeceğim" diyor. Dilekçeler böyle kabarıyor ki, artanları da ben taşıyorum.

Üç ay sonra onunla çalışmaya başlıyorum. Çok değişik bir dünya... İlk sorularımdan biri "Dilekçeler ne oldu?" Hemen bir dosya açıyor ve hepsini gösteriyor! "Tek tek ilgili yerlere gönderiyorum. Çok önemli olanları izliyorum. Başka ne yapayım? Ben de insanım." Dilekçe sahiplerinden kimilerine para yardımı yaptığını da başkalarından öğreniyorum. Bir süre sonra "Baba" filmine hazırlanıyor. "İlk kez beni ağlarken görecekler" diyor. "Beni de kendilerinden biri olarak kabul etmelerini istiyorum. Dokunarak yüceltikleri bir tanrı değil... Onlar gibi acı çeken bir insan..."

Yıllar sonra Ankara'da bir filmin sansürde reddedilişinden sora Da-nıştay'da açılan davada bilirkişi kurulu üyesi olarak bulunuyorum. Film, Yılmaz Güney'in "Baba"-sının kare kare kopyası... Giysileri bile aynı renkte. Başrolde İbrahim Tatlıses... O sahne gelince, bakıyorum o da ağlıyor. Ben de... Kare kare kopyada bile Yılmaz'ın "İnsan" olma çabasının sezgileri var.

Yılmaz Güney'in filmlerinin Türkiye'de gösterilmesiyle ilgili hiçbir engel kalmadı. Ne yasal bakımdan... Ne sıkıyönetim bakımdan... Tek engel Yılmaz Güney korkusu.

### "Ruhu kabadayıydı"

Kamuoyunda Kürt İdris olarak bilinen İdris Özbir, Yılmaz Güney'le 1968 yılında Tarlabası'ndaki bir "bitirimehane"de tanışmıştı. O günden sonra çok iyi iki arkadaş olduklarını söyleyen İdris Özbir, Yılmaz Güney'le ilgili anı ve düşüncelerini Nokta muhabiri Mahmut Övür'e anlattı.

Nokta: Uzun yıllar birlikte oldunuz. Unutmadığınız bir anınız oldu mu?

Özbir: Bir gün, kalabalık bir grupla gazinoya gitmiştik. Herkes sanatkâra gül falan gibi şeyler verir. Bizim masaya geldiğinde Yılmaz çıkardı silahını, mermilerinden bir tanesini sanatkârın göğüslerinin arasına koydu. Tabii o anki o şeyi

anlatamam ben. Yani onun manasını, onun jestini anlatamam. Ne sanatkâr gücendi, ne de onu gücendirdi. Öyle güzel bir jest yaptı ki... En son kaçacağına yakın da yine bir gazinoda karşılaştık. O akşam bir polis tanıdık geldi bana, ille Bebek Belediye'ye gidelim dedi. Kurtarmadım, kalkıp gittik. Gittik ama gazinoda yer yok. Tam o sırada karşıda yumruğunu havaya kaldırmış Yılmaz'ı gördüm. Yine o eski şekil kucaklaşma ve biz de masaya oturduk. Nebahat Çehre de orada okuyor. Yılmaz Nebahat Çehre'ye bir çiçek verdi. O da eğilip masaya şarkı söyledi. O arada Nebahat'ın ağladığını gördüm. Nebahat gitti. Biz de vakit dolduğu için kalktık-

mızda o polis hesabı ben ödeyeceğim dedi. Biz bırakmak istemedik. Gücü yetmez filan diye. Silahı falan da yere düşünce ortalık biraz karıştı. Neyse sonunda oradan ayrıldık. Ertesi günü polisler beni aradı. Tabii magazin gazeteleri de Yılmaz'ın orada olduğunu yazınca, Fatoş da beni aradı.

"Sen, benim babamsın, abimsin" dedi. "Senin sözüne inanırım. Akşam bir olay olmuş" dedi. Dedim ki, "Bacım ben de olsa ne de olsa eski hanımıdır. Nebahat geldi masamıza hepimize 'hoşgeldin' dedi. Yılmaz da ona bir çiçek verdi. Ne yapması lazımdı Yılmaz'ın?". "Beraber oturma falan olmadı mı?" diye sordu. "Yok" dedim. O da "Abi ben sana inanırım" dedi. Bende ona yemin ettirdim. "Fafma" dedim. "Bacı, bak Yılmaz'a en ufak bir küsme falan yaparsan şerefsizim seninle bir daha konuşmam. Çünkü ben oradaydım."

Nokta: Yılmaz Güney'in kabadayı yanının olduğu söyleniyor. Gerçekten böyle bir yanı var mıydı?

Özbir: Yılmaz'ın ruhu kabadayıydı. Eğer kabadayılık güzellikse oydu. Şimdi bakmayın kabadayılık da son yıllarda ayağa düştü. Halbuki kabadayılık bizim atalarımızdan kalan bir gelenektir. Ne diyeceksin şimdi yiğit adama? Mert adama? Yani Yılmaz'da güzel bir insanda mevcut olan her şey vardı.



## "Erken teşhis olabilirdi"

*Numune Hastanesi eski başhekim-i Sağlık Bakanlığı Personel Genel Müdürü Dr. Turhan Yılmaz, Güney'i anlattı.*

**Nokta:** Yılmaz Güney'le nerede tanıştınız?

**Temuçin:** Yumurtalık olayından sonra Yılmaz Ankara'ya gönderilmişti. Duruşması Ankara'da yapılacaktı. Rahatsızlanarak hastaneye kaldırıldı. Ben o zaman Ankara Numune Hastanesi Radioterapi Kliniği baş asistanıydım. Tetkik için bana gönderildi. Yapılan sintografik tetkikte (ki bunların hâlâ arşivlerde bulunması gerekir) karaciğerinde yetmezlik görüldü. Mide yakınmaları da vardı. Bu nedenle Yılmaz'ı mahkûm koğuşuna yatırdım ve mide grafisinin çekilmesini istedim. Böylece ilk dostluğumuz onun doktoru olarak başlamış oluyordu.



**Nokta:** Hastanede ne kadar kaldı?

**Temuçin:** Sekiz gün kaldı. İnsanları çabucak etkisi altına alan kişi-

likli bir yapısı vardı. Son derece büyük bir dost ve fedakâr bir arkadaştı. Buna bir örnek vermek isterim. Hastaneye yatması sorun oldu. Taburcu etmemi istiyorlardı. Hastane Başhekim-i Dr. Münif İslamoğlu da bana baskı yapıyordu. Ama ben mide grafileri çekilmeden taburcu etmeyeceğimi söyledim. Mide grafileri içinse onbeş gün sonraya randevu verilmişti. Bu, o zaman için normal bir süreydi. Yani bunda bir kasıt yoktu. Ne var ki başhekimliğin benim üzerimde baskısı artınca, bunu anlayan Yılmaz, filmlerinin çekilmesini beklemeden, bana bir şey olmasın diye kendi arzusu ile taburcu oldu. Yılmaz'ın mide kanserinden öldüğünü düşünürsek, rahatsızlığının o günlerden başlamış olabileceğini söylemek kehanet olmaz. Ne var ki ondan sonra Ankara Numune Hastanesi gibi büyük bir merkezde kontrol olmak fırsatını bir daha ele geçiremedi. İzmit'te, Kayseri'de İmralı'da kaldı.

## "Hükümet zorda kaldı"

*İsveçli gazeteci Ulla Lundström 1978 yılında İzmit Kapalı Cezaevi'nde yatan Yılmaz Güney ile ilk röportajı yapan gazeteci olmuştu. Ancak İsveç televizyonunda yayınlanan bu söyleşi bir anda Türkiye gündemini karıştırmış, devrin muhalefet partileri AP ve MHP'nin Adalet Bakanı Mehmet Can hakkındaki sorularına cevap vermiş, güvenoylaması isteğine dönüşmüştü. Ulla Lundström, olay röportajın öyküsünü Nokta'ya anlattı.*

**"1979** ilkbaharında İsveç televizyonu "Yılmaz Güney filmleri" diye bir program gösterecekti. O yıllarda Türkiye'de gazetecilik yapıyordum ve Yılmaz Güney cezaevine girdikten sonra da birçok kez onunla röportaj yapabilmek için çeşitli yerlere başvurmuştum. Üç yıllık çabaların sonucunda birgün Adalet Bakanı Mehmet Can ile görüşme imkânı buldum. 1978 Aralık ayıydı. Mehmet Can oldukça neşeli bir gündüeydi. İsveç televizyonunun projesini kendisine anlattım. Sanatsal bir belgesel olacaktı. Mehmet Can'ın

moralli olduğu gün bize yaradı ve cezaevinde görüşmemiz için izin verdi.

Televizyon ekibi ile birlikte İzmit Cezaevi'ne gittik. Onun koğuşunda her çeşit suçtan yatan 72 mahkûm vardı. Cezaevi müdürü odasında görüşmemizi önerdi, ama 'yaşadığı yer olmalı' diye diretince o da izin verdi ve herhalde ilk kez o koğuşun kapısından bir kadın girdi. İlk izlenimim, Yılmaz'ın o hapisanenin kralı olduğuydu. Mahkûmlar kadar gardiyanlar, cezaevi görevlileri karşısında esas duruşta duruyorlardı.

Çekimlerimiz çok zevkli geçti. Rejisör olduğu için özel hayatında da hep bir senaryo içinde yaşıyordu. Volta atarken, yemek yerken, jimnastik yaparken doğal sahneleri hep önceden düşünmüş ve hazırlamıştı. Üç saat görüştük. Hapishanede bir tek çalışma masası vardı, o da onundu. Yemekleri genellikle dışardan geliyordu. Yaşamı 'Umut' filmi gibiydi. Masası onur masasıydı, hatta doğal korumaları bile vardı mahkûmlar arasında. Onlar geleceğimizi bildikleri o gün yelekli lacivert takım

elbiseler, dik yakalı beyaz gömlekler giymişlerdi, kravat da takmışlardı.

Çekim boyunca özgür bırakılmıştık. Söyleşimizin sonunda Güney "Görüyörsünüz, istediğim zaman buradan kaçabilirim. Ama kapıları açık bıraksalar bile kaçmam. Çünkü Türkiye'de saklanmam mümkün olmadığı için yurtdışına çıkmam gerekecek, onların da amaçları bu zaten..." dedi. Söyleşinin bu yönünü Türkiye'deki sağcı gazeteler büyüttüler, 'Yılmaz'ın yanına giren bu kadın kim?' diye sansasyon arayan haberler yaptılar. Mehmet Can bu yayınlar üzerine filmi görmek istedi, ancak izin vermedik. Satın almak isteyen gazetelere de vermedik. Çünkü Yılmaz Güney İsveç televizyonuna konuşmuştu. İsveç televizyonu da bu söyleşiyi tam üç kez yayınladı. Sağcı gazetelerin haberleri üzerine muhalefetteki partiler, AP ve MHP soru önergesi vererek, 'Bu yabancı gazeteci cezaevine nasıl girdi?' şeklinde Mehmet Can aleyhine soru önergesi verdiler, hatta güvenoylaması yapılmasını istediler, ancak Meclis'te kabul edilmedi."

**Yılmaz Güney'in oyuncu olarak oynadığı başlıca filmler:**

Bu Vatanın Çocukları 1958, Alageyik 1959, Karacaoğlan'ın Kara Sevdası 1960, Dolandırıcılar Şahı 1961, Ben Öldükçe Yaşarım 1965, Çirkin Kral 1966, Hudutların Kanunu 1966, Kızılır-

mak Karakoyun 1967, Kozanoğlu 1968.

**Senaryosunu yazdığı ve yönetimine karıştığı başlıca filmleri:**

Endise 1974 (Antalya, en iyi oyuncu ödülü), İzin 1975, Zavalılar 1975, Bir Gün Mutlaka 1975, Sürü (Çeşitli festivallerde çok sayıda ödül), Düşman 1980, (1981

Berlin Film Festivali En İyi Senaryo) Yol 1982 (1982 Cannes Altın Palmiye).

**Yönettiği ve oynadığı başlıca filmleri:**

Seyyit Han 1968, Umut 1970, Acı 1971, Ağıt 1971, Baba 1971, Arkadaş 1974 (Sinema Yazarları Ödülü), Duvar 1984.

# Güney'in yaşamı ve istemediği kaçıışı



"Ben kolay seçtim" diyordu Yılmaz Güney. Ardından da kolayın kendisi için ne anlama geldiğini açıklıyordu: "Cesaret ve boyun eğmeme." Bunun tersi ise onun dilinde "zor" olarak ifade ediliyordu.

Kan davalarının bitip tükenmediği Siverek'i terk eden baba Halit ve anne Güllü'nün gelip yerleştiği Adana'nın 50 km ötesindeki Yenice köyü Yılmaz Güney'in ilk zorluklarının yerleştiği topraklar olmuştur. Ama o çocukluğundan başlayarak zorun inadına umudu yertmesini de bilmişti. Okula başladığı Yenice köyünü 4. sınıftan sonra terk ediyor, lise yaşamı Adana'da noktalanınca soluğu İstanbul'da üniversite kapısında alıyordu. Ancak daha çocukluk günlerinde başlayan sinema merakı ve edebiyat sevgisi üniversite yıllarında her şeyin önüne geçiyor ve Güney

resinden izin isteyecekti. Hiç kimsenin aklına gelmeyen ve kendisinin de uzun cezaevi yıllarında hiç teşebbüs etmediği "kaçış"ın ilk adımı oluşturuyordu bu talep. Muş'ta bulunan annesinin hastalığı nedeniyle istediği izin, veriliyordu.

Cezaevinden ayrılışından iki gün sonra 11 ekim 1981'de Kemer'deki Olimpos Motel'e geliyordu Güney. Eşi ve oğluyla birlikteydi. Otel görevlileri tanıyor ama kaçan bir Yılmaz Güney'le karşı karşıya olduklarını aklarının kenarından bile geçirmiyorlardı. Gece bekçisi uzun uzun yüzüne baktığında, "Ne o birine mi benzettin?" diye sormuş, "Hiç yabancı gelmedin tanı gibiyim" cevabını almıştı. "Tanırsın, tanırsın ben Yılmaz Güney'im" demişti çkinmeden.

**Yabancı dost.** Bir telefon, bir erkek sesi ve sabahın ilk ışıklarıyla birlikte ayrılırlar Olimpos Motel'den. Bu motelden sonra Yılmaz Güney'in bindiği sarı bir taksiden söz edilir. Bundan sonra nasıl gittiği üzerine gerçekle ilgisi olmayan pek çok şey yazılıp, söylenecektir. Nokta'nın araştırmaları hiç de şarptıcı olmayan bir gerçekçi, onun dünyanın dört bir yanında dostları olduğunu ortaya koyuyor. Güney'i Akdeniz kıyılarından bir Alman filmcinin yatı alarak, Rodos'a götürmüştür. Ancak ilk girişimde yatla buluşamayan Güney'in bir gece-sini ağaçlık arazide saklanarak geçirdiği de Nokta'nın edindiği bilgi-

fakülteyi terk ediyordu. O tarihten sonra sinema Yılmaz Güney için her şeyin önündeydi artık. Bir yandan da çeşitli sanat dergilerine yazdığı öyküleri göndermeyi sürdürüyordu. İşte, suçlamalar, yargılanmalar ve ilk cezaevi de bu yazılardan birinin yayınlanması sonucunda, Güney'in yaşamındaki ilk yerlerini aldı. "Üç Bilinmeyenli Eşitsizlik Denklemi" adlı öyküsünde komünizm propagandası yaptığı gerekçesiyle 1,5 yıl Paşakapısı Cezaevi'nde hükümlü olarak kalıyor, bu ilk hükümlülüğünü de altı aylık sürgün yaşamı izliyordu. Sürgün dönüşü sabıkalı bir genç adam olarak iş aramaya başladığında bir başka gerçeği yine yaşayarak öğrenecekti: Sabıkalıya iş yoktu. Sine-madan alıyordu, öyküler yazıyordu, hatta ilk romanı "Boynu Bükük Öldüler"i yazıp bitirmişti ama bu yeni durumu nedeniyle bulabil-diği iş, ancak "kabadaylık" oluyordu. Bütün bu döneminde ona dostluk gösteren Can Ünal, ilk çocuğu Elif'in de annesi olacaktı. Da-

lerden. Bu Güney'in ülkesini zorunlu terk edişinin kısacık öyküsüdür. Ama arada kalan zamanlarda Güney'in kaçışının nasıl zorluklar ve nasıl duraklar geçirdiği Güney Efsanesi'nin bilinmeyenleri...

**Neden kaçtım?** Onun kaçışı üzerine çok yorumlar yapıyor, daha önceleri çok daha olanaklı koşullarda kaçmayan Yılmaz Güney'in öyle bir zamanlamayı neden yaptığı üzerine fikirler yürütülüyor. Özellikle yazılardan dolayı kesinleşen bir cezası ve onu izleyecek diğerleri nedeniyle Güney'in kapalı bir cezaevine sevk edileceği, çalışma koşullarının tümüyle sınırlanacağı, hatta can güvenliğinin olmadığı yönündeki bu yorumlara karşılık kendisi neden kaçtığını şöyle açıklıyor:

"Ülkemden ayrılmamı gerektiren esas neden, hakkımda düşüncelerimden dolayı açılan ve yüzyılı aşan davalar değildir. Benim için, cezaevlerinde uzun süre kalma korkusu olsaydı yurdumdan daha önce ayrılırdım. Son uygulamalar beni can damarımdan koparttı."

Yakalandığı mide kanseri Güney'in "kolay"larına Paris'deki Pere Lachaise Mezarlığı'nda bir nokta koyuyordu. O artık Altın Palmiyé ödüllü ve "tercihim" dediği mücadelesinde yollar katetmiş bir halk sanatçısı olarak yaşayacaktı...

Neyyire ÖZKAN

ha sonra Nebahat Çehre ile ilk evliliğini yapıyordu Yılmaz Güney. Bu süreç Yılmaz Güney'in aynı zamanda irili ufaklı, kaliteli kalitesiz çok sayıda film çevirdiği ve adının hızla Çirkin Kral'a tırmandığı yıllarıydı.

**Devrimci kimlik.** 70'li yıllar, devrimci ve demokratlardan yana olduğunu açıklamaktan çekinmeyen Güney'i de, kendi hareketliliği için açıyordu. Fatoş Süleymangil'le tanışıp evlenmesi de bu günlere denk düşecekti. 12 Mart askeri müdahalesinin 5. gününde gözaltına alınan Güney, tutuklanarak Selimiye Cezaevi'ne gönderildiğinde 6.5 aylık oğlu Yılmaz'ın ve Fatoş Güney'in özelemlerini taşıyordu. Bu kez yaşadığı "kolay", devrimcileri saklamak, onlara yardım etmekti. Mahir Çayan ve arkadaşları hakkında açılan THKP-C davasında 12 numaralı sanık olarak yargılanan Güney, 1974 affına kadar cezaevinde kalıyordu. Bu ikinci cezaevi günleri de, okuyup, yazmakla geçiyor ve Güney politik kimliğinde daha belirgin çizgiler kazanıyordu. Ancak aflla sona eren cezaevi yaşamı ne yazık ki 3.5 ay sonra yeniden başlıyordu.

Bu kez ilk ikisine hiç benzemeyen bir nedenle, Yumurtalık Hâkimi

Sefa Mutlu'yu öldürdüğü gerekçesiyle özgürlüğünden yoksundu. Yılmaz Güney içerde üretmeyi sürdürdü. Yeni senaryolar, yeni romanlar, yeni filmler ve bir dergi. Güney, Kültür ve Sanat Dergisi adını taşıyan bu dergideki yazılar ve 1977 seçimleri sırasında kaleme aldığı "CHP Niçin Desteklenmemelidir" broşürü, hakkında açılan yeni davaların gerekçesini oluşturuyordu. Güney, Sefa Mutlu'yu öldürmekten dolayı 19 yıl hüküm giymişti ama bu yeni davalar da onun dört duvar dışına kolay kolay bırakılmayacağını işaretliydi. Yumurtalık olayı ve bu olay üzerine Güney'e verilen cezanın tartışması da yerini bu kesinleşmeye yüz tutan ve toplamları yılları bulan davaların tartışmasına bırakıyordu. 12 Eylül askeri müdahalesinin hemen ertesinde ise İmralı Açık Cezaevi'nden İsparta Yarıaçık Cezaevi'ne alınıyordu. Güney, İsparta Cezaevi'nde de izin almaya, belirli zaman aralıklarıyla evine gitmeye devam edecek ve kimsenin aklına Güney'in kaçacağı gelmeyecekti.

**Ve kaçış.** Bir bayram sevincinin yaşandığı İsparta Cezaevi'nde Yılmaz Güney, bayramın ilk günü olan 8 Ekim 1981'de eşi Fatoş Güney'le görüşmesini yapıyordu. Bayramın ikinci günü ise cezaevi ida-



Onun artık nefes almaya bedeni için Paris, Komün şehitlerinin gömüldüğü Pere Lachaise Mezarlığı, son mekânı olarak gösteriliyordu. 13 Eylül 1984 günü onun için toplanan dostlarının ortak kaygısı, kendi topraklarına ne zaman dönebileceği oldu hep...

## Palme'nin gizli Kürt planı

Mehmet Ali YULA

**FRANKFURT, (Hürriyet)-** İsveç Başbakanı Olof Palme'nin öldürülmesinden doğrudan sorumlu olduğu her geçen gün biraz daha kesinlik kazanan bölücü terör örgütü PKK lideri APO'ya (Abdullah Öcalan) yakın bir kaynak, "Suikastın ardında, gündüze kadar ki varsayımlardan çok daha değişik bir nedenin yattığını" öne sürüyor. Bu iddiaya göre Palme, Kürtlere "otonomi" sağlanması için kapsamlı çalışmalar yapıyor ve karşılık olarak PKK'dan, Türkiye yerine İsveç'in egemenliğini kabul etmek anlamına gelecek, ödünler istiyordu. Bunun için de öldürüldü.

Palme'nin, bu amaçla, aralarında çok üst düzeyde Türk yetkilileri ile PKK liderlerinin de bulunduğu kişilerle yakın temasta olduğu ve "otonomi" konusunda önemli aşamalar elde ettiği, aynı kaynak tarafından iddia ediliyor. Bu iddialara göre, Başbakan Özal'ın Suriye'ye 1987 Temmuzunda yaptığı son gezinin özenle gizli tutulan gerçek amacı da, otonomi

konusuyla ilgili. Ziyaret sırasında, PKK lideri Abdullah Öcalan ile görüşmek isteyen Turgut Özal'ın, karşı tarafın yüz yüze gelmeye yanaşmaması nedeniyle bunu gerçekleştiremediği de, iddia edilenler arasında.

Hürriyet'in elde ettiği bilgilere göre, Palme'nin, ölümünden önceki en önemli çabası olan "Kürtlere otonomi sağlama" konusunda, ki tüm bilgi ve gelişmeler, PKK 3'üncü Kongresi'nin tutanaklarında olduğu gibi, halen PKK ile birlikte, çeşitli ülkelerin polis örgütleri tarafından aranmakta olan gizli Palme Belgeleri'nde de, tüm ayrıntılarıyla yer alıyor.

### PALME'NİN GİZLİ PLANI

Hürriyet, 1988 başında örgütten kesin olarak kopmasına kadar, PKK'nın Avrupa'daki merkezlerinden birinin sorumlusu olarak görev yapan bir PKK militanı ile temas kurdu. Halen, çeşitli ülkelerin polis örgütleri kadar, PKK tarafından da "Hain" olduğu gerekçesiyle aranan bu kaynak, İsveç Başbakanı'nın öldürülmesine

akadar uzanan olaylar zincirini, şöyle anlatıyor:

"Palme, aslında gerçek bir Kürt dostuydu. Kürtlere, gizli-açık birçok yardımını dokunmuştu. İsveç'te meydana gelen ve sonunda PKK'nın bir terör örgütü olarak damgalanmasına yol açan olayların ardında da, gerçek olmayan bir şeylerin var olduğunu fark etmişti. Sözüm ona, İsveç'e PKK'dan ayrılmış bir haini idam etmek için gönderilen militanın cebinden, başka öldürüleceklerin de listesinin çıkmasını, garip karşılıyordu. PKK'ya yapılacak en büyük yardımın, Türkiye'de otonomi bir bölge kurulmasını sağlamak olduğunu düşünüyordu."

"1985, 1986 yılları içinde, otonomi konusunda ciddi çalışmaları oldu. En üst düzeyde Türk yetkilileri de görüşmeler yapıyor, önemli sonuçlar elde etmişti. PKK liderleriyle, birçok kez yüz yüze konuşmuştu. Durumun umut verici olduğunu, PKK liderleri de ezmişlerdi. Yalnız, bütün bu olumlu gelişmelerin arasında, olumsuz bir gelişme ortaya çıkmıştı: Kürt dostu Olof Palme, emperyalist duygularına yeniliyor ve otonomi karşılığında PKK'dan, kabul edilmesini olanak bulunmayan ödünler istiyordu. Bunların kabulü, bir bakıma Türk Devleti'nin egemenliğinden çıkıp İsveç Devleti'nin egemenliğini kabul etmek anlamına gelecekti."

"Palme, otonom Kürt Bölgesi'ni, özellikle ekonomik konularda İsveç'e bağımlı hale getirmek istiyordu. Bölgede petrol vardı ve bölge İsveç'in yararlanacağı iyi bir pazardı... Palme, böyle düşünüyordu. Yani, bir zamanlar büyük destek verilen Kuzey Vietnam'daki modeli, Kürtlere uygulamak niyetindeydi. PKK bunu kabullenmek istemeyince, çalışmaları durdurmaktan söz etmeye başlamıştı. Başka bir deyişle, PKK'nın ayağına gelen otonomi şansının kaçmasına neden olmuştu... İşte, bu yüzden öldürüldü."

Suikastın hemen ardından PKK'nın gündeme gel-

mesini, İsveç Başbakanı'nın bu çalışmalarından İsveç Hükümeti'nin haberdar olmasına bağlayan eski PKK militanı, "ince diplomatik hesaplar ve uluslararası ilişkiler" nedeniyle durumun, dünya kamuoyundan gizlendiğini iddia ediyor.

1988 başından beri PKK cellatlarınca, "görülmediği ilk yerde öldürülmek üzere" arandığını ve bu nedenle, hiçbir yerde fazla kalamadığını ifade eden eski PKK militanı, "Kürtler için otonom bir bölge oluşturulması" çalışmalarının boyutunu, "Özal'ı, Abdullah Öcalan ile görüşmeye itecek kadar büyük" olarak tanımlıyor ve iddialarını şöyle sürdürüyor:

"Özal'ın Suriye'ye gidişi, aslında tek amaçlıydı. Türk Başbakanı, PKK Genel Sekreteri Abdullah Öcalan'la konuşmak istiyordu. Doğaldır ki, bu amaçla özenle gizli tutuluyor ve Suriye gezisi, dostluğun, karşılıklı ticari ilişkilerin geliştirilmesi amacıyla yönelik gibi gösteriliyordu. Ne var ki, Abdullah Öcalan bu görüşmeye yanaşmadı. Suriye Devlet Başkanı Hafız Esat da, PKK liderine büyük anlayış gösterdi ve onu zorlamaya kalkışmadı."

"Bu gelişmelerle ilgili ayrıntılı bilgiler, PKK'nın 3'üncü Kongresi'nin tutanaklarında da mevcut. Abdullah Öcalan da, Kongre'de yaptığı konuşmada durumu özetledikten sonra 'Bu konuda göstermiş olduğum hassasiyetten ötürü de, Suriye Devlet Başkanı'na teşekkür borçluyuz' demişti."

Öte yandan, Hürriyet'in konuyla ilgili olarak görüşüne başvurduğu İsveçli yetkililer ve çeşitli basın mensupları, yeni iddialarla ilgili herhangi bir yorum yapmaya yanaşmadılar. "Konunun, bilgileri dışında kaldığını" söylemekle yetindiler. Olof Palme'nin ölümünden önce Kürtlere otonomi sağlama konusunda çalışmalar yapıp yapmadığı konusunda bilgi verebilecek bir hükümet yetkilisine ulaşmak da, mümkün olamadı.

Tercüman 24.8.88

## SHP'li Türk'ün PKK'lı yeğeni ölü ele geçti

**KIZILTEPE, (A.A.)-** Mardin'in Kızıltepe ilçesine bağlı Karakuyu köyü yakınlarında, Suriye'den Türkiye'ye giriş yapmak isteyen bir grup teröristle, güvenlik kuvvetleri arasında çatışma çıktı. Çatışmada SHP Mardin milletvekili Ahmet Türk'ün yeğeni PKK öyesi terörist Beşir Türk'ün ölü olarak ele geçirildiği bildirildi. Bir terörist teslim oldu, bir grup terörist de yaralı olarak yakalandı.

A.A muhabirinin güvenilir kaynaklardan edindiği bilgiye göre, Karakuyu köyü yakınlarında sınırдан Türkiye'ye giriş yapmak isteyen bir teröriste, akşam saat 21.00 sularında güvenlik kuvvetlerine "teslim ol" çağrısında bulundu. Çağrıya atesle karşılık verilmesi üzerine silahlı çatışma çıktı.

Çatışmada SHP milletvekili Ahmet Türk'ün yeğeni olan ve uzun süreden beri Mardin bölgesinde kanlı eylemlere katıldığı bildirilen Beşir Türk ölü olarak ele geçirildi. Çatışmada Abdullah'ın kardeşi İhsan adlı terörist silahlı ile birlikte teslim oldu. Henüz kimliği öğrenilemeyen bir terörist de yaralı olarak ele geçirildi.

Yaklaşık iki saat süren çatışmada ölü ve sağ olarak ele geçirilen teröristlerle ilgili kesin sonucun bugün alınabileceği, bölgenin kontrol altında tutulduğu bildirildi.

Tercüman 25.8.88

## İmam PKK'cı çıktı

**NİZİP, (A.A.)-** Gaziantep'in Nizip ilçesi Dazhöyük köyü imamı Abdurrahman İnan, kanun dışı bölücü PKK

örgütü ile ilişkisi olduğu gerekçesiyle gözaltına alındı.

Kod adı (İmret) olan Abdurrahman İnan, Mardin İl Jandarma Alay Komutanlığı'nın isteği üzerine gözaltına alındı. İmam İnan, özel bir ekip tarafından Mardin'e götürüldü. İmam Abdurrahman İnan'ın bu yıl Nizipli hacıların kafilé başkanı olarak haccı da gittiği bildirildi

## Tek tip...

## Cumhuriyet İhanet Solçuk

**B**İR cadı mı? Şeytan mı? Cin mi? Yoksa bir Drakula mı var? Adalet Bakanlığı'nda yetkillinin omuzbaşına sokuluyor, kulağına ofluyor:

— Mahpushanelerde tek tip giysi uygulamasına dönün!.. Gençler dirensinler, açlık grevleri başlasın, ölüm oruçları yaygınlaşsın; olaylar çıksın, infazlar yansın, hükümlüler canlarını yitirsin, onulmaz hastalıklara tutulsun, sakat kalsın, gebersin, yok olsun...

Bir cadı mı? Şeytan mı? Bir kötü ruh mu? Yoksa bir canavar mı var? Kana susamış, acıdan zevk alan, İğkenceden tat duyan kim?

Tek tip giysi uygulaması hapishanelerde niçin yeniden başlatılmak isteniyor?

Adalet Bakanı Mehmet Topaç, koltuğa oturur oturmaz, bir başka "icraat" yapamazmış gibi hemen tek tip giysi uygulaması mı başlatılacak? Adını kamuoyuna böyle mi tanıtacak? Türkiye'de adaletin binbir sorunu, adliyenin binbir derdi varken, niçin cezaevlerinde insanlık dışı kararlar yönelmek isteniyor?

Tek tip giysinin anlamı ne?

Batı'da ne "siyasal mahkûm" var; ne de Türkiye'de suç olan "fil" Batı'da suç...

Türkiye'de cezaevleri zaten "eza evi" değil mi? Yargıcın verdiği cezanın üstüne bir de mahpushanenin olumsuz koşullarında yaşamakla, hükümlü ikinci bir ceza üstleniyor mu? Bu yetmiyormuş gibi, tek tip giysiyi mahkûmun başından aşağıya neden delil gömleği gibi geçirmek istiyoruz?

Tek tip giysi uygulamasının yeniden başlatılacağı duyulunca Bursa Cezaevi'ndeki sağ görüşlü mahkûmlar açıklamalar yapmışlar; "dünya görüşü ne olursa olsun" herkesi tek tip giysi konusunda duyarlı olmaya çağırılmışlar. Sağ görüşlü gençlerin alleleri demigler ki:

— İnsan hakları ihlal edilmesin, insanlara insanlık dışı muamele yapılmamasın, haklılık ve adaletsizlik olmasın, işkence, zulüm ve baskılar ortadan kaldırılsın istiyorsanız, bir de biz dinleyin.

Sağ görüşlü gençler 12 Eylül öncesi Türkiye'sinde tuzağa düşürülmüşlerdir.

Amerika, ellinin altındaki bir ülkede sağ-sol çatışmasını kendi yararına kullanmak için her yönüne başvurur. 12 Eylül'den önce sağ ve sol görüşlü gençler birbirleriyle vuruştular. Hem de kıran kırana. Sağcı gençler "vatansever"di; solcu gençler "yurtsever"di; ama temelde emperyalizmin "destabilizasyon" politikası uygulanıyordu. Çatışma öyle bir noktaya ulaşacaktı ki,

cunta yönetme el koyacak, sonra Washington'un istediği siyasi ve ekonomik model Türkiye'de "İstikrar"la uygulanacaktı.

Nitekim 12 Eylül ile amaca ulaşıldı; kimileri iktidara geçtiler; sağcı ve solcu gençler de cezaevlerine kapatıldılar; fatura onlara çıkarıldı.

Şimdi tek tip giysi giydirilirken "sen sağcısın", "sen solcusun" demiyorlar; mahkûmlara ayrı renkte hapisane üniforması yapmıyorlar.

Cezaevinde çile dolduran sağcı gençler, bugünkü iktidarın kökünden dışardan sağcılığın şampiyonu olduğunu öğrenmişlerse, gözleri açılmış demektir.

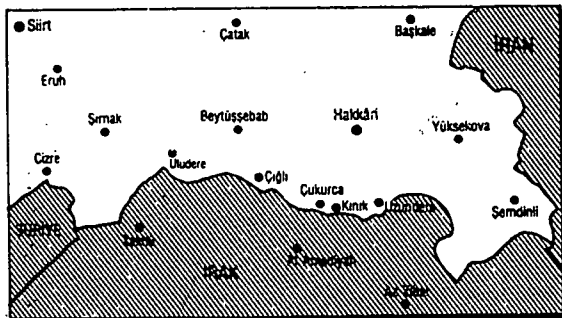
Türkiye 1949'da CHP iktidarından Avrupa Konseyi'ne girdi; Avrupalı olamadık. 1953'te Demokrat Parti iktidarında Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'ni onayladı, insan hakları ülkemizde uyutulmuştur. Yeni kurulan Sosyalist Parti, Anayasa Mahkemesi'nde, Türkiye Birleşik Komünist Partisi Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargılanıyor. İşçi sendikalarının siyasal partilerle ilişkileri yasaktır. 12 Eylül'den sonra tutaklanan gençlerin sıkıyönetim mahkemelerinde savunma yapmalarına bile sıra gelmemiştir. Barış Derneği, DISK davaları sürmektedir. Gençleri kavga meydanına sürenler, iktidar koltuklarında; gençler hapishanelerde. Şimdi siyasal mahkûmlara yeniden tek tip giysi giydirerek mi çağdaşlaşacağız?

## Binlerce Iraklı Kürt sığındı

**Irak yönetiminin saldırısından kaçan binlerce Iraklı Kürt, Türk hükümetinin sınırları açma kararı üzerine Türkiye'ye sığındı.**

**Çoğu kadın ve çocuktan oluşan Iraklı Kürt gruplar, Çukurca yöresinde çember içinde tutuluyor.**

**Dışişleri Bakanlığı Müsteşarı Nüzhet Kandemir, Özal'ın özel bir mesajını Bağdat hükümetine ilettikten sonra İran yönetimiyle görüşmek üzere Tahran'a hareket etti. Konu bugünkü Milli Güvenlik Kurulu toplantısında ele alınacak.**



**ÇUKURCA'DAN GİRDİLER** — Irak hükümetinin giriştiği saldırıdan kaçan çoğu kadın ve çocuk on binlerce Iraklı Kürt, Çukurca - Uludere hattından sınırı geçerek Türkiye'ye sığındılar.

**Haber Merkezi** — Irak yönetiminin saldırısından kaçan binlerce Iraklı Kürt Türkiye'ye sığındı. Türk Hükümetinin sınırı açma kararı üzerine Hakkâri'nin Çukurca-Uludere hattından giren ve çoğunluğunu kadın, çocuk ve yaşlıların oluşturduğu Kürtlerin sayısının 50 bini bulduğu bildiriliyor. Sınır bölgemizde yaşanan binlerce Kürt bir çember içinde tutuluyor.

Türkiye sınırından geçen Iraklı Kürtlerin durumu için çok yönlü

bir "mekk" diplomasisi başlatıldı. Dışişleri Bakanlığı Müsteşarı Büyükelçi Nüzhet Kandemir, "Başbakanın özel temsilcisi" sıfatıyla Bağdat ve Tahran'a dün ani ziyaretler yaptı.

Başbakan Turgut Özal, "Olayın insanî bir boyutu var" dedi.

Arkadaşlarımız Erbil Tuşalp ve Mecit Öztunç'un Çukurca'dan bildirdiklerine göre, Kuzey Irak'taki Kürtlerin Çukurca bölgesine girişleri önceki gecedan itibaren

Dün sabah saatlerinde 8 adet helikopterin Çukurca üzerinden geçerek sınır boyuna doğru gittikleri görüldü. Öğleye doğru, bu helikopterlerden 4'ünün geri döndüğü haber verildi. Bununla, Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu ve askerî yetkililerinin bölgede inceleme yaptıkları anlaşıldı.

SHP'den Adana Milletvekili Cüneyt Canver, Mardin Milletvekili Adnan Ekmeç ile Kars Milletvekili Mahmut Akmak'tan oluşan heyetle, Hakkâri Milletvekili Cumhur Keskin bölgede incelemeler yaptı.

BBC'nin Türkçe haber yayınında, Türkiye yetkililerinin özellikle erkek mültecileri, peşmerge ya da Kürt gerillalar oldukları şüphesiyle kabul etmeyip sınır dışı ettiğini bildirdi. Ancak "Aralarında kadın ve çocukların da bulunduğu yüzlerce kişi Türkiye'ye giriyor" diye ekledi. Aynı haberde, "Bu arada, Irak bombardımanı sırasında Türkiye'nin bazı sınır köylerine top mermileri isabet ettiği,



## Devam

doğrulanmayan habere göre bir sınır muhafızının yaralandığı bildirildi" denildi.

Önceki gün sabaha karşı 05.30 sularında Irak sınırının öte yakasında, Çukurca'nın karşısına isabet eden Sersinki'de yeni bir bombardımanın daha olduğu bildirildi. Bombardımanın ardından sınırı geçmeye teşebbüs eden yaklaşık 4 bin kişinin geri çevrildiği ileri sürülüyor. Bu arada Irak kuvvetlerinin Türkiye sınırına çok yaklaşmış olmasının, sınırı geçemeyenlerin arada sıkışmalarına neden olduğu da ileri sürülüyor.

Arkadaşlarımızın bölgede görüşükleri Iraklı Kürtlerden bazıları, "Biz Saddam rejiminin kullandığı top ve tüfeklerden kaçıyoruz. Çoluğumuzu çoğumuzuz, yandırılan kimyasal silahlardan korunmak için geldik" dediler.

### Ankara'da durum

Ankara büromuzun haberine göre, Irak ordusunun önünden kaçan Iraklıların Türk sınırına yığılmaları başkentte diplomatik açıdan yoğun gündemli iki gün yaşanmasına yol açtı. Önceki gün Başbakanlık, Milli Savunma Bakanlığı ve Dışişleri tarafından ortaklaşa yürütülen değerlendirmeler sırasında Dışişleri Müsteşarı Büyükelçi Nüzhet Kandemir Bağdat'a hareket etti. Aynı saatlerde başkente gelen bazı duyular, gelişmelerin "insani boyutu"nu ön plana çıkardı. Başkentteki hükümet çevrelerinde "özellikle kadın ve çocukların savaş meydanında bırakılmayacağı" görüşü ağır bastı. Daha sonra yapılan değerlendirmelerde "ailelerin parçalanmasını yaratacağı sakıncalar" dikkate alındı ve sınırın Irak Kürtlerine açılması kararlaştırıldı.

Başkentteki diplomatik gözlemler, Türkiye'nin "Irak'ın iç sorunu" diye nitelendiği son gelişmeler karşısında sınırını açma kararından Bağdat'ı haberdar etmek istemiş olabileceğini ifade ederek, Büyükelçi Kandemir'in ziyaretinin zamanlamasına dikkat çektiler. Bu yorumlar Dışişleri Bakanlığınca doğrulanmadı. Hükümet yakın bir yetkili, Bağdat ve Tahrana ziyaretlerinde Kuzey Irak'taki durumun ele alınmış olabileceğini kaydetti, ancak şöyle devam etti:

"Bu ziyaretleri sadece Kuzey Irak'taki gelişmelere bağlı değerlendirmek yanlış olur. Ziyaretlerin ana amacı, Türkiye'nin savaş süresince yürüttüğü aktif tarafsızlık politikasını savaş sonrasında da korumaya özen göstereceğini vurgulanmasıdır. Türkiye taraflara Cenevre görüşmelerinde kalıcı bir barış sağlayacak tutum almaları dileğini de iletmiştir. Ayrıca savaş sonrasında benzer sirtüşmelerin tekrarlanmaması konusunda Türkiye'nin üzerine düşebilecek rolü oynamaya ve katkıda bulunmaya hazır olduğu da belirtilmiştir."

Aynı hükümet yetkilisi, "Kandemir'in Türkiye'ye sığınan Iraklıların geleceğine ilişkin ne gibi görüşmeler yürüttüğü" sorusuna ise, şu yanıtı verdi:

"Henüz bu sorun bu denli önem kazanmamıştır. Ancak bu noktaya gelinirse, söz konusu mültecilerin kaderleri herhalde sadece Irak ve İran'la görüşülmez. Olayın boyutu büyüdüğünde insan hakları savunuculuğuyla ta-

nınmış bazı Avrupa ülkelerinin devreye girmesi de beklenebilir. Çünkü Türkiye'nin, Cenevre Anlaşması'nda Avrupa dışı ülkelere gelen mültecileri kabul etmeyeceği yönünde bir rezervi vardır. Yani uluslararası sözleşmeler açısından bir yükümlülüğümüz yoktur. Sadece insani kaygılarımız ve yükümlülüklerimiz vardır."

### Özal'ın sözleri

Büyükelçi Nüzhet Kandemir, "Başbakanın özel temsilcisi" sıfatıyla Başbakan Turgut Özal'ın sözlü bir mesajını Irak Başbakanı Birinci Yardımcısı Taha Yasin Ramazan'a iletirken, Özal, Ankara Büyükşehir Belediyesi'nce düzenlenen bir yemekte konuya ilişkin bir soruyu şöyle yanıtladı:

"Olayın insani bir boyutu var. Sınırmızı kadınlar ve çocuklara, hatta erkeklere bile açabiliriz. Ayırmak doğru olmaz."

Bu açıklama ile Türkiye'nin o ana kadar izlediği "esnek" politika netleşti ve sınırın Irak Kürtlerine açıldığı resmen duyurulmuş oldu.

### Bağdat temasları

Kandemir, Irak Başbakanı Birinci Yardımcısı Taha Yasin Ramazan'ın yanı sıra, Dışişleri Bakanlığı üst düzey yetkilileri ile de bir araya geldi. Müsteşar Kandemir'in Kuzey Irak'taki gelişmelere ilişkin temaslarında, "Türkiye'nin Irak'ın içişlerini karıştırmaktan titizlikle kaçındığı" mesajının altını özenle çizdiği belirtiliyor. Son sınır açma olayını tamamen insani gerekçelere bağlayan Kandemir'in, bölgede barışın yeniden kurulması ile birlikte Türkiye'ye sığınan Iraklıların ülkelerine geri gönderilmesine ilişkin zemin yokladığı da tahmin ediliyor.

### Kandemir: İnsancıl yaklaşım

Dışişleri Bakanlığı Müsteşarı Büyükelçi Nüzhet Kandemir, Türkiye'nin Irak'tan Türkiye'ye sığınmak isteyenler konusunda öteden beri izlediği insancıl yaklaşımını sürdürdüğünü söyledi.

Büyükelçi Kandemir, Irak'ta iki günlük temasları ardından Tahrana hareketinden önce İstanbul Atatürk Havaalanı'nda yaptığı açıklamada, Bağdat'ta Irak Başbakanı Birinci Yardımcısı Taha Yasin Ramazan'la görüşüğünü ve Başbakan Turgut Özal'dan sıfahi bir mesaj götürdüğünü belirtti. Kandemir, benzer bir mesajı da İran Başbakanı Mir Hüseyin Musavi'ye Tahrana'da iletteğini belirtti. Kandemir, Bağdat ve Tahrana yaptığı ziyaretlerin, şu andaki sınır olayları ile ilgili olmadığını özellikle vurgularken İran'la, Irak arasında kalıcı bir barış anlaşması sağlanması konusunda siyasi danışma görüşmelerinde bulunduğunu belirtti.

Kandemir, "Ama şu anda sınırdan 50 bin kişinin göç ettiği söyleniyor. Bu Türkiye'yi somut olarak ilgilendiren bir durum değil mi?" yolundaki bir soruya karşılık, "50 bin kişi abartılıdır. Ben kaç bin kişi olduğunu bilemem. Bunu oradaki yetkililer bilir, onlara sorunuz. Ancak size şu kadarını söyleyebilirim: Türkiye bundan önce olduğu gibi bundan sonra da insani tutumunu

sürdürecektir" dedi, Bağdat'tan beraberindeki askeri bir heyetle dönen Kandemir, askeri heyetin ve kendisinin aynı anda aynı uçakla Bağdat'a gitmelerinin bir kolaylık olduğunu söyledi.

Kandemir, Bağdat dönüşünde, basın mensuplarına açıklama yapmadan önce 15 dakika Ankara'da hükümet yetkililerinden bilgi aldı. THY'nin 19.50'de kalkan uçağı ile Tahrana hareket eden Kandemir'in gezisi cuma günü sona erecek.

Kandemir'in Tahrana'da, Bağdat'takine benzer bir biçimde savaşa sonrası konumu ve ikili ilişkileri ele alması da bekleniyor. Ancak görüşmeler sırasında Türkiye'ye sığınan Irak Kürtlerinin geleceğine ilişkin bazı temasların yapılacağı da kaydediliyor. Başkentteki diplomatik gözlemler, savaş sonrası yaralarını sarmaya başlayan Tahrana'nın kendi sınırından uzak gelişmelerden dolayı Türkiye'ye sığınan Irak Kürtlerini kabul etmesini pek olası görmüyorlar.

Dışişleri Bakanlığı'ndan Büyükelçi Kandemir'in Bağdat ziyareti konusunda yaptığı resmi açıklama özetle şöyle:

"Türk tarafı, sekiz yıl süren ve büyük can kaybına ve maddi zarara yol açan İran-İrak savaşının ateşkesi sona ermiş olmasından duyduğu memnuniyeti dile getirmiş, savaş süresince olduğu gibi halen devam eden barış müzakereleri döneminde de aktif tarafsızlık politikasını titizlikle sürdürüleceğini vurgulamıştır. Ayrıca, bu vesileyle, kalıcı bir barış ve istikrarın sağlanması ve benzeri sirtüşme ve çatışmaların tekrarı önleyecek tedbirlerin oluşturulmasında Türkiye'nin üzerine düşebilecek rolü oynamaya ve katkıda bulunmaya hazır olduğu da belirtilmiştir."

Dışişleri Bakanı Mesut Yılmaz da son gelişmelere ilişkin olarak bilgi verirken "Ülkemizin sınırları açıktır. Türkiye bu konulara insani mülahazalarla bakmaktadır. İçeriyi almamaya başladılar. Yarınki (bugünkü) Millî Güvenlik Kurulu'nda bu konu gene en üst düzeyde değerlendirilecektir" dedi.

Millî Savunma Bakanı Ercan Vuralhan da aynı konuda "bir sınırlı söz konusudur, gereken incelemeler yapılmaktadır" dedi.

### İran radyosu

İran radyosu ise dün geceki yayınında Irak'ı suçladı ve son günlerde yüzlerce Iraklı kimyasal silahlarla öldürüldüğünü öne sürdü. Radyo, Irak Kürdistan Demokrat Partisi'nin bildirisini de yayınladı.

### Demirel konuşmadı

DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, Türkiye'ye sığınan Kürtlerle ilgili soruya karşılık, "Bugün 30 Ağustos Bayramı, millî birlik ve beraberlik günü. Bu sorunuza yarın (bugün) yanıtıdırım" dedi.

Bölgedeki gelişmeler üzerine DYP Genel Başkan Yardımcısı Esat Kırathoğlu'nun genel idare kurulu üyelerinden Mahmut Nedim Bilgiç ile bugün Hakkâriye gideceği bildirildi.

Kuzey Irak'tan kaçarak sığınan Kürtlerin, insani açılardan Türkiye'ye kabul edilmeleri istendi. Sosyalist Parti Genel Sekreteri Yalçın Büyükdaglı, Irak hükümetini başlattığı Bombalı saldırılar nedeniyle parti olarak protesto ettiklerini açıkladı. Büyükdaglı, Türk hükümetini, bu insanlara yardım etmeye çağırdı. Açıklamada, "Özal hükümetinin sınırları kapatmasını şiddetle protesto ediyoruz" denildi.

Eski TIP Genel Başkanı Mehmet Ali Aybar da dün yaptığı açıklamada, "İrak silahlarının ölüm saçan tehdidinden kurtulmak için sınırımızda korkuyla bekleyen, Iraklı çocuk, genç, yaşlı, kadın, erkek binlerce insanın Türkiye'ye kabul edilmeleri gerekir. Iraklı Kürtlerin gözler önünde Irak Silahlı Kuvvetleri'nce yok edilmesini hiçbir uygar insanın seyirci kalamaz" dedi. Aybar, küçbir gerekçenin bu insanları kurtarmayı engelleyemeyeceğini söyledi.

Öte yandan İnsan Hakları Derneği Ankara Şubesi'nce dün yapılan bir açıklamada, "İrak Kürtlerinin son günlerde karşılaştığı durum, insanlığın tanıdığı en büyük dramlardan biridir. Sığınma hakkı Birleşmiş Milletler'in kabul ettiği bir hakktır. Türkiye açısından sorun, siyasal bir sorun olmaktan çok, insani bir sorundur. Bu insanlara Türkiye'nin kucakını açması, onları konuk etmesi, insan olmasını, uygar bir devlet olmanın gereğidir" denildi.

## NEDEN TÜRKİYE'YE KAÇIYORLAR?

## Irak, Kürtlerden intikam alıyor

**Dış Haberler Servisi** — İran ve Irak sekiz yıl süren bir savaşın sonra nihayet ateşkes imzalandıkları halde Körfez'de top sesleri dinmedi. 1988 başından beri cephe üstü elde ettiği askeri başarılarla İran'ı ateşkesi kabul etmeye zorlayan Irak, 20 ağustos günü resmen yürürlüğe giren ateşkes anlaşmasının daha mürekkebi kurumadan yeni bir cephe açtı. Ama bu kez hedef, İranlılar değil Kürtlerdi.

Doğrusu Körfez savaşının aldığı bu yeni yön hemen hiç kimseyi şaşırtmadı. Çünkü İran ve Irak kapıştıkları zaman meydanı boş bulan Kürtlerin merkezi hükümete karşı savaş açtıkları, ama bu iki devlet barıştıklarında da bu kez merkezi hükümetlerin Kürtlere karşı "öç alma" hareketi başlattıklarını daha önceleri de yaşanmış bir şeydi.

Nitekim İran'la Irak arasında şimdi Cenevre'de yürütülen barış görüşmelerinin tıkanmasına neden olan Şattularap su yolu konusundaki anlaşmazlık 1975 yılında bir uzlaşmaya bağlandığında da Kürtler zor durumda kalmışlardı. Bilindiği gibi İran, Şattularap su yolu üzerindeki mutlak Irak hükümlerini bozmak ve kendine de pay almak istiyordu. Tahran'ın Bağdat'ı buna razı etmek için elindeki en büyük koz Irak'ın kuzeyinde hağımsız bir devlet kurmak için yıllardır silahlı mücade-

le veren Kürtlere sağladığı destekti.

Gerçekten de Bağdat yönetimi İran topraklarında cephe gerisi üslerine sahip ayrılıkçı Kürt savaşçılarına bastıramayınca çaresiz Tahran'ın isteğini kabullenmek zorunda kaldı. 6 Mart 1975'te Ceza-yir'de imzalanan antlaşmayla Irak, Şattularap su yolu üzerinde İran'ın da hakkı olduğunu kabul etti. Buna karşılık İran da Kürtlerden desteğini çekti. Kürt ayrılıkçı hareketi büyük ölçüde çöktü.

Irak Kürtlerinin yeniden toplanıp başkaldırabilmeleri için Irak ve İran'ın yeniden kapışmaları gerekti. Bu kez Humeyni Irak Kürtlerini Bağdat'a karşı silahlandırdı ve kışkırttı. Irak da İran'daki Kürtleri Tahran'a karşı destekledi. Savaş İran'ın lehine doğru gittiği sürece Kürtler Kuzey Irak'ta meydanı hemen hemen boş buldular. Ancak savaşın kaderi dönünce Kürtlerin durumu da değişti. Daha önce Kürtlere geri üs ve silah sağlayan Humeyni yönetimi ile tek başlarına karşı karşıya kalmışlardı. "Arkadan hançerlenmiş olmanın hüdeti içindeki" Irak yönetimi, isyant bastırmak üzere çörek çökek ayırımı yapmadan ordularını Kürtler üzerine sürerken Kürtler şimdi Irak yönetimine mi, kendilerini kullanıp yine ortada bırakan Tahran'a mı, yoksa kendilerini yeni bir serüvene sürükleyen liderlerine mi kızınılat bilemiyorlar.

Türkiye'de, Piruzbey aşiretidiler. Dostki aşiretinin dörtte üçü Yüksekova'da, geri kalanı da Irak'ta yaşıyordu. Hanreyler, Herkiler de böyleydiler. Kucaklaşan akrabalar, haber yollayan hisımlar arasındaki en ilginç olay, İstanbul'da savcı olan bir akrabaya gönderilen mesajdı. Kadınların ve çocukların güvenliği için onlarla birlikte sınırı geçen genç bir peşmerge, İstanbul'da savcı akrabasına "Gelsin, bizi kurtarsın" diye sesleniyordu.

Bir delikanlının elini tutan yaşlı bir nine, "Sen Sofi'nin oğlusun" derken, yüzünden sicim gibi yaşlar süzülüyordu.

Irak'tan gelen akrabalar, hisımlar, 29 ağustos gecesi sabaha karşı toplandıkları Bilbili Meydanı'ndan sınıra doğru götürüldüler. 49

numaralı sınır taşının dibinde Irak'tan yeni gelenlerle karşılaştılar: Türkiye'nin, mültecilerin hukuki durumuyla ilgili 1951 tarihli Cenevre Sözleşmesi'ne 1967'de koyduğu bir çekince vardı: Doğudan mülteci kabul edilmeyecekti. Gelenlerin, bölgedeki sorunları daha da arttıracığına ilişkin yarğı, karakoldaki erden kaymakama ve valiye kadar herkeste synıydı: "Gelsinler de Apocu mu olsunlar?"

Dünden bu yana ise Kuzey Irak'taki Kürtlerin Çukurca bölgesine girişleri sürüyor. Sayıları 50 bine ulaştığı sanılan Kürtler, açlık tehlikesi ile karşı karşıya. Beraberlerinde getirdikleri az sayıda kı koyun da kesilip yenilince, artık yenecek bir şey kalmayacak.

Çiğli köyünde ilk çığlık, Iraklı Kürt gelin Ayşe'den geldi. Ayşe ge-

## Çukurca'dan

## Ayşe gelin Ferman'ı sınırda doğurdu

**Kuzey Iraklı Kürtlerin Çukurca'ya girişleri dünden bu yana sürüyor. Iraklı Kürtler Irak yönetiminin kendilerine karşı giriştiği hareketi katliam olarak tanımlıyorlar. Bu yüzden, dün doğan ilk bebeğe de katliam anlamında kullandıkları "Ferman" adını verdiler. Ölüm korkusunu aşan Iraklı Kürtlerin yeni kaygısı açlık. Yanlarında getirdikleri birkaç koyun da kesilince yiyecek hiçbir şeyleri kalmayacağından yakınıyorlar.**

## ERBİL TUŞALP

**ÇUKURCA** — Iraklı Kürtlerin batıda Uludere, ortada Çukurca, doğuda Şemdinli ve Uzundere hattında yaşadıkları dram, üçüncü gününü dolduruyor. Hayatta kalmanın derdine düşmüş binlerce insanın "ferman, ferman" diye seslenen çığlıkları Çiğli köyünden Berares Dağları'na ulaşıyor. Yurdundan yuvasından kovulan binlerce kadının, çocuğun ölüm korkusunu, kimyasal silah korkusunu bu sözcük dile getiriyor: "Ferman". Bu, onların dilinde "katliam" demekmiş...

Irak sınırında olup biteni anla-

mak için yollara koyduğumuzda, ay parlak yüzünü sivri kayaların ardından bir gösterip bir kayboluyordu. Üzümlü Karakolu barikatlarında, başımızın üstüne koyduğumuz ellerimizi kimliklerimiz göstermek için indirene kadar, sanki bir asır geçti. Geyman Karakolu'nda yetkililerin bölgeye gitmememiz için öne sürdükleri inandırıcı nedenleri de aşınca, Çukurca'nın koyu karanlığına daldık. Arkadaşlarımız Mecit Öztunç, Tekin Yıldırım, Nasrullah ve bir de ben, geçemeyeceğimizi sandığımız sarp dağları aşıp Çukurca'ya tırmanmaya kadar, hemen hemen hiç konuşmadık.

Çukurca kötü bir gün geçirmişti. Belediye hoparlörlerinden toprak duvarlara yapışıp kalan uyarı, canlılığını hâlâ koruyordu: "Mültecileri Bilbili mevkiindeki top sahasına teslim ediniz. Arama sırasında evinde mülteci bulunanlar hakkında kanuni takibat yapılacaktır."

Mülteci denilenlerin bir bölümü, sınırın ötesinde yaşayan akrabaları. Irak'tan gelenlerin kimi Pinyanış, kimi Kaşuran, kimi Her-tuşi aşiretindendiler. Irak'tan gelenlerin yaralarını saranlar da aynı aşiretlerden. Örneğin, Çukurca'nın Kavşak köyünden gidenler, Irak'ta Zebar aşireti olarak anılıyorlardı. Sınırın bu yüzünde ise

lin, dün nurtopu gibi bir erkek çocuk doğurdu. Dedesi Hacı Ömer, en yeni giysilerini giyip Çiğli'da bir eve sığınan gelini ve torununu görmeye geldiğinde kaş - göz arasında dünyaya gözlerini açan çocuğun adı yoktu. Çardak altında oturup söyleşirken "ferman" koydular adını.

Bir başka gelin de gününü bekliyor doğurmak için. Münire gelinin de eli kulağında. Kız olursa "Şilan" konulacak adı.

Çukurca yöresinde madalyonun bir de ders yüzü var. Yörenin sakin ve ağırbaşlı insanları son üç gündür yaşadıklarını bir daha yaşamak istemiyorlar. Yardım için uzanan akraba ve dost ellerini boş bırakırken duydukları acı, yüzlerinden okunuyor.

SHP Hakkâri Milletvekili Cumhur Keskin, oradan oraya

koşturuyor. Sorunun uluslararası bir sorun olduğunu, devletin eli-kolu bağlı insanların ölüme gönderemeyeceğini anlatıyor.

Eşlerini, analarını, babalarını ve çocuklarını güvenlik içinde Türkiye'ye getiren genç peşmergelele konuşuyoruz. Ağit, insanların büyük çoğunluğu gibi kendilerinin de insan gibi yaşamaya hakları olduğunu vurguluyor. "silahlı peşmerge" olarak, bir isteklerinin bulunmadığını, ancak kadın ve çocukların Türkiye'ye sığınma haklarının gözetilmesini istiyor.

Kimyasal silahların kullanılması sonucu bugüne dek en az 20 bin Kürdün öldürüldüğünü anlatıyor. İnanmıyorum, soruyorum. "20 bin" diye üsteliyor. Ölülerin büyük çoğunluğunun kadın ve çocuklardan oluştuğunu söylüyor.

# Kurds say refugees trapped by Iraqi chemical offensive

By James M. Dorsey 9-25-88  
THE WASHINGTON TIMES

An Iraqi military offensive against Kurdish strongholds in the triangle between Iraq, Iran and Turkey has trapped some 150,000 Kurdish refugees in areas under fierce chemical weapons attack, according to Kurdish sources.

U.S. officials here confirmed massive Iraqi troop movements in the region and indicated that Kurdish claims about the fighting were, in the words of one, "plausible." Iraq denied the allegations.

Up to 20,000 Kurds have fled into Turkey, and tens of thousands of others have crossed the border into Iran, Kurdish sources and Western diplomats said.

They said the wave of refugees was the largest since the collapse of the Iraqi Kurdish revolt in 1975, when Iran dropped its support of the rebels as part of an agreement with Iraq.

Sources close to Kurdish guerrilla leader Massoud Barzani of the Kurdish Democratic Party and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan said Turkey has massed troops along its border with Iraq to prevent further refugees from entering the country.

"It's life or death now for us Kurds. The Kurds are being threatened with a bloody massacre and genocide," the sources quoted Mr. Barzani as saying late yesterday in a telephone conversation from his headquarters in Kurdistan.

The sources said Iraqi mustard gas attacks in the border region had destroyed crops in the area of the

Hadjbag river in the Turkish border province of Hakkari.

Western sources said Turkey was privately demanding compensation from Iraq for the damage in the recent mustard gas attack.

A five-member committee of the opposition Turkish Social Democratic People's Party, including three members of parliament, have investigated the attack and found traces of mustard gas and bomb fragments, the sources said. They said areas near Amadiyah on the Iraqi side of the border had been heavily hit in chemical weapon attacks.

Mr. Barzani appealed to the International Committee of the Red Cross yesterday to request Turkey to establish refugee camps in the southeastern border for some 150,000 people threatened with genocide, Kurdish sources said.

Mr. Barzani and Mr. Talabani accused the United Nations of complicity in genocide because of the organization's failure to ensure that the cease-fire in the 8-year-old war between Iran and Iraq also be observed in areas where fighting continues between Kurdish guerrillas and Iraq.

"The U.N. observers are becoming co-guilty in the threatened demise of the Kurdish people," Mr. Barzani was quoted as saying.

The sources said Iraq had restricted the freedom of movement of U.N. peacekeepers based in Kirkuk, the unofficial capital of Iraqi Kurdistan.

Some 35 of the 350 U.N. observers posted in Iran and Iraq are based in Kirkuk.

A U.N. spokeswoman in New York said she was not aware of the restriction, adding that it might have been announced only locally.

Mr. Barzani, Mr. Talabani and Abdul Rahman Qassemou, leader of the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI), have written letters to the United Nations warning that they could not guarantee the safety of U.N. observers in areas under their control, Kurdish sources said.

The letters had not yet been received at U.N. headquarters, the U.N. spokeswoman said.

Kurdish sources said Iraq was reinforcing its troops in the northern part of Iraq, near the towns of Mosul, Dohuk and Zakho, with units that were being withdrawn from the southern war front with Iran. Some 30,000 fresh Iraqi troops had already arrived in Mosul, they said.

U.S. officials said "lots of troops" had been moved in recent days to Mosul, where some 100,000 men were already stationed.

A statement by the Kurdish Democratic Party (KDP) said Iraq intended to attack along a 210-mile front.

The statement said Iraq's defense minister and army chief of staff had moved to a position 280 miles northwest of Baghdad to supervise the offensive.

The KDP says it has 15,000 guerrillas and 30,000 soldiers controlling about 4,000 square miles in northern Iraq. The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) claimed it controlled 10,000 square miles before Iraq began its current offensive.

Kurdish sources said the Iraqi military drive was expected to focus on the KDP-controlled border area of Badinan, where PUK units have moved to join the upcoming battle.

Since Iran said last month it was ready to put an end to hostilities with Baghdad, Iraqi forces have driven KDP and PUK guerrillas out of much of the area they controlled in the southern part of Kurdistan.

"The Iraqi offensive in the southern part was relatively successful. We have lost at least half of the territory and have been pushed into the rugged mountains near the border with Iran," a source close to Mr. Talabani said.

Kurdish sources said they had to rely now on "hit and run" operations in the southern part.

## Iran, Iraq unbudging on border definition

By Hanns Neuerbourg  
The Associated Press

GENEVA — The U.N. chief recessed Persian Gulf peace talks Friday for a day of "reflection" after a four-hour session during which Iran and Iraq apparently took uncompromising positions on how to define their common border.

"I hope that on Sunday, after reflection, flexibility perhaps will start," U.N. Secretary General Javier Perez de Cuellar told reporters after presiding over a joint session with the two delegations. "We are making progress slowly, but we are trying."

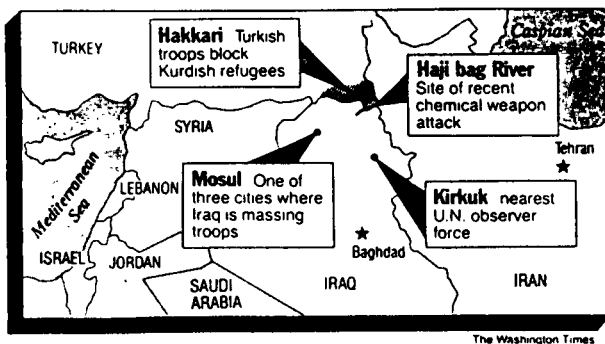
Iran's foreign minister, Ali Akbar Velayati, first raised the border problem in a brief public statement Friday, the second day of talks which are expected to last months, if not years.

He said Iran insists that implementation of the U.N. cease-fire resolution 598, which provides for withdrawal of forces "to internationally recognized boundaries," be based on a 1975 treaty between Iran and Iraq.

That treaty was aimed at settling centuries of border disputes between Iran and Iraq. President Saddam Hussein of Iraq repudiated it on Sept. 17, 1980, five days before Iraqi forces invaded Iran following border clashes. Iraq wants the peace talks to include a renegotiation of the border.

Velayati also made it plain that Iran wants an independent body to be formed quickly to assign blame for the 8-year-old war, which claimed more than a million dead or wounded.

Iran expects the body to identify Iraq as the aggressor, a verdict



The Washington Times

that could also be the basis for reparation claims.

Velayati called the 1975 treaty and an "outline plan" prepared by Perez de Cuellar for putting the treaty into effect "vital criteria" for reaching peace.

The most controversial part of the 1975 treaty made the southern boundary between Iran and Iraq the middle of the Shatt-al-Arab waterway, Iraq's only access to the sea at the Persian Gulf. The treaty granted Iran its claim to the eastern half of the 127-mile waterway.

A major cause of the war was the dispute over the Shatt-al-Arab.

The truce continued to hold meanwhile, but guerrilla groups from both sides traded new accusations of government-ordered massacres.

In New York, the U.N. Security Council condemned the use of chemical weapons in the war, expressing deep dismay over their "more intense and frequent" use against Iran.

The British-sponsored resolution, adopted unanimously by the 15-member council, did not name Iraq as the attacker, but cited reports by U.N. chemical weapons experts blaming Baghdad for using poison gas, including a mustard gas attack on the Iranian city of Oshnaviyah on Aug. 2.

After Thursday's two-hour opening talks in Geneva, face-to-face talks were abandoned temporarily and both sides stayed in separate chambers, with U.N. officials meeting them and reporting back to Perez de Cuellar.

But Friday afternoon, both parties met again in joint session.

Outside the sprawling U.N. complex, about 200 exiled Iraqi Kurds protested Iraq's use of chemical weapons and waved banners demanding, "Stop the massacre of Kurds."

A Kurdish guerrilla group, the Kurdish Democratic Party, charged that six Iraqi air force planes dropped poison gas bombs on Kurdish villages in northern Iraq on Thursday, the day the Geneva talks started. A spokesman who telephoned the Nicosia bureau of The Associated Press said that 88 civilians were killed and 500 were injured.